

INSTITUT
KURDE
DE PARIS

Bulletin de liaison et d'information

N° 126-127

Septembre-Octobre 1995

Ce bulletin paraît en français, allemand, anglais,
kurde, espagnol et turc.

Prix au numéro : France : 30 FF — Etranger : 35 FF
Abonnement annuel (12 numéros) France : 300 FF — Etranger : 350 FF

Périodique mensuel
Directeur de la publication : Mohamad HASSAN

Numéro de la Commission Paritaire : 659 15 A.S.
ISSN 0761 1285

INSTITUT KURDE, 106, rue La Fayette - 75010 PARIS
Tél. : (1) 48 24 64 64 - Fax : 47 70 99 04

Sommaire

- ANKARA : LA COUR DE CASSATION CONFIRME
LES PEINES DES DÉPUTÉS KURDES
- LA TURQUIE MOBILISE SA POLICE, SON ARMÉE ET
SA DIPLOMATIE POUR DÉNIGRER LEYLA ZANA CITÉE PARMİ LES
CANDIDATS FAVORIS POUR LE PRIX NOBEL DE LA PAIX 1995
- NOUVELLES RÉVÉLATIONS SUR LES ARMES
BACTÉRIOLOGIQUES DE L'IRAK
- IRAK: SADDAM HUSSEIN SE FAIT PLÉBISCITER
- WASHINGTON: RECONDUCTION DE L'AIDE
AMÉRICAINNE À LA TURQUIE
- NOUVELLE CRISE GOUVERNEMENTALE EN TURQUIE
- TURQUIE: MEURTRE SOUS LA TORTURE D'UN JOURNALISTE
ET NOUVEAUX PROCÈS D'OPINION
- DUBLIN : NOUVELLE RÉUNION INTER-KURDE
- OSLO: UN SÉMINAIRE SUR LES PERSPECTIVES
D'UN DIALOGUE KURDO-TURC
- AINSI QUE...
- EN BREF, LA REVUE DE PRESSE
- ANNEXE : BILAN DES VIOLATIONS DES DROITS DE L'HOMME

ANKARA : LA COUR DE CASSATION CONFIRME LES PEINES DES DÉPUTÉS KURDES

LE 26 octobre, la Cour de Cassation turque siégeant à Ankara a rendu son verdict dans le procès des députés kurdes emprisonnés depuis mars 1994 pour délit d'opinion.

La Cour de Cassation a confirmé les

peines de 15 ans de prison prononcées le 8 décembre 1994 par la Cour de Sûreté de l'État contre Mme Leyla Zana, députée de Diyarbakir, MM. Hatip Dicle, président du Parti de la Démocratie (DEP), député de Diyarbakir, Orhan Dogan, député de Sirnak, et Selim Sadak, député de Siirt, en vertu de l'article 168/2 du Code pénal turc.

Pour accréditer l'idée que sa décision procède d'un examen individuel des dossiers, la Cour a cassé les jugements concernant les députés Ahmet Türk et Sedat Yurtdas, condamnés en première instance respectivement à 15 ans et 7,5 ans de prison. En attendant d'être rejugés par la Cour de Sûreté d'Ankara pour infraction à l'article 8 de la loi dite anti-terreur, ils ont été remis en liberté provisoire dans la matinée du 27 octobre. Deux autres députés, Mahmut Alinak et Sirri Sakik, condamnés en première

instance à 3,5 ans de prison et ayant déjà purgé la partie obligatoire de cette peine, de ce fait libérés en décembre 1994, ont vu leur sentence confirmée.

L'audience de la Cour de Cassation qui s'est déroulée en présence de nombreux avocats, observateurs et journalistes, a duré à peine 5 minutes. La Cour n'a pas motivé son verdict, se contentant de déclarer qu'elle rédigerait plus tard un arrêt comportant les attendus du jugement. Dès la réception de celui-ci les avocats locaux et européens des députés kurdes introduiront un recours devant la Commission européenne des droits de l'homme.

A l'annonce du verdict, les avocats des députés, ont dénoncé «cette parodie de justice».

De son côté, Mme Zana a accueilli le verdict avec sérénité. Après avoir félicité pour leur «chance» ses collègues, A. Türk et S. Yurtdas, «heureux gagnants de la loterie judiciaire turque», elle a notamment déclaré à ses avocats : «On sait bien qu'il n'y a pas de justice pour les Kurdes dans ce pays. Cependant, par rapport aux milliers de civils kurdes impunément assassinés, aux millions de paysans chassés de leurs villages détruits, mon sort n'est pas à plaindre. Je suis encore en vie et même en prison je poursuivrai mon combat pour la justice, pour la paix et la démocratie en Turquie et pour le respect des droits et de la dignité du peuple kurde. Si les généraux turcs pensent qu'ils peuvent, par ces condamnations prononcées par des juges à leur service, nous faire peur et nous faire taire, ils se trompent».

Enfin, apprenant que le Conseil municipal de Rome venait de lui décerner le titre de «citoyenne d'honneur» de la Ville Éternelle, elle s'est montrée très émue et a promis de s'y rendre dès sa sortie de prison. «Dès que je peux, j'irai, en l'an 2005 au plus tard si les Turcs respectent leurs propres lois et si je suis encore en vie d'ici là» a-t-elle déclaré en souriant à ses avocats.

Le verdict d'Ankara aura des conséquences durables sur l'avenir du pays même si la classe politique turque s'est abstenue de le commenter et la presse ne lui a réservé qu'un écho limité, comme quelque chose allant de soi. Seul le procureur général N. Demiral, qui prend bientôt sa retraite et qui pourrait rejoindre ensuite le Parti d'action nationaliste (extrême-droite) du Colonel Türkes, s'en est bruyamment félicité devant les caméras : «C'est bien fait pour eux. Ce sont des traîtres à la patrie. On aurait dû les pendre».

Chez les Kurdes, le verdict d'Ankara a apporté de l'eau au moulin de ceux qui affirment depuis des années que le système turc n'est pas réformable, qu'il ne suffit pas de prêcher la paix, la démocratie, le combat démocratique pour se faire entendre des Turcs, que face à la violence massive de l'Etat le recours à des moyens violents est justifié. En l'absence d'espace d'expression politique, dans un pays kurde soumis à la loi martiale où l'ensemble de la classe politique turque est discréditée et où le vote est obligatoire, les islamistes risquent de rafler la mise lors des prochaines élections législatives.

En Europe, le verdict de la Cour de Cassation turque a suscité une vive déception chez tous ceux qui avaient crû déceler des signes d'une évolution démocratique en Turquie. Les nombreux diplomates occidentaux assistant à l'audience n'ont d'ailleurs pas dissimulé leur désappointement et ont prédit que dans ce contexte la ratification tant attendue du traité d'union douanière par le Parlement européen allait être «extrêmement difficile».

En Allemagne, premier partenaire européen de la Turquie, le ministre des Affaires étrangères, M. Klaus Kinkel, s'est dit déçu de l'arrêt de la Cour et que «la Turquie a certainement fait peu afin d'obtenir un vote favorable du Parlement européen». S'exprimant sur le même sujet, le 26 octobre à Strasbourg, le président de

l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe, M. Miguel Angel Martinez, s'est déclaré «très déçu» et dénoncé «les normes légales et constitutionnelles scélérates qui permettent de tels anachronismes et monstruosité juridiques en Turquie». Le verdict a suscité un tollé parmi les eurodéputés, qu'ils soient de gauche ou de droite de l'hémicycle, et jeté le trouble au sein du Parlement européen. Mme. Pauline Green, présidente du Groupe socialiste, a qualifié le verdict de «coup dur». Selon Nicole Fontaine, du Parti populaire européen et vice-présidente du parlement, «il ne sera pas possible au Parlement de donner son avis conforme dans les conditions actuelles», autrement dit le Parlement européen préférerait retarder le vote sur l'union douanière, prévu initialement pour le 14 décembre, en attendant que les conditions exigées par les europarlementaires concernant une véritable démocratisation, une solution politique de la question kurde et la libération de tous les députés kurdes soient accomplies par Ankara. En Turquie, le Premier ministre a fait diffuser un communiqué laconique indiquant qu'Ankara reconnaissait la juridiction de la Cour européenne des droits de l'homme et que les députés condamnés pourraient faire appel à Strasbourg. Un tel pourvoi, même en procédure d'urgence, dure cependant près de deux ans. Contrairement à la plupart des commentateurs de la presse turque se réfugiant derrière «l'autorité de la chose jugée», l'éditorialiste Yavuz Gökmen, généralement laudateur de Mme. Çiller, résume à sa manière, dans le quotidien *Hürriyet* du 27 octobre, «l'erreur irratrapable de la Belle Blonde». Selon lui, «il faut bien le reconnaître: Celle-ci a agi à la demande d'un personnage puissant (général Güres) qui déclarait publiquement que Tansu Çiller est «une femme qui vaut trente soldats». Depuis le pays est tiré vers le fond d'un puits par ces forces et il ne fallait pas compter sur la Cour de cassation pour nous l'en sortir!». Des parlementaires kurdes innocents jetés en prison et

condamnés à 15 ans de prison «à la demande», plus exactement sur ordre du général Güres, chef d'état-major des armées, cela constituerait dans une démocratie normale «une affaire Dreyfus»!

Cependant, le Conseil d'association Union européenne-Turquie réuni le 30 octobre au Luxembourg estime que le dossier de l'entrée de la Turquie dans l'union douanière «est techniquement prêt» et demande au Parlement européen «de ne pas faire obstruction à la ratification de l'accord conclu le 6 mars 1995». Mais, le président en exercice du Conseil de l'Union, M. Javier Solana, a tenu à rappeler aux autorités d'Ankara «l'importance que le Parlement européen attache à la libération de tous les députés du DEP. Nous espérons que le processus de réformes démocratiques en cours permettra de trouver des solutions rapides à cet égard.» a souligné M. Solana. Son collègue français Michel Barnier, ministre des Affaires européennes, estime de son côté qu'il ne faut pas «prendre le risque d'un vote négatif qui aurait des conséquences dommageables à long terme. Les signaux encourageants adressés par Ankara doivent recevoir une réponse positive».

Ces «signaux encourageants» paraissent tout à fait «cosmétiques» à M. Carlos Carnero, rapporteur espagnol du Parlement européen. Dans un rapport de 11 pages sur la situation en Turquie présenté le 31 octobre à la Commission des Affaires politiques du Parlement, M. Carnero estime que les quelques mesures récentes de «démocratisation» adoptées par le Parlement turc sont tout à fait «superficielles»: «il ne faut pas croire que grâce à ces modifications la liberté d'expression va s'instaurer en Turquie. C'est la conception générale du Droit qui donne lieu à ces restrictions, la différence entre la justice civile et les cours de sûreté de l'État à caractère militaire qui devraient être révisées» ajoute le rapporteur qui conclut que «le système politique en vigueur en

Turquie est à tous égards une démocratie incomplète dans laquelle on remarque l'absence de mécanismes essentiels pour l'exercice de libertés fondamentales très importantes; la mise en oeuvre de l'union douanière devrait servir, le moment venu, à ce que le processus de transition que connaît la Turquie débouche sur l'établissement d'une démocratie intégrante qui permette d'affronter les principaux problèmes du pays. Le Parlement européen est en mesure d'aider les secteurs les plus dynamiques de la société turque à mener à bien ce processus en offrant toutes les garanties de succès face aux secteurs qui s'y opposent et qui occupent certainement des positions-clé du pouvoir politique et institutionnel. Dans une situation aussi complexe que celle que présente la Turquie, les questions abordées par le PE dans ses résolutions (d'une part, réformes constitutionnelles, mise en liberté des députés du DEP, abolition ou modification substantielle de l'article 8 de la loi anti-

terroriste et législation ordinaire concomitante, arrêt des violations des droits de l'homme; et, d'autre part, traitement non militaire de la question kurde et acceptation des résolutions de l'ONU sur Chypre) ont clairement été perçues comme une demande d'approfondissement, d'élargissement, d'amélioration et de normalisation de la démocratie. Le Parlement européen doit accorder une attention constante à l'évolution politique en Turquie au cours des prochains mois, en évaluant les faits de façon dynamique et analytique... Le rapporteur estime enfin que «le Parlement européen commettrait une grave erreur s'il donnait son avis conforme à l'union douanière avec la Turquie tant que des progrès notables ne sont pas accomplis dans les principaux domaines énoncés plus haut, car il se priverait ainsi de toute possibilité de contribuer à la mise en place de la démocratie dans ce pays, objectif que désirent atteindre sans doute la majeure partie des citoyens».

LA TURQUIE MOBILISE SA POLICE, SON ARMÉE ET SA DIPLOMATIE POUR DÉNIGRER LEYLA ZANA CITÉE PARMIS LES CANDIDATS FAVORIS POUR LE PRIX NOBEL DE LA PAIX 1995

A la suite des informations de la presse norvégienne citant Mme. Leyla Zana parmi les 5 candidats favoris pour le Prix Nobel de la Paix 1995, la Turquie a mobilisé ses services diplomatiques et policiers pour dénigrer la parlementaire kurde condamnée à 15 ans de prison pour délit d'opinion et détenue depuis 19 mois à Ankara.

Parallèlement aux démarches de la diplomatie turque auprès des autorités norvégiennes et de l'Institut Nobel, l'armée et la police politique (MIT) ont été fortement mobilisées pendant plus de deux semaines dans les provinces kurdes

pour faire signer à des citoyens kurdes, notamment des maires et des notables, des pétitions et télégrammes demandant au Jury Nobel de ne pas décerner son Prix de la Paix à Leyla Zana, car «elle ne représente pas les Kurdes et elle n'a rien fait pour la paix». Les récalcitrants, qui pour la plupart ignoraient jusque là l'existence d'un tel Prix et savaient encore moins par quelle institution il est attribué, ont été menacés d'arrestation et de torture. L'armée a menacé plusieurs maires de «brûler leur village» s'ils ne signaient pas la pétition contre Leyla Zana. De nombreux Kurdes de la région ont appelé les associations de droits de l'homme et l'Institut kurde pour faire part des pressions subies et dire que la

police leur faisait signer des lettres et télégrammes déjà rédigés adressés au Jury du Prix Nobel. Selon les estimations courantes plus de 30.000 lettres et faxes auraient été ainsi envoyées de Turquie à l'instigation des services turcs contre la candidature de Leyla Zana. La classe politique traditionnelle s'est jointe à cette croisade nationaliste ainsi que plusieurs universités turques qui ont menacé de rompre toutes leurs relations académiques avec leurs partenaires norvégiens.

Selon le quotidien turc *Hürriyet* du 7 octobre cette mobilisation générale s'explique par la «*vive inquiétude*» des autorités turques que l'attribution du Prix Nobel de la Paix à Leyla Zana ne focalise l'attention des médias internationaux sur les parlementaires kurdes emprisonnés et sur le sort des Kurdes en Turquie».

Les campagnes de presse orchestrées par la police politique sont une pratique courante en Turquie. Parmi ses cibles les plus récentes: Mme. Mitterrand, le leader social-démocrate allemand R. Scharping, l'ancien ministre des Affaires Etrangères d'Allemagne H.D. Genscher et Lord Avebury, président de l'intergroupe parlementaire des droits de l'homme du Parlement britannique, tous «coupables» d'avoir critiqué la politique kurde d'Ankara. Pour avoir refusé le Prix Atatürk de la Paix que le gouvernement turc voulait lui décerner, Nelson Mandela fut également, en mai 1992, une cible de choix des médias turcs qui n'hésitèrent pas à le qualifier de «terroriste», «nègre laid», «nègre ingrat» etc. Refusant de se prêter au jeu d'un régime se gargarisant de paix tout en martyrisant ses 15 millions de citoyens kurdes, Nelson Mandela avait justifié sa décision de décliner le prix turc par «le sort peu enviable des Kurdes en Turquie».

L'unique femme, parlementaire persécutée en raison de sa défense de la paix et de la démocratie, Leyla Zana dont la candidature a été présentée par des

députés norvégiens issus de tous les partis politiques représentés au Parlement d'Oslo, jouit d'une grande popularité en Norvège. Ainsi, la lettre qu'elle a envoyée de sa prison à Mme. Gro Harlem Brundtland, premier ministre, l'appelant à l'aide «pour trouver une issue pacifique à la guerre du Kurdistan et mettre un terme à la tragédie kurde» a trouvé un très large écho dans les médias. Cité par les radios et la télévision, commenté par les responsables politiques, cet appel à l'aide a été repris par les principaux quotidiens du pays: *Aftonposten*, *Dagbladet* et *Arbeiderbladet*. Le secrétaire d'État à la Chancellerie, M. Morten Wetland, a déclaré à la presse que «cette première lettre à Mme. le Premier ministre allait être très soigneusement étudiée» et que «le gouvernement norvégien examinerait les moyens de répondre favorablement à cet appel».

Le 12 octobre, à la veille de l'annonce de la décision du Jury Nobel, les journaux norvégiens estimaient que les deux candidats les mieux placés étaient Jimmy Carter et Leyla Zana. Finalement, l'Institut Nobel dont le choix de 1994 avait soulevé des polémiques, a préféré en cette année 1995 marquée à la fois par le 50ème anniversaire d'Hiroshima et par la réprobation universelle face à la reprise des essais nucléaires français, a décerné son Prix au militant anti-nucléaire Joseph Rotblat et à son mouvement Pungwash.

Cette décision de consensus a été accueillie avec un immense soulagement par les autorités et la presse tuques. De son côté Leyla Zana a publié une déclaration félicitant le lauréat ou elle écrit notamment :

«Comme on sait, sans aucune demande de ma part, un groupe de députés issus de tous les partis représentés au Parlement de Norvège a proposé ma candidature au Prix Nobel de cette année. Plus tard un grand nombre de mes collègues parlementaires de divers pays, des personnalités internationales, certains lauréats du Prix Nobel de la Paix et de nombreuses organisations non

gouvernementales occidentales ont apporté leur soutien à ma candidature et lancé une campagne de solidarité internationale en ma faveur. Je suis extrêmement émue et honorée par cette extraordinaire campagne de soutien et de solidarité. Le fait que mon nom ait pu être retenu sur la liste des finalistes du Prix Nobel, aux côtés des personnalités reconnues pour leurs services éminents en faveur de la paix mondiale et de l'humanité est, au-delà de l'intérêt porté à ma modeste personne, un indicateur frappant de l'écho international du combat du peuple kurde pour sa survie, pour son identité et pour la démocratie. Cela constitue un succès pour le peuple kurde, en particulier pour la femme kurde courageuse, digne, éprise de liberté, qui ne courbe pas l'échine devant l'oppression et la persécution; c'est un succès commun de tous les démocrates kurdes et turcs qui dans les conditions extrêmement difficiles de la Turquie combattent pour la paix et la fraternité. Ce succès international renforcera, donnera une nouvelle impulsion au combat que nous menons pour une Turquie pluraliste, démocratique, laïque et pacifique; une Turquie respectueuse de l'identité, de la culture et des croyances de tous ses citoyens, de la Déclaration universelle des droits de l'homme et de la Charte de Paris. (...).

La guerre et la violence engendrent le chaos social, la décomposition morale, les fanatismes idéologiques et nationalistes, l'effondrement économique; elles ouvrent progressivement la voie à la barbarie. La civilisation, alternative de la barbarie, ne peut s'épanouir et se consolider que dans un climat de paix et de démocratie. La Turquie ne saurait trouver une place dans la Communauté occidentale que dans la mesure où elle se conformera aux règles de civilisation et de démocratie.

Nos dirigeants qui ont cru pouvoir nous faire taire par des lois d'un autre âge et des tribunaux d'Inquisition, dissimuler aux regards de l'opinion publique mondiale la guerre et les destructions qu'ils mènent dans une vaste partie de la géographie de notre pays, doivent également se rendre compte que

le moment est désormais venu de choisir entre une démocratie moderne et la barbarie. Ils devraient s'efforcer de comprendre que dans un monde qui se globalise il est impossible de tromper pendant longtemps l'opinion publique. Tous ceux qui m'ont proposée pour le Prix Nobel auront par là même condamné les dirigeants turcs et leur politique. (...).

paix, soutenus par nos amis et alliés occidentaux aimant la Turquie dans sa diversité, avec ses Kurdes et ses Turcs, désirant une Turquie stable et démocratique jouissant d'une paix intérieure, finiront par être couronnés de succès. Aujourd'hui la paix est une aspiration, un espoir, grâce à nos efforts communs elle deviendra demain une réalité».

J'ai la ferme conviction que nos appels à la

NOUVELLES RÉVÉLATIONS SUR LES ARMES BACTÉRIOLOGIQUES DE L'IRAK

LA fuite en Jordanie du gendre de Saddam Hussein, le lieutenant général Hussein Kamel, continue d'avoir des répercussions importantes sur la connaissance des programmes d'armement secrets de l'Irak. Craignant les révélations du général dissident qui fut le «père» de ces programmes, les autorités irakiennes, après cinq années de cache-cache et de mensonges, se résolvent à livrer elles-mêmes aux enquêteurs de l'ONU des informations jusque-là dissimulées. C'est ainsi que la mission de l'ONU en visite à Bagdad a pu recueillir des données montrant que le programme d'armes bactériologiques de l'Irak était beaucoup plus ambitieux et avancé que ce à quoi s'attendaient les inspecteurs de l'ONU et les services de renseignements occidentaux.

Ce programme lancé durant la guerre irako-iranienne de 1980-1988 a employé au moins 150 scientifiques et techniciens supérieurs spécialisés. Parmi les germes développés les inspecteurs de l'ONU ont relevé un virus extrêmement contagieux qui provoque des conjonctivites hémorragiques qui aboutissent au moins à la cécité temporaire et dans des cas plus graves au saignement des yeux. Un autre virus développé dans les laboratoires irakiens provoque des diarrhées chroniques

qui peuvent être fatales pour les enfants et qui handicapent les troupes. Des germes de vérole, de variole, des véroles du chameau et de singe ont également été mis au point par les chercheurs irakiens qui ont admis avoir également travaillé sur deux autres agents viraux qui causent la fièvre jaune et la fièvre hémorragique de Crimée. Les irakiens avaient également produit 300 litres de bactéries provoquant la gangrène. A la veille de la guerre du

Golfe ils expérimentaient divers engins de diffusion de ces bactéries allant des aérosols aux obus. Cherchant à menacer aussi bien les forces armées que les populations civiles, les Irakiens avaient transformé des dépôts de fuel auxiliaires des avions de guerre en containers capables de lâcher ces armes biologiques, à de très hautes altitudes, sur les zones habitées.

Certains des germes développés par les Irakiens ne visaient pas à tuer mais à handicaper sérieusement les troupes ennemies car l'Irak estimait que les nations occidentales qui donnent beaucoup de valeur à la vie humaine prendrait plus de temps pour s'occuper des malades et des blessés que pour enterrer les morts.

Selon des scientifiques de l'ONU cités par le *New York Times* du 6 septembre, le programme d'armes biologiques irakiens est l'un des plus vastes de l'histoire. «*A ma connaissance, aucun pays n'a jamais joué avec l'idée d'utiliser certains de ces virus comme des instruments de guerre. Cela représente une pensée très innovante et un investissement gigantesques*» a déclaré l'un de ces scientifiques de l'ONU.

IRAK: SADDAM HUSSEIN SE FAIT PLÉBISCITER

POUR montrer à Washington que «l'agression et l'embargo n'ont rien entamé la confiance du peuple irakien en son guide Saddam Hussein» celui-ci a convoqué les Irakiens à un singulier référendum le 15 octobre. Les 7,5 millions d'électeurs — sur un total de près de 19 millions d'habitants — avaient à répondre par oui ou par non à la question: «*Êtes-vous d'accord pour que Saddam Hussein soit président de la République ?*». Dans un pays totalitaire, soumis à un quadrillage militaire très serré et ne disposant d'aucun mécanisme de contrôle électoral

indépendant le résultat du scrutin était connu d'avance. Et de fait Saddam Hussein a «obtenu 99,96% des suffrages» pour un nouveau mandat de président de 7 ans renouvelable ! On peut s'étonner que ce dictateur ayant occupé le pouvoir en juillet 1979 et jusqu'ici reconduit dans ses fonctions par ses compères du «*Conseil de Commandement de la Révolution*» (CCR), n'ait pas pensé plutôt à l'onction d'un suffrage universel sur mesure pour légitimer son pouvoir. Les provinces de Dohouk, Erbil et Souleimanieh administrées depuis 1991 par les Kurdes n'ont pas pris part à cette parodie de référendum.

WASHINGTON: RECONDUCTION DE L'AIDE AMÉRICAINE À LA TURQUIE

LA Conférence Committee formée des représentants du Sénat et du Congrès chargée d'établir un compromis entre les amendements divergents adoptés par les deux chambres s'est réunie le 24 octobre pour débattre pendant sept heures des 180 amendements à la loi sur l'aide étrangère américaine pour 1996 (CH 1868).

Trois de ces amendements concernaient directement l'aide à la Turquie, troisième récipiendaire après Israël et l'Égypte de l'aide étrangère américaine.

L'amendement Porter réduisant l'Economic Support Fund (ESF) à \$21 millions afin d'envoyer «un message fort à la Turquie que ses violations massives des droits de l'homme ne sont pas tolérables» a donné lieu à un débat vif. Le sénateur Mc Connell, président de Senate Appropriations Foreign Operations Subcommittee, tout en ne contestant pas les arguments de John Porter a déclaré qu'il «n'y avait pas tellement de pays au Moyen-Orient qui pourraient satisfaire les normes de droits de l'homme et de démocratie que le Congrès met en avant pour la Turquie». Sommes-nous prêts à appliquer les mêmes normes à l'Égypte ou à la Jordanie» a-t-il demandé avant de souligner «l'importance de ne pas montrer du doigt la Turquie pour ses défauts» car dans ce pays «les gouvernements sont chargés par des élections et non par des coups d'État et il y a une presse relativement libre».

Les représentants John Porter et Nancy Pelosi ont pris la parole pour rappeler l'opinion des Kurdes, l'occupation de Chypre et l'obstruction d'Ankara à l'acheminement de l'aide américaine à l'Arménie, citer le cas d'une journaliste citoyenne américaine (Aliza Marcus)

poursuivie pour sa critique de la politique gouvernementale turque, qualifier tout cela de simples défauts me semble grave a conclu J. Porter dont les deux amendements ont été rejetés par 8 voix contre 5 et 7 voix contre 5.

Finalement le Comité a fixé le montant d'ESF à \$33,5 millions donnant plutôt satisfaction à Jim Bunn, républicain pro-turc d'Orégon. Dans sa version initiale le Département d'État avait proposé une aide ESF de \$100 millions à la Turquie. La Chambre des représentants avait, en adoptant l'amendement Porter, réduit ce montant à \$21 millions.

Deux amendements adoptés par le Sénat demandant aux ONG d'opérer confidentiellement en Turquie et réservant au moins \$5 millions de l'aide américaine à la Turquie «aux activités des ONG dans le Sud-Est (kurde) pour les projet de développement économique et de tolérance

culturelle et ethnique» n'ont pas été retenus par le Comité.

Par ailleurs l'aide de \$320 millions accordée sous le chapitre de *Foreign Military Sales* (FMS), adoptée en première lecture dans des termes identiques par le Sénat et la Chambre sera versée sans conditions à la Turquie.

Au total, Ankara qui depuis juin dernier a dû essuyer nombre de critiques de sa politique kurde, voire des amendements rédigés en des termes fermes adoptés par les législateurs américains s'en tire, cette année encore, pas trop mal d'affaire. Un porte-parole du ministère turc des Affaires étrangères, N. Nurkan, cité par le *Turkish Daily News* du 26 octobre, n'a pas caché la satisfaction de son gouvernement; saluant au passage «la position de bon sens du Comité de la Conférence qui reflète les meilleurs intérêts nationaux des Etats-Unis». «Bien que les crédits militaires et l'assistance économique américaine à la Turquie soient, encore une fois, pour l'année fiscale 1996, coupés de manière significative, le fait que les efforts visant à noircir le nom de la Turquie soient restés inefficaces est vu par nous comme un développement plaisant sur le plan des relations entre les deux pays».

NOUVELLE CRISE GOUVERNEMENTALE EN TURQUIE

LE nouveau chef du Parti républicain du Peuple (CHP), Deniz Baykal, au terme de plus de 3 heures de discussion avec le Premier ministre turc Çiller, a décidé de mettre un terme à la coalition qui, malgré maintes crises, gouverne depuis près de quatre ans à Ankara. D'après le compte-rendu de leurs entretiens publiés dans la presse turque du 21 septembre, M. Baykal aurait déclaré à Mme. Çiller: «Vous êtes assiégée, encerclée de partout et de diverses manières. Je n'entrevois

pas d'espoir de vous voir vous en libérer. Je constate chez vous un manque de volonté et d'autorité. A la suite de politiques erronées, le pouvoir est livré à une coalition secrète. C'est cette coalition secrète qui dirige le pays. L'État est aux mains de cette coalition secrète ! Dans tous les domaines vous avez perdu votre indépendance de décision. Vous n'êtes pas capable de prendre la décision nécessaire. Le mieux pour vous et pour le pays est de convoquer des élections anticipées ou de démissionner».

M. Baykal s'est montré encore plus franc devant les journalistes : « Mme. Çiller est un pantin dont les fils sont tirés par d'autres. Elle est faible et indécise. Elle m'a dit qu'elle pensait comme moi mais qu'elle ne pouvait pas prendre certaines décisions concernant la démocratisation. Où peut-on aller avec un Premier ministre, simple jouet d'une coalition secrète qui dirige le pays ». Cette « coalition secrète » étant celle de l'état-major militaire et des chefs de la police politique (MIT).

Il aura fallu au parti de M. Baykal quatre ans de pouvoir et une valse de ses présidents pour finir par dénoncer « la coalition secrète qui dirige le pays ». Contre vents et marées, niant toute évidence, les ministres issus de ce parti tentaient de convaincre l'opinion publique et les social-démocrates occidentaux que « malgré quelques imperfections la Turquie est une démocratie civile, à la justice et au Parlement indépendants et qu'avec un peu de patience et de compréhension tout finirait par s'arranger ».

La façade civile ne faisant plus illusion la Turquie, gangrenée par sa guerre du Kurdistan, s'enfonce dans une crise politique, sociale, économique et morale aiguë, grosse de toutes les dérives.

Dans un rapport « explosif » dont le quotidien *Hürriyet* du 22 septembre a publié des extraits, M. Deniz Baykal déclarait que l'État est livré « aux cadres des extrémismes intégriste et nationaliste ». Selon une étude réalisée par son parti, dans les 76 départements du pays, 34% des directeurs de la Sûreté sont du Parti de l'action nationaliste (extrême-droite fascisante) du colonel Türkes, 14% dont fondamentalistes islamiques, 11% des libéraux et seulement 4% des sociaux-démocrates. 36% des préfets sont des fondamentalistes ou des extrémistes de droite et 45% des sous-préfets sont issus des lycées religieux souligne M. Baykal.

Du procureur général Nusret Demiral au chef de la police d'Istanbul Menzir, certaines de ces figures de l'extrême-droite nationaliste soutenues par l'armée et agissant comme un véritable État dans l'État sont connues de l'opinion publique. Selon M. Baykal ce n'est là que la partie visible l'iceberg du noyautage de l'État au nom de la surenchère nationaliste. Dans les provinces kurdes tout l'appareil militaire et civil de l'État est contrôlé par les partisans affirmés de l'extrême-droite.

Après l'effondrement de la coalition gauche-droite, le 20 septembre, Mme. Çiller a formé avec le soutien de partis de droite, d'extrême droite et de la gauche nationaliste, le 5 octobre une nouvelle coalition. Celle-ci n'a finalement pu durer que dix jours faute de réussir à obtenir l'investiture du Parlement. Cette issue fatale était pourtant prévue dès la formation, du nouveau gouvernement minoritaire grâce au soutien du chef du mouvement ultra nationaliste, le colonel Türkes, dans un climat d'incertitudes sur les plans politique, social et économique. D'autre part, les promesses concernant les réformes en matière d'économie, de démocratisation et de droits de l'Homme qui ont amené Mme. Çiller au pouvoir, voici deux ans et demi, sont restées lettres mortes. Par ailleurs, la grève des fonctionnaires du secteur public, menée par le puissant syndicat *Türk-İs*, n'a guère facilité la tâche à Mme. Çiller. Aux réclamations des fonctionnaires d'une augmentation des salaires, le gouvernement n'offre qu'une augmentation de 5,4%, dans un pays où l'inflation est supérieure à 70%.

L'échec de son gouvernement minoritaire a conduit Mme. Çiller à renouer le dialogue avec son partenaire du CHP en vue de la formation d'une nouvelle coalition qui a été annoncée dans la soirée du 30 octobre, après son approbation par le président

Demirel. Dirigé par Mme. Çiller, le nouveau cabinet comprend un vice-premier ministre, M. Deniz Baykal, chargé également des Affaires étrangères, 14 ministres d'État et 16 ministres. Le Parti de la Juste Voie (DYP) du Premier ministre détient 19 portefeuilles, tandis que le Parti Républicain du Peuple (CHP) de M. Baykal en détient 10. Les ministres de la Justice, de l'Intérieur et des Communications et des transports sont, dans cette période préélectorale, théoriquement choisis parmi les personnalités non affiliées à un parti politique. En nommant un ancien procureur d'extrême-droite, M. Firuz Çilingiroglu, au poste de ministre de la Justice, en maintenant, malgré les protestations de D. Baykal, un autre militant musclé d'extrême-droite, Ayvaz Gökdemir, dit « Ayvaz le commando », tristement célèbre pour ses injures publiques envers trois parlementaires européennes, Mme. Çiller a voulu donner des gages sûrs au colonel Türkes et à son Parti d'Action Nationaliste (MHP), son allié désigné pour les prochaines élections dont le *Basbug* (Führer) Türkes prône depuis la fin des années 1940 un fascisme aux couleurs turques, les *Loups Gris*, organisation de jeunesse du MHP, ont été mêlés dans les années soixante et soixante-dix à un grand nombre de meurtres et de tueries de démocrates, de militants de gauche, de civils kurdes et alévis. L'un de leurs membres, Ali Agca, a même attenté à la vie du Pape. Instruit par son échec dans ses tentatives de prise directe du pouvoir, le Colonel pratique maintenant l'entrisme au sein de principales formations de droite. Sept ministres du nouveau cabinet sont considérés comme ses « sous-marins ». Démocrate et libérale quand elle s'adresse aux Occidentaux, Mme. Çiller cependant n'hésite pas en Turquie à parader en compagnie du « grand patriote » Colonel Türkes aux côtés duquel Jean-Marie Le Pen fait figure d'un grand libéral laxiste.

AINSI QUE

• **LE SÉNAT AMÉRICAIN SE MONTRE TRÈS CRITIQUE À L'ÉGARD DE LA POLITIQUE KURDE DE LA TURQUIE.** Dans un rapport rendu public le 17 septembre, préparé par la Commission des Relations Extérieures du Sénat américain, le gouvernement turc est très critiqué dans sa politique à l'égard des Kurdes. En effet, selon le rapport, en prônant la violence et la répression comme seuls mécanismes de règlement de la question kurde, la Turquie n'a fait qu'encourager les sentiments séparatistes et jeter une partie de la population dans les bras du PKK. Le rapport note par ailleurs qu'au lieu de trouver une solution politique et d'engager le dialogue avec les représentants kurdes, qui ne prônent pas la violence, la Turquie s'est livrée à une politique répressive et à une campagne militaire afin d'éradiquer ce qu'elle appelle «une menace à son unité territoriale». Quant à la menace intégriste sur le pays, le rapport relève que «le gouvernement turc encourage et même sponsorise les activités islamiques dans l'espoir de se rallier la population et de contrer les velléités séparatistes» mais «une telle stratégie peut se retourner contre elle et conforter les extrémismes islamiques dans leur position». (Le texte intégral de ce rapport en anglais est disponible à l'Institut).

• **AMNESTY INTERNATIONAL JUGE LES RÉFORMES DE DÉMOCRATISATION TURQUES INSUFFISANTES.** Dans un communiqué de presse, le 20 septembre, l'organisation non-gouvernementale basée à Londres, Amnesty International, tout en critiquant les méthodes du PKK, trouve que la Turquie a déçu les attentes relatives à l'amélioration de son bilan de violation des droits de l'homme. L'Amnesty

International note que «les autorités turques disposent du pouvoir, des moyens et de l'infrastructure nécessaires pour entamer un véritable changement; pour cela il lui faut une réelle volonté politique». Pour que la Turquie soit en harmonie avec les conventions internationales en matière de droits de l'homme, qu'elle a par ailleurs signées, les différentes recommandations des organisations intergouvernementales et des Comités des experts des Nations unies et du Conseil de l'Europe et de son propre Haut Comité consultatif des droits de l'Homme, elle doit se conformer à trois mesures «simples et pratiques» :

- Abolition ou réforme de l'article 8 de la loi anti-terreur en vertu duquel des prisonniers de conscience sont incarcérés et condamnés jusqu'à 5 ans de prison.
- Accès aux procédures juridiques normales de tous les prisonniers.
- Réduction de la période de la mise en garde-à-vue et comparution devant les juges permettant aux prisonniers d'échapper à la torture et aux «disparitions» pendant leur détention.

• **LE PRIX DES DROITS DE L'HOMME DE LA VILLE D'AIX-LA-CHAPELLE DÉCERNÉ À LEYLA ZANA.** Lors d'une cérémonie officielle à la mairie d'Aix-la-Chapelle, en présence du maire et de nombreuses personnalités le Prix International des Droits de l'Homme, outre le Lauréat national, a été remis à Me. Alatas, avocat de Mme. Zana. Une manifestation, qui a emprunté les artères principales de la ville à l'occasion de la Journée internationale de la Paix s'est terminée par des discours où les différents participants qui ont pris la parole ont salué le rôle joué par Mme. Zana pour l'avancement de la paix et la démocratie dans son pays. Mme. Carole Sterne,

présidente d'honneur du Pen-club allemand, a particulièrement mis l'accent sur le courage de Mme. Zana et de ses collègues parlementaires emprisonnés qui paient, au prix de leur liberté, le fait d'avoir dénoncé la guerre, le bain de sang, la destruction des villages et des forêts au Kurdistan turc et qui prônent une solution politique, juste et équitable à la question kurde. Ensuite, lecture a été donnée des messages émouvants de Mme. Zana et de Mme. Mitterrand. La cérémonie de la remise du Prix a fait la «Une» des journaux régionaux.

Par ailleurs, le 29 septembre, en Autriche, au cours d'une cérémonie en présence du chancelier Vranitsky, le prix Bruno Kreisky des droits de l'Homme décerné conjointement à Leyla Zana, à Serge Kovaliev, à Ken Saro-Wiwia (Nigérie) et à Sumaya Farhat-Nasser (Palestine) a été remis aux lauréats ou à leurs proches. Au nom de Leyla Zana c'est l'un de ses avocats qui a reçu le Prix.

• **LE PROGRAMME DES NATIONS UNIES POUR LE DÉVELOPPEMENT (PNUD), DRESSE UN BILAN ACCABLANTE DE L'ÉTAT DES INÉGALITÉS EN TURQUIE.** Selon un rapport de l'organisme onusien intitulé «Rapport du développement humain en 1995», la Turquie est un pays où les inégalités s'accroissent. Dans le classement mondial, en termes de développement, sur 173 pays étudiés, la Turquie arrive en 68ème position. Le Sud-Est (à lire Kurdistan turc) demeure la région la moins développée, et ce, à tous points de vue. L'écart entre l'Ouest turc et l'Est kurde, en matière de développement, reste énorme; le bilan dressé par le PNUD, en tenant compte de l'espérance de vie, de l'éducation et du taux de mortalité, place les villes kurdes telles que Mus, Bingöl, Van, Agri et Hakkari en bas de la liste, alors que les villes turques arrivent en tête. A titre d'exemple, le taux de mortalité des enfants de moins d'un an à Hakkari (ville

kurde) est de 36,8% tandis qu'à Mugla (ville turque), il est de 6,5% et dans la capitale, Ankara, il est de 11,5%. Idem en matière d'éducation, la moyenne du nombre d'années d'études est de 4,3% dans les régions kurdes, ce même taux est de 6,4% pour les villes turques. D'après une étude turque portant sur l'année 1993, le revenu annuel par habitant était de 204\$ dans 19 provinces kurdes contre 3760\$ pour l'ensemble de la Turquie. Cet écart résume mieux que tout discours la détresse de la population kurde en Turquie.

• **LE BILAN DE LA GUERRE AU KURDISTAN TURC S'ÉLÈVE À PLUS DE 20 000 MORTS.** Ce bilan a été dressé par le président turc, M. Demirel, dans un discours prononcé à l'occasion de l'inauguration de l'année législative, le 1er octobre. Selon le président turc, ce chiffre de 20. 663 morts correspond aux 4120 membres des forces de sécurité turques, 4. 604 civils et 11. 939 rebelles kurdes tués lors des opérations militaires opposant l'armée aux partisans kurdes au Kurdistan de Turquie depuis 1984. Toujours selon le président Demirel, la guerre a causé la totale destruction de 690 villages, de 1563 hameaux. 215 autres villages ayant été partiellement détruits. Tout en restant vague dans sa formule selon laquelle « *le terrorisme n'était la seule raison de la destruction de villages* » M. Demirel n'a pas précisé les circonstances exactes à l'origine de cette destruction. Mais selon les différentes organisations internationales qui se sont rendues sur place en mission d'enquête, la destruction de villages est devenue une pratique courante afin de punir les paysans kurdes n'ayant pas accepté d'être enrôlés dans les milices pro-gouvernementales, appelées aussi « protecteurs de villages ».

• **L'ALLEMAGNE REPREND SES LIVRAISONS D'ARMES À LA TURQUIE.** Suspendues depuis le mois de

mars, suite à l'intervention de l'armée turque au Kurdistan irakien et les violations massives des droits de l'homme, Bonn a décidé, le 21 septembre dernier, de reprendre ses livraisons d'armes à destination d'Ankara. Ainsi, une aide de 150 millions de DM (\$ 100 millions), destinée à la construction de deux frégates pour la marine turque, vient d'être débloquée par le Parlement allemand. Outre la livraison d'armes, le Bundestag a décidé de débloquer une aide financière d'un montant de 30 millions de DM. Cette reprise de livraison d'armes a été vivement critiquée par les sociaux-démocrates, les écologistes, les Verts et le PDS, mettant en avant le non-respect des droits de l'homme par la Turquie.

• **VISITE À ANKARA DE SÉGOLÈNE ROYAL.** Mme. Ségolène Royal, vice-présidente du Comité international pour la libération des députés kurdes emprisonnés en Turquie (CILDEKT) s'est rendue le 20 septembre à Ankara pour assister en tant qu'avocat au procès devant la Cour de cassation turque des huit parlementaires kurdes détenus depuis 18 mois. Ancien ministre et député socialiste à l'Assemblée nationale, Mme. Royal a été accompagnée de Me Charrière-Bournazel, du barreau de Paris et membre du Collectif d'avocats européens défendant les députés kurdes. Au cours de sa visite Mme. Royal a assisté à l'audience de la Cour de cassation puis s'est rendue à la prison centrale d'Ankara où elle a longuement rencontré les députés détenus.

• **LA RUÉE VERS ANKARA DES MARCHANDS D'HÉLICOPTÈRES.** La guerre du Kurdistan, outre son objectif principal de dépeuplement du pays kurde, sert aussi de prétexte à la modernisation rapide des équipements de l'armée turque. Depuis 1992 la Turquie est ainsi devenue l'un des principaux importateurs

d'armement du monde. Sur ce marché en crise, les appels d'offres turcs suscitent une lutte acharnée des marchands d'armes occidentaux mais aussi des Russes. Ainsi, l'annonce par Ankara de son intention d'acquérir dans les années à venir plus de 200 hélicoptères militaires pour un montant global de trois milliards, de dollars a suscité une vive compétition entre les constructeurs de ces engins. Selon le ministre turc de la défense, Mehmet Gölhan, cité par le *Turkish Daily News* du 23 septembre, « *la Turquie, située dans l'une des régions les plus volatiles du monde — les Balkans, le Moyen-Orient et la Transcaucasie —, doit renforcer ses forces armées. A cette fin elle va notamment acheter 106 hélicoptères d'attaque, 84 hélicoptères de reconnaissance et 16 hélicoptères de transport ainsi qu'une quantité non encore précise de chars et d'avions.* »

La Foire internationale de l'industrie de défense et de l'aviation civile d'Ankara a réuni cette année 194 sociétés de 22 pays. Parmi elles, les américaines Bell Textron, Boeing Helicoptere, Sikorsky Aircraft, la société franco-européenne Eurocopter et la firme russe Kamov.

Sur ce marché hautement politique, les Turcs vont répartir le gâteau entre les Américains, les Européens et les Russes; de façon à acheter le silence de ces pays dans la guerre du Kurdistan, à l'exemple de Saddam Hussein qui dans sa guerre contre l'Iran avait su obtenir le soutien consensuel de l'Est et de l'Ouest grâce à sa politique de diversification d'achats d'armement.

Ainsi Ankara qui avait acheté 10 Super Cobras à l'américaine Bell Textron a donné son accord de principe pour lui acheter 10 autres hélicoptères AH-IWS pour 135 millions de dollars dès l'année prochaine pour les utiliser contre les Kurdes. De même avec l'Eurocopter. Après avoir acheté 20 hélicoptères de reconnaissance AS 532 SC Cougar pour

253 millions de dollars, dont les livraisons ont commencé cet été, les Turcs ont donné à Paris leur accord de principe pour l'acquisition de 30 Cougar MKZ AS 532 US/A2.

La part du lion de ce marché d'hélicoptères sera bien sûr réservée aux compagnies américaines, en particulier à Sikorsky et à Boeing. Mais les Russes qui ont déjà vendu à Ankara des transports de troupes BTR-80, déjà en service au Kurdistan, cassent les prix pour placer aussi quelques dizaines

d'hélicoptères Ka-50 au prix défiant toute concurrence de 12 millions de dollars l'exemplaire.

Par ailleurs, la société américaine General Dynamics Land Systems s'appête à coproduire avec l'armée turque des chars M1A1 Abrams et la Turquie est en pourparlers pour l'acquisition de missiles américains Patriot.

Le conflit kurdo-turc semble être une bonne affaire pour les marchands d'armes de tous bords.

torture et peut-être à la mort. (*L'Humanité*, 2 septembre 1995), p.13.

LES RÉSULTATS DE L'AUTOPSIE PRÉLIMINAIRE MONTRENT QUE LE JOURNALISTE TEPE EST MORT D'ASPHYXIE. (*Turkish Daily News*, 2 septembre 1995), p.13-14.

LE PDK «ÉLIMINE» LE PKK TANDIS QUE L'IRAN ET L'IRAK ACCUSÉS OBSERVENT LES POURPARLERS AVEC LA TURQUIE. (*Turkish Daily News*, 4 septembre 1995), p.14.

LE CONFLIT INTESTIN A AFFAIBLI LE PKK, SELON LES AUTORITÉS TURQUES. Erkan: En 1995, 4000 militants du PKK ont été mis hors combat. — Gökhan: 2762 soldats et protecteurs de village ont été tués dans les combats. (*Turkish Daily News*, 5 septembre 1995), p.15.

UN DIRIGEANT DU PDK DEMANDE L'AIDE TURQUE CONTRE LE PKK. (*Turkish Daily News*, 6 septembre 1995), p.16.

LES KURDES DE TURQUIE LANCENT DES RAIDS CONTRE LEURS «FRÈRES» IRAKIENS. (*Turkish Daily News*, 6 septembre 1995), p.16.

L'IRAK DONNE L'ÉTENDUE DE SES ARMES BACTÉRIOLOGIQUES. — Bagdad affirme que les recherches ont été arrêtées après la guerre du Golfe. (*International Herald Tribune*, 7 septembre 1995), p.17.

EXPLOSION D'UNE VOITURE PIÉGÉE À ERBIL: AU MOINS UN CIVIL TUÉ. (*A.F.P.*, 6 septembre 1995), p.18.

LES LEADERS KURDES RIVAUX INVITÉS À WASHINGTON. (*Turkish Daily News*, 7 septembre 1995), p.18.

ERGIL: LE SUD-EST S'APPROCHE DES CONDITIONS D'UNE GUERRE CIVILE. (*Turkish Daily News*, 7 septembre 1995), p.19.

150 PERSONNES TUÉES EN DEUX

EN BREF, LA REVUE DE PRESSE

LA PRÉSIDENTE DU GROUPE DES VERTS DU PARLEMENT EUROPÉEN, OUVRE UN BUREAU À ISTANBUL. (*Turkish Daily News*, 1^{er} septembre 1995), p.1.

LA GALAXIE SADDAM HUSSEIN. La défection de Husein Kamel Hassan, gendre du dictateur irakien, a ébranlé un pouvoir fondé sur le clanisme et le tribalisme. — Le maître de Bagdad a pris soin de compromettre ses féaux dans tous les coups bas sanglants du régime. (*Le Monde*, 1^{er} septembre 1995), p.2-4.

DES REPRÉSENTANTS TURCS ET DU PDK SE RENCONTRENT À SILOPI POUR DISCUTER DES ATTAQUES DU PKK DANS LE NORD DE L'IRAK. — Un centre d'analyses américain conservateur (CFSP) propose de frapper les bases du PKK en Syrie. (*Turkish Daily News*, 1^{er} septembre 1995), p.4-5.

L'AGENDA DES DROITS DE L'HOMME. (*Turkish Probe*, 1^{er} septembre 1995), p.6.

UN DESTIN KURDE: Leyla Zana, — incarcérée à la prison d'Ankara — recevra son

le Prix de la paix d'Aix-la-Chapelle. (*Aachener Nachrichten*, 1^{er} septembre 1995), p.7-8.

DANIELLE MITTERRAND : «Je pense que Leyla Zana entrera dans l'histoire comme une héroïne. — Mme. Mitterrand s'engage à défendre la lauréate du Prix d'Aix-La-Chapelle sur la scène internationale. (*Aachener Dolkszeitung*, 1^{er} septembre 1995), p.9.

DES CAMPAGNES ENTIÈRES SONT DÉPEUPLÉES. — 10 ans de guerre dans l'est de la Turquie. (*Aachener Nachrichten*, 1^{er} septembre 1995), p.10.

TURQUIE: LES DIFFICULTÉ D'ÉQUILIBRE DE LA POLITIQUE TURQUE INTÉRIEURE ET EXTÉRIEURE. (*Neue Zürcher Zeitung*, 1^{er} septembre 1995), p.11.

TREIZE KURDES MENACÉS D'EXPULSION : Livrés à Ankara. — Parce que leurs papiers ne sont pas en règle, les jeunes gens risquent d'être renvoyés en Turquie où la politique répressive du régime les promet à la

SEMAINES DANS DES COMBATS ENTRE LE PKK ET LE PDK. (*A.F.P.*, 7 septembre 1995), p.20.

REGARDS CROISÉS SUR LES KURDES. L'un est iranien, l'autre américain. Tous deux nourrissent la même passion pour la culture kurde. Leurs travaux respectifs, fruit de longues années de reportages sur le sujet, ont été publiés par le prestigieux *National Geographic Magazine*. Reza et Ed Kashi exposent à Perpignan. (*L'Indépendant*, 7 septembre 1995), p.20.

LA RUSSIE ET LA TURQUIE S'AFFRONTENT À PROPOS DU TRACÉ DE L'OLÉODUC DESTINÉ À L'EXPORTATION DU PÉTROLE AZERBAÏDJANAIS. (*Le Monde*, 8 septembre 1995), p.21.

L'AGENDA DES DROITS DE L'HOMME. (*Turkish Probe*, 8 septembre 1995), p.8.

SADDAM HUSSEIN JOUE LA DÉMOCRATIE. Isolé, le raïs cherche à redorer son blason avec un référendum au résultat prévisible. (*Le Figaro*, 9-10 septembre 1995), p.23.

«LE PARLEMENT KURDE EN EXIL» RENCONTRE LE LEADER DU PKK ÖCALAN. (*Turkish Daily News*, 8 septembre 1995), p.23.

NOUVELLE RÉUNION INTER-KURDE LE 12 SEPTEMBRE À DUBLIN. (*A.F.P.*, 9 septembre 1995), p.24.

LE PDK CONDAMNE LES ATTENTATS À LA BOMBE DANS LE NORD DE L'IRAK. (*A.F.P.*, 8 septembre 1995), p.25.

19 CIVILS ET 12 REBELLES KURDES ONT ÉTÉ TUÉS LORS D'UNE ATTAQUE REBELLE CONTRE UN VILLAGE ET D'ACCROCHAGES ARMÉS AVEC L'ARMÉE TURQUE. (*A.F.P.*, 9 septembre 1995), p.25.

L'UNION EUROPÉENNE VA

INTENSIFIER LA PRESSION POUR LES REFORMES EN TURQUIE. — Kinkel: Premièrement persuader la Turquie que ses changements constitutionnels ne sont pas suffisants et deuxièmement faire pression sur le Parlement européen pour approuver l'accord. (*Turkish Daily News*, 11 septembre 1995), p.26.

LES CONTRATS DE LA TURQUIE AVEC DES CONSTRUCTEURS AMÉRICAINS ET FRANÇAIS D'HÉLICOPTÈRES SOULEVENT DES QUESTIONS. (*Turkish Daily News*, 11 septembre 1995), p.27.

UNE DÉLÉGATION D'HELSINKI AFFIRME QUE LA TURQUIE N'A PAS FAIT DE PROGRÈS CONCRETS DANS LE DOMAINE DES DROITS DE L'HOMME. — Affaire délicate : *L'Ouest surveille de près la Turquie dans le domaine des droits de l'homme, mais l'exigence de l'étranger peut avoir l'effet opposé car les Turcs n'aiment pas subir des pressions*, déclare la délégation. (*Turkish Daily News*, 12 septembre 1995), p.28-32.

LA SECONDE RÉUNION KURDE DE DUBLIN DOIT SE TENIR AUJOURD'HUI. (*Turkish Daily News*, 12 septembre 1995), p.33.

UN NOUVEAU LEADER POUR LES SOCIAUX-DÉMOCRATES TURCS. — M. Baykal menace de quitter la coalition gouvernementale. (*Neue Zürcher Zeitung*, 12 septembre 1995), p.34.

LEYLA ZANA OBTIENDRA-ELLE L'AVAL DE L'INSTITUT NOBEL POUR LE PRIX DE LA PAIX ? (*Turkish Daily News*, 13 septembre 1995), p.35.

L'AMBASSADEUR NÜZHET KANDEMİR AVERTIT LES SÉNATEURS AMÉRICAINS AU SUJET DE L'AIDE À LA TURQUIE. (*Turkish Daily News*, 13 septembre 1995), p.36.

APRÈS SADDAM HUSSEIN, SURTOUT PAS D'ÉTAT KURDE ! - Stratèges et

diplomates turcs considèrent comme acquise la chute prochaine du maître de Bagdad et échafaudent des hypothèses à l'échelle de la région. Pour ce chroniqueur de *Milliyet*, toute idée de création d'un État kurde ne peut mener qu'au chaos. — L'analyse d'un ancien ambassadeur turc à Washington. (*Courrier International*, 14-20 septembre 1995), p.36-37.

L'ARMÉNIE REMET DEUX MEMBRES DU PKK À LA TURQUIE. (*Gamk*, 14 septembre 1995), p.39.

KURDISTAN LIBÉRÉ ? (*Le Soir*, 14 septembre 1995), p.39.

LES GARDES DE L'ONU LIBÉRÉS D'UN CAMP DE RÉFUGIÉS EN IRAK. (*A.F.P.*, 14 septembre 1995), p.40.

51 REBELLES KURDES ET 4 MILITAIRES TURCS TUÉS DANS LE SUD-EST ANTATOLIEN. (*A.F.P.*, 14 septembre 1995), p.40.

DES RÉFUGIÉS PRENNENT EN OTAGE DES GARDES DE L'ONU DANS LE NORD DE L'IRAK. — Le leader libéral de l'Union européenne dit que la Turquie doit améliorer les droits de l'homme pour l'union douanière. — Elleman-Jensen: «*La Turquie n'est pas un pays totalement européen*». (*Turkish Daily News*, 14 septembre 1995), p.41.

L'ASSOCIATION DES DROITS DE L'HOMME PUBLIE SON RAPPORT D'AOUT. (*Turkish Daily News*, 14 septembre 1995), p.42.

LE DÉPARTEMENT D'ÉTAT AMÉRICAIN PREND LE PARTI DE LA TURQUIE CONTRE LE REPRÉSENTANT HAMILTON DANS LA LUTTE CONTRE LE PKK. (*Turkish Daily News*, 14 septembre 1995), p.43.

LA RÉUNION DU DUBLIN COMMENCE AVEC DES DISCUSSIONS SUR LA DÉMILITARISATION DE LA VILLE D'ERBIL DANS LE NORD DE L'IRAK. (*Turkish Daily News*, 14 septembre 1995), p.44.

LA TURQUIE AVERTIT LES GROUPES KURDES DU NORD DE L'IRAK AU SUJET DU PKK. Le PKK très clairement fait part de son intention de saboter les pourparlers de paix affirme un dirigeant du PKK. (*Turkish Daily News*, 15 septembre 1995), p.44.

LE PARLEMENT EUROPÉEN A RÉITÉRÉ SES CONDITIONS pour un feu vert en décembre à l'union douanière UE-Turquie conclue le 6 mars dernier à Bruxelles. (*A.F.P.*, 15 septembre 1995), p.45.

LES KURDES TURCS ONT OUVERT UN DEUXIÈME FRONT. - Alors que les deux grandes factions kurdes irakiennes viennent de mettre fin à leurs querelles meurtrières, ce sont les Kurdes turcs du PKK qui attaquent leurs cousins du Kurdistan irakien autonome. (*Le Journal de Genève*, 15 septembre 1995), p.46.

SE RAPPROCHER DE LA TURQUIE ? «DU POUR ET DU CONTRE»...(*Le Soir*, 15 septembre 1995), p.47.

DES ENVOYÉS DE LA TROÏKA DE L'UNION EUROPÉENNE VONT VISITER ANKARA. — La visite va avoir lieu au lendemain même de la visite de Carlos Carnero, rapporteur du Parlement européen pour l'Union douanière avec la Turquie. (*Turkish Daily News*, 16 septembre 1995), p.47.

LE SÉNAT AMÉRICAIN DEMANDE LA MISE À JOUR DU RAPPORT SUR L'UTILISATION TURQUE DES ARMES AMÉRICAINES. — La loi sur l'aide à l'étranger HR 1868 survit au Comité du Sénat. (*Turkish Daily News*, 16 septembre 1995), p.48.

LE PDK ACCUSE L'UPK D'AVOIR PROVOQUÉ L'ÉCHEC DE LA RÉUNION DE DUBLIN. (*A.F.P.*, 16 septembre 1995), p.49.

LES CHRÉTIENS D'IRAK SOUS L'ÉTAU. — Turquie : Veuve Courage; Ce n'est ni en tuant ni en mourant (pour la patrie) que l'on résoudra la question kurde» déclare Mme.

Tomris Özden, veuve d'un colonel tué par la guérilla. (*La Croix*, 16 septembre 1995), p.50.

UNE JOURNALISTE AMÉRICAINE INculpÉE D'«INCITATION À LA HAINE». (*A.F.P.*, 17 septembre 1995), p.51.

ANKARA N'AIME PAS L'AGENCE REUTER. (*Courrier Picard*, 18 septembre 1995), p.51.

UNE JOURNALISTE INculpÉE D'«INCITATION À LA HAINE». (*Liberté de l'Est*, 18 septembre 1995), p.51.

SADDAM, TOUT SEUL. — Son gendre a fui vers la Jordanie sous les bons auspices de la CIA et menace de renverser le régime. Ses trois demi-frères ont été limogés par ses soins. Son cousin s'est envolé. A Bagdad, un dictateur nommé Hussein compte ses derniers fidèles... (*Le Nouvel Économiste*, N°1010, 18 août 1995), p.52-54.

PLUS DE 100 MORTS EN UNE SEMAINE DANS LES COMBATS DANS LE SUD-EST ANTATOLIEN. — PLUS DE CENT REBELLES KURDES TUÉS PAR L'ARMÉE TURQUE. (*A.F.P.*, 18 septembre, *Le Monde*, 20 septembre 1995), p.55, 68.

L'UPK ET LE PDK NE PARVIENNENT PAS À S'ENTENDRE SUR L'APPLICATION DE L'ACCORD DE PAIX KURDE. (*Turkish Daily News*, 17 septembre 1995), p.56.

L'IRAK S'EN PREND AU TRANSFUGE. - Une lettre servile (rendue publique à Bagdad) serait de la plume du Général. (*International Herald Tribune*, 18 septembre 1995), p.56.

LA COUR CONSTITUTIONNELLE DOIT STATUER SUR L'APPEL DU DEP. — Choix difficile: les ex-députés qui sont à l'étranger et occupés avec «le parlement kurde en exil» auront à faire un choix difficile si la Cour statue en leur faveur. (*Turkish Daily News*, 5 septembre 1995), p.57.

CERTAINS VOISINS ESPÈRENT QUE

SADDAM RESTERA DANS LES PARAGES. (*International Herald Tribune*, 18 septembre 1995), p.58.

LES FORCES DE SÉCURITÉ INFLIGENT DES COUPS LOURDS AU PKK. — 51 militants du PKK tués dans l'un des affrontements les plus importants dans le Sud-Est. (*Turkish Daily News*, 18 septembre 1995), p.59.

LE RAPPORTEUR DU PARLEMENT EUROPÉEN BOUCLE SA VISITE. L'amendement constitutionnel de juillet n'est pas suffisant. — LE REPORTER DE REUTER INculpÉ POUR SON ARTICLE SUR LES KURDES. (*Turkish Daily News*, 18 septembre 1995), p.60.

LA CRAINTE DE NOUVEAUX AFFRONTLEMENTS CROIT APRÈS L'ÉCHEC DES POURPARLERS DE DUBLIN. — 19 militants du PKK tués. (*Turkish Daily News*, 18 septembre 1995), p.61.

OPÉRATION CONTRE LES REBELLES KURDES DANS LE NORD DE L'IRAK. (*A.F.P.*, 18 septembre 1995), p.62.

QU'EST-CE QUI N'A PAS MARCHÉ DANS LES POURPARLERS DE DUBLIN ? (*Turkish Daily News*, 19 septembre 1995), p.63.

LA VIOLENCE N'EST PAS UNE SOLUTION DIT LE MINISTRE HACALOGLU. — Le bilan des morts s'élève à 5 dans l'explosion d'une bombe à Izmir. — LE RAPPORT DU SÉNAT AMÉRICAIN CRITIQUE LA POLITIQUE DE LA TURQUIE ENVERS LES KURDES. (*Turkish Daily News*, 18 septembre 1995), p.64.

MME. SÉGOLÈNE ROYAL, VICE-PRÉSIDENTE DU COMITÉ INTERNATIONAL POUR LA LIBÉRATION DES DÉPUTÉS KURDES EMPRISONNÉS EN TURQUIE, s'est rendue mercredi à Ankara pour assister «en

tant qu'avocat» au procès. (*A.F.P.*, 20 septembre; *Gamk*, 23-24 septembre 1995), p.65, 88.

ANKARA EMPÊTRÉE DANS LE DÉLIT D'OPINION. Espérant à terme rejoindre l'Europe, la Turquie amende une loi réprimant les opinions séparatistes. Le problème kurde et la poussée islamiste compliquent cette évolution. (*InfoMatin*, 20 septembre 1995), p.66-67.

L'ACCUEIL SE REFROIDIT POUR LE TRANSFUGE IRAKIEN. LES AUTORITÉS JORDANIENNES ÉVITENT LE GENDRE DE SADDAM. (*International Herald Tribune*, 20 septembre 1995), p.67-68.

LE PARLEMENT EUROPÉEN EXIGE LA LIBÉRATION DES KURDES EMPRISONNÉS. — L'affaire des députés kurdes: le verdict de la Cour de cassation le 26 octobre. - L'AFFAIRE DES DÉPUTÉS KURDES DEVANT LA COUR DE CASSATION À ANKARA. — Députés Kurdes en Cassation à Ankara. - RIEN NE VA PLUS À ANKARA. (*A.F.P.*, 21 septembre; *La Marseillaise*, *InfoMatin*, 22 septembre 1995), p.68, 72, 73, 82.

TALABANI: J'AI DONNÉ DES ASSURANCES AUX ETATS-UNIS AU SUJET DES PRÉOCCUPATIONS DE SÉCURITÉ DE LA TURQUIE. Talabani affirme qu'il n'a pas rencontré Öcalan et qu'il ne veut pas contrarier la Turquie. (*Turkish Daily News*, 20 septembre 1995), p.69.

LA HAUTE COUR VA EXAMINER DEMAIN L'APPEL DES ANCIENS DÉPUTÉS DU DEP. — Les Verts et les Socialistes du Parlement européen ont présenté un projet de résolution appelant à une amnistie pour les prisonniers de conscience en Turquie, y compris l'ancien maire de Diyarbakir Mehdi Zana. (*Turkish Daily News*, 20 septembre 1995), p.70.

L'UPK NE DEVRAIT PAS ÊTRE NOTRE ADVERSAIRE. (*Turkish Daily News*, 20 septembre 1995), p.71.

ONZE REBELLES KURDES ET UN SOLDAT TURC TUÉS DANS LE SUD-EST ANATOLIEN. (*A.F.P.*, 21 septembre 1995), p.71.

BONN REPREND SES LIVRAISONS D'ARMES À LA TURQUIE. — Bonn reprend son aide militaire à la Turquie. (*A.F.P.*; *L'Humanité*, 21 septembre 1995), p.74.

TURQUIE: LE PREMIER MINISTRE TURC TANSU ÇILLER A PRÉSENTÉ SA DÉMISSION. (*Nord Eclair*, 21 septembre 1995), p.74.

LE PREMIER MINISTRE TURC DISSOUT SA COALITION. (*International Herald Tribune*; *Neue Zürcher Zeitung*, 21 septembre 1995), p.75, 76.

L'AFFAIRE DES ANCIENS DÉPUTÉS DU DEP DEVANT LA HAUTE COUR D'APPELS AUJOURD'HUI. (*Turkish Daily News*, 21 septembre 1995), p.75.

AMNESTY INTERNATIONAL ACCUSE LA TURQUIE DE TRAÎNER LES PIEDS POUR SES RÉFORMES DÉMOCRATIQUES ET DE DROITS DE L'HOMME. — Le tableau des droits de l'homme en Turquie s'est rapidement détérioré au cours des cinq dernières années... Les autorités turques ont le pouvoir, les ressources et l'infrastructure pour promulguer des changements et les appliquer, si la volonté politique existe. (*Turkish Daily News*, 21 septembre 1995), p.77.

TOMRIS ÖZDEN... HEROÏNE OU ANTI-HEROÏNE ? (*Turkish Probe*, 22 septembre 1995), p.78.

LES PERDANTS DU DÉBUT ÉMERGENT COMME DES GAGNANTS ALORS QU'ÉCHOUE LES POURPARLERS DE DUBLIN. (*Turkish Probe*, 22 septembre 1995), p.79.

LE DÉPARTEMENT D'ÉTAT AMÉRICAIN AFFRONTÉ MR. PORTER SUR LES DROITS DE L'HOMME EN TURQUIE. (*Turkish Probe*, 22 septembre 1995), p.80.

L'AGENDA DES DROITS DE L'HOMME. (*Turkish Probe*, 22 septembre 1995), p.81.

PROCÈS DEVANT LA COUR DE SÛRETÉ DE L'ÉTAT CONGRE FATOS GÜNEY — Güney sera poursuivie par la Cour de sûreté de l'État sous l'inculpation de publication d'un livre sur la vie de son mari Yilmaz Güney, un acteur et réalisateur. (*Turkish Daily News*, 21 septembre 1995), p.82.

ALORS QUE LE PKK RENONCE À SA TRÊVE, Mme. Çiller désignée pour se succéder à elle-même. — MENACES SUR LA TURQUIE. (*Le Soir*; *Le Monde*, 22 septembre 1995), p.83.

LA DÉMISSION DE MME. ÇILLER DEVRAIT CONDUIRE À DES ÉLECTIONS ANTICIPÉES EN TURQUIE. — Le chute du gouvernement risque de compliquer le rapprochement entre Ankara et l'Europe. (*Le Monde*, 22 septembre 1995), p.84.

L'OPPOSITION TURQUE, DEMANDANT DES ÉLECTIONS ANTICIPÉES, EST PEU CHAUDE POUR UNE COALITION. — Une journaliste américaine fait face à un procès en Turquie pour un article sur la campagne (militaire) contre les Kurdes. (*International Herald Tribune*, 22 septembre 1995), p.84-85.

LA COUR D'APPEL STATUERA SUR LES DÉPUTÉS DU DEP. — L'Ouest inquiet au sujet de possibles retards dans la démocratisation. (*Turkish Daily News*, 22 septembre 1995), p.86.

L'ALLEMAGNE REPREND SON AIDE À LA TURQUIE. — L'Allemagne décide de reprendre son aide de 150 millions de marks pour permettre à la Turquie d'acheter deux frégates. Ankara se réjouit de cette décision. (*Turkish Daily News*, 21 septembre 1995), p.87.

LA PRESSE ÉTRANGÈRE SOUS LE FEU EN TURQUIE. — Interdictions avec des moyens juridiques et autres. (*Neue Zürcher Zeitung*, 23-24 septembre 1995), p.89.

SADDAM HUSSEIN, LA VIE DEVANT SOI. — Déstabilisé par la récente défection de deux de ses gendres, le président irakien tente de réaffirmer son pouvoir. (*La Croix*, 23 septembre 1995), p.90.

LES SOCIÉTÉS AMÉRICAINES ET EUROPÉENNES CONVOITENT DE VENTES ÉNORMES D'HÉLICOPTÈRES AUX FORCES TURQUES. (*Turkish Daily News*, 23 septembre 1995), p.91.

CPJ PROTESTE CONTRE LES CHARGES INVOQUÉES À L'ENCONTRE D'ALIZA MARCUS DE REUTER. — Ankara pas préoccupé par la résolution du Sénat américain sur l'aide (à la Turquie). (*Turkish Daily News*, 23 septembre 1995), p.92.

L'EMBARGO DE NORVÈGE MENACE UN CONTRAT D'HÉLICOPTÈRES AVEC LES ÉTATS-UNIS. — La participation de NFT, producteur de missiles, à la foire de défense d'Ankara suscite une controverse en Norvège. (*Turkish Daily News*, 23 septembre 1995), p.93.

UN DE CES CANDIDATS AURA LE PRIX NOBEL DE LA PAIX: l'archevêque Carlos Belo de Timor de l'Est., Sergej Kovaljev de la Russie, Leyla Zana de la Turquie, Jimmy Carter des États-Unis et Wei Jingsheng de la Chine. Voilà les noms qui ont le plus de chance pour le Prix Nobel de la Paix pour cette année. (*Dagbladet*, 24 septembre 1995), p.94.

RENCONTRE À TÉHÉRAN: LE DIRIGEANT DE L'UNION PATRIOTIQUE DU KURDISTAN A RENCONTRÉ L'AYATOLLAH MOHAMMAD BAGHER HAKIM, principal chef de l'opposition chiite irakienne. (*A.F.P.*, 23 septembre; *La Marseillaise*, 24 septembre 1995), p.95.

LA CONFÉRENCE D'OSLO CRITIQUE LA TURQUIE SUR LES DROITS DE L'HOMME. (*Turkish Daily News*, 26 septembre 1995), p.96.

LE DIRIGEANT KURDE IRAKIEN JALAL TALABANI A AFFIRMÉ AVOIR

RENCONTRÉ AU LIBAN LE CHEF SÉPARATISTE kurde turc Abdullah Öcalan, qui lui a annoncé sa disposition d'arrêter les attaques contre la Turquie. (*A.F.P.*, 24 septembre 1995), p.97.

GRAVE DÉTÉRIORATION DE LA SITUATION HUMANITAIRE EN IRAK, SELON L'ONU. (*A.F.P.*, 23 septembre 1995), p.98.

L'IRAK VISAIT LES SAOUDIENS, AFFIRME LE LIVRE DE (James) BAKER. (*International Herald Tribune*, 25 septembre 1995), p.99.

LE LEADER TURC CONSENT À DES ÉLECTIONS ANTICIPÉES DANS UNE OFFRE DE COALITION. (*International Herald Tribune*, 26 septembre 1995), p.99.

LA CONFÉRENCE D'OSLO CRITIQUE LE PKK. — Elle appelle Ankara à effectuer des réformes constitutionnelles majeures et à chercher des voies de mettre un terme aux violations des droits de l'homme. (*Turkish Daily News*, 26 septembre 1995), p.100.

LES SOCIÉTÉS PÉTROLIÈRES PENCHENT VERS 2 OLÉODUCS. Le plan d'Azerbaïdjan bénéficierait à la Russie et à la Turquie. (*International Herald Tribune*, 26 septembre 1995), p.101.

LA DÉPUTÉE KURDE, LEYLA ZANA, DEMANDE AU PREMIER MINISTRE (norvégien) GRO HARLEM DE LES SOUTENIR. — Dans une lettre personnelle, vive et animée, Leyla Zana, la députée kurde emprisonnée, demande au Premier ministre norvégien, Gro Harlem Brundtland, que la Norvège prenne l'initiative des pourparlers entre Turcs et Kurdes. — LA CANDIDATE AU PRIX NOBEL: LEYLA ZANA, 34 ANS, EMPRISONNÉE À ANKARA AVEC PLUSIEURS D'AUTRES KURDES DU PARTI DEP A ÉTÉ PROPOSÉE COMME LA CANDIDATE AU PRIX NOBEL DE LA PAIX, par six représentants du Comité des droits de l'homme — (*Dagbladet*, 27 septembre 1995), p.102-105.

ERREUR EN TURQUIE. (Une journaliste américaine arrêtée en Turquie). (*International Herald Tribune*, 27 septembre 1995), p.105.

DES RAPPORTS INDIQUENT LEYLA ZANA PLUS PROCHE DU PRIX NOBEL DE LA PAIX. — Si Leyla Zana obtient le Prix Nobel de la Paix. (*Turkish Daily News*, 27 septembre 1995), p.106.

LES PRISONNIERS KURDES DEMANDENT À LA NORVEGE DE PRENDRE L'INITIATIVE POUR LA PAIX. (*Aftenposten*, 27 septembre 1995), p.107.

LA RÉPRESSION ANTIKURDE DÉSTABILISÉE PAR UN SONDAGE. — Une enquête d'opinion au Kurdistan souligne le soutien populaire dont bénéficie le PKK. (*La Croix*, 28 septembre 1995), p.108-109.

UN RÉFUGIÉ POLITIQUE TURC D'ORIGINE KURDE MENACÉ D'EXPULSION. (*A.F.P.*, 28 septembre 1995), p.109.

LA TURQUIE S'ENFONCE DANS UNE CRISE POLITIQUE INTERNE. (*Neue Zürcher Zeitung*, 28 septembre 1995), p.110.

VERDICT LE 1ER DÉCEMBRE POUR L'ÉCRIVAIN YACHAR KEMAL. (*A.F.P.*, 27 septembre 1995), p.111.

NOURETTIN NURKAN, porte-parole du ministère des Affaires étrangères, Zana ne mérite pas le Nobel. (*Turkish Daily News*, 28 septembre 1995), p.112.

LES VOISINS DE L'IRAK SEMBLENT RÉSIGNÉS À UN MAINTIEN DU STATU QUO À BAGDAD. - Damas et Téhéran redoutent l'arrivée au pouvoir d'une équipe pro-américaine, la Turquie craint une aggravation du problème kurde et l'Arabie saoudite engrange les bénéfices de l'embargo. (*Le Monde*, 29 septembre 1995), p.113.

RAHMI KOÇ: «LA DÉMOCRATIE EST UN CHEWING-GUM». - La démocratie ? «On l'étire dans tous les sens. Comme les droits de l'homme». Les Kurdes ? Il faut «lutter contre le

terrorisme. Si Rahmi Koç, patron du puissant conglomérat turc. Koç Holding rêve du marché unique européen, il accepte mal les remontrances des Quinze. (*Le Nouvel Économiste*, N°1016, 29 septembre 1995), p.114-115.

UN ÉCRIVAIN TURC CONDAMNÉ POUR «PROPAGANDE SÉPARATISTE». — LES CHARGES CONTRE L'ÉCRIVAIN YACHAR KEMAL ONT CHANGÉ. — L'avocat Nalbant: Avec l'article 8 c'était très difficile pour la Cour de l'acquitter mais avec l'article 312 il sera plus aisé pour la Cour de le faire. (*Le Monde; Turkish Daily News*, 29 septembre 1995), p.116.

LE CONSEIL DE SÉCURITÉ NATIONALE DISCUTE LE NORD DE L'IRAK. — La Turquie rejette la décision du Sénat américain sur l'aide étrangère. Le Sénateur Claiborne Pell demande à la Turquie de payer \$5 millions aux O.N.G. pour protéger les Kurdes dans le Sud-Est. (*Turkish Daily News*, 29 septembre 1995), p.117.

L'AGENDA DES DROITS DE L'HOMME. (*Turkish Probe*, 29 septembre 1995), p.118.

LA CONFÉRENCE D'OSLO : QUOI DE NOUVEAU POUR LES KURDES ? (*Turkish Probe*, 29 septembre 1995), p.119.

ANKARA MÉCONTENTE DE LA CONFÉRENCE KURDE D'OSLO. — Les démissions du CHP augmentent.. (*Turkish Probe*, 30 septembre 1995), p.120.

LES COURS CONTINUENT D'INVOLUER DES CHARGES SELON LA LOI ANTI-TERRORISTE CONTROVERSÉE. — L'exemple le plus récent est Aysenur Belge, qui a été condamnée à 5 mois de prison et à 50 millions de livres d'amende par la Cour de sécurité d'État d'Istanbul. (*Turkish Daily News*, 29 septembre 1995), p.121.

ÊTRE KURDE EN SYRIE: UNE TERRIFIANTE VIOLENCE- *Sonne du Cor!* de Salim Barakat, traduit de l'arabe par François Zabbal, Actes Sud, Arles, 1995, 190 pages, 98 F.

LA GUERRE CONTRE LE «SÉPARATISME» KURDE. - Un État qui condamne ses députés pour délit d'opinion peut-il intégrer l'Europe ? — À L'EST, LE SACRIFICE DES POPULATIONS CIVILES. (*France-Arménie*, Octobre 1995), p.123-124.

PLUS DE 20.000 MORTS DANS LA RÉBELLION DU PKK, SELON M. DEMIREL. (*A.F.P.*, 1^{er} octobre 1995), p.125.

SÉNATEUR KERRY: LES RELATIONS TURCO-AMÉRICAINES ONT CHANGÉ DEPUIS LA GUERRE FROIDE. (*Turkish Daily News*, 2 octobre 1995), p.126.

LE PARLEMENT IRANIEN A INTERDIT TOUTE UTILISATION DES LANGUES ÉTRANGÈRES DANS LES ADMINISTRATIONS D'ÉTAT EN IRAN. (*A.F.P.*, 3 octobre 1995), p.127.

LE PÈRE HISTORIEN DE LA LITTÉRATURE KURDE. Mehmet Uzun publie une anthologie de la littérature kurde. (*Dagens Nyheter*, 3 octobre 1995), p.128-129.

TANSU ÇILLER : CANDIDATE DE L'EUROPE. (*L'Événement du Jeudi*, 4 octobre 1995), p.130.

L'AMBASSADEUR KANDEMIR AVERTIT LE CONGRÈS CONTRE L'AMENDMENT PELL. Les États-Unis demandent à la Turquie d'allouer aux Kurdes une partie de fonds de l'aide. (*Turkish Daily News*, 4 octobre 1995), p.131.

L'IRAK RÉITÈRE SON REFUS DE LA RÉOLUTION «NOURRITURE CONTRE PÉTROLE». (*A.F.P.*, 4 octobre 1995), p.131.

ANKARA REÇOIT UN MESSAGE MÉLANGÉ DE LA RÉUNION DE LUXEMBOURG DE L'UNION EUROPÉENNE. — Le ministre français des Affaires étrangères Hervé de Charrette: «*Nous ne volons pas un détournement mais la Turquie doit faire un geste.*» (*Turkish Daily News*, 4 octobre 1995), p.132.

GRÈVE DES OUVRIERS TURCS. — 330 000 personnes en grève en Turquie. — (*Neue Zürcher Zeitung*, 4 octobre 1995), p.133.

CINQ KURDES RÉPONDENT DE L'ATTAQUE DU CONSULAT DE TURQUIE. (*Le Provençal*, 5 octobre 1995), p.134-135.

TURQUIE: UNE DÉLÉGATION DE TROIS JURISTES DE LA COMMISSION EUROPÉENNE des droits de l'Homme est actuellement à Ankara pour y recueillir des témoignages concernant deux requêtes pour violation du «droit à la vie», garanti par la Convention européenne des droits de l'Homme indique le Conseil de l'Europe. (*A.F.P.*, 4 octobre 1995), p.135.

LA TURQUIE PARADIS TOURISTIQUE À BON MARCHÉ. ? (*Neue Zürcher Zeitung*, 5 octobre 1995), p.136.

TURQUIE: LA CRISE DU GOUVERNEMENT AGITE LE PAYS. — La Turquie est seule, l'Europe l'ignore. — Et l'Islame avance sur Ankara. (*La Repubblica*, 5 octobre 1995), p.137-138.

L'UNION DOUANIÈRE ENTRE LA TURQUIE ET L'UNION EUROPÉENNE, pierre angulaire de la politique d'Ankara depuis deux ans, est en danger au lendemain de la formation par Mme. Tansu Çiller d'un gouvernement minoritaire ultraconservateur. — **LE PREMIER MINISTRE TURC, À DROITE TOUTE.** (*A.F.P.*, 6 octobre; *Libération*, 7-8 octobre 1995), p.139, 144.

L'ALLEMAGNE COMMENCE À SES LIVRAISONS D'ARMES À LA TURQUIE. — Un chômage massif frappe Diyarbakir. (*Turkish Daily News*, 6 octobre 1995), p.140.

DEPUIS LE DÉBUT DE L'ANNÉE, 2.511 REBELLES KURDES ONT ÉTÉ TUÉS, SELON LES AUTORITÉS TURQUES. (*A.F.P.*, 6 octobre 1995), p.140.

L'AGENDA DES DROITS DE L'HOMME. (*Turkish Probe*, 6 octobre 1995), p.141.

DISPARUS: CAS D'UNE PEUR PROFONDE. (*Turkish Probe*, 6 octobre 1995), p.142.

L'UNION DOUANIÈRE: RETARDÉE, NON RETARDÉE? (*Turkish Probe*, 6 octobre 1995), p.143.

UN MINISTRE NÉERLANDAIS VA VISITER LA TURQUIE POUR DÉVELOPPER LA COOPÉRATION CONTRE LE PKK. Les Pays-Bas veulent participer aux projets de modernisation militaire majeurs de la Turquie comme la fabrication de frégates et l'acquisition d'avions de patrouille navale. (*Turkish Daily News*, 7 octobre 1995), p.144. (*Neue Zürcher Zeitung*, 12 septembre 1995), p.34.

TURQUIE: UN GOUVERNEMENT MINORITAIRE SOUTENU PAR L'EXTRÊME DROITE. (*Neue Zürcher Zeitung*, 7-8 octobre 1995), p.145.

BAGDAD FAIT ÉTAT D'UNE INCURSION TURQUE VENDREDI DANS LE NORD DE L'IRAK. (*A.F.P.*, 8 octobre 1995), p.146.

32 REBELLES KURDES TUÉS SUR LA FRONTIÈRE TURCO-IRAKIENNE. (*A.F.P.*, 8 octobre 1995), p.146.

ARRESTATION D'UN CHEF PRÉSUMÉ DU PKK À BERLIN. (*A.F.P.*, 9 octobre 1995), p.147.

LA GRÈCE PREND DES MESURES POUR INFLÉCHIR L'IMMIGRATION KURDE VENANT DE TURQUIE. (*Turkish Daily News*, 9 octobre 1995), p.148.

VASTE OPÉRATION DU PDK CONTRE LE PKK DANS LE NORD DE L'IRAK. (*A.F.P.*, 11 octobre 1995), p.149.

LE TRIBUNAL ADMINISTRATIF SUSPEND L'EXPULSION D'UN RÉFUGIÉ POLITIQUE KURDE. (*Liberté de L'Est*, 10 octobre 1995), p.149.

CARTER EST LE CANDIDAT FAVORI POUR LE PRIX NOBEL DE LA PAIX. (*Svenska Dagbladet*, 11 octobre 1995), p.150.

LA TURQUIE ACCUSÉE DE FAIRE DU LOBBYING CONTRE ZANA POUR LE NOBEL LE MINISTRE DE L'INTÉRIEUR MENTEUSE DIT QUE LA TURQUIE PEUT NE PAS AUTORISER LA REMISE DU PRIX À ZANA, SI ELLE L'OBTIENT. (*Turkish Daily News*, 11 octobre 1995), p.151.

LE PÉTROLE DE LA CASPIENNE ÉCHAPPE À L'EMPRISE RUSSE. (*Le Monde*, 12 octobre 1995), p.152.

CAMPAGNE TURQUE CONTRE L'ATTRIBUTION DU PRIX NOBEL DE LA PAIX À LA PARLEMENTAIRE KURDE LEYLA ZANA. (*Gambk*, 9 octobre 1995), p.153.

LA COUR DÉCLARE SES RAISONS D'EMPÊCHER LE RETOUR DES DÉPUTÉS DU DEP AU PARLEMENT. — SELON L'IRAN LES KURDES IRAKIENS POUR DE SÉLECTION POUR DES ÉLECTIONS EN MAL. (*Turkish Daily News*, 12 octobre 1995), p.154.

L'AGENDA DES DROITS DE L'HOMME. (*Turkish Probe*, 13 octobre 1995), p.155.

LEYLA ZANA, EX-DÉPUTÉ TURC D'ORIGINE KURDE, détenue à Ankara, a félicité vendredi le lauréat du prix Nobel de la Paix Joseph Rothblat et son mouvement Pugwash, tout en exprimant sa satisfaction d'avoir été elle-même citée parmi les favoris pour ce prix. (*A.F.P.*, 13 octobre; *L'Humanité*, 14 octobre 1995), p.156, 159.

SEDAT ALOGLU: L'ASSEMBLE DOIT CHANGER L'ARTICLE 8. (*Turkish Daily News*, 13 octobre 1995), p.156.

L'AGENDA DES DROITS DE L'HOMME. (*Turkish Probe*, 13 octobre 1995), p.155.

LA TURQUIE CRITIQUE SÉVÈREMENT LA SYRIE AU SUJET DE L'ESCALADE DU PKK. — LE PROCÈS DE MARCUS

AJOURNÉ. (*Turkish Daily News*, 13 octobre 1995), p.157.

SEPT MILLIONS ET DEMI D'IRAKIENS APPELÉS AUX URNES DIMANCHE. (*A.F.P.*, 14 octobre 1995), p.158.

LA FEMME DANS LES NOUVELLES: TANSU ÇILLER RUDE GAGNEUSE EN POSITION FAIBLE. (*Financial Times*, 14-15 octobre 1995), p.159.

PROCÈS À ISTANBUL D'UNE JOURNALISTE DE L'AGENCE REUTERS. — Une journaliste américaine poursuivie en Turquie. (*Libération*; *Le Monde*, 14 octobre 1995), p.160.

ARRESTATION D'UN ANCIEN RESPONSABLE D'UN PARTI PRO-KURDE DISSOUS. — Ibrahim Aksoy a été arrêté à l'aéroport d'Ankara à son retour de Francfort. (*A.F.P.*, 15 octobre 1995), p.160.

DES MILIENS ARMÉS DE L'OPPOSITION CHIITE IRAKIENNE VONT S'INSTALLER «PROCHAINEMENT DANS LE KURDISTAN IRAKIEN» d'où ils lanceront «des opérations militaires contre le régime de Bagdad, a affirmé à Téhéran un responsable de l'opération, membre influent de l'Assemblée suprême de la révolution islamique d'Irak (ASRII). (*A.F.P.*, 14 octobre 1995), p.161.

ANKARA POUSSE UN SOUPIR DE SOULAGEMENT COMME L'ACTIVISTE ANTI-NUCLÉIAIRE ROTBALDT OBTIENT LE PRIX NOBEL DE LA PAIX. (*Turkish Daily News*, 14 octobre 1995), p.162.

LE MINISTRE ALGAN HACALOGLU: ÇILLER EST UN OBSTACLE AUX DROITS DE L'HOMME. (*Turkish Daily News*, 14 octobre 1995), p.163.

LEYLA QUI? (*Turkish Daily News*, 14 octobre 1995), p.164.

POLHEIM (ALLEMAGNE): INTERPELLATION DE 180 MEMBRES PRÉSUMÉS DU PKK. (*A.F.P.*, 14 octobre 1995), p.164.

IRAK-RÉFÉRENDUM: FORTE AFFLUENCE AUX BUREAUX DE VOTE DÈS L'OUVERTURE DU SCRUTIN. — L'Irak prêt à plébisciter son président. (*A.F.P.*, 15 octobre 1995), p.165-166.

ANKARA: MME. ÇILLER ET L'IMPOSSIBLE. — Vers des élections anticipées en Turquie. (*Libre Belgique; Libération*, 16 octobre 1995), p.167.

AKSOY EMPRISONNÉ EST NOMMÉ PRÉSIDENT D'HONNEUR PAR LA CONVENTION DU DDP. — Un procès en séparatisme contre Elçi commence à Ankara. (*Turkish Daily News*, 17 octobre 1995), p.168.

AIDE MILITAIRE À LA TURQUIE. (*International Herald Tribune*, 18 octobre 1995), p.169.

LE REFUS DU PARLEMENT TURC D'ACCORDER SA CONFIANCE AU NOUVEAU GOUVERNEMENT RELANCE LA CRISE POLITIQUE. - Des élections législatives anticipées pourraient être organisées. - CONTRADICTIONS TURQUES. (*Le Monde*, 17 octobre 1995), p.170-171.

DES GRÈVES DE MASSE. - Une provocation du gouvernement turc. (*Neue Zürcher Zeitung*, 13 octobre 1995), p.172.

TURQUIE : DÉFAITE DE ÇILLER AU PARLEMENT. (*Neue Zürcher Zeitung*, 17 octobre 1995), p.173-174.

MME. TANSU ÇILLER DEVRAIT FORMER UNE NOUVELLE COALITION AVEC LES SOCIAUX-DÉMOCRATES TURCS. — L'Europe, enjeu de la crise à Ankara. (*Le Monde; La Croix*, 18 octobre 1995), p.175.

LE GOUVERNEUR ERKAN DIT QUE 3091 MILITANTS DU PKK ONT ÉTÉ TUÉES EN 1995 ET 366 MEMBRES DE HIZBULLAH CAPTURÉS. (*Turkish Daily News*, 18 octobre 1995), p.176.

EN TURQUIE, TANSU ÇILLER RESSOUDE SANS RÉSOUDRE. — Le

Premier ministre a pu reconstituer sa coalition. (*Libération*, 19 octobre 1995), p.177.

MME. CLAUDIA ROTH INTENTE UN PROCÈS CONTRE UN MINISTRE TURC POUR SES PROPOS INJURIEUX. (*A.F.P.*, 19 octobre 1995), p.178.

LA FAO APPELLE L'ONU ET L'IRAK À S'ENTENDRE POUR ÉVITER UNE CATASTROPHE HUMANITAIRE. (*A.F.P.*, 19 octobre 1995), p.178-179.

99% POUR SADDAM HUSSEIN MAIS LES VOEUX DES IRAKIENS CROISSENT. (*International Herald Tribune*, 19 octobre 1995), p.180.

L'ÉDITORIALISTE LIBÉRAL JUGÉ COUPABLE DE «SÉPARATISME». (*Turkish Daily News*, 19 octobre 1995), p.181.

ANKARA PEU CHAUD ENVERS L'IDÉE DU ROI HUSSEIN POUR L'IRAK. — Les autorités turques se demandent si cette idée est acceptable pour la majorité chiite de l'Irak pour les autres pays et groupes dans la région. (*Turkish Daily News*, 19 octobre 1995), p.182.

L'IRAK SANCTIONNÉ, ENCORE. (*International Herald Tribune*, 20 octobre 1995), p.185.

L'AMBASSADEUR KANDEMIR RÉPOND AUX ACCUSATIONS DE LA COMMISSION HELSINKI. (*Turkish Daily News*, 20 octobre 1995), p.185.

L'IMPACT POSITIF DE BAYKAL RUINÉ PAR NOS PROPRES ERREURS. (*Turkish Probe*, 20 octobre 1995), p.186.

L'AFFAIRE ALTAN: LIBERTÉ SUR LE FIL DU RASOIR. (*Turkish Probe*, 20 octobre 1995), p.187.

VERDICT : LA COUR DE CASSATION TURQUE RENDRA JEUDI, SOUS L'ŒIL ATTENTIF DES DIRIGEANTS EUROPÉENS, son verdict concernant huit députés kurdes condamnés à de lourdes peines de prison pour collaboration avec la rébellion,

et dont le Parlement de Strasbourg demande la libération. (*A.F.P.*, 24 octobre 1995), p.188.

LA TURQUIE FACE À L'EUROPE. (*The Economist*, 21 octobre 1995), p.189-190.

PÉRIL INTÉGRISTE EN TURQUIE ? (*Le Quotidien de Paris*, 21-23 octobre 1995), p.190.

LES ÉTATS-UNIS DANS L'ÉDITORIAL DU *NEW YORK TIMES*: NOTRE RELATION DE SÉCURITÉ CONTINUERA. — Les États-Unis: Nous ne pouvons pas nous soucier encore des tensions turco-syriennes. — Le processus de paix syro-israélienne a la haute priorité pour les États-Unis. (*Turkish Daily News*, 21 octobre 1995), p.191.

LA TURQUIE ACCUSÉE À STRASBOURG D'AVOIR VIOLÉ LA LIBERTÉ DE LA PRESSE. (*Correspondance de la Presse*, 23 octobre 1995), p.192.

SADDAM MET AU PAS SON FILS AÎNÉ DÉVOYÉ. (*International Herald Tribune*, 23 octobre 1995), p.193.

LE VICE-MINISTRE IRAKIEN DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES À ANKARA. — Le Conseil de l'Europe ajourne la discussion sur la Turquie. — LE PDK NIE L'AIDE MILITAIRE TURQUE. (*Turkish Daily News*, 23 octobre 1995), p.194.

LA GUERRE DE JOURNAUX EN TURQUIE. (*International Herald Tribune*, 23 octobre 1995), p.194.

LES EFFORTS DU PKK VISANT À UNIR LES KURDES SONT CONTRÉS PAR BURKAY. (*Turkish Daily News*, 23 octobre 1995), p.195.

DES DÉPUTÉS KURDES LIBÉRÉS «POUR L'AMOUR DE L'EUROPE» (*Independent*, 26 octobre 1995), p.196.

DES CHANGEMENTS COSMÉTIQUES SONT ENVISAGÉS POUR L'ARTICLE 8 CONTROVERSÉ. (*Turkish Daily News*, 25 octobre 1995), p.196.

LES ÉTATS-UNIS DÉNIENT AUX KURDES IRAKIENS DE SE RENCONTRER À WASHINGTON. (*Turkish Daily News*, 22 octobre 1995), p.197.

L'ACTIVISTE DES DROITS DE L'HOMME VOIT LE BESOIN POUR D'AMÉLIORATION URGENTES DANS LES PERFORMANCES DE DROITS DE L'HOMME ET DE DÉMOCRATISATION. — La Fondation des droits de l'homme a publié aujourd'hui son rapport sur la situation des droits de l'homme en Turquie. (*Turkish Daily News*, 24 octobre 1995), p.198.

RAPPORT DES DROITS DE L'HOMME 1994 (Ier & IIème partie). (*Turkish Daily News*, 24 octobre; 26 octobre 1995), p.202-205, 214-218.

TURQUIE: LA COUR DE CASSATION DE TURQUIE A CONFIRMÉ LES PEINES DE PRISON DE SIX DÉPUTÉS pour collaboration avec la rébellion kurde et annulé les condamnations de deux autres. — UNE DÉCISION MINIMALE VIS-À-VIS DES EXIGENCES EUROPÉENNES. — Menace sur l'union douanière. — KINKEL ESTIME «DÉCEVANTE» LA SEULE LIBÉRATION DE DEUX DÉPUTÉS KURDES. — Turquie: course contre la montre - UNION EUROPÉENNE: ACCORD AVEC LA TURQUIE COMPROMIS. (*A.F.P.*, 26 octobre; *La Marseillaise*, *Sud Ouest*, *A.F.P.*, *Libération*, *Le Figaro*, *L'Humanité*, *Le Soir*, *Info Matin*, *Libre Belgique*, *Le Monde*, *Dernière Nouvelles d'Alsace*, 27 octobre 1995), p.206, 207, 208, 209, 210, 219, 220, 221.

DEMANDE DE PROLONGATION DE L'ÉTAT D'URGENCE ET DU MANDAT DE «PROVIDE COMFORT». (*A.F.P.*, 26 octobre 1995), p.206.

LES ÉTATS-UNIS RÉPUDIENT LA LETTRE D'APO. — La Turquie affirme que la Commission des droits de l'homme a accepté l'affaire du journal (*Özgür Gündem*) à cause de son complexité. (*Turkish Daily News*, 26 octobre 1995), p.211.

AIDE AMÉRICAINE À LA TURQUIE: plus

de dollars, moins de bile. — Bunn porte l'aide civile (ESF) jusqu'à \$33,5 millions, le vitriole de Porter arrêté. — Ankara accueille la décision du Comité de la Conférence comme «plaisante en termes de relations bilatérales». (*Turkish Daily News*, 26 octobre 1995), p.212.

LA DÉCISION DE LA COUR D'APPEL DANS L'AFFAIRE DU DEP ATTENDUE AUJOURD'HUI. — L'écrivain Gerger décide de payer son amende (pour retrouver la liberté, (*Turkish Daily News*, 26 octobre 1995), p.213.

LA COMMISSION DE JUSTICE DU PARLEMENT ADOPTE UN AMENDEMENT DE L'ARTICLE 8 CONTROVERSÉ. (*Turkish Daily News*, 26 octobre 1995), p.218.

LE PDK ANNONCE LA PRISE DE LA PRINCIPALE BASE DU PKK DANS LE NORD DE L'IRAK. (*A.F.P.*, 27 octobre 1995), p.222.

PROLONGATION DE L'ÉTAT D'URGENCE DANS LE SUD-EST ANATOLIEN. (*A.F.P.*, 26 octobre 1995), p.222.

RAPPORT DES DROITS DE L'HOMME 1994 (suite). (*Turkish Probe*, 27 octobre 1995), p.223.

AFFAIRE DU DEP: PLUS DE MAUX DE TÊTE POUR L'UNION DOUANIÈRE. (*Turkish Probe*, 27 octobre 1995), p.224.

LA COUR CONFIRME LES CONDAMNATIONS DU DEP. (*Turkish Daily News*, 27 octobre 1995), p.225.

GREEN DIT QUE LE VERDICT EST DE «MAUVAIS AUGURE» POUR L'UNION DOUANIÈRE. — Le Conseil de sécurité nationale veut la reconduction de l'état d'urgence et un mandat plus court pour l'opération *Provide Comfort*. (*Turkish Daily News*, 27 octobre 1995), p.226.

LAGENDA DES DROITS DE L'HOMME. (*Turkish Probe*, 27 octobre 1995), p.227.

LE PARLEMENT TURC APPROUVE LA LOI ÉLECTORALE ET FIXE AU 24 DÉCEMBRE LE SCRUTIN ANTICIPÉ. — Le verdict en cassation sur les députés kurdes compromet le rapprochement avec l'Europe. (*Le Monde*, 28 octobre 1995), p.228.

LE VERDICT TURC SUR LES KURDES NE SATISFAIT PAS L'ALLEMAGNE. (*International Herald Tribune*, 28-29 octobre 1995), p.229.

LA RÉACTION DE L'EUROPE AU VERDICT DU DEP S'ANNONCE COMME «UNE DÉCEPTION». Le ministre allemand des Affaires étrangères Kinkel: L'arrêt sur les ex-députés du DEP «fait peu pour créer des conditions de l'Union douanière». (*Turkish Daily News*, 28 octobre 1995), p.230.

DES INTELLECTUELS TURCS DEVRAIENT ÊTRE LIBÉRÉS APRÈS LA RÉVISION DE LA LOI ANTITERRORISTE. (*Le Monde*, 29-30 octobre 1995), p.231.

WASHINGTON SATISFAIT DE LA LIBÉRATION DES DÉPUTÉS DU DEP. — Le gouvernement cherche des bénéficiaires de propagande des amendements à la loi anti-terroriste. (*Turkish Daily News*, 28 octobre 1995), p.232.

BIRDAL: LA TURQUIE EST DEVENUE UN PAYS DONT LES PRISONS SONT PLEINES ET DÉBORDENT. — I.H.D. (Association turque des droits de l'homme): Les abus des droits de l'homme ont augmenté après la rupture de la coalition DYP-CHP. (*Turkish Daily News*, 31 octobre 1995), p.233.

LE MINISTRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES CRITIQUE SÉVÈREMENT LES GROUPES TURCS DE DROITS DE L'HOMME. (*Turkish Daily News*, 31 octobre 1995), p.234.

LE PROFESSEUR DOGU ERGIL TÉMOIGNE SUR LE RAPPORT CONTROVERSÉ DU TOBB. (*Turkish Daily News*, 31 octobre 1995), p.235.

LE 'PARLEMENT KURDE-EN-EXIL' SE RÉUNIT. (*Turkish Daily News*, 31 octobre 1995), p.235.

NEUF TUÉS PAR UNE BOMBE DANS UN LOCAL DE L'OPPOSITION AU NORD DE L'IRAK. — 25 morts dans l'explosion d'une bombe dans le nord de l'Irak. (*A.F.P.*, 31 octobre 1995), p.236, 237.

SADDAM HUSSEIN MAINTIEN SON EMPRISE SUR L'IRAK. - Le président mise sur une levée des sanctions. (*Le Monde*, 31 octobre 1995), p.238-239.

L'UNION EUROPÉENNE ET LES TURCS S'ENTENDENT SUR LE PLAN DU COMMERCE. Mais le Parlement insiste qu'Ankara doit améliorer les droits de l'homme. (*International Herald Tribune*, 31 octobre 1995), p.239.

WASHINGTON DEMANDE AUX KURDES D'IRAK DE RESPECTER LE CESSÉ-LE-FEU. (*Al Hayat*, 20 septembre 1995), p.241.

KURDISTAN: LE RÊVE KURDE; LES CAUCHEMARS DE L'EXODE ET LE LEGS DES RIVALITÉS PERSONNELLES. (*Al Wasat*, 25 septembre 1995), p.242-247.

PAS D'INQUIÉTUDE AMÉRICAINE QUANT AU RÔLE JOUÉ PAR L'IRAN DANS LE NORD DE L'IRAK. (*Al Hayat*, 13 octobre 1995), p.248.

LES KURDES ONT ÉCHOUÉ À PARVENIR À UN ACCORD, malgré les efforts de la délégation américaine. (*Al Hayat*, 16 septembre 1995), p.249.

ANKARA CROIT À UNE DÉTÉRIORATION DANS SES RELATIONS AVEC DAMAS. (*Al Hayat*, 27 octobre 1995), p.249.

L'ORGANISATION DE BARZANI DÉMENT L'EXISTENCE D'UN ACCORD BILATÉRAL AVEC LA TURQUIE. — La police allemande arrête un responsable du parti des travailleurs du Kurdistan. (*Al Hayat*, 10 octobre 1995), p.250.

LA TURQUIE A REFUSÉ L'ACCORD DE PARIS PARCE QU'IL FAIT ALLUSION À UN ÉTAT KURDE INDÉPENDANT. —

Les forces régionales utilisent les Kurdes dans un jeu qui les dépasse. (*Al Hayat*, 17 octobre 1995), p.251.

OCALAN À CLINTON: NOUS AVONS BESOIN DE VOTRE AIDE ET NOUS NE DEMANDONS PAS D'UN ÉTAT KURDE EN TURQUIE. — Une Cour turque autorise les activités d'une association kurde en vue d'une solution pacifique. (*Al Hayat*, 20 octobre 1995), p.252.

TURQUIE: TENUE DES ÉLECTIONS, L'ALLEMAGNE EXIGE LA LIBÉRATION DES QUATRE DÉPUTÉS KURDES. — La Grande-Bretagne invite Talabani à respecter la médiation américaine pour une paix interkurde. — Le Conseil national de sécurité demande une prolongation du mandat de «Provide Comfort». (*Al Hayat*, 28 octobre 1995), p.253.

Annexe :

BILAN DES VIOLATIONS DES DROITS DE L'HOMME

Human Rights Report 1994

Deaths	
In custody or in prison	34
Deaths during attacks on settlements	51
Those killed during house and workshop raids	32
Those killed for disobeying stop warnings, etc	97
Deaths as a result of mine explosions	131
Killings by unidentified assailants	423
Killings by attacks on civilians	192
Those killed in armed attacks and assassinations	218
Security officers killed in clashes	1,077
Militants killed in clashes	1,737
Those killed in clashes between 2 groups of village guards	24
Deaths in local elections	15
Deaths in political clashes and incidents	10
Total number of people killed	4,041
Torture	
Deaths in detention or in prison	34
Disappearances after detention	49
The number of tortured individuals (known to the HRFT)	1,128
Freedom of press, thought and belief	
Killed journalists/press workers	2
Journalists attacked by public officers	76
Confiscated newspapers and journals	961
Confiscated books	24
Closed newspapers and journals	24
Convicted journalists, writers, etc	213
Arrested journalists and writers	102
Arrested deputies	8
Arrested political party administrators	17
Prisoners of thought as of Jan. 1, 1995	97

The inventory of the Report on Human Rights, August 1995:

People detained	1,050
Journalists detained	30
People arrested	109
Acts against civilians	15 dead/24 wounded
Unsolved attacks.....	9 dead/15 wounded
Disappeared while in custody	11
Tortured to death, extra-judiciary execution and deaths while in custody.....	12
Allegations of torture.....	22
Villages evacuated or set on fire.....	26
Work-related violations	600 fined
Killed in clashes.....	334
Thought crimes	16 years' prison terms (507 years' requested). TL 704 million fines
Publications confiscated	14
Places bombed	16
Unions/association shut down	5
Unions/associations illegally searched	13
People in jail for thought crimes (total).....	174

Revue de Presse

Institut Kurde de Paris
IKP
Bulletin de liaison et d'information

European Parliament Greens Group Chairwoman to open office in Istanbul

"These subjects are within the realm of what concerns me. In addition I want the people of Turkey to have ready access to information about the EP and the EU"

Turkish Daily News

ISTANBUL- Claudia Roth, the chairwoman of the Greens Group in the European Parliament (EP), will open a private bureau in Istanbul this Saturday to bridge Turkey and the EP.

Roth, a member of the EP for Germany and deputy chairwoman of the EP-Turkey Mixed Parliamentary Commission is critical of the delegations which come from the EP to Turkey as observers with preconceived notions and leave the same way. The bureau is being opened to prevent such criticisms from arising and to facilitate continuous relations between the EP and Turkey.

Roth carefully made the distinction that "this is not the EP's bureau in Turkey. Rather it is a general office which belongs to a member of the EP."

She noted that she had first broached the subject during a meeting with Prime Minister Tansu Çiller in Ankara. The Turkish government and the EP had been informed of her intention to open this bureau, although she did not seek official permission.

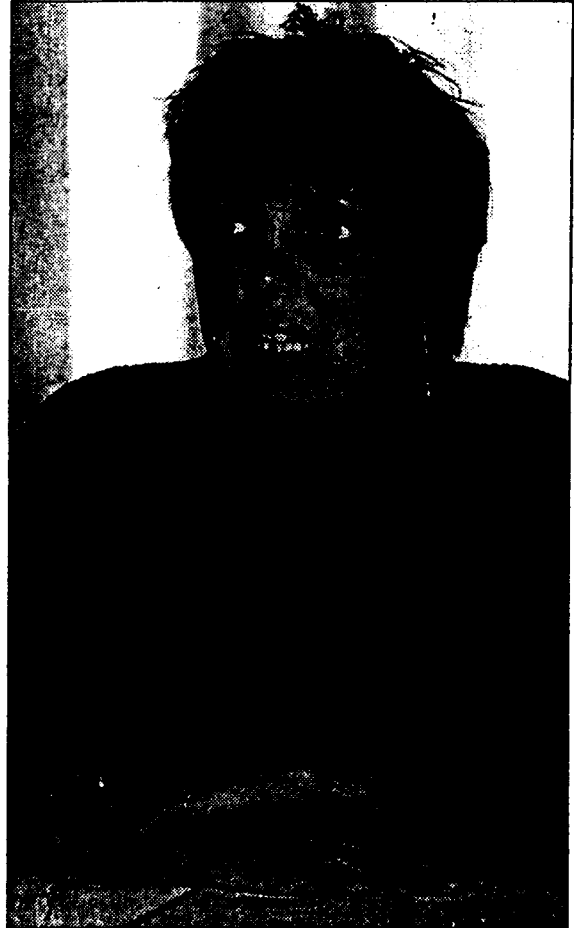
She said that at first both the EP and the Turkish government had been surprised, but after thinking it over they decided that this was a very good idea. Explaining that she wanted to be sure that the information which she was getting concerning Turkey was correct, the German parliamentarian stressed that she wanted to be informed about what was happening. She cited the example of the recent changes to the Constitution.

She also suggested that in the future she wanted to follow the case in Supreme Court of Appeals concerning the Democracy Party (DEP) in which its members in the Turkish Parliament were stripped of their immunity and sentenced to prison for what were judged to be separatist activities.

"These subjects are within the realm of what concerns me. In addition I want the people of Turkey to have ready access to information about the EP and the European Union (EU).

Roth expressed her firm conviction that Turkey was a part of Europe and her support for Turkey's integration into Europe once it solved the issues of democratization and the "Kurdish problem."

Saying that she was opposed to Europe's being a fortress which was closed against other people, Roth also indicated that she was against new walls being built in Europe such as a Christian Europe putting up a wall against Muslims. She said she wanted to live in a European home.



Claudia Roth

The office which Roth is opening will be in a room given to her by the Istanbul branch of Bilar A.S. which was founded in 1985 by writer Aziz Nesin who died recently, chairing it until his death. Bilar has announced that it will not charge the German parliamentarian rent and she will meet all of her own office expenses.

Bilar officials have stated that there is no "organic tie" between themselves and Roth. But as they were acquainted she told them that she was seeking space to use as an office and they decided to offer her one of the rooms in their office. Roth was one of three female members of the European Parliament who was called a prostitute by State Minister Ayvaz Gökdemir.

The other two were Catherine Lalumiere and Pauline Green, who had recently visited Turkey. Gökdemir was quoted as saying that the members of DEP who were in prison had not been released to contest local elections June 4th at the request of "three prostitutes of the West." Despite calls for the minister's resignation, he is still holding his post.

FRIDAY, SEPTEMBER 1, 1995

Turkish Daily News

AU cœur du triangle sunnite irakien, constitué par les villes de Bagdad, Mossoul et Ramadi, jusqu'aux frontières syrienne et jordanienne, Takrit, à 175 kilomètres au nord de Bagdad, a été pour Saddam Hussein la base de son ascension et ensuite le cœur de son pouvoir. Minoritaires en Irak, où ils ne constituent qu'à peine 20 % de la population, face à environ 55 % de chiïtes, 20 % de Kurdes sunnites et une petite minorité chrétienne, les Arabes sunnites ont toujours dominé la vie politique de l'Irak moderne. Déjà sous les Britanniques au lendemain de la première guerre mondiale, les Takritis sont nombreux dans l'armée, où ils savent s'entraider. Récente, la notion d'Etat est d'autant moins contraignante dans les pays arabes que, la plupart d'entre eux ayant échoué à servir leurs citoyens, ceux-ci continuent de placer leur fidélité dans la famille, le clan, la tribu, seules à même de leur venir en aide.

L'ascension de Saddam Hussein se fera sur cette base familiale. Dans la structure complexe du pouvoir qu'il a constituée au fil des années, la famille a été et reste son premier cercle de protection. C'est grâce à son cousin takriti, le général Hassan Al-Bakr, président de la République après le coup d'Etat réussi du Baas en 1968, que Saddam Hussein devient le numéro deux du régime, et c'est à l'ombre de ce dernier qu'il construira le pouvoir qui lui permettra de l'évincer en douceur en 1979.

Orphelin de père, c'est par l'aide de la famille de sa mère que Saddam Hussein trouve, à travers la capacité de s'instruire, la sortie du tunnel. Il ne l'oublie pas, et les membres de celle-ci occupent très vite des postes importants. Son oncle maternel, Khairallah Tulfah, que rien ne prédisposait à cette fonction, sera nommé gouverneur de Bagdad en 1979, et seule l'étendue de sa corruption amènera Saddam Hussein à le remplacer, sans pour autant lui interdire de poursuivre un commerce lucratif. La corruption fait partie des moyens utilisés par Saddam Hussein pour s'attacher les loyaux, les bénéficiaires devenant ainsi vulnérables.

En 1963, c'est tout naturellement la fille de cet oncle qui l'a élevé, Sajida, sa cousine germaine, que Saddam Hussein épouse. Elle lui donne cinq enfants : deux fils, Oudaï et Khousaï, et trois filles, Raghad, Rana et Hala. Dès 1977, le frère de sa femme.

La galaxie Saddam

Adnan Khairallah, passera brusquement du grade de colonel au poste de ministre de la défense, et deviendra un des rares militaires membre du Conseil de commandement de la révolution (CCR, organe suprême du pouvoir en Irak) et membre du commandement régional du Baas. En retour des largesses dues à sa position, il assurera à Saddam Hussein la loyauté d'une armée déjà très noyautée par le parti Baas.

Ses trois demi-frères, nés d'un remariage de sa mère avec Ibrahim Hassan, occupent dès 1974 des postes de responsabilité, notamment dans le domaine sécuritaire, l'obsession du président irakien. Barzan, l'aîné des trois et le plus proche à l'origine de Saddam, est chef des renseignements du parti. Le second, Sabawi, est chef adjoint de la police. Le plus jeune, Watban, est gouverneur de la province de Salahédine, qui a Takrit en son centre.

Côté paternel, Saddam Hussein utilisera aussi ses cousins, dont le plus célèbre est Ali Hassan El-Majid, membre du CCR et du commandement régional du Baas, où il dirige les affaires administratives avant d'être nommé, en 1987, responsable du Baas au Kurdistan. Il y coiffe l'armée, la police et les milices, et s'illustrera dans la féroce répression contre les Kurdes au cours des opérations Anfal de déportation de la population et lors du bombardement à l'arme chimique d'Halabja, en mars 1988. A la mi-août 1990, il est nommé gouverneur du Koweït avant d'être nommé, le 6 mars 1991, ministre de l'intérieur.

LES deux branches maternelle et paternelle de la famille, installées sous la surveillance étroite de Saddam Hussein aux commandes de l'Irak, se jalourent pourtant, et l'état d'instabilité dans lequel il les maintient lui assure qu'aucune d'entre elles ne peut devenir trop puissante pour le menacer. Car, aussi étroits soient-ils, les liens familiaux ne sont pas, sous Saddam Hussein, une garantie de pérennité au pouvoir. Il n'hésite pas ainsi, en 1983, à écarter temporairement ses trois demi-frères qui protestent contre le mariage de sa fille aînée, Raghad, avec un cousin éloigné, le désormais fameux Hussein Kamel Hassan El-Majid. La menace n'étant toutefois pas

La défection de Hussein Kamel gendre du dictateur irakien, a ébranlé un pouvoir fondé sur le clanisme et le tribalisme

contre son pouvoir, les trois seront absous.

Il n'en sera pas de même pour Adnan Khairallah, le cousin, beau-frère et compagnon d'enfance, tué dans un « accident » d'hélicoptère en 1989. Ministre de la défense, Adnan Khairallah avait eu l'immense tort de partager un peu trop ouvertement avec le président les lauriers de la « victoire » de la guerre contre l'Iran. « Populaire dans l'armée, l'homme était clairement le numéro deux », explique un Irakien, alors haut responsable, et aux yeux du président il devenait donc dangereux. Sa mort intervient aussi quelques mois après le deuxième mariage de Saddam avec Samira Shabandar, femme du directeur général d'Iraqi Airways. L'affaire avait ébranlé le clan Tulfah et, logiquement, Adnan Khairallah avait pris le parti de sa sœur, comme alors Oudaï celui de sa mère, ce qui lui vaudra une brève mise à l'écart.

Autour de ce cercle familial, la deuxième garde de Saddam Hussein est formée par les Takritis, très bien représentés dans l'armée et les services de sécurité. Dès la fin des années 70 d'ailleurs, l'ampleur du phénomène est tel que Saddam Hussein prend un décret interdisant de mettre le nom de sa région d'origine à la fin de son patronyme. Pour sa part, c'est dès 1973 qu'il change son nom de Saddam Al-Takriti en Saddam Hussein, du nom de son père.

Le troisième cercle de cette garde rapprochée était formé, jusqu'à une époque récente, des membres de tribus du triangle sunnite, les Al-Dulaimis, les Joubouri, les Azzawis, qui conformaient d'autant plus le régime qu'ils craignaient de voir arriver au pouvoir soit les chiïtes, soit les Kurdes. Car, en accentuant la fragmentation communautaire de l'Irak, Saddam Hussein a réussi à faire que chaque communauté pense avoir tellement à craindre de l'autre qu'en définitive aucune entente n'est possible en dehors de lui.

Saddam Hussein a d'autre part conservé auprès de lui, et en particulier au sein du CCR et au commandement régional du Baas, des fidèles de longue date, dont il n'a, pour diverses raisons, rien à craindre. Vice-président du CCR depuis 1979, Izzat Ibrahim est connu pour son manque d'ambition. Chrétien, Tarek Aziz n'est pas dangereux, comme d'ailleurs le Kurde Taha Mohieddine Maarouf, vice-président de la République. Ancien caporal, sans base propre, Taha Yassine Ramadan, originaire de Mossoul, est dans le même cas. De plus, ces hommes qui lui doivent tout, Saddam Hussein a aussi pris soin de les compromettre dans tous les coups bas et sanglants du régime, de telle façon qu'ils savent que leur sort est lié au sien.

Comment oublier la fameuse scène filmée de l'exécution, par les dignitaires du régime, de vingt et un de leurs compagnons accusés de complot en faveur de la Syrie ? Dirigée par Saddam Hussein, la terreur en Irak a aussi été pratiquée par des centaines de milliers de gens, qui peuvent craindre pour leur vie en cas de changement de régime. Au lendemain des émeutes de mars 1991, au cours desquelles des milliers de petits responsables ont été massacrés, la peur était perceptible chez tous les fonctionnaires, qui, pour la plupart, occupent ces postes pour vivre. Ce sentiment persiste d'autant plus que, dans l'état de suspicion générale dans lequel vivent les Irakiens, chacun a quelque chose à craindre.

A la fin de la deuxième guerre du Golfe, l'emprise familiale s'est toutefois accentuée à un point tel que, selon un ancien haut responsable, seuls huit hommes comptaient autour de Saddam Hussein. Ses deux fils, Oudaï et Khousaï, ses deux gendres, Hussein Kamel Hassan et son frère Saddam, ses trois demi-frères, Barzan, Sabawi et Watban, et son cousin, Ali Hassan Majid. Ces huit hommes ont alors chacun leur milice, leur en-

Hussein

Hassan,

tourage et leurs affaires, et ne s'entendent pas entre eux, ce qui sécurise le président, qui joue à merveille de leurs rivalités. Une chose est sûre toutefois : depuis plusieurs mois, les deux fils prenaient de plus en plus d'importance, et en particulier Oudaï, qui intervenait dans le travail de tous les ministères, au grand dam des ministres de la famille, les autres n'y pouvant mais. Khousaï, qui a la haute main sur tous les services de sécurité, est plus discret, et peu filtre sur lui, sinon qu'il serait plus proche de son père.

L'ascension d'Oudaï, trente et un ans, a été freinée en 1988, quand, pour venger l'honneur de sa mère, dit-on, il tue d'un coup de batte de base-ball l'homme qu'il considérait avoir joué un rôle occulte dans les rencontres de son père avec sa future deuxième femme. Mais l'homme en question, chrétien, est le « goûteur » de Saddam Hussein, le fils de son cuisinier et son homme de confiance. Fou de rage, le président « exige » publiquement que justice soit faite contre son fils, avant que, devant les demandes populaires de pardon diffusées, sans crainte du ridicule, par la télévision, il se contente d'envoyer quelques mois le bouillant Oudaï, qui n'en est pas à son premier meurtre, en exil doré à Genève. Celui-ci mettra peu de temps à regagner sa place et, après l'invasion du Koweït, deviendra de plus en plus incontournable, jusqu'à être considéré, depuis deux ans, comme l'héritier.

Le rôle de plus en plus grand d'Oudaï, extraverti sans scrupules, a incontestablement été à l'origine des troubles dans la famille, qui ont amené à la défection, le 8 août en Jordanie, de Hussein Kamel et de son frère, Saddam. Car la jalousie qui opposait Oudaï à Hussein Kamel n'est pas nouvelle. Quand, en 1988, Oudaï est provisoirement écarté, Hussein Kamel est déjà une personnalité qui monte. Homme habile, il est passé du grade de sergent de police, servant de garde du corps au père de Sajida, à la garde de Saddam Hussein, qu'il a dirigée avant d'épouser sa fille aînée. Pour conforter son pouvoir sans doute, il réussit à faire épouser à son frère la deuxième fille de Saddam Hussein, Rana. Il échouera toutefois à marier son troisième frère, Hakam, aujourd'hui réfugié avec lui en Jordanie, avec Hala, Oudaï notamment s'y opposant.

La progression d'Hussein Kamel est toutefois foudroyante.

LE MONDE / VENDREDI 1^{er} SEPTEMBRE 1995



Le maître de Bagdad a pris soin de compromettre ses féaux dans tous les coups bas sanglants du régime

Bientôt directeur administratif d'un service secret qui contrôle les sociétés chargées des acquisitions clandestines de technologies, il devient vite directeur de l'Organisation de l'industrialisation militaire et est nommé en juillet 1988 pour la première fois au gouvernement, comme ministre de l'industrie et de l'industrialisation militaire. Très bon organisateur, disposant d'un budget illimité, il sait conserver autour de lui les véritables scientifiques qui sont à l'origine de la puissance militaire irakienne et recruter à l'étranger les ingénieurs qui vont contribuer à aider l'Irak à s'armer dans les domaines non conventionnels. Son influence grandit encore après la mort d'Adnan Khairallah, et il se heurte de plus en plus à Oudaï, qui supporte mal l'influence grandissante de son beau-frère auprès de son père.

Les deux hommes ne vont pas tarder à s'affronter, d'abord à propos des travaux de reconstruction, et de plus en plus sur les commissions à tirer des affaires. Sa mauvaise gestion du ministère de la défense et une dispute publique avec Oudaï valent à Hussein Kamel sa première disgrâce, quand il perd toutes ses fonctions officielles et notamment celle de ministre de la défense, en novembre 1991. Ecarté,

Hussein Kamel demeure toutefois au palais et retrouve vite ses nombreux attributs, qui font de lui, avant qu'il ne soit supplanté par Oudaï, le véritable numéro deux irakien. En plus des ministères de la défense, du pétrole, de l'industrie, il supervise le ministère de l'enseignement supérieur — belle promotion pour quelqu'un qui a arrêté ses études au niveau primaire —, celui de la santé, des communications et transports et celui de l'irrigation.

LA puissance des deux gendres, cousins, du côté paternel, de Saddam Hussein, ne fait pas non plus le bonheur des trois demi-frères du président, qui ne les aiment pas, mais n'aiment pas plus Oudaï, dont la violence pathologique fait peur. Organisé pour tenter de rapprocher la famille, le mariage, en 1992, d'Oudaï avec la fille de Barzan ne tient pas, et celle-ci a depuis rejoint son père à Genève. La situation des trois demi-frères est aujourd'hui floue. Récemment blessé dans un accrochage dont on n'est pas totalement sûr qu'il ait impliqué Oudaï, Watban, destitué de son poste de ministre de l'intérieur en mai dernier, se remet à l'hôpital, mais Sabawi serait toujours à son poste. Barzan, dont les désaccords avec le pré-

sident sont connus depuis de longs mois, reste silencieux.

Ali Hassan Majid, destitué de son poste de ministre de la défense sous l'influence d'Oudaï, qui veut pouvoir contrôler l'armée, est encore conseiller au palais et lui, plus que tout autre, sait sa tête mise à prix après celle de Saddam.

Que la défection de ses deux gendres et surtout de ses deux filles ait ébranlé le président irakien est un fait aujourd'hui reconnu, en privé, par les plus hauts dignitaires du régime. De là toutefois à penser qu'elle a définitivement secoué la structure du pouvoir est beaucoup plus douteux. En divisant au maximum tous les pouvoirs, en créant un climat de terreur et de suspicion permanente, en montant les unes contre les autres, à coup d'avantages matériels soigneusement distillés, les tribus, les communautés, les hommes, Saddam Hussein a réussi à faire de sa personne, aussi haïe qu'elle soit, le point d'équilibre d'un Etat à la dérive. Cassée par Saddam d'abord, par l'embargo ensuite, la société irakienne n'est sûrement plus en mesure de trouver en elle-même les ressorts de la révolte. Tout en la souhaitant au plus profond d'elle-même, elle est effrayée par les conséquences imprévisibles de la chute de Saddam Hussein. Dans sa monstruosité, Saddam Hussein a conduit son pays dans une impasse tragique, dont on voit mal aujourd'hui l'issue.

Françoise Chipaux

Turkish Daily News

FRIDAY, SEPTEMBER 1, 1995.

Turkish-KDP officials meet in Silopi to discuss PKK attacks in northern Iraq

Turkish Daily News

ANKARA- A top aide of Iraqi Kurdish leader Massoud Barzani on Thursday conferred with Turkish government and military officials at the border town of Silopi as Turkish Kurdish rebels entrenched in northern Iraq reportedly continued attacks against positions and settlements held by Barzani's Kurdistan Democratic Party (KDP).

Local sources said Nechirwan Barzani, a nephew of the KDP leader and his chief political and military counselor, briefed the unnamed Foreign Ministry officials and the Turkish gendarmerie commanders on the Kurdistan Workers' Party (PKK) attacks.

Prime Minister Tansu Çiller on Wednesday told reporters that there

might be new developments in northern Iraq if Barzani asked for Turkey's assistance in coping with the PKK rebels. PKK militants, fighting a separatist war in Southeastern Turkey since 1984, have entrenched themselves in the Western-protected Kurdish enclave in recent years, exploiting a power vacuum when the U.S.-led coalition curtailed Baghdad's authority in Iraq's Kurdish north after the Gulf War.

Turkey has also been blaming a violent 16-month war between the KDP and its chief rival, the Patriotic Union of Kurdistan (PUK), as an additional factor helping the PKK entrenchment.

Two major excursions by the Turkish troops earlier this year — one conducted by 35,000 troops backed by jets and armor — had caused complaints from the KDP which said that Ankara had omitted to give advance warning and neglected to coordinate with local authorities in order to minimize civilian losses.

After the incursions, which dislodged the PKK separatists from their border camps, Turkish officials and the KDP discussed a border security arrangement, but Ankara found the Kurdish terms, including the upkeep of a 20,000-man peshmerga force to police the border and the resettlement of about 350 border villages, too unrealistic.

Since then the KDP, controlling the area bordering Turkey, has been trying to block the PKK's return to the rugged strip, relying basically on its own means.

"We welcome Mrs Çiller's message," Dizai said, commenting on Wednesday's statement by Çiller. "This is a political decision by Turkey.

"The border area is certainly of common interest to both (Turkey and the KDP) and everybody should contribute to it." "Cooperation will be discussed at today's meeting ... decisions will be taken according to the situation," he added, in a statement to the Agence France Presse. After the PKK attacks, which were launched last Saturday on 20 separate points, PKK leader Abdullah Öcalan said their basic aim was to draw Turkish troops into a quagmire and to undermine a recent truce between the KDP and the PUK.

Faik Narwiya, the deputy KDP representative in Ankara on Thursday told the Anatolia news agency that eight peshmergas (Kurdish fighters) and nine civilians were killed in the PKK attacks, while 35 civilians and 15 peshmergas were wounded.

Narwiya said the PKK forces attacked the village of Kadesh Wednesday night, but were held off by the villagers until the KDP reinforcements came to their rescue. One civilian was wounded in the attack.

Anatolia later reported another PKK attack near Kani Masi Thursday morning in which 10 peshmergas were killed and another 11 wounded.

Local sources say around 2,000 PKK separatists have assembled in northern Iraq, the bulk having entered recently from Iran and Syria. They say the PKK is particularly well entrenched in the Sersing, Amadiya and Bamarni regions where they have established roadblocks and are trying to take Derkar.

The above-mentioned locations are at the foot of the Methina mountain range, giving the rebels excellent protection from pursuers, the sources said.

Think-tank proposes to hit PKK bases in Syria

Turkish Daily News

WASHINGTON- The conservative U.S. think-tank Center For Security Policy (CFSP) has welcomed a state department warning on Syria. A decision brief released by the think-tank saying "the (Warren) Christopher initiative is astounding insofar as it appears, at least implicitly, to mark a wholesale reversal on the part of the Clinton Administration, concerning Syria's connection to international terrorism. Indeed, it has been widely expected that the Christopher State Department would agree to remove Syria from its terrorist sponsors list (and list of drug-trafficking nations) as part of a package deal designed to induce Assad to sign a peace treaty with Israel.

The CFSP went on to also recommend an attack on the PKK bases in Syria: "As the Syrian-supported Kurdish Workers Party (PKK) is currently engaged in operations inimical to U.S. interests in Turkey, this notice could be followed by actions designed to demonstrate that the latest diplomatic message to Assad is not just another feckless 'demarchemellow.' It would be far preferable to deter future attacks against Americans by striking a blow to PKK bases in Syria than to be consigned to retaliating against Hamas, the PLFP, Hezbollah or

some other Syrian-abetted organization after it has attacked the United States and its interests."

CFSP was referring to a report published by the Washington Post about the State Department's warning.

The Clinton Administration has warned Syria that it holds Damascus responsible for any terror attacks that may be launched against U.S. citizens or property — according to a Thomas Lippman story the Post published.

Secretary of State Warren Christopher instructed the U.S. Ambassador to Damascus Christopher Ross to tell the Syrians that the U.S. will respond to such an attack "in any way it deems necessary."

The Post said "the language that Ross was instructed to use is unusually blunt, reflecting what U.S. officials said was an indication of the administration's concern." New York City airports were the scenes of tightened security in the past weeks due to threats received from such Syrian-based terror groups as Hamas and Hezbollah.

Last month the FBI arrested Musa Abu Marzook, a Virginia resident who was born in Palestine and who is accused by the U.S. officials of being one of the senior leaders of Hamas in the U.S.



Warren Christopher

Nicholas Burns, U.S. State Department spokesman, did not deny the story and said the warning was not aimed at Syria alone but all the terror groups in the Middle East.

Human Rights Diary

Turks go on trial in attempt to change law— A group of Turkish intellectuals trying to force changes in the laws limiting freedom of expression went on trial on Thursday, but the judge delayed ruling on whether the case should go to the Constitutional Court. The 99 intellectuals, who published a book of banned writings about Turkey's Kurds, argued that the laws limiting free speech and free press were contrary to the Constitution and international human rights agreements ratified by Parliament. Their argument has even drawn support from the prosecutor, who has also said the controversial law banning separatist propaganda was unconstitutional and should be reviewed. "The defendants argued this was against European agreements...and I accepted this argument and decided to appeal to the Constitutional Court to change this," prosecutor Aytaç Tolay told the court when reading the indictment. The judge said a decision would be issued after defense lawyers submitted further material. (*Reuters, Aug. 24*)

Court sends Gaziosmanpaşa riot case to DGM — A criminal court in Istanbul ruled on Friday that it did not have the jurisdiction to hear the lawsuit filed against protesters who clashed with police in the mostly Alawi-populated Gaziosmanpaşa district last March. The court sent the case file to the Istanbul State Security Court (DGM), holding that the type of offense alleged to have been committed by the defendants was linked with Article 8 of the Anti-Terrorism Law. One hundred suspects are charged with violating the Law on Rallies and Demonstrations. (*Turkish Daily News, Aug. 26*)

Chief Prosecutor's Office files appeal over prison terms in Sivas fire — The Chief Prosecutor's Office of the State Security Court applied to the Board of Appeals regarding the Ankara State Security Court's (Court No.1) decision about prison terms for suspects in the 1993 arson attack in Sivas, the Anatolia news agency reported on Friday. State Security Court Chief Prosecutor Nusret Demiral and his seven aides in their indictment said that the Sivas events cannot be recognized as a simple event which aimed to hurt only Aziz Nesin. This must be recognized as a riot against state authority and a rebellion against the secular system. They said events in Sivas took place in July 1993 at the Madımak Hotel, when 37 people were killed in an arson attack by fundamentalists objecting to a translation of a book by Salman Rushdie. After the incident, some sources claimed that Aziz Nesin, the writer that translated some passages of the book, was responsible for the situation because he gave a speech at the meeting. (*Turkish Daily News, Aug. 26*)

Hacaloğlu: Independent Medical Examiner's office needed — Turkey's domestic peace is being threatened by disappearances and mysterious murders, State Minister for Human Rights Algan Hacaloğlu said in Istanbul on Friday. Hacaloğlu made the statement at a news conference during which he disclosed the findings on investigations into the office of the Medical Examiner. The office, which operates the country's morgues and carries out legal research related to all court and police cases, has been criticized for failing to carry out its work properly. "Mysterious murders and disappearances are endangering Turkey's domestic peace," Hacaloğlu said. He added that a more independent Medical Examiner's office was needed to enable it to operate more efficiently and to prevent human rights abuses from taking place against persons under custody. The office was able to identify only 5 percent of 290 dead brought to the morgues, he said. Hacaloğlu blamed physical and material shortages as major problems of the office. The Ankara Medical Examiner's office doesn't even have a camera to take pictures of the dead, nor a special place to preserve corpses before identification, he added. (*Turkish Daily News, Aug. 26*)

Journalist dies while under custody — Sayfettin Tepe, a correspondent for the daily newspaper Yeni Politika, died on Tuesday while under the custody of Bilis security forces in Southeastern Turkey. While security officials claimed that he had committed suicide, his family and members of the newspaper said he had died from torture that was inflicted on him. Signs of torture could be seen on the body, Tepe's family added and demanded a second autopsy. These "suicides" while under custody are becoming quite routine. Tepe was one of three correspondents of the same paper to be taken into custody on Aug. 22. Doctors refused to show his brothers the autopsy report. Lawyers who used to work for the now-closed-down Yeni Politika appealed to the Justice Ministry and claimed that Tepe had probably been killed by torture, and asked for a second autopsy. "That Tepe committed suicide by hanging his underwear on the prison bars is not very credible," they said. The lawyers added that the Tepe family was constantly being threatened by the police. (*Turkish Daily News, Aug. 31*)

Torture used on mentally ill person — A case brought due to the claim that Hikmet Ercişli, a mentally ill person, had been tortured while under custody, was given to the State Minister Responsible for Human Rights, Algan Hacaloğlu. It was stated in the case that Ercişli was taken into custody during a I.D. card check on a highway while traveling in a bus to Ankara from Kars. "When it was understood that he had no I.D with him, he was taken into custody by the soldiers where he was tortured," said the case which also presented photos of Ercişli as evidence. (*Evrensel, Aug. 31*)

Aachener Nachrichten

Nr. 203 - Freitag, 1. September 1995



Friedenspreis

Die Kurdin Leyla Zana (Bild) und Ludwig Baumann, Gründer der „Bundesvereinigung Opfer der NS-Militärjustiz“, werden heute mit dem Aachener Friedenspreis ausgezeichnet (Berichte: Blickpunkt) Foto: Archiv

Ein kurdisches Schicksal

Leyla Zana erhält heute den Aachener Friedenspreis – In Ankara eingekerkert

Von Joachim Zinsen

Aachen. Sie gilt als die Jeanne d'Arc Kurdistans, als Symbol des gewaltlosen Widerstandes der Kurden gegen den türkischen Zentralstaat. Die 34jährige Leyla Zana erhält den Aachener Friedenspreis. Persönlich entgegennehmen kann sie die Auszeichnung nicht. Seit 18 Monaten sitzt die ehemalige Parlamentsabgeordnete in einem türkischen Gefängnis - zu 15 Jahren Haft verurteilt, weil sie sich - so die offizielle Leseart der Regierung in Ankara - „separatistischer Umtriebe“ schuldig gemacht habe. Leyla Zanas Leben ist ein typisches kurdisches Schicksal. 1961 in der Nähe der Stadt Diyarbakir geboren, wächst sie in einer rückständigen, männerdominierten Gesellschaft auf. Als Mädchen lernt sie weder lesen noch schreiben. Ihr Leben scheint vorgezeichnet. Im Alter von 14 Jahren wird sie mit einem Cousin ihres Vaters, Mehdi Zana, verheiratet. Mit 15 Jahren bekommt sie ihr erstes Kind. Kurze Zeit später wird sie erneut Mutter.

Verhaftung des Mannes

Die schwarzhäufige Schönheit ist eine völlig unpolitische Hausfrau, als sie nach dem Militärputsch in der Türkei 1980 erstmals mit den staatlichen „Sicherheitsorganen“ in Berührung kommt. Ihr Mann - seit 1977 Bürgermeister von Diyarbakir - wird verhaftet und zu elf

Jahren Haft verurteilt. Sein Vergehen: Er hat ein Gedicht in kurdischer Sprache veröffentlicht. Der Schock der Verhaftung sitzt tief, politisiert die junge Frau. Sie beginnt, um die Freiheit ihres Mannes zu kämpfen, schließt sich einem Hungerstreik von Angehörigen politischer Gefangener an.

Der 25. August 1988 wird schließlich zum Wendepunkt ihres Lebens: Vor dem Militärgefängnis von Diyarbakir wartet sie mit Verwandten anderer Häftlinge darauf, ihren Mann besuchen zu können. Militär zieht auf. Es kommt zu Auseinandersetzungen. Leyla Zana wird auf ein Polizeirevier geschleppt. Was sie dort erlebt, schildert sie später so: „Auf der Polizeiwache schlug man mich nieder. Sie warfen sich auf mich und zogen mich aus. Ich fiel in Ohnmacht. Als ich aufwachte, lag ich in einem Becken mit eiskaltem Wasser. Ich wurde wieder geschlagen. Schließlich warfen sie mich in eine Zelle, gerade einen Meter hoch und vielleicht 30 Zentimeter breit. Die ersten 48 Stunden gab es keinen Tropfen Wasser. Immer wieder wurde ich traktiert.“

Erst nach 50 Tagen ist Leyla Zana wieder auf freiem Fuß. Die Haft hat sie nicht gebrochen. Im Gegenteil: Die zierliche Frau tritt in ihrer Heimatstadt dem Verein für Menschenrechte bei, klagt immer lauter die Zustände in den Kerkern des Landes an, engagiert sich

für eine kulturelle Autonomie der Kurden.

Große Popularität

In dieser Zeit hat auch Helmut Oberdiek, damals Türkeibeauftragter von Amnesty International, Leyla Zana kennengelernt. Er erinnert sich: „Leyla war eine einfache, bescheidene Frau. Jede Effekthascherei schien ihr fremd. Dank ihrer unkomplizierten Art hatte sie einen sehr guten Draht zur kurdischen Bevölkerung. Bewundernswert war, mit welcher Energie sie sich für die Leute einsetzte.“ Leyla Zanas Popularität unter den Kurden ist 1991 schließlich so groß, daß sie über die Liste der kurdischen Partei der Demokratie (DEP) ins türkische Parlament gewählt wird. Im gleichen Jahr kommt ihr Mann frei. Die Familie zieht nach Ankara. Doch auch in der türkischen Hauptstadt muß die Abgeordnete mit ständigen Anfeindungen leben. Im Parlament kommt es zu Tumulten, als Leyla Zana bei ihrer Verteidigung auf kurdisch „Es lebe die Freundschaft zwischen dem türkischen und dem kurdischen Volk“ zu sagen wagt. Sie wird am Reden gehindert, weil sie im Abgeordnetenhaus ein Haarband in den kurdischen Nationalfarben trägt. Das Kesseltreiben auf die unbeugsame Menschenrechtlerin nimmt immer schlimmere Ausmaße an. Am 6. März

1994 hebt das Parlament ihre Immunität auf. Zwei Tage später wird sie mit sechs weiteren kurdischen Abgeordneten verhaftet. Die türkische Ministerpräsidentin Tansu Ciller jubelt: „Wir haben die Terrorbande endlich aus dem Parlament geschmissen“.



Leyla Zana vor dem türkischen Staatssicherheitsgericht in Ankara. Foto: Archiv

Staatsanwalt forderte Todesstrafe

Am 8. Dezember 1994 verurteilt das türkische Staatssicherheitsgericht in Ankara Leyla Zana zu 15 Jahren Haft. Die Richter werten das Engagement der 34jährigen als separatistische Umtriebe, unterstellen ihr in der Urteilsbegründung, heimliches Mitglied der PKK-Guerilla zu sein. Ausländische Beobachter nennen den Prozeß eine Farce, sprechen von einem Terrorurteil. Viele sind sich sicher: Leyla Zana wurde allein wegen des großen internationalen Drucks nicht, wie vom Staatsanwalt gefordert, zum Tode verurteilt.

Urteil soll überprüft werden

Gesundheitlich angeschlagen sitzt Leyla Zana heute im Gefängnis von Ankara - zusammen mit ihrem Mann, der kürzlich wegen „separatistischer Propaganda“ zu vier Jahren verurteilt wurde. „Ihre Haftbedingungen sind etwas besser als die vieler anderer kurdischer Häftlinge“, weiß Oberdiek. „Wegen ihres Bekanntheitsgrads scheint sie zumindest vor Folter geschützt.“

Das weitere Schicksal der Leyla Zana entscheidet sich am 27. September. Vor dem Kassationsgericht in Ankara beginnt ein Verfahren, in dem die Verurteilung der jungen Frau überprüft werden soll.

„Unendlich traurig“ ist Danielle Mitterrand, daß sie in letzter Minute ihren Besuch absagen muß. Dies bedauere sie umso mehr, da ihr Leyla Zana viel bedeute. Sie hat die Kurdin im Mai für den Friedensnobelpreis vorgeschlagen. In einer Grußbotschaft meint die Ehefrau des früheren französischen Staatspräsidenten, daß die Preisverleihung eine Hoffnungsbotschaft für diejenigen ist, die ihre Freiheit und oft ihr Leben dafür opfern, in diesem Teil Europas die

Demokratie zu verteidigen: „Leyla Zana ist eine der bemerkenswerten Persönlichkeiten, die ich eine „bürgerliche Heilige“ nennen würde, die sich dem Nächsten und der Verteidigung der Unterdrückten mit Leib und Seele verschrieben hat.“

Die Verleihung des Friedenspreises wertet D. Mitterrand als „Botschaft der Unterstützung, die daran erinnern, daß sich immer wieder Stimmen erheben, um die Unerträglichkeit zu beweisen,

daß wir außerstande sind, diejenigen zu überzeugen, die die Macht zur Veränderung besitzen. Unsere Stimmen vereinigen sich mit der Leylas, um dem türkischen Staat und der PKK zu sagen: genug, und von unseren Regierungen zu fordern, nie mehr einen Staat zu unterstützen, der die kurdische Bevölkerung peinigt und der die Menschenrechte und die der Freiheit nicht respektiert. Es geht um die Glaubwürdigkeit unserer moralischen Werte.“

„Ich glaube, daß Leyla Zana als Heldin in die Geschichte eingehen wird“

Danielle Mitterrand setzt sich international für die Aachener Friedenspreisträgerin ein

Aachener Volkszeitung
MIT IHREN HEIMATZEITUNGEN

Freitag, 1. September 1995

AVZ-Interview

Danielle Mitterrand lobt Aachener Preisträgerin



Die Frau des früheren französischen Präsidenten François Mitterrand, Danielle Mitterrand, hat die türkische Journalistin und Trägerin des Aachener Friedenspreises, Leyla Zana, als eine Kämpferin für Freiheit und die Rechte der Frauen gewürdigt. Unsere Zeitung sprach gestern mit Frau Mitterrand.

Aachen/Paris. „Leider kann ich in diesem Jahr nicht in Aachen sein. Ich bedauere es umso mehr, da Ihre Preisträgerin in diesem Jahr, Leyla Zana, mir sehr viel bedeutet“, schrieb Danielle Mitterrand jetzt an Albrecht Bausch, den Vorsitzenden des Aachener Friedenspreises. Die engagierte Menschenrechtlerin und Gattin des ehemaligen französischen Staatspräsidenten François Mitterrand hatte zunächst zugesagt,

„Mit Unterstützung von sieben Nobelpreisträgern haben Sie Leyla Zana für den Friedensnobelpreis vorgeschlagen. Wie schätzen Sie die Chancen dafür ein, und wie schätzen Sie die Wirkung ein, falls Leyla Zana die Auszeichnung erhält?“

AVZ-Interview

heute die Laudatio auf die „bürgerliche Heilige“ - wie sie die türkische Journalistin und Politikerin nennt - zu halten. Unsere Redakteure Hans-Werner Delhey und Matthias Hinrichs hatten gestern dennoch Gelegenheit, Frau Mitterrand zu befragen. Sie kennen Leyla Zana seit vielen Jahren und korrespondieren regelmäßig mit ihr. Wie haben Sie sie kennengelernt?

Mitterrand: Ich machte Leyla Zana Bekanntschaft im April 1989, als ich in Diyarbakir die Flüchtlingslager irakischer Kurden besuchte, die vor dem Massaker und den Giftgasangriffen der Armee Saddam Husseins geflohen waren. Ich wollte Leyla Zana sehen, damit sie mir von ihrem Mann Medhi Zana erzählt, der Bürgermeister der Stadt war, gefoltert wurde und der Kurden und der Türken muß darauf

eine Antwort geben. Die Vernunft fordert den Respekt der bestehenden Grenzen, sofern die Gesetze von allen und für alle respektiert werden. Es wird immer Extremisten geben, die die Stimmung aufheben. Nur eine tiefgreifende demokratische Initiative kann eine Antwort geben.

Tansu Ciller, die türkische Ministerpräsidentin, ist eine starke politische Kontrahentin von Leyla Zana. Glauben Sie, daß die Weltfrauenkonferenz in China einen praktischen Wert für Frauen wie Zana und Ciller haben kann?

Mitterrand: Ich glaube, daß die Weltfrauenkonferenz, die noch da zu in Peking stattfindet, weder eine Lösung für die Türken noch für die Tibeter bietet, deren Martyrium ich ebenfalls kenne. Diese Großversammlungen bieten den Vereinigungen der ganzen Welt eine Gelegenheit, sich zu treffen und auszutauschen. Von ihren Überlegungen und Arbeiten wird die nur 60 Kilometer entfernt tagende Konferenz der UNO nur etwas Getöse vernehmen. Ich habe selbst die Menschenrechtskonferenz in Wien erlebt und beschlossen, solchen Begegnungen künftig fernzubleiben.

Wie stehen Sie zum Verbot der Kurdischen Arbeiterpartei (PKK) in Deutschland?

Mitterrand: Verwechseln wir nicht die PKK, die bei ihrer Gründung vor wenigen Jahren eine Handvoll Separatisten versammelte, die es nicht mehr aushalten konnten in einer ständig belagerten Gegend zu leben und keine Zukunft mehr sahen, mit den Einwohnern, die aus zerstörten Dörfern flüchten mußten und Schutz suchten vor den Todesschwadronen der Armee. Sie zählen zu Hunderttausenden, die sich verstecken und sich mit der PKK vermischen. Die einen kann ich nicht von den anderen unterscheiden. Deutschland beschließt Maßnahmen nach eigenem Gutdünken, und Frankreich tut das genauso. Ich werde mich hüten, dies zu beurteilen. Das Problem der Türkei liegt sowieso auf einer anderen Ebene.

Ihr Land steht im Kreuzfeuer der Kritik wegen seiner geplanten Atomversuche. Geben die westeuropäischen Staaten ein gutes Beispiel ab in Sachen Machtpolitik?

Mitterrand: Ich vermeide es, in einer ausländischen Zeitung Maßnahmen der französischen Regierung oder des Präsidenten zu beurteilen. Meine persönliche Meinung ist, daß jede Behinderung der jahrelangen Friedensbemühungen der Welt nur Angst, Unglück und Schrecken bringen dürfte.

Ganze Landstriche entvölkert

Seit zehn Jahren Krieg im Osten der Türkei - Bonn lieferte Waffen

Von Joachim Zinszen

Aachen. Ein Tag im Südosten der Türkei. Wir schreiben das Jahr 1994. Eine junge Kurdin erinnert sich: „Morgens kam ein Armeeooffizier in unser Dorf. Er behauptete, wir würden die PKK unterstützen. Deshalb müssten wir den Ort verlassen und in die nahegelegene Stadt ziehen. Sollten wir uns dem Befehl widersetzen, wolle er das Dorf bombardieren lassen. Hals über Kopf sind wir geflohen. Kaum waren wir weg, hat das Militär sämtliche Gebäude gesprengt.“

Der Ort hatte einen Namen. Ebenso wie über 2000 andere kurdische Dörfer in Südost-Anatolien. Doch die Namen existieren nicht mehr. Allenfalls noch in den Erinnerungen der ehemaligen Bewohner. Von der Landkarte sind sie ausgeradiert. Ausgelöscht durch die türkische Armee. Seit 1984 tobt im Osten der Türkei - dem Hauptsiedlungsgebiet der Kurden - ein schmutziger Krieg. Damals eskalierte ein Konflikt, der seit Jahrzehnten schwellete.

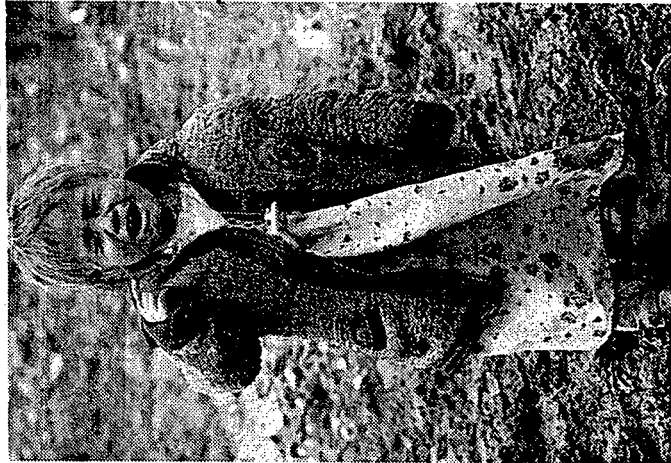
Kurdische Sprache verboten

Ein Fünftel der Bewohner der Türkei, rund 10 Millionen, sind Kurden. Anerkannt als Minderheit waren sie nie. Die Regierung in Ankara sieht in ihnen bis heute rückständige „Bergtürken“, ohne eigene Kultur, ohne eigene Identität. Das Verbot der kurdischen Sprache 1983 durch die damals herrschenden Militärs war dann auch nur der vorläufige Höhepunkt des Versuchs, einen reinen türkischen Staat zu schaffen. Die Antwort auf das Verbot ließ jedoch nicht lange auf sich warten. 1984 rief die kurdische Arbeiterpartei PKK zum bewaffneten Kampf gegen die Türken auf. Ihr Ziel: Ein eigener Staat.

Anschläge auf Militäreinrichtungen häuften sich. Die Armee reagierte mit

massiven Gegenschlägen. Über komplette Provinzen im Osten der Türkei verhängte sie den Ausnahmezustand. Generalstabsmäßig entvölkerte das Militär ganze Landstriche. Zum Feind erklärt wurde jeder, der das Wort Kurdistan auch nur aussprach. Ein Massenexodus begann, der Anfang der neunziger Jahre seinen Höhepunkt erreichte. Menschenrechtsorganisationen sprechen inzwischen von zwei Millionen Flüchtlingen, die ihre kurdische Heimat seither verlassen mußten.

Längst führt die türkische Armee nicht mehr, wie von der Regierung behauptet, ausschließlich einen Kampf gegen die



Das Gesicht des Krieges: Kinder haben besonders unter den Kämpfen in der Osttürkei zu leiden. Foto: Archiv

PKK. „Der Konflikt hat sich stark ethnisiert“, klagte unlängst der menschenrechtspolitische Sprecher der SPD im Europaparlament, der Würselener Bürgermeister Martin Schulz. „Kurden werden heute von den Militärs pauschal als Separatisten verdächtigt.“

Dabei streitet die Mehrheit der Kurden lediglich für eine „kulturelle Autonomie“. Selbst die militante PKK hat inzwischen den Traum von einem eigenem Staat aufgegeben. An der Marschrichtung des türkischen „Sicherheitsapparates“ änderte das jedoch wenig. Im Gegenteil: Selbst im Westen des Landes machen Todesschwadronen Jagd auf kritische Journalisten und Menschenrechtler. Folter in Gefängnissen und Polizeistationen gehört laut Amnesty International nach wie vor zum Alltag in der Türkei.

Mindestens 14 000 Tote

Angesichts der 14 000 Toten, die der Krieg nach Regierungsangaben bislang gefordert hat, und des starken internationalen Ansehensverlustes der Türkei, mehrten sich am Bosphorus inzwischen die Stimmen, die auf eine Beilegung des Konflikts drängen. Erst vor wenigen Tagen forderte selbst der konservative Chef der türkischen Handels- und Börsenkammer, Yalim Erez, eine grundlegende Reform des türkischen Staates und eine kulturelle Autonomie der Kurden.

Mit der Verleihung des Aachener Friedenspreises an Leyla Zana sollen diese Kräfte des Ausgleichs unterstützt werden. Gleichzeitig wird die deutsche Bundesregierung auf eine Anklagebank gesetzt. Denn Bonn liefert dem Nato-Partner seit Jahren Waffen. Waffen, die nach Beobachtungen von Menschenrechtsorganisationen - entgegen aller Beteuerungen aus Bonn - auch im Kampf gegen Kurden eingesetzt werden.

Gezielte Nadelstiche der PKK im Nordirak

Schwierige Abstimmung von Ankaras Innen- und Aussenpolitik

Kurdische PKK-Kämpfer haben getreu einer Ankündigung ihres Führers Abdallah Öcalan im nordirakischen Grenzgebiet Positionen der irakischen Kurdenpartei Massud Barzanis angegriffen. Die türkische Guerilla gab damit den Streitkräften Ankaras Anlass zu einer neuen grenzüberschreitenden Intervention.

vk. Limassol, 31. August

Die PKK hat in der Nacht auf den letzten Samstag etwa 20 Stellungen von Barzanis Demokratischer Partei Kurdistans (KDP) in der irakischen Provinz Dohuk angegriffen. Laut den Angaben der KDP gingen die Attacken in der Nacht auf Montag weiter; sie betrafen die Gegend der grenznahen Marktstadt Zakho und die Hauptstrasse nach Dohuk, auf welcher ein Lastzug abgefangen und verschleppt wurde. Nach Angaben des Gouverneurs von Dohuk forderten die Kämpfe 11 Todesopfer und etwa 50 Verletzte. Am Mittwoch meldeten Journalisten aus Ankara, türkische Regierungstruppen hätten unter anderem auf irakischem Boden gegen PKK-Stützpunkte bei Haftanin interveniert. Das sind die ersten Kampfhandlungen von einigem Ausmass seit dem Waffenstillstand zwischen den beiden irakischen Kurdenparteien Barzanis und Talabani vom 11. August. Dieses Abkommen war dank aktiver amerikanischer Vermittlung und in Anwesenheit türkischer Regierungsvertreter in Dublin unterzeichnet worden.

Regionalpolitische Verschlingungen

Die PKK selbst gab ihre Übergriffe im Nordirak in einer recht expliziten Presseerklärung am Montag bekannt. Darin hiess es, die PKK wolle das Abkommen von Dublin zu Fall bringen und die verräterischen Kräfte in Südkurdistan – also im Nordirak – vernichten, weil sie auf Kosten der türkischen Kurden mit dem Feind in Ankara zusammenarbeiteten. Die Angriffe sollten auch die türkischen Regierungstruppen im Nordirak festnageln; Fernziel sei die Schaffung eines demokratischen kurdischen Föderativstaats. Die PKK rief Barzani und Talabani auf, ein Sicherheitsabkommen mit Ankara zu zerreißen, demgemäss sie die türkischen Kurden durch die Sicherung der Grenze erdrosseln sollten. Die Erklärung suggerierte auch, Jalal Talabani unterstütze die PKK bei ihren Angriffen gegen Barzani, was Talabani bestreiten liess. Diese Vorgänge zeigen an, dass

die unsicheren Herrschaftsverhältnisse im Nordirak, wo die beiden grossen Kurdenparteien einander seit über einem Jahr zerfleischen, unweigerlich die Regionalpolitik beeinflussen. Auf amerikanische Ermunterung hin hatte die türkische Regierung sich in Dublin einem konstruktiven Engagement auf seiten der nordirakischen Kurdenparteien verpflichtet. Das implizierte eine Abkehr von der rein militärischen Kurdenpolitik, die auf immer neue gewaltsame Interventionen im Nachbarland gegen die PKK und schliesslich die Errichtung einer Sicherheitszone im irakischen Grenzgebiet hinauslief. In eben jenem Moment floh Saddam Husseins Schwiegersohn Hussein Kamel nach Amman und fand die Unterstützung Amerikas und des prowestlichen Araberlagers für eine neue Oppositionsbewegung. Deshalb rückte Ankara auch von der gegenüber Barzani und Talabani verfochtenen Überzeugung ab, dass sie sich schliesslich mit Saddam Hussein ins Vernehmen setzen müssten, weil er allein auf absehbare Zeit über das Schicksal des Iraks bestimme. Doch nun stellen die von der PKK provozierten Kämpfe diese Orientierung wieder in Frage.

Zersplitterte irakische Opposition

Dazu kommt, dass die Oppositionsgruppen unter dem Schirm des Irakischen Nationalkongresses (INC) Hussein Kamel nicht ohne Vorbehalt begrüssen. Die INC-Zentrale in Erbil erklärte sich nach einigem Zögern zur Zusammenarbeit bereit, obwohl sie Kamel bisher unter die grössten Kriegsverbrecher eingereiht hatte. Der ehemalige Geheimdienstler Wafik Samarraï hingegen bleibt in seiner Basis Damaskus an die syrische Verurteilung Kamels gebunden, welcher nach Ansicht der syrischen Regierungszeitung «ath-Thaura» als Scherge Saddams keine Rolle in der irakischen Zukunft zukommen kann. Auch der irakische Schiitenführer Mohamed Baker Hakim lehnt jedes Treffen mit Kamel rundweg ab, weil er ihm einen Verfechter amerikanischer Interessen wittert.

L'Humanité - 2 septembre 1995

Treize Kurdes menacés d'expulsion

LIVRES A ANKARA

Parce que leurs papiers ne sont pas en règle, les jeunes gens risquent d'être renvoyés en Turquie où la politique répressive du régime les promet à la torture et peut-être à la mort

TREIZE Kurdes de Turquie résidant à Paris sont sous le coup d'un arrêté d'expulsion pris dimanche pour défaut de permis de séjour en règle. Ils seraient actuellement retenus à proximité de l'aéroport Charles-de-Gaulle, a-t-on appris hier.

Jeunes pour la plupart, membres de l'Union des jeunes révolutionnaires (mouvement de jeunesse du PKK, le Parti des travailleurs du Kurdistan), ils avaient été arrêtés jeudi dernier dans les locaux du ministère de l'Action humanitaire. Ils y avaient fait irruption dans l'après-midi pour réclamer de Bernard Kouchner, qui fait profession d'amitié à l'égard du peuple kurde, une prise de position après le bombardement par l'armée turque de la ville de Sirmak, en Turquie. Un bombardement survenu le week-end précédent et qui avait fait de nombreuses victimes : 300 selon le PKK ; une centaine, selon le député de Sirmak (alors que les autorités turques, qui ont maintenu le blackout sur ce nouveau massacre, en conçoivent officiellement une dizaine).

Les méthodes utilisées par les jeunes du PKK pour attirer l'attention du ministre et de l'opinion publique sont critiquables : ils ont retenu contre leur gré pendant plusieurs heures des fonctionnaires du ministère qui n'avaient rien à voir avec le bombardement de Sirmak. Ils tombaient donc sous le coup



Au mois de mars, déjà, les habitants de Sirmak avaient dû fuir la répression des manifestations organisées à l'occasion du nouvel an kurde qui avait fait une centaine de victimes. (Photo Reuter.)

de la loi et pouvaient être déferés au parquet, ce qui fut le cas pour 7 d'entre eux. Le verdict est tombé lundi : un an de prison dont huit avec sursis pour 2 d'entre eux, la même peine avec dix mois de sursis pour 5 autres. Pour 2 des condamnés, le délit de séjour irrégulier a également été retenu.

Aussi sévères que soient de telles peines, elles n'ont pas la gravité d'une expulsion éventuelle qui, si elle avait lieu en direction de la Turquie, équivaldrait, dans l'état actuel des choses, à une condamnation à mort.

Ces jeunes gens, en effet, ne font pas mystère de leur appartenance au PKK. Or ce mouvement, qui revendique le droit à l'autodétermination et à l'indépendance pour le Kurdistan de Turquie, a déclenché en 1985 la lutte armée contre l'armée et les autorités turques et est interdit au Kurdistan. Plusieurs des personnes menacées d'expulsion ont déjà été arrêtées et persécutées en Turquie, et c'est d'ailleurs la raison de leur exil. Dans une lettre qu'il avait adressée à la mi-août à l'Office de protection des réfugiés et apatrides pour demander le statut de réfugié politique, l'un d'entre eux, Huseyin Kiliç, responsable de la jeunesse PKK pour la région d'Orléans, écrivait notamment : « Je viens de recevoir une lettre de mon père confirmant que je suis recherché par les autorités turques. » Rappelant qu'il a déjà été arrêté et torturé pendant quinze jours en février au commissariat de la ville de Tuncelli, il estime que sa vie serait menacée en cas d'expulsion vers la Turquie, cela d'autant plus qu'une loi dite « anti-terreur », très répressive, et qui

visait particulièrement les Kurdes, a été adoptée en avril 1991.

La situation extrêmement grave qui prévaut en ce moment au Kurdistan de Turquie n'est certainement pas pour arranger les choses. On sait qu'après le bombardement de Sîrnak le Conseil national de sécurité — organisme réunissant l'état-major militaire et les principaux ministres — s'est réuni à Diyarbakir, capitale du Kurdistan, et a décidé d'user de la manière forte pour « anéantir la rébellion kurde ». Tous les espoirs d'un dialogue possible nés en novembre dernier après le changement de gouvernement en Turquie et les déclarations apparemment conciliantes du premier ministre Souleiman Demirel se sont évanouis comme neige au soleil. Bien au contraire, la situation n'a cessé de s'aggraver, et c'est maintenant une guerre ouverte qui est menée contre les Kurdes : arrestations massives, mais aussi assassinats de journalistes, de militants, de personnalités engagées dans la défense des droits de l'homme au Kurdistan se sont multipliés. Même les députés kurdes qui avaient osé élever la voix il y a une semaine pour protester contre le bombardement de Sîrnak ont failli être lynchés par leurs collègues turcs.

De vastes opérations de ratissage ont été engagées ces derniers mois dans les zones frontalières avec l'Irak et l'Iran dans le but avoué de chasser la population et d'opérer un nettoyage par le vide pour couper le PKK de ses racines. L'exode de Sîrnak, dont 20.000 des 25.000 habitants ont fui les bombes et la terreur répandue par les militaires turcs, est significatif. Il n'est pas le

seul. La même chose a eu lieu à Kurja.

Les ratissages et les bombardements s'étendent même au-delà des frontières jusqu'au Kurdistan d'Irak. Ces opérations, menées par Ankara sous prétexte de détruire les camps du PKK dans le nord de l'Irak, font surtout des victimes dans la population civile qui fuit, elle aussi, les villages frontaliers, ce que confirmait notamment un reportage publié lundi par le journal américain « Herald Tribune ». Un pas supplémentaire a été franchi mardi avec l'entrée dans le nord de l'Irak de 5.000 soldats turcs appartenant à des commandos spéciaux.

De toute évidence, la Turquie a décidé de profiter de la conjoncture internationale pour tenter de régler à sa manière, la manière forte, son problème kurde. Pourquoi les autorités d'Ankara se gênaient-elles ? Leur pays fait partie de l'OTAN et du camp des vainqueurs de la guerre du Golfe. Des éditoriaux de la presse turque expliquaient ces derniers jours que le gouvernement ne prenait aucun risque en frappant sur ses Kurdes : « Si les grandes puissances ne peuvent rien faire en Yougoslavie, à plus forte raison on peut être assuré qu'elles ne feront rien contre la Turquie. Nous avons les mains libres », écrivait notamment « Hürriyet ». Un constat qui confirme le silence total qui règne actuellement en Europe sur ce qui se passe au Kurdistan.

F. G.-R.

Turkish Daily News

SATURDAY, SEPTEMBER 2, 1995

Preliminary autopsy results show journalist Tepe may have died of asphyxiation; evidence of assault on body

Sinan Yılmaz / *Turkish Daily News*

ANKARA- Seyfettin Tepe, the journalist who was working for the closed-down pro-Kurdish daily newspaper Yeni Politika, may have died from asphyxiation, according to the autopsy report.

Tepe was taken into custody on Aug. 22 in the southeastern city of Batman along with other employees of the daily. Later, police sources announced that Tepe had committed suicide.

"He hanged himself with his underpants," was the explanation given by the police. However, Tepe's family

and friends claimed that he was killed as a result of being tortured while in police custody.

Although the autopsy report does not describe the exact cause of Tepe's death, it does however state that there was evidence of assault.

The autopsy, conducted by the office of the Bitlis prosecutor and assigned doctors, determined that the body contained a mark one to one-and-a-half centimeters wide on the neck starting from the front and angling upwards

toward the back, possibly caused by a cloth.

It was determined that there were no marks on the back of the neck. Doctors noted that the final cause of death can only be determined after microscopic examinations. A group of people, including some of the administrators of the Yeni Politika newspaper, went to Bitlis in the Southeast on Friday, trying to solve the mystery surrounding Tepe's death. Included in the group were the New Democracy Movement's Mus deputy, Mehmet Emin Sever; the United Socialist Party administrative board member, Ali Rıza Torun; the Journalists Union's deputy-chairman, Ömer Selvi; the People's Democracy Party deputy-chairman, Hikmet Fidan; the editor-in-chief of Yeni Politika, Leyla Pekoz and the newspaper's editor, Aslan Yıldız. The delegation which will meet with Tepe's family and local authorities, has requested the office of the Bitlis prosecutor to perform a new autopsy.

There have been no explanations by officials about the incident. The only official explanation, which came from the police, stated that Tepe had committed suicide; however, this explanation is not the first of its kind.

The Turkish Human Rights Foundation has claimed that 420 people have died while under police custody between 1980 and 1994. Police explanations stated that 74 of them committed suicide and 23 were killed while trying to escape. There have been claims that torture while in police custody, was the real cause of the deaths. The latest of such claims was heard after university student, Sinan Demirbaş, died while in police custody in the eastern province of Elazığ. His family challenged police claims that their son had committed suicide and stated that he was tortured to death.

Meanwhile, the International Press Institute (IPI) on Friday strongly condemned Tepe's death while in jail, the Agence France Presse reported on Friday. In an open letter to Turkish Premier Tansu Çiller released from IPI headquarters here, the organization called for an inquiry into the journalist's death. IPI said Tepe was arrested on Aug. 22 with his two colleagues who were released the same day. Tepe, however, remained in prison where he died three days later. His family was told he had committed suicide.

MONDAY, SEPTEMBER 4, 1995

KDP 'mopping up' PKK while accused Iran and Syria eye talks with Turkey

Vicious circle: Iraqi Kurds argue expelled PKK will return unless Turkey drops reservations about a security deal to keep rebels out

TDN with wire dispatches

ANKARA- The Kurdistan Democratic Party (KDP) a main Iraqi Kurdish political and military group recently targeted by Turkish Kurdish separatists, is pressing on with its counteroffensive and hunting down the rebels in the area it controls across the Turkish border.

But Iraqi Kurdish sources say the expulsion of the Kurdistan Workers' Party (PKK) militants from the rugged area has to be followed up with a security scheme with the cooperation of Turkey if the rebels are to be kept out.

Meanwhile Iran and Syria, accused of supporting the PKK separatists, hit back at "foreign interference" in Iraq and reaffirmed commitment to its unity as their foreign ministers prepare to meet with their Turkish colleagues in Isfahan to review the developments.

The separatist PKK, fighting for self-rule in Turkey's Southeast and entrenched in northern Iraq because of Baghdad's curtailed authority and the internal conflict of the Iraqi Kurds, attacked 25 Kurdish settlements in the KDP controlled areas of the Western-protected Kurdish enclave inside Iraq. About 30 Kurdish civilians and fighters were killed and over 60 were wounded since the PKK launched its surprise attacks on Aug. 24.

Safeen Dizayee, the Ankara representative of the KDP, said the group was pressing on with its counteroffensive

against the PKK and its forces were engaged in "mopping up" operations. "The PKK is on the retreat now although it is launching some small attacks," Dizayee told the TDN. He said the KDP forces beat back a PKK attack near Sersing, killed two separatists, captured three others and seized rebel supplies at the Mesori region, engaged and pursued the rebels near Sidekan in the Khwakurk sector where the borders of Turkey, Iran and Iraq meet.

But the Turkish news agency Anatolia on Sunday said a strong PKK unit launched an overnight attack at a KDP post in the border town of Zakho.

The defenders killed three separatists in the three-hour battle and suffered eight wounded themselves, the agency said.

But a KDP source said the problem was not driving away the PKK separatists, but keeping them out, focusing on a problem left unaddressed after Turkey attacked the PKK camps inside Iraq in the past, individually or in cooperation with the Iraqi Kurds.

"Clearing the mess is not an easy job; what we need is a large and permanent (Kurdish) force in the area...In three months the winter will set in and inhibit the PKK, but we have to think (jointly) about the spring of 1996 from now," the source said.

He was referring to so-far inconclusive contacts between the Turkish Foreign Ministry officials and the KDP leadership for a security arrangement to prevent the PKK infiltrations into Turkey.

Despite some initial progress, the talks bogged down over Kurdish requests for Turkey's funding of a 20,000 strong Kurdish corps of border police and the resettlement

Turkish Daily News

of some 350 border villages to provide logistic support to the guards. Ankara, having found the KDP terms unrealistic, has withheld a firm reply so far.

After the PKK attacks, Turkish Prime Minister Tansu Ciller pledged Turkey's help if explicitly requested by the KDP leadership. But Turkey refrained from a crossborder operation — which would have been the third this year — after senior foreign ministry and military officials were briefed on the situation by a leading aide of Massoud Barzani, the KDP chief, at a meeting held last week in the Turkish border town of Silopi.

In a statement to the French news agency AFP, Bruska Shaways, a member of the KDP leadership, openly blamed Iran and Syria, which, like Turkey have large Kurdish communities.

"The PKK is supported by Iran and Syria. We have confirmation that they have allowed more than 300 PKK fighters to come through Iran in the area controlled by us," the Iraqi Kurdish official told AFP.

He said PKK's motive (as confirmed earlier by Abdullah Öcalan, the separatists' leader residing in Damascus) was to stir up trouble between KDP and its chief rival, the Patriotic Union of Kurdistan led by Jalal Talabani.

The two parties, locked in a violent conflict which is said to have claimed up to 3,000 lives since May last year, have recently agreed to work for peace in the U.S.-brokered talks held in Drogheda, Ireland last month, although the deep-rooted mutual distrust is seen lingering.

"Neither Iran nor Syria want peace between the Kurds," Shaways told the French wire service. "They especially don't want a peace under the auspices of the United States because that would strengthen its rule in the area."

In Tehran, a leading Syrian official on Saturday conferred with Iranian President Ali Akbar Hashemi

Rafsanjani on the eve of a meeting, scheduled for Thursday, between the foreign ministers of Iran, Syria and Turkey on developments in Iraq.

Tehran daily Jomhuri Islami said Khaddam's visit involved "major consultations on ways to preserve Iraq's territorial integrity." Iran and Syria were reported to be worried about a peace process among Iraq's feuding Kurds that would increase the influence of the United States and Turkey in the area.

Turkey, seeing the inter-Kurdish fight as a factor facilitating the PKK's entrenchment in northern Iraq, has lent support to the U.S. mediation effort.

Ankara already exerts considerable influence on the Iraqi Kurds because it is the only supply route and it plays host to a Western air force protecting them from attack from Saddam Hussein's forces.

Both Iran and Syria maintain tense relations with the United States which accuse them of supporting terrorism. The two countries also have problematic relations with Turkey.

Fundamentalist Iran and secular Turkey compete for influence in Muslim central Asia while Syria resents Turkey's hold on the region's major water resources. Despite the existence of security arrangements under which Tehran and Damascus undertake not to support PKK Ankara says the separatists have training camps inside Iran while the rebel leader enjoys sanctuary in Syria.

The accusations by the Kurds and suspicions expressed in the Turkish media and diplomatic circles about possible Syrian backing to the PKK separatists have prompted speculations that Syria would boycott the Isfahan meeting.

But the Iranian Foreign Ministry on Saturday denied reports that Syria would stay away.

Turkish Daily News

TUESDAY, SEPTEMBER 5, 1995

Infighting has weakened the PKK, Turkish officials report

Erkan: '4,000 PKK militants have been taken out of action in 1995'

Gölhan: '2,762 soldiers and village guards have been killed in action'

By Çağlar Ünal
Turkish Daily News

ANKARA- The outlawed Kurdistan Workers' Party (PKK), which has been fighting a separatist war in southeastern Turkey, is weakened by internal conflicts in addition to the relentless campaign of the security forces, Turkish government officials say.

Security forces have taken 13,487 separatists out of action since the PKK started its offensive in 1984, killing 10,020 and capturing 1,916 according to government statistics. Officials also say 1,328 "terrorists" have surrendered to security forces within the same period.

Government officials from the

Emergency Rule area point to frequent "executions" of dissenting militants by the rebels as proof of sagging morale and infighting. In addition to the militants, a total of 60,000 supporters of the organization were taken into custody in the last 11 years. Three new courts had been opened in the southeastern city, Diyarbakır, to handle the caseload.

The government forces have also sustained serious losses, but the civilian population has suffered most. The PKK has killed thousands of civilians, policemen and soldiers in the area. Responding to the queries posed by the lawmakers, Defense Minister Mehmet Gölhan told a news conference last week that 2,762 soldiers and (government-armed Kurdish) village guards have been killed by PKK militants since 1984. Officials say 4,727 civilians have been killed in the fighting as of last June.

The ability of the separatists to slip easily across the borders into Iran, Iraq and Syria complicate the task of the security forces.

Turkey launched two major cross-border operations against PKK camps and hideouts in the Kurdish held northern Iraq last spring

and early summer.

In addition to the cross-border incursions, government forces have boasted increased success in operations conducted against the rebels within Turkey. The fighting intensified over the summer when thousands of government troops attacked rebel strongholds in the eastern province of Tunceli.

Last week alone, the elite gendarme commandos and special police anti-terror teams killed 48 separatists in clashes in provinces bordering Iraq. State officials say around 4,000 separatists have been killed or captured, including those who surrendered.

These setbacks seem to have affected the morale of the PKK. Ünal Erkan, the all-powerful governor of the Emergency Rule area, said recently that a total of 500 PKK militants had surrendered since the beginning of 1995. To encourage defections, the government issued a general call to the separatists last June, those who surrendered would be pardoned in accordance with a special "repentance" bill. Since the introduction of the Repentance Law in 1988, a steady stream of PKK members have surrendered.

KDP official urges Turkish help against PKK

Turkish Daily News

ANKARA- A senior Iraqi Kurdish official has called for Turkey's military intervention to help repulse the Turkish Kurdish rebels attacking the fellow Kurds in northern Iraq, Turkish news agency Anatolia reported on Tuesday.

"We don't have an inch of land to give to the (Kurdistan Workers Party [PKK]) terrorists. We need Turkey's help to drive the terrorists out of northern Iraq. That's why we want to see the Turkish soldiers here. Let us fight against the PKK side by side with the Turkish soldiers like we have done during Operation Steel — the major Turkish incursion in pursuit of separatist rebels —," Abdul Aziz Tayyib, the Governor of Dohuk reportedly told Anatolia.

The remarks came as a surprise since the same official had been one of the most vociferous critics of the March 20 crossborder operation that involved 35,000 troops backed by jets and tanks. At the time, Tayyib had accused Turkish troops of having carried out atrocities against the Iraqi Kurdish civilians, prompting the lynching of several Turkish Red Crescent officials by a frenzied mob.

The PKK, which has been fighting a separatist war in southern Turkey that has cost nearly 20,000 lives in 11 years, entrenched itself in the Western-protected Kurdish safe haven in northern Iraq, taking advantage of the Iraqi Kurds internal conflict, causing frequent incursions by the Turkish troops.

Alarmed that a U.S.-brokered truce between the Iraqi Kurds — also supported by Turkey — might undermine its entrenchment, the PKK last month launched a series of surprise attacks on outposts and settlements controlled by Kurdistan Democratic Party (KDP), a main Iraqi Kurdish faction led by Massoud Barzani.

Scores of fighters from both sides and Iraqi Kurdish civilians have died since the PKK launched its attacks on Aug. 24. Turkish Prime Minister Tansu Ciller voiced Turkey's readiness to comply with a KDP request for help, but refrained from another crossborder operation after Turkish Foreign Ministry and military officials met last week with a senior Barzani aide at the Turkish border town of Silopi.

KDP said its fighters were on the counterattack and had begun mopping up the PKK militants, believed to have increased to over 2,000 in the Kurdish area with reinforcements coming from Iran and Syria, and added that 33 PKK separatists had been killed in a single engagement in the Mesoor district on Sunday.

Iran and Syria, whose foreign ministers are to meet with their Turkish counterpart in Tehran on Friday to discuss the developments, have denied KDP accusations of helping the PKK attackers.

The Dohuk governor — who is also an official of the KDP controlling the area — said Barzani's peshmergas had so far killed 80 PKK rebels and wounded another 150. He put the KDP losses at 15.

The Anatolia news agency, quoting a KDP radio dispatch, said Barzani, dead set now on purging the PKK separatists from his area, had moved his headquarters from Salahudin to Dohuk, 100 kilometers from the Turkish border, to better direct the campaign against the rebels.

Le Monde

MERCREDI 6 SEPTEMBRE 1995

Les Kurdes de Turquie lancent des raids contre leurs « frères » irakiens

ISTANBUL

de notre correspondant

Déjà aux prises depuis onze ans avec les forces gouvernementales qui continuent quotidiennement leurs opérations dans le Sud-Est anatolien — selon les autorités turques, 69 militants auraient été tués au cours des quatre derniers jours dans cette région —, le Parti des travailleurs du Kurdistan de Turquie (PKK) a ouvert un second front au nord de l'Irak, en s'attaquant au Parti démocratique du Kurdistan (PDK) de Massoud Barzani.

Le 25 août, des centaines de combattants du PKK ont quitté leurs bases dans les montagnes de l'Irak du nord, pour s'attaquer à quelque 25 bureaux et locaux du PDK. Les combattants du PDK n'ont pas tardé à riposter. « Nous sommes déterminés à les expulser de notre territoire », a déclaré Faik Nerweyi, un porte-parole du PDK à Ankara, affirmant que 33 combattants du PKK ont été tués, dimanche 3 septembre, dans une contre-attaque.

La présence, depuis la fin de la guerre du Golfe, de bases logistiques du PKK, dans la partie du

Kurdistan irakien limitrophe de la Turquie, avait poussé les autorités d'Ankara à intervenir en Irak à deux reprises au cours du printemps, et à demander la coopération du PDK, pour limiter les mouvements des combattants du PKK dans cette région.

La situation chaotique créée par le conflit fratricide qui dure depuis plus d'un an entre les deux principales factions kurdes irakiennes — le PDK et l'Union patriotique du Kurdistan (UPK) de Jalal Jalabani — avait permis au PKK de renforcer ses positions en Irak du nord. Son dirigeant, Abdullah Ocalan, n'a pas caché que l'objectif du PKK était d'interrompre le processus de paix, entamé par les deux groupes kurdes irakiens, en août, à Dublin, sous l'égide des Etats-Unis. M. Ocalan espère aussi provoquer une nouvelle incursion turque, qui serait condamnée par la communauté internationale et aurait des chances d'empêcher l'entrée en vigueur de l'Union douanière entre la Turquie et l'Europe prévue pour janvier 1996.

Nicole Pope

INTERNATIONAL HERALD TRIBUNE, THURSDAY, SEPTEMBER 7, 1995

Iraq Gives Extent Of Germ Weapon

Baghdad Says Research Was Ended After Gulf War

By Robin Wright
New York Times Service

WASHINGTON — In their most comprehensive revelations about biological weaponry, Iraqi scientists have admitted to conducting groundbreaking research on viruses that make eyes bleed and cause lethal diarrhea in infants and on toxins that can eliminate entire crops, according to United Nations investigators and U.S. officials.

Iraq's program, which is turning out to be one of the most extensive in the history of biological warfare, included work on viruses and toxins ranging from yellow rain and camel pox to toxins that produce gangrene.

"No country I know of has ever even played with the idea of developing many of these into instruments of war," a UN scientist said. "It represents highly innovative thinking and a very huge investment."

Iraqi scientists, seeking to threaten civilian populations as well as armed forces, modified "drop tanks," designed as auxiliary fuel sources for warplanes, so that they could spray biological agents over the countryside from high altitudes.

Initial targets appear to have included Israel, other regional rivals and any troops mobilized against Iraq after an invasion.

Israel was a target in part because of its 1980 bombing of an Iraqi nuclear reactor, the Iraqis told the UN inspectors.

Iraq says it dismantled the program after the 1991 Gulf War, a claim that inspectors must now verify.

Iraqi officials disclosed the dimensions of the program, far more ambitious than Western intelligence and UN inspectors had expected, to UN investigators last week. Until then, Iraq had said that its program employed only 10 people who wrote six papers warfare over a four-year period.

But investigators now say the biological weapons program involved up to 150 scientists and senior technicians, not including support staff, security and other aides.

The germ warfare program, well under way during the 1980-1988 Iran-Iraq war, moved into a more intensive phase in July 1990, a month before the invasion of Kuwait that triggered the Gulf War.

The disclosures are the latest from Iraq since its top arms procurer, Lieutenant General Hussein Kamel Hassan, defected last month. In a bid to keep his revelations from discrediting them, Iraqi officials began revealing the full dimensions of their program after lying for almost five years, the UN and U.S. sources said.

Some of the germs under development by Iraqi scientists were intended not to kill but to seriously incapacitate enemy troops, the sources said. Iraq was apparently working on the theory that Western nations, which put a high premium on human life, would take longer to care for the sick and the injured than to bury the dead.

Among the agents, UN specialists said, was one that causes hemorrhagic conjunctivitis, a highly contagious virus that at minimum causes temporary blindness and in the worst case causes the eyes to bleed.

Another was a virus that causes chronic diarrhea that can be lethal in children and incapacitating to troops. Camel pox, like smallpox and monkey pox, produces lesions. None of the three has ever been used in warfare, the scientist said.

The Iraqis also considered making two other viral agents, those that cause yellow fever and the Crimean Congo hemorrhagic fever, a tick-borne disease common to the Crimean Sea area and the region of the Zaire River in Africa.

The Iraqis did produce more than 300 liters of the bacterium that causes gangrene, a common infection in wartime wounds, the UN specialists said. They were experimenting with spreading it through aerosol devices that would allow the spores to penetrate the lungs, and with weapons releasing shrapnel that would open wounds in the skin for spore penetration.

Perhaps the most unusual biological agent tested in the Iraqi laboratories was the wheat-cov-er smut, which produces a purplish-black growth on the grain stem and ultimately kills the entire plant.

Agence France Presse - A.F.P. - Agence France Presse - A.F.P. - Agence France Presse - A.F.P. - Agence France Presse - A.F.P. - Agence France Presse - A.F.P. - Agence France Presse - A.F.P.

FRS0601 4 I 0189 IRK /AFP-QN36

Irak-Kurdes

Explosion d'une voiture piégée à Erbil: au moins un civil tué

SALAHEDDINE (Irak), 6 sept (AFP) - Au moins un civil a été tué et plusieurs autres blessés dans l'explosion mercredi d'une voiture piégée à Erbil, la principale ville du nord de l'Irak, a annoncé une formation kurde.

"Une bombe de 15 kilos de TNT, placée dans une voiture garée devant un des bureaux de l'Union patriotique du Kurdistan (UPK) dans le centre d'Erbil, a explosé à 6h50", a précisé un communiqué de l'UPK diffusé par sa radio.

Selon des témoins, le bilan pourrait être plus lourd. La ville d'Erbil est contrôlée par l'UPK, une des deux principales formations kurdes qui contrôlent le Kurdistan irakien.

L'UPK de Jalal Talabani et son rival, le Parti démocratique du Kurdistan (PDK de Massoud Barzani) ont condamné cet "attentat terroriste" sans accuser une quelconque partie. Aucun groupe n'a revendiqué cet attentat.

L'UPK et le PDK ont conclu le 11 août à Drogheda (Irlande), sous les auspices des Etats-Unis, un accord les engageant notamment à cesser leurs affrontements, qui ont fait plus de 2.000 morts depuis mai 1994.

ta-tp/mfo

AFP /AA1234/061721

SEP 95

THURSDAY, SEPTEMBER 7, 1995

Rival Kurdish leaders invited to Washington

Agence France Presse

DAMASCUS- Rival Iraqi Kurd leaders Jalal Talabani and Massoud Barzani have been invited to Washington this month for talks with US officials, Talabani said Wednesday. "I am invited, along with Mr. Barzani, by Washington to discuss the latest developments in Iraq with American officials on September 25," the head of the Patriotic Union of Kurdistan (PUK) said.

He said US officials had also asked his party and the rival Kurdistan Democratic Party (KDP), headed by Barzani, to meet in Dublin on Tuesday for follow-up talks on an August 11 accord the two sides signed in Drogheda, Ireland.

"We hope the two meetings will take place," said Talabani, who was on a visit to Syria. There was no immediate word on whether Barzani would accept the invitations.

The Drogheda accord, sponsored by the United States, brought a truce between the PUK and the KDP who have been locked in a bloody conflict over power and tax revenue in Kurdish-controlled northern Iraq since May 1994.

The follow-up talks will focus on the demilitarisation of the main northern Iraqi town of Arbil, held by the PUK, and the reactivation of the Kurdish administration which has been paralysed by the fighting, Talabani said.



Jalal Talabani



Massoud Barzani

The KDP has accused Syria and Iran of trying to wreck the truce by backing Turkish Kurd separatist attacks inside northern Iraq. But Talabani condemned the accusation as "unfair." "On the contrary, Syria encourages the two groups to settle their differences and works for the stability of the region," the PUK leader said.

"What we have heard from our Syrian brothers encourages understanding between the two parties and the accusation against Syria is unfair," he said, following talks with Vice President Abdel Halim Khaddam here.

Talabani said he would meet Iraqi opposition members based in Damascus as well as Syrian officials during his visit to "exchange ideas on the situation in Iraq and the Middle East." He added he had not decided whether to accept an invitation to meet Iraq's former industry minister General Hussein Kamel Hassan, who defected to Amman on August 8 and called for the downfall of Iraqi President Saddam Hussein.

The PUK and the KDP are the two main Kurdish groups controlling northern Iraq in defiance of Baghdad since the aftermath of the 1991 Gulf War.

Turkish Daily News

Ergil: Southeast approaching civil war conditions

By Metin Demirsar
Turkish Daily News

ISTANBUL- A bloody 11-year conflict between the Turkish state and the rebel Kurdistan Workers Party (PKK) is threatening to turn into full-fledged civil war between Kurds and Turks, a controversial political scientist has said.

"The social disagreements (between Kurds and Turks) are being transformed from acts of simple banditry and terrorism to civil war conditions," Doğu Ergil, a political scientist from Ankara University's Political Sciences Faculty told a gathering of businessmen in Istanbul on Tuesday.

The 52-year old Ergil and a group of academics debated the results of his controversial "Eastern Report" at the meeting sponsored by Turkey Economic and Social Studies Conference Foundation, an Istanbul think tank.

Published by the Union of Turkish Chambers of Industry, Commerce and Stock Exchanges (TOBB) last month, Ergil's report said 72 years of Turkish state efforts to assimilate the Kurds had failed and urged the government to redefine its policies dealing with the Kurds.

The report caused a flurry of criticism and sparked renewed debate about Turkey's Kurds. Opposition deputies charged Ergil with being a "Kurd lover" and accused him of membership in the Central Intelligence Agency. He denied the accusations. Over 17,000 civilians, police, soldiers and guerrillas have been killed since the PKK launched its fight for an independent state in southeastern Turkey in 1984.

The increasingly costly war has displaced hundreds of thousands of people, sharpened tensions between Turks and Kurds and threatened to



Doğu Ergil

spread to cities in the West. The PKK has claimed attacks on civilian and tourist targets in Istanbul and resorts on the Aegean and Mediterranean shores of Turkey.

No one knows how many Kurds live in Turkey, but some estimates put the population at more than 12 million. Speaking at the Istanbul meeting Ergil said his one-year study, based on interviews with more than 500 randomly chosen

people in southeast Turkey showed that the PKK's guerrilla war had widespread support among the Kurds, and was aimed at forcing Turks to accept the Kurdish reality of Turkey. One out of three Kurds interviewed in southeastern Turkey for the study, he said, had members fighting in the PKK. He said although a vast majority of Kurds interviewed opposed the PKK's tactics of massacring peasants and its use of violence, they say the separatist group that provided jobs for the unemployed.

"Turkish nationalizing policies in the region have failed dismally," Ergil remarked. "The Kurds believe the Turks are trying to wipe out their ethnic identity. Turks accuse the Kurds of being ungrateful. The disagreement has reached crisis proportions," he said.

Speaking at the same meeting Ersin Kalaycıoğlu, a political scientist at Istanbul's Bosphorus University, criticized Ergil's methodology and questioned the results of his report. "The samples used in the report make no sense whatsoever. The report is not academic at all. It was aimed at political and press consumption. Naturally it has produced accusations of plots and degenerated the whole debate (about southeastern Turkey)," Kalaycıoğlu charged, as he shredded the report with criticism.

But Nilitifer Göle, a sociologist at Bosphorus University, said the report merited debate.

"The report shows Kurds want to remain a part of Turkey, but as Kurds. The question now is whether Turks will accept this demand, as it will require a reform in thinking," Göle said.

FRS0446 4 I 0292 TUR /AFP-WH14

Turquie-Kurdes-Irak

150 personnes tuées en deux semaines dans des combats entre le PKK et le PDK

ANKARA, 7 sept (AFP) - Quelque 150 personnes ont été tuées en deux semaines dans le nord de l'Irak lors de combats entre rebelles kurdes de Turquie et peshmerghas du Parti Démocratique du Kurdistan (PDK, Kurdes d'Irak) de Massoud Barzani, a déclaré jeudi à Ankara le représentant du PDK Safeen Dizayee.

Une centaine de militants armés du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK, séparatiste) ont été tués par les peshmerghas du PDK depuis le début des combats dans le nord irakien, a indiqué à l'AFP M. Dizayee. Les pertes du PDK s'élèvent à une cinquantaine de personnes, dont une vingtaine de civils, a-t-il ajouté.

Mercredi, 10 militants armés du PKK et deux peshmerghas du PDK ont été tués lors de combats autour de la localité de Begova dans la région de Zakho, à quelque 15 km au sud de la frontière avec la Turquie, a précisé M. Dizayee.

Le PKK avait déclenché des attaques contre le PDK le 25 août. Il cherchait ainsi à torpiller un accord signé le 11 août en Irlande entre le PDK et son rival kurde irakien, l'Union Patriotique du Kurdistan (UPK) de Jalal Talabani, pour mettre un terme à des combats qui ont fait plus de 2.000 morts depuis mai 1994.

Le PKK, en rébellion armée contre Ankara depuis 1984, affirme que cet accord, obtenu sous l'égide des Etats-Unis, vise également à mettre fin à ses activités dans le nord de l'Irak dont il se sert comme base arrière pour ses attaques contre les objectifs en territoire turc.

Les deux principales formations kurdes irakiennes, le PDK et l'UPK, contrôlent le nord de l'Irak qui échappe à l'autorité de Bagdad depuis la fin de la guerre du Golfe en février 1991.

CE/PHT/jag

AFP /AA1234/071427

SEP 95

REZA ET ED KASHI

L'INDÉPENDANT - 7 septembre 1995

Regards croisés sur les Kurdes

L'un est iranien, l'autre américain. Tous deux nourrissent la même passion pour la culture kurde. Leurs travaux respectifs, fruit de longues années de reportages sur le sujet, ont été publiés par le prestigieux National Geographic Magazine. Reza et Ed Kashi exposent à Perpignan. Regards croisés sur le destin d'un peuple en quête d'une nation.

AMER constat. « Les Kurdes représentent le groupe ethnique le plus important du monde à être dépourvu de nation. Ils sont pour tant plus de 20 millions à parler la même langue, à partager la même culture ». En deux phrases, Ed Kashi campe d'emblée le décor.

Partagé à la fin de la première guerre mondiale entre l'Irak, l'Irak, la Turquie, la Syrie et l'ancienne république soviétique d'Arménie, le Kurdistan est depuis cette période l'enjeu de

sanglantes luttes géopolitiques. « Du génocide perpétré en Irak à la répression masquée en Turquie, les Kurdes luttent jour après jour pour leur survie, leur territoire et leur langue. Qui-conque est entré en contact avec le peuple kurde ne peut rester silencieux », poursuit Ed Kashi.

Le photographe américain a donc décidé de témoigner de leur exode. Du Moyen Orient, en passant par les Etats-Unis et l'Europe, Ed Kashi a pendant des années arpente le

monde sur les traces de la diaspora kurde.

C'est avec une approche similaire, basée sur un travail de longue haleine commencé il y a 15 ans, que Reza jette un regard approfondi sur cette région « biblique, berceau de la civilisation mésopotamienne et perçe ». L'une des parties les plus inédites de son reportage exposé à Perpignan est consacré au rôle joué par l'armée turque contre les "rebelle" du PKK (Parti des travailleurs kurdes). Depuis 1984, date de la création de ces unités spéciales, de telles images n'avaient jamais pu être réalisées. Elles éclairent sous un jour totalement nouveau une situation en passe, selon les deux photojournalistes, de se propager à l'ensemble du Moyen Orient.

« Tant qu'aucune solution ne sera trouvée là-bas, le conflit risque de prendre la même am-

pleur que celui qui a embrasé la région avec le problème Palestinien. C'est, pour l'ensemble de la planète, l'un des enjeux majeurs du 21^e siècle », estime Reza.

Conscients du rôle « d'ambassadeurs » qu'ils peuvent avoir, Reza et Ed Kashi entendent poursuivre leur engagement aux côtés du peuple kurde. Préférant le terme « d'honnêteté » à celui d'une « objectivité », en laquelle ils ne croient pas, tous deux préfèrent laisser parler leurs images. « Certains clichés peuvent être parfois ressentis comme un giffler la face de l'humanité quand elle perd conscience ? ».

C'est en tout cas ce que l'un et l'autre s'emploient à faire depuis des années...

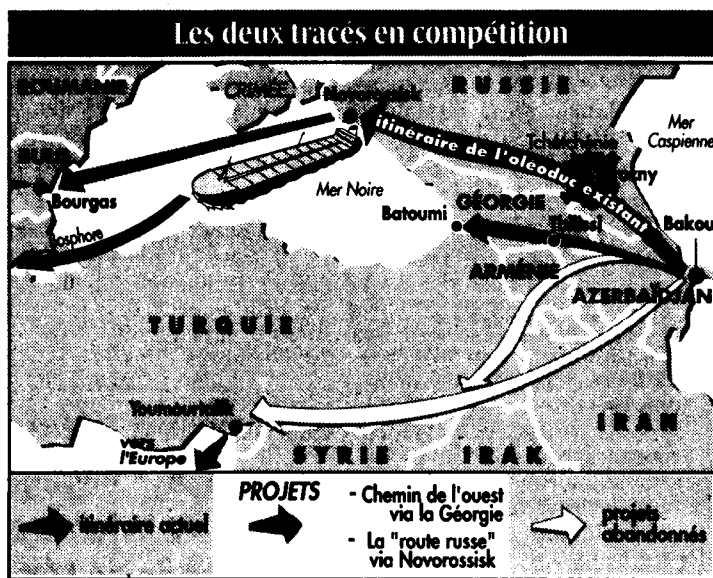
Jean-Luc BOBIN

Reza expose au Couvent des Minimes et est l'auteur d'un livre : "Les chants brûlés". Les images d'Ed Kashi sont visibles à l'Hôtel Siré.

La Russie et la Turquie s'affrontent à propos du tracé de l'oléoduc destiné à l'exportation du pétrole azerbaïdjanais

LE 9 OCTOBRE, le consortium chargé de l'exploitation du pétrole de la Caspienne devrait annoncer à Bakou l'itinéraire retenu pour le transit du pétrole brut azerbaïdjanais vers les marchés occidentaux. Des quatre tracés envisagés à la signature, le 20 septembre 1994, du « contrat du siècle », deux subsistent aujourd'hui : la voie nord, par la Russie, jusqu'au port de Novorossiisk, sur la mer Noire (Bakou-Grozny-Novorossiisk), et la variante ouest, par la Géorgie, jusqu'au port de Batoumi, également sur la mer Noire (Bakou-Tbilissi-Batoumi). L'itinéraire sud, par l'Iran, privilégié par Bakou, semble avoir été écarté par le consortium, dont 44 % des parts sont détenues par cinq sociétés américaines. Enfin, le tracé sud-ouest, par l'Arménie, a été abandonné en raison du non-règlement du conflit avec l'Azerbaïdjan. Ces deux derniers projets supposaient en outre que l'oléoduc traverse l'Est anatolien, théâtre d'affrontements incessants entre l'armée turque et les maquisards du PKK, lesquels avaient déjà fait savoir leur intention de le saboter.

A un mois de l'annonce de la décision, la Russie et la Turquie s'opposent dans un ultime bras de fer. En réponse à la récente visite en Géorgie du premier ministre turc, Tansu Ciller, venue apporter son soutien au projet géorgien, la compagnie russe de transport du pétrole, Transneft, vient, lundi 4 septembre, de proposer une réduction « de 20 à 70 % » de la taxe d'acheminement à condition que transite par le territoire russe tout le pétrole azerbaïdjanais produit à l'avenir – et non les seuls 4 milliards de barils dont l'extraction est prévue dans le contrat. Dernièrement, les responsables de Transneft ont multiplié les déclarations rassurantes sur le bon état de l'oléoduc Bakou-Grozny-Novorossiisk, « opérationnel immédiatement », « même en Tchétchénie », malgré neuf mois de guerre. D'après M. Ter-Sarkisants, vice-directeur de Transneft, les Tchét-



tchènes, « intéressés » par la perspective d'une arrivée de devises qui leur permettra de reconstruire leur territoire dévasté, ne devraient pas le saboter. « Depuis mai 1995, 3 000 à 5 000 tonnes de brut empruntent quotidiennement cet oléoduc depuis la Tchétchénie », explique-t-on à Transneft.

L'option russe présente deux avantages : la perspective d'une mise en service dès 1996 et un coût de remise en état estimé seulement à 45 millions de dollars. En revanche, la (re)construction du vieil oléoduc Bakou-Batoumi, que les Turcs envisagent de financer en partie, et qui est soutenue par l'Azerbaïdjan, devrait coûter cinq fois plus cher, contrairement à Novorossiisk, le port de Batoumi n'est pas équipé de l'infrastructure pétrolière nécessaire.

Avec un volume de production estimé à 32 millions de tonnes par an d'ici dix ans, l'utilisation de deux oléoducs n'est toutefois pas à exclure. Dans une région considérée comme l'une des plus instables au monde, un tel choix permettrait de ne pas être l'otage d'un éventuel conflit. Même si le consortium venait à choisir l'un des deux itinéraires, l'Azerbaïdjan,

dont les réserves en pétrole léger sont énormes, pourrait fort bien en choisir un autre dans le futur. Les consultants du Cambridge Energy Research Associates (CERA) estiment, dans une étude faite en janvier 1995, que, « si des impératifs politiques pourraient inciter l'Azerbaïdjan à opter pour l'itinéraire sud, les réalités économiques le poussent à choisir la route du nord, jusqu'à Novorossiisk ». « Nous n'avons plus, à l'heure actuelle, aucune sortie vers le monde extérieur », rappelait récemment le chef de l'Etat azerbaïdjanais, Gueïdar Aliev, en faisant allusion à la fermeture de la frontière avec la Russie, intervenue aux premières heures du conflit tchétchène, en décembre.

UNE ÉCONOMIE DÉPENDANTE

Or l'économie de l'Azerbaïdjan, qui, entre autres, écoule en Russie la quasi-totalité de sa production maraîchère, est très dépendante des échanges avec Moscou. Le choix de l'oléoduc russe pourrait donc contribuer à faire baisser la pression que la Russie maintient sur ce petit pays, le seul à avoir refusé que sa frontière soit gardée par l'armée russe et à ne posséder

aucune base russe sur son territoire. Victime de trois tentatives de coup d'Etat en moins de dix mois, Gueïdar Aliev évoque souvent l'implication d'une « main étrangère ».

Etrangement, depuis que l'itinéraire géorgien de l'oléoduc est sérieusement envisagé, l'instabilité est à nouveau de mise à Tbilissi, où Edouard Chevardnadze a été la cible d'un attentat à la veille de la visite du premier ministre turc. A l'enthousiasme affiché par M^{me} Ciller, le chef de l'Etat géorgien, rompu aux méthodes du Kremlin, a notamment déclaré : « Ni la Géorgie, ni l'Azerbaïdjan, ni la Turquie n'ont avec la Russie une relation qui autorise la confrontation. » Hasard du moment : les Russes menacent à nouveau, ces derniers jours, de retirer leur force d'interposition déployée à la frontière entre la Géorgie et l'Abkhazie séparatiste.

La Russie, toute à son offensive commerciale, semble avoir mis un bémol à sa revendication – soutenue par l'Iran – d'une redéfinition du partage des eaux de la Caspienne. Sa stratégie est double : à travers la compagnie Loukoïl (dont M. Aliev et sa famille sont actionnaires), elle a un pied dans le « contrat du siècle » puisque cette compagnie privée russe détient 10 % des parts détenues par le consortium, mais n'hésite pas à brandir périodiquement, par la voix de son ministère des affaires étrangères, la menace de procéder à un nouveau partage des eaux de cette mer fermée.

La Turquie tente, elle, de jouer sur la corde sensible des Occidentaux. Le quotidien *Cumhuriyet* l'écrivait récemment : « La guerre en Tchétchénie illustre la politique expansionniste russe. Il ne serait guère avisé de confier à Moscou le robinet du pétrole de la Caspienne, dont la Turquie fera un meilleur usage. Les principaux clients du pétrole de la Caspienne sont les Occidentaux. Or la Turquie appartient justement à l'Occident. »

Marie Jégo

Human Rights Diary

Holbrooke will testify on Turkey in US Congress- Richard Holbrooke, assistant secretary of state for European Affairs, has been invited together with John Shattuck, assistant secretary of state for Human Rights and Humanitarian Affairs, to testify on Turkey at a congressional hearing to be held by the U.S. Helsinki Commission on Sept. 19. Representatives of the Turkish government and two representatives from Human Rights Watch and the Washington Institute for Near East Policy were also invited to the hearing on "issues affecting U.S.-Turkish relations and democratization in Turkey."
(*Turkish Daily News, Sept. 1*)

CPJ inquires about death of Turkish journalist- The Committee to Protect Journalists (CPJ), the New York-based human rights group, questioned the death of a Turkish journalist in a letter faxed to Prime Minister Tansu Çiller. Seyfettin Tepe, a correspondent in Batman for the recently banned Yeni Politika newspaper, was taken into custody on Aug. 22, together with Ramazan Ötünç and Aydın Bolkan, two colleagues from the newspaper, according to William A. Örne Jr., executive director of CPJ. Örne asked Çiller to investigate Tepe's death. "If security officials are found to be responsible for his death, we expect the government of Turkey to see that they are brought to justice," Örne concluded his letter. (*Turkish Daily News, Sept. 1*)

Writers protest Kurdish newsman's death- The International Press Institute (IPI) strongly condemned on Friday the death in jail of Sayfettin Tepe, a journalist who worked for the pro-Kurdish publication Yeni Politika. In an open letter to Turkish Prime Minister Tansu Çiller released from IPI headquarters here, the organization called for an inquiry into the journalist's death. IPI said Tepe was arrested on Aug. 22 with two colleagues who were released the same day. Tepe, however, remained in prison where he died three days later. His family was told he had committed suicide. (*AFP, Sept. 1*)

Autopsy results show Tepe may have died of asphyxiation- Seyfettin Tepe, the journalist who worked for the pro-Kurdish daily newspaper Yeni Politika, may have died from asphyxiation, according to the autopsy report. Tepe was taken into custody on Aug. 22 in the Southeastern city of Batman along with two other employees of the daily. Later, police sources announced that Tepe had committed suicide. "He hanged himself with his underpants" was the explanation given by the police. Although the autopsy report does not describe the exact cause of Tepe's death, it does state that there was evidence of assault.
(*Turkish Daily News, Sept. 2*)

Activists request second autopsy of journalist- Lawyers and human rights activists on Friday headed for Bitlis to seek the exhumation of Tepe's body for a second autopsy in Istanbul. "We definitely need a new autopsy," said Necati Taniyan, Tepe's former employer. Tepe's family does not believe he committed suicide and a brother has said his body showed signs of murder by strangulation. (*AFP, Sept. 2*)

Authorities ban Istanbul gay festival- A lesbian and gay festival set to start in Istanbul last weekend was banned by authorities for being out of line with public morals, Reuters said, quoting a city official. "It was forbidden because it did not respect the morals of our society," Nihat Kemal Eren, assistant governor, told Reuters. The festival, organized by Lambda, a Turkish gay group, and scheduled for Sept. 2-10, was to have included the showing of gay-themed films and panel discussions. A festival in 1993 was banned for the same reason. (*Turkish Daily News, Sept. 4*)

Perinçek trial continues- Labor Party (IP) Chairman Doğu Perinçek was tried by a State Security Court in Ankara Wednesday on charges of disseminating separatist propaganda in the magazine Özgür Bilim, the Anatolia news agency reported on Wednesday. Cengiz Yaşar, editor of the magazine, was tried also under the same charges. The judge has postponed the hearing until a later date. (*Turkish Daily News, Sept. 7*)

DDP Chairman Aksoy announces his return to Turkey- Ibrahim Aksoy, the chairman of the Change and Democracy Party (DDP) who has been sentenced to two years in prison and fined TL 50 million by the State Security Court (DGM), told the TDN that he was returning to Turkey at the beginning of October. Aksoy was tried under Article 8 of the Anti-Terrorism Law. (*Turkish Daily News, Sept. 7*)

Constitutional Court postpones ruling on pro-Kurdish politicians- The Constitutional Court on Wednesday postponed to next week a decision on the reinstatement of the parliamentary membership of seven pro-Kurdish politicians. A spokesman for the court said the request, which was made by the lawyers of the jailed deputies, would be taken up on Sept. 12.

The lawyers appealed to Turkey's highest court for the reinstatement after a series of constitutional amendments were passed in July, including amended procedures for the expulsion of members from Parliament. The deputies of the pro-Kurdish Democracy Party (DEP) have been expelled and tried for alleged links with the separatist Kurdistan Workers' Party, and several of them have been sentenced to prison terms of up to 15 years. (*Turkish Daily News, Sept. 7*)

Le Figaro - 9 - 10 septembre 1995

Irak

Saddam Hussein joue la démocratie

Isolé, le raïs cherche à redorer son blason avec un référendum au résultat prévisible.

Un mois après la défection de ses deux gendres et de leurs épouses, Saddam Hussein fait un clin d'œil improbable à la démocratie. A la tête de l'Etat depuis 1979, le maître de Bagdad décide de soumettre au double vote du Parlement et du peuple sa candidature à un mandat de sept ans renouvelable. Le Parlement, d'une loyauté parfaite, se prononcera dimanche ; le peuple dans les deux mois suivants. Jusqu'à présent, la désignation du chef de l'Etat était la prérogative du Conseil de commandement de la Révolution (CCR).

Le résultat des deux consultations est acquis, même si le score du « candidat » Saddam Hussein n'atteint pas forcément les « 99,99 % de oui, comme dans toutes les dictatures », que prédit Akram al-Hakim, un opposant chiite.

L'agence de presse officielle INA s'efforce de désamorcer les critiques selon lesquelles la réforme serait avant tout un contre-feu aux spéculations sur la fragilité du régime. Elles n'ont pas manqué depuis la fuite en Jordanie du général Hussein Kamel. Selon INA, c'est la guerre Irak-Iran, puis la guerre du Golfe qui ont empêché l'organisation d'une élection présidentielle, un vieux projet de Saddam Hussein.

Quoi qu'il en soit, ce n'est pas la première fois que le président irakien agite les instruments de la démocratie. Il le fit après la guerre Irak-Iran en autorisant des « indépendants », non membres du parti Baas, à participer aux législatives. Il fut à nouveau question de démocratie en juillet dernier, après le congrès du Baas. Le chef de l'Etat invitait il y a quelques jours les ministres à « écouter les critiques des administrés ».

Il faudra davantage pour convaincre. Un intellectuel irakien déclare : « J'ai trente-trois ans et je n'ai jamais voté. Cette réforme est à la fois trop limitée et trop tardive. » Un diplomate arabe s'interroge sur la liberté de vote dans un pays où le pouvoir contrôle aussi étroitement la population et les médias. L'un et l'autre doutent que la crédibilité de Saddam Hussein sorte grandie d'un référendum. Son pouvoir a d'autres ressorts.

Par ailleurs, on voit mal comment la consultation pourrait avoir lieu au Kurdistan, puisque la région septentrionale de l'Irak échappe depuis avril 1991 à l'administration centrale de Bagdad. Un réfé-

rendum limité au sud du pays pourrait ainsi, selon un juriste arabe, accentuer la division de l'Irak.

Le roi Hussein intervient

Cette situation a dominé les travaux des ministres des Affaires étrangères de Turquie, de Syrie et d'Iran, hier, à Téhéran. Officiellement attachées au maintien de l'unité territoriale de l'Irak, ces trois puissances se méfient les unes des autres. Elles mènent au Kurdistan d'Irak des interventions publiques ou secrètes souvent contradictoires.

Quant au roi Hussein, il a jeté lui aussi son pavé dans la mare, en laissant entendre qu'un membre de sa famille, un Hachémite, pourrait, si les Irakiens le voulaient, reprendre place sur le trône de Bagdad : les Hachémites gouvernèrent l'Irak de 1921 à la révolution de 1958.

Claude LORNEUX
(avec AFP)

FRIDAY, SEPTEMBER 8, 1995

Turkish Daily News

Kurdish 'parliament-in-exile' meets PKK leader Öcalan

Turkish Daily News

ANKARA- According to a report released by the DEM Agency which has started broadcasting in Germany, a delegation led by Yaşar Kaya, the head of the Kurdish "parliament-in-exile" has met with Abdullah Öcalan, the leader of the outlawed Kurdistan Workers' Party (PKK).

During the meeting decisions regarding a national congress were reportedly made. In a statement to the DEM Agency, Kaya said they had focused on the importance of holding a national congress which would include attendance by scientists and intellectuals. He claimed the congress would be a "Kurdish brain" and that they would meet with other Kurdish organizations to discuss plans for holding the congress.

The agency said the delegation's meeting with Barzani and Talabani in northern Iraq has been postponed because of the ongoing conflict between the PKK and the Kurdistan Democratic Party (KDP).

Agence France Presse - AFP - Agence France Presse - AFP - Agence France Presse - AFP - Agence France Presse - AFP - Agence France Presse - AFP - Agence France Presse - AFP - Agence France Presse - AFP - Agence France Presse - AFP - Agence France Presse - AFP

A.F.P. A.F.P.
FRS0354 4 I 0392 EAU /AFP-KR80

Irak-Kurdes

Nouvelle réunion interkurde le 12 septembre à Dublin

DUBAI, 9 sept (AFP) - Les deux factions rivales kurdes irakiennes ont annoncé samedi qu'elles allaient se rencontrer à Dublin mardi pour discuter de l'application d'un accord de principe conclu en août pour mettre fin à leurs affrontements.

Le représentant à Londres de l'Union patriotique du Kurdistan (UPK), M. Latif Rachid, contacté depuis Dubai, a indiqué que la rencontre avec le Parti démocratique du Kurdistan (PDK) visait à discuter "des détails de l'application" de la déclaration de principe de Drogheda (Irlande), signée le 11 août.

Le représentant du PDK à Londres, M. Fawzi al-Atrouchi, a confirmé cette information.

M. Rachid a indiqué que la rencontre de Dublin allait durer trois ou quatre jours et que, si un accord final était conclu, les chefs de l'UPK Jalal Talabani et du PDK Massoud Barzani pourraient le signer formellement à Washington.

Les deux responsables ont été invités le 25 septembre à Washington pour des pourparlers avec les autorités américaines sur la situation dans le nord de l'Irak.

M. Rachid a ajouté qu'à l'instar de la rencontre de Drogheda, des responsables du département d'Etat américain et un représentant de la Turquie seraient présents à la rencontre de Dublin, ainsi que le Congrès national irakien (CNI), une coalition de l'opposition.

Le PDK et l'UPK étaient parvenus à Drogheda (Irlande) à un accord pour rendre permanent leur cessez-le-feu, après des combats qui ont fait plus de 2.000 morts depuis mai 1994 dans le nord de l'Irak, une région qu'ils contrôlent depuis 1991.

Les deux parties se sont également engagées à démilitariser Erbil, chef-lieu du Kurdistan irakien contrôlée par l'UPK depuis décembre, et à partager les 100.000 à 150.000 dollars de taxes frontalières prélevées par le PDK sur le pétrole irakien transporté par camions en Turquie.

Ces livraisons de pétrole, effectuées en violation de l'embargo imposé par l'ONU à l'Irak depuis son invasion du Koweït, constituent la principale ressource financière des Kurdes.

La réunion de Dublin se tiendra alors que des attentats à la bombe ont visé mercredi et jeudi l'UPK à Erbil, tuant huit personnes.

L'UPK et le PDK ont tous deux accusé des parties non-identifiées de vouloir par ces attaques torpiller l'accord de Drogheda.

mch/sb/mfo

AFP /AA1234/091729

SEP 95

Agence France Presse - AFP - Agence France Presse - AFP - Agence France Presse - AFP - Agence France Presse - AFP - Agence France Presse - AFP - Agence France Presse - AFP - Agence France Presse - AFP - Agence France Presse - AFP

A F P A F P A F P A F P A F P A F P

FRS0654 4 I 0267 TUR /AFP-GA97

Irak-Kurdes

Le PDK condamne les attentats à la bombe dans le nord de l'Irak

ANKARA, 8 sept (AFP) - Le porte-parole à Ankara du Parti Démocratique du Kurdistan (PDK) de Massoud Barzani a condamné vendredi les attentats à la bombe commis mercredi et jeudi à Erbil (nord de l'Irak) devant des locaux de l'Union patriotique de Kurdistan (UPK) de Jalal Talabani, rival du PDK.

Dans un communiqué publié à Ankara, le porte-parole du PDK a condamné "ces attaques terroristes" (qui ont fait au total 8 morts) et en a tenu pour responsables "les ennemis de la paix et de la stabilité au Kurdistan irakien".

"Ces attentats à la bombe visent à saborder le processus de paix dans la région" entre le PDK et l'UPK, ajoute le document.

Le PDK et l'UPK avaient conclu un accord, sous les auspices des Etats-Unis, le 11 août à Drogheda (Irlande) pour mettre fin à des combats inter-kurdes irakiens qui ont fait plus de 2.000 morts depuis mai 1994. MM. Barzani et Talabani ont été invités à des pourparlers avec les autorités américaines le 25 septembre à Washington.

Ils se disputent le contrôle du nord de l'Irak, qui échappe à l'autorité de Bagdad depuis la fin de la guerre du Golfe en février 1991.

Jeudi, un attentat à la bombe contre l'ancien "premier ministre" kurde Kosrat Rassoul a fait cinq morts et neuf blessés à Erbil, principale ville du nord de l'Irak, contrôlée par l'UPK. M. Rassoul, principal dirigeant de l'UPK, en est sorti indemne.

Mercredi, trois personnes sont mortes et cinq autres ont été blessées dans l'explosion d'une voiture piégée devant un bureau de l'UPK.

CE/mb/mfo

AFP /AA1234/081705

SEP 95

FRS0300 4 I 0183 TUR /AFP-KH73

Turquie-Kurdes

Vingt-et-un morts civils et rebelles dans le sud-est anatolien

ANKARA, 9 sept (AFP) - Neuf civils et douze rebelles kurdes, ont été tués lors d'une attaque rebelle contre un village et d'accrochages armés entre forces de sécurité turques et maquisards du PKK dans le sud-est anatolien, a annoncé samedi la super-préfecture de Diyarbakir.

Neuf villageois, dont deux enfants et deux femmes, ont été tués et 13 autres blessés vendredi lors d'une attaque nocturne d'un groupe de rebelles du PKK (Parti des travailleurs du Kurdistan, séparatiste) contre le village de Bulakbasi dans la province de Sirnak à la frontière de l'Irak.

Ils ont pris la fuite après avoir incendié huit habitations du village. Cinq de ces rebelles kurdes ont été tués par les forces de l'ordre turques dans un accrochage armé qui a suivi l'attaque, selon un communiqué de la super-préfecture de Diyarbakir.

Sept autres maquisards kurdes ont été tués lors d'opérations militaires dans d'autres régions du sud-est anatolien frontalier de la Syrie, de l'Irak et de l'Iran, ajoute le docuemnt.

CE/ca/mfo

AFP /AA1234/091552

SEP 95

A F P A F P A F P A F P A F P A F P

MONDAY, SEPTEMBER 11, 1995

Turkish Daily News



German Foreign Minister Klaus Kinkel

EU to step up pressure for reforms in Turkey

Kinkel: 'First to persuade Turkey that its constitutional changes are not enough, and second to put pressure on the European Parliament to approve the accord'

Compiled from wire dispatches

SANTANDER- European Union foreign ministers agreed on Saturday to throw their weight behind efforts to ensure that a key customs union deal with Turkey goes through by the end of the year, Reuters said.

"There will be a two-pronged strategy," German Foreign Minister Klaus Kinkel told reporters during a break on the first day of a two-day meeting.

"First to persuade Turkey that its constitutional changes are not enough, and second to put pressure on the European Parliament to approve the accord," he said.

The European Parliament has threatened to veto the deal, signed earlier this year by the EU and Ankara after Greece dropped its Cyprus-linked veto, unless Turkey institutes major constitutional reforms particularly relating to human

rights. The EU parliament is to rule on the issue in December. Danish Foreign Minister Niels Helveg Petersen said that approval of the customs union deal was crucial to both sides. "It is extremely important...We decided we should pressure Turkey to step up reforms," he said. "This is very much on our agenda and will stay there."

Diplomats said the matter had been the main item during a three-hour working lunch in the nearby village of Santillana del Mar.

They added that Dutch Foreign Minister Hans van Mierlo would be visiting Ankara next week and would deliver the EU message personally.

French news agency AFP said the message would also be given to Turkish Prime Minister Tansu Çiller when she visits Brussels next month.

"The conclusion was clear. Now pres-

sure on Ankara to do more on reforms in order to be able to allow the European Parliament to approve the customs union by the end of the year," one diplomat told Reuters.

Meanwhile in Ankara a group of Euro-MPs told a newsconference on Saturday following talks with Turkish officials that they had urged more substantial progress in the respect of human rights, saying the pledged process of democratization was until now limited to a legislated package of constitutional reforms. They said diminishing the influence of the armed forces in Turkish politics, the safeguarding of human rights in the fight with terrorisms and the release from jail of the pro-Kurdish politicians "one way or the other," would help Ankara's case. The customs accord, freeing up major funds for Turkey and stripping away layers of trade barriers, is due to come into effect in January.

It is aimed at not only boosting the Turkish economy but, more importantly for the EU, at cementing the first brick in the wall of security the bloc is attempting to construct along its southern flank.

Reuters



Turkey plans to buy four SH-60 Seahawk choppers from the U.S. company, Sikorsky Aircraft.

Turkey's deals with US, French copter makers leave question marks

By Burak Bekdil and Ümit Enginsoy
Turkish Daily News

ANKARA- A couple of lucrative helicopter deals which Turkish defense authorities are about to conclude with U.S. Sikorsky Aircraft and the Paris-based Eurocopter have caused controversy, with critics questioning the wisdom of these selections. Business sources in Ankara said that a mission from Eurocopter, currently in the Turkish capital, is trying to inflate the contract price, estimated at well over \$400 million for 30 Cougar helicopters.

One source, specialized in defense contracts, told the TDN that the

Eurocopter team, who arrived in Ankara last month, "were not cooperative at all during the negotiations." "They arrived here fully confident that they would enjoy all bargaining powers vis-a-vis the Turkish authorities. They relied on Prime Minister Tansu Çiller's 'suggestions' that the pack of 30 platforms should be purchased from Eurocopter," the source, who asked not to be identified, said.

There were reports that Çiller gave a promise on the deal at a meeting with French President Jacques Chirac in Paris on June 20. Çiller's move came as a response to France's staunch support for Turkey's planned customs union with the European Union. Shortly after Turkey's Defense Industry Executive Committee, the country's highest decision-making body in defense industry and military procurement, issued a decree to launch negotiations with Eurocopter.

One defense industry official said that the (Eurocopter) negotiators did not behave reasonably at the start of the talks last month as they showed no intention to offer better terms of finance.

Turkey signed its first contract with Eurocopter on Oct. 8, 1993, to buy 20 Cougars at \$253 million. That time the contract price had been pulled back from \$289 million during talks. "The unit price was around \$12.6 million for the first batch of platforms.

This time, you should expect to see a unit price of at least \$14 million. This is against the nature of bulk buying. A supplier should reduce the unit price if the buyers comes up with a fresh (and substantial) order," the same official explained.

He further noted, "We saw them as acting arrogantly. They even dared to demand amendments in the earlier contract. That was unusual. Apparently, they were relying on something influential enough."

The TDN learned that talks between the Turkish officials and the Eurocopter team were recently interrupted because of unproductive bar-

gaining. But the negotiations may be resumed any time.

Sikorsky deal

In another move, the Turkish Defense Industry Executive Committee, headed by Çiller and including Defense Minister Mehmet Gölhan and Chief of General Staff Gen. İsmail Hakkı Karadayı, ordered defense officials to open talks with Sikorsky for the purchase of four SH-60 Seahawk marine helicopters for the navy.

Turkish officials are estimating the cost of the project at around \$150 million, although the U.S. firm insists on a price in the \$160-170 million range.

But defense sources cite a problem related to potential weaponry. The Seahawks are supposed to be equipped with Penguin anti-ship missiles produced in Norway, which has been applying an arms embargo on Ankara since March in protest of a six-week Turkish military incursion into northern Iraq against separatist Kurds.

It was not clear if the Turkish government would insist on Sikorsky in the event of Norway's continued embargo. Some sources suggest that in this case Turkey may scrap the Sikorsky deal, and instead open talks with the U.S. firm's only rival in the marine copter contract, Eurocopter's Cougar. The European platforms are equipped with the French Exocet missiles. "The quality of the Seahawk choppers is undisputed. Yet at a time when Norway's arms embargo is continuing, threatening the weaponry of Seahawks, the deal seems in limbo," said one source. Yet the U.S. manufacturer voices optimism.

"There is nothing standing in the way of this sale," Foster Morgan, Sikorsky spokesman said recently. "Our indications are that the Turks strongly favor the Seahawk."

Morgan said the Penguin does not have to be purchased at the same time as the helicopter, noting that it could be purchased at a later date and added to the Seahawk.

Visiting Helsinki delegation failed to make concrete pro

Delicate matter: The West is watching Turkey closely on human rights, but the exigence from the outside may backfire since the Turks dislike being pressured, says the delegation.

Berrak Kocabıyıköğlü
Turkish Daily News

ANKARA- A delegation from the International Helsinki Federation For Human Rights visited Turkey on Sept. 4-5 to observe the current situation vis-a-vis human rights and democratization in Turkey.

The members of the delegation, Dr. Aaron Rhodes, the federation's executive director, Prof. Erik Siesby, the chairman of the Danish Helsinki Committee and Ulrich Fisher a member of the Executive Committee and also a member of German Helsinki Committee, are long-time observers of the human rights situation in Turkey. Siesby is the author of a 1994 report entitled, "The Demands of the Kurdish Population of the Southeast of Turkey." The delegation met with Foreign Minister Erdal İnönü, Parliament Speaker Hüsamettin Cindoruk, State Minister Responsible for Human Rights Algan Hacaloğlu, Undersecretary of Foreign Affairs Onur Oymen, Deputy Director of General Security Kamil Tecirlioğlu, Turkish Human Rights Association Chairman Akin Birdal, Turkish Human Rights Foundation Chairman Yavuz Onen, and Peace, Brotherhood and Solidarity Union Chairman İsmail Nacar.

The following is an exclusive Turkish Daily News interview with Dr. Rhodes and Prof. Siesby, given after their meetings with Turkish officials:

TÖN. Would you please inform us about the main purpose of your visit to Turkey?

SIESBY. We are interested in having close relations with Turkey, especially the human right organizations in Turkey. This is the main reason for our visit.

RHODES. I would like to add that there were three of us in the delegation including Ulrich Fisher, a member of the Executive Committee of the International Helsinki Federation for Human Rights and we had several objectives.

As the professor said, one was to interview the human rights associations and foundations in Turkey and also to see some officials of the Turkish government. They were Foreign Minister Erdal İnönü, Parliament Speaker Hüsamettin Cindoruk, State Minister responsible for human rights Algan Hacaloğlu and other senior officials.

We expressed our concern about a number of problems in Turkey. Another reason for our visit is that we are getting prepared for an international meeting on Nov. 16 in Istanbul.

The General Assembly of the International Helsinki Federation, which includes human rights groups from all over Europe, America and Canada,



Dr.
Aaron Rhodes, executive director of
the International Helsinki Federation For Human Rights

says Turkey has gress on human rights

TUESDAY, SEPTEMBER 12, 1995



Dr. Aaron Rhodes and Prof. Erik Siesby, who had a series of talks with a number of Turkish officials vis-a-vis current human rights issues in Turkey, spoke with the TDN's Berrak Kocabiyikoglu in an exclusive interview following their meetings. TDN Ali Fuat Ulay

will also have a public meeting in Istanbul at that time to review the situation of human rights in Turkey.

TDN- Within the framework of your meetings with Turkish senior officials and the recent developments in Turkey, would you suggest that what has been done so far regarding democratization involves any true achievements or was it merely for show?

RHODES- Well, I would have to say that it is the latter. My impression is that Turkey is now embarking on a human rights campaign and we welcome these initiatives. But we want and hope that Turkish authorities take some concrete actions. Right now, it's a crucial time for Turkey because Europe is watching her. There is a unique demand. Europeans, Americans and others want these changes. And we know that it is politically a very delicate matter in Turkey, because the Turkish Parliament and the Turkish people don't like to be under pressure from abroad. But the Turkish people also want and need to have civil liberties, to be able to express themselves, to be able to read what they want, to be able to think what they want, and to be free from fear. There needs to be a new relationship between the

Turkish people and the state. The way to start is to take some concrete steps to change the direction of the current political policies.

TDN- How would you evaluate the recent constitutional amendments, do you consider them to be real progress or just cosmetic changes?

SIESBY- I think it is a smart step in the right direction. But what should be done is, like a Turkish Air Force General told me, that Turkey needs democratic control over the military. There is nothing of this kind to be found in recent constitutional amendments. It has not even been considered. The military and the security forces, like the special forces, need to be controlled by the Parliament. But today there is no such control. Apparently, these people can do what they want to do — and they do.

RHODES- But I think it is interesting that the Turkish minister in charge of human rights made some statements which were encouraging. He said, for example, that he works with human rights organizations and that he recognizes the human rights monitoring organizations, like ours, but more importantly, the ones in Turkey, as having a role to play in advising the government on how to improve human rights.

Turkish Daily News

He said, 'human rights organizations are my unofficial branches.' This is appropriate, because in many countries such human rights groups work in cooperation with the authorities to help officials comply with international commitments. So, what he said was encouraging but at the same time the human rights organizations in Turkey are still being intimidated, and we raised that point. Why, if this is the fact, are some human rights organizations here prosecuted because of things that they published, because of simply exercising their rights as citizens? It is inconsistent. What is going on is inconsistent with what he said. And he admitted that. He and others did, saying that there is a need for real constitutional changes to stop that kind of harassment.

But such changes take a long time and it is a long process, and what would help is that they should simply inform the officials that they should stop.

TDN- Do you consider the lifting of Article 8 in the Anti-terror Law a possibility, and would you consider it progress if it was lifted, since there are many other similar articles in Turkish legislation?

SIESBY- I don't see why it would be a progress if they simply took the article and put it into the penal code. It might even be a step in the wrong direction. The article is of the Anti-terror Law and therefore, in a sense, it is related to the emergency rule. I think all these legal structures are inherited from the military coup. I am sure that lifting article 8 would still be progress, even if limited, in the sense that a number of prisoners of thought would have to be released. However, those released would have to go back to jail under the current penal code anyway.

RHODES- The test is always in the implementation. The government signs these international agreements in the Helsinki process, it ratifies the UN treaties protecting human rights. It is very easy to do those things, but the test is how it is implemented in the domestic legal situation. Another thing the minister of human rights said, and which again I found quite interesting, is that he said, 'the security forces are violating human rights.' He told us. He agreed with us. And, of course, who is in charge, then? If that is true, then they should stop. If the government says that this is the case, they should get (the situation) under control. And this brings us back to our idea that these security forces should be taken under civilian control.

TDN- Today the EU is also pressuring Turkey for progress on human rights issues and the European Parliament is expecting progress before ratifying the customs unions treaty with Turkey. Do you think the EU, if it is sincere with its demands, would be satisfied with superficial progress in Turkey and accept her in the customs union?

RHODES- In a sense, Turkey has already been accepted in the customs union. Of course, there is a possibility that the European Parliament vetoes. And it's up to the European parliamentarians to decide whether these changes are sufficient. And I believe that our job as human rights organizations is simply to find out what the facts are and to make these facts available, as we understand that is necessary. And we will do that in respect to what the European Parliamentarians may want. But the main thing is

that this customs union is a very tricky thing in Turkish politics. And if it is played wrong, if it is handled wrong, it may backfire in the Turkish Parliament. That is my understanding from the meetings we had.

TDN- Can you explain what you mean by back-firing?

RHODES- I mean, if the Turkish elected officials feel they are being manipulated by the European Parliamentarians, they will take a dim view of improving rights. And that is something to consider. You know that Morocco is a member of the customs union. Are the human rights in Morocco any better than here? I don't know. On the other hand, it a good opportunity on the part of the European parliamentarians to try to use this to lead to progress, to ensure the protection of the Turkish citizens.

SIESBY- I would like to add something. There is something called national pride, which is a concept I fundamentally dislike. But it is a fact in this country that the Turks have a strong national pride. Thus, when they hear criticism from abroad they believe it's because we don't like them, because they are Muslims and they have different culture and things like that. But the opposite is true. It would really be a waste of time to go to Morocco, for example, and try to persuade them to stop human rights violations. But when we criticize Turkey, this is because we have confidence in the basic main values of the Turkish nation. We appeal to these values, which are to great extent common to Europe. And when I speak to the officials in this country about human rights, they usually understand it [to mean] we dislike them, we look down upon them, and their pride is hurt. And they come out with statements which are very very far from the truth and they know it. And this doesn't make sense to me. It is a civilized nation and they should be able to carry on a dialogue with honesty. We have found so many typical Turkish and Kurdish people, with whom we really have so much in common.

TDN- Can we now refer to the Kurdish question? You know recently a report has been prepared by Prof. Doğu Ergil. Do you view it as an independent scientific study, which is a progressive step towards the problem or more a move by Turkish government to impress the West?

SIESBY- That is a hard question. I have also prepared a report about the Kurdish problem. And I had talked with Turkish and Kurdish organizations, but I didn't mention their names because I did not want to put these people in trouble. And I had my results from the conversations, and I was very glad when I read about the TOBB report in the Turkish Daily News, that apparently Prof. Ergil has reached more or less the same conclusions. So even though I am an outsider, I found correct answers to the question of what the demands of the Kurdish population are. And I think that it should not need a scientific study, and it should not need a report by an outsider to describe the demands of the Kurdish population. If only Turkey allowed Kurds to have their own newspaper, to have their own political parties, it would not have been necessary for that professor to make such a study. Because it would (be clear) simply from the Kurdish newspapers and Kurdish politicians what the demands are.

TDN. You both have been working on human rights questions for a long time, particularly on Turkey. You are well informed about the situation here. Starting from this point, could I ask both of your predictions about the near future with respect to the Kurdish conflict in Turkey — do you think that Turkey is any nearer to any peaceful solution of the Kurdish conflict or does Turkey have a long way to go to solve it within a peaceful framework?

SIESBY. You know, I have done a study on Turkey. So, although I am just an outsider I have made several observations concerning Turkey. I was here for the first time in 1984. At that time, there was no Kurdish problem. There were no Kurds. There was something called mountain Turks. I remember that very well.

There was a step forward when Mr. Özal allowed Kurds to use their own language and to publish in the Kurdish language. That was a step forward. But since then, I think, the handling of the Kurdish problem has been worse and worse.

We have heard over and over, 'Oh, this year we will simply [finish] the PKK.' This has been repeated. But the PKK apparently has become stronger and stronger. And the thing that is absolutely ridiculous is to see a whole army of perhaps 600,000 men fighting a little group of a few thousand.

I am not at all defending the PKK as an institution. But I must say, I have a real understanding for how the young people, the young men in the Southeast, feel they are, to a great extent, underprivileged.

The economic conditions are worse and worse. I have heard that the standard of living in the

Southeast is only one-third of the average in Turkey.

And we heard that more than 2,000 villages have been evacuated. I think it is difficult to understand how a proud nation could use its army to fight poor village people and press them out. They leave the villages, and live miserable lives on the outskirts of the big cities.

The health situation of these people is getting worse and worse. And that is a result of letting an army solve a social question.

I do understand Atatürk's principle that they call themselves Turks and it's one nation, and so they all have the same rights. This sounds all right. But I think they have forgotten that there is also something called a national culture, a national language, which is different from the majority in the country. I don't understand why Turkey, which is very much concerned about the fate of Turkish people in Greece, in Bulgaria, at the same time cannot recognize that in Turkey there are many minorities and the biggest one is the Kurdish minority, who in spite of being oppressed for the last 70 years, still have their own identity, their own language.

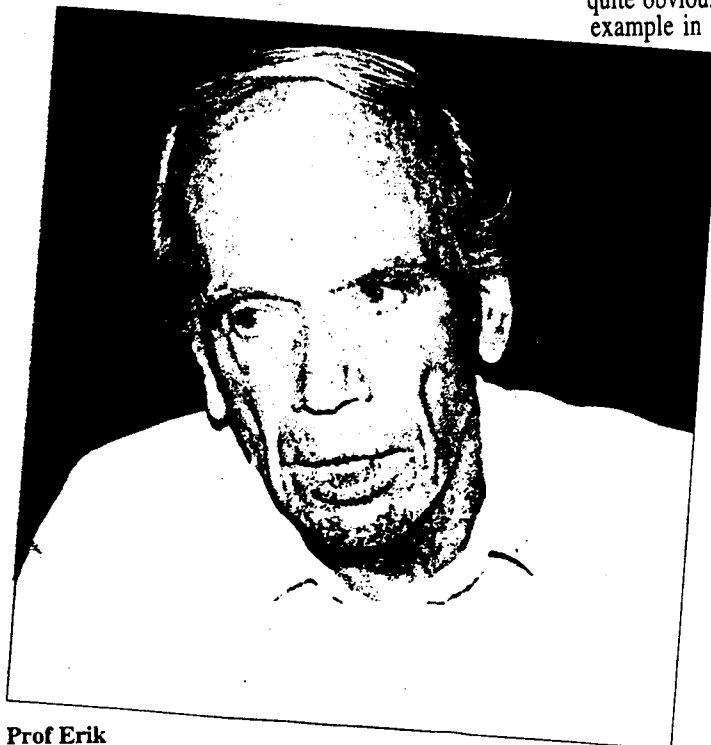
Turkey tries to protect the people of the Turkish nation who live abroad, and does what it can do to protect the 2 million Turks who are guest workers in Germany. And the present undersecretary of foreign affairs has done a great job in order to protect the Turks in Germany. Why can't a nation with that attitude toward the Turkish minority abroad respect a big minority in their own country. It is illogical, it shows a lack of respect for fundamental human values.

RHODES. I would like to just say that our organization, as Prof. Siesby said, is not sympathetic to the PKK.

We have said in our meetings in Ankara that we consider the PKK a terrorist organization. And it's quite obvious that [terrorist methods are] used. For example in Germany the PKK has assassinated, I think, 100 people — Turks, Kurds who don't go along with them.

This is simply awful. But the problem would be that the policies of Turkey appear to be driving the Kurdish people into the arms of the PKK by their own action. If you treat people like terrorists, then people might as well be terrorists. This is a lesson that the other nations have learned. Or maybe they haven't learned. But other countries have been involved in similar fiascos. In Vietnam, the U.S. was responsible for the build up of the Viet Cong (Vietnamese Communists), because of the way it treated those suspected to be Viet Cong.

TDN. I am sure you are closely watching the situation of the former DEP deputies. Do you consider it interesting that the Constitutional Court accepted the personal appeal of the DEP deputies to review and re-decide on their status? What do you expect the result to be?



Prof Erik Siesby, chairman of the Danish Helsinki Committee

Rhodes: What is going on in Turkey regarding human rights organizations is inconsistent with what the state minister responsible for human rights says about them.

Siesby: If Kurds were allowed to have their own newspapers and political parties, Prof. Dogu Ergil would not have needed to prepare a report. The demands of the Kurds would be expressed by their papers and politicians.

RHODES- If you look at the current situation and what has been done to the pro-Kurdish parties like DEP and HADEP, this development could not sound much optimism.

Those people are being subject to unbelievable harassments, just because they formed a political party. And the party itself is charged, but the members are intimidated, tortured, so on. And this is simply unacceptable.

And yesterday, during our meeting with the deputy director of general security, Kamil Tecirlioğlu, who is responsible for the anti-terror department, we had a long discussion on the question of torture.

And we told him some stories about people who have been tortured. Not political dissidents, not the members of the PKK, not members of DEP, not Kurds. Turkish people, who got on the wrong side of the police [and were] tortured.

For example, a wife of a banker, several years ago. She was a friend of our colleague, Mr. Fischer. There was no admission that these things happen. There was denial.

And they based it on the question of was it systematic or not? Now they admit that there is some torture and there is a problem. But they say that it is not systematic. Look, it [torture] is very widespread. You want to call it systematic or not systematic, that is not the issue. The issue is that there is too much of it. I asked this gentleman, 'Would you admit that there is too much of it?' Still, there was not a good direct answer to that question. And the fact is that under the international human rights agreements, to which Turkey is a signatory, no torture is admissible. Not a single case. The OSCE has declared torture to be priority issue. In other words, [there is] no higher concern which would allow torture to take place. So even if one person is tortured in this country, or any other country, that is simply a violation of human rights principles, and a violation of these international agreements.

This is a problem of education. Because the police in Turkey know no other way to interrogate suspects other than torturing them. In this sense, we were happy to hear that the Turkish government is interested in educational programs to inform the police and the military personal on human rights principles and so on. And that is a good thing. But there [has been] nothing done more than that. They simply need to be told, 'Don't torture any more.'

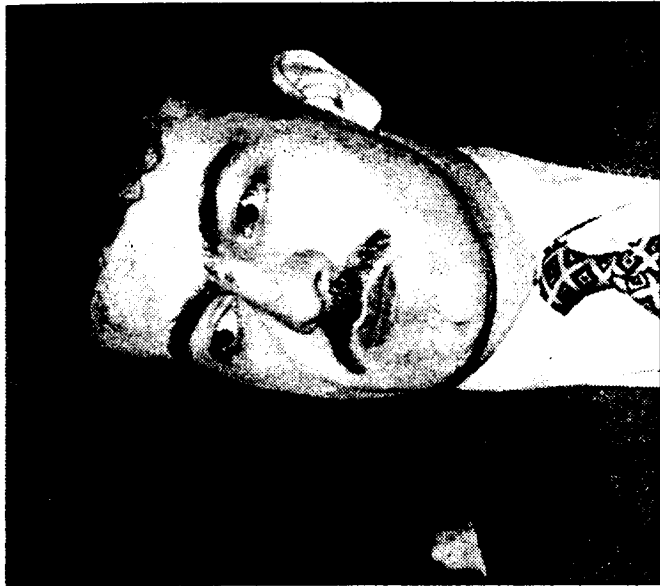
SIESBY- It is rather easy to prevent torture. If they have the principle that any person who is detained has immediate access to a lawyer, that under all circumstances, he should face a judge within 24 hours, it will be very, very difficult to torture him.

And the Turkish government, the Turkish Parliament do not introduce these simple safeguards against torture. They are to blame for this torture that happens. To issue policies against torture, and at the same time to refuse to take necessary steps to prevent torture, is an example of hypocrisy [and] double standards.

TDN- I would like to thank to both of you.



PUK leader Jalal Talabani



KDP Turkey representative Saifeen Dizayee



KDP leader Massoud Barzani

Kurds' second Dublin meeting to be held today

Iraqi Kurdish groups hopeful for agreement at peace talks in Ireland

TDN with Wire Dispatches
ANKARA- The second U.S. sponsored Dublin meeting, with the participation of rival northern Iraqi Kurdish groups and Turkey as an observer, is expected to be held today. The first meeting on Aug. 11 finished with a framework agreement approved by the representatives of the Kurdistan Democratic Party (KDP) the Patriotic Union of Kurdistan (PUK) and the Iraqi National Congress (INC) — an umbrella opposition group. The framework agreement included steps to be taken by the rival Kurdish groups to end their armed conflict and also carried an article recognizing Turkey's legitimate security concerns. "Turkey is going to the second Dublin meeting with Iran and Syria's support in its pocket. The tripartite meeting, between Turkey, Syria and Turkey, held in Tehran on Friday, showed once more that the regional countries would never allow the establishment of a Kurdish state in northern Iraq," diplomatic sources said. Iraqi Kurdish groups were hopeful on Monday of agree-

ment at peace talks in Ireland this week to end a 15-month feud that has split northern Iraq between rival militias, Reuters said. "There is the possibility of a final accord but how and when will be worked out (in Ireland)," KDP Turkey representative Saifeen Dizayee said. The factions, with a history of rivalry going back to the 1960s, agreed to a cease fire and exchange of prisoners at their previous talks in the town of Drogheda, near Dublin, last month. The truce has held although the intended prisoner swap has been hindered because of red tape, Dizayee said. "Personally I am optimistic and I know our delegation has good intentions," said Shazad Saib, the PUK's Ankara representative. "The previous talks were a good indication." Discussion of the two main bones of contention — revenues from a makeshift oil trade run by the KDP and the status of the PUK-held city of Arbil — will enter a key phase in this session, the groups said. Washington, which is closely involved in the talks, fears the intra-Kurd fighting plays into the hands of Iraqi President Saddam Hussein. Already, the militias have agreed to demilitarize Arbil, seat of the now-paralysed Kurdish parliament, and share

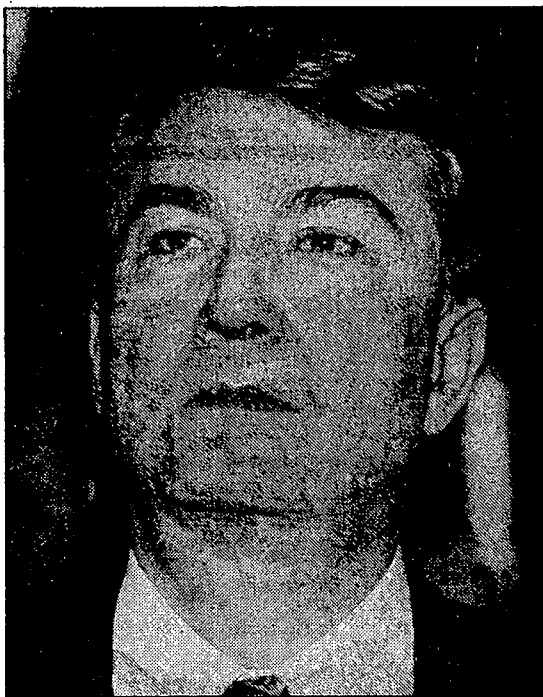
revenues from the oil trade but the tricky question of implementation is unsolved. A particularly bloody round of fighting broke out last December when the PUK seized Arbil, previously a shared city, after complaining that the KDP was not sharing oil revenues. Dizayee said the Kurds might ask the Western allies who shield them from Baghdad for help in putting any agreement into practice. "I don't think it's going to be an easy job," he said. U.S., British and French planes based in southern Turkey have patrolled the skies of northern Iraq since shortly after the Gulf War in 1991, keeping Baghdad's forces at bay. Both groups said they would not let recent attacks by Turkish Kurd rebels on KDP positions in north Iraq and a mystery bomb attack last week on a top PUK figure in Arbil undermine the talks. Turkey's outlawed Kurdistan Workers Party (PKK) militants emerged from mountain hideouts in northern Iraq last month to attack KDP-held areas in an apparent attempt to sabotage the peace process and protest at Turkey's role in it. "It has been relatively calm except for the PKK attacks. We won't let any obstacles get in the way," Dizayee said.

Neuer Führer der türkischen Sozialdemokraten

Deniz Baykal droht mit dem Koalitionsaustritt

it. Istanbul, 11. September

Der Parteitag der türkischen Sozialdemokraten ist am Montag mit der verdeckten Drohung zu Ende gegangen, aus der Regierungskoalition auszusteigen. Die anwesenden Delegierten der Republikanischen Volkspartei (CHP) haben zum neuen Parteivorsitzenden den 58jährigen Deniz Baykal gewählt, der unter den Sozialdemokraten als Hardliner gilt. Niemand sollte erwarten, dass die Sozialdemokraten ihren Glauben an die Prinzi-



Deniz Baykal (Bild key)

pien der Demokratie, der Menschenrechte und des Rechtsstaats aufgeben, sagte Baykal, ohne einen leichten Hohn gegenüber seinen Vorgängern verhehlen zu wollen. Die ehemaligen Aussenminister Murat Karayalcin und Hikmet Cetin konnten während ihrer Führungszeit von der Koalitionspartnerin und Regierungschefin Tansu Ciller in der Frage der Demokratisierung keine Konzessionen abtrotzen. Sollten die Bedingungen der Sozialdemokraten auch diesmal unerfüllt bleiben, werde er aus der Koalition aussteigen, kündigte Baykal an.

Ein Hardliner

Ein Ausstieg der Sozialdemokraten aus der Regierung würde vorgezogene Allgemeinwahlen

bedeuten, was die Regierungschefin zu verhindern sucht. Allgemeinwahlen würden gemäss der Verfassung erst im Herbst 1996 stattfinden, erklärte sie immer wieder. Will Frau Ciller vorgezogene Wahlen tatsächlich umgehen, muss sie nach diesem Parteitag Konzessionen an ihren sozialdemokratischen Koalitionspartner machen. Damit riskiert sie, die Unterstützung des einflussreichen rechten Flügels ihrer eigenen konservativen Partei des rechten Weges (DYP) zu verlieren. Sie kann aber auch eine Minderheitsregierung mit der extrem nationalistischen Nationalen Bewegungspartei (MHP) anstreben und die Sozialdemokraten ausbooten. Dies würde aber ihr Wohlwollen in Europa und den USA aufs Spiel setzen.

Vor einem Dilemma stehen auch die Sozialdemokraten. Nachdem sie 1991 der Koalition mit der DYP beigetreten waren, gerieten sie zunehmend in den Ruf, lediglich ein Anhängsel der Konservativen zu sein. Die Grundstimmung in der Parteibasis hat vor kurzem der Minister für Menschenrechte, Algan Hacaloglu, wiedergegeben. Im Kabinett seien die Sozialdemokraten nie als «gleichwertige Mitglieder» akzeptiert worden, sagte er. Während Fundamentalisten und Rechtsnationalisten an wichtigen Posten des Staates gefördert würden, blieben Vorschläge der CHP nach Gesetzesänderungen einfach unbeachtet. Wer sich für Menschenrechte eingesetzt habe, sei marginalisiert worden. Mit solchen massiven Anschuldigungen kann nun Baykal in der Regierung kräftig auftreten und einen Bruch der Koalition riskieren. Er kann aber auch wie seine Vorgänger weiter den Konsens suchen und Gefahr laufen, ein Jahr vor den Wahlen noch mehr Wähler zu verlieren.

Ermüdungserscheinungen

Die CHP wurde vom Gründer der Republik Atatürk vor 72 Jahren gegründet und war Träger seines Ideals einer «säkularen, westlich orientierten und modernen Türkei». Sie hat als die Partei der Beamten, Arbeiter und Intellektuellen bis zum letzten Staatsstreich 1980 mit rund 30 Prozent der Wählerstimmen immer wieder Regierungen gebildet. Im zurückliegenden Jahrzehnt zeigte die CHP aber starke Ermüdungserscheinungen. Nach den jüngsten Umfragen soll ihr Wähleranteil gar auf weniger als 10 Prozent geschrumpft sein. Wie und ob Baykal den Niedergang der Partei Atatürks aufhalten kann, ist auch in den eigenen Reihen stark umstritten. Sicher ist, dass er vorerst eine Kabinettsumbildung vorantreiben wird. Der im diplomatischen Korps beliebte Hikmet Cetin soll danach wieder das türkische Aussenministerium leiten.

WEDNESDAY, SEPTEMBER 13, 1995



Leyla Zana, ex-Deputy of the now banned pro-Kurdish Democracy Party (DEP), was nominated for the 1995 Nobel Peace Prize by six Norwegian deputies.

Will Zana get Nobel Institute OK for Peace Prize bid?

By Hayri Birler
Turkish Daily News

ANKARA- Leyla Zana, an ex-deputy of the now banned pro-Kurdish Democracy Party (DEP) was nominated earlier this year for the 1995 Nobel Peace Prize by six Norwegian deputies. The Nobel Institute's decision on whether it will include Zana's name on the final short list will be announced at the beginning of October.

The six deputies were in Turkey at the beginning of this year and visited Leyla Zana in prison. On their return to Norway the deputies, Inge Murwol, Erling Folkward, Towe Weker, Anita

Sele, Anders Horsleen and Ole Brones, put Zana's name forward for consideration for the 1995 Nobel Peace Prize. They claimed that she deserves it for her attempts in searching for a peaceful and democratic solution to the Kurdish problem.

Zana's nomination for this very important prize was viewed with misgiving by Ankara.

Zana had told the newspapers that she had been elected to Parliament with the support of the outlawed Kurdistan Worker's Party (PKK) and her nomination was interpreted by many as "deliberate" on the part of the Kurds.

Sources close to this issue argue that nominees for the Peace Prize are usually people who have made an outstanding contribution to world peace and not supporters of armed terrorist organizations. They say that Zana has never condemned the PKK and its terrorist activities. The sources add that most European countries and international democratic institutions regard the PKK as a terrorist organization. The same sources also added that Turkey's Constitutional Court closed down the DEP for its links with the PKK and sentenced Zana to a prison term for the same reason.

Commentators said, "thousands of individuals and institutions are nominated for the Peace Prize every year. This year, for example, there are at least two thousand nominations. The Alfred Nobel Institute will short list the people whom they think deserve the prize. This list will be given to the Selection Committee that makes the final decision on the person or institution. If Leyla Zana is short listed this will be considered as not only an attempt to upset the people who are on the side of peace and reconciliation but will also lessen respect for the Nobel Peace Prize."

The sources also said that PKK supporters were trying to mislead the international community.

"We believe that the Alfred Nobel Institute will not be influenced by these misguided efforts and will make its decision on the winner without damaging the prestige of the Nobel Peace Prize," said the same sources.

Turkish Daily News

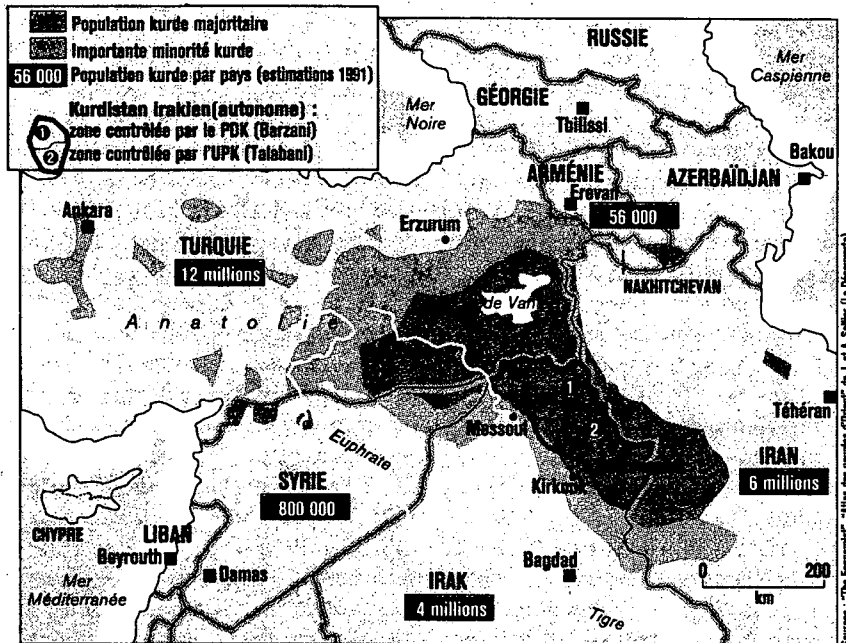
TURQUIE Stratèges et diplomates turcs considèrent comme acquise la chute prochaine du maître de Bagdad et échafaudent des hypothèses à l'échelle de la région. Pour ce chroniqueur de *Milliyet*, toute idée de création d'un Etat kurde ne peut mener qu'au chaos.

Après Saddam Hussein,

Sükrü Elekdag'
MILLIVET - ISTANBUL

Les événements révélant l'accélération du processus qui mènera à la chute de Saddam Hussein conduisent à l'élaboration de divers scénarios pour l'Irak – et surtout pour le nord du pays [Kurdistan irakien]. Selon une thèse très en vogue, les jours de Saddam Hussein dans les prochains mois seraient comptés. A sa chute succéderaient un vide d'autorité et le chaos, dans un Irak en proie à des luttes intestines. Les Kurdes du nord de l'Irak pourraient en profiter pour créer un Etat indépendant, avec le soutien des Etats-Unis. Toujours selon cette hypothèse, la Turquie devra alors choisir entre deux possibilités. Ou bien elle se donne le rôle de protecteur de cet Etat kurde du nord de l'Irak, ou bien, les Kurdes irakiens rejoignant ceux du sud-est de l'Anatolie, ils forment ensemble leur propre Etat – un Etat fédéré au sein de la Turquie. Autrement dit, la Turquie deviendrait une fédération, composée de deux Etats, l'un turc et l'autre kurde.

Selon les tenants de ces hypothèses, cet Etat kurde, faible dès sa naissance, risquerait de se mettre sous l'influence de la Syrie, de l'Iran ou bien d'une autre puissance extérieure à la région, si les Turcs ne le prenaient pas en charge. Il est également fort probable que le territoire de ce nouvel Etat servirait de base arrière au PKK [organisation marxiste indépendantiste kurde] pour y mener ses agressions contre la Turquie. Cette dernière aurait donc tout intérêt à prendre le jeune Etat kurde sous sa protection, non seulement pour assurer sa propre stabilité et sa sécurité, mais aussi pour contribuer à celles de l'ensemble de la région. Les mêmes rai-



sont sont d'ailleurs valables dans les deux hypothèses.

Contrairement à ce qu'affirment certains, les deux cas de figure envisagés sont de nature à créer des risques énormes pour la sécurité et l'intégrité de la Turquie. La création d'un Etat kurde pourrait bien ne constituer que le premier pas vers l'accomplissement de l'idéal cher à tous les nationalistes kurdes, à savoir la réunification de tous les Kurdes de la région – y compris ceux du sud-est de l'Anatolie – sous un même toit étatique [voir carte].

Quant à la seconde option, lancée d'ailleurs pour la première fois par le défunt président turc Turgut Özal, ce ne serait que la concrétisation – sous l'égide de la Turquie elle-même ! – d'une étape très importante vers l'idéal du Grand Kurdistan. C'est une erreur inadmissible de croire que la Turquie pourrait loger en son sein un Etat fédéré kurde fondé sur une base ethnique. Soutenir un tel scénario revient à admettre dès le départ l'éclatement du pays, où toute la région à l'est de l'Euphrate lui

serait arrachée. Même l'annexion par la force de Kirkouk² par Ankara [qui constituerait l'extrême limite d'un Etat kurde fédéré au sein de la Turquie] ne saurait être qu'une solution tout aussi problématique dans cette éventualité-là... D'autant que, si les Kurdes d'Irak rejoignaient la Turquie,

L'intérêt des Etats-Unis n'est pas de susciter un bouleversement de tous les équilibres dans la région...

avec un territoire comprenant la région pétrolière de Kirkouk, les pays arabes s'y opposeraient à l'unisson, car ils y verraient la main d'Ankara poussant à l'éclatement de l'Irak, dans le but d'annexer les terres arabes.

Analysons l'hypothèse selon laquelle les Etats-Unis appuieraient la création d'un Etat kurde. Cela signifierait la division de l'Irak et condui-

L'analyse d'un ancien ambassadeur turc à Washington surtout pas d'Etat kurde !

raît à un engrenage très dangereux dans la région. Une intervention de l'Irak pour soutenir les chiïtes [du sud de l'Irak] ne pourrait laisser la Turquie indifférente, surtout si les Turkmènes irakiens [environ 300 000 personnes : minorité du nord de l'Irak, surtout présente dans la région de Kirkouk] étaient écrasés. Si l'on considère les choses du point de vue des intérêts nationaux des Etats-Unis, la meilleure politique à mener serait sans doute de ne pas conduire à une situation de chaos bouleversant tous les équilibres dans la région et menaçant les intérêts vitaux de leur allié turc. Au contraire, Washington a intérêt à sauvegarder l'intégrité territoriale de l'Irak, en remplaçant Saddam Hussein par un leader militaire modéré. Un nouveau dirigeant qui ne constituerait pas un danger pour les pays de la région, mais qui introduirait certaines mesures démocratiques dans son pays. Dès que Washington identifiera un leader possédant ces qualités, il accélérera la

chute de Saddam Hussein.

Quant aux hypothèses sur la création d'un Etat kurde, en examinant de près la situation au nord de l'Irak, on voit que les conditions ne sont pas de nature à faciliter une telle évolution. Un véritable système tribal domine la région. Les combats sanglants entre les affidés de Massoud Barzani [leader du Parti démocratique kurde, PDK] et ceux de Jelal Talabani [chef de l'Union patriotique du Kurdistan, UPK] ont montré combien il serait difficile pour les deux leaders kurdes de fonder ensemble un Etat et d'en assurer sa survie. Quant au Congrès national irakien [réunissant plusieurs organisations d'opposition en exil], il est loin d'être un organisme bénéficiant d'une base populaire et ne représente donc pas un pouvoir alternatif sérieux. Enfin, les résolutions de la conférence de Dublin³ confèrent à la Turquie une sorte de statut de gendarme au nord de l'Irak. De ce fait, Ankara a désormais une plus grande capacité pour

couper court à toute évolution dans un sens contraire à sa volonté.

Ainsi donc [et contrairement aux craintes de voir se former un Etat kurde après la chute de Saddam Hussein], la Turquie, à l'heure actuelle, ne voit pas ses intérêts réellement menacés dans le nord de l'Irak. Toutefois, à terme, le maintien de sa position dépend étroitement de la mise en place, sans plus tarder, de solutions saines à la question du Sud-Est⁴. ●

1. Ancien ambassadeur de Turquie à Washington, aujourd'hui chroniqueur régulier de *Milliyet*.

2. L'annexion du nord de l'Irak jusqu'à Kirkouk fut un rêve caressé par le président Özal à l'époque de la guerre du Golfe.

3. La conférence du 9 août 1995 a réuni les Etats-Unis, le PDK et l'UPK en présence de la Turquie à titre d'observateur. Prochaine rencontre le 12 septembre à nouveau à Dublin.

4. Autrement dit, en langage moins codé, d'une solution qui mette fin à la guerre menée par l'armée turque contre les autonomistes du PKK dans le Kurdistan turc.

IRAN - IRAK Téhéran inquiet pour l'avenir

La fuite tapageuse des deux filles et des deux gendres de Saddam Hussein en Jordanie fait dire à tous les experts de la région que la chute du dictateur irakien n'est plus très éloignée. La réaction immédiate de Saddam Hussein, qui a consisté en une tentative de rapprochement avec la communauté chiïte du sud de l'Irak, ainsi qu'avec la république islamique d'Iran, témoigne bien de l'isolement du pouvoir à Bagdad.

La réaction, du côté iranien, est venue de l'ayatollah Djanati, membre influent du Conseil des gardiens de la Constitution et de la foi, et l'un des porte-parole du clergé radical. Commentant l'actualité lors du sermon de la prière du vendredi à Téhéran, il a déclaré que la menace supposée de l'Irak n'était, pour les Américains, qu'un prétexte "pour accroître leur présence militaire dans la région du golfe Persique". La position de l'Iran vis-à-vis de l'Irak est relativement compliquée. Bien qu'ayant subi une guerre meurtrière et ravageuse de neuf ans et compté Saddam Hussein au premier rang de ses pires ennemis, la politique étrangère de la Répu-

blique islamique semble aujourd'hui complaisante vis-à-vis de son régime.

Au regard de la situation politique du Moyen-Orient et du golfe Persique, la république islamique d'Iran ne dispose que de deux possibilités : soit soutenir Saddam Hussein, au risque de lier son destin politique au sien ; soit participer de façon active au jeu de déstabilisation qui va provoquer la chute du régime irakien - un jeu dans lequel les Etats-Unis et Israël seront des partenaires incontournables.

Cependant, ces deux possibilités sont d'égal danger pour la République islamique. La première option mène certainement le régime de Téhéran vers sa propre chute et doit donc être proscrite - pour sa survie. L'autre option, en plus de l'inconvénient de faire collaborer l'Iran avec ses ennemis déclarés - les Etats-Unis et Israël -, déboucherait sur la chute du régime baasiste en Irak, ce qui ferait de l'Iran la seule bête noire des Etats-Unis dans la région et l'objet de toute son attention et de sa méfiance.

WEDNESDAY, SEPTEMBER 13, 1995

Turkish Daily News

Ambassador Nüzhet Kandemir warns US senators on aid to Turkey

Turkey turns down CSCE offer to participate in congressional hearing

By Uğur Akıncı
Turkish Daily News

WASHINGTON- Nüzhet Kandemir, Turkish ambassador to Washington, has sent a letter to selected members of the U.S. Senate Appropriations Committee to remind them of Turkey's continuing strategic role in the post-Cold War era, and to warn them against cutting aid to Turkey like the U.S. House of Representatives did.

The Senate committee is chaired by Sen. Mark O. Hatfield, an Oregon Republican who is known for his staunch anti-military aid and pro-human-rights positions.

The subcommittee that matters most for Turkey is the "Foreign Operations, Export Financing and Related Programs," which is chaired by Mitch McConnell, a Kentucky Republican who proved in the past to be sympathetic to Turkish concerns.

In his letter to the U.S. Senators, Amb. Kandemir said his aim was "to bring to your kind attention certain delicate matters."

But before doing that, Kandemir gave a long list of foreign policy issues in which the U.S. sought and found Turkish cooperation including the Minsk group negotiations on Nagorno-Karabakh; Turkish participation in UNPROFOR; hosting a meeting for Holbrooke and Izetbegovich in Ankara; Operation Provide Comfort; participating in the Gulf War; and amending 16 articles of Turkish Constitution.

Given such Turkish willingness to accommodate the U.S., Kandemir said, "the Turkish people have great difficulty understanding" why the U.S. House adopted the Humanitarian Aid Corridor Act, which targets Turkey, especially when the U.S. did so "following Turkey's opening of the air corridor to Armenia" and "while the U.S. continues to deny humanitarian assistance to Azerbaijan through Section 907 of the Freedom Support Act."

He warned that "such congressional action may very well have the unintended and regrettable consequences of com-

plicating and hampering the normalization of relations among countries in the region."

The ambassador also called attention to the House capping the Economic Support Fund to Turkey at \$21 million although the Turkish losses due to the embargo against Iraq "have reached more than \$20 billion thus far."

"Clearly, Turkey maintains its strategic role in the post-Cold War era, and we hope that the U.S. continues to wisely recognize this fact," Kandemir said. "As Congress begins its consideration of the Foreign Operations Appropriations bill, I trust that you will carefully consider the impact of your decisions on the future of our strategic partnership as we face the challenges of the next century," he concluded.

The U.S. House passed the foreign aid bill HR 1868, 333-89 on July 11. The U.S. Senate is expected to continue to debate the appropriations bill on Thursday at in the Foreign Operations subcommittee.

Sen. McConnell is expected to attack the importance President Clinton placed on Russia and Ukraine and try to bring deep cuts in aid to those two countries. It remains to be seen if McConnell's aggressive approach will hurt Turkey in the process.

Turkey turns down CSCE offer

Turkey, on the other hand, has turned down an offer by the U.S. Helsinki committee (CSCE) to participate on Sept. 19 in a congressional hearing on Turkey in which Richard Holbrooke, U.S. Assistant Secretary of State for European Affairs, and John Shattuck, U.S. Assistant Secretary of State for Human Rights and Humanitarian Affairs, will also testify.

The Turkish representatives were invited to present their views on the recent issues facing Turkey in a separate panel, right after the Holbrooke-Shattuck panel but before another one in which Alan Makovsky of The Washington Institute and Chris Paniko of The Helsinki Watch will also testify.

Official Turkish sources in Washington said that the timing of the hearing was simply not right at this point in time.

gamk - 14 septembre 1995

L'Arménie remet deux membres du PKK à la Turquie

La Turquie avait déjà eu l'occasion d'apprécier le haut degré de coopération de l'Arménie dans sa lutte contre le "terrorisme kurde", se félicitant même de ce que parmi ses pays voisins, elle était peut-être la moins suspecte de collusion avec les rebelles kurdes du PKK. Il y avait certes eu la "fausse note" de la réunion du PKK à Erévan, il y a quelque temps déjà, mais les autorités arméniennes ont eu l'occasion de "s'amender" depuis. Tout dernière-

ment encore, les autorités arméniennes auraient remis aux autorités turques deux militants du PKK qui avaient tenté de s'infiltrer en territoire arménien. Le quotidien turc "Hurriyet", qui rapporte l'information, qualifie l'initiative arménienne de "geste peu courant de gentillesse auquel nous ne sommes pas habitués". Cette époque est bien révolue où la Turquie jugeait nécessaire de notifier à l'Arménie, en même temps qu'aux autres pays limitrophes de ses frontières orientales, la Syrie, l'Iran ou l'Irak du nord, qu'ils cessent d'apporter leur aide directe ou indirecte aux Kurdes du PKK, menaçant dans le cas contraire de sévir.

Les deux membres du PKK, Boulen Akar et Murat Aslan auraient été arrêtés par les garde-frontières

arméniens alors qu'ils venaient de franchir l'Araxe à la nage. Après interrogatoire, ils ont été remis sans autre forme de procès aux autorités turques, au poste de frontière d'Alijan, d'ailleurs désaffecté pour cause de blocus turc.

Un responsable turc de la région a déclaré qu'en agissant de cette manière, l'Arménie avait contribué à l'amélioration des relations entre les deux pays voisins. Les responsables turcs ont par ailleurs affirmé qu'ils avaient la certitude que les membres du PKK avaient cherché à prendre contact avec des militants du PKK du côté arménien de la frontière, ce qui sousentendrait que l'Arménie abrite des rebelles du PKK et qu'à cet égard, Ankara attend encore d'autres gestes de la part de Erévan.

CARTE BLANCHE

LE SOIR - 14 SEPTEMBRE 1995

La «*porte de Habour*» est le passage obligé pour se rendre au «*Kurdistan libéré*» dans le nord de l'Irak. C'est la seule porte de cette région autonome protégée par les nations coalisées (Etats-Unis, France, Angleterre, Turquie) au sein du «*Provi- de Comfort*». La tension qui y règne vient de l'obsession de voir les militants indépendantistes kurdes passer d'un côté à l'autre de cette frontière qui morcelle le territoire de leur peuple. Pour contrôler cette circulation, l'armée turque est toujours présente dans les régions frontalières, à l'intérieur du «*Kurdistan libéré*». (...)

Séjournant à Zakho, nous avons vu, la nuit, sur les sommets des collines qui bordent la ville, les feux des cantonnements de cette armée. Les habitants de cette ville, dont l'exode des paysans venant des régions dangereuses ou rentrant des camps de réfugiés a fait monter le nombre de cinquante à cent vingt mille, s'endorment chaque soir sous le regard menaçant de ces forces d'occupation. (...)

Les «*Kurdistanais*» s'habituent déjà à ces limitations systématiques de leur autonomie. Ils savent bien que ce ne sont pas les militants du PKK qui ont sectionné les câbles de haute tension qui, depuis la Turquie, alimentaient la région en électricité...

Notre délégation a été émerveillée de rencontrer au Kurdistan des responsables motivés et courageux. Ce sont des gens qui savent qu'ils construisent l'avenir de leur région. Ils se préparent à entrer, si le régime change un jour du côté de Bagdad, dans un Etat fédéral qu'ils appellent de leurs vœux... même si le rêve reste: l'indépendance complète de tout le grand Kurdistan! Leurs moyens sont limités mais leur ténaci-

Kurdistan libéré?

té est grande. Ils nous parlent de leurs besoins dans le domaine de la santé publique, de l'enseignement, de l'agriculture et de la reconstruction des villages. Dans beaucoup de domaines, il faut repartir à zéro; c'est la triste conséquence du régime irakien, de la guerre du Golfe et des invasions turques récentes.

Nous visiterons, avec celle qui fut l'animatrice de ce projet, quelques-uns des trois cents villages reconstruits par Caritas-Suisse et l'aide financière d'autres «*Caritas*», dont celle de Belgique. C'est le plus gros chantier humanitaire jamais mené à bien par cette organisation, mais il ne suffit pas à remédier à la destruction de quatre mille villages. Ce travail a été mené de front par Caritas et une organisation locale: le Kurdistan Reconstruction Organization. Il est exemplaire.

Des petites maisons en pierres du pays, de deux pièces, au toit de terre battue, ont été reconstruites par les familles elles-mêmes. Tout s'est fait selon les indications et avec les matériaux de KRO-Caritas, sur les terres mêmes que les réfugiés avaient dû quitter. Des vallées désertifiées sont à nouveau irriguées. Elles reverdissent, produisant du riz, des légumes, des fruits et permettant aux chèvres et moutons amenés sur place, pour remplacer le cheptel décimé, de paître à nouveau. Ce projet de reconstruction, qui

favorise le retour à la terre des réfugiés rentrés des camps de Turquie, d'Iran et de Bagdad, ne fait peser aucune dépendance sur ses bénéficiaires. Ce n'est pas toujours le cas pour d'autres ONG qui se disputent le marché de l'humanitaire. (...)

Nous n'oserons pas nous rendre dans la région d'Erbil où de violents combats opposent les peshmergas du PDK (de Barzan) et ceux du PUK (de Talabani). Durant notre séjour, quarante hommes mourront d'un côté et cinq cents de l'autre, selon les renseignements fournis par le Military Comfort Commando. (...) Puissent les négociations entamées pour résoudre le conflit entre les deux partis, qui coïncident plus ou moins à des tribus, aboutir pour le bien de ceux qui aspirent à l'autonomie dans la paix.

Avant notre départ, un chef peshmarga qui, le premier, a accueilli les nations coalisées en 1991 à Celli (Çukurka) en Turquie, nous a confié le message suivant pour le peuple belge: Le peuple kurde est très ancien. Il a été créé par Khouddai. Après Jésus-Christ, une partie de notre peuple est devenue chrétienne et, après Muhammed, d'autres sont devenus musulmans. Plus tard encore, d'autres sont devenus yézidis. Tous sont encore présents au Kurdistan. Il y avait aussi des juifs qui vivaient en paix avec notre peuple. Nous sommes un peuple qui met la démocratie en pratique. Tout citoyen, quelle que soit sa religion, est libre. Certains autour de nous ont voulu exploiter cette situation: les Arabes, les Turcs, les Iraniens. C'est pourquoi nous nous tournons vers vous, qui êtes des gens de bien. Ainsi parlait Haji Abdul Rasak, du village de Malta.

JEAN-PIERRE DUPONT

Prêtre

Agence France Presse - AFP - Agence France Presse - AFP - Agence France Presse - AFP - Agence France Presse - AFP - Agence France Presse - AFP - Agence France Presse - AFP

FRS0802 4 I 0240 IRK /AFP-RB41

ONU-Irak-Kurdes

Les gardes de l'ONU libérés d'un camp de réfugiés en Irak

COPENHAGUE, 14 sept (AFP) - Sept gardes de l'ONU, dont le chef du contingent des gardes de l'ONU en Irak, le policier danois Frank Torsteinsson, séquestrés depuis mardi par des kurdes turcs dans un camp de réfugiés au nord de l'Irak, ont été libérés jeudi, a indiqué le ministère danois des Affaires étrangères.

Le ministère avait reçu cette information du siège de l'ONU à New York. Le garde danois, interrogé par la radio danoise, "a souligné qu'il se portait bien, comme ses collègues, mais qu'il avait passé des heures très tendues."

Ce sont au total douze policiers et agents des Nations Unies qui avaient été empêchés depuis mardi de sortir du camp de réfugiés kurdes d'Atrouch, contrôlé par le Parti des Travailleurs du Kurdistan (PKK, séparatiste).

(Selon M. Stafford Clary, chef de l'unité de coordination des secours de l'ONU en Irak, les réfugiés kurdes turcs avaient retenu treize personnes).

Cinq avaient été relâchés mercredi, les autres ayant retrouvé la liberté jeudi.

Les otages devaient être utilisés comme boucliers humains dans un conflit interne entre factions rivales kurdes, le PKK et le Parti démocratique du Kurdistan (KDP).

Les gardes de l'ONU --des policiers de profession-- sont déployés dans cette région pour veiller à ce que l'aide humanitaire aux Kurdes se fasse dans les meilleures conditions de sécurité.

sa/jag

AFP /AA1234/141856

SEP 95

FRS0313 4 I 0159 TUR /AFP-UW03

Turquie-Kurdes

51 rebelles kurdes et 4 militaires turcs tués dans le sud-est anatolien

ANKARA, 15 sept (AFP) - 51 rebelles du Parti des Travailleurs du Kurdistan (PKK, séparatiste) et quatre militaires turcs ont été tués lors d'opérations militaires et combats dans le sud-est anatolien, ont annoncé vendredi les médias officiels turcs.

Ces opérations militaires ont été déclenchées il y a quatre jours dans une région située entre la sous-préfecture de Kulp (province de Diyarbakir, chef-lieu du sud-est) et la sous-préfecture de Sason (province de Batman), a indiqué la première chaîne de télévision publique TRT1.

Quatre autres "terroristes" (désignation officielle des rebelles du PKK) ont été capturés lors de ces opérations qui se poursuivaient vendredi dans cette région très montagneuse.

Quatre membres des forces de l'ordre ont été tués lors de ces opérations, a indiqué pour sa part l'agence semi-officielle Anatolie.

ce/hc/bmr

AFP /AA1234/151236

SEP 95

Agence France Presse - AFP - Agence France Presse - AFP - Agence France Presse - AFP - Agence France Presse - AFP - Agence France Presse - AFP

Refugees take UN guards hostage in north Iraq

By Leon Barkho

Reuters

BAGHDAD- Turkish Kurd refugees in camps in northern Iraq have taken several U.N. workers hostage as a shield against possible attacks by an Iraqi Kurdish faction, a U.N. official and other U.N. sources in Baghdad said on Wednesday.

Kurdistan Democratic Party (KDP) fighters have encircled two Turkish Kurd refugee camps in Atrush in their hunt for rival guerrillas of Turkey's Kurdistan Workers Party (PKK), they said. U.N. sources spoke of heavy fighting close to the camps on Tuesday and said KDP fighters have stated their intention to besiege the camps until they are allowed to search them for PKK guerrillas and arms.

A senior U.N. official in Baghdad said at least two U.N. guards and one staffer from the U.N. High Commissioner for Refugees (UNHCR) were held in the camps.

Viktor Wahlroos, Iraq's acting U.N. coordinator, said the number could be higher and he was concerned for their safety. But Wahlroos said no force was being used against the hostages. "They have been treated well but are still unable to leave," he told Reuters.

He said international relief workers from non-governmental organisations were also believed to be held by the refugees. "We try to help them get released. We are trying to tell the refugees such a situation will make their own protection difficult," Wahlroos said.

UNHCR representative in Iraq, Abdallah Saieed, declined to comment on the reports.

KDP leader Massoud Barzani has vowed to stop the PKK in northern Iraq, where it is challenging his group's rule. "We will absolutely not allow armed PKK activities in northern Iraq," he said in a speech on Tuesday to supporters in the town of Salahuddin. "Let them (the PKK) leave their guns and come," he said. "We forgive those who give up their guns." A copy of the speech was made available to Reuters by the KDP office in the southeastern Turkish city of Diyarbakir. Entrances to the refugee camps, nestled in valleys on either side of the hilltop village of Atrush, are normally guarded by KDP guerrillas.

U.N. sources said KDP fighters suspected the two camps were being used as a support base for the PKK which is fighting for autonomy or independence in southeast Turkey.

They said several refugees from the two camps, housing 14,500 people, were reportedly killed in fighting between the two factions.

Turkey's Anatolian news agency said KDP guerrillas attacked PKK bases near the camps on Tuesday, killing 13 PKK militants. Most of the refugees have fled fighting between the PKK and security forces in southeast Turkey and complain they were maltreated by Turkish troops.

The Turkish military has in the past said the Atrush camps are being used by the PKK. The refugees have close links to the group but U.N. guards found no arms at the

Turkish Daily News

THURSDAY, SEPTEMBER 14, 1995

camps in frequent searches during a large Turkish anti-rebel incursion earlier this year.

The KDP and its rival Patriotic Union of Kurdistan (PUK) are meeting in Dublin for the second round of U.S.-sponsored talks to end a 15-month feud that has split the region between the Iraqi Kurdish militias.

Turkish Kurdish political analysts say the PKK wants to establish itself as a third force in the region and derail the peace talks, fearful any agreement could force the shutdown of its military bases in northern Iraq.

European Union Liberal leader says Turkey must improve human rights for customs union

Elleman-Jensen: 'Turkey is not a wholly European country'

Turkish Daily News

WASHINGTON- A leader of the European liberal movement today said that Turkey needs further improvements in human rights before it can be accepted into the European customs union (CU).

Speaking at the Johns Hopkins University's School of Advanced International Studies (SAIS) on the expansion of the European Union (EU) and NATO, Uffe Elleman-Jensen, a former foreign minister of Denmark and President of the European Liberal Party, said that Turkey was not European enough to become a full member of the EU. He, instead, portrayed the CU as an alternate link to Europe to support the secular elements in Turkey.

Elleman-Jensen will be visiting Turkey in late September together with the president of Liberal International. When asked if the fact that Turkey is a Muslim country had anything to do with the reluctance to let Turkey join the EU, Elleman-Jensen said, "this question has nothing to do with religion. It has to do with whether you live up to the human rights standards, democratic standards, that are being followed by the members of the European Union and by countries with whom we have close contacts."

The former Danish foreign minister said the recent changes in the Turkish Constitution

were not enough. "We are still waiting to see whether it is possible for Turkey to rewrite its Constitution in order to create a situation where you can get the support of the European Parliament for the customs union that has been negotiated. You have not yet reached that state," he said.

"I am fully aware of the internal political problems the Turkish government is facing. I myself will be visiting Turkey later on this month together with the president of Liberal International in order to discuss these matters with the Turkish leaders, including the members of the opposition, in order to bring the message that this is a precondition of the support of liberal Europe for customs union with Turkey. We have had discussion in the past of Portugal's and Turkey's membership in the Union.

I think that discussion belongs to the past now because it has been clearly stated that membership of the European Union is [available only for] the European countries. Turkey after all is not a wholly European country.

That's why I'd like to see a situation appear where this customs union could be established and where it could be followed by very strong political and economic ties with Turkey.

I believe that this would lead support to the political forces in Turkey that wish to maintain that country as a secular state. As I said, we need some further improvements in human rights situation and even in the Turkish constitution before we can safely take that step. But I hope we will be able to take it," he said.

Human Rights Association releases August report

22 people tortured, 5 associations closed, 26 villages burned ... the list is long. The human rights violations did not decrease even a little

Turkish Daily News

ANKARA- The Turkish Human Rights Association (IHD) released its August report on Wednesday, showing the usual depressing figures.

According to the report, which was presented by IHD Chairman Akin Birdal at a press conference at the association's Ankara headquarters, during the last month 109 people were arrested and 1,050 were detained.

Nine people were killed and 15 wounded in unsolved attacks. Eleven people disappeared after being taken into custody.

Twelve persons were tortured to death or executed without a trial. Another 22 were tortured and 334 were killed in clashes with government security forces.

Twenty-six villages were burned and evacuated; 15 people were killed and 14 wounded during assaults on civilian targets, according to the report.

There was no reported progress

toward freedom of expression. The State Security Courts, which were busy during August, handed down a total of 16 years' worth of prison terms and fines totaling TL 704 million.

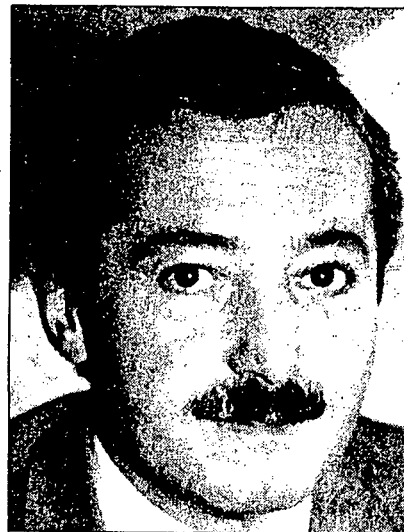
Prosecutors asked for prison terms totaling 507 years for the cases which were started last month. Fourteen publications were confiscated, and 13 associations, unions or publishing houses were illegally searched by the police. Five of them were closed down.

The number of prisoners being held for crimes related to freedom of expression was listed as 174.

Birdal, addressing the press conference, said that on the anniversary of the Sept. 12 military coup, "domestic and constitutional legislation inherited from the coup is still in force, although 15 years have passed."

Birdal, who noted that new policies carry on the oppression, said, "The list of the examples are: the Emergency Rule [in the Southeast], the special police force, village evacuations, the village guard system, and the food embargo which officials prefer to call the 'controlled circulation of food'."

"Oppression, the attacks on and disregard for primary rights and liberties are continuing, particularly against the right



IHD Chairman Akin Birdal

to live," said Birdal. "No concrete steps have been taken toward improving human rights and democratization, although the customs union decision is coming to a countdown. We expect that the Parliament, in this new legal term, will develop a common approach which will pave the way for achieving democratic reforms."

"We, as the IHD, stress that individual, political, economic, social, and cultural rights should be considered as a whole. The process of the customs unions should be considered within the same framework.

This process, which is now only considered with regard to economic and financial interests, will fail to meet the expectations of Turkey. If the aspects of democracy and human rights are overlooked or postponed, this would create the idea that the process is taken into consideration only when it suits the interests of the dominant powers. Thus, this would mean that both Turkey and Europe are ignoring the European Human Rights Conventions and additional protocols. Such a conclusion should not be expected on either side."

The inventory of the Report on Human Rights, August 1995:

People detained	1,050
Journalists detained	30
People arrested	109
Acts against civilians	15 dead/24 wounded
Unsolved attacks.....	9 dead/15 wounded
Disappeared while in custody	11
Tortured to death, extra-judiciary execution and deaths while in custody.....	12
Allegations of torture.....	22
Villages evacuated or set on fire.....	26
Work-related violations	600 fired
Killed in clashes.....	334
Thought crimes	16 years' prison terms (507 years' requested) TL 704 million fines
Publications confiscated	14
Places bombed	16
Unions/association shut down	5
Unions/associations illegally searched	13
People in jail for thought crimes (total).....	174

US State Dept. sides with Turkey, and against Rep. Hamilton, on PKK fight

By Uğur Akıncı
Turkish Daily News

WASHINGTON- The U.S. State Dept. sided with Turkey concerning the government's fight against the Kurdistan Workers Party (PKK) when Rep. Lee Hamilton (D) of Indiana questioned the use of U.S. weapons in that effort, according to documents recently acquired by the Turkish Daily News.

Hamilton is a ranking and influential member of the House International Relations Committee who has frequently criticized Turkey in the past for its human rights record and the situation in Cyprus.

In a letter dated June 29, 1995, addressed to Secretary of State Warren Christopher, Hamilton questioned that section of the State Department's "Report on Allegations of Human Rights Abuses by the Turkish Military," released on June 1, 1995, which stated "U.S.-origin equipment, which accounts for most major items of the Turkish military inventory, has been used in operations against the PKK during which human rights abuses have occurred."

"Are Turkey's human rights abuses with U.S.-origin military equipment... consistent with Section 4 of the 'Purposes for Which Military Sales by the United States Are Authorized,' under Section 4 of the Arms Export Control Act (AECA)?" Hamilton asked Christopher. Would that prohibit the sale of U.S. weapons to Turkey, he wanted to know. For any weapons sales to foreign countries, the State Department's "Export Licensing" department must issue an "export license" first.

Hamilton also raised the issue of a "political solution" to the "Kurdish problem." "Is it U.S. policy to promote a political solution in southeastern Turkey?" Hamilton asked in his letter. "Does Turkey support a political solution? What is the next step in trying to promote a political solution?"

Replying to Hamilton a month and a half later, Assistant Secretary of State Wendy Sherman, writ-

ing on behalf of Christopher, told Hamilton on Aug. 15, 1995, that Section 4 of the AECA "provides in the relevant part that the U.S. government may provide U.S.-origin defense articles to friendly countries for a number of purposes, including for internal security.

Although human rights violations have occurred in the course of operations, those operations appear in fact to have been undertaken for a purpose authorized under the AECA and therefore a report is not required under section 3(c)(2)."

"Turkey's human rights record raises serious concerns, but we do not believe that it has engaged in a consistent pattern of gross violations of internationally recognized human rights within the meaning of Section 502B of the Foreign Assistance Act," Sherman wrote.

Even the Turkish General Staff has instituted its own human rights program to train the soldiers, she noted.

After describing in detail the 16 constitutional changes of July 23, Sherman also replied Hamilton's inquiry about a "political solution." Describing the PKK as a "brutal terrorist organization," Sherman said "the Turkish government interprets references to the need for a 'political solution' in the southeast as encouragement to negotiate with the PKK, which we have not asked Ankara to do. We support Turkey's territorial integrity and legitimate right to fight terrorism.

"While engaged in a difficult struggle with a brutal terrorist organization, the government of Turkey is making a determined effort to improve its human rights performance.

We believe that to promote a settlement in the Southeast, our best course is to continue energetically to promote democratization, while supporting Turkey's legitimate struggle against terrorism. In both of these efforts, Turkey needs, and continues to deserve, our help and support," Sherman concluded.

Dublin Meeting begins with talks on demilitarization of N. Iraqi city of Irbil

Draft: At the first peace talks in Ireland a draft agreement was drawn up which calls for the city of Irbil to be demilitarized. This will be overseen by a neutral commission formed under the auspices of the Iraqi National Congress

Turkish Daily News

ANKARA- The second round of the Dublin meeting has begun with discussions on the issue of the demilitarization of the city of Irbil, Anatolia reported on Wednesday.

The U.S.-sponsored talks between the rival northern Iraqi Kurdish groups, the Kurdistan Democratic Party (KDP) and Patriotic Union of Kurdistan (PUK), is aimed at establishing peace in the region.

The Turkish and U.S. delegations had met at the U.S. Embassy in Dublin, prior to the second round of talks, on Tuesday. Ecvet Tezcan, chief of the Turkish Foreign Ministry Intelligence and Research department and Robert Deutsch, a top U.S. State Department official attended the meeting. It had been reported that the Turkish delegation initially raised objections to British participation as an observer at the second Dublin meeting but later withdrew their opposition at the request of the Americans.

The first Dublin meeting was attended by the rival Kurdish groups, the Iraqi National Congress, Turkey as an observer and the United States as sponsor.

The second series of talks focussed on the details of the peace accord and control mechanisms. If the meeting is successful it will be followed by the signing of a peace agreement in Washington.

It is reported that, during the talks, Turkey is expected to stress to the leaders of the KDP and the PUK, Massoud Barzani and Jalal Talabani, that they must accept responsibility for preventing the PKK (the outlawed Kurdistan Workers' Party) from filling the power vacuum in northern Iraq.

Turkey is also expected to underline the importance of preserving Iraq's territorial integrity and sovereignty. At the first peace talks in Ireland a draft agreement was drawn up which calls for the city of Irbil to be demilitarized. This will be overseen by a neutral commission formed under the auspices of the Iraqi National Congress (INC) — an umbrella opposition group — which will also control the division of revenues from the cross-border oil trade which was the main cause of the 15-month feud between the Iraqi Kurdish groups. The draft says that these arrangements will respect the territorial integrity of Iraq and will also take into consideration the legitimate security concerns of Turkey.

Turkey warns N. Iraqi Kurdish groups on PKK

The PKK has made its intention of sabotaging the peace talks very clear, a KDP official says

TDN with Wire Services

ANKARA- Turkey has warned the representatives of the rival northern Iraqi Kurdish groups at the Dublin meeting not to allow Kurdistan Workers' Party (PKK) activities in the region, the Anatolia news agency reported on Thursday.

The second round of the U.S.-sponsored talks, which began on Tuesday, between the rival northern Iraqi Kurdish groups, the Kurdistan Democratic Party (KDP) and Patriotic Union of Kurdistan (PUK), is aimed at establishing peace in the region. Turkish officials told Kurdish representatives that the power vacuum in northern Iraq was harming Turkey's security. "Turkey can not afford to remain indifferent towards this situation anymore," officials said.

Meanwhile, PKK militants have taken eight U.N. and other humanitarian workers hostage at a refugee camp in northern Iraq, a U.N. official said in Baghdad on Thursday.

U.N. relief coordinator Victor Waleroze told Agence France Presse that the eight were apparently abducted for "political reasons," while other sources in the region said they were being held as shields against possible attack from an Iraqi Kurdish faction.

Negotiations with representatives at the Atrush camp, near Dahuk, are taking place to win their release, Waleroze added. Three U.N. officials and 10 other workers from

non-governmental relief groups were prevented from leaving the camp on Tuesday by up to 1,000 refugees who swarmed around their cars.

Five non-governmental workers were freed on Wednesday following a round of negotiations, while the other eight hostages reportedly "were treated well and in good health," Waleroze said.

The United Nations has demanded "the unconditional

release" of the eight others.

A source following events in northern Iraq said Atrush residents were holding the eight to prevent a possible attack from the KDP, which has controlled the area with other groups since after the 1991 Gulf War.

Iraqi Kurds had entered the second day of peace talks on Wednesday as news broke that rival Turkish Kurds in northern Iraq had taken U.N. refugees hostage.

A Turkish observer at the Dublin negotiations between two feuding Iraqi Kurdish militias said he was aware of and concerned by the report, but declined further comment. The PKK has made its intention very clear — that it wants to sabotage the peace talks ... so we are defending the peace process, KDP representative Hishyar Al Zebari said. The first Dublin meeting was attended by the rival Kurdish groups, the Iraqi National Congress (INC), Turkey as an observer and the United States as sponsor.

Britain also attended the second round of talks at the request of the United States, despite objections from Turkey.

At the first peace talks in Ireland a draft agreement was drawn up which calls for the city of Irbil to be demilitarized. This will be overseen by a neutral commission formed under the auspices of the INC — an umbrella opposition group — which will also control the division of revenues from the cross-border oil trade which was the main cause of the 15-month feud between the Iraqi Kurdish groups.

The draft says that these arrangements will respect the territorial integrity of Iraq and will also take into consideration the legitimate security concerns of Turkey.

The main aim of this week's talks, due to end by Friday at the latest, is to flesh out details of a cease-fire.

A F P A F P A F P A F P A F P A F P

FRS0241 4 I 0400 TUR /AFP-UM10

Turquie-UE

Le parlement européen réaffirme sa position sur l'union douanière euro-turque

ANKARA, 15 sept (AFP) - Le parlement européen a réitéré ses conditions pour un feu vert en décembre à l'union douanière UE-Turquie conclue le 6 mars dernier à Bruxelles, à l'occasion d'une visite en Turquie de son rapporteur Carlos Carnero Gonzalez.

Arrivé mercredi soir à Ankara pour préparer un rapport qu'il présentera au parlement européen, M. Carnero s'est entretenu jeudi avec des dirigeants turcs, dont le chef de l'Etat Suleyman Demirel et le premier ministre, Mme Tansu Ciller.

Lors d'un entretien avec le ministre de la Justice Mehmet Mogultay, M. Carnero a publiquement mis en garde contre un résultat négatif du vote au parlement européen si six députés turcs d'origine kurde emprisonnés ne sont pas remis en liberté et si l'article 8 de la loi anti-terroriste, qui limite la liberté d'expression, n'est pas levé d'ici à décembre.

Les députés avaient été condamnés en décembre 1994 à des peines de prison allant jusqu'à 15 ans pour "appartenance et soutien" au PKK (Parti des travailleurs du Kurdistan, séparatiste, en rébellion contre Ankara). Leur cas doit être examiné en appel par la Cour de cassation le 21 septembre.

La différence entre la situation des droit de l'homme et la lutte contre le terrorisme (actions armées du PKK) en Turquie "doit être bien comprise par l'Europe", a déclaré le président Demirel en recevant M. Carnero, membre de la Commission des relations extérieures, de la sécurité et de la défense du parlement européen.

Un rejet de la Turquie par l'UE "créerait une déception chez le peuple turc et dans les pays qui prennent pour modèle la Turquie", selon M. Demirel.

Vendredi matin, le rapporteur, dont le pays, l'Espagne, assure la présidence tournante de l'UE, a rendu une visite aux députés kurdes emprisonnés. Il doit rencontrer les chefs de partis politiques avant de se rendre à Istanbul, où il doit s'entretenir avec les milieux d'affaires.

La Turquie, qui avait posé sa candidature à une adhésion à part entière en avril 1987, --jugée prématurée dans un avis rendu public en 1989-- est liée à l'UE par l'accord d'Ankara de 1963.

Une réunion sur les relations entre la Turquie et l'Union européenne se tiendra en novembre à Bonn, en présence des représentants allemands, espagnols, français, britanniques, italiens et turcs.

ce/hc/bmr

AFP /AA1234/151145

SEP 95

A F P A F P A F P A F P A F P A F P

Journal de Genève - 15 septembre 1995

MOYEN-ORIENT Les attaques du PKK contre les cousins kurdes d'Irak

Les Kurdes turcs ont ouvert un deuxième front

Alors que les deux grandes factions kurdes irakiennes viennent de mettre fin à leurs querelles meurtrières, ce sont les Kurdes turcs du PKK qui attaquent leurs cousins du Kurdistan irakien autonome.

En guerre contre l'Etat turc depuis 1984, les marxistes-léninistes du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) ont ouvert un deuxième front dans le nord de l'Irak depuis le 25 août dernier. Le millier de combattants kurdes du PKK, installés dans le nord de l'Irak à un jet de pierre de la frontière turque, a attaqué les bureaux et locaux du Parti démocratique du Kurdistan (PDK) de Massoud Barzani. Ce dernier a contre-attaqué dès le 3 septembre. Les combats, qui se poursuivent, ont fait vraisemblablement une centaine de tués.

Depuis près de deux ans, le Parti démocratique et son frère ennemi, l'Union patriotique du Kurdistan (UPK) de Jalal Talabani, s'affrontent. Ces deux factions n'arrivaient pas à s'entendre sur la gestion du Kurdistan irakien autonome. Le PDK est majoritaire dans le nord de la région et l'UPK dans le sud. Durant les combats du printemps dernier, les forces de Barzani ont fait descendre la plupart de leurs hommes vers le sud. Le PKK, à l'extrême nord, en a profité pour renforcer ses positions militaires. C'est pour cette raison qu'il a pu lancer ses raids sans trouver de résistance immédiate.

Cette attaque vise à déstabiliser les négociations de paix entre l'UPK et le PDK inaugurées depuis août à Drogheda, en Irlande. Ce rapprochement est encouragé par les Etats-Unis et la Turquie. Washington souhaite en effet stabiliser le Kurdistan irakien contre l'Irak de Saddam Hussein. De plus, une paix dans la région permettrait aux compagnies pétrolières américaines d'y faire passer le futur oléoduc qui doit transporter le pétrole de la mer Caspienne vers la Méditerranée. Quant aux factions kurdes irakiennes, elles ont un besoin impératif du soutien turc, car leur



Un tank de l'armée turque abandonné après l'offensive d'Ankara en avril dernier.

Sachant que cette offensive avait été vivement critiquée par les Européens, le PKK veut mettre la Turquie en porte-à-faux alors que bientôt le Parlement de Strasbourg doit valider ou invalider l'accord d'union douanière entre la Turquie et les quinze signés à Bruxelles le 6

mars dernier. Enfin, pour Kendal Nezari, directeur de l'Institut kurde de Paris, «le PKK est actuellement en perte de vitesse, il a donc besoin de faire parler de lui. La Syrie et l'Irak, qui ont leur propre minorité kurde, ne souhaitent pas que le récent accord inter-kurde ne

renforce l'entité autonome kurde irakienne». Incapable de remporter une victoire militaire sur le terrain, le PKK possède toutefois un pouvoir de nuisance important.

Christophe Chiclet

Le Soir - 15 septembre 1995

Visite de députés européens

Se rapprocher de la Turquie?**« Du pour et du contre »...**

Nous avons eu toutes facilités et toute liberté de circuler et de rencontrer qui nous voulions. Mis à part ce préambule, la libérale Anne André est assez critique vis-à-vis de la Turquie, où elle a passé plusieurs jours avec d'autres parlementaires européens — une visite importante alors qu'approche le moment où le Parlement européen devra se prononcer sur la mise en application de l'union douanière entre l'Union européenne et la Turquie.

La première déception est venue du président Demirel. Il a répété ce qu'il dit partout, c'est-à-dire que la Turquie est un pays démocratique. Il a réaffirmé qu'il n'existe pas de problème kurde, puisqu'il n'y a qu'un seul peuple, le peuple turc. Prenant en exemple le million et demi de Kurdes installés à Istanbul — et particulièrement ceux qui sont juges, hommes d'affaires, députés —

il estime que cette population est représentée et qu'il n'y a donc pas lieu de donner suite à ce qu'il appelle les revendications séparatistes.

Et le Premier ministre, Tansu Çiller? Elle tient le même langage. Sauf que, devant nous tout au moins, elle a reconnu qu'il existe bien un fait kurde. Et, bien qu'implicitement elle ait admis que cela avait peut-être été une erreur d'emprisonner six députés kurdes du parti DEP — NDLR: ils ont été condamnés pour « séparatisme » —, s'empresant toutefois d'ajouter que c'était là une décision de justice. Elle se montre en revanche très fière des réformes constitutionnelles votées récemment — alors qu'elles ne sont guère significatives — et insiste sur son souhait de voir abroger l'article 8 de la loi antiterroriste — NDLR: qui permet d'emprisonner n'importe qui pour « sépara-

tisme » sous n'importe quel prétexte. En ajoutant toutefois qu'il n'y a pas actuellement de majorité pour l'abroger...

Mais Anne André est revenue carrément horrifiée par ce qu'elle a vu et entendu dans le Sud-Est — à majorité kurde. N'hésitant pas à traiter de « fous » les responsables de la région, elle estime que le pouvoir a volontairement mis cette région sur les genoux. Après avoir rencontré des responsables de l'Association des droits de l'homme, elle parle aussi d'épuration ethnique, citant les 3.000 villages vidés de leurs habitants et détruits, les populations parquées dans des camps, les personnes qui « disparaissent » et que l'on retrouve mortes, la torture.

Alors, le Parlement européen doit-il voter en faveur de l'union douanière? Le pouvoir l'appelle évidemment de ses vœux. Et ne recule pas devant le chantage: Mme Çiller, par exemple, a fait valoir qu'un refus européen ferait tomber son gouvernement, livrant la population aux nationalistes et aux intégristes ou... la poussant à l'exode vers l'Europe. Pourtant, ma première réaction a été de me dire qu'on ne

pouvait pas cautionner ce qui se passait. Ensuite, j'ai pensé que, si on refusait l'union douanière, rien ne changerait en Turquie, nous n'aurions pas de moyen de pression. Un avis que semblaient partager, avec beaucoup de lassitude et de résignation, les six députés du DEP, que j'ai rencontrés en prison.

Certains intellectuels et des défenseurs des droits de l'homme ne sont pas de cet avis. Pour eux, un vote favorable à l'union douanière serait d'autant plus mal venu qu'on détecte un début de changement dans la société turque. La politique militariste de l'État ces dix dernières années a coûté très cher, explique Hasan Kucukoba, ancien propriétaire du quotidien pro-kurde « Özgür Ülke » (interdit) et provoqué une régression économique. L'inflation est énorme — il parle de 175 % par an, Anne André de 90 % — mais on ne propose aux travailleurs que 5 % d'augmentation de salaire. Les PME sont au bord de la catastrophe, ce qui met les grosses entreprises en difficulté. Cela provoque de vifs débats, d'autant que la politique militariste n'a eu aucun résultat.

AGNÈS GORISSEN

Turkish Daily News

SATURDAY, SEPTEMBER 16, 1995

EU troika envoys to visit Ankara

Rapporteur: The meeting is to take place in the immediate aftermath of a visit by Carlos Carnero, the European Parliament's rapporteur for customs union with Turkey

By Nazlan Ertan / *Turkish Daily News*

ANKARA - The political directors of the European Union troika of Italy, Spain and France, will meet with Turkish officials on Monday for a broad exchange of views before the Turco-European Union Association Council meeting on Oct. 30.

According to diplomatic sources in Ankara, the meeting of political directors, which take place yearly, has special importance this year. It will provide an opportunity for setting the agenda of the Association Council, which will be the last one before the landmark customs union accord goes to the European Parliament for approval.

The same sources said that the talks will take up the issues of political dialogue between Turkey and the European Union, institutional cooperation, European

defense architecture and Mediterranean cooperation program.

The high-level diplomats of the three countries, joined by Serge Abou, the European Union's director general for the Northern Mediterranean, will also discuss a number of international issues from Bosnia to the situation in the Caucasus.

The meeting is to take place in the immediate aftermath of a visit by Carlos Gonzales Carnero, the European Parliament's rapporteur for customs union with Turkey.

Making the rounds in Ankara, the Spanish Euro-MP has cited two important conditions for ratification of the customs union. "I am not here to give lessons, but simply to listen and learn as much as possible," Carnero stated in his meeting with Justice Minister Mehmet Moğultay.

But he hastened to add that it would be "extremely difficult" to obtain a positive vote from the European Parliament if the six former deputies of pro-Kurdish Democracy Party (DEP) currently in jail were not released and if Article Eight of the anti-terrorism law was not amended. Carnero said that he was also happy to note the constitutional changes made earlier this year.

The rapporteur, however, received his answer from Deputy Prime Minister Hikmet Çetin. "It is not constructive for the European Parliament to set various obstacles in front of Turkish democracy as preconditions for the customs union," Çetin said, saying neither he, nor any other

politician, could intervene in an ongoing case — i.e. the appeals trial of the DEP deputies. Carnero himself echoed Cetin's words when he visited the former DEP deputies in prison. "The European Parliament has made it clear in its resolutions that it considers the decision against those people to be against the law. We hope this will be corrected in the coming days," Carnero said. "But I would like to stress that we have perfect respect in the independence of the judiciary."

Despite the seemingly severe statements of some Turkish politicians to the Euro-

Parliament's rapporteur, such as State Minister Algan Hacaloğlu who simply told Carnero that Turkey would forget the whole thing if the customs union was the end of the road and did not lead to full integration, President Süleyman Demirel expressed his concern over a possible postponement of the customs union.

"Postponing the customs union would be a terrible mistake," Demirel told a group of businessmen from the Economic Development Foundation (IKV) on Friday, the day after his meeting with Carnero. "That would water the whole thing down."

US Senate asks for update of report on Turkish use of US arms

Foreign Aid Bill HR 1868 survives Senate Committee

By Uğur Akıncı
Turkish Daily News

WASHINGTON- The U.S. Senate Appropriations Committee today met to earmark HR 1868 "foreign operations, export financing, and related programs appropriations bill, 1996," also known as "the foreign aid bill." The provisions of the bill pertaining to Turkey that were accepted by the Foreign Operations subcommittee were also preserved by the full Committee.

The bill will be debated on the Senate floor on Sept. 21 and 22. Between 1946 and 1994, Turkey received a total of \$17.77 billion in U.S. economic and military assistance — averaging \$370 million a year. \$4.85 billion of this amount was received as economic assistance and \$12.92 billion as military assistance.

In today's deliberations, the 7-to-10 ratio has been preserved between the amount of assistance Greece and Turkey receive from the United States. In 1996, Turkey will receive \$320 million in Foreign Military Financing (FMF) loans, and Greece will get \$224 million.

The committee did not alter the removal of the "humanitarian aid corridor" condition (Section 562) by the subcommittee.

The section, introduced in the House by a John Porter (R, IL) amendment, aims to withhold all assistance from Turkey unless the embargo on Armenia is lifted. Turkey unilaterally opened the commercial air corridor to Armenia back in May, despite the fact that

Armenian troops still occupy 20 percent of Azeri territory.

The committee did not alter the subcommittee decision not to place a cap on Economic Support Fund (ESF) payments to Turkey, for which the administration proposed \$100 million. Rep. John Porter's amendment to place a \$21 million cap on ESF funds to Turkey was accepted by the House. Subcommittee chairman Sen. Mitch McConnell (R, KY) did not earmark ESF funds together with a number of other programs, which means that Conference Committee can come up with any figure for ESF to Turkey between zero and \$100 million.

The committee, chaired by Sen. Mark O. Hatfield (R) of Oregon, asked for an update of the report on the use of U.S. arms by Turkey that the Congress requested from the State Department last year, and which placed conditions on 10 percent of FMF funds to Turkey.

The exact language accepted by the committee today reads as follows: "The committee notes that a State Department report submitted earlier this year concluded that U.S. origin equipment had been used in the evacuation and destruction of Kurdish villages.

The committee requests that the Secretary of State submit a report by June 1, 1996, on efforts of the Turkish Government and the administration to improve monitoring of the use of United States origin equipment and to prevent its use in operations that can reasonably be expected to endanger civilians." No part of the assistance to Turkey for 1996 was conditional upon a satisfactory conclusion of the report in question.

A F P A F P A F P A F P A F P A F P

FRS0640 4 I 0398 EAU /AFP-EY15

Irak-Kurdes-Irlande

Le PDK accuse l'UPK d'avoir provoqué l'échec de la réunion de Dublin

DUBAI, 16 sept (AFP) - Le Parti démocratique du Kurdistan (PDK de Massoud Barzani) a accusé samedi son rival, l'Union patriotique du Kurdistan (UPK de Jalal Talabani) d'avoir provoqué l'échec de la réunion de Dublin.

La délégation de l'UPK "est revenue sur les principes" agréés lors d'une précédente réunion "en exigeant que le retrait de ses armes d'Erbil et la restitution" de taxes frontalières perçues par le PDK soient "simultanés", a affirmé le PDK dans un communiqué reçu à Dubaï.

Selon le PDK, ces principes prévoyaient "la restitution des taxes et leur mise dans un compte bancaire au nom de l'autorité régionale" kurde "pas plus tard que 48 heures après la démilitarisation d'Erbil".

Cette autorité avait été établie en 1992 conjointement par l'UPK et le PDK dans le Kurdistan irakien qui échappe au contrôle de Bagdad depuis 1991.

Les deux formations s'étaient engagées en août à Drogheda (Irlande) à démilitariser Erbil, chef-lieu du Kurdistan irakien contrôlé depuis décembre 1994 par l'UPK, et à partager les 100.000 à 150.000 dollars perçus quotidiennement par le PDK sur le pétrole irakien transporté par camion en Turquie.

Ces livraisons de pétrole, effectués en violation de l'embargo imposé depuis plus de cinq ans par l'ONU à l'Irak, sont la principale ressource financière des Kurdes irakiens.

Plus tôt dans la journée, l'UPK avait accusé le PDK d'avoir fait capoter la réunion de Dublin, entamée mardi, affirmant que la formation de M. Barzani "ne s'y était pas engagée à restituer l'argent prélevé depuis 18 mois".

Les deux parties s'étaient également engagées à Drogheda à rendre permanent le cessez-le-feu observé depuis avril dernier, après environ un an de combats intermittents ayant fait plus de 2.000 morts.

Le PDK a mis en garde, dans son communiqué, l'UPK contre toute violation du cessez-le-feu, affirmant qu'elle "assumerait alors l'entière responsabilité de la fin du processus de paix" inter-kurde, parrainé par les Etats-Unis.

L'UPK avait affirmé plus tôt "espérer désespérément que le cessez-le-feu tienne", tout en exprimant des doutes sur la possibilité de faire durer une "situation de mi-paix, mi-guerre" dans le Kurdistan irakien.

Dans l'immédiat, aucune nouvelle réunion est prévue entre les deux parties.

mch/sb/cc

AFP /AA1234/162313

SEP 95

A F P A F P A F P A F P A F P A F P

LA CROIX - 16 septembre 1995

VOIR

Les chrétiens d'Irak sous l'étau

■ « Nous prions le bon Dieu pour qu'il nous conserve Saddam en vie. » Le patriarche chaldéen S. B. Raphaël Bidawid hiérarchise au détour d'une phrase ses craintes pour la communauté chrétienne en Irak : le pire n'est pas dans la dictature de Saddam Hussein mais dans le risque d'une hypothétique victoire islamiste.

« L'isolement des chrétiens d'Irak », reportage d'Alexandre Fronty et Laurent Redolfi (1) parvient ainsi à révéler les violents antagonismes vécus par ces communautés. Poids de l'embargo imposé depuis août 1990 par le Conseil de sécurité de l'ONU ; angoisse de l'avenir dans une région, le Moyen-Orient, agitée par la contestation islamiste à l'ombre de la république islamique d'Iran ; rejet larvé du régime de Saddam Hussein par certains fidèles que désavoue leur hiérarchie. Beaucoup, parmi les 800 000 chrétiens d'Irak, n'imaginent dès lors leur salut que dans l'exil.

La communauté chrétienne n'est pourtant pas la plus meurtrie, tant s'en faut, en Irak. Les musul-

mans chiites — la plus importante communauté du pays — ainsi que les Kurdes ont, eux, été directement visés par des opérations massives de répression qui ont fait plusieurs dizaines de milliers de morts depuis l'arrivée au pouvoir de Saddam Hussein, en 1979. Face à cette réalité, la plupart des Églises d'Irak semblent vouées au silence, avec de notables exceptions au sein de l'Église assyrienne.

Le contexte actuel irakien est celui d'une dictature face à laquelle les croyants, chrétiens ou non, affrontent leur conscience. L'un des mérites de l'enquête d'Alexandre Fronty est de donner la parole, en fin de reportage, à une jeune animatrice paroissiale, Anouar, qui souhaiterait moins de peurs dans son Église. « La liberté ne se donne pas, dit-elle. Elle se prend. »

Jean-Christophe PLOQUIN

(1) « *Le jour du Seigneur* », dimanche 17 septembre, 10.30, France 2. Lire aussi *Histoire de l'Église d'Orient*, de Raymond Le Coz, Cerf, 440 p., 198 F.

HISTOIRE(S)

Veuve Courage en Turquie

■ « Ce n'est ni en tuant ni en mourant (pour la patrie) que l'on résoudra la question kurde. » Prononcée il y a un mois par la veuve d'un colonel tué par la guérilla séparatiste kurde du PKK, cette exclamation produit encore des turbulences dans l'opinion turque. Ne se murant pas dans une douleur muette, Tomris Ozden avait choisi d'utiliser les obsèques de son mari pour délivrer un message hautement politique, accusant l'État de sacrifier sans remords ses soldats, de les utiliser comme « un mur de chair ». Le ministre de la défense, lui signalant que ses paroles étaient passibles du tribunal de sûreté de l'État, a tenté de lui intimer le silence.

Mère de deux filles, les cheveux blonds coupés courts, ne portant pas le deuil, Tomris Ozden s'est arc-boutée et a été prise dans une spirale destructrice. Ses déclarations rencontrent un écho extraordinaire. Invitée à une Fête pour la paix, elle crée l'événement en se montrant main dans la main avec la sœur d'un militant du PKK mort au combat. Un nouveau pas a été franchi dimanche lorsqu'elle

a été élue avec l'appui du président du parti à l'Assemblée générale du Parti républicain du peuple (CHP), membre de la coalition au pouvoir.

C'est alors qu'ont commencé à apparaître dans la presse des « révélations » sur Tomris Ozden. Un éditorialiste connu pour sa proximité avec les renseignements militaires affirme que les deux époux avaient engagé il y a cinq mois une procédure de divorce. La veuve a depuis produit un bout de lettre, déclaration d'amour faite par le défunt à sa femme peu avant sa mort. Un ancien voisin taxe Tomris Ozden de « schizophrène », un soldat affirme que le colonel s'est jeté au combat comme s'il voulait se suicider...

Autant que la personnalité de la veuve, ce sont les idées qu'elle représente qui sont aujourd'hui atteintes par les attaques. Tomris Ozden, recevant des menaces de mort, a demandé la protection de l'État. Le Parti social-démocrate semble quant à lui décidé à défendre celle qui aurait pu devenir son égérie.

Claude ORTACQ

(À Ankara)

A F P A F P A F P A F P A F P A F P

FRS0099 4 I 0292 TUR /AFP-FZ39

Turquie-Presse

Une journaliste américaine inculpée d'"incitation à la haine"

ANKARA, 17 sept (AFP) - Une journaliste américaine de l'agence Reuter a été inculpée d'"incitation à la haine" par la Cour de sûreté de l'Etat d'Istanbul pour un article sur la guerre dans le sud-est de la Turquie entre l'armée turque et les rebelles kurdes, a-t-on appris dimanche de source bien informée.

La journaliste, Aliza Marcus, 33 ans, basée à Istanbul, a été citée à comparaître devant la Cour le 12 octobre, a-t-on précisé.

Elle est poursuivie aux termes de l'article 312 du code pénal turc et risque une peine maximale de un à trois ans de prison.

Le directeur du bureau de Reuter à Ankara, Jonathan Lyons, a confirmé l'information. "Une procédure judiciaire a été entamée aux termes de l'article 312. Cette procédure est maintenant devant la Cour. Nous répondrons à cette accusation le 12 octobre. Notre avocat nous a conseillé de ne faire aucune autre déclaration", a-t-il dit.

Selon la source bien informée, Mlle Marcus est accusée d'avoir "incité le peuple à la haine et à la discorde par voie de discrimination raciale et régionale".

L'article incriminé, publié par Reuter en anglais le 25 novembre 1994 et daté de Diyarbakir, chef-lieu du sud-est anatolien à majorité kurde, affirmait que "l'évacuation par la force et même la destruction par le feu de villages kurdes" dans la région était devenue "un élément central de la bataille contre les rebelles kurdes" du PKK (Parti des travailleurs du Kurdistan, séparatiste). Il citait des villageois et des militants des droits de l'homme.

L'article avait été repris, traduit en turc, deux jours plus tard par le quotidien prokurde Ozgur Ulke, qui depuis a été fermé.

hc/nev/ave t

AFP /AA1234/171059

SEP 95

COURRIER PICARD -18 septembre 1995

Ankara n'aime pas l'agence Reuter

Une journaliste américaine de l'agence Reuter a été inculpée d'"incitation à la haine" par la Cour de sûreté de l'Etat d'Istanbul pour un article sur la guerre dans le sud-est de la Turquie entre l'armée turque et les rebelles kurdes.

L'article incriminé, publié par Reuter en anglais le 25 novembre 1994 et daté de Diyarbakir, chef-lieu du sud-est anatolien à majorité kurde, affirmait que « l'évacuation par la force et même la destruction par le feu de villages kurdes » dans la région était devenue « un élément central de la bataille contre les rebelles kurdes » du PKK (Parti des travailleurs du Kurdistan, séparatiste). Il citait des villageois et des militants des droits de l'homme.

LIBERTÉ DE L'EST - 18 septembre 1995

En bref

Une journaliste inculpée d'"incitation à la haine"

Une journaliste américaine de l'agence Reuter a été inculpée d'"incitation à la haine" par la Cour de sûreté de l'Etat d'Istanbul pour un article sur la guerre dans le sud-est de la Turquie entre l'armée turque et les rebelles kurdes.

La journaliste, Aliza Marcus, 33 ans, basée à Istanbul, a été citée à comparaître devant la cour le 12 octobre.

Elle est poursuivie aux termes de l'article 312 du code pénal turc et risque une peine maximale de un à trois ans de prison.

Le directeur du bureau de Reuter à Ankara, Jonathan Lyons, a confirmé l'information. "Une procédure judiciaire a été entamée aux termes de l'article 312. Cette procédure est maintenant devant la cour. Nous répondrons à cette accusation le 12 octobre. Notre avocat nous a conseillé de ne faire aucune autre déclaration", a-t-il dit.

Selon la source bien informée, Mlle Marcus est accusée d'avoir "incité le peuple à la haine et à la discorde par voie de discrimination raciale et régionale".

L'article incriminé, publié par Reuter en anglais le 25 novembre 1994 et daté de Diyarbakir, chef-lieu du Sud-Est anatolien à majorité kurde, affirmait que "l'évacuation par la force et même la destruction par le feu de villages kurdes" dans la région était devenue "un élément central de la bataille contre les rebelles kurdes" du PKK (Parti des travailleurs du Kurdistan, séparatiste). Il citait des villageois et des militants des droits de l'homme.

L'événement



Irak

SADDAM, TOUT SE

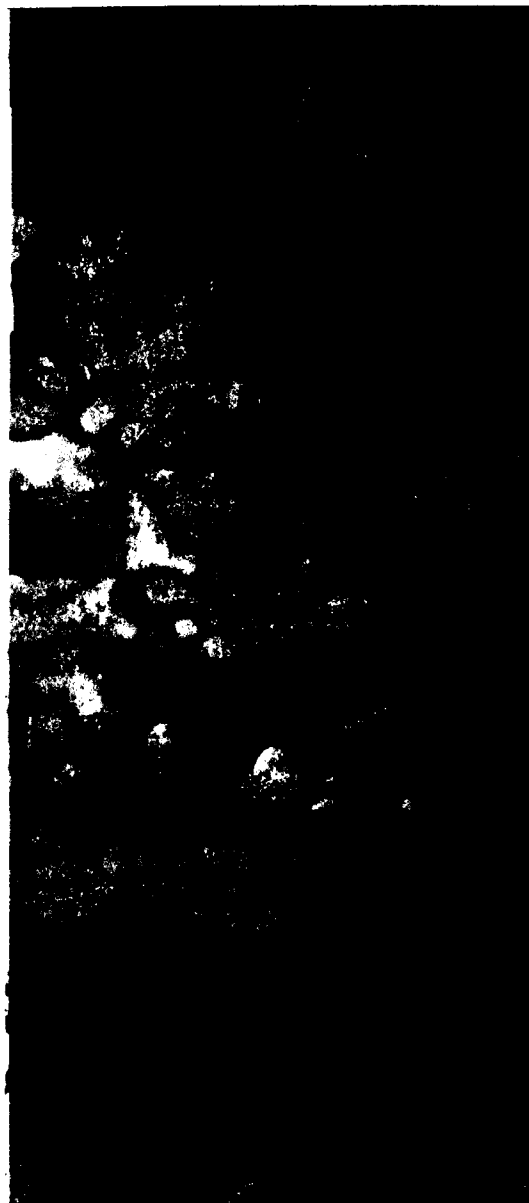
Son gendre a fui vers la Jordanie sous les bons auspices de la CIA et menace de renverser le régime. Ses trois demi-frères ont été limogés par ses soins. Son cousin s'est envolé. A Bagdad, un dictateur nommé Hussein compte ses derniers fidèles...

PAR VINCENT NOUZILLE,
ET CLAUDINE MEYER A JERUSALEM

Le glas va-t-il bientôt sonner pour Saddam Hussein ? Rendu public le 10 août, le départ spectaculaire pour la Jordanie de deux de ses filles, Raghad et Rana, et de leurs maris, les frères Hussein et Saddam Kamel Hassan, piliers du régime irakien, constitue la plus forte secousse qu'ait subie le dictateur depuis la fin de la guerre du Golfe, en mars 1991. Cet événement survient après cinq ans d'embargo qui

ont asphyxié l'économie et provoqué récemment des rebellions au sein des tribus fidèles à Saddam Hussein. Au moment précis où les partis kurdes irakiens qui occupent le nord du pays depuis 1991 se sont réconciliés sous les auspices des Américains. Ambiance de fin de règne. Les rats quittent le navire.

La fuite a été minutieusement préparée. Avec l'aide des services secrets américains (CIA), une noria de Mercedes officielles a quitté Bagdad le 8 août pour rejoindre Amman. Le roi Hussein de Jordanie a donné asile aux



Fresque de Saddam Hussein, à Bagdad Un dictateur transformé en bête blessée.

“Traître sans importance” selon Bagdad, le principal transfuge, le général Hussein Kamal Hassan, 37 ans, gendre de Saddam et ministre de l’Industrie, est apparu à Amman le 11 août vêtu d’un costume civil – fait rare – devant les caméras du monde entier pour expliquer qu’il voulait renverser Saddam Hussein “par des moyens politiques et militaires et grâce aux services de renseignement” : “J’appelle les officiers, les fonctionnaires et la société irakienne à se préparer au tournant important qui fera de l’Irak un pays moderne négociant raisonnablement avec la communauté internationale, en particulier avec les Arabes.” Une manière de se poser en homme de compromis, prêt à se concilier Washington et Riyad, les deux puissances tutélaires de la région face à un Iran incontrôlable, afin d’obtenir une levée de l’embargo et un retour sur la scène pétrolière. Le gendre a de quoi monnayer sa protection. Ce général était responsable depuis 1986 des programmes secrets d’équipements militaires (missiles, armes chimiques, bactériologiques et nucléaires). Tous les détails sur ces armements et sur les financements occultes que Bagdad a tenté de masquer à l’Onu depuis quatre ans sont désormais dans la mallette de Hussein Kamel Hassan. De quoi intéresser les Américains. Et préparer l’avenir.

LES KAMIKAZES SONT LÂCHÉS

Aussi déstabilisé et isolé soit-il, Saddam Hussein n’est pas homme à se laisser étrangler par le lacet américain sans réagir. Le dictateur a lancé des tueurs-kamikaze à la poursuite des fuyards. Il a fait arrêter deux ministres et des dizaines d’officiers soupçonnés d’être des partisans de son gendre. Puis il a invité l’Onu à venir chercher à Bagdad des informations “importantes et nouvelles” sur le potentiel militaire de l’Irak, notamment sur les armes bactériologiques et nucléaires. Des informations que le “traître” Hussein Kamel aurait dissimulées à l’Onu pendant quatre ans.

La ficelle est un peu grosse. Début août, Bagdad jurait avoir transmis à Rolf Ekeus, le patron suédois de la Commission spéciale des Nations unies chargée du désarmement irakien (Unscm), toutes les informations sur ses armes de destruction massive. Aujourd’hui, le gouvernement irakien reconnaît publiquement avoir menti ! Et, aux yeux de la communauté internationale, c’est Saddam le menteur. Il faudra plusieurs mois à l’Unscm pour vérifier sur place ces nouvelles informations. La levée des sanctions par le Conseil de sécurité de l’Onu sera retardée d’autant. “Même si cette surenchère de révé-

lations de dernière heure conduisait in fine à un rapport favorable de l’Unscm, je doute que l’embargo soit levé tant que Saddam Hussein restera en place, car les Américains ne voudront jamais lui faire de cadeau”, estime Ibrahim Calawan, spécialiste du Moyen-Orient à l’Institut international d’études stratégiques (IISS) de Londres. Le nœud va donc continuer de se resserrer. Ephraïm Inbar, directeur du centre d’études stratégiques Begin-Sadate à Tel-Aviv, se refuse pourtant à prédire la chute imminente du dictateur devenu une bête blessée. “L’homme a surmonté tant d’obstacles, avec deux guerres sanglantes et une économie en ruine, qu’il peut rebondir cette fois encore. Il faut plutôt s’attendre à un durcissement du régime pour empêcher un coup d’Etat.”

TROP APEURÉS POUR SE SOULEVER

Car, bien que soumis à une inflation galopante de 4 000 % l’an, à la pénurie d’aliments et de médicaments qui menace la santé de 1 million d’entre eux, aux gangs incontrôlables qui cannibalisent le pays, les 17 millions d’Irakiens sont trop paralysés par la répression et la peur pour se soulever contre Saddam. “Aucun recours civil n’est envisageable. Seul un coup d’Etat réalisé par l’armée peut mettre fin à cette dictature. Le pays est dans un cercle vicieux”, estime Ofra Bengio, spécialiste de l’Irak au Centre Moshe-Dayyan sur le Moyen-Orient à Jérusalem.

Mais si les complots déjoués et les fuites de hauts dignitaires révèlent l’apparente impuissance de l’armée à réussir ce coup d’Etat, ils symbolisent la décomposition du pouvoir à Bagdad. Depuis la guerre du Golfe, le dictateur régnait en s’appuyant sur les militaires sunnites originaires de Takrit, la ville au nord de Bagdad dont il est natif, et surtout sur les plus fidèles de ses fidèles : sa propre famille.

Son fils aîné, Oudaï, au pouvoir grandissant, tenait – et tient encore – les médias, la contrebande de pétrole et s’occupe des 25 000 “fedayins de Saddam”, la nouvelle garde prétorienne du régime créée en 1994. Le fils cadet, Qoussaï, supervise toujours les services de renseignement. Les trois demi-frères du dictateur, Wathban, Sabaoui et Barzan, occupaient des postes clés. Son cousin Ali Hassan El Majid était ministre de la Défense. Un de ses gendres, Saddam Kamel Hassan, était chargé de la sécurité présidentielle. Tandis que Hussein Kamel Hassan dirigeait l’Organisation d’industrialisation militaire.

Or, depuis la fin de 1994, le clan au pouvoir se déchire. Avec un niveau de vie diminué de moitié depuis la guerre du Golfe, l’insécurité règne dans les villes et les prébendes officielles qui enrichissaient le clan Takriti s’assèchent. “L’embargo a miné le consensus des

UL

fuyards. “J’espère qu’une ère nouvelle s’annonce pour l’Irak”, a déclaré le roi jordanien, naguère pro-Saddam et désormais soucieux de se concilier les bonnes grâces financières de Washington après son accord historique avec Israël. Le président des Etats-Unis, Bill Clinton, a salué le “courage” du souverain hachémite et offert sa protection. 2 000 marines américains arrivaient au même moment en mer Rouge pour des manœuvres militaires jordano-américaines. La pax americana gagne du terrain au Moyen-Orient.

L'événement

dignitaires, en désaccord sur la manière de sortir de cette impasse", analyse Ibrahim Calawan. Rebellions et trahisons se sont accélérées, la répression frappant désormais les piliers de la dictature. Le patron des services de renseignements militaires s'est réfugié à Damas en décembre dernier. Des généraux de Takrit ont été exécutés. En mai, les émeutes dans le fief sunnite de Ramadi, traditionnellement favorable au régime, ont été réprimées sauvagement. A la mi-juin, la mutinerie d'un bataillon blindé issu de la tribu fidèle des Douleïmi a elle aussi été noyée dans le sang.

BLANC BONNET ET BONNET BLANC ?

La guerre est ouverte entre les tenants d'une ligne dure défendue par les deux fils du dictateur, persuadés qu'il n'y a plus rien à attendre de l'Onu, et ceux qui, comme le gendre Hussein Kamel et ses alliés Takriti de la lignée paternelle de Saddam, estiment que l'Irak devrait lâcher du lest. Les seconds ont perdu des batailles. Saddam a limogé ses trois demi-frères. Son cousin, ministre de la Défense, a fui l'Irak en juillet. Et deux de ses trois filles viennent de rejoindre Amman avec leur mari et une trentaine d'autres dignitaires. Saddam Hussein reste seul, avec ses deux fils et sa garde prétorienne, pour jouer son dernier acte. Sanglant et suicidaire. Scandé par un compte à rebours dont nul ne connaît l'échéance. Ce qui n'empêche pas Washington et Riyad de songer à l'après-Saddam. Et l'élite militaire irakienne de s'y préparer... en fuyant Bagdad. Ofra Bengio, du Centre

"L'embargo a miné le consensus des dignitaires, en désaccord sur la manière de sortir de cette impasse."

Moshe-Dayan, résume: "Ils se sauvent pour se ménager une possibilité de retour."

Qui succédera au dictateur ? A Amman, le général Hussein Kamel Hassan s'est posé en chef virtuel de l'opposition. "J'ai depuis longtemps contesté et critiqué la politique arriérée du régime", a-t-il proclamé. Les opposants irakiens en exil ont bien du mal à croire à cette conversion tardive. "Hussein Kamel n'a pas précisé la nature du futur pouvoir qui sera instauré en Irak, ni sa conception des droits de l'homme et des problèmes des Kurdes", a déclaré à Londres Ahmad Chalabi, le chef du Conseil national irakien, une coalition de l'opposition qui avait inscrit le nom du gendre sur sa liste de "criminels de guerre" du régime !

Mais l'opposition en exil est bien trop émietlée pour constituer une alternative crédible aux yeux des tuteurs de la région. Les partis kurdes, même réconciliés, sont plus soucieux de conforter leur autonomie dans le nord de l'Irak que de se lancer à l'assaut de Bagdad. Quant aux chiites du Sud, malgré l'appui mas-

sif de Téhéran, ils ne peuvent guère mobiliser la communauté sunnite, qui tient historiquement le pouvoir en Irak. "De toute manière, le vide constitutionnel en Irak hypothèque toute tentative démocratique", juge Ephraïm Inbar, qui parie sur le retour à Bagdad du général Hussein Hamel Hassan, paré d'un discours nationaliste. Il pourrait obtenir un appui américain ainsi qu'une promesse de levée de l'embargo, à condition de s'engager à respecter les résolutions de l'Onu et de transmettre ses secrets sur l'armement, le plus discrètement possible s'il veut rester populaire au sein de l'armée. Aux côtés des firmes américaines qui négocient déjà leur part du gâteau pétrolier (voir encadré ci-dessous), tous les fournisseurs traditionnels de l'Irak, France et Russie en tête, sont prêts à appuyer une transition en faveur d'un militaire connu. "Un homme neuf à Bagdad leur permettrait de reprendre leurs ventes à l'Irak", ironise Ephraïm Inbar.

Bonnet blanc et blanc bonnet ? Le remplacement de Saddam par son gendre tout aussi moustachu donnerait l'impression d'une continuité hypocrite. Mais la realpolitik américaine, qui a préservé Saddam Hussein à la fin de la guerre du Golfe pour éviter une partition de l'Irak, a déjà choisi le profil de son successeur, que ce soit Hussein Kamel ou un autre. "Un militaire revenu aux douceurs du pétrole, assez fort pour maintenir l'intégrité de l'Irak et contenir l'Iran, mais assez faible pour ne pas menacer les voisins, Saoudiens, Koweïtiens ou Israéliens", explique un expert. Un Irakien enfin prévisible. V.N. et C.M.

SADDAM FAIBLIT, LE PETROLE PALIT

Les proches de Saddam Hussein quittent le navire, les cours du pétrole brut flanchent. Le 14 août, le baril de Brent a touché son plus bas depuis le début du mois, à 16,05 dollars. Logique : la chute du dictateur n'est plus à exclure. Tout comme la levée d'un embargo qui permettrait au pétrole irakien de revenir sur le marché mondial. "Nous sommes prêts à tout, au statu quo comme à une énorme surprise", confie un trader.

Seule certitude, avec la défection de Hussein Kamel Hassan, aidé par les Américains, Washington détient plus que jamais la clé de la levée de l'embargo au Conseil de sécurité de l'Onu. Or, depuis plus d'un an, les Etats-Unis et la Grande-Bretagne, hostiles à la levée des sanctions contre l'Irak, tiennent tête à la France, à la Russie et à la Chine, favorables à cette levée.

Au cœur de cet affrontement : une guerre économique. Enjeu : la maîtrise du pétrole ira-

kien et l'équilibre politique dans le Golfe. Avant la guerre du Golfe, l'Irak était le troisième producteur de brut, derrière l'Arabie Saoudite et l'Iran, avec 2,8 millions de barils/jour et une vingtaine de milliards de dollars de recettes d'exportation. Avec 10% des réserves mondiales, il demeure l'une des plus belles éponges pétrolières au monde. Les compagnies pétrolières, à commencer par les françaises Elf et Total (Lire page 46) jorgnent ce pactole que Bagdad fait miroiter en gage du règlement de contrats futurs.

A l'affût, les compagnies américaines ont, elles aussi, leurs entrées à Bagdad. "Nous évitons les fax avec nos homologues irakiens, car ils peuvent atterrir au département d'Etat ou chez Mobil", avoue un pétrolier français. Pourtant, Washington ne paraît pas pressé de céder sur l'embargo. Le retour

du pétrole irakien, même progressif - l'Irak mettrait au moins un an à retrouver sa production antérieure -, risque de faire chuter le cours du baril. "A 12 dollars", menace la Maison-Blanche. L'économie américaine, bien portante, n'a pas besoin de ce contrechoc pétrolier, qui fragiliserait en outre ses alliés dans le Golfe. L'Arabie Saoudite, en proie à une grave crise financière, n'est pas prête à accepter des sacrifices financiers pour redonner une place au sein de l'Opec à son ennemi ! Mais la position américaine ne sera pas tenable éternellement. Surtout si le régime de Bag-

dad venait à se "normaliser". "Les Américains bloqueront jusqu'à ce qu'ils aient arraché la part du lion sur le volet économique. Espérons que nous ne récolterons pas des miettes", prophétisait il y a peu un pétrolier français. Il croise aujourd'hui les doigts. Aline Gérard



A F P A F P A F P A F P A F P A F P

FRS0522 4 I 0392 TUR /AFP-MU49

Turquie-Kurdes

Plus de 100 morts en une semaine dans les combats dans le sud-est

ANKARA, 18 sept (AFP) - Les combats entre l'armée turque et les rebelles kurdes dans le sud-est anatolien se sont intensifiés depuis une semaine, notamment dans la région de Diyarbakir, faisant plus de cent morts dans les rangs des rebelles, selon une compilation de l'AFP, à partir des chiffres officiels.

Selon ces chiffres, 105 rebelles et 9 soldats turcs ont été tués depuis mardi dernier dans ces opérations menées régulièrement par l'armée turque dans toutes les régions de l'est et du sud-est anatolien à majorité kurde contre les maquisards du Parti des Travailleurs du Kurdistan (PKK, séparatiste), en rébellion armée contre Ankara.

Cinquante-et-un rebelles du PKK ont été tués dans des opérations d'envergure menées dans les régions de Kulp (province de Diyarbakir) et de Sason (province de Batman) de mardi à vendredi dernier. Quatre membres des forces de l'ordre ont été tués lors de ces opérations.

Mercredi dernier, vingt rebelles kurdes et trois soldats turcs avaient été tués dans les régions de Diyarbakir, Siirt, Hakkari et Mus, toujours dans le sud-est, toujours selon les bilans officiels. Douze soldats turcs avaient été blessés lors de ces combats.

Dimanche, vingt-trois rebelles kurdes et un gardien de village (miliciens kurdes pro-gouvernementaux) ont été tués dans diverses régions du sud-est.

Enfin dans la nuit de dimanche à lundi, 11 militants du PKK et deux soldats turcs ont été tués dans la région de Dicle (province de Diyarbakir), selon la super-préfecture d'état d'urgence de Diyarbakir, chargée de coordonner la lutte contre le PKK.

Le PKK vise à créer un Etat indépendant kurde dans le sud-est anatolien à la frontière avec la Syrie, l'Irak et l'Iran.

La Turquie a lancé cette année à deux reprises des opérations militaires contre le PKK au delà de la frontière irakienne, pour y pourchasser les rebelles qui utilisent cette région comme base arrière, en profitant du vide d'autorité qui y règne. La zone échappe en effet à l'autorité de Saddam Hussein depuis la fin de la guerre du Golfe en février 1991 et est aux mains des formations kurdes d'Irak.

La rébellion du PKK a fait en tout plus de 20.000 morts - rebelles, militaires, policiers et civils - depuis son déclenchement le 15 août 1984.
kg/hc/mf

AFP /AA1234/181642

SEP 95

A F P A F P A F P A F P A F P A F P

PUK and KDP fail to agree on implementing Kurdish peace accord

Agence France Presse

LONDON- Rival Iraqi Kurd factions meeting in Dublin failed to agree on implementing a peace accord because of differences over sharing customs revenues, the Patriotic Union of Kurdistan (PUK) said here Saturday.

The PUK and its rival Kurdistan Democratic Party (KDP) met in the Irish capital since Tuesday to try and implement a US and Turkish-backed peace accord reached in August in the Irish town of Drogheda.

But PUK spokesman Barham Salah accused the KDP of renegeing on the agreement which was due to be signed in Washington later this month by PUK leader Jalal Talabani and his KDP counterpart Massoud Barzani.

The main sticking-point was sharing out customs levied by the KDP on Iraqi oil transported by truck to Turkey through Kurdish-held northern Iraq.

The oil deliveries, which contravene a UN embargo in effect against Iraq since its August 1990 invasion of Kuwait, are the Kurds' main revenue, amounting to 100,000-150,000 dollars a day. They agreed last month on sharing the revenue.

But Salah said the KDP gave no commitment in Dublin to share "the money that has been taken for the last 18 months or so." The issue was "crucial" because 1,700 Iraqi Kurd families needed financial help.

"At a time when we are knocking at the doors of international aid agencies and governments for help, it is a very sad irony that such resources would be denied to the very people that need it most," he said. The KDP did not comment on the statements.

But the two sides pledged in Drogheda to abide by a ceasefire in a bid to end fighting in northern Iraq between the factions that has left more than 2,000 people

dead since May 1994. "I desperately hope it will hold," Salah said. "We raised the question at the (Dublin) meeting: How much time can we hold in a situation of half-peace, half-war."

He was more upbeat on another aspect of the Drogheda agreement: the demilitarization of PUK-held Arbil, the main town in Iraqi Kurdistan. "Considerable progress" was made, he said. "PUK made a series of conces-

Turkish Daily News

SUNDAY, SEPTEMBER 17, 1995

sions by way of retaking out all its forces from the Arbil area," in response to KDP demands for the demilitarization of the town seized by its rivals in December, the spokesman said.

Salah said no date was set for another meeting, at which the US State Department, Turkey and the Iraqi National Congress opposition coalition have also been represented.

(Meanwhile Reuters reported both feuding Iraqi sides had expressed commitment to a month-long ceasefire.)

(The talks were "very serious and very positive and took place in a good atmosphere" according to U.S. mediator Robert Deutch, who said contacts would be maintained between both parties, Reuters reported.)

("I do not think that we, the United States, ever thought that we would have a complete agreement this week," he added.)

INTERNATIONAL HERALD TRIBUNE, MONDAY, SEPTEMBER 18, 1995

Iraq Strikes Out at Defector Fawning Letter Is Said to Be General's

Reuters

BAGHDAD — Iraq published a letter Sunday that it contended was written by the lieutenant general who defected to Jordan last month, Hussein Kamel Hassan, and said that it showed him to be a poorly educated sycophant.

Baghdad's state-controlled newspapers ran a copy of a letter that they said proved there was no truth to General Hussein Kamel's assertion since his defection that he had opposed the government's policies.

The letter, addressed to President Saddam Hussein, the gen-

eral's father-in-law, was dated Oct. 13, 1994, when Iraq withdrew forces from its border with Kuwait after the United States and its allies in the region sent troops to the area in a counterbuildup.

The letter reads: "Dear Sir. It is not important that the sanctions be lifted. No by God. What is important is to see the world mentioning your name everyday."

"Our hope is being materialized. May God be with you Sir, and our souls are nothing before your excellency."

Read in full on state television, the letter is the latest attempt by Iraq to discredit General Kamel Hussein, who was in charge of Iraq's secret weapons program.

"Any neutral observer does

not need further evidence to understand his reality as a charlatan," a television commentator said.

The hand-written letter contained several grammatical and spelling mistakes.

General Hussein Kamel, who quickly rose to the most senior position in Iraq after Saddam, was a dropout with only a primary school education.

The government said the mistakes indicated that the writer was badly educated.

The chief of Iraq's military and civilian industries, the general and his brother, Saddam Kamel, the president's chief bodyguard, were granted asylum in Jordan after fleeing with their wives, two of Mr. Saddam's daughters.

Constitutional Court to rule on DEP appeal

Hard choice: The ex-DEP deputies, who are abroad and busy with Kurd 'parliament-in-exile', will have to make important choice if Court rules in their favor

Sinan Yılmaz / *Turkish Daily News*

ANKARA- The Constitutional Court will hear an appeal tomorrow by the former deputies of the now-closed pro-Kurdish Democracy Party (DEP), who are demanding to be reinstated in Parliament in response to recent amendments made in the Turkish Constitution.

If the DEP members win their appeal, Turkey will gain an important trump card against the outlawed Kurdistan Workers' Party (PKK). In that case, the former DEP deputies, who have escaped abroad and are currently active in the PKK's Kurdistan's parliament-in-exile, will have to make an important choice.

They will either carry on with their mission at the parliament-in-exile or return to the Turkish Parliament. Actually, Turkey will achieve a significant propaganda advantage whether the ex-parliamentarians, if reinstated, come back or not.

If the DEP deputies are reinstated, the government may say that it had made a judiciary mistake and that it is now correcting it. Thus Turkey would win points with European countries who have urged the reinstatement of the deputies, and help efforts to conclude a customs Union with the European Union.

If the DEP deputies choose to stay abroad, however, Turkey can say, "this show that these people are actually members of the PKK, since they have chosen the parliament of the PKK over the Turkish Parliament."

If the former DEP deputies are reinstated as Parliament members, Turkey will gain another important propaganda point. Sources close to the PKK say that whenever somebody in the PKK gets arrested or escapes abroad, the PKK has used the incident for its own propaganda. The PKK, which claims that the Kurds are not allowed to participate in politics in Turkey, has used the ousting of the former DEP deputies to illustrate this. The PKK has been successful thus far in its propaganda because judiciary circles have said that it was a mistake to have ousted the deputies from the Parliament.

The Constitutional Court proceedings

Among the constitutional amendments made recently, Article 84 of the Constitution was also changed. From now on, a deputy can only be impeached if it is proven that he or she has directly been involved in incidents which have led to the dissolution of his party. The previous version of this article calls for all of the deputies of a party to be impeached following the dissolution of that party. In the DEP deputies' trial, the DEP had been ordered dissolved by the Constitutional Court because of two speeches made by Yaşar Kaya, the chairman of the DEP at the time, and a "peace call" made by the Central Administration Board of the DEP. The 13 deputies of the DEP were impeached automatically.

Neither of the DEP deputies were party administrators and had no role in the incidents which led to the closure of the DEP Party. The lawyers for the former DEP deputies appealed to the Constitutional Court following the change in Article 84, demanding that the deputies should be reinstated.

The lawyers, Yusuf Alataş and Hasip Kaplan, said that the impeachment of these deputies was a "punitive decision" and that their sentence was a reversible one, as in all other punitive cases.

The Constitutional Court has accepted the appeal case made by the DEP lawyers and will decide on the status of the former deputies, although there is no legal right for individual appeals to the Constitutional Court. The hopes of the deputies for regaining their status grew stronger when the Court agreed to hear their case. Some judicial circles say that the arguments of the DEP lawyers — that the punitive decision of the court is reversible and should be reversed in this case — will be accepted by the Constitutional Court.

Alataş, who said that their demand should definitely be accepted according to current legislation, noted that any other decision would be a surprise. "Turkey should do what it considers right in this case," said Alataş and added: "At least in this case, Turkey can prove that its judiciary process is independent. It is an opportunity for Turkey, an opportunity to correct a mistake. What had been done could not be explained in terms of legislation or human rights or international agreements. The entire world knows that it was a propaganda move."

If the Constitutional Court decides to

reinstate the deputies, Selim Sadak and Sedat Yurttas, who are currently in jail, will have to be released, since they will regain their immunity. Those who are now abroad will also be able to return to their positions. However, those who are still being tried at the Court of High Appeals, will not have their immunity restored but will be permitted to take their seats in Parliament.

How did the DEP case develop?

On March 2, 1994, the immunity of the DEP deputies Hatip Dicle, Ahmet Türk, Leyla Zana, Orhan Doğan, Sırrı Sakık, Selim Sadak, the independent deputy Mahmut Alınak, and the Welfare Party (RP) deputy Hasan Mezarcı, was lifted. Hatip Dicle and Orhan Doğan were immediately detained by the police as they left the parliament building. On March 4, the five other deputies went to the State Security Court to be questioned where they too were detained. Selim Sadak was released, however, and the Constitutional Court later reinstated his immunity. Hatip Dicle, Ahmet Türk, Leyla Zana, Orhan Doğan and Mahmut Alınak were kept at Ankara Security headquarters until March 17, when they went before the State Security Court and were arrested.

On June 16, the Constitutional Court closed down the DEP and its deputies lost their status as parliamentary representatives. Prior to the decision, several members of the DEP, including Remzi Kartal, Nizamettin Töğüç, Zubeyr Aydar, Ali Yiğit, Naif Güneş and Mahmut Kılıç, had already escaped abroad. Selim Sadak and Sedat Yurttas, who stayed in Turkey, were detained on July 2.

Hatip Dicle, Leyla Zana, Ahmet Türk, Orhan Doğan, Sırrı Sakık, and the independent deputy Mahmut Alınak were tried on Aug. 3, in the first session of the case. Later, the files of Selim Sadak and Sedat Yurttas were included in this case as well. The court made its decision on Dec. 8: Hatip Dicle, Leyla Zana, Ahmet Türk, Orhan Doğan and Selim Sadak were sentenced to 15 year prison terms, Sedat Yurttas to seven-and-a-half years and Mahmut Alınak and Sırrı Sakık to three-and-a-half years. Alınak and Sakık were released since they had already been in custody for a period equal to their sentence.

The lawyers and the prosecutors have appealed to the Court of High Appeals on behalf of the other deputies. This trial will be heard at the Court of High Appeals on Sept. 21, 1995.

MONDAY, SEPTEMBER 18, 1995

EDITORIALS/OPINION

INTERNATIONAL Herald Tribune



PUBLISHED WITH THE NEW YORK TIMES AND THE WASHINGTON POST

Some Neighbors Hope Saddam Will Stick Around

WASHINGTON — Which Arab leader would you say is most likely to remain in power longest? Well, if you were to answer that question on the basis of which Arab leader had the most coalitions rooting for him, the answer would be obvious. It would not be Hosni Mubarak, or King Hussein, or Yasser Arafat. It would be Saddam Hussein.

That's right. Saddam Hussein may look as if he's in trouble, and he could fall tomorrow or in the year 2010, but whenever he goes be sure of one thing. More leaders in the Middle East will put on a black tie and mourn his passing than for any of his colleagues.

This would be funny if it weren't so tragic. While the Clinton administration is working and praying for Saddam's demise, most of his fellow rulers like him just the way he is. That is, strong enough to hold Iraq together, weak enough not to threaten his neighbors, embargued enough not to be able to sell too much oil, and caged enough not to be a factor in inter-Arab politics. That is a Saddam that serves a lot of people's interests, and the Clinton administration is fooling itself if it thinks otherwise.

To understand why, you first have to

By **Thomas L. Friedman**

understand who are the likely alternatives to Saddam. Check the list. Thomas Jefferson's name is not on it.

If Saddam is toppled, there are three likely alternatives. The first is no one. In this scenario the Iraqi state disintegrates into Kurdish, Shiite and Sunni pieces after Saddam's grip is broken.

The second scenario is that Saddam is succeeded by Saddam — that is, by another relative or army general equally nasty, because, some argue, the only way to keep Iraq united is by repressing Iraqis at home and threatening their neighbors abroad.

The third possibility, the one the United States is counting on, is that a "nice" Saddam will come along — some enlightened Iraqi authoritarian, strong enough to hold Iraq together but nice enough to accommodate himself to the Arab-Israeli peace process, regional stability and Western economic interests.

But it is precisely a nice Saddam who would be most threatening to his neighbors. Just go down the list.

The last thing Syria wants is a "nice"

pro-American Iraq that is ready to join the Arab-Israeli peace process ahead of Syria. An Iraq ready to reconcile with Israel only puts more pressure on Damascus to do the same. Syria's strategic nightmare is an Iraq that is on good terms with Israel and Jordan, leaving Syria isolated.

Egypt? The Egyptians still have not adjusted to the fact that they have lost their monopoly as the only Arabs with close ties to Israel, the United States and the Arab world. President Mubarak is already enraged at Jordan for usurping this unique Egyptian role. (Mr. Mubarak and King Hussein are barely on speaking terms.) The last thing Egypt wants is a nice Iraq that returns to the Arab fold and joins Jordan as a competitor with Cairo for primacy in the Arab world.

Saudi Arabia? Get out your calculator. A nice Iraq is no longer under United Nations embargo. It would immediately export 1 to 2 million barrels of oil a day, which the world market doesn't need.

Oil experts say the day Iraq re-enters the market the price of oil drops from \$18 to \$14 a barrel. Saudi Arabia pumps 8 million barrels a day. So a nice Saddam costs the Saudis \$32 million a day, or

\$11.7 billion a year. Sorry, not worth it. Especially since opposing an evil Saddam gives Saudi Arabia an important role in U.S. military planning. As long as Saddam is a threat, the Saudis know that Washington will never put Saudi Arabia's human rights abuses under a spotlight.

Iran, too, loves Saddam. The last thing Iran wants is a nice Iraq, which then leaves Iran as the only bad boy in the neighborhood, whose misbehavior everyone will then focus upon.

And then there is something that all these Middle East leaders have in common. They hate change. The disintegration of Iraq terrifies all of them, because it raises the prospect of independent, irredentist Shiite, Sunni and Kurdish enclaves, each trying to connect with disaffected brethren in other countries.

Democracy in Iraq, as unlikely as that might be, is equally terrifying because the last thing Syria, Iran and Saudi Arabia want is a democratic Iraq that would highlight their own lack of glasnost.

Saddam is an evil man, but he has so many people praying for him each night that he could still end up going to heaven.

The New York Times



The outlawed Kurdistan Workers' Party (PKK) has been greatly damaged and military operations in the Southeast are continuing at high speed. Throughout the weekend 51 militants were killed during these operations.

Security forces inflict heavy blows on PKK

51 PKK militants killed in one of biggest clashes in Southeast

By Çağlar Ünal
Turkish Daily News

ANKARA- The outlawed Kurdistan Workers' Party (PKK) has been adversely affected by the heavy blows it has been receiving from security forces, especially in the Diyarbakır-based Emergency Rule region.

Officials of the Emergency Rule area covering the Southeastern and Eastern provinces, where PKK separatists are active, point to the frequent "executions" of dissenting militants by the rebels as proof of sagging morale and splits rocking the movement.

In one of the biggest clashes in 1995, 51 PKK militants were killed by military forces in the mountain of Diyarbakır's Kulp district — the highest death toll reportedly inflicted on the PKK rebels. Four soldiers were killed during the battle. Security officials said four

separatists had been captured. Some of the biggest military operations since the bloody terrorist organization started its offensive in 1984 under the leadership of Abdullah Öcalan have taken thousands of separatist PKK militants out of action.

In February, 38 PKK militants were killed in Diyarbakır's Dicle district, 56 were killed in Diyarbakır's Hani district, 37 in Şırnak's Cudi mountain, 51 in the Sehi forests of Bitlis and in another incident in the same area 65 were killed. In April, 70 PKK militants were killed in Tunceli province.

In addition to large-scale military operations, security forces are continuously carrying out operations against the bloody terrorist organization.

Security forces have rendered 13,487 separatists ineffective since the PKK started its offensive in 1984, killing 10,020 and capturing 1,916, according to government statis-

tics. Officials also say 1,328 terrorists surrendered to the security forces in the same period.

Responding to queries at a press conference in August, Defense Minister Mehmet Gölhan said 2,762 soldiers and (government-armed Kurdish) village guards have been killed by PKK militants since 1984. Officials say 4,727 civilians had been killed in the fighting by last June.

Militants of the outlawed organization are being rendered ineffective one by one, but more than 19,000 people have died in the last 11 years in Turkey since the PKK started fighting with security forces. Security forces, however, are now effectively struggling against the PKK, inflicting heavy losses on the outlawed organization. Clearly, the PKK has been weakened by the successful operations the security forces have been conducting against the separatists.

*Euro-Parliament rapporteur wraps up visit***July's constitutional amendment not enough***Turkish Daily News*

ANKARA-Wrapping up a four-day information tour to Turkey, Carlos Carnero, the European Parliament's rapporteur for Turkey, maintained that the constitutional amendments made in July needed to be supplemented with new changes in order to be considered satisfactory by the European Parliament. "The constitutional changes made in July are interesting, but not sufficient," Carnero told journalists at a press conference marking the end of his talks in Turkey. Carnero is expected to prepare a report of his contacts in Turkey before the European Parliament votes on a hefty customs union accord between Turkey and the European Union. "What the European Parliament wants is the deepening and expansion of the democratization process in Turkey," he said, adding that there were not "enough reasons" for the Anti-Terrorism Law to continue existing.

The presence of this law causes claims of

human rights abuses in Turkey, Carnero said.

Carnero, who had sounded softer while conferring with the Turkish officials in Ankara, also criticized Turkey's policy in Cyprus and in the Southeast.

He denounced as "unacceptable" the continued detention of the six former deputies of the pro-Kurdish Democracy Party for allegedly supporting the separatist Kurdistan Workers' Party (PKK). Their case is due to be reviewed by an appeal court on Sept. 21.

"The deputies are imprisoned for their ideas. They are people who want the good of the country. They are not against this country. That should be understood," Anatolia news agency quoted him as saying.

"I am told (here) that the judiciary is independent, but the government can make some suggestions to the judiciary, or, perhaps, the government may consider some

amnesty," he said. Carnero said Turkey was "not entirely democratic" while the Turkish government's approach to resolving its dispute with Greece over Cyprus was "not fair either."

"I believe friends should be open with each other," he said. "There are still several elements in the Turkish Constitution that limit freedom, notably concerning trade union rights." The first reaction to Carnero's statements came from Mesut Yılmaz, the leader of main opposition Motherland Party who has met with the Spanish Euro-MP before.

"I understand the meetings he has had did not change his prejudices," Yılmaz said.

However, the main opposition leader did not miss the opportunity to criticize the government. "It is, he said, the indecisive foreign policy of the government that makes us unable to explain our position to the West."

Reuters reporter charged over article on Kurds*Agence France Presse*

ANKARA- An American journalist with the Reuter news agency has been charged with "inciting hatred" by the state security court here for an article on fighting between the army and Kurdish militants in the southeast, a well-informed source said Sunday.

The journalist, Aliza Marcus, 33, based in Istanbul, was ordered to appear before the court on October 12 and could face a maximum one to three years in prison if found guilty, the source said.

The head of Reuters' Ankara office Jonathan Lyons confirmed the information.

"A case has been filed under article 312

(of the Turkish penal code). That case is now before the court. We will answer the charge on October 12. We have been advised by our attorney to make no further statement," Lyons said.

The informed source said Marcus, who is still in Istanbul, is facing charges of "inciting enmity and hatred among the people by showing racism or regional differences."

The incriminating article was filed by Reuters in English on November 25, 1994 and datelined from Diyarbakir, the key city in the troubled Kurdish-majority Anatolia region in southeast Turkey.

The article said that "forcibly evacuating

and even torching Kurdish villages in southeastern Turkey is now a central part of the military's 10-year battle against Kurdish rebels" of the Kurdistan Workers Party (PKK).

The article cited as its source "villagers and human rights activists."

The Reuters' article was translated into Turkish and printed two days later by the pro-Kurdish Turkish daily Özgür Ülke, which has since been shut down.

The PKK has been fighting the government for independence in southeastern Turkey since 1984. More than 20,000 soldiers, civilians and militants have been killed in the conflict.

Fears of fresh fighting mount after collapse of Dublin talks

By Maher Chmaytelli
Agence France Presse

DUBAI- Rival Kurdish factions expressed fear on Sunday that the failure of their talks in Dublin would lead to renewed fighting in northern Iraq.

But the Patriotic Union of Kurdistan (PUK) and the Kurdistan Democratic Party (KDP) both said they would respect the ceasefire imposed in April to end a year of fighting that killed more than 2,000 people.

"There are fears, that's for sure, but the PUK will not be the one to start the fighting," a PUK official, Salah Rashid, said when contacted in Bonn by AFP in the United Arab Emirates. The KDP representative in Ankara, Safin Dizayee, feared that the failure of the Dublin talks might allow "other parties to provoke a resumption in fighting."

"We are committed to respecting the ceasefire. We hope the other side will do the same," he said.

The talks broke down in Dublin on Saturday.

The major points of dispute in the US-sponsored negotiations were over sharing customs revenues and the withdrawal of military forces, the two factions said.

The PUK and KDP had been meeting in the Irish capital since Tuesday to try to implement a US and Turkish-backed peace accord reached in August in the Irish town of Drogheda. But PUK

spokesman Barham Salah accused the KDP of reneging on the agreement, which was due to be signed in Washington later this month by PUK leader Jalal Talabani and his KDP counterpart Massoud Barzani.

The KDP replied that "the PUK delegation proposed a regression from these principles by making their troops and weapons withdrawal from Erbil concurrent and simultaneous with the return of revenues."

The oil deliveries, which contravene a UN embargo in effect against Iraq since its August 1990 invasion of Kuwait, are the Kurds' main source of revenue, amounting to between 100,000 and 150,000 dollars a day.

"The current no-peace, no-war situation benefits the KDP which continues to profit" from the customs duties, Rashid said, adding such a "monopoly" hurts people living in areas controlled by the PUK.

"School teachers in Sulaimaniya and Erbil haven't touched a cent for six months," Rashid said. But he added his party would not resort to force to settle the dispute.

Dizayee, meanwhile, warned that the Turkish separatist Kurdistan Workers Party (PKK) could benefit from the failed talks "to try to torpedo the Drogheda accord" which he says bans attacks on Turkey from northern Iraq.

19 PKK militants killed

Turkish Daily News

ANKARA- Nineteen militants of the outlawed Kurdistan Workers' Party (PKK) were killed, 16 were captured and one surrendered during clashes in the Southeast with military forces, the Anatolia news agency reported on Sunday.

Officials from the Emergency Rule region in southeast Anatolia said that 12 PKK militants were killed on Şırnak's Cudi mountain, five in Diyarbakır's Kulp district, two in Siirt's Pervari and Eruh districts. Four PKK militants were captured in Esenler village of Diyarbakır's Lice district and Bingöl's Genc district. A militant surrendered in Şırnak's Beytüşşebap district to military forces.

Twelve militants from the terrorist organization were arrested after being captured in Bitlis and Muş. Military operations are still continuing in the Southeast.

Four PKK militants and a village guard killed in a clash

Four militants of the outlawed Kurdistan Workers' Party (PKK) and a village guard were killed during a clash between village guards and the PKK in Otacı village of Muş Hasköy district in the East, the Anatolia news agency reported on Sunday.

Military spokesmen said that five citizens were injured in the clash and operations are still continuing against PKK militants in the region.

MONDAY, SEPTEMBER 18, 1995

Turkish Daily News

Agence France Presse - AFP - Agence France Presse - AFP - Agence France Presse - AFP - Agence France Presse - AFP - Agence France Presse - AFP - Agence France Presse - AFP - Agence France Presse - AFP - Agence France Presse - AFP - Agence France Presse - AFP -

FRS0551 3 I 0192 EXT /AFP-MZ28
Europe-Turquie CORR
ATTENTION RECTIFICATION

Dans notre dépêche datée de Strasbourg (FRS 496) et intitulée "Les éventuelles réformes démocratiques pourront bénéficier à Yasar Kemal, selon le Conseil de l'Europe", merci bien lire les deux premiers paragraphes comme suit:

Le Comité des ministres (organe exécutif) du Conseil de l'Europe souhaite que la Turquie poursuive les réformes démocratiques, lesquelles pourraient jouer en faveur de l'écrivain turc Yasar Kemal, menacé d'emprisonnement pour ses opinions pro-kurdes, a-t-on appris lundi auprès de l'organisation.

Le Comité des ministres souhaite que la Turquie réforme "certaines dispositions constitutionnelles et législatives" contraires au principe de la liberté d'expression, et "s'attend à ce que ces réformes entraînent des conséquences positives", notamment pour l'écrivain turc Yasar Kemal, selon la même source.

(la première version laissant entendre que les réformes déjà approuvées par la Turquie permettraient de régler le cas de Yasar Kemal alors qu'il s'agissait de réformes supplémentaires que le Conseil de l'Europe souhaite voir engagées par la Turquie)

eg/cc

AFP /AA1234/181707 SEP 95

FRS0381 4 I 0135 TUR /AFP-LW44
Irak-Kurdes

Opération contre les rebelles kurdes dans le nord de l'Irak

ANKARA, 18 sept (AFP) - Les peshmergas du Parti démocratique du Kurdistan (PDK) de Massoud Barzani ont lancé le 15 septembre et mené avec succès une "vaste opération de nettoyage" contre les rebelles kurdes de Turquie dans le nord de l'Irak, a affirmé lundi à Londres le PDK dans un communiqué reçu à Ankara.

Les forces du PDK ont réussi à déloger les groupes armés du PKK (Parti des Travailleurs du Kurdistan, séparatiste) de la région proche des frontières entre l'Irak, la Turquie et la Syrie, précise le communiqué.

La zone comprise entre la frontière syrienne sur le Tigre et les villages de Fishkhabour, Deraboun et la chaîne montagneuse de Bekhair à l'ouest de Zakho a été nettoyé, affirme le communiqué.

HC/bir/cc

AFP /AA1234/181438 SEP 95

Agence France Presse - AFP - Agence France Presse - AFP - Agence France Presse - AFP - Agence France Presse - AFP - Agence France Presse - AFP - Agence France Presse - AFP - Agence France Presse - AFP - Agence France Presse - AFP -

TUESDAY, SEPTEMBER 19, 1995

Turkish Daily News

What went wrong in Dublin talks?

The confusion that surrounded the apparently deadlocked talks in Dublin between the feuding Iraqi Kurdish sides seems to be disappearing.

One important fact that emerged from the talks is that the reconciliation reported between Turkey and Jalal Talabani, the leader of the Patriotic Union of Kurdistan (PUK), has failed and the actual rift has widened.

The second fact is that while the main blame for the failure of the talks goes to the PUK and the Kurdistan Democratic Party led by Massoud Barzani, Turkey also had some part in the deadlock as it prodded the meeting to put more emphasis on the outlawed PKK (the Kurdistan Workers' Party). This apparently did not go down too well with the Americans.

The third fact was that the meeting was held under the watchful eyes of the Syrians who were unhappy with the enhanced role of Turkey and the United States in northern Iraq. The Syrians played "host" to Talabani throughout the duration of the meeting.

Independent observers who attended the talks told the Turkish Daily News that, most of the time, the PUK either feuded with the KDP or with the Turkish delegation. While the intelligence and military officials represented in the Turkish delegation were more positive and reconciliatory, the Turkish Foreign Ministry officials were much more rigid.

The meeting was designed to seek an end to the fighting between the rival Kurdish sides in northern Iraq while the Turkish sides tried to put more emphasis on Turkey's security concerns and the PKK.

In the first Kurdish peace talks held in Drogheda in Ireland, Turkey had scored important points having the sides acknowledge its "legitimate security concerns" in northern Iraq and agree to address them in a peace agreement. Yet, at this meeting, the Turkish diplomats insisted there should be detailed references to Turkey's security concerns in at least two key sections of the agreement. The Turkish side wanted a mention in the preamble of the accord and as a separate article. The PUK reportedly objected to this.

editorial



By Ilnur Çevik

PARLEMENT EUROPEEN

Session parlementaire

Strasbourg, 18 - 22 septembre 1995

Turquie

(Résolution commune)

21.09 - En adoptant une résolution commune des groupes PSE, PPE, UPE, ELDR, GUE/NGL, Verts et ARE, le Parlement condamne une fois de plus la violation des droits de l'homme en Turquie, particulièrement vis-à-vis des citoyens turcs d'origine kurde. Il exige la libération immédiate de M. Zana, de son épouse et de ses collègues citoyens turcs qui se trouvent en prison pour avoir défendu les droits de l'homme en Turquie.

The United States also was rather unhappy because of Turkey's insistence on discussing certain side issues instead of the major stumbling blocks.

The real deadlock in the talks was the disagreement that emerged on sharing tax revenues and the demilitarization of Arbil. The KDP does not want to give up the money and PUK is against giving away Arbil, which it can never again capture ... but Turkey's attitude reportedly only added to the atmosphere of confrontation.

According to independent observers, the PUK officials were misquoted in Turkey. A PUK official said, "We see the PKK as a political party which uses terrorist methods," while in Turkey the official was quoted as saying "the PKK is a political party." Such misunderstandings also contributed to the PUK-Turkey rift.

It is no secret that Syria is extremely unhappy with the Dublin talks. It does not want any kind of domination by the United States and Turkey in northern Iraq, so, as we mentioned before, Talabani was summoned to Damascus and was told off. We are told Talabani is extremely uneasy in Damascus and does not even want to talk to his aides before he reaches London in the near future before making any comment on the failed talks. It is interesting that he was hosted for as long in Damascus as the Dublin talks continued.

According to independent observers if the Dublin talks are ever repeated, the different sides have to agree that these are peace talks for the Kurds and that the current source of instability in northern Iraq is the war between the PUK and KDP; then the sides will be required to address Turkey's security concerns. That matter could even require a summit between Turkey, Barzani and Talabani.

Violence no solution, Minister Hacaloğlu says

Death toll rises to five in İzmir bombing

Turkish Daily News

ISTANBUL- Seeking solutions through the use of violence threatens domestic peace, according to Algan Hacaloğlu, the state minister for human rights, who was commenting on the bomb explosion Sunday in İzmir in which five people were killed and 25 were wounded.

He added that both the government and the party in power are holding continuous dialogue with civic groups in a show of sensitivity over human rights and peace issues. On Monday, the death toll rose to five in Sunday's İzmir bombing. A soldier who was seriously injured died in the hospital, the Anatolia news agency reported.

After an investigation, the bomb was identified by bomb experts as a

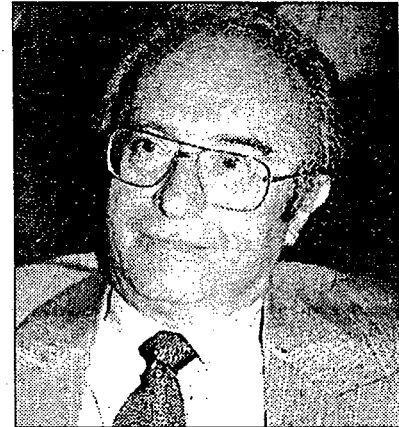
type which is used by the outlawed Kurdistan Workers' Party: a timed hand-grenade bomb, Anatolia said.

The minister made the remarks Monday while meeting with Helsinki Citizens' Assembly (HCA) Chairman Murat Belge.

Hacaloğlu acknowledged pluralistic democracy and human rights need time to develop in Turkey. He stated the government is working at lengths to correct the situation.

Defining human rights as a universal concept, Hacaloğlu noted they should cross all boundaries.

He denied Turkey was attempting to rectify its position because it wanted to enter into the customs union and emphasized that it had to solve its human rights situation because it had a



Algan Hacaloğlu

tradition of 70 years of democracy and secularism.

The HCA Chairman characterized the visit as a positive step.

US Senate report criticizes Turkey's policy on Kurds

Reuters

WASHINGTON- A Senate report released on Sunday charged that Turkey might be contributing to the appeal of the separatist Kurdistan Workers' Party (PKK) because of its heavy-handed policies against the Kurds.

The report by the Democratic minority staff of the Senate Foreign Relations Committee said the Turkish government "is unable — or unwilling — to distinguish the genuine threat posed by the PKK from the legitimate rights and aspirations of the Kurdish people."

The report was released by Sen. Claiborne Pell of Rhode Island, the committee's senior Democrat, who in a Senate speech on Friday said it concluded that Turkey appeared to be "fomenting rather than preventing Kurdish separatism." The report's findings said Turkey was refusing to engage in a political dialogue with the non-violent Kurdish representatives "and is executing a heavy-handed, indiscriminate

military campaign to eradicate what it views as a monolithic threat to the unity of the country."

The report said there were limits to the amount of genuine change Turkey was prepared to make in its internal policies to gain membership in the European Customs Union, which it desperately wants to join.

It was equally unclear that the West would have much impact on Turkish behaviour by withholding benefits such as Customs Union membership, the report said.

"Despite claims that it regards fundamentalism as a threat to its secular heritage, the government of Turkey appears to be encouraging and even sponsoring Islamic activities in an attempt to bind the country together and defuse separatist sentiments," the report said.

"Such a strategy ... could backfire and inadvertently provide a foothold for Islamic extremists," it said.

A F P A F P A F P A F P A F P A F P

FRS0513 4 I 0242 FRA /AFP-BL32

France-Turquie

Mme Ségolène Royal à Ankara pour le procès de huit parlementaires kurdes

PARIS, 20 sept (AFP) - Mme Ségolène Royal, vice-présidente du Comité international pour la libération des députés kurdes emprisonnés en Turquie, s'est rendue mercredi à Ankara pour assister "en tant qu'avocat" au procès devant la cour de cassation des huit parlementaires détenus depuis 18 mois.

Ancien ministre et député socialiste à l'Assemblée nationale, Mme Royal est accompagnée de Me Charrière-Bournazel, du Barreau de Paris et membre du collectif d'avocats européens qui soutient les députés kurdes.

Ces huit députés, dont le parlement européen demande la libération, ont été condamnés l'an dernier en Turquie à de lourdes peines de prison pour collaboration avec la rébellion.

Selon un communiqué du Comité international, présidé par Danielle Mitterrand, Mme Royal assistera jeudi à l'audience de la cour de cassation, puis se rendra à la prison centrale d'Ankara pour y rencontrer les députés détenus, et donnera une conférence de presse avant de regagner Paris.

Selon l'un des avocats des députés, Feridun Yazar, le Parquet de la Cour de cassation présentera lors de l'audience son avis qui, s'il est suivi, pourrait entraîner une remise de peine et même une libération immédiate pour certains des condamnés, mais pas pour tous.

L'arrêt de la cour de cassation --plus haute instance judiciaire du pays- est prévu pour la mi-octobre.

hm/ave

AFP /AA1234/201546 SEP 95

FRS0600 4 I 0213 GRB /AFP-TO97

GB-Kurdes-Turquie

Le chef du PKK prêt à un cessez-le-feu en Turquie

LONDRES, 19 sept (AFP) - Le chef du Parti des Travailleurs du Kurdistan (PKK, séparatiste) Abdullah Ocalam a affirmé qu'il était prêt à un cessez-le-feu similaire à celui que son organisation avait décrété en 1993, a annoncé mardi le Centre d'informations du Kurdistan (CIK) à Londres.

"Nous voulons lancer un processus similaire à celui de 1993 afin de démontrer nos bonnes intentions", a déclaré lundi M. Ocalam dans un entretien à la chaîne de télévision du PKK Med-TV, dont le texte a été rendu public par le CIK.

M. Ocalam affirme qu'il veut donner "une dernière chance au gouvernement turc pour des discussions politiques" et ajoute qu'il envisage de faire une déclaration formelle à ce sujet dans un proche avenir. Il se dit prêt à entamer le dialogue avec ceux qui veulent la paix en Turquie. "Nous sommes prêts à déclarer un cessez-le-feu tant que la Turquie ne cherchera pas à nous détruire", a-t-il dit.

Le PKK est en rébellion armée contre Ankara depuis 1984 dans l'est et le sud-est anatolien à majorité kurde. Les attaques du PKK et les opérations de repréailles de l'armée turque ont fait environ 20.000 morts, rebelles, civils et membres des forces de l'ordre.

hb/cr/cc

AFP /AA1234/191740 SEP 95

A F P A F P A F P A F P A F P A F P

Ankara empêtrée dans le délit d'opinion

Espérant à terme rejoindre l'Europe, la Turquie amende une loi réprimant les opinions séparatistes. Le problème kurde et la poussée islamiste compliquent cette évolution

ENQUÊTE



Dimanche à Izmir, un attentat non revendiqué tuait quatre personnes et en blessait vingt-cinq.

Aliza Marcus, jeune journaliste américaine de l'agence Reuter à Istanbul, passera le 12 octobre devant la Cour de sûreté de l'Etat turc. Elle risque de un à trois ans de prison. Elle est accusée d'avoir «incité le peuple à la haine et à la discorde par voie de discrimination raciale et régionale». En clair, Aliza Marcus est l'auteur d'un reportage décrivant la façon brutale dont les soldats turcs règlent le problème kurde en Anatolie. Dimanche 17 septembre, jour de son inculpation, un rapport officiel du Sénat américain accuse Ankara de faire le jeu des séparatistes du PKK en pratiquant une politique répressive à l'encontre des Kurdes; et dénonce sans ambages cette «campagne militaire aveugle».

Attentat Le même jour, une bombe explose devant un café du port d'Izmir, faisant 4 morts et 25 blessés. Un attentat non revendiqué. Bien sûr, on pense au PKK. Les combats entre armée turque et rebelles kurdes dans le Sud-Est anatolien se sont intensifiés depuis dix jours. Une centaine de Kurdes et neuf soldats turcs ont été tués. Le PKK est donc dans le collimateur. Mais sans preuves. Et les informations sont rares: La Turquie n'aime pas faire la une des journaux occidentaux sur ces questions d'«unité nationale». Les politiciens préfèrent parler

de leur grand projet, l'adhésion à l'Union européenne, pour laquelle ils œuvrent depuis plus de trente ans.

«Un rejet des Européens serait une folie stratégique», estime

Emre Gönensay, éminence grise du Premier ministre Tansu Ciller. Un pas a été franchi en mars, avec la signature d'un accord d'union douanière. Mais celui-ci doit être ratifié par le Parlement de Strasbourg. Or les députés européens sont moins sensibles aux arguments géopolitiques qu'aux violations des droits de l'homme...

Tansu Ciller a promis d'essayer. Le 23 juillet, la Turquie s'est donc offert une «première» historique: l'amendement d'une Constitution héritée des militaires. Les modifications apportées, bien que limitées, devraient permettre une plus large participation de la société à la vie politique. Pour cela, Tansu Ciller doit remporter la «bataille de l'article 8».

Opinion L'article 8 de la loi anti-terroriste punit de prison les personnes qui expriment des opinions séparatistes. Soit à peu près tous ceux qui ne sont pas d'accord avec le gouvernement et l'armée sur la question kurde. Quelque 150 in-

Les combats entre l'armée et le PKK se sont intensifiés depuis dix jours

tellectuels ou politiciens sont en prison, et plus de 300 autres poursuivis sur la base de cet article.

Mehmet Ali Birand, un producteur de télé, a fait l'objet de trois procédures dis-

tingentes fondées sur l'article 8. Il a le tort d'exprimer qu'il faudrait une gestion politique, et non militaire, du problème kurde. Il espère que la suppression ou l'amendement de l'article 8 lui permettra d'échapper aux poursuites. Mais il redoute, en cas d'échec, les conséquences d'un refus du Parlement européen. «On assisterait alors à un recul du processus de démocratisation, à une radicalisation des ultranationalistes et à la montée du fondamentalisme.» En fait, les sociaux-démocrates, aile gauche de la coalition au pouvoir, sont quasiment les seuls à souhaiter la suppression de l'article 8.

C'est plutôt vers une modification de texte que l'on s'oriente. Un projet d'amendement est à l'étude. Selon Emre Gönensay, seuls seraient alors poursuivis ceux qui se rendraient coupables d'incitation à la violence ou d'appel direct au séparatisme. Mais le gouvernement n'est pas assuré d'obtenir la majorité, même sur

INTERNATIONAL HERALD TRIBUNE, WEDNESDAY,

SEPTEMBER 20, 1995

Welcome Wanes For Iraq Defector Jordanian Officials Shun Saddam's Son-in-Law

By Youssef M. Ibrahim
New York Times Service

AMMAN, Jordan — Only weeks after his defection to Jordan, a son-in-law of President Saddam Hussein of Iraq who has vowed to bring down the Baghdad government has become something of a pariah here.

The estimated 40,000 Iraqi refugees in Jordan and the Iraqi opposition in other countries have responded coolly to the call to revolt by Lieutenant General Hussein Kamel Majid, who defected with his brother, also a son-in-law of Mr. Saddam's, last month. Most Jordanians and the media have expressed outright hostility, openly calling General Kamel a traitor.

For the Jordanian government, he has become an embarrassment, kept under wraps in safe houses — partly for his own protection but also to rein in his statements. He is allowed outside contacts largely by telephone or under close surveillance, and there are clear limits on what he can say, officials said.

With the exception of King Hussein, who met with General Kamel immediately after his arrival on Aug. 8, not a single senior official has dared to be associated publicly with the Iraqi defector.

"Those who visited him don't advertise it even among their friends," said a top government official who has visited General Kamel several times.

Jordanian newspapers have run numerous opinion columns ranging from polite questions as to why there has been such an abrupt shift in the nation's policy toward Iraq to why Jordan has become a sanctuary for traitors.

King Hussein's praise for General Kamel as a "bright" and "patriotic" young man shortly after his defection took many Jordanians aback. Most Jordanians here have long since dropped the effusive support they demonstrated for Baghdad during the 1991 Gulf War.

But they retain a sympathy for the Iraqi people, whose economic hardships they blame more on UN sanctions imposed after Iraq invaded Kuwait in 1990 than on the Iraqi government.

"The street here has a sense of fair play," commented Khalid Husry, a retired literature professor from Iraq who moved to Jordan in 1991. "Iraqis poured tons of money here for a decade or more, and people know they can't kick them in the teeth now that they are down."

Earlier last week, Jordanian officials dismissed the crisis that erupted between Iraq and Jordan over the defection as a "tempest in a teapot."

On Aug. 12, Energy Minister Samih Darwazah said that not only would Jordan refuse to end its imports of 75,000 barrels of oil daily from Iraq but also that Jordan and Iraq would build a \$500 million pipeline to transport the oil and consider a joint project to build a billion-dollar oil refinery at Aqaba, presumably after current sanctions are lifted.

A Western diplomat said that "the king faces an uphill task in trying to reduce layers of support for Iraq that have accumulated over 15 years of close alliance with Iraq on several levels among businessmen, the media, politicians, and the public at large."

Few among the Iraqi refugees here, however, see an early end to their exile. They take little hope in General Kamel's pledge to work for the

un texte comme celui-là. Tansu Ciller ne dispose que d'une très courte majorité au Parlement. Or l'aile droite de son propre parti compte une trentaine de députés proches des ultras de la police et de l'armée.

Amendement Le Parti de la juste voie du défunt président Turgut Ozal, principale formation de l'opposition — très pro-européenne — reste prudent. « Nous sommes d'accord pour un amendement, à la condition que cela n'ouvre pas la voie au séparatisme », précise Engin Güner, député de l'Anap. Son parti n'a pas non plus envie d'aider Tansu Ciller à gagner les élections de 1996...

Rien n'est joué donc, d'autant que « c'est dans l'opinion qu'il y a un blocage, bien plus que dans l'armée », indique un intellectuel d'Istanbul. « La cause kurde, dit Aftan Oymen, socialiste et éditorialiste au journal *Millet*, est très impopulaire. Notre tradition est fondée sur l'Etat-nation et l'égalité en droit des citoyens, dans le style de votre III^e République. Elle ne reconnaît pas de droits fondés

PKK Dans l'optique jacobine des kémalistes, la République turque est « une et indivisible ». Aucune minorité n'a le droit d'exister en tant que telle. L'existence même d'un peuple kurde — ils sont 12 millions en Turquie — est niée. Il a fallu attendre 1991 pour que le président Turgut Ozal évoque la reconnaissance d'une culture kurde. La principale organisation de guérilla kurde est le Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) d'Abdül Öcalan. L'entrée dans la lutte armée de cette organisation séparatiste remonte à 1983. En douze ans, le conflit du Kurdistan a fait plus de 15 000 morts. Des milliers de villages ont été détruits et des centaines de milliers de personnes déportées. Au cours des dix derniers jours, 109 guérilleros du PKK ont été tués. ■

sur l'appartenance ethnique. » Pourtant, sous la pression d'une partie de l'establishment, certains tabous commencent à être levés.

Il est cependant peu probable que Tansu Ciller prenne le risque de « bouger » sur la question kurde — au-delà du débat sur l'article 8 — avant 1996. Et, si des mesures interviennent, elles concerneraient sans doute la sphère culturelle : écoles, journaux ou télévisions en langue kurde. « Chacun doit voir reconnue son identité culturelle, dit le secrétaire d'Etat aux Droits de l'homme, Algan Hacaloglu. Mais il faut distinguer la question kurde, à laquelle nous devons apporter une réponse politique, du terrorisme [...]. Nous ne pou-

vons considérer des gens qui utilisent la terreur comme les représentants d'une communauté. »

Si l'establishment est résolument pro-européen, une partie de l'opinion regarde plus volontiers du côté du monde musulman. Surtout les électeurs du Refah, le Parti de la prospérité. Principale formation islamiste, il est le seul parti à avoir pris position contre l'accord d'union douanière. « Il s'agit d'un mariage politique qui n'est bon ni pour l'Europe ni pour la Turquie, dit Abdurrahman Dilipak, un intellectuel islamiste proche du Refah. Il faut préserver et respecter les différences culturelles. Un musulman ne doit pas vivre comme un chrétien. » Islam Le Refah dispose d'une quarantaine de députés au Parlement. Il a enregistré une nette progression aux élections municipales de 1994, avec 19 % des voix. Un score qui lui a permis d'enlever notamment Istanbul et Ankara. Sur le « danger islamiste », les avis sont partagés. Le peintre et écrivain Bedri Baykran appelle à la « mobilisation des démocrates » contre ceux qui « veulent détruire

la révolution kémaliste ». Le professeur d'économie Deniz Gökçe estime que la Turquie, « en voulant protéger la République de la religion, a repoussé à l'extérieur du champ social les éléments les plus traditionalistes » et que le vote islamiste est d'abord le vote des exclus. Assurément, cette dimension culturelle et religieuse complique le débat. « Un échec sur l'union douanière, après l'impuissance de l'Europe en Bosnie, assure une universitaire, renforcerait dans les couches populaires le sentiment selon lequel l'Europe ne veut pas des musulmans. Il serait très difficile de remonter la pente. »

Dominique Lagarde
à Ankara et Istanbul

downfall of the Iraqi government.

"What could he say or do?" asked Nuha Radi, an Iraqi sculptor here. "He was part of the regime for so long, no one believes in him or anything he says."

Far more important than this widespread skepticism among Iraqi exiles is the incredulity of most Jordanians at King Hussein's enthusiasm over the defection of General Kamel with his brother, Saddam Kamel Hassan.

This sentiment is grounded in the close relations between Jordan and Iraq since 1980. The support of Jordan and many other Arab countries for Iraq during its 1980-88 war with Iran brought this country trade worth billions of dollars that benefited thousands of Jordanians. Everything from ammunition to drinking water was shipped to Iraq through Jordan.

Immediately after General Kamel sought refuge in Jordan, the United States sent senior intelligence officials to debrief him, and Saudi Arabia sent its chief of intelligence. But the early enthusiasm for what he could offer seems to have dissipated.

With reports continuing to surface of the Iraqi defector's involvement in atrocities against tens of thousands of Kurdish and Shiite rebels from 1989 to 1991, members of the Iraqi opposition in exile in Britain, Syria and Kurdistan have said they will not cooperate with him.

LE MONDE / MERCREDI 20 SEPTEMBRE 1995 /

Plus de cent rebelles kurdes tués par l'armée turque

ANKARA. Les combats entre l'armée turque et les rebelles kurdes dans le sud-est anatolien se sont intensifiés depuis une semaine, notamment dans la région de Diyarbakir, faisant plus de cent morts. Selon les chiffres officiels, cent cinq rebelles et neuf soldats turcs ont été tués depuis le mardi 12 septembre dans ces opérations menées par l'armée turque, dans toutes les régions de l'est et du sud-est anatolien à majorité kurde, contre les maoïstes du Parti des Travailleurs du Kurdistan (PKK, séparatiste), en rébellion armée contre Ankara. Le PKK vise à créer un Etat indépendant kurde dans le sud-est anatolien à la frontière avec la Syrie, l'Irak et l'Iran. Le conflit a causé plus de vingt mille morts depuis 1984 - (AFP)

Agence France Presse - AFP - Agence France Presse - AFP - Agence France Presse - AFP - Agence France Presse - AFP - Agence France Presse - AFP - Agence France Presse - AFP - Agence France Presse - AFP

FRS0780 4 I 0257 EXT /AFP-KD69

UE-Turquie

Le Parlement européen exige la libération des Kurdes emprisonnés

STRASBOURG, 21 sept (AFP) - Le parlement européen a exigé jeudi la libération de tous les députés et citoyens kurdes emprisonnés en Turquie pour avoir défendu les droits de l'Homme, en particulier Medhi Zana, maire de Diyarbakir, principale ville du Kurdistan, et de son épouse Leila, dans une résolution adoptée en session plénière à Strasbourg.

M. Medhi, en prison depuis plus de 18 mois, avait pris la parole le 3 décembre 1992 devant une commission du Parlement européen à Strasbourg pour expliquer aux eurodéputés la situation des Kurdes dans son pays, rappelant que ce seul fait de dire qu'il existe une minorité kurde en Turquie constituait un crime dans son pays.

Cette nouvelle résolution des eurodéputés réclamant la libération de citoyens et élus kurdes en Turquie est intervenue le jour même de l'annonce du réexamen par la Cour de cassation à Ankara de la condamnation de Mme Zana et de sept autres députés kurdes à de lourdes peines de prison en décembre dernier.

La Cour de cassation d'Ankara doit se prononcer le 26 octobre sur ces cas.

Par ailleurs, la démission du Premier ministre turc Tançu Ciller, annoncée mercredi, laisse craindre, selon certains députés, pour la stabilité de la situation politique en Turquie.

Enfin, le Parlement européen réserve toujours son feu vert sur l'accord d'union douanière conclu en mars dernier entre les Quinze et Ankara et qui doit en principe entrer en vigueur le 1er janvier 1996.

gg/mb/phb

AFP /AA1234/211833

SEP 95

Talabani: I gave assurances to the US on Turkey's security concerns

Talabani says he did not meet Öcalan, does not want to antagonize Turkey

By Ilnur Çevik
Turkish Daily News

ANKARA/DAMASCUS- Iraqi Kurdish leader Jalal Talabani says he has given assurances to the United States on Monday that the Patriotic Union of Kurdistan (PUK) respects Turkey's security concerns in northern Iraq and will not do anything to jeopardize them.

Talabani, speaking to the Turkish Daily News in an exclusive telephone interview from Damascus, said he also told the Americans he agrees that peace negotiations among warring Kurdish groups should resume "as soon as possible." Talabani said he was unhappy with the failure of the Dublin talks but added a rigid attitude displayed by the Turkish delegation had also contributed to this outcome.

"In the first talks in Ireland Turkey played a very constructive role. It actually contributed to the successful contribution of the first round. But in the Dublin talks it



Iraqi Kurdish leader Jalal Talabani

was a completely different matter," Talabani said. He confirmed that the intelligence and military officials in the Turkish delegation had been "very positive and constructive" but the other members of the Turkish team "were rather rigid." Talabani said the talks should concentrate first on bringing peace to "Iraq, Kurdistan" and

then a separate meeting can take up in detail Turkey's security concerns. The PUK leader said that he was planning to come to Ankara but added the "the developments after the Dublin meeting were encouraging. So instead I will go to Europe and then to Jordan." "First we have to have peace in northern Iraq. If we have no peace then we cannot create the conditions to help the security of our neighbors," he said.

Talabani said he did not meet Öcalan, the PKK leader. "I have news that the PKK will soon announce a new policy.

I avoided Öcalan because I did not want to disturb Turkey while the Dublin talks were in progress,"

Talabani said.

Talabani said the Syrians were not against the Dublin talks. "The Syrians want the Iraqi Kurds to make peace so they can set up a joint front against Baghdad," Talabani said.

He also said his arch rival Massoud Barzani has sent a delegation to Damascus to apologize to the Syrians for saying Damascus was against the Dublin talks. A similar delegation led by Nachir Barzani was also sent to Tehran to apologize to Iran, Talabani reported.

He said he spoke to a leading U.S. State Department official on Monday and assured him that the peace process would continue. He also said "we told them we respect Turkey's security concerns."

He said that he told the United States the PUK wants another peace meeting "as soon as possible."

Talabani said the KDP, which once had contacts with the PKK, is now fighting against Öcalan's men.

"Turkey has and is supplying arms to the KDP. This cannot be accepted because Turkey promised us it would not do anything to harm the balance of arms in northern Iraq," he said. "Despite all this we will not side with the PKK or give them support in their fight against the KDP," he concluded.

High court to hear former DEP deputies' appeal tomorrow

Turkish Daily News

ANKARA- A criminal chamber of the High Appeals Court will hear the appeal by the attorneys of the seven former deputies of the now defunct Democracy Party (DEP) and independent deputy Mahmut Alınak on Thursday.

Nusret Demiral, the chief prosecutor of the Ankara State Security Court (DGM), had also appealed the earlier verdict. The court made its decision on Dec. 8 when Hatip Dicle, Leyla Zana, Ahmet Türk, Orhan Doğan and Selim Sadak were each sentenced to 15-year prison terms, Sedat Yurttaş to seven and a half years and Mahmut Alınak and Sırrı Sakık to three and a half years. Alınak and Sakık were released since they had already been in custody for a period equal to their sentence. The appellate hearing will reportedly take place at the convention hall of the United Civil Chambers of the High Appeals Court.

In its indictment, addressed to Criminal Chamber No. 9, the office of the chief prosecutor of the High Appeals Court requests that the prison terms against Sakık and Alınak be increased by one sixth. However, the chief prosecutor notes that the prison terms against Sakık and Alınak are in accordance with Article 8 of the Anti-Terrorism Law.

The prosecutor wants the punishments against Turk and Yurttaş to be made in accordance with Article 8 of the Anti-terrorism Law in lieu of the relevant provisions of the Turkish Criminal Code which calls for prison terms for Yurttaş for providing assistance to an outlawed organization and for Turk for being member of an outlawed organization.

He also wants Doğan's punishment Dogan to be given on charges of providing assistance to an outlawed organization instead of charges based on being a member of an outlawed organization.

The chief prosecutor wants the prison terms against Sadak, Zana and Dicle to be upheld. On March 2, 1994,

the immunity of the DEP deputies Hatip Dicle, Ahmet Türk, Leyla Zana, Orhan Doğan, Sırrı Sakık, Selim Sadak, the independent deputy Mahmut Alınak, and the Welfare Party (RP) deputy Hasan Mezarcı, was lifted. Hatip Dicle and Orhan Doğan were immediately detained by the police as they left the parliament building. On March 4, the five other deputies went to the State

Security Court to be questioned where they too were detained. Selim Sadak was released, however, and the Constitutional Court later reinstated his immunity.

Hatip Dicle, Ahmet Türk, Leyla Zana, Orhan Doğan and Mahmut Alınak were kept at Ankara Security headquarters until March 17, when they were brought before the State Security

Court and were officially arrested.

On June 16, the Constitutional Court closed down the DEP and its deputies lost their status as parliamentary representatives. Prior to that decision several members of the DEP, including Remzi Kartal, Nizamettin Toğuç, Zubeyr Aydar, Ali Yiğit, Naif Güneş and Mahmut Kılıç, had already fled the country. Selim Sadak and Sedat Yurttaş, who stayed in Turkey, were detained on July 2.

Hatip Dicle, Leyla Zana, Ahmet Türk, Orhan Doğan, Sırrı Sakık, and the independent deputy Mahmut Alınak were tried on Aug. 3, in the first session of the case. Later, the files of Selim Sadak and Sedat Yurttaş were included in this case as well.

European Parliament resolution for Mehdi Zana

The deputies of the Green and socialist groups in the European Parliament presented draft resolutions calling for amnesty for the prisoners of conscience in Turkey including former Diyarbakır Mayor Mehdi Zana, the Anatolia news agency reported from Strasbourg on Monday. The draft resolutions also urge Turkey to abide by the international conventions which it has signed with regard to human rights issues.

The Greens and the socialists in the European Parliament have presented draft resolutions calling for amnesty for the prisoners of conscience in Turkey, including former Diyarbakır Mayor Mehdi Zana

WEDNESDAY, SEPTEMBER 20, 1995

Turkish Daily News

PUK should not be our adversary

The Kurdistan Democratic Party (KDP) is our friend. Yet, we feel KDP's arch rival PUK, the Patriotic Union of Kurdistan should also be our friend.

This was the case only two and a half years ago. That meant Turkey had good relations with both rival groups and thus had leverage on northern Iraq.

Today, that is not the case... Since Prime Minister Tansu Çiller came into office Turkey's ties with the PUK have been rather chilly. The government, and especially the military, had decided to court the KDP while turning their backs on the PUK and Talabani. That was a grand mistake because Turkey should have approached the two sides with strict neutrality and thus continued calling the shots in northern Iraq...

Turkey gradually lost control of northern Iraq where Abdullah Öcalan's PKK gained strength.

Had Turkey maintained its close ties with the PUK, the fighting between Talabani's

men and the KDP might never have happened. Or if it did occur, Ankara would be the venue of the peace talks and not Dublin. Thus Turkey would have all the instruments to prevent the PKK from gaining ground in northern Iraq and becoming a menace even for the KDP and Barzani. Talabani called this columnist from Damascus and caught him just as he was about to fly to Istanbul. He thanked us for the

editorial which appeared on Tuesday morning. He said he is committed to Turkey's security and has avoided meeting terrorist leader Öcalan so as not to disturb Turkey.

We feel Turkey is making a political mistake by continuing to opt for chilly relations with the PUK and Talabani. Ankara should find a way to talk to him directly and sort out their differences. If this is not done Talabani will continue to go his own way and Turkey will continue to lose in northern Iraq. Turkey has to learn to play power politics if it wants to be a regional power...

Editorial



By Ilnur Çevik

A F P A F P A F P A F P A F P A F P

FRS0437 4 I 0155 TUR /AFP-HY40

Turquie-Kurdes

Onze rebelles rebelles kurdes et un soldat turc tués dans le sud-est anatolien

ANKARA, 21 sept (AFP) - Onze rebelles kurdes du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK, séparatiste) et un soldat turc ont été tués lors d'opérations militaires dans différentes régions du sud-est anatolien, a annoncé jeudi la super-préfecture de Diyarbakir.

Six autres maquisards kurdes se sont rendus aux forces de l'ordre turques lors de ces opérations, indique un communiqué de cette préfecture chargée de la coordination de la lutte contre le PKK. Ces opérations ont eu lieu dans les provinces de Siirt, Batman et de Şirnak (à la frontière avec la Syrie et l'Irak), selon le communiqué qui n'en précise pas la date.

Environ 20.000 personnes, rebelles, militaires et civils, ont été tuées dans la rébellion du PKK déclenchée en 1984 contre Ankara dans l'est et le sud-est anatoliens à majorité kurde.

ce/pht/cc

AFP /AA1234/211410

SEP 95

Agence France Presse - AFP Agence France Presse - AFP Agence France Presse - AFP Agence France Presse - AFP Agence France Presse - AFP Agence France Presse - AFP Agence France Presse - AFP

A.F.P. A.F.P.
FRS0732 4 I 0328 TUR /AFP-JW40
Turquie-Kurdes

L'affaire des députés kurdes: le verdict de la Cour de cassation à 26 octobre

ANKARA, 21 sept (AFP) - La Cour de cassation turque, saisie jeudi à Ankara, annoncera le 26 octobre son verdict sur la condamnation de huit députés kurdes l'an dernier à de lourdes peines de prison pour collaboration avec le Parti des Travailleurs du Kurdistan (PKK, séparatiste), en rébellion armée contre Ankara, a annoncé la Cour.

Les députés, anciens membres du Parti de la Démocratie (DEP, pro-kurde, dissous pour "séparatisme" en juin 1994), ont été condamnés le 8 décembre dernier par la Cour de sûreté de l'Etat d'Ankara.

Le parquet a demandé la confirmation des verdicts prononcés à l'encontre des députés, MM. Hatip Dicle et Selim Sadak et Mme Leyla Zana, et l'annulation des verdicts pour les autres, MM. Ahmet Turk, Orhan Dogan, Sedat Yurttas, Sirri Sakik et Mahmut Alinak.

Si la Cour de Cassation va dans ce sens, les cinq derniers députés recomparaîtront devant la Cour de sûreté de l'Etat d'Ankara.

Cinq d'entre eux, Mme Zana et MM. Dicle, Turk, Dogan et Sadak, ont été condamnés à 15 ans de prison pour "création et appartenance à bande illégale" (le PKK).

M. Yurttas a été condamné à 7 ans et demi de prison pour "aide et soutien à bande illégale".

Les deux derniers, MM. Sakik et Alinak, ont été condamnés à 3 ans et demi de prison aux termes de la loi anti-terroriste. Ils ont été remis en liberté par la Cour, ayant déjà purgé près du tiers de leur peine.

Sept accusés avaient perdu leur siège au moment de la dissolution du DEP, sauf M. Alinak qui avait précédemment démissionné de ce parti et est toujours député.

MM. Alinak et Sakik, ainsi que leurs avocats, étaient présents dans la salle. Ils ont rejeté toutes accusations de séparatisme, et ont affirmé qu'ils luttent pour trouver une solution démocratique à la question kurde. Ils ont également affirmé que leur procès était purement politique.

KG/mb/cc

AFP /AA1234/211801 SEP 95

Agence France Presse - AFP Agence France Presse - AFP Agence France Presse - AFP Agence France Presse - AFP Agence France Presse - AFP Agence France Presse - AFP Agence France Presse - AFP

A F P A F P A F P A F P A F P A F P

FRS0266 4 IG 0357 TUR /AFP-GR35

Turquie-Kurdes

L'affaire des députés kurdes devant la Cour de cassation à Ankara

ANKARA, 21 sept (AFP) - La Cour de cassation turque s'est réunie jeudi à Ankara pour revoir le cas de huit députés kurdes condamnés en 1994 à de lourdes peines de prison pour collaboration avec le Parti des Travailleurs du Kurdistan (PKK, séparatiste), en rébellion armée contre Ankara.

La Cour, plus haute instance judiciaire du pays, devrait débattre pendant environ un mois avant de rendre son arrêt sur l'affaire des députés kurdes dont le Parlement européen demande la libération, en faisant un test de la volonté de démocratisation de la Turquie.

Les députés, anciens membres du Parti de la Démocratie (DEP, pro-kurde, dissous pour "séparatisme" en juin 1994), ont été condamnés le 8 décembre par la Cour de sûreté de l'Etat d'Ankara.

Cinq d'entre eux, Mme Leyla Zana et MM. Hatip Dicle, Ahmet Turk, Orhan Dogan et Selim Sadak, ont été condamnés à 15 ans de prison pour "création et appartenance à bande illégale", terme désignant le PKK.

Un sixième député, Sedat Yurttas, a été condamné à 7 ans et demi de prison pour "aide et soutien à bande illégale".

Les deux derniers, MM. Sirri Sakik et Mahmut Alinak, ont été condamnés à 3 ans et demi de prison aux termes de la loi anti-terroriste. Ils ont été remis en liberté par la Cour, ayant déjà purgé près du tiers de leur peine.

Les huit accusés avaient perdu leur siège au moment de la dissolution du DEP, sauf M. Alinak, qui avait précédemment démissionné de ce parti et est toujours député.

Après examen du volumineux dossier, la Cour pourra soit confirmer le verdict et la sentence deviendra alors définitive, soit le casser.

Le Parlement européen fait de la libération des députés une condition à sa ratification d'un accord d'union douanière conclu en mars dernier entre la Turquie et l'UE et qui doit entrer en vigueur le 1er janvier 1996.

Ségolène Royal, député PS des Deux-Sèvres et vice-présidente du Comité international pour la libération des députés kurdes détenus en Turquie, s'est rendue mercredi à Ankara pour assister au procès "en tant qu'avocat".

KG/ms

AFP /AA1234/211131

SEP 95

A F P A F P A F P A F P A F P A F P

Agence France Presse - A.F.P. Agence France Presse - A.F.P. Agence France Presse - A.F.P. Agence France Presse - A.F.P. Agence France Presse - A.F.P. Agence France Presse - A.F.P. Agence France Presse - A.F.P.

FRS0715 4 I 0248 RFA /AFP-JT45

Allemagne-Turquie

Bonn reprend ses livraisons d'armes à la Turquie

BONN, 21 sept (AFP)- Le gouvernement allemand a décidé jeudi de reprendre ses livraisons d'armes à la Turquie, suspendues depuis le mois de mars en raison des opérations de l'armée turque contre les Kurdes du PKK dans le nord de l'Irak, a annoncé un porte-parole du ministère des affaires étrangères.

Déjà, la veille, Bonn avait repris son aide militaire à Ankara, en débloquant 150 millions de DM (100 millions USD) destinés à la construction de deux frégates pour la marine turque, lors d'une réunion de la commission budgétaire du Bundestag (chambre basse du parlement).

La livraison d'armes décidée jeudi porte sur un matériel pour un montant d'environ 30 millions de DM qui fait partie du dernier volet de l'aide militaire allemande à ce pays allié de l'OTAN, décidée en 1964.

Bonn a estimé que le gel de l'aide militaire et des livraisons d'armes ne se justifiait plus puisque l'opération en Irak contre les bases du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK, séparatiste) étaient achevées depuis le 2 mai. Une opération limitée contre des bases du PKK début juillet a aussi pris fin, quelques jours après avoir été lancée.

La reprise de l'aide militaire à la Turquie a été vivement critiquée par l'opposition sociale-démocrate (SPD), les écologistes, les Verts et le PDS (parti communiste rénové) qui mettent en avant notamment le non-respect des droits de l'homme dans ce pays.

amc/bir/cc

AFP /AA1234/211756

SEP 95

Nord Eclair - 21 septembre 1995

TURQUIE Le Premier ministre turc Tansu Ciller a présenté sa démission, qui a été acceptée, au président Suleyman Demirel, en raison de dissensions au sein de la coalition au pouvoir. Par ailleurs, Mme Ségolène Royal, vice-présidente du Comité international pour la libération des députés kurdes emprisonnés en Turquie, s'est rendue hier à Ankara pour assister « en tant qu'avocat » au procès devant la cour de cassation des huit parlementaires détenus depuis 18 mois.

L'Humanité - 21 septembre 1995

Bonn reprend son aide militaire à la Turquie

En octroyant 150 millions de marks (525 millions de francs) pour la construction de deux frégates à la Turquie, l'Allemagne, à travers cette décision de la commission budgétaire du Bundestag, reprend son aide militaire à ce pays. Le gouvernement allemand avait suspendu en mars ses livraisons d'armes à la Turquie et l'octroi de cette aide, en raison de l'offensive turque contre le Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), dans le nord de l'Irak.

INTERNATIONAL HERALD TRIBUNE, THURSDAY, SEPTEMBER 21, 1995

Turkish Chief Dissolves Her Coalition

Reuters

ANKARA — Prime Minister Tansu Ciller said Wednesday that she was resigning and would seek to form a new government to replace her coalition.

The announcement brought a sudden end to the struggling odd-couple coalition of her conservative True Path Party and the social-democratic Republican People's Party led by Deniz Baykal.

"It is a natural decision," Mr. Baykal said. "I am happy that it happened as soon as possible."

Mrs. Ciller, who became Turkey's first female prime minister in June 1993, had long resisted repeated calls for a new vote from both inside and outside her party ranks.

She dismissed her critics with warnings that the government's austerity program, brought in to tame the fiscal

crisis of early 1994, would collapse under the pressures of early campaigning for elections set for November 1996.

Mrs. Ciller served notice after announcing her resignation that she would stick to her guns.

"The thing to be done today is to start the search for a new government within the framework of democratic traditions," she said, adding, "The country does not need an election — it needs a solution."

It was not immediately clear, however, whether she was prepared to name a new coalition partner anytime soon.

Past speculation has focused on her forming a minority government or a coalition with the center-right Motherland Party.

Mrs. Ciller's right-left coalition, whose roots date back to 1991, finally fell apart during talks Wednesday in which Mr. Baykal and Mrs. Ciller were

unable to resolve tensions over domestic security issues. Differences between the leaders' parties over economic policy, especially privatization, have also been sharp over the years.

Mrs. Ciller said the partnership fell apart over demands by the Republican People's Party that the police chief of Istanbul, Necdet Menzir, be dismissed.

In June, Mr. Menzir attacked the minister for human rights after he had addressed Ankara's rights record while abroad. Analysts at the time said Mr. Menzir would not have acted without backing from the military and security forces, many with ties to the True Path Party.

■ U.S. Report Criticized

The Turkish Foreign Ministry on Wednesday dismissed as biased a U.S. Senate report that criticizes the government's policy on its minority Kurds, Reuters reported from Ankara.

"The report on Turkey which was prepared by advisers of the minority staff of the Senate Foreign Relations Committee, is seen as far away from being objective," a ministry spokesman, Omer Akbel, said.

"We would have expected the two advisers who prepared the report about the so-called Kurdish problem to have placed the data, which they recently got here firsthand, on a balanced perspective," he said.

The Senate report, released Sunday, said Turkey might be contributing to the appeal of the separatist Kurdish Workers Party, known as the PKK, because of heavy-handed policies against the nation's Kurds.

The report said the Turkish government "is unable — or unwilling — to distinguish the genuine threat posed by the PKK from the legitimate rights and aspirations of the Kurdish people."

The case of DEP former deputies to be heard at High Appeals Court today

Lawyer Yusuf Alataş: I am optimistic about the High Appeals Court, in the sense that its decision can pave the way to democracy

Turkish Daily News

ANKARA- The High Appeals Court will hear the case against the seven former deputies of the now closed pro-Kurdish Democracy Party (DEP) and the independent deputy Mahmut Alınak today. Both sides, the defendants' lawyers and the prosecutor's office of the State Security Court, had appealed the ruling of the lower court.

Yusuf Alataş, one of the DEP lawyers, emphasized to the TDN that the chief prosecutor of the High Appeals Court had already refuted the claims of the prosecutors of the State Security Court.

"The prosecutors of the State Security Court claimed that the DEP had links with the Kurdistan Workers' Party (PKK). However, the chief prosecutor declared that

the deputies should be judged under the Anti-Terrorism Law," he said.

Alataş also spoke about his expectations, saying that it was unrealistic to think that the prosecutors would call their earlier statements a "mistake," but that the approach of the chief prosecutor's office was an important step forward. "I believe that the decision will be changed. If those who were sentenced are guilty of anything, it (the guilt) can only be for their political remarks, speeches and written statements," he added.

Alataş, who said that this trial is tied to the political system in the country, emphasized that the decision of the High Appeals Court would either close the door of democracy completely, or would open it in an important way.

Noting that there are many judges in Turkey who think independently, and who are devoted to the judiciary process even in periods of emergency, said that he believed the judicial system will be the winner in this trial.

Alataş said that 'disliking somebody' is not a sufficient reason to sentence that person and stressed that objective evidence should be put forward.

The former DEP deputies Hatip Dicle, Ahmet Türk, Selim Sadak, Leyla Zana, Orhan Doğan, Sedat Yurttaş, Sırrı Sakık and independent deputy Mahmut Alınak had been tried at the State Security Court and sentenced to various prison terms. The DEP lawyers and the prosecutor of the State Security Court will make their opening statements at today's session at the Court of High Appeals, the court is expected to announce its decision at a future date.

THURSDAY, SEPTEMBER 21, 1995

Turkish Daily News

Bruch der türkischen Regierungskoalition

Rücktritt des Kabinetts von Tansu Ciller in Ankara

Die türkische Ministerpräsidentin Ciller ist am Mittwoch nachmittag zurückgetreten, nachdem es in der Koalition zum Bruch gekommen war. Der neue Vorsitzende der Sozialdemokraten, Baykal, erklärte, die Koalitionsregierung habe keine Überlebenschance. Seine Partei hat in den vier Jahren der Koalition keinen ihrer Programmpunkte – friedliche Lösung des Kurdenproblems und Arbeitsgesetzgebung – durchgesetzt.

ii. Ankara, 20. September

Die türkische Koalitionsregierung ist am Mittwoch nachmittag unerwartet zerbrochen. Der Bruch wurde vom neuen Vorsitzenden der Sozialdemokraten, Deniz Baykal, verkündet. Kurz nach seinem ersten Treffen mit der Regierungschefin Tansu Ciller seit seiner Wahl zum Parteichef erklärte Baykal in knappen Worten, seine Partei trete von der Regierungsvereinbarung zurück, weil die Auffassungen der Parteien über die grossen Probleme des Landes zu stark auseinanderklafften.

Besorgnis wegen der Stabilität

Spät am Nachmittag liess die Regierungschefin ihre konservative Partei des rechten Weges zu einer Sondersitzung zusammenrufen. Daraufhin teilte sie mit, sie habe dem Staatspräsidenten Demirel den Rücktritt des gesamten Kabinetts angeboten; am späteren Abend nahm Demirel die Demission an. Sie ist zur Bildung einer Übergangsregierung bereit.

Die Meldung über den Bruch der Koalition hat in Ankara alte Ängste wegen der politischen Stabilität des Landes wachgerufen. Der Führer der konservativen, Mutterlandspartei, Mesut Yilmaz, hat der Regierungschefin bereits angeboten, eine neue Koalition der beiden konservativen Parteien zu bilden, um das Land sicher zu Neuwahlen zu führen. Diplomaten gehen davon aus, dass der Regierungswechsel unausweichlich auch Folgen auf die Zollunion mit der Europäischen Union haben wird. Die Regierung in Ankara hat damit argumentiert, dass die Zollunion in der Türkei die politische Stabilität stärken würde.

Den Hauptanstoß zum dramatischen Koalitionsbruch gab laut Tansu Ciller der umstrittene Istanbul Polizeichef, Necdet Menzir. Dieser hatte vor wenigen Monaten die sozialdemokratischen Minister beschuldigt, die Menschenrechte

nur als Anlass zu nehmen, um Terroristen zu unterstützen, und den säkularen Charakter des Staates nur deshalb zu verteidigen, weil sie Atheisten seien. Die Erklärungen des Polizeichefs hatten die politische Welt der Türkei geteilt, wobei die Sozialdemokraten seinen Rücktritt beharrlich forderten, allerdings umsonst. Nach Angaben Cillers soll Baykal bei dem Treffen am Mittwoch erneut den Kopf des Polizeichefs gefordert haben. Sie habe die Forderung wieder abgelehnt.

Unzufriedene Sozialdemokraten

Was die Sozialdemokraten wirklich zum Bruch mit ihren konservativen Partnern geführt hat, bleibt noch Spekulation. Sicher ist indessen, dass die Unzufriedenheit der Sozialdemokraten in der Regierung seit langem wächst. Sie waren 1991 die Koalition mit den Konservativen eingegangen, um aus der Machtposition heraus die Demokratisierung der Türkei zu beschleunigen, eine politische Lösung der Kurdenfrage zu fördern und um die Rechte der Arbeiter und Gewerkschafter gesetzlich zu verankern. Bisher konnten sie aber der Regierungschefin bei allen drei Themen kaum Konzessionen abtrotzen. Als vor zehn Tagen ihr Parteitag Deniz Baykal zum neuen Vorsitzenden wählte, forderte die Parteibasis und die Gewerkschaften den Wechsel der Sozialdemokraten in die Opposition. Die Gewerkschaften dürften bei der Entscheidung Baykals, aus der Koalition auszusteigen, eine wesentliche Rolle gespielt haben. Heute hat nämlich landesweit ein Streik angefangen, an dem laut Schätzungen bis zum kommenden Sonntag rund 350 000 Lohnabhängige teilnehmen werden. Der Streik wurde ausgelöst, weil die Regierung für dieses Jahr eine Lohnerhöhung von rund 5 Prozent angeboten hat, während die Gewerkschaftsdachverbände eine Anpassung an die Inflation fordern. Die Inflation dürfte sich in diesem Jahr auf 80 Prozent belaufen.



Die türkische Premierministerin Tansu Ciller kurz vor der Bekanntgabe ihres Rücktritts. (Bild Reuters)

Turkish Daily News

THURSDAY, SEPTEMBER 21, 1995

Amnesty International accuses Turkey of foot-shuffling over its democratic and human rights reforms

ANKARA. The London-based human rights group Amnesty International (AI) accused Turkey of frustrating the expectations for an improved human rights record by delaying the promised democratic reforms.

But the organization also slammed the separatist Kurdistan Workers' Party (PKK) for serious human rights violations and indiscriminate killings.

In a press release describing the report and faxed to the TDN, AI reminded that the European Parliament, to decide on Turkey's bid to forge a customs pact with the European Union, would consider the country's human rights performance.

"The Turkish Government has so far failed to enact the simple and practical reforms needed to tackle its grave human rights situation," the organization said in its report released at midnight.

"The European Parliament will be considering Turkey's human rights record when discussing the proposed customs union in October this year. Turkey is therefore under very intense scrutiny and under considerable pressure to enact effective reforms. Amnesty International holds no position on the question of the customs union, but hopes that the

"The human rights picture in Turkey has been deteriorating rapidly over the past five years ... The Turkish authorities have the power, resources and infrastructure to enact changes and make them stick — given the political will"

Turkish Government will take the three steps which would signal real determination to break with the past record of gross violations," the AI statement said.

"The human rights picture in Turkey has been deteriorating rapidly over the past five years ... The Turkish authorities have the power, resources and infrastructure to enact changes and make them stick — given the political will," Amnesty said. It identified the needed key reforms as follows:

1. Abolition or reform of Article 8 of the Anti-Terrorism Law (under which most prisoners of conscience are held), which punishes "separatist propaganda" by up to five years' imprisonment.
2. Prompt access by all detainees in police custody to legal counsel (as a safeguard against torture).
3. Shortening of the maximum police detention period, so that all detainees are brought "promptly" before a judge (as a safe-

guard against torture and "disappearance"). AI said "These simple and practical steps would help to bring Turkey in line with the international human rights instruments ratified by Turkey. They would also fulfil the principal recommendations of intergovernmental organizations and expert bodies of the United Nations and Council of Europe, as well as Turkey's own High Consultative Committee on Human Rights."

Referring to a recent series of tentative acknowledgements by some government members and business representatives about the existence of torture and criticisms of disappearances, the organization considered "these courageous first steps — away from the traditional policy of blank denial — to be a positive sign and sincerely hopes that these initiatives will now be supported by those with the power to effect change: the prime minister, the interior minister and Parliament."

In its report, Amnesty International notes that the number of deaths in custody as a result of torture, as well as those due to "disappearances" and political killings for the first eight months of 1995, while still very high, shows some reduction. but "it is too early to say whether there is real improvement or just lack of information."

Amnesty International's new report also describes continued abuses by armed opposition groups, including alleged killings of prisoners and civilians — among them children — by the Kurdistan Workers' Party (PKK) and "punishment" killings by DHKP/C (Revolutionary People's Liberation Party/Front).

The report strongly rejects the response to an earlier Amnesty International report by Ali Sapan of the National Liberation Front of Kurdistan (the popular front established by the PKK), that "the number of people killed is very limited". Common Article 3 of the Geneva Convention, which the PKK claims to respect, explicitly forbids the ill-treatment or killing of prisoners.

"For one civilian or prisoner to become a victim of such deliberate killing would be one too many," Amnesty International said. "In fact, the victims are numbered in the hundreds and killings continue."

Tomris Özden... Heroine or Anti-Heroine?

Gül Demir

'My husband carried out the duty for which he was responsible but he did it knowing that it wasn't the solution. I don't accept the idea of my husband as a martyr. I wouldn't give his blood to the government. With policies like these, neither will the country be saved nor will this problem be solved. Dying and killing won't solve the problem in the Southeast." Through these words we became acquainted with Tomris Özden, the wife of Mardin Gendarmerie Commander Ridvan Özden who lost his life in an armed clash with the PKK (Kurdistan Workers' Party) near Mardin.

Tomris Özden became one of the touching photographs which we see every day in Turkish newspapers and on television screens. But her own words set her far apart from a wife crying over her son's coffin, from thousands of wives and mothers, from thousands of women.

Defense Minister Mehmet Gölhan became uncomfortable at hearing these words from the wife of one of his martyrs so he issued a statement that he thought it worthwhile to investigate what she said. It wasn't hard to perceive the threat behind Gölhan's words. The people who had created the circumstances which made it impossible to solve the Kurdish problem without dying or killing also were uncomfortable about Özden's bravery. But what Tomris Özden said has crossed the hearts and minds of thousands of women who have felt that they were sending their son or their husband to death when he went off to serve in the military. So it was that she spoke of the unsuitability of calling her husband a martyr just after Ridvan Özden's death and shortly before the celebration of World Peace Day. Özden took part in the Peace Day program which was held in Istanbul's Atatürk Cultural Center and joined hand in hand with the older sister of a member of the PKK who had been killed in issuing a cry for peace. And so Tomris Özden began the plunge from being the widow of a martyred officer to national enemy.

Özden was invited by Deniz Baykal who was running for chairman of the Republican Peoples' Party (CHP) to become a candidate to be a delegate to the political party's assembly. She obtained 572 votes, the most received by any candidate. By then though, she had become a symbol to those who didn't want blood spilled in the Southeast.

What the CHP delegates put on center stage in the person of T. Özden was the desire for a solution which was civilian and democratic, not military.

However the very next day the newspapers were writing about the "Tomris Shock", claiming she had actually filed a petition to divorce her husband. According to the claim made by Hürriyet newspaper

columnist Emin Çölaşan, she had wanted to separate from her husband because he was having illicit affairs. According to another of the columnist's claims, the officer had committed suicide by throwing himself in front of the PKK terrorists because of the distress he had felt over this. In particular, Tomris Hanım was apparently more a "merry widow" in Mardin where she went to get her husband's body than a mourning one. She wore tight pants and didn't seem to be grieving in the slightest. The news which exploded in the papers threw Tomris Özden to the lions piecemeal.

Those in the Southeast who didn't support democratic or peaceful solutions, the "war party" representatives", began sharpening their claws and teeth.

The Kemalist columnists who were opposed to the covering dressware on the supporters of the Welfare Party (RP) didn't hesitate to condemn the tight pants which she had been wearing. But it must have been Tomris Hanım herself who had been the source of the "shock" headlines who received the greatest shock when she discovered that she was being invited to resign from the CHP's assembly.

The CHP administration pressured Özden to resign against the express will of the delegates who had given her the highest number of votes. It couldn't find the courage to take the responsibility for the "coquette" who was being trumpeted about as a schizophrenic. Hope of a peace settlement flunked the grade.

Tomris Hanım resigned and then changed her mind. Özden refused to be silent in order to benefit from the comfort which would have been hers as a martyr's widow. The

pro-military-solution circles got her and her brave words in their gun sights. And they began to tear her private life to shreds. She tried to rise above this as a human being and a woman who was on the side of peace. Instead she was portrayed as unbalanced and sick, a coquette. Those who weren't supportive of peace showed once again that they weren't even so much as going to be taken in by any peacemaker's message. But one thing is sure and that is that neither Tomris Özden's decision to divorce her husband nor her wearing tight pants and an open blouse when she went to get her husband's body, nor schizophrenia, nor being a coquette should have invalidated her message about the Southeast.

So the daring question of whether her martyred husband's fighting in the Southeast and spilling his blood there solved anything remains unanswered. Is there no clear response to the question which Tomris Hanım asked on behalf of the mothers, the wives and the children who cry over the coffins? ■

Early Losers Emerge Winners as Dublin Talks Fail

As the United States were striving to put the pieces back together after its Pax Americana for the strife-torn Northern Iraq was shattered last week in Dublin, the main Iraqi Kurdish factions who refused to be reconciled already scrambled to pacify offended neighbors.

The second round of the U.S.-sponsored talks aimed to halt the 17-month conflict between the Kurdistan Workers Party (KDP) and the Patriotic Union of Kurdistan (PUK) ended with the main sides and observers remaining divided over chief issues, the demilitarization of Erbil and the sharing of the customs revenues, mainly those levied on the busy diesel traffic from Iraq to Turkey.

KDP accused the PUK of a deliberate ploy to undermine the process by attaching new conditions to the agreement reached at the first round at near-by Drogheda last month. PUK suspected KDP of wanting to hold on to its monopoly in the collection of diesel taxes.

Turkish officials grumbled over objections to its efforts to make a Kurdish commitment to respect its security interests —i.e. not to permit activities of the Turkish Kurdish rebels in their enclave— enter the agreement as a separate clause while in Ankara officials privately fumed over the inclusion of Britain as another observer to the process while Iraqi Turkmens were kept out.

Although the sides dutifully reiterated their continuing commitment to the peace process and refrained from resuming the hostilities, the deep distrust between them showed no signs of abating.

"The winners at the first round were Turkey and the KDP. In the second round; PUK, (Turkey's separatist) Kurdistan Workers Party (PKK), Syria and Iran emerged clear victors from the second round," one analyst said.

Leaving aside the rival assessments from the involved Kurdish parties, the gains of Syria and Iran, whose senior officials publicly attacked the U.S.-sponsored peace process in a joint statement before the Dublin talks, were beyond dispute. With Washington's project in shambles, they once again emerged as key players.

To attest to the fact, PUK leader Jalal Talabani is on extended stay in Syria, KDP has sent a high-powered delegation to Damascus. KDP leader Massoud Barzani recently made a trip to the Iranian town of Urmia for a meeting with Tehran officials. Not to be outdone, PUK also sent a senior representative to Iran.

The busy traffic inevitably raised some official eyebrows in Turkey as the media blasted Turkey's

policy planners for losing the initiative and getting drawn into a losing game as a mute spectator.

To dispel Ankara's suspicions, the officials of the rival Iraqi Kurdish factions said the delegations to Tehran and Damascus did not in anyway signify a depreciation of Turkey's role in their eyes. But the two sides clearly distrusted each other's motives. In this respect Talabani's extended stay in Damascus was treated with suspicion.

PUK leader Jalal Talabani drew the better part of suspicions since his Syrian visit coincided with the PKK offensive against the KDP and the breakdown of the Dublin talks.

In a telephone interview with the TDN, Talabani tried to address Turkish suspicions and said he had assured the United States that PUK would uphold Ankara's security interests. He also hotly denied a joint meeting reported by the Turkish press between himself, Abdullah Öcalan, the PKK leader residing in Damascus, and Syrian intelligence officials.

The PUK leader also argued that contrary to the general belief, Syria had no interest in scuttling the Iraqi Kurds' peace process, but actually had every reason to support it because it wanted the rival Baath regime in Baghdad to be toppled with a joint effort of the Iraqi opposition groups.

But some Kurds and Turks remained unconvinced. Some charged that Talabani's motive for extending his stay in Syria —looking for an opportunity to meet with Jordanian officials in Amman— was a pretext and that he actively plotted for the collapse of the Dublin talks and engineered the PKK offensive against the KDP to divert the latter's forces away from Erbil.

"There are too many coincidences in this: Two Kurdish chieftains (Talabani and Öcalan) are in Damascus, the negotiations in Dublin take a sudden adverse turn, and PKK is engaged in a major offensive against the KDP," one analyst said. Others were not as suspicious of the PUK leader's motives or actions, that Talabani passed through Turkey on his way to Damascus, met with Turkish intelligence officials "and heard their views and suggestions."

They said Talabani, "while he may find it impossible to evade Öcalan," would heed the advice against any cordiality so as not to forestall future improvement of ties between his party and Turkey. ■

US State Dept. Confronts Mr. Porter on Human Rights in Turkey

Uğur Akıncı

On Sept. 19, the day that The Washington Post published the 35,000-word anti-technology manifesto of the "Unabomber," a serial bomber, the U.S. Helsinki Commission held a Congressional hearing on "Turkey-U.S. Relations: Potential and Peril," which quickly degraded into a show by John Porter, the anti-Turkish House member from Illinois.

The hearing chaired by Rep. Christopher Smith (R) — who repeatedly claimed that Kurds in Turkey were subjected to "ethnic cleansing" — was crucial for demonstrating the divergence between certain members of the Congress and the State Department in their approach to Turkey. On the one hand there was Porter, who assumed the role of a messenger for the PKK and asked the panelists if the United States should not become a "peace broker" between the PKK and the Turkish Government. On the other hand there were Assistant Secretary of State for Labor, Human Rights and Democracy John Shattuck and Deputy Assistant Secretary of State for European and Canadian Affairs Marshall Adair, representing an Administration that has always described the PKK as "a vicious terror organization." It was a curious match, guaranteed to produce sparks.

Porter asked the two non-governmental experts who also testified whether Turkey should accept the recent cease-fire offer announced by the PKK. "Yesterday the PKK indicated that they would cease fire and seek to negotiate if the Turks would do the same," Porter said. Alan Makovsky of The Washington Institute said he doubted if the PKK can act as a legitimate interlocutor after all the blood that's been shed in the 11-year conflict. He said the PKK could not act as an interlocutor. "I think the PKK should cease fire and step aside and let the legitimate democratic process take over," Makovsky replied.

Porter's justification of the PKK violence was so forceful that Steny Hoyer, the previous chair of the Commission, felt the need to step in and correct the record. Porter claimed the reason why the PKK was resorting to terrorism is because the Turkish government did not leave the Kurds in Turkey any other alternative but violence. "I am viscerally opposed to the premise that terrorism is an acceptable alternative. Porter didn't mean that either," Hoyer interjected, casting a furtive glance at Porter.

Atatürk's Turkey was established upon repression of minorities, Porter claimed, for example. The latest constitutional amendments were just enough to usher Turkey into the nineteenth century, he said. It was all cosmetics, to fool nobody. Turkey did not even know how to "get along" with her neighbors. (Panelists had to remind Porter that three of her

neighbors were on the State Department's list of state sponsors of terrorism.) All Kurds the were subjected to "heavy repression" and "genocide" in Turkey. Even Jews in Turkey did not have "minority rights."

"Listening to you, I wish what you say is true," Adair replied Porter bluntly. "That is, (I wish) if we did something the situation would be solved. Your evaluation is more simplistic than I would describe it." John Shattuck acknowledged that human rights abuses such as torture were still being practiced in Turkey. But he also pointed out that there was a new sensitivity to avoid such abuses. "Direction is important here. It is important not to curtail the process [of reform] we are trying to encourage," he said.

Christopher Panico of The Human Rights Watch was the fourth panelist to testify before Smith, Hoyer, and Porter. Panico said death-squad style killings, forced evacuation of villages, torture and mysterious disappearances were still continuing in Turkey. He also added, however, that the overall rate for such abuses had declined in the last year from a very high level in the preceding years — a fact which was reluctantly noted by the Commission.

On Porter's accusation that Turkey had been blocking a solution on Cyprus for the last 21 years, Adair had to remind Porter that there had been no bloodshed on the island during the same period. "We hope we won't go back to [pre-1974] violence. We should be grateful for that," Adair said. "Turkey turned the key" to solve the problem, "but it can't solve it alone," he added.

Chris Smith mentioned the legislative effort the Congress made to force Turkey to observe human rights; referring to the humanitarian aid corridor act (HR 1561) Smith introduced at the House and an amendment introduced last year by Porter that conditioned 10 percent of U.S. assistance to Turkey on a State Department report on improvement of human rights in Turkey. He asked the Administration members what they thought about such legislation.

"The Administration opposed both bills," Adair bluntly reminded Smith. "The passage of those bills will not help and will hurt the situation," he said. To deflate Smith's sense of efficiency even further, Adair added "we discussed this before. I can review [the reasons why we oppose these bills] for you here if you like." Smith preferred not to take up Adair on his offer.

As Tip O'Neil, the revered late Speaker of the U.S. House of Representatives once said, "all politics is local." Mr. Porter perfected the art by using the lexicon of universal human rights. ■

Human Rights Diary

Euro-MP hopes Turkey will release Kurdish MPs soon: A rapporteur who is also a Euro-MP, reporting on democratic progress in Turkey before a lucrative possible customs pact with the European Union, said on Friday he hoped that six jailed Kurdish parliamentarians would be released in the next few weeks. "The European Parliament took a very clear stance. It was pointed out that the decision about these people had never been in accordance with the law, and their release was demanded. We hope this situation will be rectified in the next few weeks," said Carlos Carnero, quoted by the Anatolian news agency. Carnero, who arrived in Ankara on Wednesday, spoke after visiting the Kurdish deputies in prison. The Kurdish deputies were stripped of their parliamentary status and jailed for up to 15 years for links with the rebel Kurdistan Workers' Party (PKK), whose fight for autonomy or independence in the Southeast has claimed over 18,000 lives. (*Reuter, Sept. 15*)

Reuters reporter charged over article on Kurds: An American journalist with the Reuter news agency has been charged by the State Security Court in Ankara with "inciting hatred" for an article on fighting between the army and Kurdish militants in the Southeast, a well-informed source said Sunday. The journalist, Aliza Marcus, 33, based in Istanbul, was ordered to appear before the court on Oct. 12 and could face a maximum one to three years in prison if found guilty, the source said. The incriminating article was filed by Reuters in English on Nov. 25, 1994 and datelined from Diyarbakır, the key city in the troubled Kurdish-majority region in southeast Turkey. The article said that "forcibly evacuating and even torching Kurdish villages in southeastern Turkey is now a central part of the military's 10-year battle against Kurdish rebels" of the Kurdistan Workers' Party (PKK). The article cited as its source: "villagers and human rights activists." (*Agence France Presse, Sept. 17*)

Turkey says European rights pressure may backfire: Turkey said on Monday that European pressure on it to speed up democratic reforms and improve human rights in exchange for a lucrative trade pact might backfire. "In Turkey everyone is devoted to the deepening of democracy and human rights in accordance with the wishes of all the people in Turkey, and any pressure ... is likely to be counterproductive," Foreign Ministry spokesman Omer Akbel said. On Saturday, Carlos Carnero Gonzalez, a Euro-MP assessing Turkey's readiness for a customs union trade deal, said Ankara needed to strengthen democracy and human rights to ensure the pact is approved by the European Parliament. Akbel said Turkey's latest democratization moves were agreed on by the coalition government when it came to power almost four years ago and were not inspired by Europe. (*Reuters, Sept. 18*)

US Senate report: A Senate report released on Sunday charged that Turkey might be contributing to the appeal of the separatist Kurdistan Workers' Party (PKK) because of its heavy-handed policies against the Kurds. The report by the Democratic minority staff of the Senate Foreign Relations Committee said the Turkish government "is unable — or unwilling — to distinguish the genuine threat posed by the PKK from the legitimate rights and aspirations of the Kurdish people." The report was released by Sen. Claiborne Pell of Rhode Island, the committee's senior Democrat, who in a Senate speech on Friday said it concluded that Turkey appeared to be "fomenting, rather than preventing Kurdish separatism." (*Reuters, Sept. 18*)

Democracy Platform prosecuted for press release: The Ankara prosecutor's office has filed suit against the Democracy Platform, formed by 18 organizations including DISK, Türk-İş, the Turkish Doctors' Union (TTB), the Human Rights Association (IHD), and the Public Workers' Labor Union, on a charge of contravening the Law on Associations. While the investigation in Ankara continues, the Adana prosecutor's office concluded its own investigation and filed suit against the organizations. The representatives of the organizations, tried on charges relating to a press release, risk prison terms ranging from one to three years. The Democracy Platform distributed a press release in Ankara to protest the bloody events that occurred on March 12, 1995, in Istanbul's Gaziosmanpaşa district. (*Turkish Daily News, Sept. 20*)

Amnesty International accuses Turkey of foot-shuffling in democratic reforms: The London-based human rights group Amnesty International (AI) accused Turkey of frustrating the expectations for an improved human rights record by delaying the promised democratic reforms. The organization also slammed the separatist Kurdistan Workers' Party (PKK) for serious human rights violations and indiscriminate killings. In a press release describing the report, AI reminded that the European Parliament, when deciding on Turkey's bid to form a customs pact with the European Union, would consider the country's human rights performance. "The human rights picture in Turkey has been deteriorating rapidly over the past five years ... The Turkish authorities have the power, resources and infrastructure to enact changes and make them stick — given the political will," Amnesty said. (*Turkish Daily News, Sept. 21*)

Turkish Daily News

THURSDAY, SEPTEMBER 21, 1995

DGM case instigated against Fatoş Güney

Güney will be tried in the State Security Court on charges of publishing a book about the life of her husband Yılmaz Güney, a film actor and producer

Turkish Daily News

ANKARA- The State Security Court (DGM) has opened a file against Fatoş Güney, who published a book about the life of her husband Yılmaz Güney, a film actor and producer. The trial of Güney, who is charged with publishing the book entitled "A human being, a militant, an artist: Yılmaz Güney," starts today.

Speaking to the TDN about the case

against her, Güney said that it was a scandal. Güney acknowledges that the articles in the book were several interviews conducted with Yılmaz Güney by foreign journalist many years ago, but stresses that it is a scandal to find in these old remarks any evidence of guilt. Noting that the book itself is a form of documentary, Güney said, "I would have never published that book if I knew it would be tried because I

have complete respect for my husband's thoughts. Now, since it (the book) has been confiscated I feel like I have acted disrespectfully. I do feel uncomfortable in this sense."

Fatoş Güney, who faces charges because she is the owner of the Güney Film Company, could be sentenced to a prison term of between one and nine years if convicted under Article 312 of the Penal Code. Article 312 concerns acts of "Provoking the public, through distinguishing between the members of different religions, languages and races."

La Marseillaise - 22 septembre 1995

DEPUTES KURDES EN CASSATION A ANKARA

Les audiences du recours déposé par huit députés kurdes condamnés pour délit d'opinion par un tribunal militaire l'an dernier, ont débuté jeudi devant la Cour de cassation d'Ankara. Pour avoir demandé publiquement le respect de la culture du peuple kurde de Turquie, les huit parlementaires, parmi lesquels Leyla Zana, avait été condamnés à des peines allant jusqu'à quinze ans de prison, le 8 décembre 1994, par un tribunal militaire après un simulacre de procès.

LE PROGRES - 22 septembre 1995

Turquie : mutinerie dans une prison

Hier, dans la prison de Buca à Izmir, deux détenus ont été tués, 40 détenus et 15 gendarmes blessés, lors de la répression d'une révolte des prisonniers. Les détenus, membres présumés du Parti des Travailleurs du Kurdistan (PKK, séparatiste) et de l'organisation clandestine d'extrême-gauche Dev-Sol, ont provoqué un incendie dans leurs dortoirs et ont érigé des barricades pour empêcher leur recensement.

InfoMatin - 22 septembre 1995

TURQUIE

Rien ne va plus à Ankara

Le Premier ministre turc, Tansu Ciller, négocie tous azimuts pour former un nouveau gouvernement après avoir remis sa démission, qui a scellé la mort de la coalition gauche-droite.

Son geste a affaibli la position du pays à l'approche de la formation, en janvier, d'une union douanière avec l'Union européenne : l'accord avec l'UE est conditionné aux réformes politiques et à celles concernant les droits de l'homme. Or ces réformes n'ont toujours pas été appliquées, estime un rapport d'Amnesty International rendu public.

Les bouleversements politiques ne vont rien accélérer. C'est peut-être pour démontrer sa volonté de réforme que la Cour de cassation s'est réunie hier pour revoir le cas de huit députés kurdes condamnés à la prison pour collaboration avec le Parti des travailleurs du Kurdistan. Verdict dans un mois.

LE SOIR - 22 septembre 1995

Alors que le PKK renonce à sa trêve

Turquie: M^{me} Ciller désignée pour se succéder à elle-même

Le premier ministre démissionnaire Tansu Ciller a été désignée jeudi soir pour former un nouveau gouvernement par le président de la république Suleyman Demirel. Celui-ci a reçu M^{me} Ciller jeudi soir au palais présidentiel de Cankaya et l'a chargée de former un nouveau gouvernement conformément à l'article 109 de la Constitution.

M^{me} Ciller avait présenté sa démission mercredi après l'échec de ses négociations sur les nouvelles modalités de leur collaboration avec le chef du parti républicain du Peuple (CHP, social-démocrate) Deniz Baykal.

De son côté, le chef de la rébellion kurde emmenée par le PKK, Abdullah Ocalan, est revenu jeudi de sa décision prise mardi de déclarer un cessez-le-feu unilatéral dans le conflit armé que le PKK mène contre Ankara, en raison de l'incertitude politique qui régnait à Ankara. *Nous allons rendre publique notre attitude dès qu'un interlocuteur aura été désigné et lorsqu'un climat favorable se reproduira*, a-t-il précisé. Il avait affirmé mardi qu'il était prêt à déclarer un cessez-le-feu pour démontrer ses «bonnes intentions», tant que la Turquie ne «cherchera pas à détruire» le PKK. Ankara avait refusé mercredi de commenter ce geste.

Une trêve que le PKK avait déclarée unilatéralement en mars 1993, n'avait pas été reconnue par Ankara et l'armée turque avait poursuivi ses opérations quotidiennes contre les «rebelles». Deux mois après, l'organisation séparatiste avait mis fin à la trêve en tuant 33 soldats turcs désarmés.

DÉPUTÉS KURDES EN CASSATION

D'autre part, la Cour de cassation turque, saisie jeudi à Ankara, annoncera le 26 octobre son verdict sur la condamnation de huit députés kurdes l'an dernier à de lourdes peines de prison pour collaboration avec le PKK. Les députés, anciens membres du Parti de la Démocratie (DEP, pro-kurde, dissous pour «séparatisme» en juin 1994), ont été

condamnés le 8 décembre dernier par la Cour de sûreté de l'Etat d'Ankara à des peines allant jusqu'à 15 ans de prison.

A ce propos, le Parlement européen a exigé jeudi la libération de tous les députés et citoyens kurdes emprisonnés en Turquie pour avoir défendu les droits de l'homme, en particulier Medhi Zana, maire de Diyarbakir, principale ville du Kurdistan, et de son épouse Leila, dans une résolution adoptée en session plénière à Strasbourg. Rappelons que le Parlement européen réserve toujours son feu vert sur l'accord d'union douanière conclu en mars dernier entre les Quinze et Ankara et qui doit en principe entrer en vigueur le 1^{er} janvier 1996. Les eurodéputés exigent des garanties sur le respect des droits de l'homme avant de se prononcer sur cette union douanière.

BONN REPREND L'AIDE MILITAIRE

Par ailleurs, Bonn a repris son aide militaire à la Turquie, avec l'octroi à ce pays de 150 millions de DM pour la construction de deux frégates, décidée mercredi par la commission budgétaire du Bundestag. Le gouvernement allemand avait suspendu en mars ses livraisons d'armes à la Turquie et l'octroi de cette aide, en raison de l'offensive turque contre le PKK dans le nord de l'Irak. L'opposition sociale-démocrate (SPD), les écologistes et le PDS (parti communiste renoué) ont vivement critiqué la reprise de l'aide militaire à Ankara. La Turquie, elle, a qualifié jeudi cette reprise de «pas fait dans le bon sens».

Sur le terrain, dans le Kurdistan turc, six militaires turcs ont été tués mercredi dans une embuscade tendue par des rebelles du PKK dans la province de Van, a rapporté jeudi l'agence turque Anatolie. Ce jeudi, la super-préfecture de Diyarbakir a annoncé la mort de onze rebelles kurdes du PKK et d'un soldat turc. Six autres maquisards kurdes se sont rendus aux forces de l'ordre turques lors de ces opérations. (D'après AFP.)

LE MONDE - 22 septembre 1995

Menaces sur la Turquie

La démission du premier ministre turc est une mauvaise nouvelle pour l'Europe. Les partenaires de la Turquie doivent espérer que M^{me} Tansu Ciller parviendra à dénouer la crise politique qui secoue un pays essentiel pour l'équilibre de toute une région et dont personne ne peut souhaiter qu'il entre de nouveau dans une période de turbulences politiques.

Première femme à diriger un gouvernement en soixante-douze ans d'histoire de la République turque, M^{me} Ciller n'a certes pas - en un peu plus de deux années de pouvoir - mené une politique permettant d'affirmer que la Turquie a, enfin et définitivement, rejoint le camp des pays démocratiques. La sanglante répression de l'armée dans le Sud-Est anatolien contre les séparatistes kurdes comme les multiples atteintes aux droits de l'homme en fournissent quotidiennement la preuve.

Reste que, prisonnière d'un parti conservateur souvent archaïque et devant composer avec une hiérarchie militaire soucieuse de garder ses prérogatives, le premier ministre démissionnaire a néanmoins mis en route une série de réformes destinées à davantage arrimer la Turquie à l'Europe. En tentant de moderniser son parti, en plaçant *urbi et orbi* la cause européenne, en voulant réformer la loi électorale, comme en prônant une première réforme de la Constitution, M^{me} Ciller a dessiné les contours d'une politique différente. Encore fallait-il trans-

former l'essai. A plusieurs titres, son départ pourrait remettre en cause cet espoir. Le premier risque est de voir la classe dirigeante turque, tout entière livrée aux jeux politiques qu'elle affectionne, renvoyer à un futur incertain la prise de décisions, urgentes, notamment en ce qui concerne les relations d'Ankara avec l'Union européenne. Le second danger, de plus en plus menaçant, vient des fondamentalistes musulmans, qui pourraient profiter de ces troubles pour accroître encore leur influence et briser l'unité d'un pays où les différentes communautés ont, tant bien que mal, réussi à cohabiter dans le cadre laïque hérité du kémalisme. Sans oublier, enfin, des chefs militaires qui ont abandonné le pouvoir aux civils depuis à peine dix ans et dont le prurit politique peut toujours se réveiller, notamment si la situation s'envenimait.

D'autant que les revendications sociales des laissés-pour-compte d'une croissance erratique et des victimes d'un plan de stabilisation sévère sont à même d'aviver ces tensions. Nouvel eldorado des investisseurs étrangers, saluée par les organismes internationaux pour ses récents efforts en vue de mener une politique économique orthodoxe, la Turquie a un rôle de plus en plus déterminant à jouer dans la dynamique d'une zone allant des Balkans à l'Asie centrale et qui a été fortement ébranlée par les convulsions de l'après-communisme. A cet égard aussi, M^{me} Ciller pouvait représenter un modèle rassurant et moderne.

LE MONDE - 22 septembre 1995

La démission de M^{me} Ciller devrait conduire à des élections anticipées en Turquie

La chute du gouvernement risque de compliquer le rapprochement entre Ankara et l'Europe

Deux ans après son arrivée au pouvoir, le premier ministre turc, M^{me} Tansu Ciller, a présenté sa démission au chef de l'Etat, Suleyman Demi-

rel, mercredi 20 septembre. Cette chute a été provoquée par le retrait de la coalition au pouvoir des sociaux-démocrates, qui estiment que

les réformes marquent le pas. Des élections législatives anticipées pourraient se dérouler au printemps 1996. (Lire aussi l'éditorial page 16.)

ISTANBUL

de notre correspondante

La coalition entre le Parti de la juste voie (DYP) du premier ministre, Tansu Ciller, et les sociaux-démocrates (CHP), dont le programme ambitieux avait brièvement soulevé l'espoir de progrès réel dans le domaine de la démocratie en Turquie après les élections de 1991, n'a jamais été une alliance confortable. Au cours de quatre ans d'une coopération difficile, rendue encore plus complexe par les fréquents changements de dirigeants, le gouvernement a rebondi de crise en crise. Depuis des mois, les réunions du conseil des ministres étaient irrégulières et rares.

En chute libre dans les sondages, de plus en plus éloignés de leur électorat de gauche, les sociaux-démocrates du CHP se sentaient mal à l'aise au sein d'un gouvernement essentiellement de droite qui refusait toute concession, que ce soit sur le processus de démocratisation, la lutte contre les combattants kurdes du PKK ou les salaires

des employés du secteur public, qui ont d'ailleurs participé, mercredi, à une grève générale pour protester contre les maigres augmentations offertes par le gouvernement.

Lors de son élection à la tête du CHP le 10 septembre dernier, Deniz Baykal avait annoncé qu'il provoquerait des élections anticipées s'il n'obtenait pas satisfaction lors des négociations avec M^{me} Ciller sur le programme de la coalition. En définitive, il semble que ce soit l'insistance de M. Baykal pour obtenir le renvoi de Necdet Menzir, le chef de la sûreté à Istanbul - qui avait publiquement accusé un ministre du CHP de coopérer avec les « séparatistes » -, et le refus catégorique de M^{me} Ciller, qui ont finalement détruit la coalition.

Les incertitudes sur l'avenir du pays, qui fait face à des échéances cruciales à court terme, notamment le vote du Parlement de Strasbourg en décembre sur l'union douanière avec l'Europe, ont fait chuter l'indice de la Bourse, qui a perdu 5,5 % de sa valeur. Le

gouvernement tombe juste au moment où la Turquie revient sur les marchés financiers internationaux après une longue absence causée par la crise économique.

« UN NOUVEAU DÉPART »

Dans l'immédiat, il est probable que le président Demirel demande à M^{me} Ciller, qui dirige le parti ayant le plus de sièges au Parlement, de former un nouveau gouvernement dans le délai constitutionnel de quarante-cinq jours. Mais il est presque certain que les élections législatives, qui devaient avoir lieu en novembre 1996, auront lieu, au plus tard, le printemps prochain. D'ailleurs, en annonçant l'éclatement de la coalition, Deniz Baykal a demandé un scrutin anticipé ; « la Turquie a besoin d'un nouveau départ, a-t-il dit. Les élections sont la meilleure façon d'assurer ce démarrage. »

Malgré la chute du gouvernement, Tansu Ciller, arrivée au pouvoir en 1993 deux ans après son entrée en politique, n'est pas prête à jeter l'éponge. Dans un premier

temps, elle tentera probablement de s'allier avec son rival Mesut Yilmaz du Parti de la Mère patrie (ANAP, centre-droit), qui a indiqué qu'il était prêt à considérer « toutes les formules », pour autant que des élections anticipées soient prévues.

Tansu Ciller espère sûrement former un gouvernement pour quelques mois, le temps de préparer une nouvelle loi électorale et d'assurer le passage de textes cruciaux pour la mise en œuvre de l'union douanière avec l'Europe. Le Parlement européen a déjà fait savoir qu'il réclame des progrès importants dans le domaine des droits de l'homme, notamment la levée de l'article 8 de la loi antiterroriste et la libération des députés kurdes emprisonnés, avant l'entrée en vigueur du traité. Les avocats des députés kurdes présenteront leurs cas à la Cour de cassation, jeudi, dont la décision, dans le mois à venir, pourrait influencer le vote des parlementaires européens.

Nicole Pope

INTERNATIONAL HERALD TRIBUNE, FRIDAY, SEPTEMBER 22, 1995

Turkish Opposition, Asking Early Vote, Is Cool to Coalition

Compiled by Our Staff From Dispatches

ANKARA — Prime Minister Tansu Ciller's search for a new government for Turkey following her resignation began awkwardly Thursday after the main opposition leader virtually ruled out forming a lasting coalition with her.

Mrs. Ciller was asked by President Suleyman Demirel to form a new government the day after the collapse of the shaky left-right coalition of her True Path Party with the social democratic Republican People's Party headed by Deniz Baykal.

"The president asked her to form a new government," an official from her office said Thursday. "She has changed her plans for a trip and will stay in Ankara tomorrow to meet other party leaders to focus on forming a government."

Mrs. Ciller vowed to stick to the key goals of her 27 months in power — customs union with Europe, a

Turkey-bound Caspian oil pipeline, privatization and democracy reforms. She termed "the linking to the world through our country of oil pipelines from the Turkic republics" as the most important issue.

"Swift steps must be taken to take our democracy further forward," she said. "By the end of the year, the necessary harmonization decrees and laws must all be accomplished. These cannot be made to wait."

She said it would be a mistake to call elections just as Turkey was about to get "results" in its fight with an 11-year rebel Kurd insurgency in the southeast.

Her resignation was regarded as having weakened Turkey's position to form a customs union with the European Union by January, which is linked to Turkish political reforms. Human rights reforms long promised by Mrs. Ciller and sought by Europe in exchange for the pact are expected to become secondary to negotiations to form a new government.

The political crisis also was deepened by the announcement by the separatist Kurdish Workers Party that it was calling off the truce it announced Tuesday.

On Thursday, the leader of the main opposition Motherland Party, Mesut Yilmaz, virtually ruled out forming a lasting coalition with the 49-year-old Mrs. Ciller. He told the private television station ATV that he would only consider taking part in a coalition if early elections were called.

Mr. Baykal also called for early elections, saying a delay would only increase Turkey's problems.

But Mrs. Ciller vowed to press on with her own policy agenda.

"Turkey has issues that cannot be put off," she said in a televised speech shortly before her nomination by Mr. Demirel. "To ignore all these problems and drop Turkey into the chaos of early elections would be a dreadful mistake." (Reuters, AFP)

U.S. Journalist Faces Trial in Turkey for Article on Drive Against Kurds

By Kelly Couturier
Washington Post Service

ANKARA — An American journalist working for the Reuters news agency has been charged by a Turkish State Security Court with "provoking hatred" over an article concerning the government's military campaign against Kurdish separatists, according to the Reuters bureau chief here.

Aliza Marcus, 33, has not been taken into custody but has been notified of the charges against her. She faces one to three years in prison if found guilty. Western journalists have rarely, if ever, been charged under Turkey's security laws, but many Turkish journalists have been prosecuted, convicted and sentenced to jail.

The case, which has received little publicity here, illustrates continuing limits on freedom of expression in Turkey, in particular regarding the conflict between the government and Kurdish separatists.

A package of constitutional amendments adopted in July has been praised as an important step toward democratiza-

tion. But freedom of expression and other issues for which Turkey is criticized by rights groups and Western governments have yet to be addressed.

Turkey, a member of the North Atlantic Treaty Organization and a key U.S. ally in the region, was criticized in the annual State Department human rights report published last February, but continues to receive U.S. aid. The report said the human rights situation in Turkey "worsened significantly in 1994."

According to court documents, Ms. Marcus was charged for an article dated Nov. 25, 1994, which stated that "forcibly evacuating and even torching Kurdish villages in southeastern Turkey is now a central part of the military's 10-year battle against Kurdish rebels, villagers and human rights activists say."

The story was printed here Nov. 27 in the pro-Kurdish newspaper *Ozgur Ulke*, which was shut down by the government this year, as its predecessors had been.

The subject of the article, the evacuation of villages and hamlets in the southeast where the separatists have reportedly

been able to obtain logistical support, was acknowledged to be "a known fact" by Turkey's state minister for human rights, Algan Hacaloglu, in a recent interview.

Jonathan Lyons, the Reuters bureau chief here, confirmed that the case had been brought against Ms. Marcus in Istanbul and said, "We will answer the charge on Oct. 12," the date set for a trial.

The Human Rights Association said that during August, the State Security Courts detained 16 journalists and handed down a total of 16 years in prison sentences and almost \$15,000 in fines in cases involving freedom of expression. The association reported that 174 people are serving prison sentences in what it described as freedom of expression cases.

European officials have made clear to the government of Prime Minister Tansu Ciller, who has been campaigning for a customs union with the European Union, that further democratization measures are needed if the customs accord, which would anchor Turkey more firmly to the West, is to pass the European Parliament.



Sırrı Sakık and Mahmut Alınak at the DEP trial on Wednesday

TDN Cengiz Uysal

Appeals Court to decide on DEP MPs next month

Turkish Daily News

ANKARA- The Appeals Court here on Thursday said it will decide on October 26 on a crucial case involving former pro-Kurdish Democracy Party (DEP) deputies who are now jailed for helping a separatist terrorist organization.

Mahmut Alınak, an independent deputy, Sırrı Sakık, a former DEP deputy and the lawyers of the six other DEP ex-parliamentarians who are currently serving jail sentences made defense statements in the first appeals hearing saying they are victims of a "political action" by the government ahead of municipal elections last March.

The deputies were stripped of their parliamentary immunity in March 1994 and later convicted for up to 15 years for complicity with the banned Kurdistan Workers Party (PKK).

"We came with the votes of the people, without arms and violence... Our common aim is to find a peaceful solution to the Kurdish problem," said Sırrı Sakık, one of the freed ex-deputies. "I do not want Turkey to be divided."

Deputies from the European Parliament, which must approve the customs union deal before it can be enforced, have been calling for the

release of the remaining six MPs as a condition for a "yes" vote. The court of appeals' chief prosecutor's office made a recommendation in June that three of the MPs be released because they were improperly charged, but that the remaining three in prison serve out their 15 year sentences.

A release of any of the deputies is likely to help Turkey's case, although the deputies' lawyers say that, in a bizarre twist, the two released MPs may actually have to go back to serve another year or more due to a technical mistake in their original sentences.

West worried about possible delay in democratization

While both Turkey and its EU partners are unwilling to postpone customs union, the EU envoys fear that domestic developments will disrupt efforts for further democratization

Turkish Daily News

ANKARA- The resignation of Prime Minister Tansu Çiller brought into question the future of the customs union Turkey plans to establish with the European Union by 1996,

but Western diplomatic circles carefully refrained from admitting the possibility of a postponement due to this recent development. The Turkish Foreign Ministry firmly maintained that the Turkish goal of realizing the

customs union, the establishment of which was foreseen in the 1963 accord, was intact. "But the Turkish goal of realizing the customs union by the beginning of 1996 is unchanged," a Turkish diplomat said, admitting that the timing of the resignation had been "unfortunate" and had caught the ministry by surprise. On the other hand, the concern of foreign diplomatic circles is that once the political groups get into an election mood, their focus will shift away from democratization in general, and from amending Anti-Terrorism Law Article 8 — a priority point for the European Parliament — in particular.

"If the mood in the parliament is set for elections, all issues of concern to us, such as amending Article 8, further democratization, adjustments

FRIDAY, SEPTEMBER 22, 1995

Turkish Daily News

for the customs union, and the Cyprus question would be relegated to second place," a Western diplomat told the TDN.

The same sources also maintained that a minority government, if that is what Çiller intends to do, might find it more difficult to realize the amendment of Article 8.

But although the diplomatic circles in Ankara called the resignation of the government "ill-timed," they fell short of predicting a change in the planned schedule for the customs union.

"What is known now is that the vote in the European Parliament will take place on Dec. 15. Of course I am not a prophet, but it looks now that the date is intact," German Ambassador Hans-Joachim Vergau said.

He added that the postponement of the customs union would be a "blow" to the progressive forces in Turkey.

"All the progressive forces in Turkey want the realization of the customs union," he said, adding that he was "hoping that the new government that follows Çiller's resignation will also work to realize Turkey's obligations toward the customs union." Dr. Vergau also mentioned that a five-partite meeting in Bonn in November — which would involve the participation of the Turkish, German, British, French, Italian and Spanish foreign ministers — was unchanged for the time being.

Despite the optimism of the German ambassador, whose government has just released 150 million marks (\$100 million) in aid to allow Turkey to buy two frigates, other Western diplomatic circles appeared concerned with the domestic uncertainties at a very crucial time.

Greece, another European Union member, expressed "concern" over the resignation of the government in Turkey. Greek Foreign Minister Carolos Papoulias told journalists that he was concerned with the developments in Turkey. "We want a democratic Turkey with a stable government," he said.

Greek diplomatic circles in Ankara

also appeared disappointed that a scheduled meeting between Greek and Turkish foreign ministers in New York, which was aimed as a "first step to dialogue", would be reduced merely to a "protocol" meeting. "We hope to see a government formed as soon as possible so that the democratic reform process can continue in Turkey," a Greek diplomat said.

A European Commission source, quoted by the Anatolia news agency, said that a change of government or a coalition would make no change in the assessment of the Euro MPs in the voting. "We do not expect a change of government to mean a change in Turkey's customs union policy."



German ambassador to Ankara, Dr. Hans-Joachim Vergau

THURSDAY, SEPTEMBER 21, 1995

Turkish Daily News

Germany resumes aid to Turkey

Germany decides to resume 150 million marks (\$100 million) in aid to allow Turkey to buy two frigates. Ankara welcomes the decision

Turkish Daily News

ANKARA- Germany decided on Wednesday to resume its military aid to Turkey, which had been suspended in March in protest over Ankara's military incursions into northern Iraq trying to flush out militants of the outlawed Kurdistan Workers' Party (PKK). The resumption was signalled by a finance commission of the Bundestag, or lower house of parliament, which voted to provide 150 million marks (\$100 million) in aid to allow Turkey to buy two frigates.

In addition to this, the German government will provide 100 million marks worth of military equipment as "grants," German ambassador to Ankara, Dr. Hans-Joachim Vergau, said on Wednesday in a press conference.

Vergau said that the decision had

long been in the pipeline, but the bureaucratic formalities had taken time. Germany had suspended its aid in response to major Turkish military incursions into Iraq to crush PKK militants. Turkey, on its side, accused Germany of turning its back on a NATO partner in its hour of need and insisted it was well within its rights to use military force to quell what it described as a "terrorist threat."

"Please allow me to remind you one more time that Germany, which hosts about 2 million Turkish citizens, suffers the effects of conflicts within Turkey. For this reason, Germany, more than any other country, has the right to expect solutions that go beyond pure military measures ... Having said that, there is no doubt that we support Turkey's determined fight

against terrorism," Dr. Vergau said.

Wednesday's decision was expected to attract strong criticism from the opposition Social Democrats, the Green Party and the formerly communist Party of Democratic Socialism.

The Greens said that the suspension should have been extended given the political instability in Turkey.

The decision came on the same day that Prime Minister Tansu Çiller resigned in Ankara due to a quarrel with a junior coalition partner in her government.

Ankara welcomes the release

Ankara welcomed the German decision Thursday. "We consider this decision of the German Parliament and government to be a step in the right direction," Foreign Ministry deputy spokesman Nurettin Nurkan said. "We believe that this problem, which stemmed from a misunderstanding and cast a shadow on Turco-German friendship and cooperation, is solved."

COMMUNIQUE

Mme Ségolène Royal se rend à Ankara pour assister au procès des députés kurdes emprisonnés

Mme Ségolène Royal, député socialiste des Deux-Sèvres, ancien ministre de l'Environnement, accompagnée de Me Carrière-Bournazel, du barreau de Paris, **se rend à Ankara ce mercredi 20 septembre** pour assister en tant qu'avocat au procès devant la Cour de Cassation des députés kurdes emprisonnés depuis 18 mois pour délit d'opinion.

Mme Royal fait partie d'un collectif d'avocats européens assumant la défense devant la Cour européenne des droits de l'homme des députés kurdes poursuivis. Dans ce cadre, et au nom de la défense des libertés parlementaires, elle a déjà effectué plusieurs missions à Ankara et à Strasbourg.

Au cours de sa visite de cette semaine, elle assistera à l'audience de la Cour de Cassation qui se tiendra le 21 septembre à 9h., puis se rendra à la Prison centrale d'Ankara pour y rencontrer Mme Leyla Zana, député de Diyarbakir, et ses collègues détenus, et donnera une conférence de presse avant de regagner Paris

Le verdict de la Cour de Cassation, prévu pour la mi-octobre, est attendu avec un vif intérêt par les gouvernements occidentaux car le Parlement européen a fait de la libération des députés kurdes un des gestes de bonne volonté démocratique indispensable pour la ratification éventuelle du traité d'union douanière avec la Turquie. Le rapporteur, espagnol, du Parlement européen, M.Carlos Carnero Gonzalez, en visite à Ankara la semaine dernière, a, le 15 septembre, rappelé aux dirigeants turcs cette condition impérative. Le 12 septembre, la Cour constitutionnelle turque avait rejeté un recours des élus kurdes visant à leur rétablissement dans leur mandat parlementaire, mandat dont ils avaient été arbitrairement et automatiquement déchus à la suite de l'interdiction en juillet 1994 de leur parti de la démocratie (DEP) pour des propos "séparatistes" qu'auraient tenus à l'étranger leur président d'alors.

Dans ces conditions, la Cour de Cassation apparaît comme l'ultime porte de sortie pour les dirigeants turcs s'ils veulent désamorcer cette affaire qui plus que toute autre, empoisonne leurs relations avec l'Europe.

**Comité International pour la libération
des députés kurdes emprisonnés en Turquie**

Paris, le 20 septembre 1995

SAMEDI-DIMANCHE, 23-24 SEPTEMBRE 1995

GAMIK

Ausländische Presse in der Türkei unter Beschuss

Einschüchterung mit juristischen und anderen Mitteln

Zum erstenmal wird in der Türkei der 90er Jahre ein ausländischer Journalist auf Grund seiner Berichterstattung juristisch verfolgt. Ein Sondergericht hat die Korrespondentin der Agentur Reuter angeklagt, durch ihre Berichterstattung in der Bevölkerung «Rassismus und Hass» angestachelt zu haben.

it. Istanbul, 22. September

Das Istanbuler Staatssicherheitsgericht hat die Korrespondentin der Agentur Reuter, Eliza Markus, der «Anstachelung zu Rassismus» beschuldigt und gemäss Artikel 312 Paragraph 2 des türkischen Strafgesetzbuches gegen sie ein Verfahren eingeleitet. Es handelt sich um das erste juristische Verfahren gegen ein Mitglied der ausländischen Presse in der Türkei der neunziger Jahre überhaupt. Der Prozess findet am 12. Oktober in Istanbul statt. Sollte Frau Markus für schuldig befunden werden, droht ihr eine Strafe von bis zu drei Jahren Haft.

«Hass und Rassismus» nach Art. 312

Eliza Markus wird wegen eines Artikels vom letzten November über die Operationen der türkischen Armee im Südosten angeklagt. Nach tagelangen Recherchen vor Ort hatte sie damals berichtet, dass die türkische Armee in ihrem Kampf gegen die kurdische Guerilla regelmässig Dörfer zwangsevakuieren oder in Brand setze. In ihrem Bericht liess sie dabei Mitglieder von Menschenrechtsorganisationen, der türkischen Sicherheitskräfte sowie Flüchtlinge zu Wort kommen. Jener Bericht wurde von der inzwischen verbotenen prokurdischen Zeitung «Özgür Ülke» – damals noch ein Abonnent von Reuter – übersetzt und veröffentlicht. Der übersetzte Text gilt nun dem Istanbuler Sondergericht als Grundlage für seine Anklage gegen Markus. Laut Anklage hat sie «Hass und Rassismus» unter den ethnischen Gruppen der Türkei angestachelt, indem sie in ihrer Berichterstattung «die regionalen Unterschiede» herausgestrichen habe.

Artikel 312 wurde als Mittel der Einschüchterung gegen Andersdenkende reaktiviert, als der Druck aus Europa gegen den umstrittenen Artikel 8 immer grösser wurde. Auf Grund des Artikels 8, der «Separatismus» unter Strafe stellt, sind schon Hunderte von türkischen Intellektuellen angeklagt und verurteilt worden. Institutionen wie der Europarat und das Europa-Parlament haben deshalb mit Nachdruck die Abschaffung des Artikels 8 gefordert. Seitdem der Druck aus Europa wächst, benutzen die Sondergerichte bei der Verfolgung von Oppositionellen nun vermehrt den im Ausland weniger bekannten Artikel 312.

Kenner der Kurdenfrage im Visier

Der Prozess gegen Markus ist der neueste Versuch einer Einschüchterung gegen eine kleine Gruppe ausländischer Pressevertreter, die als

Kenner der Minoritätenfragen der Türkei bekannt sind. Der Korrespondent der arabischen Tageszeitung «Al-Hayat» und der englischsprachigen «Turkish Daily News», Ismet Imset, musste ins Ausland fliehen, nachdem man ihm angedroht hatte, aus Rache gegen seine «einseitige Berichterstattung» über den kurdischen Südosten seine damals zwei Monate alte Tochter zu töten. Auf Grund «falscher Berichterstattung» wurde letzten März die deutsche Journalistin Corinna Guttstadt des Landes verwiesen. Korrespondenten des deutschen Fernsehens ARD wurden in Polizeigewahrsam genommen und an der Ausübung ihrer Arbeit gehindert. Die Korrespondenten des Schweizer Fernsehens DRS und – einige Monate später – auch des finnischen Fernsehens wurden kurz festgenommen und ihre Kassetten beschlagnahmt. «Unbekannte Täter» sind schliesslich in die Wohnung des Photoreporters Kostas Sakellariou eingebrochen und haben seine Möbel, seine Filme, Kameras und Computer zerstört.

Mittlerweile macht eine angeblich existierende «schwarze Liste» der Gemeinschaft der ausländischen Presse Sorgen. Die Meldung über eine schwarze Liste hatte letzten Juli die Deutsche Presseagentur (DPA) verbreitet. Laut ihrem Korrespondenten wurde damals bei einem Treffen des «Nationalen Sicherheitsrates» beschlossen, die Berichterstattung der ausländischen Medien künftig auf ihren «Realismus» und ihre «Neutralität» zu prüfen. Journalisten, die einer «falschen» Berichterstattung verdächtigt werden, soll nächstes Jahr die Akkreditierung verweigert werden. Der Bericht der DPA wurde bisher offiziell nicht dementiert.

AI-Kritik an Ankara

Menschenrechtslage «extrem schlecht»

Bonn, 22. Sept. (ap) Die Hilfsorganisation Amnesty International stuft die Menschenrechtssituation in der Türkei trotz gegenteiligen Beteuerungen der Verantwortlichen in Ankara noch immer als «extrem schlecht» ein. In einem am Donnerstag veröffentlichten Bericht sprach Amnesty den türkischen Behörden den politischen Willen ab, die Beachtung der Menschenrechte durchzusetzen. Die Organisation forderte erneut insbesondere die Abschaffung des berüchtigten Artikels acht des türkischen Antiterrorgesetzes, nach dem sogenannte «separatistische Propaganda» mit bis zu fünf Jahren Haft bestraft werden kann. Auf Grund dieses Artikels werden die meisten politischen Gefangenen verurteilt.

SADDAM HUSSEIN, LA VIE DEVANT SOI

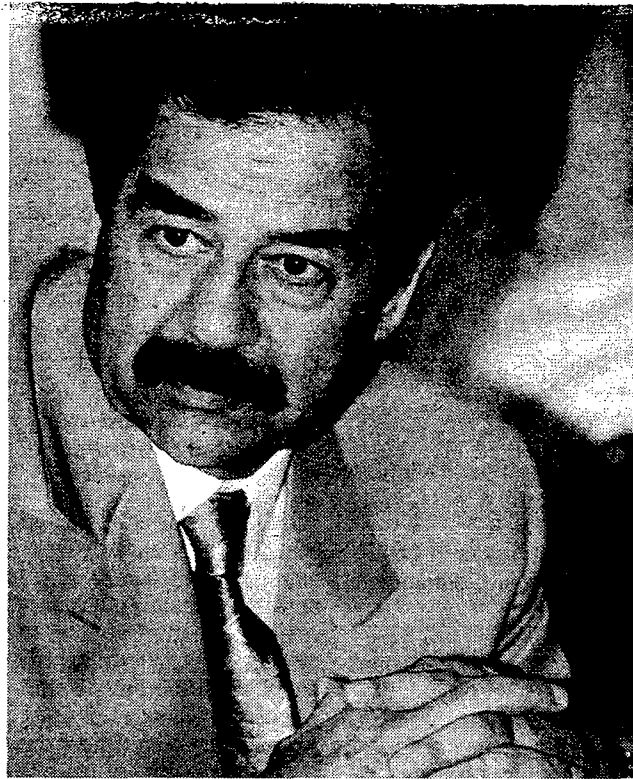
Déstabilisé par la récente défection de deux de ses gendres, le président irakien tente de réaffirmer son pouvoir

« Je suis stupéfait que Saddam soit encore là. Tous les jours, les conditions de son élimination existent. Mais il se maintient, jour après jour, et les jours deviennent des années. » Charles Tripp, maître de conférences à la School of oriental and african studies, à Londres, ne se risque pas à un pronostic sur les chances de survie du maître de Bagdad. Mais l'obstination du chef de l'État irakien à conserver le pouvoir et sa capacité à s'assurer, même dans les circonstances les plus délicates, de nouvelles allégeances, révèle une pugnacité qui défie ses adversaires. « Saddam Hussein est persuadé que le temps est son allié », ajoute ce spécialiste de l'Irak.

Le 15 octobre prochain, Saddam Hussein devrait ajouter une nouvelle pierre à son édifice. Un référendum en forme de plébiscite devrait lui conférer un nouveau mandat présidentiel d'une durée de sept ans. Prise fin août après la défection de deux de ses gendres, la décision d'organiser ce scrutin traduit moins, pour la plupart des observateurs, la recherche d'une légitimité populaire qu'un moyen de rappeler à ses proches et à ses fidèles qu'il est la clé du système au pouvoir en Irak. Ce sera le premier référendum présidentiel organisé dans le pays depuis la chute de la monarchie en 1958.

La nécessité de chercher des relais hors du clan familial

Le temps presse pour l'homme fort de Bagdad. La défection le 8 août dernier de deux de ses gendres, dont Hussein Kamel al-Majid, alors ministre de l'industrie, et l'un des deux ou trois adjoints les plus puissants du président, souligne les tensions qui érodent le socle familial de son pouvoir. « Ce n'est sûrement pas un coup fatal mais Saddam



Saddam Hussein. Le 15 octobre prochain, un référendum en forme de plébiscite devrait conférer au président irakien un nouveau mandat d'une durée de sept ans. (Photo Kurz/Contrast/Gamma.)

Hussein semble avoir épuisé les ressources de son entourage direct, analyse Bassma Kodmani-Darwich, maître de recherches à l'Institut français des relations internationales (Ifri) à Paris. Il va devoir chercher d'autres relais, peut-être l'armée ou le parti Baas », la formation au pouvoir, dépourvue de tout rôle essentiel durant les dix dernières années.

La principale urgence sur le plan intérieur, serait de contenir la grogne voire la révolte latente de certaines tribus que Saddam avait su jusque-là s'associer. L'insoumission vite réprimée d'une unité de l'armée commandée par un membre de la tribu Doulaïmi, en juin dernier, paraît à cet égard aussi grave que la défection de ses gendres. Les tribus musulmanes sunnites du centre de l'Irak, alliées jusqu'ici au pouvoir, comprennent des cohortes de généraux et de gros commerçants dont la première loyauté est clanique. L'armée, dès lors, n'est pas un corps sur lequel Saddam Hussein puisse compter les yeux fermés.

Son système, qui allie étroitement répression et corruption, « a été jusqu'ici remarquable dans sa façon d'utiliser simultanément plusieurs réseaux de sou-

tien en ne se fiant à aucun », explique Charles Tripp. L'idéologie, la race, la religion n'entrent pas en jeu. « Il sait repérer et choisir ceux qui sauront faire converger leurs intérêts avec les siens sur le long terme. Chez les chiïtes du sud de l'Irak qui lui sont dans leur très grande majorité hostiles, des chefs de clans se sont ralliés à lui et tirent profit de l'exil de certaines grandes familles pour occuper leurs terres et leurs fonctions de relais du pouvoir central. Le Sud est aujourd'hui largement sous contrôle. »

Les faiblesses de l'opposition

L'opposition irakienne en exil, quant à elle, se garde de tout triomphalisme. La défection de Hussein Kamel et de son frère dérange le Congrès national irakien (CNI), principal rassemblement des partis d'opposition. Les deux gendres de Saddam figurent sur une liste des dirigeants que le CNI accusait de « génocide » et de « crimes contre l'humanité », en mai 1993. Huit chefs d'accusation contre Hussein Kamal y sont retenus, notamment pour son rôle majeur dans la répression de la révolte chiïte au printemps

1991 ou sa responsabilité dans les programmes de production d'armes chimiques utilisées contre les Kurdes en 1988. « Comment pourrions-nous les accueillir, ils n'ont encore émis aucune excuse pour leurs actions passées », souligne Ghanem Jawad, chef du bureau des droits de l'homme du CNI.

Le Congrès national irakien affronte en outre des vents contraires. Son quartier général en « zone libérée », au nord de l'Irak, est pris dans la tourmente d'un conflit armé qui a fait 3 000 morts en deux ans et qui oppose ses deux « hôtes », le Parti démocratique du Kurdistan (PDK) et l'Union patriotique du Kurdistan (UPK).

Des divisions au sein du Congrès national irakien

Le CNI est également secoué par une violente crise interne. L'indépendance prise par Ahmad Chalabi, président de son conseil exécutif et homme d'affaires controversé, provoque une grogne croissante. Plusieurs formations ont quitté le Congrès ces dernières années et, fin mai, un parti bien infiltré dans la moyenne bourgeoisie irakienne, al-Wifaq, a suspendu la participation de ses membres aux instances dirigeantes du CNI.

« Le changement de régime ne peut venir que d'une initiative prise à l'intérieur du pays, affirme Salah Shaikhly, rédacteur en chef de l'hebdomadaire d'al-Wifaq. Or la grande diversité des membres du CNI fait sa faiblesse. Il lui est impossible de mettre sur pied une organisation centralisée et efficace sur le terrain. »

Pour apaiser ses opposants, Ahmad Chalabi agit le projet d'une assemblée générale qui se tiendrait au Kurdistan irakien dès que le conflit entre le PDK et l'UPK aura été résolu. De cette entreprise dépend sans doute le niveau de l'aide que Washington et Londres renouvelleront au Congrès. Des observateurs de retour de Jordanie, où Hussein Kamal a obtenu l'asile politique, constatent que les Britanniques sont très actifs autour de lui. Certains perçoivent le gendre du président irakien comme une meilleure carte anti-Saddam que le CNI.

Jean-Christophe PLOQUIN



The U.S. Boeing Helicopter Company manufactures CH-47E platforms for heavy-lift transport purposes.

SATURDAY, SEPTEMBER 23, 1995

US, European companies eye huge helicopter sales to Turkish forces

Lucrative: Foreign firms should guarantee local co-production in Turkey with maximum offsets and technology transfer to win Turkish defense contracts

By Ümit Enginsoy / *Turkish Daily News*

ANKARA- Major U.S. and European defense companies this week revealed plans to sell scores of attack, armed scout and transport helicopters to Turkey which wants to boost its copter force drastically with the purchase of more than 200 platforms at over \$3 billion within the next decade.

Turkey plans to buy 106 attack helicopters, 84 armed scout platforms and 16 rotary-wing aircraft for heavy-lift transport purposes until 2006, U.S. and Turkish government sources have told the *Turkish Daily News*.

"Situated in one of the most volatile regions of the world — the Balkans, the Middle East and Transcaucasia — Turkey must keep its armed forces strong," Defense Minister Mehmet Gölhan said at the opening ceremony of this week's International Defense Industry and Civil Aviation Fair (IDEF-95) near the Turkish capital. Twenty-two countries were represented in the fair with 194 companies.

Among those companies, the U.S.-based Bell Textron, Boeing Helicopter and Sikorsky Aircraft, the Paris-based Eurocopter and the Russian Kamov announced plans to take part in Turkey's helicopter projects.

"We would like to sell the newly developed and more advanced version of our AH-1W Super Cobra

attack helicopter," said Jim Schwalbe, a senior official from Bell Textron, on Sept. 20. He added that Bell's Kiowa Warrior would also compete for Turkey's armed scout helicopter deal.

Turkey has already acquired 10 Super Cobras and has been using them against a separatist insurgency in the country's troubled Southeast. Ankara and Bell have already agreed in principle to the transfer of another 10 AH-1Ws to Turkey for a price of nearly \$135 million next year.

A senior official from Eurocopter also said his company would compete with its Tiger UH-1A5 gunship in the attack helicopter deal.

Turkey has bought 20 AS 532 SC Cougar type utility platforms from Eurocopter at \$253 million, deliveries started this summer. The two sides have also agreed in principle to the sale of 30 Cougar MK2 AS 532 US/A2 copters to Ankara.

Russia also announced its intention to sell to Turkey the Kamov-manufactured Ka-50 helicopter, a newly-developed platform which was included in the Russian forces' inventory this year. "The Ka-50 has a superior quality of maneuverability, combat survivability and pilot protection," said Grigory Yakemenko, Kamov's director and chief designer, "We definitely want to export this advanced attack helicopter to Turkey."

Yakemenko told the TDN on Thursday that the unit price for the Ka-50 would be around \$12 million, "a figure considerably cheaper than Western-manufactured attack helicopters." For

Turkish Daily News

the heavy or medium-lift transport platform, Boeing's CH-47D Chinook and Sikorsky Aircraft's CH-53E are expected to compete.

"We think we have the biggest chances to win the Turkish deal with Chinook that has been operating successfully for a long time" said Bob Pratt, regional sales manager of Boeing Helicopter.

Andrew Evans, the Ankara director of Sikorsky Aircraft, said taking part in Turkey's big transport helicopter project was one of the priorities of his company.

In another project, Ankara and the U.S. General Dynamics Land Systems were likely to begin co-production in Turkey of M1A1 Abrams tanks for the Turkish Army, a senior official from the U.S. company said Sept. 21.

"The project may start within a couple of years for the production of 50 tanks per year in a 10-year program," the official, who asked not to be named, told the TDN.

"Turkey is reviving a project to acquire Patriot (surface-to-air) missiles which it needs to boost its air defenses," said Robert Costa, Patriot program manager in Turkey of the U.S.-based Raytheon which manufactures the missiles. Russia, which was represented in IDEF-95 by 27 companies, being the second biggest foreign group after the United States, also wants to export to Turkey the newly-developed armored vehicle of BTR-80A.

"The (armored personnel carrier) BTR-80A is an advanced version of the BTR-80; and the Turkish Army, which already operates the 80s, will have no problems in using the 80As," said Valery Pogrebekov, the chief of the mass media section of Rosvoorouzhnie, Russia's state-run armament company which organizes the country's weapons export and import matters. Turkey uses Russian-produced BTR-80s and BTR-60s mainly in the transport of troops in southeastern Turkey, where the Ankara government is fighting against the outlawed Kurdistan Workers' Party, or PKK.

One Turkish defense authority said that in all big import programs, the foreign company to win the contract would be urged to accept co-production in Turkey and to maximize offsets, the level of local participation and technology transfer.

CPJ protests charges brought against Aliza Marcus of Reuters

Turkish Daily News

WASHINGTON- Committee to Protect Journalists (CPJ), a human rights advocacy organization set up exclusively for journalists, on Thursday sent a fax letter to Prime Minister Tansu Çiller asking the charges brought against Reuters correspondent Aliza Marcus be dropped. Marcus was charged for "alleged intent to incite 'racial hatred,' under the terms of Article 312 of Turkish Penal Code." If convicted, Marcus, "a widely respected journalist who has been based in Turkey since May 1994," can go to jail for up to three years, the CPJ statement said. Marcus got into trouble with Turkish law enforcement officials after one of her articles was translated into Turkish and published in a pro-Kurdish daily.

"An especially disturbing aspect of this case is the implication that Ms. Marcus should be subject to prosecution because her Reuters article appeared in Turkey in Turkish," William A. Orme Jr., executive

director of CPJ, wrote to Çiller.

"As you know, all press reports from all international news agencies are available for the use of all legitimate subscribers to those services in Turkey and elsewhere."

"The charges against Ms. Marcus are based on a Reuter dispatch eleven months ago in which she analyzed the Turkish military campaign against armed Kurdish separatists in southeastern Turkey.

We note for the record that under Turkish law, a case based on such published material should have been opened within six months of the material becoming available to prosecutors. The case was not opened until July 1995, however, and Ms. Marcus was not informed of the charges against her until last week," Orme said in the letter, reminding that "a criminal prosecution of Ms. Marcus would be highly injurious to Turkey's image as a democratic nation and responsible member of the world community."

Ankara unconcerned by US Senate aid bill

Ankara maintains that the bill will not be implemented by the US administration

By Nazlan Ertan
Turkish Daily News

ANKARA- Ankara shrugged off on Friday an unfavorable bill adopted by the U.S. Senate which links aid to Turkey to Ankara "lifting its blockade to Armenia."

Turkish diplomats' lack of concern about the bill is due to the fact that it gives President Bill Clinton wide latitude to waive the restriction when it is in the U.S. national security interest to do so. According to diplomatic sources, Washington administrative circles have already indicated that they

will not implement the bill, particularly because Turkey has opened its air corridor to Armenia. Turkish diplomatic sources indicated that the opening of the border gate at Kars which is greatly desired by the local tradesmen on the Turkish side is also possible if Armenia makes some sort of goodwill gesture too.

Ankara considers that the Senate version of the "humanitarian aid corridor" amendment in the Foreign Aid Appropriations Bill HR 1868 is an improvement over the version passed by the House of Representatives. The House plan had gone further and capped economic aid next year for Turkey at \$21 million, a reduction of \$25 million from what was originally proposed. The Senate version makes no refer-

ence to such a cut. Turkish diplomats said that since there was a difference in the texts adopted by the House of Representatives and the Senate, the Conference Committee from both houses would have to meet for a compromise draft. "This is purely an attempt to score points with their ethnic Armenian electorate," a spokesman for the Turkish Foreign Ministry said. "Naturally, we regard this as an unfair decision and our embassy in Washington is making appropriate attempts." Turkey's Ambassador to the United States Nuzhet Kandemir has written a severely-worded letter to Rep. Christopher Smith, one of the authors of the bill, earlier

this year, accusing of him of "moral inconsistency."

Kandemir objected to a law barring U.S. government aid to Azerbaijan, where one in seven of the 7.5 million people are refugees. "Until you and your colleagues make a sincere effort to repeal (the Azerbaijan relief ban), you have no moral standing from which to criticize Turkey on the issue of blocking humanitarian assistance," the ambassador wrote.

Turkish diplomats, speaking about the Senate version of the bill, said that many senators who supported the bill had taken pains to say that it did not target Turkey. Democrat Patrick Leahy of Vermont, senior in his party on the Foreign Operations subcommittee, said the bill "did not intend to embarrass or cause problems for Turkey or any other country. It is a matter of principle."



U.S. Sikorsky-produced SH-60 Seahawk chopper

Norway's embargo threatens copter

deal with US

Protest: Missile producer NFT's participation in Ankara defense fair sparks controversy in Norway

By Ümit Enginsoy
Turkish Daily News

ANKARA- An arms embargo Norway has imposed on Turkey threatens a defense industry accord between Ankara and the U.S.-based Sikorsky aircraft company for four naval helicopters to be equipped with Norwegian-produced missiles for the Turkish Navy. Preferring the Sikorsky-produced Seahawk platforms over the Cougar Navale, manufactured by the Paris-based Eurocopter, Turkey decided last month to start talks with the U.S. company for the four helicopters worth nearly \$150 million. "We have won the initial competition, but the future of the project depends on whether the Norwegian company will be able to deliver the missiles to Turkey or not," said Andrew Evans, director of Sikorsky's Ankara office.

The Seahawk's Penguin missiles are produced by Norway's Kongsberg-based Norsk Forsvarsteknologi As (NFT), which also participated in this week's IDEF-95 defense fair near Ankara.

Evans told the Turkish Daily News on Thursday that Sikorsky was making every effort to persuade Norway to lift its decision to suspend the grant of export licenses for arms sales to Turkey.

"The reason why Norway made that decision (for the arms embargo) is no longer valid, and we're trying to explain this," Evans said. The Norwegian government decided on March 22 that it would not grant any more export licenses for weapons to Turkey, to protest against a six-week Turkish military offensive into northern Iraq against separatist Kurdish militants.

In retaliation, Turkey has included Norway among the countries from which Ankara has pledged to buy no military equipment. Meanwhile, an NFT official attending the IDEF-95 fair in Ankara said "there were no technical obstacles to the transfer of the Penguins to Turkey."

"I can't comment on the political side, however, in practice I can say that we can deliver the equipment," the NFT official said, but did not explain how this delivery could take place as long as Norway's official suspension continues.

One Turkish business source suggested that the company could use a second country to ship the equipment on its way to Turkey. Following a Swiss embargo against Turkey related to the Southeast question in 1992, Ankara, which had been acquiring guns for armored vehicles from Oerlikon of Switzerland, continued to receive the equipment for a while from the company's subsidiary in Italy. But Evans of Sikorsky said the Norwegian embargo should be lifted formally before deliveries could start.

Evans said it was still possible for Turkey to reverse its decision to choose the U.S. company and instead start talks with Eurocopter for the Cougar Navale platform

equipped with Exocet missiles.

However, a spokesman for Eurocopter said that there was currently no indication that his company would take over the deal from Sikorsky.

In a related development, NFT's participation in IDEF-95 has caused a political uproar in Norway, AFP reported on Thursday. Norway's parliament speaker Kirsti Kolle Groendahl, a leading critic of NFT's participation in the fair, said: "At first I didn't believe my ears. There had been so many warnings against this in recent weeks that I thought the company had put all such ideas aside. Now that they have gone, I find this a very unwise decision."

In a press release issued Wednesday, NFT — which is 51-percent state-owned — said it was attending the exhibition in Ankara in order to follow up its obligations following earlier deliveries of the Penguin missile system to the Turkish Navy.

"As a producer, it is also in the company's best interest to participate in such shows in order to market itself and sell its products to other countries," NFT said.

"NFT follows the rules for Norwegian weapons exports, but the company must appear serious to its international collaborators and clients," NFT spokesman Jan Egil Andersen said.

14 Søndag 24. september 1995

Dagbladet

En av disse får Nobels Fredspris

● Den britiske statsminister John Major har bedt Ni-gerias diktator, Sami Abacha, benåde de 40 som er dømt til døden eller lange fengselsstraffer for å ha planlagt å styre regimet. De 40 ble dømt i en hemmelig militærrett.

Biskop Carlos Belo fra Øst-Timor, Sergej Kovaljov fra Russland, Leyla Zana fra Tyrkia, Jimmy Carter fra USA og Wei Jingsheng fra Kina. Disse er de heteste navn før årets vinner av Nobels fredspris offentligjøres.

Av ARNE FOSS

Det skjer fredag 13. oktober i Oslo: Den Norske Nobelkomiteen er på ingen måte overtroisk. Den behandler likevel barske realiteter. Fredsprisen er en pekefinger mot krenkelse av menneskerettigheter og en hyllest til arbeid for fred og demokrati.

Interessen for fredsprisen øker også for hvert år som går. Nytt av året er at den amerikanske fjernsynsgiganten CNN har inngått en avtale med Nobel-instituttet. Fra i år og flere år framover skal CNN dekke utdelingen av prisen i Oslo med minst en times program. Dermed får Fredsprisen endelig bekkrefestet at den både tilhører og gjelder hele verden.

Ivrigte norske

Norske politikere er ivrige i nominering



KANDIDAT: Sergej Kovaljov fra Russland



KANDIDAT: Jimmy Carter fra USA.



KANDIDAT: Leyla Zana fra Tyrkia



KANDIDAT: Wei Jingsheng fra Kina



KANDIDAT: Carlos Belo fra Øst-Timor

Den økte interessen merkes også på antall kandidater som foreslås hvert år. For 20 år siden var det vanlig at komiteen hadde om lag 50 kandidater å velge imellom. I år er tallet 120 – på samme nivå som i de seineste årene. 85 av disse er privatpersoner og 35 organisasjoner.

Mange kandidater er nominert fra flere ulike hold – slik at det bak de 120 kandidatene faktisk ligger flere tusen nominasjoner. I de siste årene har nominasjonene økt, særlig fra Kongressen i USA og fra land i Sør-Amerika.

A F P A F P A F P A F P A F P A F P

FRS0344 4 I 0218 IRA /AFP-UT70

Iran-Irak-Kurdes

Rencontre à Téhéran entre deux dirigeants de l'opposition irakienne

TEHERAN, 23 sept (AFP) - Le dirigeant de l'Union Patriotique du Kurdistan irakien (UPK) Jalal Talabani a rencontré vendredi à Téhéran l'ayatollah Mohammad Bagher Hakim, principal chef de l'opposition chiite irakienne.

MM. Talabani et Hakim, président de l'Assemblée suprême de la révolution islamique d'Irak (ASRII, basée en Iran), ont examiné "les derniers développements de la situation en Irak ainsi que l'effondrement et l'isolement du régime irakien", selon un communiqué de l'ASRII parvenu samedi à l'AFP.

"Les deux parties ont également évoqué les démarches entreprises dans la région au sujet de l'Irak, la façon d'étendre la lutte du peuple irakien pour se libérer du régime, ainsi que l'unité de l'opposition et le rétablissement de la sécurité et de la paix au Kurdistan", a ajouté le communiqué.

M. Talabani effectue en Iran une visite d'une semaine pour des entretiens sur la situation en Irak.

Cette visite, qui n'a pas été annoncée par les médias iraniens, intervient après une rencontre dimanche dernier à Oroumyieh (nord-ouest de l'Iran) entre le président Ali Akbar Hachémi-Rafsandjani et Massoud Barzani, chef du Parti Démocratique du Kurdistan (PDK), le principal rival de l'UPK.

kd/sl/mfo

AFP /AA1234/231652

SEP 95

LA MARSEILLAISE - 24 septembre 1995

Rencontre à Téhéran entre deux dirigeants de l'opposition irakienne

Le dirigeant de l'Union Patriotique du Kurdistan irakien (UPK) Jalal Talabani a rencontré vendredi à Téhéran l'ayatollah Mohammad Bagher Hakim, principal chef de l'opposition chiite irakienne.

MM. Talabani et Hakim, président de l'Assemblée suprême de la révolution islamique d'Irak

(ASRII, basée en Iran), ont examiné "les derniers développements de la situation en Irak ainsi que l'effondrement et l'isolement du régime irakien", selon un communiqué de l'ASRII parvenu samedi à l'AFP.

"Les deux parties ont également évoqué les démarches entreprises dans la région au sujet de l'Irak, la façon d'étendre la lutte du peuple irakien pour se libérer du régime, ainsi que l'unité de l'opposition et le rétablissement de la sécurité et de

la paix au Kurdistan", a ajouté le communiqué.

M. Talabani effectue en Iran une visite d'une semaine pour des entretiens sur la situation en Irak.

Cette visite, qui n'a pas été annoncée par les médias iraniens, intervient après une rencontre dimanche dernier à Oroumyieh (nord-ouest de l'Iran) entre le président Ali Akbar Hachémi-Rafsandjani et Massoud Barzani, chef du Parti Démocratique du Kurdistan (PDK)

Oslo conference criticizes Turkey on human rights

By Yavuz Baydar

Turkish Daily News

OSLO- Human rights issues in Turkey were put on the operating table during a weekend conference in Oslo, which placed the emphasis on the Kurdish question and ways to find a lasting solution to the armed conflict between the outlawed Kurdistan Workers' Party (PKK) and the state security forces.

The three-day long conference is organized by the Institute of Human Rights of Oslo University. Sponsored by the Norwegian Foreign Office to the tune of around \$100,000, its aim was declared to be "to find ways to improve respect and protection of human rights in areas inhabited mainly by the Kurds."

The outlawed Kurdistan Workers' Party (PKK) used the occasion to declare that it was ready for a unilateral cease-fire, if and when the Turkish government adheres to basic human rights.

Signed by Abdullah Öcalan, leader of the PKK, the statement contained the claim that the PKK was "only aiming to develop a Kurdish identity within the present borders of Turkey and obtain political rights" and that it was willing to reach that goal through "peaceful means." Emphasizing that the PKK was ready to declare a unilateral cease-fire, Öcalan made the demand that Turkish security forces should cease operations against the PKK.

Turkish officials, reacting to the latest attempts by the PKK to declare a cease-fire, said earlier that the operations against the PKK militants "wherever they were seen" shall continue.

Among many countries, Turkey

was focussed on during the conference, as the organizers stated that it is the country which, due to its Western vocation and desire to be tied to the EU, "creates ground for optimism regarding improvement on the issue."

It has been suggested that the conference was originally an initiative by the United States, but the organizers say that no other country than Norway is involved in it.

Kurds representing both legal and illegal organizations in Turkey made up the largest group among the participants. Apart from the PKK, two former pro-Kurdish Democracy Party (DEP) deputies, Yaşar Kaya and Mahmut Kılıç, were among the guests.

Kemal Burkay, leader of the outlawed Kurdistan Socialist Party, and İbrahim Aksoy, leader of the Democracy and Change Party (DDP) also took part in the discussions.

Other guests were: Abdülmelik Fırat, an independent deputy in the Turkish Parliament; Murat Bozlak, leader of People's Democracy Party (HADEP); Akin Birdal, chairman of the Human Rights Association (İHD); İsmail Nacar, author and publisher; Altan Tan, columnist; Kendal Nezan, head of the Kurdish Institute in Paris; Feridun Yazar, lawyer; Baskın Oran, political scientist and Semih Vaner, researcher.

Also, a number of Kurdish representatives from Iraq and Iran presented their views on developments in the area. Some representatives of the Norwegian Foreign Office followed the discussions as "observers." Organizers and Norwegian Foreign Office representatives expressed their

disappointment at Turkey's rejection of invitations to take part in the discussions.

Norway, the sponsor of the secret talks between Israel and the PLO that initiated the Middle Eastern peace process, is understood to be searching for ways to start a dialogue between Ankara and the PKK. Related apparently to those aspirations, the prospects for a cease-fire and a lasting peaceful order in the mainly Kurdish South-eastern provinces of Turkey were widely discussed in the seminar. İsmail Nacar, the moderate Islamist author who recently had a telephone conversation with Abdullah Öcalan, leader of the PKK, said that "the time is ripe for cease-fire."

Human Rights violations

During the sessions, introduced by the Chairman of the Institute of Human Rights Asbjørn Eide, Turkish policies and legal actions with respect to human rights issues and the Kurdish problem were criticized.

Demands were made that major constitutional and political reforms should be carried out, the Kurdish identity should be recognized, violence "from all sides" should be ended and ways to help displaced persons should be found. Proposals that Turkey, as a state, should be charged in the European Court of Human Rights were rejected following objections from some participants that it would be against the "peaceful aims of the meeting."

Human rights observers, apart from criticizing Turkey, also lashed out at the PKK for committing murders and atrocities against "innocent civilians."

The Oslo Conference will end Monday with a press conference, at which the organizers will announce their conclusions on how to solve the problems.

A F P A F P A F P A F P A F P A F P

FRS0284 4 I 0367 CHY /AFP-AK41

Kurdes-Turquie

M. Talabani: le PKK disposé à arrêter ses attaques contre la Turquie

DUBAI, 24 sept (AFP) - Le dirigeant kurde irakien Jalal Talabani a affirmé avoir rencontré au Liban le chef séparatiste kurde turc Abdullah Ocalan, qui lui a annoncé sa disposition d'arrêter les attaques contre la Turquie.

Dans un entretien publié dimanche par le quotidien arabe Al-Hayat, distribué à Dubai, M. Talabani, qui dirige l'Union Patriotique du Kurdistan (UPK), a indiqué avoir rencontré M. Ocalan, dit "Apo", chef du parti des Travailleurs du Kurdistan (PKK) "il y a une semaine environ au Liban", sans autre précision.

"Nous avons évoqué la nécessité d'arrêter l'effusion de sang en Turquie, Ocalan était disposé à annoncer un cessez-le-feu unilatéral pour faciliter le dialogue et une solution politique", a ajouté M. Talabani.

"Il a affirmé accepter notre médiation auprès d'Ankara, mais je n'accepte d'entamer une médiation qu'à la demande des deux parties", a-t-il ajouté.

"J'ai senti chez Ocalan une nouvelle souplesse, il a clairement condamné le terrorisme, promis d'annoncer bientôt sa position à travers les médias, et d'inviter ses partisans dans les pays européens à respecter les lois de ces Etats", a-t-il ajouté.

L'agence pro-kurde DEM, basée à Cologne (Allemagne), avait affirmé jeudi que M. Ocalan était revenu sur sa décision, prise mardi, de décréter un cessez-le-feu unilatéral, à cause de la démission du gouvernement turc de Mme Tansu Ciller. Celle-ci a été chargée jeudi de former un nouveau cabinet.

M. Talabani a affirmé qu'il ne considérait pas le PKK, en rébellion armée depuis 1984, "comme une organisation terroriste, mais comme une formation politique dont certains membres mènent des actions terroristes"

Il a accusé la Turquie d'avoir ouvertement pris parti pour son rival dans le Kurdistan d'Irak, le Parti démocratique du Kurdistan (PDK) de Massoud Barzani. Le conflit entre le PDK et l'UPK a fait plus de 2.000 morts en un an dans le nord de l'Irak.

"La Turquie appuie le PDK et lui a fourni des canons, d'autres armes et de l'argent, et de ce fait n'est plus impartiale" dans le conflit entre le PDK et l'UPK, a ajouté M. Talabani.

mch/at/mfo

AFP /AA1234/241447

SEP 95

A F P A F P A F P A F P A F P A F P

Agence France Presse - AFP - Agence France Presse - AFP - Agence France Presse - AFP - Agence France Presse - AFP - Agence France Presse - AFP - Agence France Presse - AFP - Agence France Presse - AFP - Agence France Presse - AFP - Agence France Presse - AFP

A.F.P. A.F.P.
 FRS0266 4 I 0374 IRK /AFP-UF84
 Irak-ONU

Grave détérioration de la situation humanitaire en Irak, selon l'ONU

BAGDAD, 23 sept (AFP) - La situation humanitaire en Irak s'est gravement détériorée au cours des six derniers mois, selon l'ONU qui estime à quatre millions le nombre de personnes vivant dans une situation "précaire" et qui qualifie de "cauchemar" le système des soins sanitaires.

Dans un rapport distribué samedi par le bureau du coordinateur des activités humanitaires à Bagdad, l'ONU a également estimé entre 20 et 29% la proportion d'enfants sous-alimentés en Irak, selon les régions.

"La situation humanitaire s'est détériorée dans tous les secteurs, particulièrement au niveau de la santé et de l'alimentation", a affirmé le rapport, qui couvre la période allant d'avril à septembre 1995.

"Les conditions de vie sont précaires pour au moins 4 millions de personnes", sur une population totale de 18,5 millions, selon le rapport.

"Les rations alimentaires distribuées par le gouvernement ne couvrent que 60% des besoins en calories de la population" dans les régions contrôlées par Bagdad, a ajouté le rapport.

Dans le nord de l'Irak, contrôlé par les formations d'opposition kurdes, le Programme alimentaire mondial estime avoir réussi à faire parvenir une aide alimentaire à "entre un tiers et la moitié de ceux qui en ont besoin", soit plus d'un million de personnes.

L'ONU avait indiqué en juin que les pays donateurs n'avaient fourni que 12 millions de dollars à son programme humanitaire en Irak, alors que 183 millions de dollars sont nécessaires.

"29% des enfants âgés de moins de cinq ans sont sous-alimentés dans les régions du centre et du nord", contrôlés par Bagdad, "alors que la malnutrition au sein du même groupe d'âge dans les provinces du nord est estimée à 20%", selon le rapport.

"Les soins sanitaires en Irak sont un cauchemar, les services de la santé publique approchent de l'effondrement et les médicaments de base manquent dans le pays," a indiqué par ailleurs le rapport. "Les centres de soins sont dépourvus d'hygiène à cause du manque d'antiseptiques et de couvertures", selon le document.

L'Irak est soumis à un embargo multiforme international depuis son invasion du Koweït, en août 1990.

fch-mch/tm/mfo

AFP /AA1234/231432 SEP 95

Agence France Presse - AFP - Agence France Presse - AFP - Agence France Presse - AFP - Agence France Presse - AFP - Agence France Presse - AFP - Agence France Presse - AFP - Agence France Presse - AFP - Agence France Presse - AFP

Iraq Targeted Saudis, Baker Book Says

By Ann Devroy
Washington Post Service

WASHINGTON — President Saddam Hussein of Iraq sent a secret message to Iran on the eve of his 1990 invasion of Kuwait that outlined his plan to invade Saudi Arabia next, former Secretary of State James A. Baker 3d reveals in a new book.

Mr. Baker also details U.S. efforts to remove the Panamanian leader Manuel Antonio Noriega from power by seizing him at a wedding, and outlines a proposal to use U.S. air power in Bosnia to get humanitarian aid to Sarajevo. That plan died in the midst of the 1992 election.

The book, "The Politics of Diplomacy," is excerpted in this week's edition of Newsweek. The excerpts, plus an outline obtained from a publishing source that notes other events recounted in the book, offers an insider's account of international upheavals that dominated foreign policy during Mr. Baker's 1989-1992 tenure as secretary of state.

Mr. Baker recounts the intense efforts to arrest Mr. Noriega, who had been indicted for international drug trafficking.

The Bush team had tried diplomacy — getting Mr. Noriega to go to Spain — and fomenting a coup by Panamanian military officers. But when the 1989 coup began, mixed U.S. signals and poor coordination

left the plotters without vital U.S. help, resulting in a public failure and intense embarrassment for the "foreign policy president," George Bush.

Mr. Baker writes that Mr. Bush approved a scheme of having U.S. forces "snatch" Mr. Noriega when he attended a wedding in the Dominican Republic, whose government agreed to detain Mr. Noriega and hand him over to U.S. officials.

Mr. Noriega ended up not attending the wedding. The United States would later invade Panama and capture Mr. Noriega, bringing him to Florida for trial, after which he was imprisoned.

On the Gulf War, Mr. Baker adds new details about the diplomacy during and after the Iraqi invasion of Kuwait, along with a blunt rejection of critics who assert that the United States stopped the war too soon.

He also grudgingly acknowledges that his team paid too little attention to Iraq's aggressive intentions before the invasion.

Mr. Baker reveals a letter, discovered after the war, from Mr. Saddam to President Hashemi Rafsanjani of Iran, which shows that Mr. Saddam intended to march his army from Kuwait into Saudi Arabia, threatening the oil supply to the West.

The book quotes Mr. Saddam as describing his intentions as living in peace with Iran on "our 840-kilometer coast," a new Iraqi frontier extending from Iraq

to the United Arab Emirates, including Saudi Arabia's gulf coast.

In what was considered to be the last chance to get Mr. Saddam out of Kuwait without war, Mr. Baker met in Geneva with Foreign Minister Tariq Aziz of Iraq and writes that he got nowhere. Then he showed the nuclear card.

"If the conflict involves your use of chemical or biological weapons against our forces," Mr. Baker says he warned, "the American people will demand vengeance. We have the means to exact it. This is not a threat. It is a promise."

Mr. Bush had ruled out the use of U.S. chemical or nuclear weapons, making Mr. Baker's threat a bluff. But Iraqi officials have said the threat made them refrain from using their chemical and biological weapons.

Mr. Baker also tries to refute the notion that he and General Colin L. Powell, then chairman of the Joint Chiefs of Staff, wanted to give sanctions against Iraq more time to work and resisted military action. He said that after weeks of sanctions had proved ineffective, General Powell asked for a meeting with him. They concluded, Mr. Baker writes, that more aggressive diplomacy and more aggressive military moves were needed.

The United States announced a massive troop buildup in Saudi Arabia a few weeks later.

Turk Leader Agrees To Early Election In Bid for Coalition

Compiled by Our Staff From Dispatches

ANKARA — Prime Minister Tansu Ciller gave in to the rightist Motherland Party on Monday and agreed to move elections forward in exchange for the movement's participation in a new coalition, the Anatolian News Agency said.

If the Motherland Party accepts the proposal, elections will take place in June, four months ahead of the previously scheduled date. The party is expected to give its response on Wednesday.

Over the weekend, Mrs. Ciller sought to form a new coalition with the Motherland Party, the main opposition party in the Parliament, but talks broke down over her refusal to call an early election.

The prime minister changed direction, however, and made a

new offer to Mesut Yilmaz, the Motherland Party leader, Anatolian said.

Mr. Ciller's government collapsed last Wednesday after her Social Democratic partners withdrew over a dispute about her economic austerity program.

Mr. Yilmaz had said earlier that he would form a government with Mrs. Ciller if she agreed to hold early elections.

It was not immediately clear if Mr. Yilmaz would be satisfied with the date offered by Mrs. Ciller. He said the offer was "not constructive" but also called it a "positive move." Mr. Yilmaz had said elections should be no later than April.

Mrs. Ciller had opposed an early election, saying the government had to continue with

its democratization process to secure a customs union with the European Union at the end of the year.

According to the news agency, her offer to the Motherland Party revolved around four points, including a role for Mr. Yilmaz in a new government.

Other proposals, besides the call for June elections, included representation of the two parties in the government in proportion to their seats in Parliament.

Mrs. Ciller's center-right True Path Party has 182 seats, while the Motherland holds 96.

The final major point said the new government should "concentrate on current issues," meaning that it should not launch new initiatives before the next elections.

If Mr. Yilmaz rejects the proposal, Mrs. Ciller's other possible course would be to form a minority government with the ultranationalist Action Party of Aslan Turkes, which backed the previous coalition in important votes in parliament. (AFP, AP)

Oslo conference criticizes the PKK

Calls on Ankara to conduct major constitutional reforms, seek ways of ending human rights violations

By Yavuz Baydar

Turkish Daily News

OSLO- The three-day long Conference on Human Rights in Turkey, Iran, Iraq and Syria, mainly dealing with issues relating to the problems of the Kurds, ended here on Monday with a call to Ankara to conduct major constitutional reforms, to seek ways of ending human rights violations and to work for a lasting peaceful solution for the armed conflict in the mainly Kurdish southeastern provinces. As the Oslo conference was reaching its end, it was marked strongly by the apparent differences on basic issues between the Western participants and the representatives of the outlawed Kurdistan Workers' Party (PKK).

A growing rift was also noted between the Turkish Kurds on one side and the members of the self-declared "Kurdish parliament-in-exile" and the PKK supporters on the other. Tensions escalated as Mahmut Kilinc and Yaşar Kaya, the former Democracy Party (DEP) deputies in exile, in alliance with the two representatives of the PKK, Ali Akbaba and Hane Alkan, harshly accused some Kurdish participants in the conference of "conducting demagoguery and spreading confusion among the foreigners regarding the conditions in which the Kurds in Turkey live and measures to be taken."

The PKK side was, in return, strongly criticized as a "nondemocratic and intolerant organization which is trying to monopolize debates and, due to its violent actions, is obstructing the creation of a dialogue with Turkey on a possible solution."

Feridun Yazar, a lawyer with much professional experience of human rights issues, mainly concerning the Kurds, was

accused of "distorting the picture of the human rights situation in Turkey," by the former DEP deputy Mahmut Kilinc.

In his presentation, Yazar was keen to emphasize that the human rights problem did not exclusively concern the Kurds, but that it was a problem affecting all citizens of Turkey, due to what he called a "defective" government structure in the country, which should be reformed radically through democratic means, such as with major constitutional reforms.

Another participant targeted by the PKK side was Kendal Nezan, head of the Kurdish Institute in Paris, who said that "the Turkish government uses PKK violence as a pretext not to conduct reforms, so the PKK should cease its violence." Nezan was accused of demagoguery and causing damage to the "Kurdish cause" by what the PKK representative called "his misjudgements."

The PKK side, apparently in an attempt to use the conference on human rights as a platform to articulate its political ideas and to turn it into a platform to its own advantage, faced, in the final round of the conference, a barrage of criticism from a Dutch scholar, Martin Van Bruinessen from Utrecht University. Van Bruinessen demanded that the PKK, as a contributor to a "ruthless violence costing human lives," should cease with human rights violations and learn to adopt a democratic spirit and to respect other ideas than its own.

In an emotionally-loaded appeal to Ankara and the PKK, Van Bruinessen called for an end to the armed conflict and basic human rights reforms in order to save the internal peace in Turkey between the Turks and Kurds. "They should live together and this can be

done," he said.

Irritation over the strongly-colored political rhetoric of the PKK was apparent after the conference. Participants, talking to TDN, complained that the attempts at a peaceful dialogue in the matter via platforms dealing purely with human rights were overshadowed by what they called "the intolerant, non-compromising and arrogant attitudes of the PKK" to take over and dominate the debate. Some have expressed pessimism over what they called "the deadlock between two sides with a deadly fixation to destroy each other."

Even among the organizers and foreign observers of the conference, confusion was noted as to how to tackle the PKK representation in such meetings.

A Norwegian observer said that partly due to the present PKK attitude "the road to reform and peace may be a long one." Views on Turkish policies regarding the Kurdish issue were, in the final round, blended with harsh criticism and cautious optimism. Some participants demanded increased observation, control, and pressure regarding Turkey, while some others, among them moderate Kurds, emphasized that there still was much in Turkey that gave grounds for optimism.

The conference, arranged by the Oslo University and sponsored by the Foreign Office of Norway, ended with a set of suggestions on how to conduct political reforms in Turkey and an appeal to start a process of internal peace.

Norwegian officials, talking to TDN, stress that Norway, after looking at the results of the conference and its possible impacts in Ankara, may continue to take the issue further. "It was expected that Turkey would be represented here, but it did not happen. It is our hope that our government can contribute to peace and we hope to work on it," one official said.

INTERNATIONAL
Herald Tribune

TUESDAY, SEPTEMBER 26, 1995

Oil Firms Lean Toward 2 Pipelines Azerbaijan Plan Would Benefit Russia and Turkey

By Daniel Southerland
and Thomas W. Lippman
Washington Post Service

WASHINGTON — An international oil consortium has tentatively agreed to use two pipeline routes to export crude oil from Azerbaijan's Caspian Sea reserves, a decision carrying immense strategic implications for Russia, central Asia and the West.

Diplomats and industry sources said representatives of the energy companies in the group met in Houston last week to endorse the two-pipeline formula eagerly sought by Turkey and supported by the United States, rather than deciding to ship all the oil through Russia.

The idea "is for two pipelines, one through Russia by an existing route and the other through Georgia" and eventually to the Turkish port of Ceyhan on the Mediterranean, according to Hafiz Pashayev, Azerbaijan's ambassador in Washington.

But the commitment to develop both pipelines is still shaky, oil-industry sources and analysts said, and the details are what count at this stage. Some members of the oil consortium, including British Petroleum Co., want to develop the Russian route first, rather than both simultaneously.

Turkey vigorously opposes any Russia-only export plan because it would require a substantial increase in tanker

traffic through the crowded Bosphorus Strait. The country fears a phased development plan would not be carried out, Turkish officials said.

The pipeline decision has been the subject of intense international negotiation because of its economic and political implications. Oil-company executives believe that the Caspian Basin will provide an enormous bonanza.

The challenges of giant oil projects such as this are usually too big for a single company to handle. In Azerbaijan, eight Western oil companies — Amoco Corp., British Petroleum Co., Exxon Corp., McDermott International Inc., Statoil AS, Pennzoil Co., Ramco Energy PLC and Unocal Corp. — have joined in the \$7.5 billion consortium to drill for oil-and-gas reserves estimated at 4 billion barrels.

The stakes are so high that the United States has a high-level interagency group, headed by Deputy Secretary of State Strobe Talbott, to follow the issue, administration sources said.

Members of the consortium are to meet in London on Oct. 4 to resolve the question of routes for early production from the Caspian fields. A decision is to be announced by Azerbaijan on Oct. 9.

Developing the Azerbaijani offshore fields is an undertaking that will last several decades, but the immediate question is how to get the oil from Baku to refineries in the West. One way would be to hook up the Azerbaijan oil fields with the pipe-

line network of neighboring Iran, but the American ban on trade with Iran eliminates that possibility.

That leaves two alternatives: renovating a pipeline that goes north into Russia and connects with an existing line to the Black Sea port of Novorossiysk or constructing a route westward across Georgia, ending at Ceyhan, Turkey.

In principle, the decision is to be made by the oil companies and Azerbaijan. In practice, Russia and Turkey — historic rivals for influence in the area — and the United States have stepped in with vigorous lobbying efforts.

The United States favors a two-pipeline option, which in Washington's view would promote the economic development of Russia and America's NATO ally, Turkey, and at the same time help the former Soviet republics escape the economic domination of Moscow.

"We have a broad policy interest in seeing the states of the former Soviet Union develop as independent, sovereign states, able to be economically viable and be integrated into the structures of Europe as responsible, full members," a senior State Department official said. "Multiple routes make the most sense."

A Russia-only route for central Asia's exports would allow Moscow to collect all the pipeline shipping fees for what are believed to be the world's biggest oil reserves outside the Gulf and Russia itself.

Trygler Gro om hjelp

Den kurdiske parlamentarikeren Leyla Zana bønnfaller Gro om hjelp. Bak fengselsmurene i Tyrkia har hun skrevet et personlig brev til statsministeren.

Kjære statsminister Gro Harlem Brundtland

Jeg skriver til deg som den eneste kvinnelige statsministeren i Vest-Europa, for å be om hjelp.

Tragedien kurderne opplever i Tyrkia er en situasjon som har forandret seg fra å være dårlig til å bli enda dårligere. Kurderne opplever en forferdelig menneskelig tragedie; en tragedie uten bilder, uten vitner, holdt ut i stillhet og likegyldighet.

Jeg appellerer til deg som mor. Hjertet mitt blør for hver unge tyrker og kurder som dør. Jeg appellerer til deg fordi jeg tror kurdere og tyrkere kan leve sammen i et demokratisk Tyrkia, i vennskap og likhet. Jeg har viet nesten halvparten av mitt 34-årige liv til å kjempe for fred og menneskerettigheter.

Jeg bønnfaller deg om å handle, slik at din regjering setter sterkere søkelys på kurdertragedien. Vi spør Norge, som har slike solide tradisjoner for demokrati og fred, om å få til et samlet opprop med i hvert fall andre skandinaviske land. Ta kurderproblemet opp i FN, i Europarådet. Få til et fredsinitiativ på statlig nivå.

Mitt folk forlanger fred, det forlanger demokrati, det ønsker å leve.

Jeg er overbevist om at du, både som kvinne og som statsminister, ikke vil la være å støtte vår kamp for fred.

Med denne overbevisningen, og i håpet om at vi sammen kan lykkes med å skape en bedre og mer fredfull verden for våre barn, vær snill og ta imot min hilsen.

En hilsen med respekt,
Leyla Zana

Dagbladet

Onsdag 27. september 1995.

Av JANE THRONSDEN,
CATO VOGT-KIELLAND og LIV
RØHNEBÆK

Uredd har Leyla Zana talt kurdernes sak. For dette ble hun dømt til fengsel i 15 år. Tobarnsmoren har sonet 18 måneder.

• Fredssamtaler

Den fengslede kurdiske politikeren Leyla Zana ber om at Norge tar initiativ til fredssamtaler mellom Tyrkia og kurderne.

- Jeg appellerer til deg som kvinne og statsminister om hjelp til å få slutt på blodbadet, og få til samtaler mellom mitt folk og tyrkiske myndigheter slik at vi alle kan leve i fred, skriver Zana i brevet som ble overlevert Statsministerens kontor i går.

34 år gamle Zana, som sitter fengslet i Ankara sammen med flere andre folkevalgte representanter for det kurdiske demokratiske partiet (DEP), er foreslått som kandidat til årets Nobels fredspris av seks norske stortingsrepresentanter.

Tobarnsmoren ble i fjor tildelt Raftoprisen for sin demokratiske innsats for en løsning på kurderkonflikten.

- Som en ung kvinne med to mindreårige barn er Leyla Zana blitt et framstående symbol for det kurdiske folk, og framstår som en modig representant for sitt folks rettfærdige kamp for åndelig og kulturell frihet.

Forståelig

- Brevet er et forståelig rop om hjelp. Vi må holde den internasjonale oppmerksomheten på Leyla Zanas sak, sier Kaci Kullman Five. - Vi må kjempe for henne, og mot overgrep i Tyrkia hvor menneskerettighetene ikke blir overholdt.

Men jeg er dypt uenig i boikott av Tyrkia på alle plan, sier Kaci, som traff Leyla etter dommen.

- Det var sterkt å møte en parlamentariker som ble fengslet for sine meninger.

Må bønnhøres

- Det er ikke mye Leyla Zana ber om, og hun må bønnhøres sier stortingsrepresentant Erling Folkvord (RV).

Folkvord sier at statsminister Gro Harlem Brundtland nå har en unik sjanse til å medvirke til at tragedien i Tyrkia tar slutt.

- Våpenboikott

- Regjeringen bør fortsette å rette søkelys på kurdernes situasjon i Tyrkia, er Anne Enger Lahnsteins reaksjon på Leyla



FENGSELET: Leyla Zanas brev ble overlevert statsministerens kontor i går. Den kurdiske parlamentariker er dømt til fengsel i 15 år.

Foto: NTB

Zanas brev til Gro. Hun var en av dem som i februar i år møtte Leyla Zana i fengselet i Ankara.

- Kurdernes situasjon i Tyrkia er opprørende. Deres vanskeligheter var nettopp en av grunnene til at Sp gikk inn for våpenboikott av Tyrkia, sier

Lahnstein.

Kjell Magne Bondevik var også med i delegasjonen som fikk møte Leyla Zana:

- Det aller viktigste tror jeg er å få samtaler mellom partene. I dag skylder tyrkiske myndigheter på terrorproblemet de har med PKK (Det tyrkiske ar-

beiderpartiet), og er derfor lite villige til å inngå forhandlinger. Den norske regjeringen bør lete etter kanaler hvor en kan få de stridene partene til å kommunisere.

Vi har fått til dette tidligere både i Midtøsten og Guatemala, sier Kjell Magne Bondevik.

Leyla Zana ber Gro om hjelp

I et sterkt personlig brev til statsminister Gro Harlem Brundtland ber den fengslede kurdiske politikeren Leyla Zana om at Norge tar initiativ til fredssamtaler mellom Tyrkia og kurderne.

JEG APPELLER til deg som kvinne og statsminister om hjelp til å få slutt på blodbadet, og få til samtaler mellom mitt folk og tyrkiske myndigheter slik at vi alle kan leve i fred, skriver Zana i brevet som ble overlevert Statsministerens kontor i går.

Fredspriskandidat

34 år gamle Zana, som sitter fengslet i Ankara sammen med flere andre folkevalgte representanter for det kurdiske demokratiske partiet (DEP), er foreslått som kandidat til årets Nobels fredspris av seks norske stortingsrepresentanter.

Tobarnsmoren ble i fjor tildelt Raftoprisen for sin demokratiske innsats for en løsning på kurderkonflikten.

- Som en ung kvinne med to mindreårige barn er Leyla Zana blitt et framstående symbol for det kurdiske folk, og framstår som en modig representant for sitt folks rettfærdige kamp for åndelig og kulturell frihet. Hun kan ikke knyttes til de voldelige metoder som benyttes av den kurdiske geriljabevegelsen PKK, het det blant annet i begrunnelsen da hun fikk Raftoprisen i 1994.



Den fengslede kurdiske politikeren Leyla Zana har skrevet til statsminister Gro Harlem Brundtland, der hun ber Norge ta initiativ til fredssamtaler mellom Tyrkeme og kurdeme. (NTB/arkivfoto)

Ber Gro om hjelp

I et sterkt følelsesladet brev til statsminister Gro Harlem Brundtland ber Zana Norge om å være brobygger i arbeidet med å få til fredssamtaler mellom tyrkiske myndigheter og kurderne.

- Jeg ber Norge, som har så solide demokratiske tradisjoner i menneskerettighets spørsmål, om å ta opp situasjonen for kurderne i samtaler med de øvrige skandinaviske landene, i Europarådet og FN, skriver Zana.

Arbeiderbladet

Onsdag 27. september 1995

Hun mener at et slikt fredsinitiativ fra Norge vil være et viktig pressmiddel for å få Tyrkia til forhandlingsbordet.

Zana uttrykker også frykt for at konflikten mellom kurderne og Tyrkia kan bli et nytt Bosnia, og mener dette er særlig bekymringsfullt med tanke på barna.

Statssekretær Morten Wetland ved Statsministerens kontor sier til NTB at det er første gang Leyla Zana har rettet en slik personlig appell til Gro Harlem Brundtland.

Tar opp saken

- Vi vil nå studere brevet og vurdere hva vi kan gjøre som en direkte respons på det, sier Wetland. Han framholder at Norge de siste årene har hatt en høy internasjonal profil når det gjelder å skape oppmerksomhet omkring situasjonen for alle de fengslede kurdiske parlamentarikere.

Siste gang Gro Harlem Brundtland diskuterte Zanasaken med sin tyrkiske kollega var i Budapest i desember.

Det er også bare et par år siden statsministeren tok opp dette spørsmålet i sitt hovedinnlegg i FNs generalforsamling, noe som forårsaket betydelig oppmerksomhet.

- Det at Norge gjorde inngrep i våpenhandelen med Tyrkia har også direkte sammenheng med situasjonen til Leyla Zana. I tillegg vurderer vi hele tiden hva mer vi kan gjøre. Men det er på det rene at vi er avhengige av å gå sammen med flere andre land for å få noe til. Akkurat hva vi vil foreta oss er veldig vrient, men vi er på ingen måte ferdig med situasjonen for kurderne og for Leyla Zana spesielt, understreker han.

● GRY ISBERG, NTB

En ørefik?

Den Norske Nobelkomiteen er på ingen måte beskjeden. Den vil endre verden. Følger den dette mønstret også i år, ligger biskop Carlos Ximenes Belo fra Øst-Timor best an til å få Fredsprisen. Da ville også den norske politiske sjel bli brakt i balanse.

I de siste årene har komiteen forsøkt å påvirke politiske forhold i Guatemala, Burma,



KOMMENTAR
ARNE FOSS

Sør-Afrika og Midtøsten. Det har vært virksomningsfullt, komiteen er blitt en internasjonal politisk kraft.

Det er verken rart eller uventet om komiteen nok en gang demonstrerer sin makt. En fredspris til biskop Belo kan bli utslagsgivende for Øst-Timors framtid. Indonesias okkupasjon er aldri godtatt av FN. Kongressen i USA har stoppet amerikansk våpensalg til Indonesia. President Bill Clinton har støttet Øst-Timors kamp. Det foreligger et forslag om fredsplan – som også opposisjonen går inn for. Her kan Fredsprisen bli den nødvendige katalysator for fred.

Gro Harlem Brundtlands besøk i Indonesia økte oppmerksomheten her hjemme om Indonesias bloddryppende okkupasjon av Øst-Timor. Besøket var hovedsakelig en økonomisk flørt med diktaturet Indonesia. Slik sett ville en Fredspris til biskop Belo også bli et korrektiv til den norske regjeringens lunkne interesse for Øst-Timor.

– Jeg fortjener ikke Fredsprisen. Jeg er for ung og har gjort for lite for freden, sa den tyrkiske parlamentariker, Leyla Zana, da norske politikere nylig besøkte henne i fengsel i Ankara, der hun er dømt til å sitte de neste 15 år.

Men hennes mulighet til å få prisen stiger i takt med den tyrkiske regjeringens trassige og brutale undertrykking av kurderne i landet. Geografisk har også Leyla Zana en fordel. Det er lenge siden Fredsprisen gikk til et europeisk land.

Tidligere president Carter er et godt menneske. Han snekrer hus til hjemløse og mekler i konflikter på Haiti, i Nord-Korea, i Etiopia, Somalia og i Bosnia. Han vil fred og han stiller utrettelig opp. En Fredspris til ham ville være en fortjenestefull belønning, men ikke noe mer. Nobelko-

miteen ønsker å oppnå noe mer enn å henge en medalje på sin vinner.

Under kvinnekonferansen i Kina demonstrerte myndighetene der nok en gang sin trang til å styre og undertrykke andres meninger. Menneskerettighetene har kranke kår i kjempelandet. Wei Jingsheng har sittet årevis i fengsel for sin kamp for demokrati. Det er særlig danske parlamentarikere som vil at han skal ha årets Fredspris. Men kan en Fredspris egent-

lig bedre opposisjonelles stilling i Kina? Kjemper er svært tunge å rokke ...

Sergej Kovaljov er på mange måter den vanskeligste kandidaten – om komiteen ønsker å oppnå noe med Fredsprisen. Fortjener Boris Jeltsin en ørefik? En pris til Kovaljov, som er tidligere menneskerettighetsrådgiver for Jeltsin, vil være en kraftig påminnelse til den russiske presidenten om at han må ta Kovaljov og det han står for på alvor. I dag er Russland særlig opptatt å bli anerkjent som viktig medspiller i internasjonal politikk. Vestlige land forsøker med enorme pengesummer og dulgte trusler å lirke landet i demokratisk retning. En pris til Sergej Kovaljov vil være en viktig stimulan i kampen for menneskerettigheter i Russland. Hvor viktig en slik markering er overfor dagens lederskap er imidlertid et åpent spør-

INTERNATIONAL HERALD TRIBUNE, WEDNESDAY, SEPTEMBER 27, 1995

Mistakes in Turkey

An American reporter for Reuters in Istanbul, Aliza Marcus, has joined the lengthening list of journalists, writers, intellectuals and politicians whom the government of Turkey has taken to court for writing about the war of Kurdish separatism that continues to rage in the country's southeast. It is a good opportunity for a broader public to be reminded about a bad situation that goes far beyond a single reporter's fate. The war, which has dragged on for 15 years, is not at the top of Turkish politicians' agenda — they are busy with parliamentary upheavals. But the violence, along with the authorities' adamant resistance to open discussion of it, continues to eat away at civil society, and by implication at the health and reputation of an important American ally.

Ms. Marcus is not in jail, but she will be put on trial for allegedly violating a Turkish law against fomenting hatred between ethnic groups. She is charged with no factual error but merely with reporting on the bad state of the war, which persists despite escalating military pressure and tens of thousands of casualties on both sides. Victory is always said to be imminent. But the PKK, or Kurdish Workers Party, a separatist group that the United States and international organizations have labeled terrorist, has proved so far unquenchable. So has concern both inside and outside

Turkey for the level of human rights violations that the conflict has spawned.

International human rights authorities say scores of writers are in jail or awaiting trial for violations either under the fomenting-ethnic-hatred law used against Ms. Marcus or under a so-called anti-terrorism law, which defines certain types of statements as threats to the nation's unity and security. The government caused international disbelief last year when it even started proceedings against its most revered writer, Yashar Kemal, perennially mentioned for the Nobel Prize in Literature. Mr. Kemal had had the temerity to make statements about the inevitability of a political solution, in an interview with a German magazine. Even more amazingly, he is still on trial and may be convicted.

The Ankara government faces a miserable situation in dealing with the PKK, an unsavory group which itself has engaged in many abuses. An open society and stable democracy by regional standards, Turkey frequently points to that openness as a measure of its value as a U.S. partner — for instance, in relations with the young Central Asian Turkic republics. But a society, any society, asks for nothing but trouble when it insists on compounding its problems by hounding dissenters even as dissent spreads.

— THE WASHINGTON POST.

Reports indicate Leyla Zana closer to Nobel Peace Prize

By Yavuz Baydar
Turkish Daily News

OSLO- Leyla Zana, a former Democracy Party (DEP) deputy sentenced to imprisonment for her alleged connections with the outlawed Kurdistan Workers' Party (PKK), is "much closer" to the Nobel Peace Prize, according to reliable sources in the Norwegian capital.

Leyla Zana was sentenced to 15 years imprisonment last year by the State Security Court in Ankara and her case is now being investigated by the Appeals Court.

Reports indicate that Zana is among the five candidates to receive the influential prize awarded by the Norwegian Nobel Committee. This year around 120 names have been on the list of candidates, of which many have been eliminated.

The winner of the Peace Prize will be announced Oct. 13. According to Dagbladet, a Norwegian daily, Zana is on the "final list" from which the winner will be selected. The other names are Jimmy Carter, a former president of the United States; Wei Jings Heng, a prominent dissident from China; Sergej Kovaliov, former advisor to Boris Yeltsin on human rights and Carlos Belo, a bishop from East Timor who is known for his struggle for his people.

Sources in Oslo indicate that Zana's increased popularity was strongly related to what they described as "the uninterrupted suppression of the Kurds in Turkey, and refusals of the Turkish authorities to conduct reforms on human rights"

Kurds in exile in various Western countries have long been lobbying in order to strengthen Zana's candidature. If the indications and reports are correct, Zana, by receiving the prize may draw international attention to Kurds and thereby complicate already strained relations between Turkey and the West even further. In a three page letter, dated Sept. 20, 1995 and addressed to Norwegian Prime Minister Gro Harlem Brundland, Zana described what she called "the tragedy of her people" in detail and suggested the formation of a "vast peace movement," by the Turkish and Kurdish women. She said this was necessarily, as she stated "to stop Turkey from becoming another Bosnia, Iran or Algeria."

If Leyla Zana gets Nobel Peace Prize

For some time there was much talk that Leyla Zana, the former pro-Kurdish Democracy Party (DEP) deputy who is now serving a jail sentence, would be nominated by some groups in Europe for the Nobel peace prize. At first we felt this was a joke but then we realized that people were very serious about all this. A group of Swedish writers who visited us at the Turkish Daily News earlier in the year were rather enthusiastic about the issue and now we hear that the selection committee has reviewed all the nominations and has prepared a short list of five candidates, including Zana...

Of course we are aware that those who nominated Zana did not do this for her personal qualities but to highlight what she stands for. They claim the Kurds in Turkey are persecuted and a Nobel Prize for Zana will bring into attention this situation. What they are not aware of is the fact that there are many more people in Turkish jails who are serving record sentences for expressing their views. Most of these have been convicted for airing separatist opinions and have been treated like terrorists. One is İsmail Beşikçi, whose plight some Scandinavian writers have adopted as a cause.

What they are also not aware of is the fact that Leyla Zana is one of the leading personalities in the former DEP who refused to condemn the separatist terrorists who killed Kurdish women and children in village raids in southeastern Turkey. Was this out of her love for peace? Does this reflect humanitarian feelings?

Yet, Zana has friends in high places. One diplomat told us Madame Mitterrand, who is a close friend of Zana, had a major role in her nomination for the peace prize. Of course people like Beşikçi will never ever have the opportunity to make friends like Madame Mitterrand...

Zana could well win the Nobel Peace Prize. But we feel even the fact that she has been included in the short list does not speak too highly of the Nobel prize itself... After people like Mandela and Arafat, Zana would really look very awkward with the Nobel Peace Prize.

editorial



By İlnur
Çevik

Aftenposten Onsdag 27. september 1995

Fengslet kurder ber om norsk fredsinitiativ

Leyla Zana med inn-
trengende bønn til
Gro Harlem Brundt-
land fra fengselet: Ta
opp kurderspørsmålet
i FN.

MARIANN NORDSTRØM

Den fengslede kurdiske poli-
tiker Leyla Zana frykter
at striden mellom kurdere
og tyrkiske myndigheter fø-
rer til så mye hat og fortvil-
else at konflikten brer seg til
Europa, og at store grupper
slutter seg til islamsk funda-
mentalisme. I et brev til
statsminister Gro Harlem
Brundtland ber den 34 år
gamle kvinnen om norsk
hjelp til å sette i gang en
'redsprosess.

Brevet ble levert statssek-
retær Morten Wetland i går
av lederen for Kurdisk insti-
tutt i Paris, Kendal Nezan,
som er i Norge som deltager
på et seminar om kurdiske
menneskerettigheter. I bre-
vet, som er datert Ankara
sentralfengsel 20. septem-
ber, kommer Leyla Zana
med en sterk bønn til
Brundtland om å bringe

kurdernes sak inn for FN.
- Jeg bønnfaller deg, både
som mor med et hjerte som
blør for hver eneste unge
tyrker eller kurder som dør,
og som et menneske som
har tro på at kurdere og
tyrkere kan leve sammen på
demokratisk vis, i vennskap
og likeverdighet, og som har
viet nær halvparten av mine
34 år til kampen for fred og
menneskerettigheter, skri-
ver Zana.

Hun har sittet fengslet i
Ankara i 18 måneder, dømt
til 15 års fengsel for forræde-
ri etter å ha talt kurdernes
sak. Sammen med henne
sitter syv andre forræder-
dømte kurdiske parlamen-
tarikere.

«Frykkelig tragedie»

Det er ikke sin personlige
sak hun ønsker statsminis-
teren skal ta opp, men «tra-
gedien det kurdiske folk
gjennomlever i Tyrkia, en si-
tuasjon som nå går fra
vondt til verre: en frykkelig
menneskelig tragedie uten
bilder, uten vitner, som
gjennomlever i stillhet og li-
kegyldighet», som hun skri-
ver.

- Da vi ble arrestert, var



I RETTEN: Kurdeme Ahmet Turk, Leyla Zana og Orham Alinak like før rettssaken mot dem ble åpnet i Ankara 24. november i fjor. Foto: SCANFOTO/EPA

847 kurdiske landsbyer
tvangsevakuert og brent.
Ett år senere er tallet, ifølge
offisielle opplysninger, økt
til 2665. Mens jeg skriver
dette brevet, vil rundt 3500
landsbyer være strøket fra
kartet. Over tre millioner

kurdere er blitt revet ut av
sine hus og vekk fra sitt
land, kastet ut på veiene og
forlatt i den ytterste elen-
dighet, heter det i brevet.
Leyla Zana ønsker å stan-
se blodsutgydelsene: «mel-
lom brødrefolk» og få til fre-

delige løsninger ved hjelp av
dialog og kompromisser.

- Men dette vil ikke kunne
gjøres uten sterk støtte
utenfra, fra grupper som er
respektert og ikke har skjul-
te motiver, skriver hun.

Hun er nominert til No-
bels fredspris av seks nors-
ke stortingsrepresentanter.
Navnet på vinneren av
Fredsprisen offentliggjøres
13. oktober.

LA CROIX - 28 septembre 1995

LA RÉPRESSION ANTIKURDE DÉSTABILISÉE PAR UN SONDAGE

Une enquête d'opinion au Kurdistan souligne le soutien populaire dont bénéficie le PKK

ISTANBUL
DE NOTRE CORRESPONDANT

Un cessez-le-feu est peut-être en vue dans le sud-est de la Turquie, où la guérilla sécessionniste du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) serait prête à déposer provisoirement les armes. Son leader, Abdullah Öcalan, a envoyé une lettre en ce sens aux participants d'un « séminaire kurde » qui se déroulait à Oslo la semaine dernière. Il a lancé un autre ballon d'essai lors d'un reportage de la chaîne de télévision pro-autonome « Med-TV », diffusée par satellite depuis Londres. « Une nouvelle chance sera bientôt proposée au gouvernement turc », a-t-il alors déclaré.

Ces effets d'annonce sont à prendre avec précaution mais Öcalan a déjà montré qu'il pouvait passer aux actes. Un premier cessez-le-feu unilatéral, qu'il avait annoncé en 1993, avait tenu plusieurs mois malgré la poursuite des opérations de l'armée. Il avait été rompu par des éléments extrémistes de la guérilla.

Kurdes avant tout

Pour expliquer sa nouvelle initiative, Öcalan met en avant un facteur nouveau : la publication par l'Union des Bourses et chambres de commerce turques (TOPB) d'un rapport sur le sud-est de la Turquie, berceau des Kurdes de ce pays. La TOPB est la plus importante association professionnelle du pays, regroupant plus de 700 000 membres, et dirigée



Abdullah Öcalan, le leader du PKK, a décidé de donner « une nouvelle chance » au gouvernement turc de régler le problème kurde. (Photo Bonn Spjuenz/Imapress.)

par Yalim Erez, un proche du premier ministre Tansu Ciller.

L'étude, effectuée sous la direction d'un éminent politologue, le professeur Dogu Ergil, est une mine de renseignements recueillis par sondages auprès des habitants du sud-est turc. Ses résultats peuvent bouleverser l'approche que les autorités, tout comme la guérilla, ont faite jusqu'ici de la question kurde.

L'enquête a été conduite auprès de 1 267 personnes dans les régions de Batman, Diyarbakir et Mardin, ainsi qu'auprès de familles chassées de leurs villages par l'armée et réfugiées dans les villes d'Adana, Mersin et Antalya. Elle révèle que 90,8 % des personnes interrogées se définissent comme kurdes, 89,8 % considérant le kurde comme leur langue maternelle. La même proportion de sondés juge que la Turquie devrait en tirer les conséquences par une modification du statut politique et administratif du sud-est, aujourd'hui considéré comme une région comme une autre du pays.

D'autres réponses mettent encore plus mal à l'aise les journalistes, politiciens et militaires, champions de l'unité et de l'indivisibilité de la nation : 42,5 % des interviewés souhaitent la création d'une fédération et une majorité perçoit le PKK comme un mouvement de défense de leurs droits culturels et démocratiques, non comme une organisation violente.

Les trois quarts des sondés jugent improbable une victoire militaire des forces gouvernementales. Un tiers ont un proche qui combat au sein de la guérilla. Toutefois, 75 % de ceux ayant un frère dans les rangs du PKK, disent préférer une solution fédérale au sein de la République turque à un État kurde indépendant.

L'une des observations les plus alarmantes de l'étude est la radicalisation des populations ayant dû fuir leur maison à cause de la politique de destruction par l'armée des villages kurdes, perçus comme des bases arrières du PKK. Ces « exilés » fournissent le gros du bataillon des personnes deman-

dant la création d'un État indépendant. De la même façon, 46,7 % des personnes interrogées approuvant les méthodes parfois terroristes employées par le PKK comptent parmi ces migrants. La politique de la terre brûlée choisie par l'armée pour couper le PKK de son milieu semble dès lors produire l'effet inverse de celui recherché.

Empêcher la gangrène

Spécialiste des questions de terrorisme international, Dogu Ergil explique qu'il a voulu sonder les habitants du sud-est pour mieux connaître le soutien dont bénéficie le PKK. « Un mouvement de guérilla ne peut survivre s'il n'obtient le soutien de la société », note-t-il. Sa conclusion est que la seule façon de couper le peuple de l'influence du PKK est de satisfaire ses demandes économiques et culturelles. La répression et « les actions policières sont suffisantes pour vider la plaie mais elles ne sauraient arrêter l'infection et empêcher la gangrène », résume-t-il.

A peine publié, le rapport fut vite relégué dans l'ombre par des attaques *ad hominem* contre son auteur. Les milieux nationalistes l'ont dénoncé comme « traître à la patrie ». Unal Erkan, le superpréfet commandant les départements du sud-est administrés depuis plusieurs années par un régime d'exception, a affirmé qu'appliquer les conclusions du rapport reviendrait à diviser le pays.

Le principal parti d'opposition, le parti de la mère patrie (Anap), y a vu une agression au moral de l'armée et une façon de tester l'idée d'une éventuelle fédération. Les réactions furent si vives qu'il fut question de la démission du président de la TOPB, Yalim Erez.

Sans beaucoup convaincre, Tansu Ciller a expliqué qu'elle n'était pas au courant de ce rapport avant sa publication. Le

professeur Ergil s'est cantonné dans une prudente réserve, expliquant que son travail de scientifique s'est arrêté à la publication des travaux. Mais Abdullah Öcalan n'est sans doute pas le seul à avoir interprété le rapport comme un signe politique émanant du pouvoir.

Claude ORTCAQ

A F P - A F P - A F P - A F P - A F P - A F P

A.F.P.

A.F.P.

FRS0571 4 GI 0289 FRA /AFP-CU03

Divers-expulsion

Un réfugié politique turc d'origine kurde menacé d'expulsion

STRASBOURG, 28 sept (AFP) - Un Turc de 31 ans, d'origine kurde, bénéficiant du statut de réfugié politique en France, est sous le coup d'un arrêté d'expulsion pris par le ministère de l'Intérieur, a indiqué jeudi la fédération PCF du Bas-Rhin dans un communiqué.

Célal Aydogan, domicilié à Strasbourg depuis 1991, a refusé de se soumettre à l'arrêté d'expulsion et se cache quelque part en France, a-t-on indiqué de même source.

Un collectif de soutien, composé de partis politiques, d'organisations syndicales et d'associations de défense des Droits de l'Homme, s'est constitué à Strasbourg en sa faveur. Une pétition, lancée pour dénoncer cette expulsion jugée "arbitraire", a recueilli un millier de signatures, a-t-on ajouté.

Selon l'arrêté du ministre de l'Intérieur, en date du 7 mars 1995, Célal Aydogan, né à Sivaz Divrik (Turquie), "s'est rendu coupable en 1992 de destruction ou détérioration d'un bien appartenant à autrui et de tentative d'extorsion de fonds, dans le cadre d'une entreprise collective ayant pour but de troubler gravement l'ordre public par l'intimidation ou la terreur".

Un second arrêté du même jour assignait M. Aydogan à résidence dans les Hauts-de-Seine.

Selon le collectif, cette mesure d'expulsion "va à l'encontre de la décision prise par l'OFPRA (Office français de protection des réfugiés et apatrides) en 1992 et confirmée le 22 juin 1995 qui a reconnu à M. Aydogan le statut de réfugié politique". Il exige en conséquence l'abrogation de l'arrêté d'expulsion, "en raison de la précarité actuelle de M. Aydogan et des risques qu'un retour forcé vers la Turquie lui ferait encourir".

ft/sh/mc

AFP /AA1234/281512

SEP 95

Koalitionsverhandlungen in Ankara gescheitert

Die innenpolitische Krise der Türkei vertieft

Die Verhandlungen zwischen den zwei grossen konservativen Parteien der Türkei über die Bildung einer Koalition sind am Mittwoch gescheitert. Der Regierungschefin, Tansu Ciller, bleibt somit nur noch die Möglichkeit, im Bündnis mit den Extrem-Nationalisten eine Minderheitsregierung zu bilden. Dies droht aber die innenpolitische Krise, die vor einer Woche mit dem Sturz der Regierung eingesetzt hat, noch weiter zu vertiefen.

it. Istanbul, 27. September

Bis Mittwoch nachmittag schien die Chance für die Bildung einer stabilen Regierungskoalition zwischen den zwei grossen konservativen Parteien der Türkei noch gross. Die Regierungschefin und Vorsitzende der «Partei des rechten Weges» (DYP), Tansu Ciller, und der Führer der «Mutterlandspartei» (Anap), Mesut Yilmaz, hatten sich in den letzten zwei Tagen mehrmals getroffen und die gegenseitigen Vorschläge zur Koalitionsbildung als «positiv» bezeichnet.

Gereizte Stimmung

Das letzte Treffen zwischen den beiden Parteiführern am Mittwoch nachmittag, das die erhoffte neue Regierung besiegeln sollte, dauerte aber knapp 25 Minuten. Kurz darauf erklärte Ciller vor der Presse, ihre Bemühungen zur Bildung einer Koalition zwischen den türkischen Konservativen seien hauptsächlich an der ablehnenden Haltung ihres Gesprächspartners gescheitert. Sie sei sehr traurig über den Verlust von zwei Tagen, sagte sie sichtlich gereizt. Das Land brauche Gewissheit und keine Pokerspieler. Der Anap-Vorsitzende hatte freilich eine andere Erklärung für das Scheitern der Gespräche. Die Persönlichkeit Cillers lasse eine Zusammenarbeit nicht zu, sagte er am Fernsehen. Zu einer Koalition brauche man ein Mindestmass am Vertrauen, doch Ciller sei unfähig, Vertrauen zu erwecken. In den Worten Yilmaz' schwang auch der verletzte Stolz eines türkischen Mannes mit. Ciller habe ihn wie einen kleinen, unwissenden Schüler behandelt, sagte er. Unter diesen Umständen sei aber jede Zusammenarbeit unmöglich.

Gerangel um Ministerposten

Der scharfe öffentliche Wortwechsel hat, eigentlich unerwartet, den unterschwellig ausgeprägten Konkurrenzkampf der zwei Parteiführer nochmals an die Oberfläche gebracht. Neben den persönlichen Fehden der beiden, die auch in der Vergangenheit eine Zusammenarbeit der konservativen Kräfte unmöglich machten, spielten bei dem heutigen Scheitern aber auch handfeste Parteiinteressen eine wesentliche Rolle. Die zwei Führer konnten sich namentlich nicht über die Verteilung von Ministerämtern in der künftigen Regierung einigen. Am Montag hatte Frau Ciller, deren Regierung vor einer Woche nach dem Ausscheiden der Sozialdemokraten aus der Koalition gestürzt war, der konservativen Anap vorgeschlagen, eine neue Koalitionsregierung zu bilden. Diese sollte die Zollunion mit der Europäischen Union (EU) verwirklichen und die Pipelines, welche künftig Erdöl aus Zentralasien auf den Weltmarkt fördern werden, für die Türkei gewinnen. Anfang nächsten Sommers sollten dann vorgezogene Neuwahlen ausgerufen werden. Frau Ciller glaubte sich mit diesem Vorschlag besonders stark. Die türkische Finanzwelt, aber auch viele konservative Wähler hatten seit langem einen Schulterschluss von DYP und Anap gefordert.

Die Perspektiven geben indessen kaum Anlass zum Optimismus. Will Frau Ciller nämlich

weiterhin an der Regierung bleiben, muss sie ein Bündnis mit der faschistisch anmutenden «Partei der nationalistischen Bewegung» (MHP) oder mit der nicht minder nationalistischen «Partei der demokratischen Linken» (DSP) eingehen. Eine solche Koalition droht aber die soziale Spannung in der türkischen Gesellschaft, die wegen des Kriegs in der Kurdenregion besteht, weiter eskalieren zu lassen. Eine Minderheitsregierung könnte ausserdem die Hoffnung auf eine Zollunion mit Europa vorerst zunichte machen. Mit nationalistischen Partnern könnte Frau Ciller kaum jene Liberalisierungsreformen in der Verfassung und Gesetzgebung durchsetzen, die als Voraussetzung für die Zollunion gelten.

Der türkische Schriftsteller Kemal vor Gericht

Veränderte Anklage

it. Istanbul, 28. September

Ein Sondergericht in Istanbul hat am Mittwoch die Anklage gegen den populärsten zeitgenössischen Schriftsteller der Türkei, Yasar Kemal, verändert. Laut einem Vorschlag des Staatsanwaltes soll der 72-jährige Autor nicht mehr unter Berufung auf Artikel 8 des 1991 erlassenen Gesetzes zur Terrorbekämpfung angeklagt werden, sondern gemäss Artikel 312 des türkischen Strafgesetzbuches. Artikel 8 verbietet schriftliche und mündliche Propaganda, die darauf abzielt, «die unteilbare Einheit von Staat und Nation der Republik Türkei zu zerstören». Auf Grund von Artikel 312 macht sich strafbar, wer «durch Diskriminierung einer Klasse, Rasse, Religion oder Region die Bevölkerung zu Hass und Feindschaft auffordert». Sowohl Artikel 8 des Antiterrorgesetzes wie Artikel 312 des Strafgesetzbuches werden von den 17 Sondergerichten der Türkei als Instrument benutzt, um jede kritische Stimme zur offiziellen Kurdenpolitik zum Schweigen zu bringen.

Dokumente der Ungerechtigkeit

Kemal hat mit seinen Büchern, die vom Elend der Landbevölkerung und von sozialer Ungerechtigkeit erzählen, die letzten drei Generationen der Türkei wie kein zweiter Autor geprägt. Nun wird er beschuldigt, mit einem im «Spiegel» letzten Februar veröffentlichten Essay «separatistische Propaganda» gemacht zu haben. In seinem Beitrag hatte Kemal den Krieg der türkischen Streitkräfte im kurdischen Südosten als einen «Feldzug der Lügen» und den Staat als «System unerträglicher Zwänge und Grausamkeiten» bezeichnet. Er rief zur Beendigung dieses «schmutzigen Krieges» auf.

Was das Gericht zur plötzlichen Veränderung der Anklage gegen Yasar Kemal veranlasst hat, wurde am Mittwoch nicht erklärt. Sollte er gemäss Artikel 312 schuldig befunden werden, drohen ihm Haftstrafen bis zu drei Jahren. Die nächste Gerichtsverhandlung wurde auf den 1. Dezember verlegt.

A F P - A F P - A F P - A F P - A F P - A F P

A.F.P. A.F.P.
FRS0666 4 I 0304 TUR /AFP-UY32
Turquie-DroitsHomme

Verdict le 1er décembre pour l'écrivain Yasar Kemal

ISTANBUL, 27 sept (AFP) - Le verdict dans le procès de l'écrivain turc Yasar Kemal devant la Cour de Sûreté de l'Etat d'Istanbul sera prononcé le 1er décembre, a indiqué mercredi un de ses avocats, Me Enver Nalbant.

Considéré comme le plus grand écrivain turc vivant, Yasar Kemal, 72 ans, avait été inculpé le 24 janvier dernier de "propagande séparatiste" pour un article paru dans le magazine allemand Der Spiegel.

Dans cet article, il accusait le pouvoir central d'Ankara "d'opprimer les Kurdes de Turquie".

Son procès avait commencé le 5 mai.

Le procureur de la Cour de Sûreté a déclaré, lors d'une audience mercredi, qu'il changerait le chef d'accusation pesant sur M. Kemal en "incitation à la haine", aux termes de l'article 312 du code pénal turc. Il doit remettre son avis prochainement à la Cour.

Selon l'avocat, l'article 312 prévoit une peine de 3 à 6 ans de prison pour qui "incite le peuple à la haine et à la discorde par voie de discrimination raciale ou régionale".

M. Kemal était jusqu'à présent poursuivi pour "propagande séparatiste" aux termes de l'article 8 de la loi anti-terroriste, crime pour lequel il encourait 5 ans de prison.

La levée de cet article était un objectif non atteint du gouvernement démissionnaire de Mme Tansu Ciller. Sa levée est une des conditions mises par le parlement européen à sa ratification de l'accord d'union douanière entre la Turquie et l'Union européenne.

Me Nalbant a déclaré que les avocats affirmeraient dans leur défense que l'article 8 de la loi anti-terroriste et l'article 312 du code pénal sont tous deux contradictoires avec la constitution turque et avec la Déclaration universelle des Droits de l'Homme, dont la Turquie est signataire.

KG/hc/phv

AFP /AA1234/271750 SEP 95

A F P - A F P - A F P - A F P - A F P - A F P

18 Torsdag 28. september 1995



Dagbladet



Leyla Zana, fengslet kurdisk politiker. Foto: NTB

Bønn til Gro - ingen kommentar

OSLO: Gro Harlem Brundtland hadde i går ingen kommentar til brevet hun tirsdag fikk fra Leyla Zana.

I et sterkt personlig brev ber den fengslede kurdiske politikeren Leyla Zana om at Norge tar initiativ til fredssamtaler mellom Tyrkia og kurderne.

-Vi studerer brevet, og har oversendt en kopi til Utenriksdepartementet, var den knappe kommentaren Dagbladet fikk fra statssekretær Øystein Singasaas ved Statsministerens kontor i går kveld. (Dagbladet)



Leyla Zana

Nurettin Nurkan: Zana does not merit Nobel

'I do not think that Leyla Zana has any international effort or success that would necessitate her candidacy for the Nobel Peace Prize'

Turkish Daily News

ANKARA- Leyla Zana, a former Democracy Party (DEP) deputy sentenced to imprisonment for her alleged links with the outlawed Kurdistan Workers' Party (PKK), does not merit the Nobel Prize, Ankara said on Wednesday.

"I do not think that Leyla Zana has any international effort or success that would necessitate her candidacy for the Nobel Peace Prize," Foreign Ministry deputy spokesman Nurettin Nurkan said.

"Such candidacies are caused by political aims of certain circles," Nurkan said, adding that Turkey was expressing its views to the "relevant institutions."

Reports indicate that Zana is among the five candidates to receive the influential prize awarded by the Norwegian Nobel Committee. This year around 120 names were on the list of candidates, from which many have been eliminated.

The winner of the Peace Prize will be announced Oct. 13. According to Dagbladet, a Norwegian daily, Zana is on the "final list" from which the winner will be selected.

The other names are Jimmy Carter, a former president of the United States; Wei Jings Heng, a prominent dissident from China; Sergey Kovaliov, former advisor to Boris Yeltsin on human rights and Carlos Belo, a bishop from East Timor who is known for his struggle for his people.

Le Monde - 29 septembre 1995

Les voisins de l'Irak semblent résignés à un maintien du statu quo à Bagdad

Damas et Téhéran redoutent l'arrivée au pouvoir d'une équipe pro-américaine, la Turquie craint une aggravation du problème kurde et l'Arabie saoudite engrange les bénéfices de l'embargo

AMMAN

de notre correspondante
au Proche-Orient

Sauf à accorder quelques entretiens, que fait donc le général Hussein Kamel Hassan, l'un des trois gendres du président irakien, réfugié, depuis le 8 août, à Amman ? Retiré avec sa famille dans un lieu tenu secret, l'ancien homme lige de Saddam Hussein dort beaucoup selon les uns, s'ennuie un peu selon les autres, ou s'inquiète du sort de sa fortune, selon des banquiers.

Ce général félon n'a été reçu ni en Arabie saoudite, ni en Egypte, ni en Syrie, et les opposants au régime de Bagdad, à de rares exceptions près, ne se bousculent pas pour lui parler. Un mois et demi après sa spectaculaire défection, le plus célèbre transfuge irakien ne soulève plus grand intérêt et son trop lourd passé au service du régime irakien limite considérablement sa capacité de manœuvre.

Le tumulte retombé, sa défection aura au moins mis en lumière le fait que, pour la plupart des voisins de l'Irak, sans parler de certains acteurs internationaux, le maintien au pouvoir du président Saddam Hussein, affaibli et sous contrôle, est aujourd'hui la moins mauvaise solution. Face à cette réalité, les souffrances du peuple irakien pèsent peu. Selon un rapport des Nations unies, 20 à 30 % des enfants sont sous-alimentés et 4 millions de personnes sur les 18 que compte le pays vivent dans une situation précaire. Pour décrire la situation sanitaire, l'ONU parle de « *cauchemar* ».

Dans la crainte de voir arriver au pouvoir, à Bagdad, une équipe pro-américaine, Damas et Téhéran ne font pas mystère de leur pré-

férence pour le statu quo. La Turquie, d'abord préoccupée par la situation dans le Kurdistan, craint avant tout des troubles généralisés de nature à favoriser une plus grande autonomie du Kurdistan irakien, ce qui risquerait de donner des idées à ses propres Kurdes, en révolte depuis de longues années.

L'Arabie saoudite souhaite un changement à la tête de l'Etat, mais dans la seule mesure où celui-ci amènerait calmement au pouvoir un sunnite, capable de garantir l'unité de l'Irak. D'un autre côté, elle n'est pas pressée de voir s'écouler de nouveau le pétrole irakien sur le marché puisque c'est elle qui remplace en grande partie - 2,5 millions de barils par jour - le quota de 3,4 millions de barils, dévolu à l'Irak avant l'embargo d'août 1990. L'Egypte préfère aussi le statu quo à la perspective d'un nouvel axe « jordanien-irako-israélien », parrainé par les Etats-Unis.

LE JEU DES ETATS-UNIS

Le roi Hussein, qui s'est déclaré pour un changement de régime à Bagdad et qui a loué les qualités du général Hassan, paraît aujourd'hui plus circonspect. Lors de son dernier voyage « privé » à Londres, il s'est entretenu avec un groupe d'opposants irakiens. Il a, certes, plaidé en faveur de son hôte, mais seulement comme l'élément sunnite nécessaire à la reconstitution d'une opposition, dont les principales forces au sein du Congrès national irakien (CNI) sont chiïtes et kurdes.

Inquiet d'une éventuelle implosion de l'Irak, le roi Hussein chercherait aujourd'hui à prévoir une alternative, au cas où... A ses yeux, celle-ci devrait inclure trois

composantes : les sunnites, les chiïtes - majoritaires - et les Kurdes. Pourraient-elles s'entendre sur le retour de la dynastie hachémite qui a régné, en Irak, de 1923 jusqu'au coup d'Etat de 1958 ? Le souverain, qui se défend de toute visée expansionniste, avait tout de même emmené, à Londres, son cousin, le prince Raad bin Zaid, neveu de feu le roi Fayçal I^{er} d'Irak.

Les Etats-Unis semblent, pour le moment, s'être fixé trois objectifs. D'abord, resserrer au maximum l'étau contre le régime de Bagdad et maintenir le plus longtemps possible les sanctions, ce qui, après les nouvelles révélations de ce dernier sur ses programmes d'armement, n'est pas une tâche très difficile. Ensuite, refaire l'unité des Kurdes sans laquelle l'opposition ne peut rien faire. Sur ce point, Washington se heurte à la concurrence des acteurs régionaux - Iraniens, Syriens, Turcs -, tout autant qu'aux ambitions des deux chefs kurdes, Massoud Barzani et Jalal Talabani. Enfin, rétablir un minimum de consensus arabe sur l'avenir de l'Irak, tâche délicate tant les intérêts sont divergents.

Le président Saddam Hussein a, pour sa part, repris l'initiative. Isolé comme il l'est, il croit sans aucun doute que le plébiscite du 15 octobre, qui va le reconfirmer à la tête de l'Irak, est un acte démocratique de nature à satisfaire la communauté internationale. A l'issue de cette « consultation », il pourrait, dit-on, nommer un nouveau gouvernement qui redonnerait la primauté à la vieille garde du Parti Baas.

Françoise Chipaux

L'entretien

Rahmi Koç**“LA DEMOCRATIE EST UN CHEWING-GUM”**

La démocratie ? “On l’étire dans tous les sens. Comme les droits de l’homme.” Les Kurdes ? Il faut “lutter contre le terrorisme”. Si Rahmi Koç, patron du puissant conglomérat turc, Koç Holding, rêve du marché unique européen, il accepte mal les remontrances des Quinze.

“L’Europe n’a qu’une croissance languissante. Elle a besoin de s’ouvrir à des pays comme la Turquie, qui constituent des marchés en pleine expansion. Nous, nous pouvons déjà tout vendre sans taxe, ou presque.” Provocation ? Hôtel de La Trémoille, à Paris. Costume croisé, anglais anguleux, Rahmi Koç, 65 ans, patron depuis 1984 de Koç Holding, le plus puissant des conglomérats turcs, et président depuis janvier 1995 de la Chambre de commerce internationale, prend son thé de 17 heures. Créé en 1926 sous Atatürk par son père, Vehbi, fils d’épicier, son groupe représente plus de 5 % du PNB turc et emploie 32 700 personnes. De la voiture au camion en passant par la machine à laver, les conserves, les pâtes à la tomate, le gaz, Koç est, sous diverses marques, omniprésent, omnipotent. Rahmi Koç, l’Agnelli du Bosphore ? Au pied de la Mosquée bleue, on le compare au prince de Fiat, avec qui son groupe fabrique des voitures. Du milliardaire italien, il a la puissance, la fortune – trois bateaux, une quinzaine de voitures de collection, plusieurs résidences dont une à Londres et trois à Istanbul – et l’absence de complexes. “J’aurais pu être un artiste. Ma mère adorait les œuvres d’art et m’emmenait chez les antiquaires. Mais quand on est l’unique héritier mâle d’un groupe comme le nôtre, on n’a guère le choix. J’aime ce que je fais. L’industrie vous donne le pouvoir et l’influence. Tout ce que les gens aiment, non ?” A Istanbul, les mauvaises langues assurent que le vrai patron de la maison – groupe coté mais détenu à plus de 65 % par la famille –, c’est sa sœur, Suna Kiraç, vice-présidente du groupe. Toujours entre deux avions, le président Rahmi s’occupe surtout du lobbying international. La diplomatie n’exclut pas la mauvaise humeur, réelle ou simulée. Son sourire de natador dissimule à peine son agacement. Pourquoi l’Europe manque-t-elle d’enthousiasme pour la Turquie ? Vieille rancœur. Les hommes d’affaires du pays, qui n’ont pas digéré le privilège fait à la Grèce il y a plus de dix ans – l’entrée dans la Communauté –, s’inquiètent de la ratification, en décembre, par le Parlement européen, du traité d’union douanière conclu en mars. Le vote tiendra compte des efforts du gouvernement du Premier ministre, M^{me} Tansu Ciller, pour gérer la montée en puissance du nationalisme kurde et développer la démocratie. En juillet 1995, premier pas : la Constitution, héritée des militaires, est modifiée, les principes démocratiques clairement affirmés et toute référence au coup d’Etat de 1982 supprimée. Mais comment résoudre la lancinante ques-

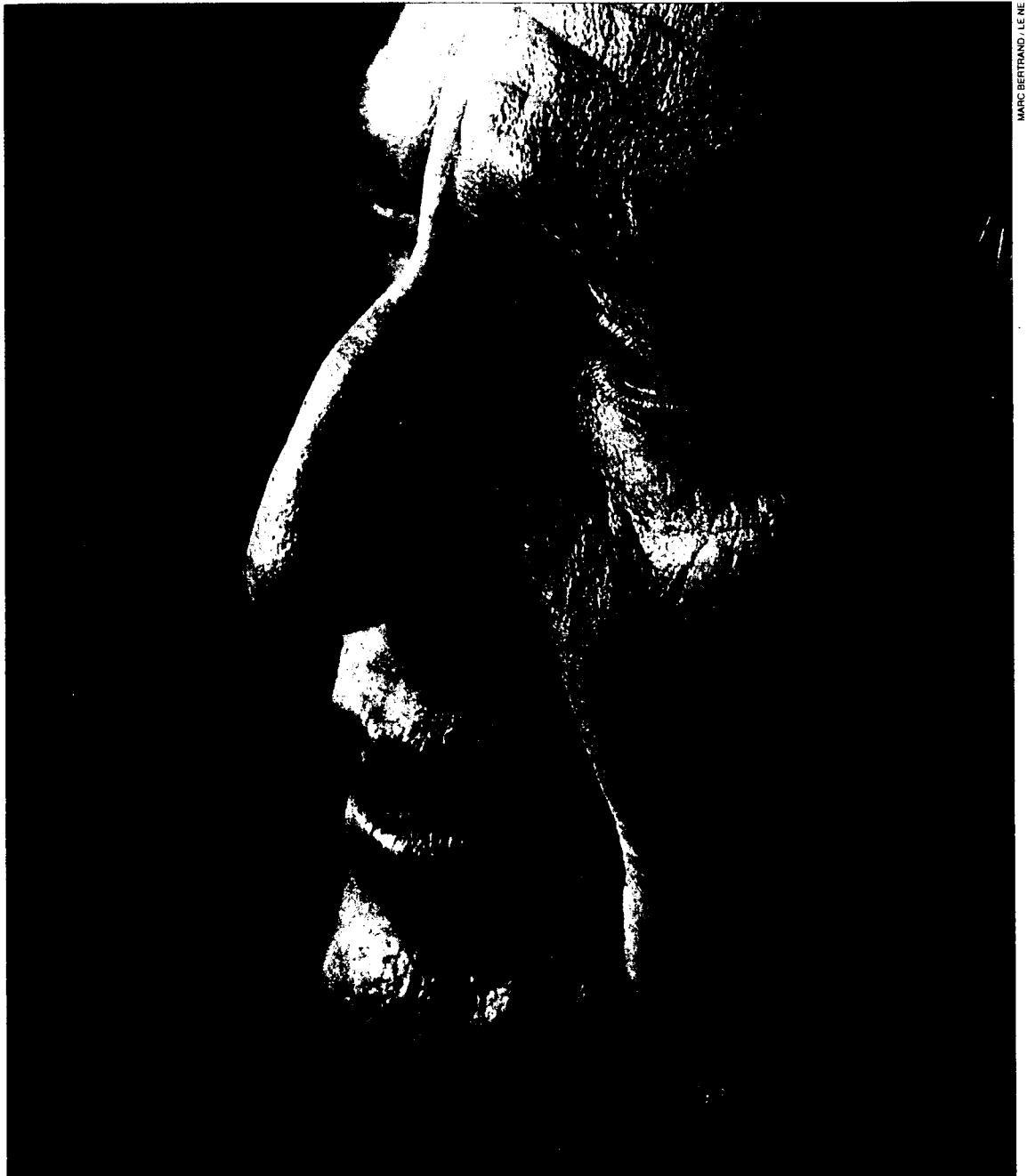
tion kurde ? “Les Kurdes du PKK (Parti des travailleurs du Kurdistan de Turquie) veulent un Etat indépendant alors qu’ils n’en ont jamais eu. 2 millions de Kurdes sur 12 millions vivent dans l’est du pays, assure Rahmi Koç. Les autres sont intégrés à la population turque et vivent à Istanbul, à Ankara et ailleurs. Il s’agit de lutter contre le terrorisme. Et d’améliorer la situation économique et sociale. Le gouvernement turc s’y emploie déjà.” Pour Rahmi Koç, “la démocratie est un chewing-gum que l’on étire dans tous les sens. Comme les droits de l’homme.” Un concept à géométrie variable ? Nouvelle tasse de thé. “La démocratie, ce n’est pas que des élections libres et le droit de vote pour les femmes.

“Un dictateur bienveillant peut mieux réussir qu’une démocratie à accélérer le développement.”

C’est un processus lent, pénible, conditionné par le niveau de développement.” Rahmi n’a pas oublié les longs mois de chaos économique et social qui ont favorisé l’arrivée des militaires au pouvoir en 1982. “Nous avions dix usines en grève.” C’est avec soulagement que les milieux d’affaires avaient accueilli les chars des colonels. “Il y a chez les patrons un vague regret du régime autoritaire d’Atatürk”, reconnaît un diplomate occidental à Ankara. Le dirigisme du grand timonier turc n’a-t-il pas permis au père de Rahmi d’édifier un conglomérat de plus de 100 entreprises ? Le souci fondamental de Rahmi, c’est le décollage économique. Qu’importe les voies politiques pour y parvenir. “Un dictateur bienveillant peut mieux réussir qu’une démocratie à accélérer le rythme du développement. Bien sûr, à long terme, la démocratie est plus souhaitable. Mais elle implique d’être structurée. En Corée, la population bénéficie d’un niveau de vie occidental mais, pendant trente ans, c’est sous le couvre-feu que s’est construit le pays, l’un des plus florissants d’Asie. Maintenant, le régime est libéralisé, et vous avez des grèves et des troubles.” Certes, les Koç “ne font pas de politique”. “Nous avons toujours gardé une distance avec le pouvoir.” Le groupe préfère investir dans la philanthropie en créant une université, où un quart des étudiants sont subventionnés par ses soins. Il est aussi un vivier de talents pour le gouvernement. “Dans les années 80, sous les militaires, nous avons donné au gouvernement un ministre de l’Energie. Plus récemment, un sous-secrétaire au Trésor et un responsable des privatisations.” Aujourd’hui, les dirigeants de Koç Holding sont réputés libéraux. Ils ont été des militants actifs de l’entrée de la Turquie dans le Marché commun. Mais la nostalgie est d’autant plus forte que le pays est en difficulté. 1994 a été marqué par une crise grave : taux d’inflation de l’ordre de 120 %, PIB en repli de 5 %. Le chiffre d’affaires de Koç Holding a chuté de 43 %, à

Biographie

Né en 1930 et unique fils d'une famille turque de quatre enfants, Rahmi Koç a pris la tête en 1984 du conglomérat familial fondé dans les années 20 sous Atatürk par son père, Vehbi, aujourd'hui presque centenaire. Titulaire d'un diplôme de gestion de la Johns Hopkins University (Etats-Unis), il a fait toute sa carrière au sein du groupe Koç Holding. Il est président de la Chambre de commerce internationale depuis janvier. Passionné d'antiquités, il a fondé plusieurs musées à Istanbul, dont l'un est dédié aux vieilles machines industrielles.



MARC BERTRAND / LE NE

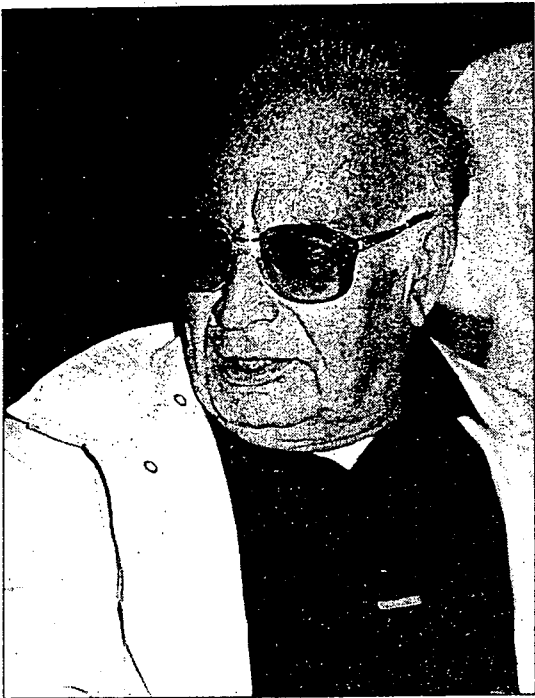
Rahmi Koç, patron de Koç Holding

"L'industrie vous donne le pouvoir et l'influence. Tout ce que les gens aiment, non ?"

Musulman modéré, Rahmi Koç rejette ce scénario. Mais l'inquiétude est là. L'avenir s'annonce difficile pour le conglomérat. Certes, il s'est déjà allié avec Siemens, Fiat, Ford, Sumotomo et Allianz. Mais que vaudront ses voitures contre la Clio ? Rahmi Koç l'admet : le groupe a pris trop tard le virage de l'exportation, notamment dans l'électroménager. "Au départ, nous étions sous-traitants d'industriels étrangers. Mais la sous-traitance implique la dépendance. Un donneur d'ordres peut nous laisser tomber parce qu'il a trouvé moins cher ailleurs. Nous

avons décidé de lancer notre propre marque. Beko. Nous avons créé une filiale en France. Mais nous nous sommes lancés dix ans trop tard." Pourquoi ne pas se tourner vers les républiques turcophones de l'ancien Empire soviétique ? "Elles n'ont pas d'argent, pas de technologie. Les Occidentaux ont déjà mis la main sur le pétrole, le gaz et les minerais. Et elles restent liées à la Russie. Nous y vendons bien des voitures, des appareils ménagers et des denrées alimentaires, mais nous avons plus à gagner en exportant vers les nations industrielles." Rahmi Koç est condamné à réussir. Et, que cela lui plaise ou non, à se plier aux desiderata idéalistes des Européens.

Catherine Golliau



Turkish author Yaşar Kemal

Charges against author Yaşar Kemal changed

Attorney Nalbant: 'With Section 8 it was very difficult for the court to acquit him, but under Article 312 the court will have an easier time of it'

By Metin Demirsar
Turkish Daily News

ISTANBUL- In a surprise move Wednesday The State Security Court moved to drop the Article 8 Anti-terror Law charges against Turkish author Yaşar Kemal in favor of similar but less severe charges under Turkish Penal Code Article 312. A conviction under Article 312, a charge of causing "ethnic hatred by claiming division among the people on the basis of geography, language, class, national origin and religion" carries a maximum penalty of one to three years of prison.

Conviction under Article 8 carries a maximum penalty of five years in prison.

Kemal joked with reporters before entering the Besiktas courtroom, saying "Don't ask me about the government crisis, I'm not in a position to comment now."

Looking relaxed and composed, the 73-year old Kemal, acknowledged to be Turkey's greatest living writer, listened as the judge announced a delay in the case to December 1 to a courtroom heavily peppered with journalists and camera crews.

The shift in prosecution strategy is being interpreted as an attempt to deflect attention from the case,

which has become a public relations black eye for Turkey internationally.

Enver Nalbant, one of Kemal's defense attorneys, told the press that the court apparently was trying to find a graceful way to acquit the writer often nominated for the Nobel Prize for Literature without losing face.

"With the Section 8 it was very difficult for the court to acquit him, but under Article 312 the court will have an easier time of it," Nalbant explained.

The charges arise from an article Kemal published in the German magazine *Der Spiegel* last December, in which he urged Turkey to end "the dirty war" against the Kurds.

The Turkish government has been trying to stamp out the Kurdistan Workers' Party (PKK) guerrillas operating in the southeastern part of the country in a bloody war resulting in around 17,000 deaths since 1984.

While outside observers, most noticeably the Clinton Administration express understanding for the government's fight against terrorism, they condemn the military's heavy-handed tactics which often inflict suffering on villagers suspected of being PKK sympathizers.

Asked to comment on a Turkish newspaper article accusing him of being a traitor, Kemal declared "If those who accuse me of being a traitor are patriots, then I am willing to be a traitor 1,000 times."

The trial was adjourned to December 1 to allow defense attorneys time to prepare the writer's case against the new charges.

Nalbant claimed both Articles 8 and 312 were unconstitutional, running counter to international human rights accords signed by Turkey and curtailing freedom of speech.

Section 8 has been used as a catch-all statute often quite broadly defined and applied to include almost any published material critical of Turkish authorities. Lifting the article has become a major point of contention among European Union members opposed to Turkey's admission to the EU customs union on human rights grounds.

The trial has become a cause celebre among the Turkish intelligentsia, who have rallied behind Kemal.

Authorities are under heavy pressure both domestically and abroad to drop charges against the eminent man of letters, whose most famous novel, *Memed My Hawk*, appeared in 1957.

Un écrivain turc condamné pour «propagande séparatiste»

Un tribunal de Turquie a condamné hier un écrivain à deux ans de prison pour avoir écrit un article analysant le mouvement séparatiste kurde. Recep Masali a été reconnu coupable de «propagande séparatiste», un délit selon l'article 8 du code civil turc dont l'abolition est une condition posée par le Parlement européen pour ratifier le traité commercial conclu entre Ankara et l'Union européenne.

Libération - 29 septembre 1995

FRIDAY, SEPTEMBER 29, 1995

Turkish Daily News

National Security Council discusses northern Iraq

Turkish Daily News

ANKARA- The National Security Council (MGK), Turkey's highest advisory body, discussed on Thursday several domestic and foreign issues which are related to the country's security, and particularly the situation in northern Iraq.

An MGK statement released after the four-hour meeting, chaired by President Süleyman

Demirel, said foreign and domestic developments affecting Turkey's security were reviewed.

"Political and military aspects of the events occurring in northern Iraq near Turkey's border were also discussed in particular," the statement said, referring to recent clashes between peshmergas from Iraq's opposition Kurdistan Democratic Party and terrorists from the

Kurdistan Workers' Party, or PKK, which is waging a separatist war in southeastern Turkey.

Prime Minister Tansu Çiller, Chief of the General Staff Gen. İsmail Hakkı Karadayı, Deputy Premier Hikmet Çetin, some ministers, commanders of the forces and other top civilian and military officials attended Thursday's MGK meeting.

Turkey slams US Senate decision on foreign aid

Sen. Claiborne Pell asks Turkey to pay \$5 million for NGOs to protect Kurds in Southeast

Turkish Daily News

WASHINGTON/ANKARA- Turkey expressed its uneasiness over a U.S. Senate decision which imposes conditions on Turkey regarding the use of U.S. foreign aid.

"This is a very unfortunate development while the two countries' bilateral relations are rapidly improving in all aspects and in a period when the United States and Turkey have common strategic interests," Foreign Ministry deputy spokesman Nurettin Nurkan said.

Democrat Sen. Claiborne Pell of Rhode Island, known for his perpetual criticism of human rights violations in Turkey, introduced Amendment No. 2748 to the Foreign Aid Bill HR 1868 that would require Turkey to channel "not less than \$5 million" of U.S. aid to help promote human rights for Kurds in the Southeast through non-governmental organizations (NGOs), TDN's Washington correspondent Uğur Akıncı reported.

The \$5 million is to "be used for projects designed to promote economic development, cultural ethnic tolerance, and human rights

activities, and to support the development and activities of non-governmental organizations in the Southeast ... a traditionally Kurdish area where Kurds are caught in a vise between PKK terrorism and the Turkish military."

Pell said the report he recently released found that "the Government of Turkey bears much of the responsibility for the continued suffering in the Southeast."

The amendment would "send an important message to Turkey," Pell claimed, "as it faces the challenge of forming a new government." The message would be "about the need to address other underlying problems such as the lack of ethnic and cultural acceptance and human rights abuses in the Southeast. Turkish officials speak of the need to increase stability in the Southeast. True stability can only come with increased tolerance. This amendment is intended to bolster that effort." Democrat Sen. Patrick Leahy of Vermont supported Pell's amendment. He said "the undeniable fact is that the Kurds are second-class citizens in Turkey, where they are discriminated against in law and practice." Leahy said he wanted to see some portion of the U.S. aid used directly to promote "economic development, cultural and ethnic tolerance, and human rights" in the Turkish Southeast. "I trust the Administration will make every effort to encourage the Turkish Government to permit the use of these funds as intended," Leahy concluded.

Meanwhile, Nurkan warned that the attitude of the United States on foreign aid credits would hurt the Turkish people who had national pride.

"Some Congress members, who are acting according to some lobbies with short-term political concerns, are also harming U.S. national interests," Nurkan concluded.

He said it had been expected that the foreign aid draft would be reviewed by the Conference Committee on Thursday. "We hope that the members of this committee will act with responsibility and prevent these amendments from negatively impacting our bilateral relations," Nurkan said.

FRIDAY, SEPTEMBER 29, 1995

Turkish Daily News

Human Rights Diary

Jailed Haluk Gerger faces further charges: Dr. Haluk Gerger, who is in prison at present, has been taken to court once again for another article in the daily Evrensel on the charge that he engaged in "separatist propaganda," the Anatolia news agency reported on Thursday. Haluk Gerger and the ex-editor of the daily, Fatma Bayar, are being accused of "provoking the people to feel malice and enmity by way of racism." (TDN Sept. 22)

Appeals Court to decide on DEP MPs next month: The Appeals Court in Ankara on Thursday said it will decide Oct. 26 on a crucial case involving former pro-Kurdish Democracy Party (DEP) deputies who are now jailed for helping a separatist terrorist organization. Mahmut Alınak, an independent deputy, Sirri Sakık, a former DEP deputy and the lawyers of the six other DEP ex-parliamentarians, who are currently serving jail sentences made defense statements in the first appeals hearing saying they are victims of a "political action" by the government ahead of municipal elections last March. The deputies were stripped of their parliamentary immunity in March 1994 and later sentenced to up to 15 years for complicity with the banned Kurdistan Workers' Party (PKK). (TDN Sept. 22)

Human Rights Association bulletin seized by court: A bulletin of the Human Rights Association (IHD), entitled "The Solution Lies in Peace," published to commemorate World Peace Day on Sept. 1, was confiscated by the Ankara State Security Court. Akın Birdal, IHD's chairman and Hüsnü Öndül, general secretary, testified at the State Security Court in Ankara, a spokesman for the Human Rights Association reported on Thursday. (TDN Sept. 22)

Euro MPs call for release of former mayor: The Green and Socialist groups at the European Parliament have passed a motion calling on Turkey to release former Diyarbakir Mayor Mehdi Zana and all prisoners of thought, the Anatolia news agency reported on Friday. The EP motion, which was reviewed in emergency meetings held on Wednesday, claimed that Mehdi Zana had been subjected to persecution because of an address he made to the Human Rights subcommission of the European Parliament. (TDN Sept. 23)

Turkish writer Gerger won't pay fine, stays in prison: Haluk Gerger, a leading Turkish intellectual, imprisoned for verbal support for separatism, on Saturday chose to remain in prison after serving his 20-month sentence, refusing to pay an additional fine. Gerger, a writer, journalist and academic, charged that through such heavy fines, the families of the convicted intellectuals were also being punished like in medieval times. The outspoken human rights activist had been sentenced to 20 months in jail for a message he sent to the commemoration ceremony for a radical student leader hanged in the 1970s. (TDN Sept. 24)

Ondul travels to Germany to receive human rights award: Husnu Ondul, secretary-general of the Human Rights Association (IHD), travelled to Germany to receive a human rights award presented by the German Judges' Union, the Anatolia news agency reported. The IHD, in a written statements, noted that Öndül had been given the award for his contributions to the field of human rights in Turkey and his roles as the founder and the administrator of the IHD. (TDN Sept. 25)

Reuter correspondent in Turkish court case: Reuters said on Tuesday one of its correspondents in Turkey would appear in a security court in Istanbul Oct. 12 to answer charges arising from a story about the Turkish military campaign against Kurdish rebels. The world news and information organization said in a statement that Aliza Marcus, 33, an American, had been accused of "provoking enmity and hatred by displaying racism or regionalism." The charge, which carries a maximum jail sentence of three years, related to a story last Nov. 25 quoting villagers and human rights activists in the southeastern city of Diyarbakır as saying forcible evacuation and even torching of Kurdish villages was a central part of the military's prolonged battle against Kurdish separatists. (Reuters Sept. 26)

Turkish Probe September 29, 1995

7

Oslo Conference: What's new for the Kurds?

Yavuz Baydar

The eyes were focused on the future rather than the past or present, as the issues related to the legal, cultural, social and political rights of the Kurdish groups living in Turkey, Iran, Syria and Iraq were brought to the discussion table at an Oslo University Institute of Human Rights weekend conference held from September 23-25 in Oslo, Norway.

Kurdish, Turkish and Western intellectuals — scholars, journalists, human rights observers, etc. — participated, as did Kurdish politicians.

Sponsored by the Norwegian Foreign Office to the tune of around \$100,000, its aim was "to find ways to improve respect and protection in areas inhabited mainly by the Kurds".

During the seminars, reporting based on Amnesty International and Human Rights Watch documentation showed that "grave breaches of human rights and lack of effective legal remedies occur in all countries."

Conference participants also pointed out that human rights violations by non-governmental entities, such as the outlawed Kurdistan Workers' Party (PKK), were common. This, as well as other issues related to Turkey were extensively discussed. The rationale for giving special attention for Turkey was, as expressed repeatedly by participants, because Turkey was the country with the biggest Kurdish population, which could positively affect developments in other countries with Kurdish groups for reform; and that Turkey has, despite the difficulties on the legal and social level, an ongoing debate on Kurdish issues; and that with a strong Western tilt, having bound itself with various international treaties on human rights, Turkey is not only an important power in the region but an indispensable ally to strengthening the Middle East peace process.

All this, the conference stated, "created ground for optimism regarding improvement on the issue".

The discussions progressed on different levels in the conference. On the social level, ideas were exchanged for encouraging "new dialogue" between the concerned Turkish and Kurdish groups and individuals, both young and old, in order to prevent tensions from escalating into widened violent conflicts. It was suggested that the problem, which apparently involves more than the two principals, demanded a "multiogue" rather than a "dialogue".

Cultural and legal problems were put on the table, and having concluded that there were serious shortcomings in basic human rights in Turkey, participants said continuing international attention and pressure on Turkey were essential.

More importantly the necessity for major constitu-

tional and structural reform in Turkey was emphasized to facilitate Kurds and Turks continuing to live together peacefully within the present Turkish borders.

On the political level, the conference grew a bit more tense. One of the main issues painting a gloomy picture over the situation in Turkey was the ongoing armed conflict between the PKK and Turkish security forces. As representatives of the PKK and the "Kurdish Parliament in Exile", delivered rhetoric peppered with harsh criticism in staking out their position, many foreign observers including some officials from Foreign Office of Norway remarked that "it gives the idea how long it would take to implement peace in the Southeastern region of Turkey".

More moderate Kurdish representatives and non-Kurdish participants were also from time to time accused as "demagogues and liars" by the PKK representatives who, according to many independent observers, conspicuously marked themselves with "aggressive discourses". From that point of view the Oslo Conference can be seen as the first international meeting that served as a platform for displaying the gulf between the PKK on one side, and other Kurdish groupings and Western observers on the other.

What could be the intention of the conference, other than highlighting the basic human rights issues in Turkey vis-a-vis the Kurds, and atrocities committed against civilians in the armed conflict in the mainly Kurdish southeast? This question was the source of fresh speculation for the duration of the meetings in the Norwegian capital.

Norway, the sponsor of the secret talks between Israel and the PLO that initiated the peace process, is apparently — unofficially — casting about for ways to initiate a process that may lead to cessation of violence in the Southeast of Turkey.

In order to start the process "more strongly", Norwegians had hoped that people representing the official side of Turkey would respond positively on participation.

But participation on that level was nonexistent, as the Turkish government rejects any attempt to enter a dialogue with illegal Kurdish groups, particularly the PKK.

Speculation on a possible "American backup" for the initiative was dismissed as "groundless" by conference organizers, who said they were aware that this process "will take a long, long time", and said they were determined that, if the reactions to the conference were positive, attempts to end the violence in Turkey would, and should, continue. ■

Turkish Probe September 29, 1995

Nurkan: Zana Does Not Merit Nobel

Leyla Zana, a former Democracy Party (DEP) deputy sentenced to imprisonment for her alleged links with the outlawed Kurdistan Workers' Party (PKK), does not merit the Nobel Prize, Ankara said. "I do not think that Leyla Zana has any international effort or success that would necessitate her candidacy for the Nobel Peace Prize," Foreign Ministry deputy spokesman Nurettin Nurkan said. "Such candidacies are caused by political aims of certain circles," Nurkan claimed, adding that Turkey was expressing its views to the "relevant institutions." Reports indicate that Zana is among the five candidates to receive the influential prize awarded by the Norwegian Nobel Committee. This year around 120 names were on the list of candidates, from which many have been eliminated.

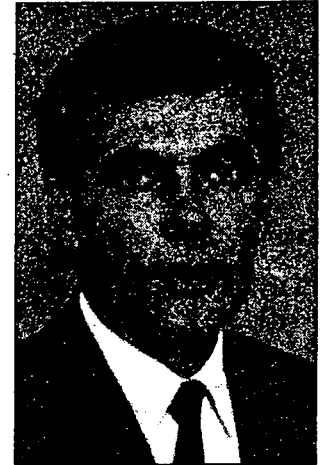
Ankara Displeased With Oslo Over Kurdish Conference

The Turkish Foreign Ministry declared on Wednesday that it had expressed its displeasure to Norway over the three-day long Conference on Human Rights in Turkey, Iran, Iraq and Syria held in Norway, mainly dealing with issues relating to the problems of the Kurds, but said no measures against Norway were in the offing. "We have expressed our views and reservations about this conference to Oslo. We also informed them, in due time, that we would not participate in that conference," Foreign Ministry deputy spokesman Nurettin Nurkan said. However, he added that Turkey envisaged no measures nor sanctions against Norway, which is already on the "red-list" that brands a country as an "unreliable partner" in terms of defense industry cooperation and prevents exports and imports to and from that country. "It is clear that such initiatives (that aim to abuse the Kurdish problem on international platforms) are bound to fail," Nurkan said. "In our view, the meeting is one that would yield no results." The conference, arranged by Oslo University and sponsored by the Foreign Office of Norway, ended earlier this week with a set of suggestions on how to conduct political reforms in Turkey and an appeal to start an internal peace process. Many of the participants condemned PKK (Kurdistan Workers' Party) terrorism.

CHP resignations climb

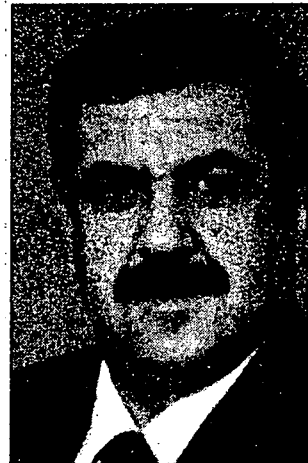
TDN Parliament Bureau

ANKARA- Two new resignations from the former coalition partner, the Republican People's Party (CHP), reduced the number of this party's parliamentary seats to 60 on Friday. Diyarbakır deputy and former state minister Salih Sümer and Muş deputy Muzaffer Demir, joined three of their colleagues who have also resigned, and are believed to have freed themselves from party lines in order to support a possible minority government that Prime Minister-designate



Muzaffer Demir

Tansu Çiller may form. Speaking to parliamentary correspondents after his resignation, Sümer said he will make a decision on whether to support a minority government after he contacts his constituency. Asked whether he had received any offers to transfer to Çiller's True Path Party (DYP), Sümer said, "These are dirty claims. There is no price for a deputy's honor." Sümer stated, however, that he would give his vote of confidence to a coalition government between the DYP and the CHP if it can be established.



Salih Sümer

Responding to a question as to whether he was being pressed about his brother's supposed relations with the outlawed Kurdistan Workers' Party (PKK), Sümer said his

brother couldn't possibly have any contacts with the PKK, because "he loves his country."

Although on Friday morning Demir had said he wasn't thinking of resigning, he announced his resignation in the afternoon, stating he doesn't see any possibility of working politically in the CHP with its new administration. He said he wasn't able to get a satisfactory response from either the chairman or the party officials on several cases which he wanted to discuss with them.

"The Kurdish issue is Turkey's most urgent problem. I shall support any step toward a solution to this problem through political means," he said, leaving unanswered the question of whether or not he will support a minority government which Çiller might form.

Courts continue to bring charges under controversial Anti-Terrorism Law

The most recent example is Ayşenur Zarakolu, the owner of the Belge Publishing House, who has been given a five-month prison term and a TL 50 million fine by the Istanbul State Security Court

By Sinan Yılmaz
Turkish Daily News

ANKARA- While no positive development has yet taken place on amending the controversial Anti-terrorism Law, new suspects face charges for violating it.

The most recent example is Ayşenur Zarakolu, the owner of the Belge Publishing House, who has been given a five-month prison term and a TL 50 million fine by the Istanbul State Security Court. Another lawsuit filed against Zarakolu has been upheld by the High Appeals Court, where she was given a six-month prison term and a fine of TL 50 million. She was charged with publishing a book by Yaşar Kaya, one of the former chairmen of the now-defunct Democracy Party (DEP).

Zarakolu entered jail on May 4, 1994 and was set free upon completion of her prison term. She is now about to go back to prison due to a ruling by the 9th criminal chamber of the High Appeals Court upholding

the sentence. She faces another charge for publishing journalist Hasan Bildirici's book, entitled "Bekaa." She has been given a six-month prison term and a fine of TL 50 million.

This punishment will also be examined by the High Appeals Court in the coming days. Another punishment was given to Zarakolu for publishing a book, "Armenian Taboo," written by French researcher Yves Ternon. In that case, she was given a two-year prison term and a fine of TL 250 million. This case is also at the High Appeals Court, which is expected to make its ruling within next month.

Zarakolu is accused of spreading separatist propaganda and of violating Article 8 of the Anti-Terrorism Law by publishing a book entitled "Internal Conflict of Kurds," written by journalist Faysal Dagli. The book contains an interview with Cemil Bayık, one of the leaders of the outlawed Kurdistan Workers' Party (PKK). The High Appeals Court will

examine Zarakolu's sentence in the coming days. The numbers of those who are convicted on charges of violating this law continue to increase. Writer İsmail Beşikçi, and Ünsal Öztürk, the publisher of Beşikçi's books, who are still in prison, have been given long terms of imprisonment. Işık Yurtçu, editor of the daily, Özgür Gündem, is serving a 14 year and 10 month prison term. Yurtçu was also punished on the grounds that he was a member of the PKK. Attorney Eren Keskin and trade unionist Atalay Aycın are also serving prison terms, like other "prisoners of conscience." Writer and journalist Haluk Gerger, who completed his prison term, refused to leave, stating that he could not afford the fine he was ordered to pay. İbrahim Aksoy, the chairman of the Democracy and Transformation Party (DDP), and Feridun Yazar, one of the former chairmen of the now-defunct People's Labor Party (HEP), are also charged with violating the Anti-Terrorism Law. Jurists claim that, despite government pledges that amendments will be made prior to Turkey's entrance into the Customs Union, this does not seem possible because, they claim, there is not even a law proposal in Parliament on this issue.

Le Monde Diplomatique - Septembre 1995

ÊTRE KURDE EN SYRIE**Une terrifiante violence**

SONNE DU COR! de Salim Barakat, traduit de l'arabe par François Zabbal, Actes Sud, Arles, 1995, 190 pages, 98 F.

IL y a du Jean Genet dans cet auteur atypique et fécond, auteur maudit de langue maternelle kurde qui renoue avec le classicisme arabe le plus pur. Enfance tourmentée baignant dans une violence inouïe, qui se métamorphose sous une plume d'une rare élégance en une œuvre d'art, subjuguante à force d'être terrifiante.

Dans ce récit autobiographique, qui fait suite au *Criquet de fer* (Actes Sud, 1993), rédigé à trente ans alors qu'il avait déjà cumulé les expériences et fait toutes les guerres du Proche-Orient, Salim Barakat, alias Sullo Pavi Ghazzo, revient sur son adolescence dans cette Haute Mésopotamie mythique, située actuellement au nord de la Syrie. Microcosme étonnant, melting-pot de tous les peuples et langues des origines : Assyriens, Chaldéens, Arabes, juifs, Turcs, Syriaques... et Kurdes bien sûr. Monde rural immuable, malgré le passage plus ou moins sanglant des différents envahisseurs, dans lequel la modernité fait irruption en ajoutant de nouvelles violences à la rudesse primitive de cette terre. Modernisme économique qui prolétarise et déstabilise une paysannerie qui avait trouvé au fil des siècles un certain équilibre et une forme de vivre ensemble inimaginables en Occident. Modernisme politique à base de nationalisme irréel que rendent dérisoire et surfait le découpage arbitraire des frontières et l'imbrication séculaire des groupes humains.

CEST sur ce monde de violence, plus ou moins fantasmé, que l'adolescent ouvre les yeux, alors même qu'il est secoué par les premiers soubresauts d'une sexualité qu'il projette sur tout ce qui l'entoure et que les adultes utilisent, lui semble-t-il, comme instrument de domination et d'humiliation. Dans ce contexte, seule la violence quotidienne et banale pouvait différer – à en croire l'imaginaire de l'auteur – le retour apocalyptique de Miro, « ce bouc qui préside au destin du Nord » et qui menace de faire irruption « si le calme s'installe sur terre durant cinquante ans, pour la conquérir avec les cornes de ses boucs ».

Terre de toutes les contradictions, terre aussi de toutes les promesses qu'une modernité frappée de cécité voulut normaliser selon les schèmes du progrès à l'occidentale et qui n'en finit pas de se déchirer. Consolation pourtant que la figure de ce jeune Kurde se hissant au niveau littéraire arabe le plus haut et qui renvoie à une certaine civilisation de naguère où le pluralisme ethnique et culturel n'était pas (encore) une faute mortelle. Cette dernière livraison de la collection « Mondes arabes » d'Actes Sud témoigne, par son choix et par sa belle traduction, du sérieux du travail accompli par son directeur, Yves Gonzalez-Quijano, qui cède maintenant la place à Farouk Mardam-Bey.

BOUTROS HALLAQ.

INTERNATIONAL

La guerre contre le "séparatisme" kurde

Un Etat qui condamne ses députés pour délit d'opinion peut-il intégrer l'Europe ?

Selon le rapport de l'Association des droits de l'homme de Turquie, publiée le 22 août dernier, le nombre des prisonniers politiques détenus dans les prisons turques s'élevaient à 171 en juillet. Parmi eux, des intellectuels, des historiens, des journalistes, des éditeurs, des députés, dont le seul crime est d'avoir parlé ou écrit sur les Kurdes, ou dénoncé la politique répressive conduite par le gouvernement et les militaires dans le sud-est du pays.

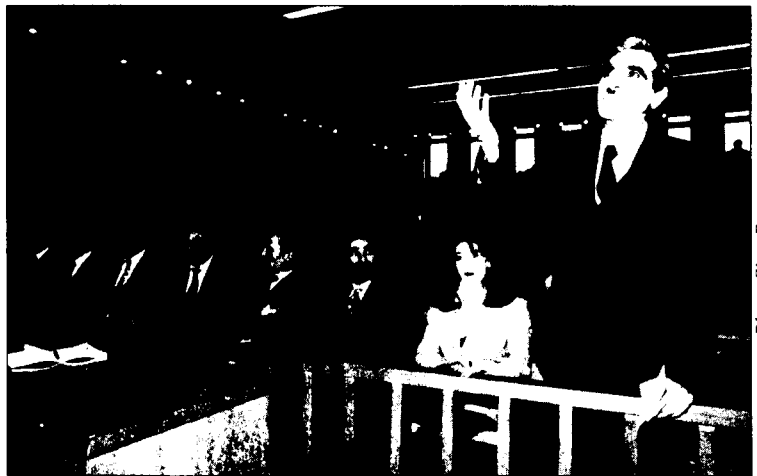
Tel Recep Marasli, écrivain kurde, emprisonné de façon intermittente depuis 1971, arrêté une nouvelle fois en juillet 1994 et torturé, condamné jusqu'à présent à 4 ans de prison, pour "propagande séparatiste" mais qui reste sous le coup de 27 autres procès à venir.

Tel Yachar Kémal, le célèbre écrivain, d'origine kurde lui aussi, poursuivi par la justice turque, pour un article publié dans le magazine allemand *Der Spiegel*, dénonçant la répression contre les Kurdes depuis 1923 et les mensonges de la propagande officielle.

Tel le sociologue kurde Ismail Besicki, emprisonné pour les mêmes raisons et dont le cumul de toutes les sentences prononcées contre lui s'élève à 69 ans de prison et 5,54 milliards de livres turques d'amende.

Tels surtout les 8 députés kurdes arrêtés en mars 1994 et condamnés au terme d'un procès honteux par la Cour de Sûreté de l'Etat d'Ankara, le 8 décembre 1994. Leyla Zana, Hatip Dicle (ex-président du Parti de la Démocratie DEP interdit), Ahmet Türk, Orhan Dogan et Selim Sadak avaient été condamnés à 15 ans de prison, pour "création et appartenance à bande illégale" (le PKK). Curieusement devant la Cour de Cassation, le 21 septembre dernier, le Parquet demandait la confirmation du verdict pour seulement trois d'entre eux, Dicle, Zana et Sadak, et l'annulation des autres sentences. La Cour doit se prononcer le 26 octobre. Ces députés sont en effet au centre des préoccupations occidentales et notamment du Parlement européen, qui a fait de leur libération une condition de la ratification de l'accord d'union douanière. Cette affaire n'est cependant qu'une des multiples manifestations de la négation par l'Etat turc de la liberté d'opinion, dès lors qu'elle remet en cause la doctrine

officielle. C'est le cas des Kurdes, dont l'existence même est niée, mais aussi du Génocide arménien. Là le Parlement européen, qui a passé à la trappe la résolution du 18 juin 1987 qui posait la reconnaissance du génocide comme condition à l'admission de la Turquie à la Communauté Européenne, s'est rendu le complice de la situation en Turquie. L'attitude courageuse de l'éditrice turque Aysé Nur Zarakolu, condamnée le 30 janvier 1995 à deux ans de prison, pour avoir publié le



Procès des députés kurdes, le 8 décembre 1994 à Ankara

"Tabou arménien", traduction du livre d'Yves Ternon sur le Génocide arménien, ne devrait-elle pas être aussi soutenue par l'instance européenne ?

La Turquie est-elle prête à libérer tous ses prisonniers de conscience et mettre enfin en place un système où seront respectées les libertés d'être et de penser ? L'Europe est-elle prête, au nom des principes qu'elle affiche elle-même, à refuser l'amnésie des faits passés et les concessions de façade que prépare le premier ministre turc, Madame Tansu Ciller ? Telles sont les questions qui seront posées au Parlement européen en décembre.

J.N. Kouyoumdjian

A l'Est, le sacrifice des populations civiles

Le président de la République, Suleyman Demirel, a dressé le bilan de la guerre kurde, le 1^{er} octobre, devant le Parlement turc. En 11 ans de conflit, selon le président, 11 939 combattants kurdes, 4 120 membres des forces de sécurité et 4 604 civils ont été tués, en tout plus de 20 000 morts. Suleyman Demirel ajoutait, sans plus de précision, que 905 villages et 1 563 hameaux avaient été "désertés" par leurs habitants. Derrière la froideur des chiffres et les euphémismes, il y a la réalité d'un enlèvement de l'armée turque dans les provinces kurdes du Sud-Est anatolien, contre une guérilla insaisissable. "Il faut assécher l'étang pour prendre les poissons", déclarait en 1993 le chef d'état major turc, Dogan Dures, déclenchant une stratégie de la "terre brûlée" directement ciblée sur la population civile : villages rasés et brûlés, habitants déportés, de force si nécessaire. Les

Photo Sipa Press



Les Turcs sont passés par là...

Photo Sipa Press



méthodes employées par les militaires turcs ont de fait radicalisé la population kurde, forte de 15 millions de membres en Turquie, sans remporter la victoire escomptée sur les "séparatistes" du Parti des Travailleurs du Kurdistan (PKK).

J.N. K.

Le monde entier sous la loi turque

Être américaine et journaliste. Voir les villages et la population kurdes. Témoigner des violences, destructions et déportations de la population civile dans un article destiné à l'Agence Reuter. Alors, votre compte est bon si votre article est repris par un journal en Turquie : vous tombez sous le coup de l'article 312 du Code pénal turc. Tarif : un à trois ans de prison.

Selon Nicole Pope, le correspondant à Istanbul du journal *Le Monde*, c'est ce qui vient d'arriver à la journaliste américaine Aliza Marcus, à cause d'un de ses articles paru en novembre 1994 et repris par le quotidien pro-kurde *Ozgür Ulke*, abonné à l'Agence Reuter. Ce journal a été interdit en février 1995.

Aliza Marcus est accusée par la Cour de Sûreté de l'Etat (turc) d'avoir "incité à l'inimitié et à la haine entre les peuples en montrant des différences raciales et régionales". (*Le Monde* du 14 octobre 1995).

C'est une première du genre. Jusqu'à présent, seuls les journalistes turcs étaient poursuivis. La Turquie étend ainsi l'application de ses lois répressives aux journalistes du monde entier. Savoureux, non ?



TANSU CILLER

fausse sortie en Turquie

Elle est riche, blonde et ambitieuse, mais elle est aussi ignorante, maladroite et menteuse », disait récemment de Tansu Ciller, le Premier ministre turc, l'éditorialiste du grand quotidien « Hurriyet ». Première femme à diriger, depuis 1993, cette République laïque et ce pays musulman, Tansu a

d'abord charmé. Télégénique et agréable, elle promettait monts et merveilles, la fin de la crise économique (« Je suis économiste », proclamait-elle) et la démocratie. Deux ans plus tard, son bilan est plus que mitigé. Les salaires ne suivent pas l'inflation et les employés du secteur public ont récemment observé une journée de grève générale. Et la démocratie est encore un lointain objectif. Des députés kurdes, régulièrement élus, sont emprisonnés et condamnés à de lourdes peines de prison uniquement en raison de leurs opinions. Tansu Ciller n'a pas, comme promis, abrogé l'article 8 de la loi antiterroristes, celui qui permet de poursuivre sur la seule foi de leurs écrits des journalistes et des écrivains. Yachar Kemal, le grand

écrivain turc (« Le Retour de Mémed le Mince »), s'est ainsi retrouvé inculpé à cause d'une interview qu'il avait donnée, où il se montrait très critique envers la politique « kurde » du gouvernement. Lâchée par ses alliés sociaux-démocrates, Tansu Ciller a présenté sa démission le 20 septembre. Le lendemain, le président de la République lui demandait de former un nouveau gouvernement. Tansu Ciller va devoir passer un examen de raille : en décembre, le Parlement européen va ratifier, ou non, l'accord d'une union douanière avec la Turquie. Il avait réclamé des progrès importants dans le domaine des droits de l'homme. Le sourire de madame le Premier ministre suffira-t-il à lui en donner l'assurance ?

Annick Le Floc'Hmoan

Ph. Cibille ; Port-Arnal/Stills ; P. Villard/Sipa-Press

Elle 2 octobre 1995

ARMÉNIE

Octobre 1995

A F P A F P A F P A F P A F P A F P

A.F.P. A.F.P.
FRS0317 4 I 0293 TUR /AFP-TO97
Turquie-Kurdes

Plus de 20.000 morts dans la rébellion du PKK, selon M. Demirel

ANKARA, 1er oct (AFP) - La rébellion du Parti des Travailleurs du Kurdistan (PKK, séparatiste), déclenchée en 1984, a fait 20.663 morts (dont 4.120 membres des forces de sécurité, 4.604 civils et 11.939 rebelles kurdes), a déclaré dimanche à Ankara le président turc, M. Suleyman Demirel.

M. Demirel a fait cette déclaration au Parlement turc lors d'un discours à l'occasion de l'inauguration de l'année législative.

En plus des rebelles kurdes tués, 5.581 rebelles ont été pris vivants (dont 427 blessés) et 1.514 autres se sont rendus, toujours depuis 1984, selon M. Demirel. Au total 19.034 rebelles kurdes ont été "saisis" morts ou vivants, selon ce bilan.

La rébellion du PKK a fait 8.006 blessés dans les rangs des forces de l'ordre, et 5.571 civils ont été blessés dans les troubles.

M. Demirel a déclaré que les habitants du sud-est et de l'est anatoliens, à majorité kurde, étaient ceux qui ont "souffert le plus du terrorisme". "Depuis 1984, 690 villages ont été désertés totalement, 215 autres partiellement", a poursuivi le président turc. 1.563 hameaux ont été également désertés, a-t-il ajouté.

M. Demirel s'est borné à déclarer que le terrorisme n'était pas la seule raison pour l'abandon des villages, sans préciser dans quelles circonstances ces villages et hameaux avaient été désertés par leurs habitants. Les milieux pro-kurdes affirment que l'armée turque les a évacués par la force et même a détruit un grand nombre de villages.

Le nombre des villageois qui ont du quitter leurs habitations vers les villes est de 307.000, selon M. Demirel. Ce nombre varie entre un et deux millions, selon les chiffres des milieux pro-kurdes.

KG/phv/bw
AFP /AA1234/011713 OCT 95

A F P A F P A F P A F P A F P A F P

Sen. Kerry: Turkish-US relations have changed since Cold War

He praises anti-Turkish sections of HR 1868

By Uğur Akıncı
Turkish Daily News

WASHINGTON- Senator John F. Kerry, a Massachusetts Democrat, has delivered a speech on the Senate floor praising the "humanitarian aid corridor" amendment of the HR 1868 Foreign Aid bill — proposed by Senate Majority leader Bob Dole (Republican) of Kansas. He also said that Turkish-U.S. relations have changed since the end of the Cold War and that Turkey's geostrategic location was no reason not to question its human rights record. The measure proposes to eliminate all U.S. assistance to countries like Turkey which delay or bar transfer of U.S. assistance to third countries. "I wish that such legislation was not necessary," Kerry said, "but unfortunately, the third-largest recipient of United States foreign aid, Turkey, continues to prevent the

delivery of most humanitarian assistance to neighboring Armenia. We can no longer ignore this situation."

After saying that Armenia endured "mass slaughter at the hands of the Ottoman Empire," Kerry continued by mentioning that Turkey's embargo on Armenia complicated the U.S. relief effort to that country. Kerry did not mention that Armenia has invaded and occupied 20 percent of Azeri territory and that is why Turkey placed an embargo on Armenia.

Commenting on another amendment that was rejected by the Senate, i.e. the effort by Sen. Alphonse D'Amato (R-N.Y.) to place a \$21 million cap on Economic Support Fund (ESF) money to Turkey, similar to what Rep. John Porter (R-Ill.) managed to do in the House, Kerry said he cosponsored the amendment "as a way of expressing to our

Turkish allies our extreme disappointment with their continued intransigence in Cyprus, their deplorable human rights record in dealing with the Kurdish insurgency in southeastern Turkey, and their continuing land blockade of Armenia." Turkey unilaterally opened the air corridor to Armenia on April 20, 1995.

The message

"Such behavior is "incompatible with Turkey's drive for inclusion in the European Union," he claimed. Kerry said "I hope that the Turkish leadership receives the message sent by both amendments — our relationship since the Cold War has changed, and Turkey's strategic location is no longer enough to shield them from the bright light of international scrutiny."

INTERNATIONAL HERALD TRIBUNE, THURSDAY, NOVEMBER 2, 1995

Toll Put at 33 In Attack on Saddam Foes

The Associated Press

ANKARA — The death toll from a bomb attack on offices of the main anti-government group in Iraq rose to 33 Wednesday, according to local officials.

The explosion took place at the ammunition depot of the Iraqi National Congress building in Salahuddin, about 400 kilometers (250 miles) north of Baghdad, United Nations guards said.

There was no immediate claim of responsibility, but suspicion fell on Saddam Hussein's regime.

The death toll in the bombing Tuesday was initially 22. Fourteen civilians from neighboring houses were among the dead, the guards said, quoting local officials. The dead included the congress's chief of security, Lieutenant Saif Rashid Sindi.

A F P - A F P - A F P - A F P - A F P - A F P

A.F.P. A.F.P.
FRS0396 4 I 0327 IRA /AFP-GO57
Iran-culture

Le Parlement interdit l'usage des langues étrangères dans l'administration

TEHERAN, 3 oct (AFP) - Le parlement iranien a interdit mardi toute utilisation des langues étrangères dans les administration d'Etat en Iran, a-t-on appris de sources parlementaires.

Selon le texte voté dans ses grandes lignes, "les responsables ainsi que les trois organes législatif, exécutif et judiciaire de l'Etat ne doivent plus utiliser des noms, des termes et des expressions étrangers".

Le texte initial, élaboré par les députés conservateurs, majoritaires au parlement, prévoyait l'interdiction des noms et des termes étrangers, et plus particulièrement occidentaux, dans les discours ou sur les produits fabriqués en Iran.

Les députés devraient discuter "prochainement" des différents articles de ce texte, qui a pourtant désormais force de loi, a-t-on ajouté de mêmes sources.

Cette interdiction ne devrait pas porter en principe sur l'utilisation de la langue arabe. Des termes étrangers, principalement arabes, sont de plus en plus utilisés dans la langue persane et son dialecte le plus courant, le farsi, depuis plusieurs années, notamment depuis la révolution islamique de 1979.

Pratiquement tous les responsables, politiques ou religieux, utilisent dans leurs discours ou même écrits des termes étrangers et surtout arabes, ou en citent des versets entiers du Coran, le livre saint des musulmans écrit en arabe.

Outre la langue arabe, des termes étrangers, principalement français ou anglais, sont régulièrement utilisés dans la langue persane.

Parmi les langues iraniennes, le farsi est le plus répandu en Iran et il est compris et parlé par les quelque 60 millions d'Iraniens, y compris par d'importantes minorités du pays, comme les Kurdes, les Azéris ou les Arméniens, qui ont conservé l'usage de leur propre langue.

Le persan et ses dialectes sont parlés hors d'Iran, notamment en Afghanistan et au Tadjikistan.

kd/jag
AFP /AA1234/031344 OCT 95

A F P - A F P - A F P - A F P - A F P - A F P

Kurdernas första litteraturhistoriker

Mehmed Uzun ger ut antologi för sina landsmän

AV PER JÖNSSON

■ Västerdeckare, kioskbok-papper känns det som när jag tummar på de grovmatta och gulaktiga boksidorna. Och som på en gammal sovjetisk propagandapamflett verkar omslagets plastiga blänk riktigt anstränga sig att stöta bort min uppmärksamhet. Tusen tättryckta sidor i två häftade band, utan illustrationer. Nej, den här varan har ingen försökt designa för en massmarknad.

"Antolojiya Edebiyata Kur-di", Kurdisk litteraturantologi, heter boken.

Desto mer lyser det i Mehmed Uzuns ögon när han håller upp den nyfödda mot fönsterljuset. I sex år har han och ett tjugotal landsmän arbetat med att sammanställa vad som kan kallas den första kurdiska litteraturhistorien i modern tid. Här presenteras verk av över hundra författare och poeter från samtliga länder med ursprunglig kurdisk befolkning: Turkiet, Syrien, Irak, Iran samt det ex-sovjetiska Kaukasus.

Mot propagandan

- I alla dessa länder, särskilt i Turkiet, sprids den officiella lögnen att det inte existerar någon kurdisk litteratur, fnyser Uzun. Propagandisterna där brukar hävda att vårt kurdiska språk bara är ett slags blandning mellan turkiska, persiska och arabiska.

Just därför är det särskilt angeläget att litteraturantologin har publicerats i Turkiet, där bortåt hälften av alla kurder bor, framhåller Uzun:

- Vi måste på ort och ställe bevisa förekomsten av en kurdisk litteratur och språkkultur. Och vi måste demonstrera även för oss själva att vi äger en kollektiv litterär skatt - flertalet kurder känner själva inte till alla dessa texter.

Mehmed Uzun bävar och håller tummarna för det turkiska bokförlag som vågat ge ut boken: Tum Zamanlar Yayincilik. Alla tiders förlag - lika vitsigt på turkiska som på svenska, försäkrar Uzun. Är oturen framme, eller snarare om det går som det brukar gå för kurdiska manifestationer, riskerar förlaget att åtalas för till exempel "separatistisk progagan-

da", eller för "anstiftan av ras-hat".

Det är precis vad som har drabbat Turkiets främste författare, Yasar Kemal, efter hans artikel i Der Spiegel och Dagens Nyheter tidigare i år om turkiska militärens terror mot kurdisk civilbefolkning. Yasar Kemal var för resten hederstalare när "Antolojiya Edebiyata Kur-di" officiellt presenterades i Istanbul nyligen.

Plötsligt betraktar jag med lite större respekt de ocharmiga volymerna som ligger på kaffebordet mellan mig och Uzun. Skulle Alla tiders förlag råka illa ut för den turkiska stats-säkerhetsdomstolen lär förlagschefen hamna i fängelse och hela upplagan på bokbål. Och då blir den bok jag nu bläddrar i en ännu större raritet - en förbjuden symbol för ett helt folks litteratur.

Idén till antologin föddes faktiskt i Sverige, berättar Mehmed Uzun. Han kom själv som flykting till Stockholm 1977 efter fängelse för sitt redaktörskap för en kurdisk kulturtidskrift i Turkiet. Nästan genast kom folk och frågade om det finns en kurdisk litteratur.

- Jag blev själv tvungen att läsa på, minns Uzun. Och det fanns som sagt inte mycket dokumenterat. Så jag började intervjuar kurdiska författare och poeter varhelst jag kom åt och arbetade upp ett kontaktnät i alla länder där det bor kurder.

Startade projekt

I slutet av 80-talet startade Uzun och ett tjugotal andra författare, poeter, litteraturforskare och språkvetare - de flesta bosatta i Sverige - antologiprojektet. Man sände ut frågeformulär över halva jorden och samlade in många tusen sidor litterära texter på kurdiska - med såväl latinsk som kyrillisk och arabisk stavning:

- Vi fastnade snart för att antologin skulle ha latinsk stavning. Dels för att de Turkiet-boende kurderna är flest till antalet, dels för att kurdiska är ett indoeuropeiskt språk.

- Vi har nått levande poeter och författare ända bort till Alma Ata i Kazakstan och intervjuat dem om varför de mot alla odds fortsätter att skriva på kurdiska, berättar Uzun entusiastiskt. Och vi har många bi-

drag av döda författare vilkas verk länge varit bortglömda och ibland rent av bränts upp.

Antologin inleds med ett dramaavsnitt som först trycktes i en kurdisk Kairotidning 1898 - det äldsta kända skrivna dokumentet på kurdiska - samt den första moderna kurdiska novellen, som ursprungligen publicerades 1913. Här återinträder i världslitteraturen namn som Kurdo Huzen från Syrien, Ferhad Pirbal från Irak, Eskere Boyik från Armenien, Hicri Izgören från Turkiet. För finsmakaren finns en ordlista med dialektskillnader mellan nordkurdiska, sydkurdiska och zaza (Uzuns egen hemdialekt).

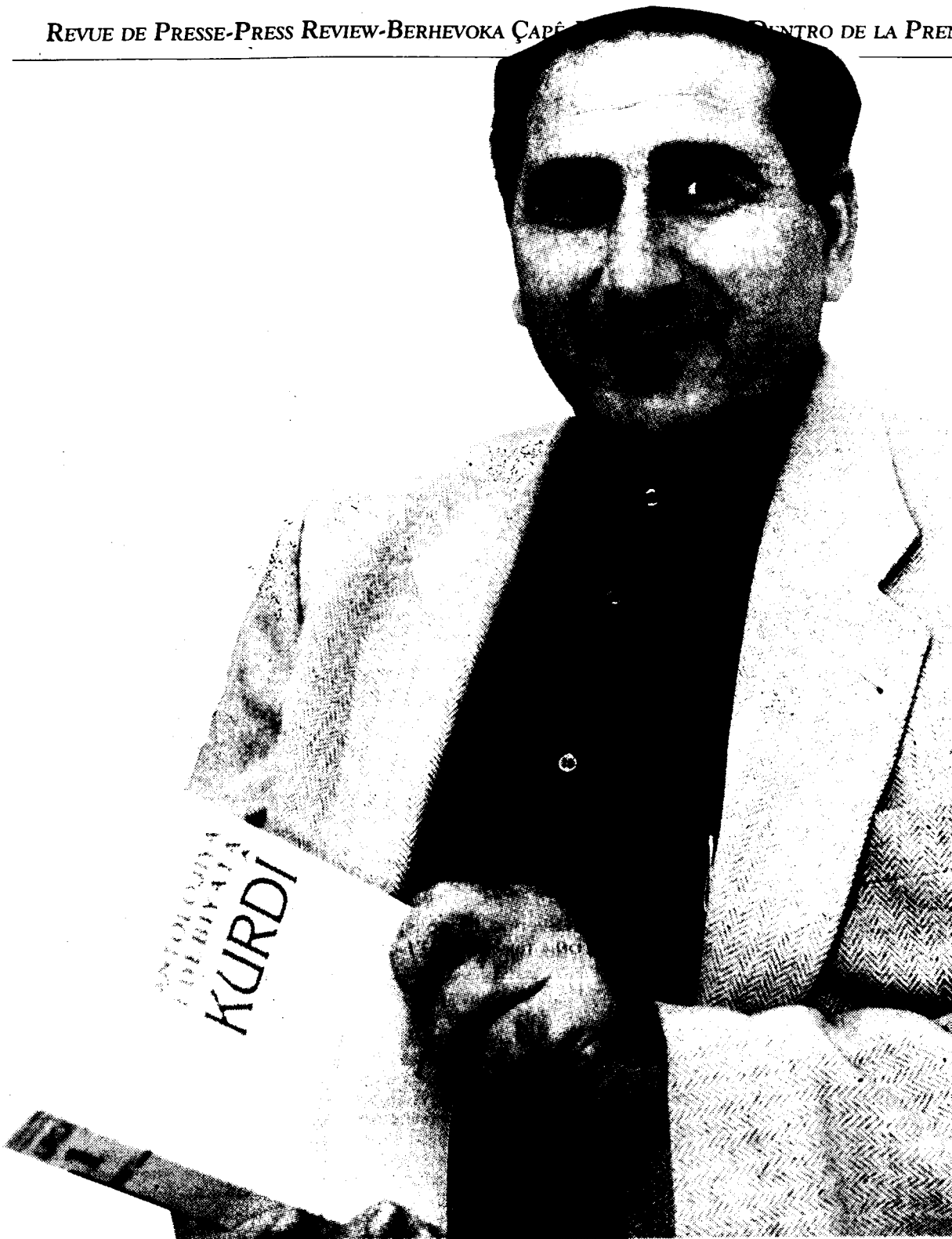
Bortglömd epok

Uzun har också skrivit en hundra sidors inledning om framför allt den kurdiska litteraturens guldålder under osmanska imperiets slutskede. Fram till utropandet av Kemal Atatürks turkiska republik 1923 var Istanbul kurdernas kulturella huvudstad, där flera tiotal kurdisk-språkiga dagstidningar och tidskrifter utgavs och där kurdiska dramer och klassiska sagor framfördes på scen.

- Detta är även för de flesta kurder en bortglömd epok, påpekar Uzun. När osmanska imperiet upplöstes drabbade det inte minst den kurdiska kulturen, eftersom Atatürk satte allt på att skapa en etniskt homogen *turkisk* befolkning.

I dag verkar - läs och bli stolt - Stockholm ha övertagit Istanbul's roll som kurdisk kulturhuvudstad. Mehmed Uzun understryker att han aldrig skulle ha kunnat ro antologiprojektet i hamn någon annanstans. Det beror delvis på att han fått starkt stöd från svenska intellektuella, inte minst Författarförbundet. Tillsammans med Madeleine Grive gav Uzun i våras ut "Världen i Sverige", ytterligare en unik samlingsvolym med invandrarförfattares skönlitteratur.

Men väl så viktigt är att kur-



Kurdisk pionjär. Efter sex års arbete gläds Mehmed Uzun åt att kunna hålla den första kurdiska litteraturhistorien i sin hand. Boken presenterar hundraåret författare från alla de länder kurderna delats mellan och har till stor del kommit till i kurdernas nya kulturella huvudstad: Stockholm.

der själva gjort Stockholm till sitt kulturcentrum.

- Här bor de intressantaste och mest betydelsefulla kurdiska författarna och publicisterna. Här har vi kurder fått chansen att skapa ett eget kulturellt och litterärt liv. Här verkar ett tiotal kurdiska bokförlag med väsentligt större utgivning än i våra kurdiska "hemländer".

- Mer än så: Sverige har blivit det land i världen där den

kurdiska litteraturen verkligen förnyas. Vanligen brukar påtvingad exil leda till kulturell passivitet, stagnation och isolering. Men för kurderna här i Sverige har exiltillvaron fått motsatt effekt. Hos oss har den kurdiska litteraturen utvecklats liknande drag som den judiska: gränsöverskridande, universell, flerspråkig.

Vid det här laget skimrar inte bara Mehmed Uzun, utan också

de väldiga volymerna i plast och billigt papper. Ätminstone skimrar de i mina ögon.

Äntligen har 25 miljoner isolerade och trakasserade världsborgare i ett slag, i ett tusensidigt bokverk, återfått sin nationallitteratur - alltför länge skingrad, bränd, glömd, censurerad.

Visst är ett barn fött. □

L'ÉVÉNEMENT DU JEUDI - 4 octobre 1995

TURQUIE

TANSU CILLER, CANDIDATE DE L'EUROPE

De notre envoyé spécial

Démissionnaire le 20 septembre, remise en selle vingt-quatre heures plus tard pour former un nouveau gouvernement, Tansu Ciller a donné des sueurs froides aux diplomates européens soucieux d'arrimer au plus vite le wagon turc au train communautaire. Car une grave crise politique à Ankara aurait repoussé aux calendes turques ce grand dessein, par ailleurs assez mal engagé. Le Parlement européen renâcle déjà à ratifier l'union douanière entre la Turquie et l'UE, qui devrait entrer en vigueur le 1^{er} janvier prochain. Les élus de Strasbourg estiment que le rapprochement économique doit s'accompagner de progrès en matière de droits de l'homme et réclament la libération des six députés kurdes condamnés à des peines allant de trois à quinze ans de prison pour « appartenance » ou « aide à une bande armée » (le PKK), la recherche d'une solution pacifique et démocratique au problème kurde, une révision de la Constitution et l'abrogation de la loi antiterroriste applicable aux délits d'opinion. « Une ingérence insupportable », aux yeux du Parlement turc qui s'est contenté, jusqu'ici, d'aménagements constitutionnels sans grande portée, cependant que les juges refusent toujours de libé-

rer les six élus kurdes. Quant au reste...

« *Aucun progrès n'a été réalisé* », affirme l'Association turque des droits de l'homme, qui publie désormais un rapport mensuel. En août, on y relève 109 arrestations, 11 personnes disparues en détention, 12 autres « *torturées à mort* » ou « *exécutées sans procès* », 26 villages kurdes « *brûlés par l'armée* », cinq cent sept années de prison requises devant la Cour de sécurité de l'Etat – et seize infligées. Toutes choses incompatibles avec l'idée que les élus de Strasbourg se font d'une vraie démocratie. Bref, il ne manquait plus qu'une crise gouvernementale et le départ de Tansu Ciller, plus sensible à nos critères démocratiques que les caciques de la classe politique turque. Pour cette fois, l'essentiel paraît sauvé. Mais l'alerte a été chaude et il n'est pas sûr qu'elle incite les élus de Strasbourg à relâcher leur pression. Ceux-ci menacent toujours de « punir » Ankara en bloquant l'union douanière. Au risque d'aggraver une crise économique endémique et de renforcer les islamistes du Refah Partisi. Or, c'est justement ce que les diplomates européens veulent éviter en associant la Turquie de plus en plus étroitement au « club ». Comme on avait, en d'autres temps, contribué à « consolider » les démocraties grecque, portugaise et espagnole en les intégrant à l'Europe.

Alexandre BOUSSAGEON



**Tansu Ciller,
Premier
ministre turc.**

PHOTO SIPA PRESS

WEDNESDAY, OCTOBER 4, 1995

Turkish Daily News

Amb. Kandemir warns Congress against Pell Amendment

US requires Turkey to allocate some aid funds to Kurds

Turkish Daily News

WASHINGTON- Turkey's Ambassador to the United States, Nuzhet Kandemir, sent a letter on Monday to the conference committee that will soon meet to reconcile the differences between the House and Senate versions of the Foreign Assistance Appropriations bill. Ambassador Kandemir drew the attention of the committee members to the fact that an amendment introduced by Sen. Claiborne Pell (D) of Rhode Island might have adverse effects on Turkish-U.S. relations.

In his amendment, Pell required Turkey to allocate "not less than \$5 million" of the U.S. aid to help promote human rights for Kurds in the Southeast through non-governmental organizations (NGOs).

The \$5 million is to "be used for projects designed to promote economic development, cultural ethnic tolerance,

and human rights activities, and to support the development and activities of non-governmental organizations in the Southeast ... a traditionally Kurdish area where Kurds are caught in a vise between PKK terrorism and the Kurdish military," Pell said.

The conference committee is expected to recommend \$45 million in Economic Support Fund grants to Turkey for Fiscal Year '96, the same amount as the last fiscal year.

Kandemir said in his letter that if the NGOs are allowed to operate within Turkey without the knowledge of the Turkish government, there could be political drawbacks from the point of view of international human rights laws in general, and the Geneva Convention on human rights, in particular. Kandemir told the committee members that Turkey was already investing in economic development projects in the 10 southeast provinces

governed under the Emergency Rule. Decrying the introduction of non-aid related items into the appropriations bill, Kandemir also asked the committee to reject a House amendment introduced by Rep. John Porter (R) of Illinois to cap ESF to Turkey at \$21 million.

State Department

A senior State Department official echoed sentiments expressed in Kandemir's letter to the conference committee. The senior official, talking to a small group of Turkish and Greek journalists, said the Pell amendment was uncalled-for when Turkey was doing its best to cope with human rights violations.

The official said the State Department will also recommend to the conference committee to eliminate the Pell amendment from the text of HR 1868.

A F P A F P A F P A F P A F P A F P

FRS0266 4 I 0271 IRK /AFP-MB49

Irak-ONU

L'Irak réitère son refus de la résolution "nourriture contre pétrole"

DUBAI, 4 oct (AFP) - L'Irak refuse la résolution 986 du Conseil de sécurité qui l'autorise à exporter une quantité limitée de pétrole pour subvenir à ses besoins humanitaires, a réitéré mercredi le chef de la diplomatie irakienne.

Dans une interview au quotidien arabe al-Hayat, basé à Londres et distribué à Dubai, le ministre, Mohammad Saïd al-Sahhaf, a affirmé que son pays "refuse catégoriquement la résolution 986 et ne cherche pas à la renégocier".

"La résolution 986 n'a rien à voir avec une levée des sanctions" imposées par l'ONU à l'Irak depuis son invasion du Koweït, en août 1990, a-t-il affirmé, ajoutant "qu'elle visait à porter atteinte à la souveraineté de l'Irak".

"La décision considère le nord de l'Irak", région contrôlée depuis 1991 par les formations kurdes opposées à Bagdad, "comme une zone à part, et s'ingère dans nos relations bilatérales" avec la Turquie, a poursuivi le ministre.

La résolution 986, adoptée en avril, autorise l'Irak à exporter du pétrole pour l'équivalent d'un milliard de dollars (5 milliards de F) par trimestre pour acheter des aliments et des médicaments, sous strict contrôle international.

Elle pose, entre autres conditions à cette opération, le versement de redevances à Ankara au titre de l'acheminement de pétrole par l'oléoduc Kirkouk-Yumurtalik (reliant l'Irak à la Turquie), et exige le transfert, tous les 90 jours, au profit du programme humanitaire des Nations unies dans les régions kurdes, d'une somme comprise entre 130 à 150 millions de dollars.

hh-mch/szb/tm/bg

AFP /AA1234/041057

OCT 95

Turkish Daily News

WEDNESDAY, OCTOBER 4, 1995

Ankara gets mixed message from EU's Luxembourg meeting

French FM de Charette: We do not want postponement, but Turkey must make a gesture

Turkish Daily News

ANKARA- The European Union ministers, who met in Luxembourg on Tuesday, sent a mixed message to Ankara by standing against a postponement of the customs union ratification while at the same time urging Ankara to deepen democratization.

Foreign Minister Javier Solana of Spain, whose country holds the term presidency of the European Union, denied that the European Union ministerial council wants to postpone the ratification of the customs union by the European Parliament. "Our position is clear. We want the European Parliament to approve a customs union with Turkey," Solana was quoted as saying. He added that the ministerial council will do all it can to make sure that the customs union will be implemented as scheduled, which is by January 1, 1996.

"We have not discussed any postponement," the Anatolia news agency quoted French Foreign Minister Herve de Charette as saying.

In a press conference, de Charette maintained that Turkey, which is trying to overcome a domestic crisis, should also "display action and gestures that would facilitate the ratification."

What was expected of Turkey was also made clear by EU Commissioner Sir Leon Brittan, who told a privatization conference in Brussels that Article 8 of the anti-Terrorism law had to be lifted.

"We are aware of the importance of fighting against terrorism... but we hope that a solution will be found to the

southeast problem," Brittan said, maintaining that the customs union was not only an economic accord but a social and political one.

Diplomats in Ankara interpret the message of the Luxembourg meeting as a twofold one. On one hand, the statements of the two key EU ministers display the reluctance of EU governments to postpone the ratification. This position corresponds with the Turkish one, which equates postponement to a negative answer. However, the French foreign minister's comment that further steps in democratization should be taken, also sends a message to Ankara, a reminder of promises that may now be impossible to keep, due to its domestic problems.

"Reforms are being implemented according to Turkey's own requirements and are not directly linked to the issue of the customs union," Foreign Ministry deputy spokesman Nurettin Nurkan said in a press conference Monday.

Turkish diplomatic circles do not rule out letter-diplomacy by Prime Minister Tansu Çiller to various EU heads of governments, asking their support for the realization of the customs union on schedule. Turkish diplomats publicly maintain that the postponement is not even a possibility.

"The voting of the European Parliament is not a question of ratification of a new agreement. It is merely the implementation, without further delay, of a contractual obligation," Nurkan said.

But privately, Turkish diplomats admit that they are operating on "slippery ground," because the EU — at government and parliament level — is expecting the amendment of Article 8 of the Anti-Terrorism Law.

Diplomatic sources also point out that the future of the customs union will become clearer after the Association Council meeting on Oct. 30, which will bring together the foreign ministers of Turkey and the Fifteen.

Kraftprobe der türkischen Gewerkschaften

Über 330 000 Arbeiter im Ausstand

Die jüngste Streikwelle der Türkei hat am 20. September begonnen, mittlerweile über 330 000 Arbeiter im öffentlichen Sektor erfasst und droht, Produktion und Handel massgeblich zu beeinflussen. Der Streik und die politische Krise in Ankara haben die bisher schwache Gewerkschaftsbewegung plötzlich zu einem entscheidenden Faktor gemacht. Nun kann sie bei der Regierungsbildung ihren Willen diktieren.

it. Istanbul, 3. Oktober

Der Vorsitzende der Konföderation türkischer Gewerkschaften (Türk-is), Bayram Meral, hat den Politiker Bülent Ecevit eindringlich davor gewarnt, mit der Regierungschefin Tansu Ciller eine Minderheitsregierung bilden zu wollen. Ecevit habe seine Karriere als Freund der Arbeiter aufgebaut, sagte Meral am Sonntag vor einer Menge streikender Arbeiter in Ankara. Die Gewerkschaftsbewegung würde Ecevit nie verzeihen, sollte er jetzt einer Minderheitsregierung von Ciller das Vertrauen aussprechen. Der alte Politiker und mehrfache Regierungschef Ecevit galt Ciller aber als Schlüsselfigur zur Bildung einer Minderheitsregierung. Ecevits Partei der demokratischen Linken (DSP) verfügt nämlich im 450köpfigen Parlament über 10 Sitze, deren Stimmen in einer Vertrauensabstimmung über die von Ciller geplante Minderheitsregierung nötig wären.

Illers Kalkül durchkreuzt

Ecevit hörte offensichtlich genau auf die Worte von Meral. Am Sonntagabend teilte er der Regierungschefin überraschend mit, seine Partei werde eine Minderheitsregierung nicht unterstützen, solange «eine Lösung für den anhaltenden Arbeitskonflikt» ausbleibe. Dieses Nein bedeutete faktisch eine Kehrtwende des Politikers und hat sämtliche Pläne und Kalkulationen der türkischen Innenpolitik verändert. Entgegen allen Erwartungen und trotz ihren Versprechungen konnte Ciller am Montag dem Präsidenten keine ausgereifte Regierungsliste vorlegen. Gleichzeitig musste sie bitter erfahren, dass die türkische Gewerkschaftsbewegung plötzlich zu einem ernstzunehmenden Gegner herangewachsen war.

Der Streit zwischen Ciller und der Gewerkschaftsbewegung brach Mitte September erstmals offen aus, als die Verhandlungen für einen Kollektivvertrag im öffentlichen Sektor zum Stillstand gekommen waren. Die Gewerkschaften forderten die Anpassung der Arbeiterlöhne an die Inflation, die zurzeit auf 80 bis 90 Prozent geschätzt wird. Die Regierung offerierte 5,4 Prozent und wollte von diesem Angebot nicht abweichen. Der Chef von Türk-is bemerkte damals, er hoffe, Ciller werde rasch einsehen, dass der Konflikt mit den Arbeitern eine Bombe und nicht einen Apfel in ihrer Hand darstelle. In der Tat ist am 20. September ihre Koalitionsregierung mit den Sozialdemokraten hauptsächlich an der Frage um die Handhabung des Arbeitskonflikts zerbrochen.

Versorgungsengpässe im Binnenmarkt

Gerade am 20. September haben die ersten Arbeiter im staatlichen Sektor der Landwirtschaft, der Kohlenminen und der Zuckerindustrie ihre Arbeit niedergelegt. In den folgenden zwei Wochen folgten Ausstände bei der Bahn, im Strassenbau und in den Häfen sowie in der Erdöl-, Eisen- und Stahlindustrie. Schliesslich kamen auch die Arbeiter der Leder- und Papierindustrie hinzu. Laut Angaben der Gewerkschaften befinden sich gegenwärtig über 330 000 Arbeiter im Ausstand. Die Zahl der Streikenden soll in den nächsten Tagen weiter auf 350 000 steigen. Es handelt sich um die grösste Streikbewegung in der Geschichte der Republik Türkei.

Die Folgen der Streiks werden allmählich spürbar. Laut dem Vorsitzenden des einflussreichen Rats türkischer Exporteure, Okan Oguz, verliert die Türkei wegen der Streiks bis zu 350 Millionen Dollar im Monat. Die Verluste seien besonders hoch in der Konfektionsindustrie, aber auch in der Landwirtschaft, da in den Häfen frisches Gemüse und frische Früchte verfaulen. Der Zuckerprijs ist zum Teil um 20 Prozent gestiegen, und es wird befürchtet, dass es bald zu Versorgungsengpässen kommt. Mittlerweile hat Bulgarien gemeldet, die Züge könnten wegen des Streiks der türkischen Bahnangestellten die Grenze nicht mehr passieren; sie stauen sich deshalb seit Tagen in der Grenzregion.

Wiedererstarke Gewerkschaftsbewegung

Tatsache ist, dass die türkische Gewerkschaftsbewegung zum erstenmal seit dem letzten Putsch 1980 sich stark fühlt und wieder politische Forderungen zu stellen wagt. Die Streikwelle würde nicht eingestellt, bevor alle seit 1980 verbotenen gewerkschaftlichen Rechte und Freiheiten in der Türkei wiederhergestellt werden, heisst es beim Türk-is. Die Löhne sollten weiter nicht nach den Vorstellungen des Internationalen Währungsfonds (IMF), sondern real ansteigen. Der Anteil der Löhne und Renten am Volkseinkommen ist von 36,8 Prozent im Jahr 1992 auf 26,5 Prozent 1994 scharf zurückgegangen. Mitte der 70er Jahre hatte er noch bei knapp 50 Prozent gelegen.

Staatspräsident Süleyman Demirel hat am Wochenende Ciller nachdrücklich aufgefordert, Massnahmen zur Wiederherstellung des Friedens am Arbeitsmarkt zu ergreifen. Die Gewerkschaftsbewegung könne leicht ausser Kontrolle geraten, soll er ihr gesagt haben.

LE PROVENÇAL - 5 octobre 1995

Cinq kurdes répondent de l'attaque du consulat de Turquie

A lire leurs chefs de missions en examen - coups et blessures volontaires avec armes, séquestration et infirmités en relation avec une entreprise terroriste, les cinq Kurdes qui comparaissent aujourd'hui devant la 14^e chambre correctionnelle du tribunal de Paris, seraient des émules de Carlos. Pourtant...

Le 24 juin 1993, le Parti des travailleurs du Kurdistan (P.K.K.) lançait en Europe une vague d'opérations. Quelques jours plus tôt, Abdullah Ocalan, chef du P.K.K., invitait ses militants, depuis son refuge dans la plaine de la Bekaa au Liban, à "reprendre la guerre totale contre la Turquie".

Au matin du 23 juin, à Munich, le personnel du consulat turc était pris en otage. A Berne, une opération similaire se soldait par la mort d'un militant du P.K.K. Aux quatre coins de l'Europe, les consulats turcs - ou la compagnie Turkish Airlines étaient autant de cibles.

En France, deux cocktails molotov lancés dans la Banque du Bosphore à Paris n'exploiaient pas. A Lyon, les vitres de la Maison de la Turquie étaient brisées. Et à Marseille, cinq individus sonnaient à la porte du consulat, sur le Prado.

Deux jours plus tôt, dans un bar du boulevard d'Antennes, Dilaver Coskun, membre du P.K.K. en Fran-

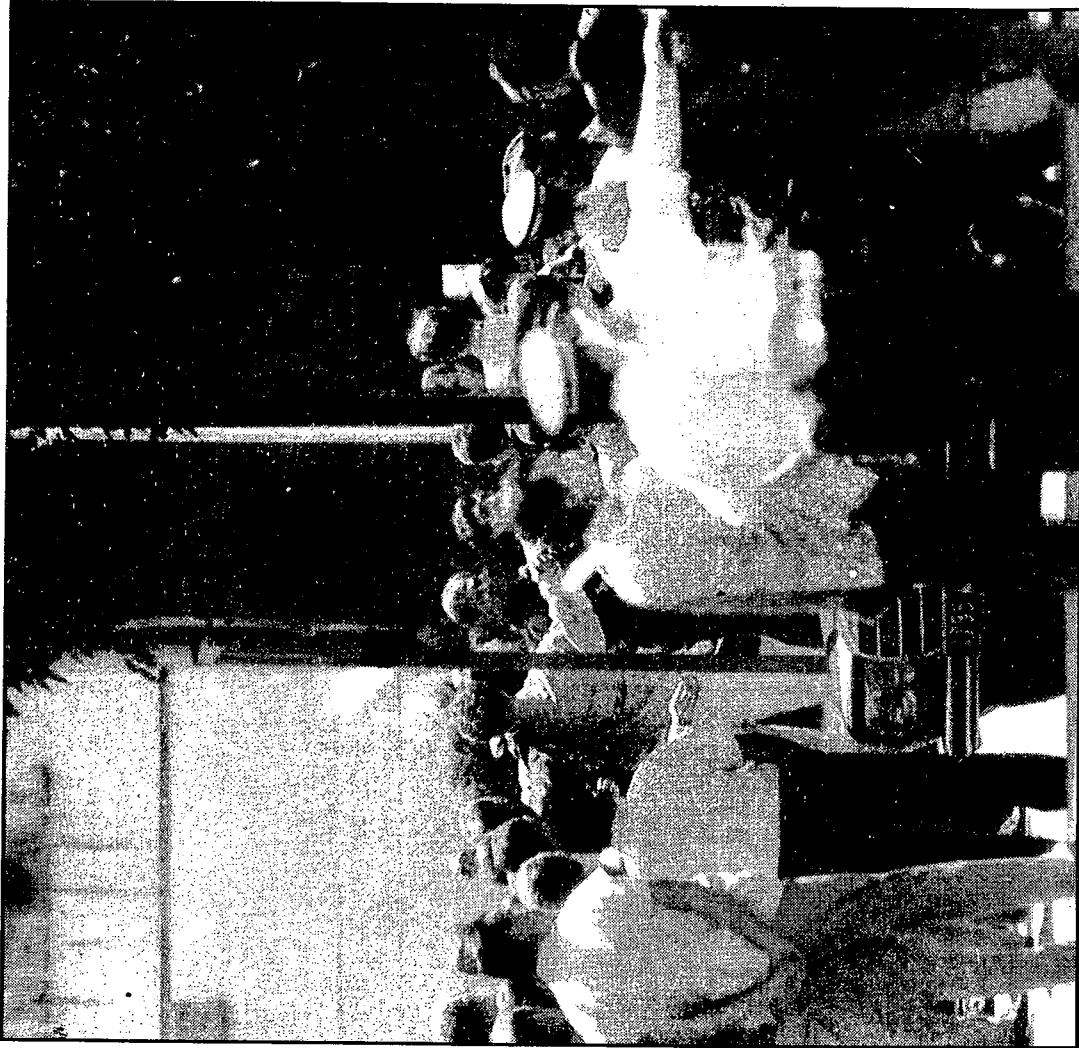
ce, Hasan Isik, Mahmut Soylemez, Abdurahim Sever et Ozcan Erdogan avaient fomenté une action à Marseille. Ils voulaient ainsi "alerter l'opinion publique qu'au Kurdistan, l'armée turque massacrait des civils". Au cours des semaines précédentes, Abdurahim Sever avait perdu trois membres de sa famille.

Faire entendre la voix du Kurdistan

L'opération s'apparentait à un bricolage. C'est en métro que les "terroristes" se rendaient au consulat de Turquie. Là, ils molestèrent deux vigiles - très légèrement blessés - et les attaquèrent avec leurs cravates avant de s'en servir comme boucliers contre le personnel de sécurité du consulat qui s'était armé.

"J'ai une bombe", lançait celui qui tenait un sac plastique, vide de tout engin explosif. "Ne bougez pas! Vous ne faites rien et il ne vous sera fait aucun mal". Autour du consulat, d'impressionnantes forces de police prenaient position. A l'intérieur, les preneurs d'otages ne voulaient qu'une seule chose, rencontrer les journalistes.

Trois heures plus tard, tout rentrait dans l'ordre. Les cinq hommes n'avaient pour toute arme que trois bombes lacrymogènes. En garde à vue, Dilaver Coskun s'excusait benoîtement



Le 24 juin 93, devant le consulat de Turquie, les 5 kurdes mirent sur le pied de guerre la police marseillaise (Photo Serge Mercier)

d'"avoir causé une gêne à la France mais nous ne voulions de mal à personne, seulement faire entendre la voix du Kurdistan".

Les perquisitions n'amenèrent rien : ni armes, ni plans d'un réseau, tout juste quelques affiches de la Résistance nationale du Kurdistan afin, disait un des preneurs d'otages, d'"avoir chez moi des paysages de mon pays".

A la requête de la quatorzième section du parquet de Paris, le dossier

était finalement confié au juge d'instruction anti-terroriste Le Loire mais pour Mes Christian Bruschi et Dany Cohen qui les défendent aujourd'hui à Paris, ces cinq Kurdes "ne sont que des quatrièmes couteaux qui ignoraient que leur action pouvait s'inscrire dans un plan concerté". Selon Me Bruschi, "le cadre terroriste de cette procédure est déplacé". Le consulat de Turquie à Marseille sera partie civile au procès.

LL.

A F P A F P A F P A F P A F P A F P

A.F.P. A.F.P.
FRS0368 4 IG 0263 EXT /AFP-UD24
Europe-Turquie-droits

Mission d'enquête à Ankara de la Commission européenne des droits de l'homme

STRASBOURG, 5 oct (AFP) - Une délégation de trois juristes de la Commission européenne des droits de l'Homme est actuellement à Ankara pour y recueillir des témoignages concernant deux requêtes pour violation du "droit à la vie", garanti par la Convention européenne des droits de l'homme, a-t-on appris jeudi auprès du Conseil de l'Europe.

Les trois juristes suédois, portugais et polonais sont arrivés lundi à Ankara et y resteront toute la semaine pour enquêter sur les plaintes de deux pères accusant les forces de sécurité d'avoir tué leurs fils en 1991 et 1994 dans le département de Sirnak (Kurdistan turc).

Ces missions d'enquête sur places menées par des membres de la commission, jusqu'ici exceptionnelles, sont devenues plus fréquentes ces deux dernières années en Turquie en raison de l'afflux de plus d'un millier de plaintes contre Ankara, en relation notamment avec le conflit kurde.

Comme lors des précédentes missions sur place, les juristes de Strasbourg devront mener une véritable "instruction", les faits avancés par les requérants étant farouchement niés par les autorités qui rejettent la responsabilité des décès sur les séparatistes kurdes du PKK.

La Commission européenne des droits de l'Homme est chargée d'enregistrer les plaintes pour violation de droits fondamentaux qu'elle estime recevables, de les instruire, de formuler sur le fond un avis consultatif et de transmettre les dossiers à la Cour européenne des droits de l'Homme.

dro/ms

A F P A F P A F P A F P A F P A F P

Die Türkei – ein billiges Touristenparadies?

Rekordzahlen in der Tourismusbranche

it. Seit Beginn dieses Jahres verzeichnet die türkische Tourismusbranche Rekordzahlen. Zurückgeführt wird dies hauptsächlich auf die gute Infrastruktur und auf ein Abflauen von Bombenattentaten kurdischer Rebellen. Kritische Reiseunternehmer nennen aber auch einen Preissturz als Grund der Tourismusexplosion und warnen, dass die Türkei zu einem «allzu billigen Touristenparadies» zu verkommen droht. Womöglich war auch der türkische Tourismusminister, İrfan Gürpınar, von den jüngsten Rekordzahlen in der Tourismusbranche überrascht. In den ersten sieben Monaten seien aus Deutschland über 800 000 Touristen in der Türkei eingetroffen, sagte er sichtlich zufrieden Mitte September. Im Vergleich zum vergangenen Jahr bedeute dies einen Anstieg um 65 Prozent. Bis Ende August hätten insgesamt 7,5 Millionen Touristen die Türkei besucht, frohlockte auch der Generalsekretär der Union türkischer Reiseunternehmer (TURSAB), Süha Uyar. Damit habe die Türkei ihr Ziel für dieses Geschäftsjahr bereits erreicht. Die Zahlen über die eintreffenden Besucher stimmen nach den letzten zwei, zum Teil sehr schlechten Geschäftsjahren die Unternehmer im Tourismus wieder optimistisch. Allein im August seien über 1 Million Touristen in die Türkei gekommen, erklärte der Vorsitzende der Union der Hoteliers, Ali Berberoglu. Das stelle einen Monatsrekord dar. Hotels und Pensionen würden nun mit einer 100prozentigen Kapazität arbeiten. Ausländische Reiseagenturen prophezeien mittlerweile, dass der aufsteigende Trend sich auch im nächsten Jahr fortsetzen und die relativ junge Tourismusbranche der Türkei zu einem wesentlichen Teilhaber im lukrativen Tourismusmarkt machen wird.

Unstabile Branche

Die türkische Tourismusbranche ist im letzten Jahrzehnt von einer eigenartigen Entwicklung gekennzeichnet, da sie sich ständig zwischen einem ganz steilen Aufstieg und dann wieder einem jähen Sturz bewegt. Die Bedeutung des Tourismus als Motor einer wirtschaftlichen Entwicklung wurde in Ankara erst Mitte der 80er Jahre erkannt. Innerhalb von wenigen Jahren konnte allerdings entlang der türkischen Mittelmeerküste eine erstaunliche Leistung vollbracht werden. Zwischen 1985 und 1993 sind an der türkischen Riviera moderne Tourismusanlagen entstanden, die laut Experten heute die modernsten im ganzen Mittelmeerraum sind. Diese gut ausgebaute Infrastruktur wird als einer der Hauptgründe für die Touristenexplosion in diesem Jahr genannt.

Ein zweiter Grund für den diesjährigen steilen Aufstieg ist das Abflauen von Terroranschlägen auf Touristenzentren. Der erste tiefe Sturz erfolgte, nachdem 1993 eine Bombe der Arbeiterpartei Kurdistans (PKK) im beliebten Tourismusort Antalya 26 Personen zum Teil schwer verletzt hatte. Die Devisen aus dem Tourismus würden im schmutzigen Krieg der türkischen Armee im kurdischen Südosten eingesetzt, hatte damals der

PKK-Vorsitzende, Abdullah Öcalan, verkündet und die türkische Riviera zur Zielscheibe seiner Guerilla erklärt. Als Folge davon schrumpfte die Zahl der Touristen 1993 und 1994 auf die Hälfte zusammen. Öcalan machte in diesem Frühling aber eine plötzliche politische Wende. Seine Guerillas würden keine Anschläge mehr auf türkische Tourismusorte verüben, sagte er dem deutschen TV-Sender ARD. Bislang hat sich die Organisation an die Anweisungen ihres Vorsitzenden gehalten. Der Terrorismus sei nun unter Kontrolle, glaubt der Tourismusminister. Laut seinen Schätzungen werde die Türkei in diesem Jahr Einnahmen bis zu 5 Milliarden Dollar aus dem Tourismus haben.

Kritische Stimmen

Trotz diesen Erfolgsmeldungen bleiben viele Tourismusunternehmer in der Türkei skeptisch. Besonders besorgt über die Entwicklung der Branche äusserte sich auch der Schweizer Kurt Eicher, der seit einigen Jahren in Istanbul die Reiseagentur Ajans Suisse führt. Letztes Jahr seien rund 2,5 Millionen Touristen in die Türkei gekommen und hätten Devisen in der Höhe von 4,3 Milliarden Dollar gebracht. Mit über 8 Millionen Touristen in diesem Jahr würden aber Devisen von lediglich 5 Milliarden erwartet. Es handle sich also um einen «Sturz der Preise». Dies ist laut Kurt Eicher der wirkliche Grund für den enormen Aufschwung in diesem Jahr. Konkret bedeute dies, dass beispielsweise in London eine Woche Türkei-Ferien inklusiv Flug für 280 Franken angeboten werde; dass Fünfsterhotels in Istanbul für 30 \$ die Nacht verkaufen würden. Mit solchen Preisen könne aber die Qualität nicht gewährleistet werden, was die Türkei zu einem «allzu billigen Touristenparadies» degradiere. Die Russen und die Israeli, beide im Verruf, die «billigsten» Touristen zu sein, bildeten in den letzten zwei Jahren ohnehin die am raschesten wachsenden Touristengruppen.

Kurt Eicher sieht zwei grosse, chronische Probleme für den türkischen Tourismus. Der Mangel an gut ausgebildetem Personal, das die geforderten Dienstleistungen in den mittlerweile zahlreichen Fünfsterhotels der türkischen Riviera erbringen könnte, sei das eine Problem. Das zweite habe mit der geographischen Lage des Landes in dieser instabilen Region zu tun und könne von Ankara kaum gesteuert werden. Ende der 80er Jahre sei die Türkei mit ihrem dynamischen Tourismussektor und den hochmodernen Anlagen auf dem Weg gewesen, zu einer Touristendestination zu werden. Der Golfkrieg 1991 liess dies abrupt abbrechen. Dass die Türkei Nachbar des fundamentalistisch regierten Iran sei, liefere ferner die Tourismusbranche starken Schwankungen aus. Mehr als den Terrorismus fürchte der Europäer nämlich den islamischen Fundamentalismus. Das bedeute, dass auch die kleinste Veränderung in der fundamentalistischen Bewegung des Nahen Ostens einen nächsten Sturz der türkischen Tourismusindustrie einleiten könnte.

Ritrovato sotto le macerie
Ancora vivo dopo il sisma

ANKARA — A 67 ore dal sisma che ha semi-distrutto la città di Dinar, nel sud della Turchia, le squadre di soccorso hanno ritrovato viva una persona sepolta sotto le macerie di un palazzo di quattro piani. Ora si stanno intensificando le ricerche per tentare di trovare ancora dei sopravvissuti. Intanto il bilancio dei morti è salito a 89 persone.

Migliaia di abitanti stanno intanto abbandonando Dinar perché senza casa e per timore di nuove scosse. Ieri molti abitanti abbandonavano la città con ogni mezzo disponibile dirigendosi verso le principali località vicine: Afyon, Isparta, Antalya e Smirne. Molti temono per il destino futuro di Dinar di cui si dice che sorgerebbe sopra una faglia geologica in movimento.

Per le strade di Istanbul un padre legge il giornale con i suoi due figli. Sotto: la premier turca Tansu Ciller



La crisi di governo agita un paese al centro di un'area calda

La Turchia è sola l'Europa la ignora E su Ankara avanza l'Islam



TURCHIA

UN PAESE IN BILICO/1

dal nostro inviato
VANNA VANNUCCINI

ANKARA — Parliamo di un paese, in una situazione geografica complessa, dice il parlamentare Cem Kozlu, passato alla politica dopo una carriera manageriale alla guida delle Turkish Airlines. La Turchia confina con Iran, Irak, Siria, Armenia, Georgia, Grecia e Bulgaria. E' in bilico tra le democrazie dell'Europa occidentale e il mondo agitato dei Balcani, del Caucaso, delle dittature mediorientali e del fondamentalismo islamico. Si trova sul punto di intersezione di molte crisi che riguardano direttamente l'Europa. E oggi è essa stessa attraversata da crisi e contraddizioni crescenti. L'economia ha problemi strutturali enormi e un'inflazione a tre cifre, pur essendo allo stesso tempo molto vitale. La politica è in una situazione di stallo. Il conflitto con la minoranza curda continua a alimentare la violenza e a costare ogni anno 8 miliardi di dollari all'erario. Nell'unico Stato musulmano laico che esista al mondo potrebbe vincere le prossime elezioni un partito islamico. «Ce n'è abbastanza perché l'Europa guardi con attenzione alla Turchia - conclude Kozlu - e invece l'Europa l'ignora. Un'ignoranza nemmeno giustificata dalla storia. Turchia e Europa si conoscevano meglio nel passato».

Tansu Ciller incarnava il sogno di Atatürk

Una crisi di governo è scoppiata in questi giorni. Due anni fa, quando era stata nominata primo ministro, Tansu Ciller - una donna giovane, docente di economia, laureata negli Usa - sembrava incarnare il sogno di Kemal Atatürk, il padre della repubblica che settant'anni fa aveva creato lo Stato laico e tolto il velo alle donne. Ma per molti i meriti di Ciller finiscono qui. Tante buone intenzioni, risultati pochi. Colpa dei colpi di freno del suo stesso partito (Dyp o partito della Giusta Via) che vuole cambiare l'immagine ma non la sostanza? O colpa dell'alleato di governo socialdemocratico (Chp, o partito Repubblicano del Popolo), in disaccordo col Primo Ministro su quasi tutti i problemi economici, ad esempio le privatizzazioni? Uno dei problemi della Turchia è di avere due partiti di centro destra e due partiti di centro sinistra. Sembrerebbe logico che si alleassero per formare governi stabili. Ma lo impediscono rivalità elettorali e personali. Dopo questa crisi di governo il mondo economico si aspettava che si formasse una coalizione tra i due partiti di centrodestra, quello di Ciller e l'Anap, o partito della Patria. Ma le trattative sono finite in malo modo, con il segretario dell'Anap, Mesut Yilmaz, che ha sbattuto la porta alla Ciller. «Non sono il suo scolaro», le ha detto. Avendo chiesto per sé tutti i poteri economici, Ciller gli aveva domandato a bruciapelo quale soluzione proponesse dunque per i contratti di lavoro degli impiegati pubblici in sciopero e lui si è sentito colto impreparato. Ora la signora Ciller non ha che due strade: o tentare di riportare in vita la coalizione con i socialdemocratici o andare a elezioni anticipate. Un governo di minoranza, appoggiato dall'esterno dai partiti minori e dallo stesso Bulent Ecevit (il premier socialdemocratico de-

gli anni '70, che oggi preferisce la sdegnata solitudine di un suo piccolo partito alla riconciliazione con gli ex compagni socialdemocratici) sarebbe troppo debole per affrontare le scadenze imposte dall'Unione doganale con l'Europa, che dovrebbe entrare in vigore nel '96.

L'Unione doganale fornirebbe alla Turchia l'ancora da tempo agognata, politica economica e sociale, nell'Occidente. Secondo il governo turco essa è un obbligo contrattuale cui l'Unione europea non può venir meno perché deriva dal fatto che per trent'anni la Turchia è membro associato. Ma il parlamento europeo, mosso da buoni sentimenti più che da idee chiare, ha posto delle condizioni, relative soprattutto ai diritti umani e civili. Alcune di queste riforme sono state approvate dal parlamento turco, altre non ancora. Dovrebbero essere approvate entro la fine dell'anno ma con la crisi di governo possono facilmente diventare ostaggio dei giochi elettorali dei partiti. Un rinvio fornirebbe un nuovo alibi ai risentimenti anti-europei propagati dal partito islamico, che accusa l'Europa di rifiutare la Turchia non perché è un paese povero ma perché è un paese musulmano. Altrimenti, dicono, l'Europa non avrebbe accettato tutti i paesi ex comunisti, inclusa la Bulgaria.

Con un sistema elettorale maggioritario a un solo turno e con la frammentazione crescente delle forze politiche il partito islamico (Refah, o partito del Benessere) potrebbe prendere la maggioranza con appena il 23-25% dei voti. E' già accaduto alle amministrative l'anno scorso. Quasi tutte le maggiori città turche, comprese Istanbul e Ankara, hanno un sindaco islamico. Il Refah ha cominciato a prender piede dopo il colpo di Stato dell'80. I generali, e lo stesso presidente Ozal, reintrodussero l'educazione religiosa obbligatoria nelle scuole. L'idea era di usare l'islam contro le tante divisioni della società, prima contro

il comunismo e poi contro il separatismo curdo.

Il Refah si presenta all'esterno come un partito moderato, pur non negando di aspirare «all'unità del mondo islamico». Ad eccezione di un'élite laica, timorosa che settant'anni non siano poi tanti per la Storia, politici e diplomatici turchi concordano che in Turchia la situazione non ha nulla a che vedere con quella algerina. Perché ci sono stati settant'anni di secolarismo, e perché c'è un sistema democratico, dicono. «Come gli equilibri economici si raggiungono meglio col mercato che con un sistema dirigista, così quelli politici potranno essere creati più facilmente dal gioco democratico che da una campagna antifondamentalista», dice Cem Duna, fino a tre mesi fa ambasciatore a Bruxelles. Il Refah è tuttavia un movimento ben finanziato e ben organizzato. Dopo il crollo della socialdemocrazia, è diventato la forza politica dominante nelle sterminate periferie urbane.

«Deve finire la guerra contro i curdi»

«Prima di tutto dobbiamo finire questa guerra, lasciando ai curdi la possibilità di avere scuole tv e partiti» dice Cem Boyner, un dinamico quarantenne magnate dell'industria tessile che si propone di rivoluzionare la politica turca.

Il suo partito, Nuova Democrazia, fondato meno di un anno fa, ha rotto molti tabù, parlando appunto di problema curdo (fino a poco tempo fa veniva riconosciuta l'esistenza solo di un problema terroristico), di libera scelta individuale su questioni come l'educazione religiosa o l'identità etnica e culturale, e di diverso ruolo per le forze armate. Dietro le quinte sono ancora spesso loro ad avere l'ultima parola.

(1-continua)

ANKARA (v.v.) — I primi a nascondere un eccessivo zelo islamico sono proprio i rappresentanti del Refah. Una retorica moderata (tranne accidentali lapsus), nessun provvedimento religioso nei comuni amministrati. Fervono piuttosto strategie di lungo periodo, sotto il segno del welfare, come dice appunto il nome Refah. Prima di tutto scuole, tantissime scuole. Il numero delle scuole coraniche è aumentato dell'80 per cento in dieci anni. I diplomati di queste scuole, insieme ai borsisti sostenuti da istituzioni o ospitati in case per studenti islamiche, formano già un gruppo consistente in quasi tutte le professioni e nella burocrazia dello Stato. «Per eliminare i pregiudizi

Il partito islamico amministra i grandi centri

Fondamentalisti ma moderati

nei nostri confronti le elenco subito i quattro principi di base del Refah» mi dice il segretario generale del partito islamico, Ofazhan Asiltürk. «Il diritto alla vita indipendentemente da razza o religione. Il diritto alla fede, alla libertà di esprimerla e di creare organizzazioni di fedeli. Il diritto

all'insegnamento religioso. Il diritto a vivere secondo la propria religione e conformare ad essa la propria legge privata». E quando la legge privata contrasta con quella dello Stato? «Lo Stato deve avere delle leggi che facilitino, per chi lo vuole, il rispetto della religione. Ad esempio deve consentire l'interruzione del lavoro per la preghiera o particolari orari di lavoro durante il Ramadan».

Movimenti islamici di altri paesi danno interpretazioni del Corano molto meno flessibili delle sue. Sono interpretazioni sbagliate? «La Turchia è la Turchia, l'Arabia Saudita è l'Arabia Saudita. Ognuno ha le proprie tradizioni, non spetta a me criticare».

A F P - A F P - A F P - A F P - A F P - A F P - A F P

FRS0400 3 IF 0533 /AFP-DH26

Turquie-UE prev

L'union douanière Turquie-UE en danger

Par Hervé COUTURIER

ANKARA, 6 oct (AFP) - L'union douanière entre la Turquie et l'Union européenne, pierre angulaire de la politique d'Ankara depuis deux ans, est en danger au lendemain de la formation par Mme Tansu Ciller d'un gouvernement minoritaire ultraconservateur.

Selon tous les analystes, Mme Ciller, qui est sortie d'une crise politique majeure au prix de concessions à la frange la plus à droite de son propre parti et aux ultras du Parti d'Action nationaliste (MHP), aura toutes les peines du monde à faire adopter des réformes démocratiques exigées par le parlement européen pour ratifier l'accord d'union douanière.

Le parlement de Strasbourg doit en principe se décider en décembre sur cette union censée entrer en vigueur le 1er janvier prochain. Pour ratifier l'accord signé en mars dernier à Bruxelles, il a posé certaines conditions parmi lesquelles la libération de députés kurdes emprisonnés pour leurs liens avec la rébellion kurde et la suppression ou l'amendement de l'article 8 de la loi anti-terroriste qui limite la liberté d'expression.

L'affaire des députés est du ressort du système judiciaire et la Cour de cassation doit statuer sur leur cas le 26 octobre. Mais la levée de l'article 8, qui réprime la "propagande séparatiste" et dont les termes vagues ont permis d'emprisonner des dizaines d'écrivains, journalistes ou intellectuels, dépend entièrement des politiques.

Mme Ciller a affirmé sa volonté de l'amender mais ses nouveaux alliés s'y opposent. Pour apaiser les éléments les plus conservateurs de son Parti de la juste Voie (DYP, droite), qui guerroyaient constamment contre elle, elle les a fait entrer au gouvernement.

Or ce sont eux qui, du temps de la coalition que Mme Ciller dirigeait avec les sociaux-démocrates du Parti républicain du Peuple (CHP) et qui s'est effondrée le 20 septembre, bloquaient les réformes démocratiques, provoquant des tensions avec le CHP.

De plus, pour assurer la survie de son gouvernement minoritaire, Mme Ciller va s'appuyer au parlement sur le MHP de M. Alpaslan Turkes, une formation d'extrême-droite dont l'organisation de jeunesse, les "Loups Gris", s'est fait connaître dans les années 70 par des actions violentes contre tout ce qui était de gauche. Aujourd'hui, ce groupe est plus discret mais il existe toujours.

Pour sceller leur accord, Mme Ciller et M. Turkes ont conclu un protocole dont un des points stipule que "le MHP continuera à défendre ses points de vue fondamentaux et aucun soutien ne peut lui être demandé sur des sujets qui seraient contraires à ces principes". Selon les analystes, ce point désigne à l'évidence l'article 8.

L'autre allié de Mme Ciller, le Parti de la Gauche démocratique (DSP, gauche et nationaliste) de M. Bulent Ecevit, est connu pour n'être pas très chaud non plus pour une levée de l'article 8.

Dans ces conditions, la tâche de Mme Ciller apparaît singulièrement difficile et les partisans de l'union douanière s'inquiètent. "J'ai bien peur que l'union douanière passe à la trappe", a ainsi déclaré à l'AFP un diplomate européen.

HC/nj/jag

AFP /AA1234/061325

OCT 95

A F P - A F P - A F P - A F P - A F P - A F P - A F P

Germany starts shipment of arms to Turkey

Turkish Daily News

ANKARA- Germany, after last month's decision to release frozen military grants to Turkey, has resumed military shipments, a German Defense Ministry spokesman said Thursday. The spokesman said that DM 107 million in arms will be shipped to Turkey before the end of the year.

He said that the Mercedes Company would also give Turkey 11 armored transport vehicles.

The German government has lifted the decision to freeze the DM 150 million (\$105 million) contribution to Turkey for the financing of the two frigates.

The suspension occurred in March when Germany, angered by Turkey's push into northern Iraq to chase Kurdish separatists, blocked the DM 150 million it had promised Ankara in 1993 to help with the purchase of two frigates worth DM 800 million (\$550 million).

Massive unemployment plagues Diyarbakir

By Çağlar Ünal

Turkish Daily News

DIYARBAKIR- The influx of migrants from Southeastern cities to Diyarbakir has resulted in a serious unemployment problem, Diyarbakir Governor Doğan

Hatipoğlu told TDN on Wednesday. Hatipoğlu said that people fleeing the terrorism of the outlawed Kurdistan Workers' Party (PKK) have found refuge in Diyarbakir, which has been free of terrorism for a year. He pointed out that although the city had suffered from terrorism for the last five or six years, the local people were now able to move about freely and in security.

"The roads which connect the roads in the provinces to Diyarbakir have been repaired, including the roads between Diyarbakir's Lice and Kulp districts and Lice and Bingöl's Genç district," the governor said.

Hatipoğlu pointed out that of the 600 schools which had been closed, 223 of them were reopened this year, and new doctors have been appointed to the small district health centers. To help cope with the increase in Diyarbakir's population because of the migrations from the Southeastern cities, he said, the governor's office has opened 200 mass housing complexes including social facilities in Diyarbakir's Kulp district and 500 on the road to the Siverek district. "The construction of 2,050 mass housing complexes is still continuing in the city," Hatipoğlu added.

Hatipoğlu continued that 750 young people who migrated to Diyarbakir have been attending the vocational courses offered by the governor's office.

The governor said that his office is helping the parents of soldiers who have been killed in action.

Pointing out that economic investments have increased in Diyarbakir's organized industrial area, he said that Diyarbakir's economy would soon begin developing.

Hatipoğlu said that Diyarbakir, which has the potential to become a cultural center, is holding its first festival of culture, art and industry. The festival will continue until Oct. 7.

Turkish Daily News

Agence France Presse - A.F.P. Agence France Presse - A.F.P. Agence France Presse - A.F.P. Agence France Presse - A.F.P. Agence France Presse - A.F.P. Agence France Presse - A.F.P. Agence France Presse - A.F.P. Agence France Presse - A.F.P.

FRS0346 4 I 0193 TUR /AFP-CX95

Turquie-Kurdes

Depuis le début de l'année, 2.511 rebelles kurdes ont été tués, selon les autorités

ANKARA, 6 oct (AFP) - Au total, 2.511 rebelles kurdes de Turquie et 626 membres des forces de l'ordre turques ont été tués lors d'opérations militaires depuis le début de l'année, a rapporté vendredi l'agence turque Anatolie.

Dans les rangs des les forces de l'ordre, les victimes sont 475 soldats, 119 miliciens pro-gouvernementaux et 32 policiers, a précisé Anatolie qui cite des statistiques du ministère de l'Intérieur.

Ces opérations militaires, qui se sont déroulées du 1er janvier au 30 septembre 1995, ont fait également 1.483 blessés, selon l'agence.

A Hakkari, à la frontière avec l'Iran et l'Irak, 715 "terroristes séparatistes" --désignation officielle des rebelles du Parti des Travailleurs du Kurdistan (PKK, séparatiste)--, ont été tués lors de la même période, suivi de la région de Diyarbakir (chef-lieu du sud-est anatolien) avec 378 rebelles tués et de Tunceli 252 avec maquisards kurdes abattus.

Les forces de l'ordre turques ont notamment saisi 5.832 fusils, 984 pistolets et 5.117 bombes de différents types.

CE/jag

AFP /AA1234/061231

OCT 95

Human Rights Diary

Charges against Yaşar Kemal changed: In a surprise move the State Security Court moved to drop the Article 8 of the Anti-terrorism Law charges against Turkish author Yaşar Kemal in favor of similar but less severe charges under Turkish Penal Code Article 312. The charges arise from an article Kemal published in the German magazine Der Spiegel last December, in which he urged Turkey to end "the dirty war" against the Kurds. (TDN Sept. 28)

Senator Pell asks Turkey to pay \$5 m for NGOs to protect Kurds in Southeast: Democratic Senator Caliborne Pell of Rhode Island, known for his perpetual criticism of human rights violations in Turkey, introduced Amendment No. 2748 to the Foreign Aid Bill HR 1868 that would require Turkey to channel "not less than \$5 million" of the U.S. aid to help promote human rights for Kurds in Southeast through non-governmental organizations (NGOs). The \$5 million is to "be used for projects designed to promote economic development, cultural ethnic tolerance, and human rights activities, and to support the development and activities of nongovernmental organizations in the Southeast ... a traditionally Kurdish area where Kurds are caught in a vise between PKK terrorism and the Turkish military." (TDN Sept. 29)

Kohl says Turkey's stability is to Germany's benefit: German Chancellor Helmut Kohl expressed his hope on Thursday that internal political developments and especially steps toward the improvement of human rights in Turkey would develop in such a way as to facilitate the customs union. Kohl was speaking at the Parliamentary Assembly of the Council of Europe, the Anatolia news agency reported. "There are very many Turks living in Germany," Kohl said. "Turkey's problems concerning its southeastern region affect us as well. Every step toward stability in the country will be to our benefit too." (TDN Sept. 29)

Human Rights Classes at schools awaits PM's step: The human rights classes, which are to be taught in primary, secondary and high schools, under a protocol recently signed between the Education Ministry and the state minister responsible for human rights, has been waiting for Prime Minister Tansu Çiller to issue the related decree for this purpose for two months, said Algan Hacaloğlu, state minister responsible for human rights. Hacaloğlu, quoted by Milliyet newspaper, noted that they have so far failed to start the lessons, which will train youngsters on the main principles of the issue of human rights, because of the prime minister's lack of concern. (Sept. 29, Milliyet)

President opposes European criticism on human rights: President Süleyman Demirel, in a speech opening the legislative year in Parliament on Sunday, said separatist terrorism is being encouraged by neighboring countries and some circles in Europe, but stressed Turkey is about to win the battle against violence. The president also opposed European pressure on Turkey to improve its human rights image and implement democratic reforms, saying "Turkey shall become a part of Europe, not through submission, but she will be welcomed with dignity. Everyone should register this fact. Those attempting to block Turkey's integration with Europe shall be held responsible before history." (TDN Oct.2)

Erkan claims there is no terrorism problem in Diyarbakır: The biggest provincial center of Diyarbakır has conquered its problems, its leading officials said at a recent symposium. Ünal Erkan, the governor in charge of the combat against the Kurdistan Workers' Party (PKK), told the gathering on Monday that there is no terrorism problem in the city anymore. Erkan added that terrorism has decreased over the last two years in the Emergency Rule Region and Diyarbakır. He was speaking at a panel on "Problems and solutions in Diyarbakır." (TDN Oct.4)

Court sentences editor to six months for publishing book: Ayşenur Zarakolu, the editor of the Belge Publishing House, was sentenced to a six-month prison term and fined TL 50 million by the State Security Court in Istanbul, the Anatolia news agency reported. Özcan Kılıç, her attorney, claimed during the trial that the book, "Zagroslar," written by Rahmi Batur, should be judged as a successful work of journalism. Zarakolu was convicted of disseminating separatist propaganda and of violating Article 8 of the Anti-Terrorism Law by publishing the book. The author has not been tried because he is living abroad. (TDN Oct.5)

The Missing: Cases of Deep Fear

Yavuz Baydar

People walking the streets of Istanbul may already have seen the bus. It belongs to the city's public transportation system, İETT, and if it did not have those pictures printed on the sides nobody would notice it.

The portraits, of young people mostly, are to be regarded as the latest reflection of a social problem agonizing Turkey: the missing individuals. The initiative came from The Association of Families with Lost Members, and the person who came with the idea was İsmet Özbilici, a father whose son has been "lost" for three years. The association did not have to pay any fee for the ad on the bus, and hopes are now higher that at least some of the 1,500 lost people may be traced.

This painful issue is, with stronger emphasis, establishing itself in the collective (un)conscious of the people. Families concerned do not any longer shy away from loud and sometimes violent protests. Blame is put mainly on the authorities, particularly the police.

There is a strong belief that most of the missing people are actually killed and buried at some unknown site by "gangs" allegedly related to the security forces.

It seems the pressure will increase on the government as the cases are not investigated by the departments involved.

The lack of will on the part of the authorities contributes to the escalation of tensions, and patience is slowly running out. The Human Rights Association (İHD) is trying to put some light on the "missing people" through reports published regularly.

What İHD mainly focuses its attention on is the people who were claimed "lost" while in custody. Figures cited by the İHD mention 299 such cases in 1994.

This year İHD says there are 28 people missing so far. Obviously a welcome downtrend, but it does not mean that it will decrease to the level where such a case would be anomalous.

Casting a rather dark shadow over Turkey, which recently hosted an international symposium on tolerance in Istanbul, the issue hovers, waiting to be handled with resolve. But what is happening now is somewhat different. The protest demonstrations are usually accompanied by what many regard as unacceptable police brutality. Families demanding the cases being (re)investigated become targets of violence and arrests due to this

form of disobedience.

As one foreign diplomat put it, referring to "Missing", the much-acclaimed movie about the Pinochet brutality in Chile, Turkey "is going through what Argentina was during the eighties".

What is preventing the authorities from delving deeper into the cases and taking the demands seriously? What is at stake? These are the difficult questions. Whenever anybody starts shining some light in this dark world, fear starts to grow almost immediately.

Although there are indications, particularly by the two consecutive ministers of human rights, that one should at least try to have justice charge even state officials if necessary, the attempts lead nowhere.

In some cases, charges against police, such as in Istanbul's Kadıköy district not long ago, create further tensions within the security apparatus, often articulating itself with aggressive rhetorical responses to any criticism. Witness Istanbul Police Chief Necdet Menzir's recent spectacular outburst against Minister of Human Rights Algan Hacaloğlu. Suspicion and resistance, hand in hand, certainly do not help the families who wait for an answer. Naturally, not the image of the Turkish state either.

Yet there seems to be no sign of government dealing with the issue, the situation seen from this angle

worsening with the political crisis.

What can happen if a right-wing government is formed? If the allegations brought by Deniz Baykal, chairman of People's Republican Party (CHP) concerning the ultranationalist infiltration of the state apparatus are true, then it will be quite predictable that the skepticism of those who have lost family members "into the void" will be much stronger. Almost all the conservative parties are strongly opposed to any move that would damage "the honor" of the security system, and CHP, now being in the opposition, may have difficulties advocating the cases of the missing.

The cynics would argue that with CHP now outside the circles of power one will see no difference at all, but maybe that some CHP deputies now can even come with more systematic and detailed allegations of human rights abuses.

Meanwhile, people who lost someone near them will certainly hope that the number of missing goes down. ■

Missing list

Date	Number
Jan '94	9
Mar '94	19
Apr '94	17
May '94	31
Jun '94	18
Jul '94	50
Aug '94	31
Sep '94	34
Oct '94	30
Nov '94	15
Dec '94	44
Jan '95	28

Customs Union: Delayed, Delayed Not?

Nazlan Ertan

The question of postponement of the customs union, a landmark accord between Turkey and the European Union which is to be ratified by the European Parliament, hangs above Ankara's diplomatic circles like a question balloon in a cartoon strip. But ask the question outright and Turkish and Western envoys alike give the same answer, that postponing the customs union would cause the whole project to lose momentum, or, better still, they deny the possibility of postponement.

Even the possibility of postponement was admitted as late as last week, when Foreign Minister Erdal İnönü, returning from the 50th U.N. General Assembly in New York, said there was an inclination in the European Parliament to postpone the voting on the customs union.

Only three weeks before, at a press conference aimed to assess his six-months in office, the foreign minister had firmly denied that postponement was a possibility. After his talks with most of his European counterparts, however, he had come to the conclusion that there were more and more voices in the European Parliament saying that postponement might be a good idea. The view for postponement was put plainly during a commission meeting of the European Parliament.

Catherine Lalumiere, the leader of the European Radical Alliance, claimed that Turkey would not be able to respond positively to the conditions put by the European Parliament "unless a miracle took place."

Lalumiere, who had visited Turkey earlier this year and said she hoped the customs union would be realized as scheduled, proposed postponing the vote rather than voting no to the customs union deal.

The ratification is scheduled for Dec. 15 and is to be implemented by Jan. 1, 1996. A delay of six months may cause Ankara to lose its position as the "only country which has established a customs union with the EU" in the 1996 Intergovernmental Conference.

"Postponing the ratification of the customs union will have the same effect as a negative answer," Foreign Ministry deputy spokesman Nurettin Nurkan told journalists in a press conference.

"We find any reference to a possible postponement of the customs union rather odd," Nurkan said, stressing that the establishment of the customs union between Turkey and the European Union (EU), without any delay, was a "contractual obligation."

"In view of the mutually-binding agreements between Turkey and the EU, as well as the decision made by the Association Council on March 6,

1995, it is inappropriate for the EU to postpone the customs union on account of its internal decision-making process," Nurkan said.

He said that Turkey's views that the customs union should not be delayed were conveyed to its European partners "at all levels."

Turkey's "European partners" made statements against postponement during a meeting in Luxembourg. Foreign Minister Javier Solana of Spain, whose country holds the term presidency of the European Union, denied that the European Union ministerial council wants to postpone the ratification of the customs union by the European Parliament.

"Our position is clear. We want the European Parliament to approve a customs union with Turkey," Solana was quoted as saying. He added that the ministerial council will do all it can to make sure that the customs union will be implemented as scheduled.

But the European Union also raised some conditions for Turkey. In a press conference, French Foreign Minister Herve de Charette maintained that Turkey, which is trying to overcome a domestic crisis, should also "display action and gestures that would facilitate the ratification."

What was expected of Turkey was also made clear by EU Commissioner Sir Leon Brittan, who told a privatization conference in Brussels that Article 8 of the Anti-Terrorism Law had to be lifted.

"We are aware of the importance of fighting against terrorism... but we hope that a solution will be found to the Southeast problem," Brittan said, maintaining that the customs union was not only an economic accord but a social and political one.

Ankara's public answer to this is a sharp one. "Reforms are being implemented according to Turkey's own requirements and are not directly linked to the issue of the customs union," Nurkan said.

But Turkish diplomats refrain from commenting when asked about what policy Turkey might follow in the event that the European Parliament postpones the vote or votes negatively.

"Our policy is to realize the customs union on time. We have no other policy," İnönü said.

"The voting of the European Parliament is not a question of ratification of a new agreement. It is merely the

implementation, without further delay, of a contractual obligation," Nurkan reaffirmed.

The future is to become clearer after the Association Council meeting on Oct. 30, which will bring together the foreign ministers of Turkey and the Fifteen. ■

Libération - 7-8 octobre 1995

Dutch minister to visit Turkey to boost cooperation against PKK

Business: The Netherlands wants to join Turkey's major military modernization projects like manufacture of frigates, acquisition of naval patrol aircraft

Turkish Daily News

ANKARA- Dutch Interior Minister Hans Dijkstal is due to arrive in Ankara on Sunday for a visit aimed at cementing cooperation with Turkey against the outlawed Kurdistan Workers' Party, or PKK, fighting for an independent Kurdish state in Turkey's Southeast, sources said on Friday.

Relations between the two NATO allies deteriorated in April when a self-styled "Kurdish parliament-in-exile" held its opening meeting in The Hague despite Turkey's calls urging the Dutch government to cancel the session. Dutch authorities said at the time they could not intervene unless circles related to the exiles' parliament violated the country's laws.

Turkey retaliated by recalling its ambassador from The Hague and excluding the Netherlands from Ankara's future military equipment purchases.

Unwilling to hurt its traditionally good ties and business connections with Turkey, the Netherlands later stepped down and signalled that it would no longer tolerate subversive acts by PKK-related organizations on its territory.

A visit by Dutch Foreign Minister Hans van Mierlo to Ankara last month became a concrete step in mending ties between the two countries, diplomatic sources said.

They said that during Dijkstal's visit talks between delegations, which would include intelligence officials from both sides, would concentrate on close cooperation against terrorism, including common measures against the PKK. Dijkstal will be the official guest of Interior Minister Nahit Mentese.

Business sources say that the Dutch defense industry, which is increasingly interested in taking part in Turkey's military modernization projects, played an important role in persuading the Netherlands to take steps toward normalizing ties with Ankara.

Dutch military exports to Turkey have so far been negligible compared to sales of some other Western countries, but The Hague now hopes to garner Turkish defense modernization deals in at least two fields.

A major Dutch naval industry company is due to enter competition with several other Western firms to co-produce in Turkey six frigates for the Turkish Navy in a deal worth \$2.5 billion, business sources told the TDN.

Also the Dutch-German aircraft manufacturers Fokker plans to sell nine naval patrol aircraft to Turkey at around \$300 million.

Le Premier ministre turc, à droite toute

Après deux semaines de crise gouvernementale, le Premier ministre turc, Tansu Ciller, a finalement formé jeudi soir un nouveau gouvernement minoritaire fortement marqué à droite pour tenter, avec l'appui de l'extrême droite du Parti d'action nationaliste (MHP) d'Alpaslan Türkeş et d'une petite formation de gauche nationaliste, le Parti de la gauche démocratique, (DSP) de Bulent Ecevit, de se maintenir au pouvoir jusqu'aux prochaines législatives l'an prochain. N'ayant pu parvenir à former une nouvelle coalition après l'effondrement, le 20 septembre, de celle qu'elle dirigeait avec les sociaux-démocrates, M^{me} Ciller a opté pour un cabinet composé uniquement de membres de son Parti de la Juste Voie (DYP, droite). Mais le DYP ne compte au parlement que 182 sièges sur 450, et elle aura donc besoin du soutien de ces petites formations nationa-

listes. Mais le prix à payer s'annonce très lourd. Elle a ainsi nommé comme chef de la diplomatie turque Coskun Kirca, une personnalité ultraconservatrice. Il est notamment connu pour son attitude rigide sur le problème kurde et est farouchement opposé à une levée de l'article 8 de la loi antiterroriste qui limite la liberté d'expression.

Or, le Parlement européen fait de l'abolition de cet article, aux termes duquel des dizaines d'écrivains ou intellectuels turcs sont en prison pour «séparatisme», une condition de sa ratification de l'union douanière.

M^{me} Ciller a à maintes reprises réitéré sa détermination à obtenir pour la Turquie l'entrée en vigueur de l'union douanière, en principe prévue pour le 1^{er} janvier 1996, et elle en a besoin pour se présenter l'an prochain aux élections avec de bonnes chances de les gagner.

(D'après AFP)

Minderheitsregierung in der Türkei vorgestellt

Unterstützung von der extremen Rechten

Die türkische Ministerpräsidentin, Ciller, hat am Donnerstag spät eine Minderheitsregierung gebildet, die von der extrem-nationalistischen Bewegung des Obersten Alparslan Türkeş unterstützt wird. Das neue, teilweise sehr nationalistisch gesinnte Kabinett könnte die Beziehungen der Türkei zu Europa und zu den USA gefährden und den Krieg im kurdischen Südosten verstärkt anheizen.

it. Istanbul, 6. Oktober

Zwei Wochen nach dem Zerschlagen der Koalition zwischen den türkischen Konservativen und den Sozialdemokraten hat die amtierende Regierungschefin, Tansu Ciller, nach tagelangen, erfolglosen Gesprächen mit den Oppositionsparteien am späten Donnerstagabend die Bildung ihrer Minderheitsregierung angekündigt. Das neue Kabinett, das lediglich aus Mitgliedern ihrer konservativen Partei des Rechten Weges (DYP) besteht, ist im Parlament auf die Unterstützung der rechts-

Das Minderheitskabinett Ciller

Ankara, 6. Okt. (ap) Dem Minderheitskabinett Ciller – es ist vom Parlament noch nicht bestätigt – gehören ausschliesslich Minister der konservativen Partei des rechten Weges an.

Äusseres:	Coskun Kirca
Verteidigung:	Vefa Tanir
Inneres:	Nahit Mentese
Finanzen:	Ismet Atilla
Justiz:	Bekir Sami Dace
Bildung:	Turhan Tayan
Wohnungsbau:	Tünc Bilget
Gesundheit:	Dogan Baran
Verkehr:	Ali Sevki Ereğ
Landwirtschaft:	Nafiz Kürt
Arbeit:	Ates Amikliglu
Handel:	Baki Atac
Energie:	Sinasi Altiner
Kultur:	Köksal Toptan
Tourismus:	Bilal Güngör
Umwelt:	Hamdi Ucpinarlar
Forstwirtschaft:	Hasan Ekinci

extremen Partei der nationalistischen Bewegung (MHP), der nationalistisch gesinnten Partei der demokratischen Linke (DSP) sowie einiger Unabhängiger angewiesen, um die Vertrauensabstimmung im Parlament zu gewinnen. Der Präsident Demirel hat die neue Regierung Ciller gutgeheissen.

Ultranationalisten im Kabinett

Mit dem neuen Kabinett dürfte Frau Ciller in Europa Unbehagen auslösen. Mindestens sechs Kabinettsmitglieder sind für ihre ausgesprochen nationalistische Gesinnung bekannt. Zum neuen Aussenminister wurde Coskun Kirca ernannt. Er gilt in der Kurdenfrage der Türkei als Hardliner und plädiert für eine Annäherung Ankaras an

Bagdad. Nur in Zusammenarbeit mit den Nachbarländern kann nach seiner Auffassung der Kurdenkonflikt effektiv angegangen werden. Solches wird in Washington kaum gern gehört. Eine Änderung des Antiterrorgesetzes, auf Grund dessen Dutzende von türkischen und kurdischen Intellektuellen eingesperrt wurden, lehnt er ab. Die Europäische Union (EU) hat aber die Verwirklichung der Zollunion mit der Türkei von der Änderung des Antiterrorgesetzes abhängig gemacht.

Eine Schlüsselfunktion im neuen Kabinett hält ferner Ayvaz Gökdemir inne. In den siebziger Jahren war er aktives Mitglied der MHP. In der letzten Regierung Ciller sorgte er in Europa für Aufruhr, als er drei Europarlamentarierinnen öffentlich als «Dirnen» beschimpfte. Diese hatten kurz zuvor zu einer Liberalisierung in der Türkei aufgerufen. Gökdemir stösst in Aserbeidschans Hauptstadt, Baku, auf grosses Misstrauen. Letzten Frühling stand er nämlich im Verdacht, mit der pan-türkischen Bewegung einen Putsch gegen den aserischen Präsidenten Alijew organisiert zu haben.

Die Turanisten wieder salonfähig?

Anfang der neunziger Jahre wurde die Türkei von ihren Alliierten als der neue Stabilisierungsfaktor in den Krisenregionen des Balkans, des Nahen Ostens und des Kaukasus gelobt. Fällt sie nun wieder in die Rolle des ewigen Sorgenkinds zurück? Sicher ist, dass der seit über 10 Jahren anhaltende, zermürbende Krieg im kurdischen Südosten bei den Türken das Gefühl der ständigen Bedrohung erweckt hat. Sie glauben, der Westen wolle die Türkei, wie zu Beginn des Jahrhunderts das osmanische Reich, spalten. Diese Ängste haben nationalistischen Elementen neuen Auftrieb verliehen.

Die Postulate der MHP an Ciller haben im gemeinsamen «Protokoll» einen deutlichen Niederschlag gefunden. Gefordert wird die Fortsetzung des Kampfes gegen den «Terrorismus». Ferner wird zu einer wirksameren und ernsthafteren Koordination der Beziehungen Ankaras zu der «Welt der Türken» aufgerufen. Die Vereinigung aller Türken im Land «Turan» gehörte seit den fünfziger Jahren zu den Visionen des früheren Obersten Alparslan Türkeş. In den siebziger Jahren wurde er als Chef der berüchtigten «Grauen Wölfe» mit zahlreichen politischen Morden an linken Widersachern in Verbindung gebracht.

Agence France Presse - AFP - Agence France Presse - AFP - Agence France Presse - AFP - Agence France Presse - AFP - Agence France Presse - AFP - Agence France Presse - AFP - Agence France Presse - AFP

A.F.P. A.F.P.
FRS0260 4 I 0238 IRK /AFP-NC68
Irak-Kurdes-Turquie

Bagdad fait état d'une incursion turque vendredi dans le nord de l'Irak

BAGDAD, 8 oct (AFP) - L'armée turque a fait une incursion vendredi dans le nord du territoire irakien, a affirmé dimanche Bagdad, qui a dénoncé vivement une nouvelle violation de sa "souveraineté".

"Des forces spéciales turques appuyées par l'aviation ont effectué vendredi une incursion dans la région de Kani Mani dans le nord de l'Irak, sous prétexte de poursuivre des séparatistes armés des Kurdes de Turquie", a affirmé un porte-parole du ministère irakien des Affaires étrangères.

Aucune confirmation de cette incursion n'a pu être obtenue dimanche après-midi de source officielle turque.

Cependant, le quotidien turc Hurriyet avait affirmé samedi sans citer de source qu'une opération limitée de l'armée turque avait été déclenchée vendredi en territoire irakien. L'opération visait à empêcher une infiltration des rebelles kurdes turcs du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK-séparatistes) en Turquie à partir de cette région, selon le journal.

Le chargé d'affaires turc a été convoqué au ministère des Affaires étrangères qui lui a exprimé les protestations du gouvernement irakien, selon le porte-parole, cité par INA.

Une intervention militaire turque de grande envergure avait eu lieu en mars dernier dans le nord de l'Irak pour déloger les militants armés du PKK basés dans cette zone.

raf/tp/cf

AFP /AA1234/081545 OCT 95

Agence France Presse - AFP - Agence France Presse - AFP - Agence France Presse - AFP - Agence France Presse - AFP - Agence France Presse - AFP - Agence France Presse - AFP

A.F.P. A.F.P.
FRS0243 4 I 0183 TUR /AFP-NA08
Turquie-Kurdes

Trente-deux rebelles kurdes tués sur la frontière turco-irakienne

ANKARA, 8 oct (AFP) - Trente-deux rebelles kurdes du Parti des Travailleurs du Kurdistan (PKK, séparatiste) ont été tués depuis samedi lors d'opérations de l'armée turque dans des régions frontalières avec l'Irak, a rapporté l'agence Anatolie, citant des sources officielles.

Vingt-trois rebelles ont été tués à Semdinli, sous-préfecture de la province de Hakkari (sud-est), selon l'agence qui cite un communiqué de la Préfecture de l'état d'urgence de Diyarbakir. Celle-ci coordonne la lutte menée par Ankara contre la rébellion du PKK dans l'est et le sud-est du pays, à majorité kurde.

Neuf autres rebelles ont été abattus à Cukurca, toujours près de la frontière turco-irakienne, ajoute le communiqué.

Ce dernier bilan porte à 113 le nombre de rebelles kurdes tués depuis lundi dernier, selon l'agence. Huit autres se sont rendus pendant la même période aux forces de l'ordre turques. La rébellion du PKK, déclenchée en 1984, a fait plus de 20.000 morts, rebelles, militaires et civils.

KG/sg/cf

AFP /AA1234/081522 OCT 95

A F P A F P A F P A F P A F P A F P

FRS0438 4 I 0257 EXT /AFP-SA34

Allemagne-Kurdes

Arrestation d'un chef présumé du PKK à Berlin

KARSLRUHE (Allemagne), 9 oct (AFP) - Le parquet fédéral allemand a annoncé lundi l'arrestation à Berlin d'un dirigeant présumé du Parti des travailleurs kurdes (PKK, séparatistes kurdes de Turquie), interdit en Allemagne.

Dans un communiqué, le parquet fédéral, compétent pour les affaires de terrorisme, indique que Ihsan E., 26 ans, de nationalité turque, a été arrêté le 6 octobre sous le soupçon d'appartenance à une organisation terroriste et a été placé en détention provisoire.

Le parquet, qui a précisé qu'il se fondait sur les conclusions d'une enquête de police, reproche notamment à Ihsan E., cadre présumé du PKK depuis mars 1995 environ, d'avoir contribué à l'organisation de ce parti illégal en tant que dirigeant pour la région de Berlin. Il lui reproche également d'avoir, avec d'autres responsables du PKK dans d'autres régions d'Allemagne, organisé des "activités militantes", incitant notamment les jeunes à fabriquer des cocktails molotov qui auraient été utilisés sur son ordre le 27 juillet contre les forces de l'ordre.

Le local du centre culturel kurde a été perquisitionné vendredi par des fonctionnaires de la police de Berlin et des policiers du BKA (police criminelle) qui y ont saisi du matériel suspect, précise le communiqué du parquet.

Le PKK est soupçonné d'être à l'origine des manifestations violentes des Kurdes en Allemagne et d'attentats contre les intérêts turcs dans le pays, qui se sont multipliés depuis trois ans.

jd/pb/lb

AFP /AA1234/091429

OCT 95

L'Alsace - 7 octobre 1995

TURQUIE

L'union douanière entre la Turquie et l'Union européenne, pierre angulaire de la politique d'Ankara depuis deux ans, est en danger au lendemain de la formation par Mme Tansu Ciller d'un gouvernement minoritaire ultraconservateur.

Selon tous les analystes, Mme Ciller, qui est sortie d'une crise politique majeure au prix de concessions à la frange la plus à droite de son propre parti et aux ultras du Parti d'Action nationaliste (MHP), aura toutes les peines du monde à faire adopter des réformes dé-

mocratiques exigées par le parlement européen pour ratifier l'accord d'union douanière. Le parlement de Strasbourg doit en principe se décider en décembre sur cette union censée entrer en vigueur le 1er janvier prochain. Pour ratifier l'accord signé en mars dernier à Bruxelles, il a posé certaines conditions parmi lesquelles la libération de députés kurdes emprisonnés pour leurs liens avec la rébellion kurde et la suppression ou l'amendement de l'article 8 de la loi anti-terroriste qui limite la liberté d'expression.

MONDAY, OCTOBER 9, 1995

Turkish Daily News

Greece taking steps to curb immigration of Kurds from Turkey

No entry: Greek officials say Öcalan's brother would have been returned to Turkey

Natural causes: Greeks are convinced that Turkey is not behind their recent forest fires

By Ilnur Çevik / *Turkish Daily News*

ATHENS- Greece, which has come under fire from Turkey for harboring separatist Kurdish militants, says it is now actively curbing Kurdish immigration but insists people who are "persecuted in Turkey and who can prove this" can still find shelter in their country.

"Turkey's Kurdish citizens who are not threatened will never be given asylum in Greece," a leading Greek official told the *Turkish Daily News*. He asked to remain anonymous.

The official, who also has a major say in immigration affairs, said Greece would never have allowed the entry of the brother of terrorist leader Abdullah Öcalan "because we know he was not threatened in Turkey and he was a free man."

Mehmet Öcalan and two companions said to be members of the outlawed Kurdistan Workers' Party (PKK) and six of Öcalan's children were caught near Izmir on Sept. 23 while trying to illegally cross over to Greece by boat.

At first Mehmet Öcalan and his companions were taken into custody but they were released the next day.

"We can now distinguish between who is persecuted and who is not and thus we do not give asylum to every Kurd who crosses into our country," the official said.

Another high-ranking security official interviewed by the *Turkish Daily News*, meanwhile, said they are convinced Turkey is not behind the series of forest fires which have caused serious damage in the country in the past summer. "Forest fires are abundant throughout the Mediterranean. Turkey and Greece suffer their share of this disaster," the official said.

Meanwhile, a Greek Foreign Ministry official who also asked not to be named said Greece, like all other European countries, allows Kurdish groups to operate on their soil but vehemently denied that PKK terrorists are trained here and sent to Turkey to wreak havoc.

"We are prepared to extend a visa to all Turkish journalists to visit our country, travel here extensively and find the bases where we allegedly train terrorists," the official said. Several PKK terrorists who have been caught in Turkey have told authorities that they were trained by the Greeks in bases to launch raids inside Turkey.

Turkish officials say, "You do not need such bases, you can still train these terrorists in special facilities and no one would know anything about them because these would be secret installations."

The Greek official said Greece allows the National Front for the Liberation of Kurdistan (ERNK), the political wing of the PKK, to operate on its soil as do other European countries. He said the members of the so-called Kurdish parliament-in-exile had also visited Greece and had made contacts.

"However, they stepped out of line when they placed a wreath at the tomb of the unknown soldier and they were warned by Greek authorities not to exploit their visit here," the official stressed.

The official said the major stumbling block with Turkey is Ankara's refusal to sign a "readmission agreement" which would allow Greece to return illegal immigrants to Turkey.

The readmission agreement says if a person enters another country illegally he or she can be returned to the country he or she last left. Greece says after long discussion and studies Turkey had refused to sign such an agreement and informed Athens of its decision recently.

The official said if Turkey signs this agreement it would solve the illegal immigration problem not only with Greece but also with other European countries.

He stressed Turkey will have to eventually sign the readmission agreement with other European Union countries as well once it enters the customs union and starts integrating with Europe.

A F P - A F P - A F P - A F P - A F P - A F P

A.F.P. A.F.P.
FRS0571 4 I 0107 TUR /AFP-IX04
Irak-Kurdes

Vaste opération du PDK contre le PKK dans le nord de l'Irak

ANKARA, 11 oct (AFP) - Le Parti démocratique du Kurdistan (PDK, de Massoud Barzani) a annoncé mercredi avoir lancé la veille une "vaste opération" dans le nord de l'Irak contre les rebelles kurdes de Turquie (PKK) dans laquelle 86 guerilleros et 12 peshmergas (combattants kurdes d'Irak) ont été tués.

Dans un communiqué reçu à Ankara, le PDK précise avoir délogé de la région montagneuse de Metina, proche de la frontière irako-turque, une force du Parti des Travailleurs du Kurdistan (PKK, séparatiste) estimée à plusieurs centaines d'hommes.

hc/mr/cc

AFP /AA1234/111643 OCT 95

Liberté de L'Est - 10 octobre 1995

Le tribunal administratif suspend l'expulsion d'un réfugié politique kurde

Le tribunal administratif de Strasbourg a prononcé le sursis à exécution d'un arrêté d'expulsion pris par le ministre de l'Intérieur à l'encontre d'un Turc de 31 ans, d'origine kurde, bénéficiant du statut de réfugié politique en France.

STRASBOURG. — Le tribunal a estimé que la non-communication à l'intéressé par l'administration de l'avis de la commission spéciale d'expulsion constituait un motif sérieux de sursis, dans l'attente d'une décision sur le fond.

Célal Aydogan, domicilié à Strasbourg depuis 1991, avait refusé de se soumettre à l'arrêté d'expulsion et se cachait en France jusqu'à la récente décision du tribunal.

Un collectif de soutien, composé de partis politiques de gauche, d'organisations syndicales et d'associations de défense des droits de l'homme, s'est constitué en sa faveur et une pétition lancée pour dénoncer cette expulsion jugée "arbitraire" a recueilli un millier de signatures, selon la fédération du P.C.F. du Bas-Rhin.

Selon l'arrêté contesté du ministre de l'Intérieur, daté du 7 mars 1995, Célal Aydogan, né à Sivaz Divrik (Turquie), s'est "rendu coupable en 1992 de destruction ou détérioration d'un bien appartenant à autrui et de tentative d'extorsion de fonds dans le cadre d'une entreprise collective ayant pour but de troubler gravement l'ordre public par l'intimidation ou la terreur".

Pour le collectif de soutien, cette décision "va à l'encontre de la décision prise par l'O.F.P.R.A. (Office français de protection des réfugiés et apatrides) en 1992 et confirmée le 22 juin 1995 qui a reconnu à M. Aydogan le statut de réfugié politique". Il exige en conséquence l'abrogation de l'arrêté d'expulsion en raison "des risques qu'un retour forcé vers la Turquie lui ferait encourir".

Carter het kandidat till Nobels fredspris

OSLO (SvD)

● Sedan konfrontationen mellan supermakterna minskat har istället fler etniska konflikter och inbördeskrig blossat upp. Nobels fredspris går i år troligen till fredsarbetet i en sådan oroshärd, men vilken är svårare än på många år att gissa.

Den tidigare amerikanske presidenten Jimmy Carter kan vara den kompromisskandidat som de fem medlemmarna i Nobelkommittén enats om när det på fredag avslöjas vem som blir årets fredspristagare. Carter har flera vällyckade medlaruppdrag bakom sig, ofta just i etniska konflikter och han leder ett institut som försöker upptäcka regionala konflikter innan de bryter ut.

- Carter förhandlade fram en lösning på striden om Nordkoreas kärnvapenprogram och om inte Kim Il Sung hade avlidit skulle avtalet förmodligen lett till att toppledarna i Nord- och Sydkorea hade mötts för första gången, säger Olav Njölstad, på Institutet for forsvarsstudier i Oslo.

Carters insats var också avgörande för att militärjuntan på Haiti lämnade landet utan strid. Fredspriskommittén har dessutom på sätt och vis en gammal skuld till Carter. Många anser att han förtjänade en del av fredspriset 1978 med Anwar Sadat och Menachem Begin - om någon hade varit förutseende att nominera honom i tid.

- Carter är envis, har stor personlig integritet och är en äkta idealist. Men samtidigt är det ingen hemlighet att han har stora ambitioner att få just fredspriset, vilket kan vara negativt, säger Njölstad.



Jimmy
Carter



John
Hume



Wei
Jingshen



Sergej
Kovaljov

Biskop från Östtimor

Ett namn som dykt upp i spekulationer de senaste dagarna är biskopen Carlos Filipe Ximenes Belo i den tidigare portugisiska kolonin Östtimor, som är ockuperat av Indonesien.

De indonesiska trupperna ryckte in för 20 år sedan i december och symbolvärdet är därför stort att ge fredspriset till Belo just i år.

För den norska regeringen vore en sådan tilldelning pinsam - statsminister Gro Harlem Brundtland var för några veckor sedan på officiellt besök i Indonesien, trots protester i Norge.

En tredjedel av Östtimors befolkning, 200 000 människor uppskattas ha dött på grund av svält och krigshandlingar sedan 1975. Belo har sedan han utnämndes som den katolska kyrkans ledare i Öst-

timors huvudstad Dili, varit en samlande gestalt för befolkningen och lett arbetet med att bygga skolor och kliniker för de allt fler föräldralösa barnen.

Kurdisk ledamot

Lika samlande är ännu inte Leyla Zana, den kurdiska ledamoten i det turkiska parlamentet som dömts till femton års fängelse för att hon höll sitt första tal på kurdiska och på grund av de kontakter hon sägs ha haft med organisationen PKK som med makt försöker skapa en egen kurdisk stat. Kurderna utgör sju procent av befolkningen i Turkiet och lever också i Iran, Irak och Syrien. Zana har föreslagits av fem kvinnliga stortingsrepresentanter. Hon skulle bli den yngsta fredspristagaren i historien med sina 35 år.

- Det hade varit modigt om nobelpriskommittén ger henne priset och det skulle kanske föra till att Turkiet tvingades acceptera att det finns etniska minoriteter i landet, säger Gunnar Karlsen, som på institutet för menneskerettigheter i Oslo. Han arrangerade för två veckor sedan en konferens där tanken var att moderata kurdiska och turkiska representanterna skulle mötas, men där det bara kom kurder. I Turkiet har redan en kampanj inletts där Leyla Zana svartmålas och kurder tvingas stå fram och förklara att hon inte representerar dem.

Det område där det skett den mest glädjande utvecklingen är kanske Nordirland, där protestanter och katoliker levit i fred under det gångna året sedan IRA beslutade att lägga ned sina vapen i september 1994.

Positiv inverkan

- Problemet är att hitta lämpliga kandidater att ge fredspriset. En förutsättning för att priset skall ha en positiv inverkan är att det delas, men på de protestantiska unionisternas sida finns det ingen tänkbar kandidat.

Att belöna ledaren för Sinn Féin, IRA:s politiska gren, Gerry Adams kan också bli väl magstarkt.

- Den som förtjänar priset bäst är John Hume, ledare för det socialdemokratisk/liberala partiet i Nordirland. Han är katolik men har alltid avvisat våld. Tillsammans med den irländske statsministern Albert Reynolds och den brittiske premiärministern John Major är det kanske en möjlighet om det är just fredsprocessen i Nordirland som skall premieras, säger Björn Lydersen, som studerat konflikten på det norska utrikespolitiska institutet.

Rysk ombudsman

Det finns förstås många andra namn bland de 120 kandidater, därav 35 organisationer som föreslagits. Den kinesiske demokratiförkämpan Wei Jingshen, som i januari fick Olof Palme-priset är en sådan, liksom den mexikanske biskopen Samuel Ruiz som medlat i konflikten mellan Chiapasindianerna och de mexikanska myndigheterna. Även den ryske ombudsmannen för mänskliga rättigheter Sergej Kovaljov är en stark kandidat. Han har kritiserat den ryska statsmakten kraftigt för dess invasion av Tjetjenien.

BJÖRN LINDAHL

Turkey accused of lobbying against Zana for Nobel

Interior Minister Mentese says Turkey may not allow the prize to be presented to Zana if she wins

TDN With Wire Dispatches

ANKARA/PARIS- A Kurdish rights group accused Turkey on Monday of launching a broad diplomatic and lobbying campaign to discourage the award of this year's Nobel Peace Prize to jailed Kurd parliamentarian Leyla Zana, Reuters reported from the French capital.

The Paris-based International Committee for the Liberation of the Kurdish Parliamentarians imprisoned in Turkey charged that the campaign began following leaks in the Norwegian press that Zana was among the finalists for this year's prize. Turkey denied any official campaign against Zana, but Interior Minister Nahit Mentese said that Turkey may prevent the award from being delivered to Zana if she is awarded it.

Asked whether Turkey would allow the Nobel Institute committee to present the award to Zana, who is presently in prison, if she won it, Mentese said: "I do not think so."

"But giving the award to someone who has not denounced terrorism, who is jailed for crimes related to terrorism, is murder," Mentese told journalists Monday.

The peace prize, awarded by Norway's Nobel Committee, is to be given out this Friday. Zana was nominated for the prize by the Kurdish Institute in Paris.

She is one of eight Kurdish deputies to be jailed in a case that has triggered widespread Western criticism of Turkey over its human rights record.

The MPs were stripped of their parliamentary immunity in March 1994 and later convicted for up to 15 years for complicity with the banned Kurdistan Workers' Party (PKK).

The verdicts are being appealed. The committee said in a statement that Turkish diplomats had begun lobbying the Nobel panel, and Turkish military and political police had begun gathering signatures in Kurdish areas for petitions stating that Zana "does not represent the Kurds and has done nothing for peace," Reuters said.

Some army officers had gone so far as to threaten to burn down the villages of those who do not sign the petitions, the committee said.

It said it also had received numerous calls from individuals in Kurdish zones stating they were being forced to sign pre-written letters and telegrams to the Nobel Prize jury. "Nobody in Turkey would ever be forced to sign a petition," Turkish Foreign Ministry spokesman Nurettin Nurkan said. "People in Turkey have shown their response by asking why someone who has done nothing for international peace might get recognition but it's the natural reaction of the people."



Leyla Zana

In a related development, Hacettepe University in Ankara made a statement threatening to cut all academic relations with their Norwegian counterparts if Zana was awarded the prize. Leyla Zana, who is a supporter of the PKK, is like dynamite that would destroy the Nobel prize," the statement said.

Le pétrole de la Caspienne échappe à l'emprise russe

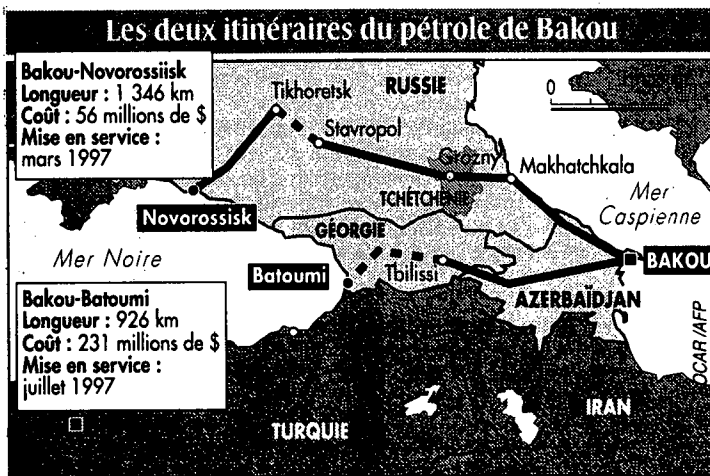
EN ANNONÇANT officiellement, lundi 9 octobre à Bakou, avoir choisi deux itinéraires - russe et turc - pour le transport du pétrole azerbaïdjanais, le consortium chargé de son exploitation, dominé par des firmes américaines, conforte le poids de la Turquie dans la région, tout en ménageant la Russie. En privilégiant ce double tracé, les États-Unis, détenteurs de 44 % des parts du contrat, se dotent d'une alternative en cas de conflit local. De fait, ceux-ci ne manquent pas : la guerre du Karabakh à l'est, le conflit tchétchène au nord, la poudrière abkhaze à l'ouest et au sud, et enfin, la guerre que se livrent l'armée régulière turque et les maquisards du PKK.

Mais le trajet du pétrole de Bakou représente plus qu'un simple apport de devises pour les pays traversés. Il est l'un des motifs de la guerre en Tchétchénie, un des

duite à néant dès 1990 par l'embargo sur le pétrole irakien. Ce tracé présente, en outre, l'avantage d'éviter le détroit du Bosphore, par lequel transitent déjà un million de barils par jour.

MULTIPLES PRESSIONS

La décision du consortium de « préférer », à terme, l'itinéraire turc, desserre l'emprise russe sur les riches pays de la Caspienne. Certains voient dans ce choix l'expression du mécontentement américain dans l'affaire du développement du gisement de Tengouiz au Kazakhstan, dont les États-Unis, par le biais de la firme Chevron, sont également partie prenante. Furieux de voir l'exploitation des énormes réserves kazakhes freinée par la Russie - depuis la signature du contrat, en 1993, l'affaire piétine -, les Américains privilégient aujourd'hui un partenaire plus fiable commercialement.



enjeux de la rivalité russo-turque, source de pressions incessantes de Moscou sur son arrière-cour de Transcaucasie. Si la Turquie, ancienne puissance impériale, est à la recherche d'un nouveau rayonnement « des Balkans au Baïkal », la Russie, quant à elle, ne peut se résoudre à perdre sa mainmise sur les ressources énergétiques de son « étranger proche ». Chacune tente d'entraîner dans son orbite les Républiques turcophones, riveraines de la Caspienne. Dotées du réservoir d'hydrocarbures le plus prometteur de la planète, ces dernières sont en passe de devenir les nouveaux Emirats du XXI^e siècle.

Pour le gouvernement turc, il s'agit d'une victoire diplomatique et économique. Après le pétrole de Bakou, celui extrait du riche gisement de Tengouiz au Kazakhstan pourrait aussi transiter par la Turquie, jusqu'au terminal pétrolier de Ceyhan, dont l'activité a été ré-

Car la Russie, qui n'a pas toujours pas digéré la perte de son statut de puissance impériale lors de l'effondrement de l'URSS en 1991, essaie de reconquérir le terrain perdu, en utilisant les méthodes chères à la diplomatie soviétique : chantage, menaces et déstabilisation en sous-main. Moscou ne peut décidément traiter le problème des ressources énergétiques de ses anciennes républiques satellites comme une simple affaire commerciale, comme en témoignent les multiples pressions exercées sur l'Azerbaïdjan. Ainsi, à la veille de l'annonce de la décision du consortium, une délégation russe, conduite par le vice-premier ministre Alexandre Bolchakov, arrivait à Bakou afin de remettre sur le tapis le problème du partage des eaux de la Caspienne.

Marie Jégo

COMMUNIQUE DE PRESSE

Paris, le 9 octobre 1995

JEUDI, 12 OCTOBRE 1995

ՀԱՅԱՍՏԱՆԻ ԳԱՄԻՔ
ՀԱՅԱՍՏԱՆԻ ԳՈՐԾԻՆԻ ԱՌՄԵՆԻ

Campagne turque contre l'attribution du Prix Nobel de la Paix à la parlementaire kurde Leyla Zana

A la suite des informations de la presse norvégienne citant Mme. Leyla Zana parmi les 5 candidats favoris pour le Prix Nobel de la Paix 1995, la Turquie vient de mobiliser ses services diplomatiques et policiers pour dénigrer la parlementaire kurde condamnée à 15 ans de prison pour délit d'opinion et détenue depuis 19 mois à Ankara.

Parallèlement aux démarches de la diplomatie turque auprès des autorités norvégiennes et de l'Institut Nobel, l'armée et la police politique (MIT) sont fortement mobilisées depuis une dizaine de jours dans les provinces kurdes pour faire signer à des citoyens kurdes, notamment des maires et des notables, des pétitions et télégrammes demandant au Jury Nobel de ne pas décerner son Prix de la Paix à Leyla Zana, car "elle ne représente pas les Kurdes et elle n'a rien fait pour la paix". Les récalcitrants, qui pour la plupart ignoraient jusque-là l'existence d'un tel Prix et savaient encore moins par quelle institution il est attribué sont menacés d'arrestation et de torture. L'armée a menacé plusieurs maires de "brûler leurs villages" s'ils ne signaient pas la pétition contre Leyla Zana. De nombreux Kurdes de la région nous ont appelés par nous faire part des pressions subies et dire que la police leur faisait signer des lettres et télégrammes déjà rédigés adressés au Jury du Prix Nobel.

Selon le quotidien turc *Hurriyet* du 7 octobre cette mobilisation générale s'explique par la "vive inquiétude" des autorités turques concernant le fait que l'attribution du Prix Nobel de la Paix à Leyla Zana puissent focaliser l'attention des médias internationaux sur les parlementaires kurdes emprisonnés et sur le sort des Kurdes en Turquie.

Les campagnes de presse orchestrées par la police politique sont une pratique courante en Turquie. Parmi ses cibles les plus récentes: Mme. Mitterrand, le leader social-démocrate allemand R.Scharping, l'ancien ministre des Affaires Étrangères d'Allemagne H.D.Genscher et Lord Avebury, président de l'intergroupe parlementaire des droits de l'homme du Parlement britannique, tous "coupables" d'avoir critiqué la politique kurde d'Ankara. Pour avoir refusé le Prix Atatürk de la Paix que le gouvernement turc voulait lui décerner, Nelson Mandela fut également, en mai 1992, une cible de choix des médias turcs qui n'hésitèrent pas à le qualifier de "terroriste", "sale nègre", "nègre ingrat" etc. Refusant de se prêter au jeu d'un régime se gargarisant de paix tout en martyrisant ses 15 millions de citoyens kurdes, Nelson Mandela avait justifié sa décision de décliner le prix turc par "le sort peu enviable des Kurdes en Turquie".

La décision du Jury du Prix Nobel de la Paix est annoncée pour le 13 octobre.

On apprend par ailleurs que trois groupes du Parlement européen ont décidé de proposer ensemble Leyla Zana pour le Prix Sakharov 1995. Il s'agit des Groupes du Parti des Socialistes européens (221 sièges, de la Confédération de la Gauche Unitaire européenne/Verte nordique (31 sièges) et des Verts au Parlement européen (25 sièges). Le(la) lauréat(e) de cette année de ce Prix décerné par le Parlement européen devrait être annoncé(e) par la Conférence des présidents qui se tient le 26 octobre à Strasbourg.

**Comité International pour la Libération des Députés Kurdes
Emprisonnés en Turquie**

Court states reasons for blocking DEP MPs return to Parliament

Turkish Daily News

ANKARA- In its justification for rejecting an appeal from a group of jailed deputies of the now defunct Democracy Party (DEP) for the reinstatement of their parliamentary membership, the Constitutional Court has held that ending parliamentarian status because of a requirement of the Constitution is not a punitive decision but that it is a constitutional determination. The appeal was made by the lawyers of former DEP deputies, Ahmet Türk, Hatip Dicle, Leyla Zana, Selim Sadak, Orhan Doğan, Sedat Yurttas and Sırrı Sakık. The lawyers argued that the changed procedures for the expulsion of the deputies from Parliament which are part of the legislated constitutional reform package annulled their earlier expulsion.

Pointing out that DEP was closed on June 16, 1994, the court noted that the parliamentary membership of Türk, Dicle, Zana, Sadak, Doğan, Yurttas, Sakık, Selim Sadak, Ali Yiğit, Zübeyir Aydar, Naif Güneş, Mahmut Kılınc, Remzi Kartal and Nizamettin Toğuc had automatically ended as a requirement of the then unamended version of constitutional Article 84 since they were DEP deputies at the time the lawsuit regarding DEP's closure was filed on Dec. 2, 1993.

The court stressed that lawsuits regarding the closure of political parties are not criminal cases and that the Constitutional Court is not a criminal court.

The court continued: "All the rulings of the Constitutional Court are final and binding under the Constitution. The decision regarding the closure of DEP is also a final decision. Unless there is a rule to the contrary, it is out of the question for constitutional amendments to affect final and binding court rulings and become applicable retroactively."

The court also held that reinstatement through changes in laws and not by an election of parliamentary membership which

has ended under the Constitution does not conform with democratic requirements.

Among the constitutional amendments made in July, Article 84 was also changed. From now on, deputies can only be impeached if it is proven that they have directly been involved in incidents which have led to the dissolution of their party. The previous version of this article calls for all of the deputies of a party to be impeached following the dissolution of that party. In the DEP deputies' trial, DEP had been ordered dissolved by the Constitutional Court because of two speeches made by Yaşar Kaya, the DEP chairman at the time, and a "peace call" made by the DEP's Central Administration Board. DEP's 13 deputies were impeached automatically.

History of the DEP case

On March 2, 1994, Parliament stripped the legislative immunity of Dicle, Türk, Zana, Doğan, Sakık, Sadak, independent Deputy Mahmut Alnak and pro-Islamic Welfare Party (RP) Deputy Hasan Mezarıcı. Dicle and Doğan were taken into custody. Five other deputies went to the state security court on March 4 to testify and they were detained. Sadak was set free by the court and his legislative immunity was later returned by the Constitutional Court. Dicle, Türk, Zana, Doğan and Alnak were detained at the Ankara security directorate until March 17. On this date, they were arrested and sent to prison by the state security court (DGM).

On June 16, 1994, the Constitutional Court ordered the closure of DEP and the DEP deputies lost their parliamentary memberships. Before the announcement of the court decision regarding its closure, Remzi Kartal, Nizamettin Toğuc, Zübeyir Aydar, Ali Yiğit, Naif Güneş and Mahmut Kılınc escaped abroad. Sadak and

Yurttas stayed in Turkey and were taken into custody on July 2.

On Aug. 3, Dicle, Türk, Zana, Doğan, Sakık and Alnak attended their first hearing at the court. Later the lawsuits concerning Sadak and Yurttas were merged with the cases filed against other former DEP deputies. The trial ended on Dec. 8. The court sentenced Dicle, Türk, Zana, Doğan and Sadak to 15- year prison terms; Yurttas to seven-and-one-half-years and Alnak and Sakık to three-and-one-half years each. Alnak and Sakık were released. The sentences concerning the others were appealed by both the defendants' attorneys and the DGM prosecutors.

THURSDAY, OCTOBER 12, 1995

Turkish Daily News

Iraqi Kurds agree on election in May, Iran says

TDN with wire dispatches

ANKARA- Two rival Iraqi Kurdish groups have agreed on parliamentary elections next May, an official of one of the factions was quoted as saying by the Iranian news agency IRNA. Fawam Ma'soum, head of a delegation from the Patriotic Union of Kurdistan (PUK), said his group and the Kurdistan Democratic Party (KDP) have reached agreement on holding parliamentary elections in Iraqi Kurdistan on May 4, 1996, Reuters quoted IRNA as reporting. IRNA's report late on Tuesday, said Ma'soum, who was speaking in Tehran on Monday, said the two sides also agreed that the outcome of the polls will be unconditionally accepted. He said there would be no official observers from outside Iraqi Kurdistan, but local and foreign journalists, present during the elections, could act as observers.

He said the PUK and KDP "still have differences of opinion in some areas, which they have agreed to discuss at a later date," IRNA reported, but gave no further details. Turkey, which closely monitors developments in northern Iraq, has been urging the KDP and the PUK against moves toward disruption of Iraq's territorial integrity and sovereignty. A Turkish Foreign Ministry spokesman said on Wednesday that the ministry had

received no information regarding the reported election date in northern Iraq.

On Tuesday, an Iranian newspaper quoted Sami Abdurrahman, a KDP official, as saying: "Only a few points of minor disputes remain unresolved which the two parts agreed to meet again soon to solve." Baghdad last week denounced Tehran for hosting the talks, which lasted five days, saying Iran was trying to curry favour with Washington.

Tehran radio said on Tuesday the rival groups had accepted Iran's proposals for resolving their differences. It did not elaborate.

"After the failure of the United States in mediating between the Iraqi Kurdish groups, these groups are now turning to Iran for the resolution of their disputes," the radio said.

The two groups failed to reach agreement in U.S.-brokered talks in Ireland last month on the demilitarization of the city of Erbil, held by the PUK, and the collection of border oil levies, controlled by the KDP.

Iran was critical of the U.S. mediation, saying regional conflicts should be resolved without outside interference. About 3,000 people have been killed in more than a year of intermittent fighting between the two groups which together control northern Iraq with Western support.

Human Rights Diary

IHD officials acquitted of separatist charges: Six officials of the Istanbul branch of the Human Rights Association (IHD) were acquitted by a criminal court on Thursday due to a lack of evidence, the Anatolia news agency reported. The six were accused of promoting separatism and racism, and faced prison terms of up to three years. Earlier, the Istanbul State Security Court ruled that it did not have jurisdiction over the case filed against the IHD officials, and sent the case to the criminal court. (TDN Oct. 6)

Press group asks Turkey to drop journalist's trial: The Anglo-American Press Association of Paris said on Friday that it had urged Turkey to drop plans to prosecute Reuters journalist Aliza Marcus over a story about the Turkish military campaign against Kurdish rebels. The group said it wrote to Turkish Prime Minister Tansu Çiller asking her "to look personally and carefully into this affair, and to do everything in your power to have the charges against Ms. Marcus dropped as quickly as possible." Marcus, a 33-year-old American who speaks Turkish and was assigned to Istanbul from New York in April 1994, is to be tried in a Turkish security court on Oct. 12 on a charge of "provoking enmity and hatred by displaying racism or regionalism". (Reuters, Oct. 6)

Turkish Human Rights Foundation awarded medal: The Turkish Human Rights Foundation has been awarded the "Independence Medal of Roger Baldwin" by the U.S. Human Rights Lawyers' Committee, the Anatolia news agency reported on Friday. It is the first time a civic institution in Turkey has received the award. Yavuz Önen, chairman of the foundation, was presented the medal and \$25,000 during a ceremony in New York. The foundation received awards from the French government in 1991 and the Helsinki Human Rights Federation in 1994. (TDN Oct. 7)

Court sentences Gerger to prison term: Dr. Haluk Gerger was sentenced on Friday to a prison term of one year and eight months and fined TL 208 million by the State Security Court in Istanbul, the Anatolia news agency reported. Gerger was convicted of disseminating separatist propaganda in an article published by the banned newspaper, Özgür Gündem. The owner of Özgür Gündem, Yaşar Kaya, could not be tried because he is living abroad. Despite the fact that the editor of the newspaper, Server Yılmaz, was not present at the trial, he was sentenced to five months in jail and fined TL 44 million. Haluk Gerger had been previously tried many times on the same type of charges and he remains in jail. (TDN Oct. 7)

Hunger strikes at Buca and Aydın jails continue: A hunger strike by prisoners who have been jailed or convicted for terrorist crimes continues at Izmir's Buca and Aydın high security prisons, the Anatolia news agency reported on Monday. Seventy-two prisoners launched a hunger strike following incidents which resulted in three deaths and several injuries at Izmir's Buca prison. Prison officials said that the prisoners made demands, such as the closure of the Ümraniye prison, which were impossible to meet. They noted that the inmates were in good condition. (TDN Oct. 10)

Perinçek is retried: The trial of Doğu Perinçek, chairman of the Labor Party, started in an Ankara criminal court on Wednesday, the Anatolia news agency reported. The judge postponed the hearing, which Perinçek did not attend, until a later date. Earlier, an Ankara criminal court's decision to acquit Perinçek had been reversed twice by the Court of Appeals. Perinçek has been charged with defaming the Constitutional Court. The prosecutor is demanding a one to six-year prison term for him. (TDN Oct. 12)

Court states reasons for blocking DEP MPs return to Parliament: In its justification for rejecting an appeal from a group of jailed deputies of the now defunct Democracy Party (DEP) for reinstatement of their parliamentary membership, the Constitutional Court has held that ending parliamentarian status, because of a requirement of the Constitution is not a punitive decision, but is a constitutional determination. The appeal was made by the lawyers of former DEP deputies, Ahmet Türk, Hatip Dicle, Leyla Zana, Selim Sadak, Orhan Doğan, Sedat Yurtaş and Sırrı Sakık. The lawyers argued that the amended procedures for expulsion of deputies from Parliament which are part of the legislated constitutional reform package were not applicable to their earlier expulsion. (TDN Oct. 12)

Agence France Presse - A.F.P. - Agence France Presse - A.F.P. - Agence France Presse - A.F.P. - Agence France Presse - A.F.P. - Agence France Presse - A.F.P. - Agence France Presse - A.F.P. - Agence France Presse - A.F.P.

FRS0418 4 I 0191 TUR /AFP-VR55

Turquie-Nobel-Paix

Mme Zana satisfaite d'avoir été citée parmi les favoris pour le Nobel

ANKARA, 13 oct (AFP) - L'ex-député turc d'origine kurde Leyla Zana, détenue à Ankara, a félicité vendredi le lauréat du prix Nobel de la Paix Joseph Rotblat et son mouvement Pugwash, tout en exprimant sa satisfaction d'avoir été elle-même citée parmi les favoris pour ce prix.

Dans un communiqué parvenu à l'AFP, Mme Zana, qui purge une peine de 15 ans de prison pour ses relations avec la rébellion armée kurde du PKK, déclare "être honorée d'avoir été citée parmi des personnalités connues pour leurs services en faveur de la paix mondiale et de l'humanité".

"C'est une réussite (...) et je la considère comme une répercussion internationale du combat du peuple kurde de Turquie pour son identité", a dit Mme Zana.

"C'est une réussite du peuple kurde et notamment de la femme kurde courageuse, éprise de liberté, qui résiste à l'oppression. C'est une réussite conjointe également des démocrates turcs et kurdes qui combattent pour la paix et la fraternité dans les conditions extrêmement difficiles de la Turquie", a-t-elle ajouté.

CE/hc/bmr

AFP /AA1234/131409

OCT 95

Sedat Aloglu: Legislature must change Article 8

By Metin Demirsar

Turkish Daily News

ISTANBUL- The Grand National Assembly must make changes in the notorious Article 8 of the anti-terror law to ensure that Turkey is admitted to the customs union with the European Union, a prominent Turkish industrialist said in Istanbul on Thursday.

"Without lessening the fight against terrorism, (the Assembly) must make the changes foreseen in Article 8 to broaden the boundaries of freedom of expression, in accordance with the necessities of our age," Sedat Aloglu, president of the Economic Development Foundation (IKV), told a gathering of businessmen in Istanbul.

IKV is an Istanbul think-tank that carries out research on Turkish-EU relations.

Article 8 is a catchall amendment that bans all forms of advocacy of separatism. Authorities have used it to crack down on hundreds of writers, journalists and intellectuals supporting Kurdish causes.

It was the first time that the head of a leading business group criticized the rule and called for its nullification. Continued application of the article is viewed in Europe as a muzzling of free expression and a violation of Kurdish rights in Turkey.

Turkish security forces have been fighting a bloody 11-year insurrection by the separatist Kurdistan Workers Party (PKK) in southeastern Turkey. More than 17,000 people have been killed in the conflict.

Turkey calls the PKK a terrorist organization and claims that it has extensive outside support.

The European Parliament insists that lifting the controversial article is a precondition for its endorsement of the customs union, slated to go into force on January 1, 1996. The fate of the customs union will be decided at a European Parliament meeting on December 5.

Aloglu, who is also chairman of Fenis Holding, a corporation with interests in textiles,

styrofoam and aluminum products, further stated Turkey must also satisfy the European Parliament on the closure of the pro-Kurdish Democracy Party (DEP) and imprisonment of five of its deputies.

Parliament banned the party in 1993, lifted the immunities of the deputies and sentenced them to 15 years imprisonment for having ties to the PKK.

Speaking at the same meeting, senior government experts said Turkey had taken the necessary economic and legal measures to assure entry into a customs union. The measures cited included a law on intellectual property rights and approval of laws protecting patents and industrial copy rights.

Under the customs union, Turkey will lift all trade restrictions, including import duties and taxes, on EU products. In return, the EU will remove all quotas on Turkish textiles and provide economic aid to the country's fledgling industries.

Turkey slams Syria over PKK escalation

Turkish Daily News

ANKARA/WASHINGTON- Concerning with escalating terrorist activities in its southern border areas, Turkey has once again warned Syria and asked Syrian authorities to take the necessary measures, the Foreign Ministry stated on Thursday.

The statement said that the Syrian ambassador to Ankara was summoned to the Foreign Ministry on Wednesday and the issues of terrorist infiltration and border incidents were brought to the attention of the Damascus government.

"The PKK, (Kurdistan Workers' Party) terror organization's Syria-sourced activities are carefully monitored by Turkish public opinion and our government.

The strong evidence which indicate that the leaders of the terror organizations find shelter in Syria and the territories under its control was several times brought to Damascus' attention," the statement noted.

It added that the incidents such as border violations, also were brought to Syria's attention. "But, it is observed that there has been a certain escalation of these incidents in this year. Despite our initiatives these incidents have not decreased. Since last february, there were 10 serious incident in this area and the terrorists fled to Syrian soil. It is obvious that these incidents are damaging Turco-Syrian relations," the statement declared.

In a related but separate development, U.S. State Department spokesman Nicholas Burns Thursday told a group of Turkish journalists that in his meeting with Syrian Foreign Minister Farouq Al Shara last week, U.S. Secretary of State Warren Christopher brought up the issue of the support Syria gives the PKK, the Turkish Daily News Washington representative Uğur Akıncı reported.

"The secretary reiterated the administration position that the PKK is a terrorist organization and it should not be supported by any state, including Syria," Burns said.

Doing the impossible

Meanwhile, Syrian President Hafiz Al Asad Wednesday sent a stiff message to all those concerned over the water issue, in an interview he gave to Egyptian daily Al Ahram. "These are important problems and issues for all Arabs, for the Arab region, the Middle East," Asad said in response to a question on the water issue.

In saying "the Middle East," Asad said that he was talking about the Arabs who are the ones most concerned by the question of water. "That's why it is very important to have Arab solidarity on everything which effects Arab rights, whatever it is. This is a

very crucial question. There is no way to compromise it or to be hesitant about it.

We do not have any doubts of our wherewithal. We Arabs believe we have the power to protect our rights." Asad, addressing an Arab audience, did not hesitate to portray his determination on the water issue in the starkest terms possible.

"We of course start in everything from the principle of non-aggression against anybody.

We have partners in water. So let us discuss this partnership in a fair way. But if our rights are violated, we will do the impossible to stop it," he said.

Water has been source of tension between Turkey and Syria in the recent past, with Syria complaining that Turkey has been using the "water weapon" in bilateral relations. Turkish officials, in return, have accused Syria of providing aid and comfort for the PKK in the Syrian controlled Bekaa valley.

"For that's why I have always said from the beginning that great issues should not be hidden by small issues. We should not forget the basic issues especially in this historic period. The weak in this region, in this period of history, will not have rights.

I do not mean by "weak" here the man who does not have weapons. I think the will of the people is the real power.

It is very important that this will comes from the people. I think the will is there in the Arab masses," Asad concluded.

The interview was also published by another well-known Arab daily, Al-Hayat.

Marcus trial postponed

By Jan Pacal

Turkish Daily News

ISTANBUL- The case against Aliza Marcus, who is the first foreign journalist to be tried on a charge of advocating separatism in an article she had written, was postponed Thursday. Marcus, who works for Reuters News Agency and is an American citizen, was to have been tried in the Fifth State Security Court.

An article entitled "Kurdish Villages the Target of the Army" which bore Marcus' byline was published on November 27, 1994 in Özgür Ülke newspaper. Following its publication, the State Security Court opened a case against her based on Article No. 312/2 of the Turkish Penal Code.

If convicted, Marcus could face up to three years in jail for "provoking enmity and hatred by displaying racism or regionalism."

Denying that she wrote the article, Marcus has stated, "I went to the Southeast, but I didn't write the article. I passed the information I gathered along to our centers in Istanbul and Ankara in note form. The information which I sent was written by editors who incorporated it with old information they had in London."

The trial was postponed until November 9 because of the plea that Reuters had to be questioned and documentation had to be completed.

A spokesman for Reuters in London said, "We have prepared our response to the charges which we have stated are without merit. We await our next opportunity to clear Marcus' name."

The case has now been pending for nearly one year although formal charges were only lodged in July. Marcus' lawyer Çetin Özek requested that the charge be dismissed because of the statute of limitations for trying such offenses. The case has to be tried within six months.

Marcus was asked by the TDN why she had chosen to use Özek when up to now Özgür Ülke newspaper lawyers had been following her case free of charge. She replied that whereas in the past she had been a witness, this time she was the defendant, so she decided to change lawyers.

FRIDAY, OCTOBER 13, 1995

Turkish Daily News

Agence France Presse - AFP - Agence France Presse - AFP - Agence France Presse - AFP - Agence France Presse - AFP - Agence France Presse - AFP - Agence France Presse - AFP - Agence France Presse - AFP

A.F.P. A.F.P.
FRS0149 3 I 0345 IRK /AFP-CB93
Irak-référendum prev

Sept millions et demi d'Irakiens appelés aux urnes dimanche

BAGDAD, 14 oct (AFP) - Sept millions et demi d'Irakiens et d'Irakiennes âgés de plus de dix-huit ans --sur un total de près de 19 millions d'habitants-- sont appelés dimanche à confirmer par référendum un mandat de sept ans renouvelable au président irakien Saddam Hussein.

Ce scrutin, premier referendum de l'histoire de l'Irak, constitue aussi la première consultation électorale sur la présidence depuis l'arrivée au pouvoir du président Saddam Hussein, 58 ans, en juillet 1979.

Auparavant, le président Saddam Hussein était reconduit par le Conseil de Commandement de la Révolution (CCR), plus haute instance dirigeante, après avoir été élu en Congrès secrétaire général du parti Baas (au pouvoir). Sa dernière élection à la tête du parti remonte à juillet.

Les opérations de vote sont organisées de 8h00 à 20h00 (6h00 à 18h00 heure française) dans quinze des dix-huit provinces du pays. Les trois provinces du nord --Dohouk, Erbil, Souleimanieh--, contrôlées de facto par les Kurdes depuis 1991, sont exclues du référendum.

Des cartes d'électeurs ont été distribuées qui doivent permettre aux votants d'obtenir un bulletin de vote posant la question : "Etes-vous d'accord pour que Saddam Hussein soit président de la République?".

Sous la mention "faites une croix sur la réponse de votre choix", figurent seulement deux carrés où sont inscrits "oui" et "non".

Aucune mention de l'identité du votant, ni aucun chiffre permettant une identification ne sont portés sur le bulletin de vote.

Le vote n'est pas obligatoire et aucune amende n'est prévue contre les abstentionnistes.

Au total, 1.662 bureaux de vote ont été mis en place, dont 344 dans la capitale Bagdad, 225 à Mossoul (nord) et 145 à Bassorah (sud)..

Soixante-quatorze comités de supervision, placés sous l'autorité de la justice, centraliseront les résultats qui, selon le ministère de l'Information, devraient être connus dans la soirée et annoncés en direct à la télévision.

jhd/sl/aje

AFP /AA1234/141035 OCT 95

Agence France Presse - AFP - Agence France Presse - AFP - Agence France Presse - AFP - Agence France Presse - AFP - Agence France Presse - AFP - Agence France Presse - AFP

L'HUMANITE/SAMEDI 14 OCTOBRE 1995

● LEYLA ZANA, député turque d'origine kurde détenue à Ankara, a félicité vendredi le lauréat du prix Nobel de la paix tout en exprimant sa satisfaction d'avoir été elle-même citée parmi les favoris pour ce prix. Leyla Zana se dit « honorée d'avoir été citée parmi des personnalités connues pour leurs

services en faveur de la paix mondiale et de l'humanité » et conclut : « C'est une réussite du peuple kurde dans son combat pour son identité et une réussite conjointe également des démocrates turcs et kurdes qui combattent pour la paix et la fraternité dans les conditions extrêmement difficiles de la Turquie. »

FINANCIAL TIMES WEEKEND OCTOBER 14/OCTOBER 15 1995

WOMAN IN THE NEWS: Tansu Çiller

Hard-hitter in weak position

Tansu Çiller often says she will run Turkey for as long as it takes her to transform it into a modern, prosperous European state. "Only then will my mission be complete," she says.

Yet there is an even chance that tomorrow her mission will be curtailed in a parliamentary vote of confidence, which could pull the plug on her government.

Mrs Çiller is no stranger to cliffhanger struggles for survival. She has spent most of her two years as prime minister fighting to hold on to, rather than exercising, power. Instead of dragging Turkey into the modern world, she has often been obliged to compromise with the more traditionalist elements in Turkish politics. The result has been a period of crisis and confusion.

The latest episode began on September 20, when a dispute with her junior coalition partner escalated into a bitter confrontation that led to the government's collapse. Mrs Çiller then spent weeks cutting deals with various political leaders in an attempt to form a new administration.

Last week she unveiled a minority government that is bizarre even by the standards of Turkish politics. Her new cabinet draws heavily from the hardline fringe of her conservative True Path party. But it is also backed by two parties that are more often at each other's throats: the far-right Nationalist Action party and the moderate Democratic Left.

Rebellion by some traditionalist members of True Path, the largest party in parliament, and vacillation by the Democratic Left could deny Mrs Çiller a majority in the confidence motion. Yet whatever its outcome, the vote will probably result in continued uncertainty. This is

because any other prime minister would face the same difficulties as Mrs Çiller in forming an effective administration. Elections must be called by November next year, although many think a poll may be called much sooner.

Mrs Çiller's dominance of Turkish politics makes it easy to forget that she was plucked from the obscurity of an Istanbul university, where she was an economics professor, only five years ago. She became prime minister when party delegates chose her to replace Mr Süleyman Demirel - now Turkey's president - as True Path leader in 1993. At 49, she is Turkey's first woman prime minister.

She combines a ruthless hunger for power with occasional political maladroitness. Many believe that a more sure-footed politician would have finessed a solution to the dispute that torpedoed her government. Her former coalition partner, the centre-left Peoples Republican party, had simply wanted the removal of a hardline Istanbul police chief. She has also been criticised for allowing a 10-month wage negotiation with public-sector workers to break down, causing Turkey's biggest strike in 10 years.

Mrs Çiller owes much of her political appeal to her tough personality and glamorous looks. The media were enraptured when she came to power, describing her as "our blonde and beautiful prime minister". Unlike most traditional politicians, she is remarkably telegenic. She is an effective, hard-hitting campaigner of the old school. Her speeches are exercises in tub-thumping populism.

Married with two sons, she usually dresses in demure white outfits. The hems of her skirts have grown longer over the years in def-



erence to Islamic sensibilities. But she is also a tactile politician, which is unusual in Turkey. One Istanbul investment banker recalls bashfully that she once held hands with him throughout a meeting.

Her record as prime minister is mixed. Last year she presided over a currency and balance of payments crisis that led to record inflation of 126 per cent and a severe recession. Although she is blamed by Turkey's business community for precipitating the crisis by attempting to drive down interest rates, she is also credited with subsequently restoring a degree of stability.

The weakness of her present political position has stalled attempts to introduce important structural economic reforms. As a result, privatisation, reform of the bankrupt social security system, and moves to combat the underground economy and slim down the large civil service have barely started.

Mrs Çiller has alienated impor-

tant potential allies. Gifted aides and senior civil servants have quit in anger, complaining about her reluctance to delegate and her short attention span.

Her early promises to seek a political solution to the Kurdish insurgency in south-eastern Turkey were prevented by military commanders. Mrs Çiller has now given the generals carte blanche to stamp out the rebellion, with a predictably heavy cost in lives and human rights violations. This, plus a six-week incursion into northern Iraq in March, has brought her widespread international condemnation.

Such criticism has come at a bad time for her, as her principal foreign policy objective - clinching a customs union with the European Union - depends principally on convincing the European parliament that human rights in Turkey are improving.

She claims overseas that she is the west's best chance to halt the advance of Moslem extremism, but at home she is attempting to co-opt the Islamists. Her backers argue this is because she needs to make tactical concessions to the Islamists, as well as to the populists and rightwing hardliners. The direction of her policies, they say, remains pro-western and pro-reform.

Aides say Mrs Çiller still hopes to secure customs union before calling early elections. She could then present herself as a moderniser and the woman who brought Turkey closer to Europe. They claim this would win her a majority in parliament and a mandate for reform that would transform Turkey into a European tiger.

It is more likely that she will be unable to break the mould of Turkish politics, and that the next election will herald another period of unstable and indecisive coalition government.

Yet as one observer points out: "Change is in train, however imperceptible and slow. Çiller is committed to this. No other [leader] in Turkey is appealing or modern."

John Barham

Libération - 14 octobre 1995

Le Monde - 14 octobre 1995

Procès à Istanbul d'une journaliste de l'agence Reuter

Une journaliste de l'agence Reuter, Aliza Marcus, a comparu jeudi devant la Cour de sûreté de l'État d'Istanbul sous l'inculpation d'« incitation à la haine et à la discorde par voie de discrimination raciale et régionale », et son procès a été renvoyé au 9 novembre. Elle est poursuivie pour un article sur les combats dans le sud-est de la Turquie entre l'armée turque et les rebelles kurdes du PKK (Parti des travailleurs du Kurdistan), qui mènent depuis onze ans la guerre contre Ankara. Aux termes de l'article 312 du code pénal turc, Aliza Marcus risque une peine maximale de un à trois ans de prison. Des dizaines de journalistes ou d'intellectuels turcs ont été déferés ces derniers mois devant la Cour de sûreté de l'État pour des motifs similaires. L'article incriminé, publié par Reuter en anglais le 25 novembre 1994, affirmait que « l'évacuation par la force et même la destruction par le feu de villages kurdes » dans la région était devenue « un élément central de la bataille contre les rebelles kurdes ». Il avait été repris, traduit en turc deux jours plus tard par le quotidien prokurde *Ozgür Ulke*, depuis interdit. La première audience a été suivie par des représentants des missions diplomatiques américaine et britannique. Les autorités sont embarrassées de cette affaire qui ternit encore un peu plus l'image de la Turquie en matière de droits de l'homme alors que le traité d'union douanière avec les « 15 » signé au printemps dernier doit être entériné ces prochaines semaines par le Parlement de Strasbourg.

M.S. avec AFP

Une journaliste américaine poursuivie en Turquie

ISTANBUL

de notre correspondante

La Cour de sûreté de l'État à Istanbul a décidé, jeudi 12 octobre, de maintenir les charges qui pèsent contre une correspondante américaine de l'agence Reuter, Aliza Marcus, accusée d'avoir « incité à l'inimitié et à la haine entre les peuples en montrant des différences raciales et régionales ». L'article 312 du code pénal prévoit une peine de un à trois ans de prison.

L'agence Reuter avait publié, en novembre 1994, un article de M^le Marcus sur la situation dans le Sud-Est anatolien, dans lequel, citant des villageois et des activistes des droits de l'homme, elle faisait état de l'évacuation forcée de vil-

lages par les militaires dans le cadre de leur lutte contre le PKK, le mouvement kurde armé. L'article avait été traduit et repris en Turquie par le quotidien prokurde *Ozgür Ulke* (Pays libre) - un client de l'agence Reuter -, qui a cessé de paraître en février 1995 sur ordre de la Cour de sûreté.

Plus de cent soixante-dix intellectuels et écrivains turcs condamnés pour leurs écrits ou leurs déclarations - souvent en vertu du tristement célèbre article 8 de la loi antiterroriste, que les autorités turques ont promis de révoquer ou de modifier - purgent actuellement des peines de prison.

Le cas d'Aliza Marcus - le premier concernant une journaliste étrangère - ne peut que renforcer l'image négative de la Turquie, en attirant l'attention de l'opinion internationale sur les limitations à la liberté d'expression au moment où la Turquie essaie de convaincre les parlementaires européens de donner leur accord à l'entrée en vigueur de l'union douanière au 1^{er} janvier 1996.

Nicole Pope

Agence France Presse - AFP. Agence France Presse - AFP. Agence France Presse - AFP. Agence France Presse - AFP. Agence France Presse - AFP. Agence France Presse - AFP. Agence France Presse - AFP.

FRS0166 4 I 0146 TUR /AFP-GL95

Turquie-Kurdes

Arrestation d'un ancien responsable d'un parti pro-kurde dissous

ANKARA, 15 oct (AFP) - L'ancien secrétaire général du Parti du Travail du Peuple (HEP, pro-kurde, dissous) Ibrahim Aksoy a été arrêté samedi soir à l'aéroport d'Ankara à son retour de Francfort, a-t-on appris dimanche de sources informées à Ankara.

M. Aksoy, accompagné de plusieurs députés ou anciens députés allemands et danois, a été conduit à la prison centrale d'Ankara pour y purger une peine totale de cinq ans et huit mois de prison en vertu de trois condamnations pour "propagande séparatiste".

M. Aksoy avait été condamné en mai 1991 à un an et huit mois de prison par la Cour de sûreté de l'Etat (DGM) de Konya (centre). Il avait plus tard été condamné à quatre ans de prison par la DGM d'Istanbul en deux procès séparés pour les mêmes chefs d'accusation.

CE/hc/php/chv

AFP /AA1234/151210

OCT 95

A F P A F P A F P A F P A F P A F P

FRS0248 4 I 0173 IRA /AFP-CO96

Iran-Irak-Kurdes

L'ASRII annonce de prochaines attaques contre Bagdad à partir du Kurdistan

TEHERAN, 14 oct (AFP) - Des miliciens armés de l'opposition chiite irakienne vont s'installer "prochainement dans le Kurdistan irakien" d'où ils lanceront "des opérations militaires contre le régime de Bagdad", a affirmé samedi à Téhéran un responsable de l'opposition.

Dans une conférence de presse, Ahmad Ramezan, membre influent de l'Assemblée suprême de la révolution islamique d'Irak (ASRII, opposition chiite basée en Iran), a indiqué que "les miliciens des brigades Badre et des combattants kurdes irakiens vont lancer des opérations conjointes contre les forces gouvernementales de Bagdad".

"Cette décision a été prise lors de récentes rencontres à Téhéran entre des délégations kurdes irakiennes et le président de l'ASRII, l'ayatollah Mohammad Bagher Hakim", a-t-il ajouté sans autre précision.

Les brigades Badre, qui comptent quelque 50.000 membres, constituent le bras armé de l'opposition chiite irakienne.

kd/tp/chv

AFP /AA1234/141229 OCT 95

FRS0174 3 I 0300 FRA /AFP-CE30

Irak-référendum prev

L'Irak en quelques chiffres (encadré)

PARIS, 14 oct (AFP) - L'Irak, où se déroule dimanche un référendum sur le maintien au pouvoir du président Saddam Hussein, abrite une population de près de 19 millions d'habitants, dont 4,5 millions à Bagdad, la capitale.

Il compte plus de trois millions de Kurdes, qui vivent notamment dans le nord, surtout dans les trois provinces "autonomes" de Dohouk, Erbil et Suleimaniyeh.

La superficie du pays est de 438.317 km2.

L'islam en est la religion d'Etat. Les chiites sont majoritaires (environ 55%). Une communauté de chrétiens d'Orient est estimée à un million de personnes.

L'Irak dispose d'un parlement, le Conseil National, dont les 250 membres sont élus au suffrage universel.

Le pétrole est la principale ressource de l'Irak, soumis depuis août 1990 à un embargo pétrolier, imposé par l'ONU. Membre de l'OPEP, ses réserves prouvées sont estimées à 112 milliards de barils, alors que celles de gaz seraient de l'ordre de 7.500 milliards de m3.

Avant la guerre du Golfe, l'Irak avait une capacité de production de 3,25 millions de barils de brut par jour.

Selon des sources occidentales, la dette militaire de l'Irak s'élève à plus de 100 milliards de dollars. Il faut y ajouter quelque 150 milliards que pourrait réclamer le fonds de compensation de l'ONU pour les victimes de l'occupation irakienne du Koweït (août 1990-février 1991).

L'Iran exige de son côté des dédommagements de quelque 100 milliards de dollars pour la guerre Iran-Irak (1980-88).

Première force militaire du monde arabe avant la guerre du Golfe, l'armée, selon le rapport annuel 1995-1996 de l'Institut International d'Etudes Stratégiques (IISS), compte 382.500 hommes (forces actives) et 650.000 réservistes.

hj/jeb/sl/aje

AFP /AA1234/141102 OCT 95

A F P A F P A F P A F P A F P A F P

Ankara sighs in relief as anti-nuke activist Rotblat wins Nobel Prize for peace

Veteran ban-the-bomb campaigner says he hopes his winning prize will prompt France and China to halt nuclear testing

TDN with wire dispatches

ANKARA- Turkish officials heaved a sigh of relief on Friday as veteran "ban-the-bomb" campaigner Joseph Rotblat and the Pugwash Conferences organization he founded won the Nobel Peace Prize. Ankara has been deeply concerned over reports that Leyla Zana, a pro-Kurdish politician currently in prison for alleged links to the outlawed Kurdistan Workers' Party (PKK), was high on the shortlist of candidates for the Nobel prize.

Turkish officials argued in the weeks and days leading up to the awarding of the prize that Zana had done nothing to merit such an

award.

They had said that quite to the contrary she had identified herself with an organization involved in killing innocent women and children and therefore awarding her with the peace award would have sent the wrong message around the world concerning terrorism.

Analysts say the awarding of the Nobel Peace prize to Zana would have focussed unwelcome international attention on Turkey's Kurdish problem and that this is the true reason for Ankara's concern over the prospect that she might receive such a respected prize.

Among those who were pushing hard for Zana to be given the award was Danielle Mitterrand, an activist for Kurdish causes and the wife of the former French president.

Mitterrand had also established a special committee for the release of Zana and other pro-Kurdish politicians who are currently in prison.

Joseph Rotblat on learning of the Nobel academy's decision to award him with the Peace Prize for 1995 said he hoped it would prompt France and China to halt nuclear testing.

Norway's Nobel Prize committee said the \$1-million award would be shared equally between Rotblat and the Pugwash



LAUREATE- Joseph Rotblat talks to journalists after winning the 1995 Nobel Peace Prize.

Conferences "for their efforts to diminish the part played by nuclear arms in international politics and in the longer run to eliminate such arms."

It said in a statement: "It is the committee's hope that the award of the Nobel Peace Prize for 1995 to Rotblat and to Pugwash will encourage world leaders to intensify their efforts to rid the world of nuclear weapons."

The 86-year-old Polish-born physicist.

now a British citizen, told Reuters in London: "I am glad that our work has received official recognition and I hope that it will help other scientists recognize their social responsibility."

He added: "I hope it is a message not only to the French but to the Chinese as well."

A wave of international protest greeted France's resumption last month of nuclear testing in the South Pacific and China's underground tests earlier this year.

"Those countries that have not yet discontinued their nuclear testing programs should take particular note of this year's award," Norwegian Prime Minister Gro Harlem Brundtland said in a statement underscoring the prize's political message. "This year's award of the Nobel Peace Prize reflects the widespread public disapproval of nuclear weapons," Foreign Minister Bjoern Tore Godal added.

The committee said Rotblat and 10 other scientists drafted the 1955 Russell-Einstein manifesto that led to the first conference in the Canadian village of Pugwash, two years later.

During the Cold War the conferences, officially called the Pugwash Conferences on Science and World Affairs, worked to unite scientists from East and West to publicize the dangers of nuclear war and to take responsibility for their inventions. The last conference, the 45th, took place in Hiroshima last July on the 50th anniversary of the dropping of the atomic bomb on the city by the United States.

The conference declaration called for nuclear weapons to be "destroyed, their production inhibited, and their ingredients made inaccessible to those who might seek to evade the prohibition."

Iraq's deputy foreign minister to visit Turkey

'We want the lifting of the (UN) embargo ... and the reopening of the oil pipeline' linking Iraq and Turkey

Agence France Presse

ANKARA- Iraq's Deputy Foreign Minister Saad al-Faisal is to visit Ankara soon to discuss bilateral relations and the situation in Kurdish-controlled northern Iraq, an official has said.

The three-day visit will probably begin on Oct. 23, the official said.

Iraq's ambassador to Ankara, Raffi Dahham Mijvel al-Tikriti, said: "We see this visit as paving the way to reinforcing dialogue and cooperation."

"We want the lifting of the (UN) embargo ... and the reopening of the oil pipeline" linking Iraq and Turkey, he said. Iraq's foreign minister, Mohammad Said al-Sahaf, travelled to Ankara in February for the first visit since the

January-February 1991 Gulf War to liberate Kuwait.

Turkey supported the U.S.-led multinational coalition that ended Iraq's seven-month occupation of Kuwait.

Trade between the two neighbors stood at \$2 billion a year before the Gulf crisis, and Ankara estimates its losses at \$20 billion since the United Nations imposed oil and trade sanctions on Baghdad shortly after the Kuwaiti invasion.

Turkey closed the oil pipeline in line with the sanctions, and has failed to agree with Iraq on an operation to pump out residue oil that is threatening to corrode the pipeline. Northern Iraq has been controlled by the Kurds in defiance of Baghdad since the aftermath of the Gulf War.

Turkey launched huge cross-border incursions into the region in April to destroy the bases of outlawed Kurdistan Workers' Party.

Algan Hacaloğlu: Çiller an obstacle to human rights

By Jan Pacal

Turkish Daily News

ISTANBUL- Reactions against Prime Minister Tansu Çiller's negative attitude towards Algan Hacaloğlu's nomination as Human Rights Minister continue. The former Human Rights Minister is one of those who criticizes Çiller the most.

Drawing attention to Çiller's statement that she will act as Human Rights Minister herself, Hacaloğlu said she also must assume responsibility for human rights violations from now on. The former minister stated that the Human Rights Ministry is the conscience and freedom of the social democrats and added: "This ministry entered Parliament thanks to the social democrats. And the right wing could only tolerate us for four years... And we are expelled as soon as the coalition is over. Besides, we never asked for a ministry but an undersecretariat, even though in 13 European countries there are ministers involved with this subject."

Hacaloğlu said he left eight files, which included all the problems, on his desk and added that Tansu Çiller had personally opposed and impeded the Human Rights Education Project. He noted that they had been planning to extend human rights education from schools to institutions, such as prisons and police headquarters, where human rights are violated the most.

Hacaloğlu also said he didn't think that Çiller would be interested in the contents of the eight files.

"The first of the files is a 'Back to the Village Project.' The file, prepared by a commission including myself and former (Deputy Prime Minister) Hikmet Çetin, covers the problems of people forced into exile. We, as the two social democrats on this commission, have left it, and Çiller can now be responsible for the presidency of the commission and can find a solution for those people. The problem is clear enough: 1000 villages and 1500 fields were evacuated and people were forced into exile. We have 350,000 homeless people today... 'I don't expect anything from Tansu Çiller for the second project, except that she not block it. The project concerns the construction of a peace village of 250 houses in

Bosnia-Herzegovina, requiring no money from the state's treasury. Everything is ready, and our people are examining plots of land in Bosnia.

"I also left Çiller a file about human rights violations, which she ought to take a good look at. Whenever we start pointing out that there's a Batu Kent infringement dossier and that there are executions in Turkey without trial, they should sit down with us and account for them.

"We always support our security forces in the fight against terrorism, but this support will only continue as long as what the security forces do is within the framework of the law. But these people hide behind the sensitivity of our people even as they are accusing the social democrats. This file includes such headings as prisons, child labor exploitation and the affairs of veterans.

"They can no longer neglect the medical jurisprudence file, because we initiated the first step and there is no way back from now on. They have to proceed until the end. They have to clarify everything and reveal what is hidden in the files which were burned. We reported 80 deaths of unknown persons in the last 1.5 years. It's their turn now; let's see what will they do.

"The Supreme Council of State also has a file concerning the modernization of judicial inquiries. We had already placed this in front of Çiller; I hope she will look at it now."

Editorial



By İlner Çevik

Leyla who?

Leyla Zana, the former pro-Kurdish Democracy Party (DEP) deputy who is now serving a prison sentence for her links with a terrorist organization, has failed to win the Nobel Peace Prize. This is nothing to rejoice about because we feel that undue importance has been attached to Leyla Zana, who does not deserve such acclaim.

As we commented before, Zana is a person who has failed to condemn the murders of little babies at the hands of the separatist

Kurdish terrorists. She has done nothing for the cause of peace in this part of the world to justify even her nomination for this important prize.

The fact that veteran "ban-the-bomb" campaigner Joseph Rotblat and the Pugwash Conference organization he founded won the Nobel Peace Prize shows that common sense prevails among the Nobel committee members. Yet some people in Turkey seemed to have suspicions about the intentions of the committee. They realized that internal political considerations in Norway dictated that the Norwegians lobby for Zana, yet what they did not understand was that the committee would not be prepared to belittle the importance of this prize by awarding it to someone like Zana, whose intellectual capacity is even under question. Turks were very angered by Zana's nomination and went out of their way to display this. However, most were mistaken. It was such a ridiculous and intensive campaign that at one point we felt the Nobel committee would feel humiliated and award the prize to Zana as a reaction.

We feel at times we are overdoing things to the extent of causing damage to ourselves.

Zana would be a nobody in normal circumstances, but our mistaken policies have turned her into somebody in the international arena. Let us hope we now learn from these mistakes and never repeat them.

SATURDAY, OCTOBER 14, 1995

Agence France Presse - AFP - Agence France Presse - AFP - Agence France Presse - AFP - Agence France Presse - AFP - Agence France Presse - AFP - Agence France Presse - AFP

FRS0579 3 I 0147 RFA /AFP-EQ25

Allemagne-Kurdes

Interpellation de 180 membres présumés du PKK

POLHEIM (Allemagne), 14 oct (AFP)- La police a procédé samedi à Polheim (centre) à l'interpellation de 180 membres présumés du Parti des travailleurs kurdes (PKK, séparatistes kurdes de Turquie, interdit en Allemagne), qui participaient à une réunion clandestine, a annoncé la police criminelle régionale.

Plusieurs centaines de policiers ont procédé à cette interpellation qui a eu lieu dans une auberge de Polheim, a précisé la police. Deux des participants, qui seraient des responsables régionaux du PKK de l'état fédéré du Bade-Wurtemberg, doivent être présentés au juge.

Le PKK a été déclaré organisation terroriste par le gouvernement allemand et interdit le 26 novembre 1993, à la suite d'une vague d'attentats en Allemagne et en Europe contre des banques, agences de voyage et bars turcs.

amc/jh/lb

AFP /AA1234/142142

OCT 95

A F P A F P A F P A F P A F P A F P

A.F.P. A.F.P.
FRS0065 3 I 0420 EAU /AFP-FU20
Irak-référendum lead

Forte affluence aux bureaux de vote dès l'ouverture
de l'envoyé spécial de l'AFP, Jean-Hervé DEILLER

BAGDAD, 15 oct (AFP) - De longues files d'électeurs se sont formées dimanche matin devant les bureaux de vote de Bagdad pour participer au référendum sur la présidence de Saddam Hussein, l'agence officielle prédisant 100% de vote favorable.

Avant l'ouverture du scrutin à 08H00 (06H00 à Paris), jusqu'à 200 électeurs et électrices patientaient devant certains bureaux de vote de la capitale irakienne.

La situation était la même dans différentes villes du pays, selon la radio nationale.

Dès l'ouverture des portes, les électeurs présentaient leur carte d'enregistrement en échange de laquelle leur était remis un bulletin de vote portant la question: "êtes vous d'accord pour que Saddam Hussein soit président de la République d'Irak ?" Les électeurs devaient alors entrer dans un isolement pour cocher la case de leur choix, oui ou non.

Une forte participation est attendue de la part des 7,5 millions d'électeurs. Outre la "volonté unanime de prouver leur loyauté au président Saddam", comme le soulignent à l'envi médias et responsables irakiens, les rumeurs sur le sort des abstentionnistes - privation de subventions alimentaires, tracasseries policières, etc - ont achevé de persuader les Irakiens d'aller voter.

L'agence officielle INA a estimé dimanche matin que les résultats seraient "sûrement positifs à 100% pour le président".

De nombreux électeurs semblaient avoir choisi de venir voter avant d'aller travailler, la journée de dimanche n'étant pas officiellement fériée, même si certaines entreprises et administrations ont accordé des facilités à leurs employés pour remplir leur devoir électoral.

Les opérations de vote dans les 1.664 bureaux de vote du pays - à l'exclusion des trois provinces du nord contrôlées de facto par les Kurdes depuis 1991 - doivent s'achever à 20H00 (18H00 à Paris), et les résultats devraient être connus dans la nuit de dimanche à lundi.

Ce référendum est le premier de l'histoire de l'Irak et la première consultation électorale présidentielle depuis l'arrivée au pouvoir, en juillet 1979, du président Saddam Hussein, 58 ans.

Auparavant, le président Saddam était reconduit par le Conseil de commandement de la Révolution, plus haute instance dirigeante du pays, après avoir été élu en Congrès secrétaire général du parti Baas au pouvoir. Sa dernière élection à la tête du parti remonte à juillet.

jhd-pmr/ac/chv
AFP /AA1234/150845 OCT 95

A F P A F P A F P A F P A F P A F P

Agence France Presse - AFP Agence France Presse - AFP Agence France Presse - AFP Agence France Presse - AFP Agence France Presse - AFP Agence France Presse - AFP

A.F.P. A.F.P.
FRS0028 4 I 0382 CHY /AFP-FM70
Irak-referendum

L'Irak prêt à plébisciter son président
De l'envoyé spécial de l'AFP Jean-Hervé DEILLER

BAGDAD, 15 oct (AFP) - Sept millions et demi d'électeurs et d'électrices sont appelés à plébisciter ce dimanche le président Saddam Hussein au cours du premier referendum de l'histoire de l'Irak et de la première consultation électorale sur la présidence depuis l'arrivée au pouvoir de Saddam Hussein (58 ans), en juillet 1979.

Ainsi, "Washington saura que l'agression et l'embargo n'ont en rien entamé la confiance du peuple irakien en son guide Saddam Hussein", a affirmé un responsable du ministère de l'information.

Si le oui est acquis, les seules incertitudes du scrutin résident dans les taux d'abstention et d'approbation au numéro un irakien.

La mobilisation des électeurs est entretenue par les médias, par les rumeurs qui font craindre le pire à ceux qui risqueraient de ne pas aller voter: privation des subventions alimentaires, intimidations policières etc...

Les opérations de vote sont organisées de 08h00 à 20h00 (5h00 GMT à 17h00 GMT) dans quinze des dix huit provinces du pays. Les trois provinces du nord (Dohouk, Erbil et Souleimanieh) contrôlées de facto par les Kurdes depuis 1991 sont exclues du referendum.

Les résultats du scrutin, premier referendum de l'histoire de l'Irak et première consultation électorale sur la présidence depuis l'arrivée au pouvoir du président Saddam Hussein (58 ans), en juillet 1979, devraient être connus dans la nuit de dimanche à lundi, selon le ministère de l'information.

Mille six cent soixante deux bureaux de vote ont été mis en place dont 344 à Bagdad, 225 à Mossoul (Nord) et 145 à Bassorah (Sud).

74 comités de supervision, placés sous l'autorité d'un magistrat doivent centraliser les résultats qui seront annoncés en direct à la télévision.

Samedi, plusieurs manifestations ont clôturé la "campagne" de mobilisation des électeurs. Un grand meeting a été organisé dans la matinée sur le stade national de Bagdad, une manifestation de quelque trois cent véhicules décorés de portrait de Saddam Hussein ont parcouru la ville en fin de journée, tandis que plusieurs animations de quartier étaient organisées pour motiver encore, s'il en était besoin les électeurs.

Jhd/szb/gc tp moa
AFP /AA1234/150518 OCT 95

Agence France Presse - AFP Agence France Presse - AFP Agence France Presse - AFP Agence France Presse - AFP Agence France Presse - AFP Agence France Presse - AFP

Commentaire

Par Marc OPSOMER

Ankara : M^{me} Ciller et l'impossible

C'est à une mission impossible que M^{me} Tansu Ciller, le Premier ministre turc, était confrontée dimanche alors qu'elle devait obtenir la confiance de la Grande Assemblée nationale pour son gouvernement minoritaire. En fait, le vote importait peu car c'était finalement du pareil au même : ou M^{me} Ciller n'obtenait pas de majorité relative et elle passait la main (ce qui ne pouvait mécontenter l'aile droite du Dyp, son parti de la juste voie); ou elle décrochait une majorité mais se retrouvait devant une telle montagne de problèmes que la survie de son gouvernement était directement hypothéquée. C'est la première « formule » qui a prévalu, le gouvernement Ciller II n'obtenant que 191 voix contre 230. Les Turcs vont très vraisemblablement vers des élections législatives anticipées, une bonne année en avance sur l'échéance normale.

Depuis qu'elle est arrivée au pouvoir, en juillet 93, M^{me} Ciller a dû louvoyer sans cesse. Ses alliés sociaux-démocrates - qui, un peu versatiles, ont changé trois fois de chef en deux ans, ce qui lui a aussi donné trois vice-Premiers successifs - n'ont eu de cesse qu'elle applique un programme réformiste qui mènerait la Turquie dans le camp des vraies démocraties. La guerre avec le PKK séparatiste kurde a longuement neutralisé ces louables intentions et, ce n'est que tout récemment, que le gouvernement turc a pu faire adopter un premier train de mesures de démocratisation.

Au sein de son parti, M^{me} Ciller a été confrontée en permanence avec la fronde de « droitiers », parfois démocrates du bout des lèvres

mais surtout hostiles à la moindre concession sur le front du maintien de l'ordre et de la sacro-sainte « unité » de la République kémaliste (en Turquie, tout le monde est Turc, point à la ligne). Le Premier ministre, qui était arrivée à la tête du parti de la juste voie en bousculant la vieille garde, était aussi en butte à l'hostilité larvée de tous ceux qui, au sein du Dyp, lui reprochaient un excès d'autoritarisme.

Après le décrochage des sociaux-démocrates le 20 septembre dernier, M^{me} Ciller a cru pouvoir gouverner avec l'appui extérieur de la « gauche démocratique » de l'ancien Premier ministre Bülent Ecevit mais aussi des

ultra-nationalistes d'extrême-droite menés par l'ex-colonel Alpaslan Turkes. C'eût été marier l'eau et le feu et commencer sous de bien méchants auspices...

Dimanche, Bülent Ecevit et les siens ont refusé de voter la confiance alors que des dizaines de milliers de fonctionnaires défilaient à Ankara pour protester contre la politique de bas salaires du gouvernement. L'ancien Premier ministre avait averti Tansu Ciller qu'il voterait contre son gouvernement si ce conflit social n'était pas résolu. M^{me} Ciller a cependant aussi été lâchée par plusieurs des siens, qui ont préféré démissionner du Dyp avant le vote ou ne se sont tout simplement pas présentés au Parlement. Du coup, son autorité au sein du parti de la juste voie risque d'être remise en cause.

Exit la gracieuse Tansu Ciller qui, pendant deux ans, a donné un coup de jeune à la Turquie. Une Turquie qui se retrouve à nouveau devant des échéances redoutables.

Vers des élections anticipées en Turquie

Des élections anticipées semblent de plus en plus probables en Turquie après le refus hier de l'Assemblée nationale de voter la confiance au nouveau gouvernement minoritaire de Tansu Ciller, par 230 voix contre 191. Tansu Ciller avait laborieusement constitué un cabinet monocoloré avec son parti, le DYP (Parti de la juste voie, conservateur) appuyé par l'extrême droite nationaliste, le MHP d'Alpaslan Turkes, et par les députés du petit parti de gauche nationaliste de l'ex-Premier ministre Bülent Ecevit. Selon la tradition, elle présentera sa démission au président Demirel et proposera des législatives anticipées, qui pourraient se tenir le 24 décembre. La crise s'était ouverte le 20 septembre avec l'éclatement de la coalition «droite-gauche», qui, depuis 1991, réunissait le DYP avec les sociaux-démocrates du

SHP, devenu depuis CHP (Parti républicain du peuple). Le nouveau leader du CHP, Deniz Baykal, veut redonner de l'élan à une gauche laminée par quatre ans de collaboration gouvernementale avec la droite de Tansu Ciller, qui avait pris la succession de Suleiman Demirel à la tête du parti et du gouvernement. Cette très avenante professeur d'économie, choisie pour incarner l'image d'une Turquie moderne et européenne, n'a réalisé aucune des réformes promises, notamment en matière de droits de l'homme et pour trouver une solution au problème kurde. L'abrogation d'une partie des lois spéciales antiterroristes et une réforme de la Constitution sont parmi les conditions posées par une majorité de députés européens pour entériner le traité d'union douanière, signé début mars.

M.S.

Jailed Aksoy is appointed honorary chairman

At the DDP convention Refik Karakoç was elected chairman and Aksoy was elected honorary chairman

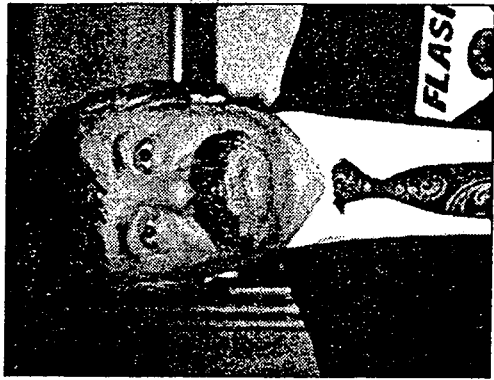
Turkish Daily News

ANKARA- The results of the pro-Kurdish Democracy and Change Party (DDP) convention have been announced. Refik Karakoç, the only candidate, was elected as chairman of the party. Ibrahim Aksoy, who began serving a 58-month prison term after his arrival in Turkey last week, was elected as honorary party chair-

man. In the same decision that elected Aksoy as honorary chairman of the party, it was stated that society's desire for change and the struggle for democracy cannot be suppressed with old-fashioned punishments. It also stated that the system of pressure and punishment will be the stamp of shame. Several other decisions were made during this first party convention, one claiming that the existing chaotic situation in Turkey could not be solved by new governments. Party members called for a united opposition front. Kurds who want to live as human beings and under equality, millions of labor-

ers who want economic and democratic reforms, and intellectuals who want to live an honored life can achieve all these goals through a united political front. The historical mission is to gather the huge majority of the public into a peace and democracy front. Another decision was regarding the lawsuit which was opened by the Constitutional Court against the DDP, in an effort to ban it.

The party said that the case only emphasized their determination to continue their struggle for democracy, which will grow ever more powerful if the court makes a negative decision to ban it.



Ibrahim Aksoy



Şerafettin Elçi

Separatism case against Elçi starts in Ankara

Turkish Daily News

TUESDAY, OCTOBER 17, 1995

Turkish Daily News

ANKARA- The State Security Court (DGM) here started to hear the case against Şerafettin Elçi, a former deputy and minister under Bülent Ecevit's government of 1978-79, who is accused of disseminating separatist propaganda during the Kurdish Democratic Platform last year, the Anatolia news agency reported.

Also on trial are two of Elçi's colleagues, Abdülgani Sungur and Reşit Deli.

According to the indictment, the prosecutor is demanding prison terms of up to five years for the defendants, who were in court on Monday together with their lawyers.

In his defense, Elçi argued that he could not understand the reasons for the case being brought against him. He said an assessment of his speech would show that his aim had not been to spread separatism. Elçi added that they wanted everyone to live in peace.

The court postponed the hearing to allow the prosecutor to submit a new indictment.

Asked about his work on forming a new party, Elçi said that due to recent developments, he had suspended his efforts in this direction, Anatolia said.

WEDNESDAY, OCTOBER 18, 1995

Herald INTERNATIONAL Tribune

PUBLISHED WITH THE NEW YORK TIMES AND THE WASHINGTON POST

Arms Aid to Turkey?

Turkey lags behind only Israel and Egypt in receipt of U.S. military aid. Washington has approved \$7.8 billion in military sales to Turkey in the last decade, and has provided grants or loans to cover most of it. This year, unless dramatic events take place in the current House-Senate conference, Turkey will get \$320 million in U.S. credits to finish production, in Turkey, of F-16 fighter planes. America has traditionally used such aid to maintain its friendship with a strategically crucial ally, but the aid is now being used to prolong a war that both destabilizes Turkey and betrays American values.

The State Department has acknowledged that Turkey is using the F-16s and other American weapons to strafe Turkish villages in its war against a Kurdish guerrilla group, killing thousands of civilians and leaving millions homeless. Washington should end the sale of weapons used in the war, and condition further military aid and sales on Turkish respect for human rights.

One-fifth of Turks are Kurdish, a minority so repressed that its members are forbidden to speak Kurdish in many public settings. In 1984 the Marxist Kurdish Workers Party, or PKK, began a brutal civil war, killing many civilian officials and Kurdish opponents. The government responded with an even more brutal campaign to bomb and burn Kurdish villages. It has prosecuted even peaceful Kurdish politicians, writers and human rights workers whose only crime was describing the human rights violations. An American reporter for Reuters, Aliza Marcus, may be sentenced to three years in jail for her reporting from Kurdish areas. The PKK is weak, but the government has made little progress toward winning the war. Polls show that Turks overwhelmingly favor a political settlement.

Turkey's human rights record has caused several European countries to cut off military relationships (although Germany just resumed aid) and has so far denied Turkey coveted membership in the European Union. But the White House has allowed Turkish troops to pursue the PKK into Kurdish areas of Iraq that America protects against Saddam Hussein. The incursions have killed many civilian Kurds.

Since the Turks' war against the PKK escalated in 1992, U.S. military aid has escalated as well. Washington now provides 85 percent of Turkey's arms imports and 90 percent of its military aid. Despite the efforts of Senator Patrick Leahy and Representative John Edward Porter to curtail aid, Congress has not yet managed to block or place conditions on substantial amounts of Turkish military aid.

Turkey has escaped a cutback because of its strategic importance. America depends on military bases in Turkey, and wants Turkey to spread its moderate brand of Islam to Central Asia and its pro-Western views in the Balkans and the Middle East. The Turkish government and the Clinton administration argue that any cuts in arms transfers would weaken and radicalize Turkey. But the war itself poses a greater threat to Turkey's stability and prosperity. The Islamic party, a relatively moderate one, gained support after a ban on Kurdish parties left it as the only non-mainstream alternative.

Any further aid should carry human rights conditions that would promote a political solution to a war that has undermined democracy, boosted the power of the military, drained the economy and divided Turkey from its European allies. Placing such conditions on assistance would also reduce America's complicity in Turkey's repressive internal war.

— THE NEW YORK TIMES.

Le refus du Parlement turc d'accorder sa confiance au nouveau gouvernement relance la crise politique

Des élections législatives anticipées pourraient être organisées

Les députés turcs ont refusé, dimanche 15 octobre, par 230 voix contre 191, la confiance au gouvernement minoritaire de M^{me} Tansu Ciller, dont

le parti réclame des élections législatives anticipées. La coalition que dirigeait M^{me} Ciller, au pouvoir depuis juin 1993, entre son mouvement,

le Parti de la juste voie (droite), et les sociaux-démocrates du CHP, avait éclaté le 20 septembre. (Lire notre éditorial page 15.)

ANKARA

de notre envoyée spéciale

Le gouvernement minoritaire formé voilà dix jours par le premier ministre, M^{me} Tansu Ciller, n'a pas reçu l'investiture du Parlement, dimanche 15 octobre. La Turquie se retrouve donc aujourd'hui sans gouvernement. La grève de 350 000 travailleurs du secteur public, qui dure depuis le 20 septembre, et une « révolte de palais » dans les rangs de son propre mouvement, le Parti de la juste voie (DYP), ont été les facteurs déterminants de la défaite de M^{me} Ciller.

Après le vote, son parti s'est réuni et a proposé la tenue d'élections anticipées, le 24 décembre prochain. Cette date sera vraisemblablement rejetée par l'Assemblée nationale, qui préférera attendre le printemps prochain pour les législatives. Le président Suleyman Demirel s'entretiendra avec les divers dirigeants politiques et désignera un nouveau candidat pour tenter de former un gouvernement avant le 5 novembre, date à laquelle le délai prévu par la Constitution pour la mise en place d'un gouvernement expire.

Parmi les favoris pour le poste figurent Mesut Yilmaz, le dirigeant du Parti de la mère patrie (ANAP), et Hüsamettin Cindoruk, qui avait démissionné de la présidence de l'Assemblée nationale le 1^{er} octobre

pour mener une opposition active contre M^{me} Ciller au sein du DYP. La formation d'une large coalition est probable et sa composition fait, pour l'instant, l'objet d'intenses spéculations.

Il est question d'une alliance entre l'ANAP avec les rebelles du DYP et les sociaux-démocrates du CHP. Un autre scénario prévoit une coalition entre l'ANAP, le Parti démocratique de gauche (DSP) de Bülent Ecevit, les islamistes du Parti de la prospérité (RP) et le CHP. Un tel gouvernement permettrait d'assurer une certaine stabilité, permettant la préparation des élections anticipées.

Une question cruciale demeure encore sans réponse : ce gouvernement pourra-t-il satisfaire aux exigences du Parlement européen – une révision de l'article 8 de la loi antiterroriste qui limite la liberté d'expression – pour assurer l'entrée en vigueur de l'union douanière avec l'Europe ?

L'échec de M^{me} Ciller prolonge une période d'incertitudes dont la Turquie tout entière risque de faire les frais. Les grévistes du secteur public ont fait la preuve de leur force, puisque le gouvernement est tombé. Le DSP avait d'emblée posé comme condition pour son soutien un accord avec les syndicats qui réclamaient des augmentations de sa-

laire mieux adaptées au taux d'inflation – supérieur à 70 % – que les 5,4 % initialement offerts par M^{me} Ciller qui était déterminée à rester dans les limites du plan d'austérité élaboré par le FMI.

Malgré d'intenses négociations, le Turk-Is, confédération syndicale qui rassemble 680 000 travailleurs du secteur public, et le gouvernement ne sont pas parvenus à s'entendre sur un chiffre raisonnable. Mais les syndicats ont-ils réellement gagné ?

STYLE AUTORITAIRE

Des dizaines de milliers de travailleurs se sont rassemblés à Ankara, dimanche 15 octobre, pour faire entendre leurs revendications. Jusqu'à la mise en place d'un gouvernement, les syndicats n'auront personne avec qui négocier et les grèves se poursuivront. Il n'est pas certain que le nouveau gouvernement soutiendra leurs revendications avec autant d'enthousiasme que lorsqu'il s'agissait de faire obstruction au gouvernement de M^{me} Ciller.

Cette dernière, qui a accepté sa défaite avec dignité, a peut-être marqué quelques points en refusant de céder au chantage des syndicats. Mais l'échec de son gouvernement minoritaire remet cependant en question son avenir politique. Ses erreurs de jugement, son style par-

fois autoritaire, lui ont valu de perdre l'appui de vingt de ses députés. Elle demeure donc à la tête du DYP jusqu'à la tenue d'un congrès, mais il est probable que les démissions au sein du parti se poursuivront dans les semaines à venir.

Les conservateurs désireux de maintenir le *statu quo* ont marqué des points en infligeant une défaite retentissante à celle qui, pour eux, a toujours été « cette femme ». M^{me} Ciller court le risque d'être renversée par son propre parti dans les mois à venir, mais il n'est pas impossible qu'après une vague de défactions elle se retrouve solidement ancrée à la tête d'un mouvement purgé de ses rebelles.

Le véritable test aura lieu lors des prochaines élections, auxquelles participeront de nombreux jeunes ayant récemment acquis le droit de vote à dix-huit ans dans le cadre des récentes réformes constitutionnelles. Les conservateurs ont temporairement repris le dessus, M^{me} Ciller paie le prix de ses erreurs politiques, mais ces vétérans de la politique turque ne pourront probablement pas satisfaire les aspirations d'une population assoiffée de changements qui voyait en elle l'espoir d'une Turquie plus ouverte sur le monde extérieur.

Nicole Pope

LE MONDE - 17 octobre 1995

Contradictions turques

QUELLE Turquie pour quelle Europe ? Une fois encore, cette question est au centre de la crise politique d'un pays qui ne parvient toujours pas à choisir entre ses différents tropismes - entre la laïcité et la religion, entre l'Europe et l'Asie, entre la dictature et la démocratie. Un pays dont l'équilibre est pourtant essentiel pour l'avenir d'une zone en constante ébullition, allant des Balkans à l'Asie centrale, et qui a été fortement ébranlée par la chute du communisme.

Le refus du Parlement d'accorder sa confiance à Tansu Ciller pourrait encore aviver les contradictions turques et la crise politique que cette décision a ouverte, et faire reculer d'autant l'entrée en vigueur de l'accord d'union douanière passé entre Ankara et Bruxelles. Le premier ministre sortant a une grande part de responsabilité dans ce nouveau retard. Certes, par son image moderniste, par ses discours toujours très favorables à l'Europe, par son désir de dépoussiérer une vie politique encore dominée par quelques brontosaurus cherchant uniquement à se maintenir au pouvoir, M^{me} Ciller a fait œuvre utile. De même quand elle a lancé un certain nombre de réformes, économiques et politiques, visant à davantage rapprocher son pays de l'Union européenne.

Reste que sur l'essentiel, à savoir le respect des droits de l'homme dans un pays qui en fait facilement fi, le premier ministre n'a pas accompli les pas nécessaires exigés par les Européens pour se voir ouvrir les portes de l'Union. Parce qu'elle qu'elle ne

voulait, ou ne pouvait, s'opposer aux militaires, encore si puissants ici, M^{me} Ciller a ainsi « couvert » la poursuite et même l'accentuation de la répression sanglante menée contre les Kurdes dans le sud-est anatolien. Jouant sur la corde nationaliste, elle a aussi accepté, voire initié, la levée de l'immunité des députés kurdes d'Ankara, ce qui a provoqué l'ire des parlementaires européens. Elle a aussi donné son feu vert à l'opération menée, toujours contre les Kurdes, dans le nord de l'Irak. Autre contradiction : alors qu'elle veut passer, notamment aux yeux des Occidentaux, pour le meilleur garant de la laïcité face à la montée du péril islamiste, M^{me} Ciller a accepté de passer un certain nombre de compromis avec les partis fondamentalistes.

Les partisans de M^{me} Ciller font valoir que la crise ouverte par la décision du Parlement pourrait être, en fin de compte, bénéfique pour l'avenir politique de leur chef. Abandonnée, voire trahie, par quelques-uns des dirigeants de son propre parti, M^{me} Ciller, dont la popularité augmente avant tout dans les couches les plus jeunes et les plus pro-européennes de la population, devra marquer plus franchement sa différence et définir une ligne politique plus claire. En attendant, la période de turbulences qui s'ouvre et la perspective d'élections législatives anticipées risquent de rendre encore plus difficile, voire impossible, toute prise de décisions importantes. A moins que cette impossibilité de choisir son camp soit, tout simplement, inhérente à l'existence même d'un pays à cheval sur deux mondes.

Massenstreiks als Herausforderung der türkischen Regierung *Wirtschaftsprogramme ohne Folgen?*

Ein von der türkischen Minderheitsregierung diese Woche angekündigtes Wirtschaftsprogramm gibt einer straffen Währungspolitik Priorität und verspricht, die galoppierende Inflation unter Kontrolle zu bringen. Das grösste Problem der Regierung aber ist ein Massenstreik im öffentlichen Sektor, der seit Wochen die Wirtschaft in Mitleidenschaft zieht und das politische Überleben der Regierungschefin in Frage stellt.

it. Istanbul, 12. Oktober

Ein seit vier Wochen anhaltender Konflikt am türkischen Arbeitsmarkt steuert seit Mitte der Woche beinahe unausweichlich auf eine *offene Konfrontation* hin. Nach einer Sondersitzung des höchsten Wirtschaftsgremiums des Landes zum Massenstreik im öffentlichen Sektor hat die Regierungschefin, *Tansu Ciller*, jede Hoffnung auf einen Kompromiss zunichte gemacht: Der Staat habe kein Geld, um die Forderungen der Streikenden zu erfüllen, sagte sie knapp. Der Vorsitzende des Dachverbands türkischer Gewerkschaften (TÜRK-IS), *Bayram Meral*, hat seinerseits am Vorhaben seiner Gewerkschaftsbewegung keine Zweifel aufkommen lassen: Der Massenstreik der Arbeiter werde in den Staatsbetrieben so lange fortgesetzt, bis ihre Forderungen erfüllt seien, betonte er unumwunden vor der Presse. Meral rief die Arbeiter und die Staatsangestellten auf, am Wochenende in Ankara an einem Protestmarsch gegen die Minderheitsregierung von Frau Ciller teilzunehmen. Auf seinen Aufruf hin haben die Staatsangestellten, die laut der Verfassung nicht streiken dürfen, für den 17. Oktober einen Ausstand angekündigt. Bayram Meral war für lange Zeit auf Grund seiner konservativen Politik unter den Gewerkschaftern umstritten, kam aber wegen des Massenstreiks und der noch ungelösten Regierungskrise in Ankara plötzlich zu einer neuen Machtposition. Nun tritt er als der *einzig wirkliche Rivale* von Frau Ciller auf und will nichts weniger als ihren Kopf.

Fehlbeurteilungen in Ankara

Die Zuspitzung des Konflikts am türkischen Arbeitsmarkt wird allgemein auf eine Fehlbeurteilung der Lage durch die Regierung und nicht etwa auf den radikalen Kurs der türkischen *Gewerkschaftsbewegung* zurückgeführt. Der TÜRK-IS war seit seiner Gründung in den fünfziger Jahren rechtskonservativ und wurde nach dem Staatsstreik von 1980 als einzige Arbeiterbewegung zugelassen. In den Tarifverhandlungen hat sie 680 000 Arbeiter und Angestellte von Staatsbetrieben mit relativ gemässigten Positionen vertreten. Während der Wirtschaftskrise im letzten Jahr gab Meral *ohne grossen Widerstand* sein Einverständnis dazu, dass bei den Arbeiterlöhnen kräftige Abstriche gemacht wurden. So fiel der Anteil der Löhne und Renten am Volkseinkommen von 36,8% (1992) auf 26,5% (1994). Meral reagierte zunächst auch nicht, als die für Anfang 1995 versprochenen Lohnkorrekturen auf sich warten liessen und sich die Lohnverhandlungen bis in den August erfolglos hinzogen. Dann aber ging es um seine *eigene Position*: Im August forderte der TÜRK-IS von der Regierung ultimativ

eine Anpassung der Löhne an die Inflation plus eine Erhöhung um 15%. Da die Teuerung auf Jahresbasis bereits wieder 91,3% beträgt, würde dies in türkischer Währung ausgedrückt eine Verdoppelung der Löhne bedeuten. Frau Ciller glaubte damals, im TÜRK-IS einen zahnlosen Löwen zu erkennen, und bot eisern eine Erhöhung von nur 5,4% an.

Negative Wirtschaftsdaten

Zuvor waren nämlich neue Daten zur Wirtschaftslage veröffentlicht worden, die drastisch von den Vorgaben abwichen. Frau Ciller hatte im April 1994 ein Austerity-Programm zur *Sanierung der Wirtschaft* verkündet. Priorität wurde dabei auf die Bekämpfung der *Inflation* gelegt, die innerhalb eines Jahres von 125% auf rund 40% reduziert werden sollte. Das Einfrieren der Löhne und eine einmalige sogenannte Luxussteuer haben es Ankara tatsächlich erlaubt, den Anteil der öffentlichen Kreditaufnahme am Bruttosozialprodukt (BSP) 1994 von 12% auf 8% zurückzuschrauben. Neben der Reduzierung des *Haushaltsdefizits* hatte Frau Ciller die rasche *Privatisierung* oder Stilllegung der maroden Staatsbetriebe, ein modernes Steuersystem sowie tiefgreifende Reformen im Bereich der Sozialversicherungen versprochen.

Nun aber musste die Regierung die Unerreichbarkeit dieser Ziele eingestehen. Die Inflation kann in diesem Jahr bestenfalls doppelt so hoch ausfallen als die angestrebten 40%. Die anfänglich auf 5 Mrd. US-\$ veranschlagten Erlöse aus der Privatisierung wurden bereits auf 2,7 Mrd. \$ halbiert, und wirklich eingetroffen sind Erlöse von lediglich 485 Mio. \$. Die Reformen im Steuersystem und bei den bankrotten Sozialversicherungen lassen immer noch auf sich warten. Schliesslich sind aus Rücksichtnahme auf die Wähler bisher keine Staatsbetriebe stillgelegt worden. So blieb die Grundstruktur, die zur tiefen Wirtschaftskrise im Jahr 1994 geführt hatte, im Grunde *unverändert*.

Neues Wirtschaftsprogramm

Das *neue Wirtschaftsprogramm*, das diese Woche von Frau Cillers junger *Minderheitsregierung* verkündet wurde, zeugt hauptsächlich vom Versuch, eine Krise wie die des Jahres 1994 abzuwenden. Mit einem Paket von monetären Massnahmen will die Regierung einerseits die Exporte ankurbeln und andererseits die überbissene Nachfrage im Innern dämpfen. Ferner werden erneut ein neues Steuersystem sowie die rasche Privatisierung von Staatsbetrieben versprochen.

Monetäre Eingriffe werden vom *Privatsektor* aber sehr kritisch bewertet. Dem erfindungs-

Neue Zürcher Zeitung
INTERNATIONALE AUSGABE

Freitag, 13. Oktober 1995 · Nr. 238

reichen und anpassungsfähigen Privatsektor der Türkei ist es zu verdanken, dass sich die Wirtschaft im ersten Halbjahr bereits erholen und eine Wachstumsrate von 6,2% verzeichnen konnte. Besonders gut abgeschnitten hat dabei die bisher unflexible *Autoindustrie*, die plötzlich ihre alten Modelle modernisiert oder durch neue Typen ersetzt hat. Gut abgeschnitten haben weiter auch die *mittelständischen Betriebe*, die neue Exportmärkte – unter anderem in Zentralasien – entdeckten. Insgesamt aber hat die Exportindustrie in diesem Jahr unter der Bewertung der türkischen Lira gelitten: Bei einer Jahresteuierung von 91,3% wurde nämlich die Lira nur um 22,4% gegenüber dem US-Dollar abgewertet. Nun bezweifelt die Wirtschaft, dass mit der angekündigten straffen Währungspolitik die Geldmenge und damit auch die Inflation tatsächlich unter Kontrolle gebracht werden kann. Eine per Dekret Mitte September verordnete 4%ige Fondsabgabe, welche die Kredite stark verteuerte mit dem Ziel, die überhitzten wirtschaftlichen Aktivitäten abzukühlen, blieb ohne Resultate.

Folgen des Streiks

Vor dem Hintergrund einer allgemein als un- ausgewogen kritisierten Währungspolitik zeitigt der Massenstreik zunehmend auch *verheerende psychologische Auswirkungen*. Frische Früchte und Gemüse verfaulen seit Wochen an den Häfen, während die gesamte Zuckerproduktion zusammenzubrechen droht, da auf Grund des Streiks die Zuckerrüben nicht geerntet werden. In einer ersten Berechnung hat die Vereinigung türkischer Exporteure ihre monatlichen Kosten wegen des Streiks auf 300 bis 350 Mio. \$ geschätzt. Der Streik der Arbeiter im öffentlichen Sektor droht mittlerweile die junge Minderheitsregierung Frau Cillers zu stürzen. Am Sonntag, wenn die Streikenden auf Ankaras Strassen demonstrieren werden, wird die Regierung das Parlament um ein Vertrauensvotum bitten. Es ist nicht klar, ob die zwei kleinen Parteien Frau Ciller trotz dem ungelösten Arbeitskonflikt tatsächlich unterstützen und ihr politisches Überleben ermöglichen werden.



Die Demonstration der Streikenden gegen Ciller auf dem Kizilay-Platz in Ankara. Das Transparent auf dem Bus trägt ein Bildnis Atatürks. (Bild ap)

Niederlage Cillers im türkischen Parlament

Politische Lähmung – Spekulationen über Unruhe in der Armee

Die türkische Regierungschefin Ciller hat – wie bereits kurz gemeldet – am Sonntag abend bei der Vertrauensabstimmung über ihre Minderheitsregierung im Parlament eine schwere Niederlage erlitten. Die politische Krise und die Angst vor einem möglichen Sieg der Fundamentalisten im Falle von Neuwahlen lassen in Ankara Spekulationen über eine bevorstehende Militärintervention aufkommen.

it. Das türkische Parlament hat am Sonntag abend mit unerwartet grosser Mehrheit der Minderheitsregierung Tansu Cillers das Vertrauen verweigert. Insgesamt haben 191 Abgeordnete für,

230 aber gegen die Regierungschefin gestimmt. Besonders bitter dürfte für Frau Ciller die grosse Zahl der Dissidenten aus den eigenen Reihen sein. Sieben Abgeordnete ihrer konservativen Par-

Dienstag, 17. Oktober 1995 · Nr. 241

Neue Zürcher Zeitung
INTERNATIONALE AUSGABE

tei des rechten Weges (DYP) haben gegen sie gestimmt, während sechs weitere der Abstimmung fernblieben. Fünf prominente Parlamentarier waren aus Protest gegen die DYP-Führung bereits letzte Woche aus der Partei ausgetreten. Frau Ciller bemühte sich, das Resultat mit Gelassenheit entgegenzunehmen, bedankte sich, wie sie mit ihrem breiten, offenen Lächeln betonte, «herzlichst» bei allen, die für sie gestimmt hätten, und auch bei jenen, die sich gegen sie ausgesprochen hätten.

Triumphierende Stimmen

Gegen Ciller stimmten die Abgeordneten der Demokratischen Partei der Linken unter Bülent Ecevit, der noch letzte Woche Unterstützung versprach. Ecevit hatte Frau Ciller wenige Stunden vor der Abstimmung ultimativ aufgefordert, die Forderungen der Streikenden im öffentlichen Sektor zu erfüllen. 350 000 Arbeiter befinden sich derzeit im Streik und haben die Arbeiten in den öffentlichen Häfen, in den Bahnhöfen, in der Zucker-, Stahl- sowie Papierindustrie faktisch lahmgelegt. Sie richten ihre Wut persönlich gegen Frau Ciller, die sie als die Verkörperung des rigorosen, vom Internationalen Währungsfonds (IMF) unterstützten Austeritätsprogramms betrachten. «Nieder mit dem IMF» skandierten mehrere Tausende von Streikenden während ihrer Massenkundgebung am Sonntag auf dem zentralen Kizilay-Platz in Ankara.

Mit Hilfe Gottes werde dieser Sonntag der letzte Tag im politischen Leben Frau Cillers sein, erklärte der Vorsitzende des Gewerkschaftsbundes Türk-İS, Bayram Meral. Aus mehreren Regionen wurden im Laufe des Tages gewalttätige Zusammenstöße zwischen Polizei und Gewerkschaftern, die nach Ankara zu der Grosskundgebung fahren wollten, gemeldet.

Vorgezogene Neuwahlen?

Nach diesem Misstrauensvotum sei laut Verfassung die Regierung «automatisch gestürzt», frohlockte am späten Abend ihr Rivale im konservativen Lager, Mesut Yilmaz. Dennoch wollte die Regierungschefin den Kampf nicht aufgeben. Sie werde das Land so rasch wie möglich zu Neuwahlen führen, sagte sie zunächst am Sonntag im Parlament sibyllinisch. Das wurde als Hinweis darauf gewertet, dass sie vorerst weder aus der Regierung noch aus der Parteiführung zurückzutreten gedenkt. Als möglichen Wahltermin erwähnte sie den 24. Dezember.

Neuwahlen haben bereits seit Beginn der politischen Krise mit Nachdruck das Staatsoberhaupt Demirel sowie zehn im Parlament vertretene Par-

teien gefordert. Auch die türkische Finanzwelt würde Wahlen binnen zweier Monate zweifellos begrüßen. Die Politiker hingegen sind skeptisch. Nach der Verfassungsänderung vom letzten Sommer, die das Wahlalter von 21 auf 18 Jahre gesenkt hat, müssten in dieser Zeit rund 3,5 Millionen neue Wähler registriert werden. Der nahende Winter lässt dies vor allem im gebirgigen Osten des Landes als praktisch unmöglich erscheinen. Vor allem die bürgerlichen Parteien haben aber noch andere Sorgen. Gemäss den letzten Kalkulationen der Wahlstrategen kann nämlich nur ein neues Wahlgesetz verhindern, dass bei baldigen Wahlen die Islamisten die Macht zu erobern vermöchten. Auch die letzte veröffentlichte Meinungsumfrage Ende September zeigte, dass die islamische Partei Refah mit rund 22,1 Prozent die meisten Stimmen auf sich vereinigt. Bei jungen Wählern liegt ihr Anteil sogar noch etwas höher.

Unruhe bei den Sicherheitskräften

Schon die vage Möglichkeit einer Machtübernahme durch die Islamisten genügt aber, um in der Türkei wilde Spekulationen über politische Regungen in den Streitkräften auszulösen. Die Armeeführung versteht sich noch immer als Wächter des säkularen Charakters der Republik und hat in der Vergangenheit, als die religiöse Bewegung politisch an Boden zu gewinnen schien, wiederholt Gerüchte über einen bevorstehenden Staatsstreich selber in Umlauf gesetzt. Diesmal kam der Alarm von einem Geistlichen. «Gewisse Kreise in der Armee» würden ein Memorandum zuhanden der Politiker vorbereiten, erklärte vor einer Woche der religiöse Führer Fettullah Gülen, der in der Öffentlichkeit als das «demokratische Gesicht des Islams» präsentiert wird. Die türkischen Generäle hatten ein Memorandum an Politiker gerichtet, bevor sie im September 1980 die Macht an sich rissen. Ob es in Kreisen der Armee tatsächlich Zeichen der Unruhe gibt, bleibt vorerst offen.

Bei der nun entstandenen politischen Konstellation gilt es als sicher, dass das türkische Parlament bis zu den nächsten Wahlen kaum in der Lage sein wird, die dringend nötigen Reformen durchzusetzen. Das wiederum bedeutet, dass die Zollunion mit der EU in weite Ferne rückt. Die EU fordert nämlich als Bedingung für die Verwirklichung der Zollunion demokratische Reformen. Völlig unklar bleibt weiter, wie der Arbeitskonflikt gelöst werden soll. Der Streik im öffentlichen Sektor zieht Schlüsselbereiche der Wirtschaft immer stärker in Mitleidenschaft und wächst sich allmählich zu einem explosiven Potential aus.

M^{me} Tansu Ciller devrait former une nouvelle coalition avec les sociaux-démocrates turcs

ISTANBUL

de notre correspondante

La Turquie a accueilli avec surprise, et un énorme soulagement, l'annonce d'une reprise probable de la coalition entre le Parti de la juste voie (DYP) de M^{me} Tansu Ciller et le Parti populaire social-démocrate (CHP) de Deniz Baykal, dont l'effondrement, le 20 septembre, avait plongé le pays dans une crise politique.

N'ayant pas obtenu la confiance de l'Assemblée nationale dimanche, M^{me} Ciller n'a pas perdu de temps. Quelques heures seulement après que son gouvernement minoritaire eut été rejeté par 230 voix contre 191, elle a obtenu l'accord de principe de Deniz Baykal.

Les acteurs principaux sont donc les mêmes, mais la nouvelle coalition sera plus équilibrée. Les sociaux-démocrates ayant fait la preuve de leur pouvoir pourront donc influencer davantage sur M^{me} Ciller, qui les avait trop souvent ignorés au cours des deux dernières années. La situation est aujourd'hui

différente. Pour reformer la coalition, M^{me} Ciller a dû, humblement, offrir à M. Baykal la tête du chef de la police d'Istanbul, Necdet Menzîr, qui a démissionné lundi. Le refus de M^{me} Ciller de « sacrifier » M. Menzîr - qui avait accusé un ministre CHP de sympathiser avec les séparatistes kurdes - avait contribué à l'effondrement de la coalition, le 20 septembre.

La plus grande ouverture du CHP sur la question des droits de l'homme comme sur les revendications des travailleurs, s'ajoutant à la volonté farouche de Tansu Ciller d'obtenir l'entrée en vigueur de l'accord d'union douanière avec les Quinze, devraient permettre à la Turquie de résoudre les problèmes les plus urgents - les grèves du secteur public et les réformes constitutionnelles, notamment la révision de l'article 8 de la loi antiterroriste - avant le rendez-vous crucial avec le Parlement européen en décembre.

Nicole Pope

LA CROIX - 18 octobre 1995

Turquie

L'Europe, enjeu de la crise à Ankara

Tansu Ciller n'aurait pas démérité dans les arcanes de la IV^e République française. Vingt-quatre heures après avoir essuyé un vote de défiance devant le Parlement d'Ankara, le premier ministre turc a repris l'initiative lundi. Elle a renoué les tractations avec le Parti républicain du peuple (CHP, social-démocrate) dans une tentative de constituer un gouvernement capable de faire face à l'importante échéance qui attend son pays d'ici à la fin de l'année : la ratification de l'accord d'union douanière entre la Turquie et l'Union européenne.

Le 20 septembre dernier, une première coalition constituée

par le Parti de la juste voie (DYP, conservateur) et le CHP avait été rompue, provoquant la chute d'un gouvernement qui avait dirigé le pays depuis plus de deux ans. Le Partisocial-démocrate et son leader, Deniz Baykal, avaient notamment exigé la démission du chef de la police d'Istanbul, Necmet Menzîr, soupçonné de couvrir des exécutions extra-judiciaires. Tansu Ciller avait refusé et essayé de former un gouvernement avec d'autres alliés.

Cette tentative ayant échoué dimanche, elle a opportunément obtenu la démission de Necmet Menzîr, s'ouvrant ainsi la voie d'une nouvelle coalition avec le

CHP. Le premier ministre démissionnaire n'est toutefois pas totalement maître du jeu. La décision de nommer un nouveau chef de gouvernement revient au président de la République, Süleyman Demirel, qui peut choisir une autre personnalité.

La coalition DYP-CHP paraît toutefois la seule capable de faire face au défi européen de la Turquie. L'accord d'union douanière signé avec l'Union européenne en mars dernier doit être ratifié par le Parlement européen avant le 31 décembre. Or, l'assemblée de Strasbourg exige que la Turquie amende sa législation sur les droits de l'homme, notamment l'article 8 de la loi

anti-terreur qui assimile au « séparatisme » tout écrit évoquant les droits culturels des Kurdes de Turquie.

Cette modification ne peut être obtenue que par un vote du parlement d'Ankara et un gouvernement solide paraît nécessaire pour surmonter les réticences de nombreux députés turcs. Les querelles politiques turques sont dès lors observées avec une inquiétude croissante dans les capitales d'Europe occidentale où certains diplomates commencent à évoquer la possibilité d'un report *sine die* du vote du Parlement européen.

Jean-Christophe PLOQUIN

Governor Erkan says 3,091 PKK militants have been killed in 1995

'336 members of Hizbullah captured,' Erkan says

Turkish Daily News

ANKARA- Ünal Erkan, governor of the emergency rule region, said on Tuesday that 3,091 militants of the outlawed Kurdistan Workers' Party (PKK) had been killed in the first ten months of 1995, the Anatolia news agency reported.

Erkan said during a press conference in Hakkari that military operations are continuing against militants of the outlawed PKK, and that terrorist attacks in the region had decreased 60 percent from a year ago.

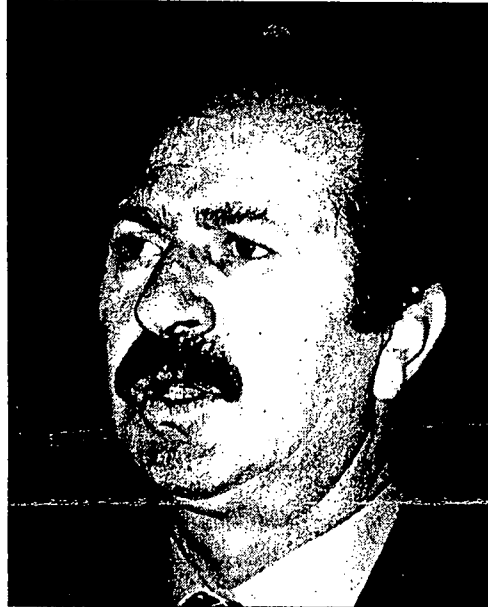
The governor added that a total of 211 militants were captured and 292 militants had surrendered during the same period in the region.

Erkan said a total of 186 civilians were killed by the PKK in the first ten months of 1995, and 295 people were injured.

The governor also reported that, when the cross-border operations are included, the number of PKK militants killed in the first ten months of the year rises to 3,620.

"In the first 10 months of the year security forces seized 3,521 rifles, thousands of bullets, 207 bazookas, 4,828 rockets, 5,811 hand grenades, 6,796 mines, 83 radios, 11 antiaircraft weapons, 36,377 bullets, 45 mortars, 8,105 mortar shells and 500 tons of food," Erkan said.

The governor added that 336 members of the outlawed organization Hizbullah were captured during the same period, and 28 long barrel guns, 67 pistols and 19 hand grenades were seized.



ÜNAL ERKAN: 'We need 10,000 teachers to open schools'

Erkan said that 10,000 teachers were needed to open all the schools in the region and that 3,346 schools have been opened so far. "508 schools will be opened soon," the governor added.

Erkan also said that 3,500 dormitories were built for 35,000 people who had been forced to flee their homes because of the PKK's terror campaign. "The construction of dormitories is nearly completed, including 233 in Bingöl, 38 in Diyarbakır, 1,568 in Şırnak, 156 in Mardin, 831 in Hakkari, 467 in Muş and 176 in Van," he said.

WEDNESDAY, OCTOBER 18, 1995

TÜGIAD's report: Turkey must improve human rights and democratization standards

'Improvement of human rights and democratization can only be achieved with the cooperation of all sectors and institutions. One of the handicaps to this process is the insufficient diffusion of civil public institutions.'

Turkish Daily News

ISTANBUL- The Young Turkish Businessmen's Association (TÜGIAD) has stated that Turkey must improve human rights and democratization standards.

In the TÜGIAD report entitled "Approaches to Turkey's Leading Problems towards 2000: Human Rights and Democratization", human rights and democracy are emphasized as the primary conditions for developing a powerful, modern country.

The report included the following opinion: "Improvement of human rights and democratization can only be achieved with the cooperation of all sectors and institutions.

One of the handicaps to this process is the insufficient diffusion of civil public institutions. In a country of sensible balances like Turkey, the police must have education in psychology and use the advantages of this training to protect basic rights and freedoms and properly execute the law."

The TÜGIAD report further noted that the Human Rights Ministry, lacking the necessary legislative and executive powers, can only be partially affective in the resolution of the problems.

It recommended the formation of a higher commission to control and intervene in the decisions and procedures of the state and political authority in order to hinder violations of human rights.

Turkish Daily News

En Turquie, Tansu Ciller ressoude sans résoudre

Le Premier ministre a pu reconstituer sa coalition.

Tansu Ciller s'accroche. Le Premier ministre démissionnaire semble finalement à même de reconstituer la coalition gouvernementale sortante entre son parti, le DYP (Parti de la juste voie, conservateur), et les sociaux-démocrates du CHP (Parti républicain du peuple) dont elle a obtenu un « accord de principe ». Ainsi, après presque un mois de crise politique et le rejet, dimanche par le Parlement, d'un cabinet minoritaire très marqué à droite, c'est le retour à la case départ. Un laborieux replâtrage justifié par la nécessité « de ne pas laisser le pays sans gouvernement » dans un moment très difficile. La professeuse d'économie de l'université du Bosphore, première femme chef de gouvernement de l'histoire de la République turque, avait été désignée, il y a deux ans, par l'actuel chef de l'Etat Suleiman Demirel pour lui succéder à la tête du parti et du gouvernement afin de symboliser un pays moderne, musulman mais laïc, qui a tout naturellement sa place dans l'Europe.

Le mythe Ciller est pourtant bien écorné. Eclaboussée par plusieurs affaires de corruption, contestée par les très conservateurs caciques de son parti, elle a aussi déçu les libéraux, comme ses alliés socialistes, en n'ayant pas engagé les réformes promises. Mais elle doit à tout prix rester à la tête du gou-

« Tansu Ciller sait que son départ marquerait très probablement la fin de sa carrière politique. Elle n'a pas une stature suffisante pour exister en dehors du pouvoir. » Semih Vaner, spécialiste de la Turquie

vernement. « Tansu Ciller sait que son départ marquerait très probablement la fin de sa carrière politique. Elle n'a pas une stature suffisante pour exister en dehors du pouvoir », souligne Semih Vaner, spécialiste de la Turquie et du monde turcophone au Ceri (Centre d'étude et de recherche internationale). Elle a donc cédé à toutes les conditions posées par ses partenaires sociaux-démocrates quant à leur représentation dans l'équipe gouvernementale.

Mais tous les problèmes de fond sont éludés. D'ici la fin de l'année, la Turquie doit réaliser un certain nombre de réformes en matière de droits de l'homme, exigées par les parlementaires européens pour ratifier le traité d'Union douanière avec les Quinze, signé en mars dernier. Une échéance historique pour une grande partie des Turcs qui y voient le premier pas vers une totale intégration;



Tansu Ciller, le 15 octobre, lors du vote de confiance.

tion; le naturel aboutissement de la voie tracée par Mustafa Kemal qui, sur les décombres de l'Empire ottoman, créa en 1924 une république inspirée du modèle jacobin.

C'est donc une échéance historique pour ce pays écartelé entre Orient et Occident où s'accroissent les tensions. Au carrefour des trois principales zones de crise du Vieux Monde (Balkans, Caucase, Moyen-Orient), la Turquie est menacée de désintégration. A cela s'ajoute la montée des islamistes du Refah (Parti de la prospérité) qui ont déjà conquis en mars 1994 les municipalités des plus grandes villes du pays dont Istanbul et Ankara. Mais la classe politique, archaïque et frileuse, ne réalise guère l'importance de ces enjeux.

Très difficilement, Tansu Ciller a réussi à obtenir en juillet dernier le changement d'un certain nombre d'articles de la Constitution, héritée du coup d'Etat militaire de 1980. Elle n'ose guère affronter la question de l'article 8 de la loi antiterroriste sanctionnant notamment le délit de « propagande séparatiste », c'est-à-dire soutenant les revendications politiques des 13 millions de Kurdes turcs, en bonne partie concentrés dans le sud-est du pays où perdure la « sale guerre » contre les rebelles du PKK (Parti des travailleurs du Kurdistan) qui a fait près de 20.000

morts en douze ans. Au nom de cette législation d'exception, des dizaines d'intellectuels et journalistes ont été déférés devant la Cour de sûreté de l'Etat. Les militaires s'opposent à l'abrogation de cet article au nom de la sécurité nationale. Un point de vue que Tansu Ciller est d'autant plus obligée de prendre en compte qu'elle leur a donné carte blanche depuis deux ans pour résoudre par la force le problème de la rébellion kurde.

« Tout le monde a les yeux fixés sur nos faiblesses, mais il faut reconnaître la vitesse à laquelle nous avons progressé », répète Tansu Ciller pour convaincre ses interlocuteurs européens, faisant aussi clairement comprendre qu'un rejet de la Turquie ferait le lit des islamistes. Mais il existe aussi en Turquie une société civile très dynamique, avec une forte classe moyenne, un patronat moderne et une intelligentsia pariant à fond sur l'Europe. Et, parmi eux, beaucoup de voix s'élèvent pour demander au plus vite une solution politique au problème kurde ainsi qu'une réelle démocratisation des institutions ●

MARC SEMO

Agence France Presse - AFP. Agence France Presse - AFP. Agence France Presse - AFP. Agence France Presse - AFP. Agence France Presse - AFP. Agence France Presse - AFP. Agence France Presse - AFP.

FRS0322 4 I 0222 TUR /AFP-HP74
Turquie-UE

Mme Claudia Roth intente un procès contre un ministre turc pour ses propos injurieux

ANKARA, 19 oct (AFP) - La présidente du groupe des Verts au parlement européen, Mme Claudia Roth, a intenté une action devant la justice turque contre le ministre d'Etat Ayvaz Gokdemir pour ses propos injurieux, a déclaré jeudi son avocate Gulcin Cayligil.

Selon des déclarations publiées par un quotidien turc en juin dernier, M. Gokdemir avait traité de "prostituées", lors d'une réunion électorale, Mme Roth et deux autres élues européennes, Pauline Green et Catherine Lalumière, respectivement présidentes du groupe socialiste et du groupe de l'Alliance Radicale.

Mme Roth demande 3 milliards de Livres turques (près de 300.000 F) de "réparation morale" à M. Gokdemir pour "atteinte à ses droits attachés à la personnalité", selon son avocate.

Les trois députées avaient alors formellement protesté auprès du Premier ministre turc, Mme Tansu Ciller.

M. Gokdemir, qui a conservé depuis ses fonctions de ministre, avaient tenu ces propos après un voyage officiel fin mai en Turquie de ces trois députées qui avaient pris position en faveur de la libération d'ex-députés kurdes emprisonnés à Ankara pour leurs relations avec la rébellion armée kurde.

M. Gokdemir avait nié avoir tenu ces propos.

CE/hc/jag

AFP /AA1234/191235 OCT 95

A.F.P. A.F.P.
ECF0221 3 F 0582 IRK /AFP-HY43
Eco.-agri.-energie-int.

La FAO appelle l'ONU et l'Irak à s'entendre pour éviter une catastrophe
par Jean-Hervé DEILLER

BAGDAD, 19 oct (AFP) - Face à un déficit alimentaire irakien estimé à 2,7 milliards de dollars, l'Organisation des Nations unies pour l'Alimentation et l'Agriculture a appelé jeudi l'ONU et l'Irak à s'entendre sur une formule d'exportation de pétrole qui permettrait d'éviter une catastrophe humanitaire.

L'Irak a besoin de 2,7 mds USD d'importations alimentaires pour subvenir à ses besoins de base pour la saison 1995/1996, a indiqué à la presse le chef de la mission à Bagdad de la FAO, le Soudanais Amer Khalil, qui a enquêté en Irak du 25 juillet au 1er septembre.

"La seule solution viable à long terme pour l'Irak est d'utiliser ses propres ressources pour obtenir des devises étrangères", selon la FAO, qui

Agence France Presse - AFP. Agence France Presse - AFP. Agence France Presse - AFP. Agence France Presse - AFP. Agence France Presse - AFP. Agence France Presse - AFP. Agence France Presse - AFP.

A F P A F P A F P A F P A F P A F P

"appelle urgemment le gouvernement d'Irak et le Conseil de sécurité à trouver un arrangement sur la vente de pétrole de manière à satisfaire ces besoins".

M. Khalil n'a pas voulu se prononcer sur la forme de cet arrangement. "C'est une question politique qui n'est pas du ressort de la FAO".

Outre une levée de l'embargo international imposé à l'Irak depuis son invasion du Koweït en août 1990, une solution pourrait être trouvée dans le cadre de la résolution 986 du Conseil de sécurité de l'ONU adoptée en avril 1995.

La 986 prévoit des exportations de pétrole irakien pour l'équivalent d'un milliard de dollars tous les quatre-vingt-dix jours destinés à "répondre aux besoins humanitaires de la population".

Sur ce milliard de dollars, 130 à 150 M USD doivent aller aux trois provinces irakiennes du nord contrôlées par les Kurdes depuis 1991, des "redevances" doivent être versées à la Turquie pour l'utilisation de l'oléoduc Kirkouk-Yumurtalik, et "un pourcentage" doit aller au Fonds d'indemnisation des victimes de l'invasion du Koweït.

Bagdad a, à maintes reprises, rejeté cette résolution qui constitue une "atteinte fondamentale à la souveraineté de l'Irak" et exige une levée pure et simple de l'embargo international.

La production alimentaire en 1994/1995 a été inférieure de 10% à celle de l'année précédente et globalement inférieure de 16% à la moyenne des cinq années passées, selon le rapport de la FAO qui dénonce la "détérioration dramatique de la situation alimentaire et nutritionnelle" en Irak.

Par rapport aux besoins du pays, les déficits de production pour la saison 1995/1996 devraient être de 66% pour les céréales, 61% pour l'huile végétale, 90% pour la viande de volailles et 100% pour le sucre et le lait maternel.

Seul le système de subventions publiques a permis à l'Irak pour l'instant d'échapper à la famine, ajoute la FAO qui souligne que ce système n'apporte que 34% des besoins énergétiques et 43% des besoins en protéines de la population.

La détérioration de toute la chaîne de production --pénurie de pièces détachées, de semences, d'engrais, de pesticides, etc.-- et la vertigineuse hausse des prix --le prix de la farine de blé a été multiplié par 11.667 depuis 1989--, ont entraîné une sous-alimentation qui se répercute déjà largement sur l'état sanitaire de la population, notamment chez les enfants.

Depuis 1989, la mortalité infantile a été multiplié par cinq depuis 1990, note le rapport de la FAO et le pourcentage des enfants en-dessous du poids normal (29%) atteint celui de pays notoirement sous-alimentés tels que le Ghana et le Mali.

jhd/tp/pj

AFP /AA1234/191327

OCT 95

A F P A F P A F P A F P A F P A F P

INTERNATIONAL HERALD TRIBUNE, THURSDAY, OCTOBER 19, 1995

99.96% for Saddam, but Iraqis' Woes Grow

By Youssef M. Ibrahim
New York Times Service

BAGHDAD — As Saddam Hussein was celebrating his 99.96 percent approval rating in a referendum on his presidency, 25-year-old Malek was loitering outside a hospital here, looking for a customer for one of his kidneys.

The gaunt young man, who has been out of work for two years and would not give his full name, seemed oblivious to the fanfare surrounding the official celebration, in which the government-controlled press was lavishing every imaginable praise on Mr. Saddam.

Malek's major preoccupation was finding an elusive Libyan who he thought would pay \$50 for a healthy kidney, a small fortune in Iraq's depressed economy.

"At first my parents were opposed, but I have to support them and two brothers and a sister," Malek said as he sat at a teahouse in a Muslim Shiite neighborhood of Baghdad. "Now they see the necessity."

Five years of economic sanctions, imposed by the United Nations after Iraq invaded Kuwait, have deepened the poverty and despair of ordinary Iraqis to

the extent that Baghdad has become a center for wealthy Arabs in search of organs for transplant.

But the sanctions seem to have had little impact on Mr. Saddam or the power structure over which he presides unperturbed and, according to many Iraqis and foreign diplomats, secure.

Although the Iraqi leader's downfall has become the undeclared condition for lifting the economic siege — at least as far as the United States and its Arab Gulf allies, Kuwait and Saudi Arabia, are concerned — Mr. Saddam's domination of Iraq appears to be growing.

"If this referendum proves anything, it is that the party is firmly in control of Iraq, and Saddam runs it with an iron fist," a Western ambassador here said.

"If they can organize a referendum like this in less than three weeks, mobilize party cadres in every village, hamlet, town and city, produce precise lists for 8 million voters and march all of them to the polls to say 'yes' unanimously, it means they are not about to fall."

Mr. Saddam, who made no public appearances during the referendum on Sunday, was sworn in on Tuesday as president for an additional seven years in a televised ceremony. His deputy prime

minister, Tariq Aziz, pledged political reforms, including parliamentary elections next year, although previously promised reforms have not materialized.

In Karbala, a stronghold of the Shiite minority about 55 miles (90 kilometers) south of Baghdad, the streets were nearly deserted Sunday, but the polling stations were full of people waving their "yes" ballots for all to see.

The population in Karbala rose up in revolt against Mr. Saddam's rule in March 1991 after the Gulf War. Ironically, the brutal suppression of that rebellion was overseen by Lieutenant General Hussein Kamel Mahjid, a son-in-law of Mr. Saddam who defected to Jordan in August.

But when the referendum results were announced in Karbala on Monday evening, 270,867 voters there, where many families lost relatives in the uprising, had said "yes" to the president's continued rule. Not one had voted "no," the government said.

Judging by scores of impromptu interviews here in the last week, however, it is not clear that Mr. Saddam would have been rejected had the voting been free.

Many Iraqis simply do not understand

why their country is prohibited under the United Nations sanctions from selling its oil. They blame their predicament on foreign attitudes that extend beyond a personal vendetta against Mr. Saddam to a longstanding prejudice against Arabs in general.

Instead of rebelling, Iraqis appear preoccupied with the struggle to survive from one day to the next.

On Baghdad's largest shopping avenue, Saadoun, Dawood Hillal did not want to hear about politics or who is to blame for Iraq's tribulations.

"Please don't ask silly questions," the pharmacist said, standing amid rows of empty shelves. "We have 11,000 children dying of malnutrition here every year. Nothing can justify this genocide."

"For every 50 people that come in, I can help one, maybe," he said.

A waiter at a restaurant frequented by several foreign reporters here slipped a note to one as he left. It said: "Dear sir, sorry to trouble you. I know you are very kind and therefore, when you leave the country, could you give me whatever medication you have. I'm poor, and I have a big family. The winter is coming. Any antibiotics would be a great help."

Turkish Daily News

THURSDAY, OCTOBER 19, 1995

Liberal columnist found guilty of 'separatism'

By Yavuz Baydar / *Turkish Daily News*

ISTANBUL - Well-known writer and columnist Ahmet Altan was sentenced on Wednesday to 20 months imprisonment for expressing his views on the Kurdish question in an article published in the newspaper *Milliyet* last April, and handed out a suspended 20-month sentence conditional on good behavior.

The State Security Court of Istanbul found Altan guilty of "provoking divisions and hatred between the people on race, religion, language and regional differences" in one of the more spectacular tests of the limits of freedom of expression in Turkey.



Writer and columnist Ahmet Altan

In the article, titled "Atatürk" and published in *Milliyet* April 17th, Altan, an influential liberal, played with the idea of what would have happened if Mustafa Kemal Atatürk, founder of the Turkish Republic, had been born Kurdish instead of Turkish. He concluded that if Turks would have been oppressed by the Kurds in a reverse fictive situation, they would have demanded certain cultural rights as Kurds are doing. The article cost him his position as columnist at *Milliyet*, as he was fired by the paper's owner, Aydın Doğan.

Days later the State Security Court (DGM) in Istanbul, lodged charges of spreading separatist views in violation of paragraph 312 of the Turkish Penal Code against Altan.

In the trial, attended by a number of artists and intellectuals, the prosecutor insisted that "the crime was committed, and thus, Altan should be sentenced accordingly". The defense maintained that the Kurdish issue was being openly debated by Turkish society, and that Altan simply

believed the armed conflict in the Southeast should be solved by nonmilitary means.

"The views expressed are about recognizing the basic rights for the Kurds, which the Turks have. This is not contradictory to the second amendment of the Constitution," argued Gülçin Çaylıgil, Altan's lawyer. "Altan used his right which was protected under Amendment 2. He did not mean damage. This article boosted the spirit of peace and democracy." Altan, emphasizing that he did not commit a crime, said that as a citizen he simply expressed his views. After a deliberation lasting approximately 30 minutes Altan was declared guilty as charged. The court ruled that the sentence was 2 years imprisonment, but due to what it called "good behaviour in the courtroom" was lessened to 1 year and 8 months.

The Security Court stated that the sentence was conditional, meaning Altan will go to prison only "if he commits the same crime one more time" within five years. That is, the sentence in that case will be longer in time than the present one. "I still

do not understand what my crime was," Altan told journalists after the sentencing. "I wonder what I should not say. Should I not wish peace, equality, freedom?"

"I ask that the problems should be solved through democratic means. But I am not surprised by the things happening in my country anymore. Of course the idea of going to prison is not a pleasant one, [but] this verdict will not prevent me from telling people what I think."

Altan has been charged with "separatism" in two other cases still pending at the State Security Court, both related to Article 8 of the Anti-Terror Law.

One is for his views printed in the book titled "Freedom of Expression and Turkey", and the other is for comments made in a TV interview. The article titled "Atakürt", which brought the suspended sentence for Altan, threatens another columnist, working for the newspaper *Yeni Yüzyıl*. Ali Bayramoğlu, defending Altan in his column, is also charged under paragraph 312 of Turkish Penal Code.

Cillers Rückwendung an die Sozialdemokraten Schwieriger Kurs zwischen der türkischen Rechten und Europa

Einen Monat nach ihrer Trennung haben sich Tansu Cillers Liberalconservative und die türkischen Sozialdemokraten unter Deniz Baykal erneut zu Koalitionsverhandlungen zusammengefunden. Frau Ciller sieht Problemen mit der Rechtsopposition im eigenen Lager entgegen. Der Führer der Sozialdemokraten wirbt mit dem Versprechen, als Koalitionspartner Frau Cillers den Anschluss der Türkei an Europa durch eine Reihe von demokratischen Reformen zu fördern.

it. Istanbul, 18. Okt.

Vier Wochen nach ihrer spektakulären Trennung haben sich am Mittwoch in Ankara hochrangige Delegationen der sozialdemokratischen Republikanischen Volkspartei (CHP) und der regierenden Partei des Rechten Weges (DYP) wieder als Partner zu Koalitionsverhandlungen getroffen. Bis zum nächsten Wochenende haben sie die Ämter in der künftigen Mannschaft Frau Cillers zu verteilen. Diesmal werden dabei die Sozialdemokraten den Ton angeben. Prioritäten eines neuen Koalitionsabkommens seien die Beteiligung des Arbeitskonfliktes und die Veränderung von Artikel acht des Antiterrorgesetzes, sagte kurz vor dem Treffen der Vizevorsitzende der DYP, Ahmet Kucukel. Nächste Woche sollen sich dann die Koalitionspartner einer Vertrauensabstimmung im Parlament stellen.

Das Gewicht der Gewerkschaftsbewegung

Der Arbeitskonflikt und das Antiterrorgesetz hatten Mitte September einen heftigen Streit zwischen der Regierungschefin Ciller und dem Vor-



Die türkische Premierministerin Ciller und der sozialdemokratische Parteichef Baykal. (Bild Reuters)

sitzenden der Sozialdemokraten, Deniz Baykal, ausgelöst. Frau Ciller fühlte sich damals noch mächtig und weigerte sich, auf die Forderungen Baykals auch nur einzugehen. Dies wiederum führte zum Bruch der Koalition und zu den poli-

tischen Abenteuer der vergangenen vier Wochen. Die schwere Niederlage im Parlament letzten Sonntag und die Tatsache, dass es für Frau Ciller keine Alternative gab, wenn sie weiter an der Regierung bleiben wollte, haben sie offenbar schwer in ihrer Selbstsicherheit getroffen. Kleinlaut hat sie am Montag wieder die Zusammenarbeit mit den Sozialdemokraten gesucht.

Im Gegensatz zu der Regierungschefin geht der populistische Deniz Baykal aus der Krise gestärkt hervor. Baykal liebt riskante politische Spiele. Er hat vor vier Wochen die Koalition aufgekündigt, wusste aber die Streikbewegung sofort für sich zu gewinnen. Rund 350 000 Arbeiter im öffentlichen Sektor haben ihre Arbeit niedergelegt und angesichts der hohen Inflation eine gewisse Anpassung ihrer Löhne gefordert – mit dem Resultat, dass wichtige Bereiche der Wirtschaft arg in Mitleidenschaft gezogen wurden. Am Dienstag hat Frau Ciller – wie gemeldet – per Dekret die Aussetzung der Streiks bei den Eisenbahnen und in den Häfen sowie in der Zucker- und in der Papierindustrie angeordnet. Das Dekret konnte sie dabei erst nach Absprache mit Baykal erlassen, ohne grössere soziale Unruhen befürchten zu müssen. Die Gewerkschaftsbewegung sieht derzeit Baykal als den einzigen Verfechter der Arbeiterrechte und vertraut auf sein Verhandlungsgeschick. Über 100 000 Arbeiter sind seit Mittwoch ohne Widerstand in ihre Arbeitsorte zurückgekehrt.

Baykal wirbt in Brüssel

Baykal ist unterdessen in Brüssel eingetroffen, wo er die sozialdemokratischen Abgeordneten des Europaparlaments dazu bewegen will, bei der Abstimmung im Europaparlament nächsten Dezember das türkische Anliegen einer Zollunion mit der EU zu unterstützen. Als Gegenleistung dafür verspricht er, im türkischen Parlament in absehbarer Zukunft eine Reihe demokratischer Reformen durchzusetzen.

Ob eine neue Koalition zwischen Sozialdemokraten und Konservativen wirklich zustande kommt und überleben kann, hängt nicht zuletzt von der wachsenden parteiinternen Opposition gegen Frau Ciller ab. Einen Tag nach ihrer Niederlage im Parlament liess Frau Ciller zehn Dissidenten aus ihrer Partei ausschliessen. Darunter befand sich auch der mächtige Ex-Parlamentspräsident Hüsamettin Cindoruk. Nun will die parteiinterne Opposition Neuwahlen so schnell wie möglich erzwingen. DYP-Abgeordnete haben am Dienstag zusammen mit den Parlamentariern der islamischen Wohlfahrtspartei, Refah, Anträge im Parlament eingebracht, die im Oktober 1996 fälligen Parlamentswahlen auf den 24. Dezember dieses Jahres vorzulegen.

Ankara cool toward King Hussein's idea for Iraq

Turkish officials question if this idea is acceptable to Iraq's majority Shiites and to other countries and groups in the region

By Semih D. Idiz
Turkish Daily News

ANKARA- A suggestion floated by Jordan's King Hussein concerning a federative Iraq comprising separate Shiite, Sunni and Kurdish components within a unified country has been received coolly in official circles in Ankara.

Sharing King Hussein's view that great perils await the region if Iraq is allowed to split up into entities totally independent of one another, a senior Turkish official nevertheless questioned the viability of a federative solution to the "problem of Iraq."

King Hussein made his suggestion in an interview appearing in the Financial Times on Tuesday and warned that the disintegration of Iraq in factional fighting could spell a "regional disaster."

He said such a disaster might be averted by transforming Iraq into a federation of Shiite, Sunni and Kurdish communities. "A federated Iraq might be the answer," he said in his interview, excerpts of which were carried by Agence France Presse on Tuesday.

"I have the conviction that what we need in Iraq is for us to get credible representatives of the three major components of Iraq's people," Hussein said.

"Somewhere to sit down and work out a national reconciliation between themselves and to remove this spectre of a bloodbath all Iraqis are afraid of."

"Officially our view is that the territorial integrity and the unity of Iraq is sacrosanct and that the constitutional shape this country will eventually take will, in the final analysis, be decided by its own people, and not dictated from the outside," the senior official commenting to the Turkish Daily News on King Hussein's suggestion said.

He added that King Hussein's suggestion floundered on a number of objective factors, the most notable of which had to do with the

demographic distribution of Iraq in terms of ethnicity and religion.

In Iraq, Arabs make up 75-80 percent of a population of just over 19 million — according to July 1993 estimates. The Kurds make up 15-20 percent while the rest are Turkoman, Assyrian and some marginal minorities.

Of the 97 percent Muslims 60-65 percent are Shiite and 32-37 percent Sunni.

The first problem to arise according to the official talking to the TDN is embodied in the question why the Shiites should want to opt for such a federative arrangement in the first place when they are effectively the majority in the country. "Under normal circumstances it is highly unlikely that the Shiite community would want to be compartmentalized in a country where they are potentially the principle force," he said. This official went on to point out that a federative division of Iraq along the lines suggested by King Hussein would in effect amount to a two way split with the Shiites on the one side and "the rest" on the other.

"It is also questionable whether the other components foreseen by the king's suggestion — especially the Sunnis — would settle for such an arrangement" he added.

Analysts questioned on this point, however, suggested the Kurds of northern Iraq would not, in fact, be averse to a federative arrangement, given that historic precedence has done little to bolster their confidence in the central authority in the country.

These analysts pointed out that Ankara's real concern over King Hussein's suggestion has to do with the fact that this could pave the way to a largely autonomous Kurdish entity in northern Iraq.

Such a prospect has been Ankara's perennial concern given the potential political ramifications in terms of its own Kurdish problem if an independent or semi-independent Kurdish entity emerges on Turkey's doorsteps.

Despite the fact that they have never refrained from using the "Kurdish card" against each other, as well as against Turkey, analysts say it is also highly unlikely that Iran and Syria would be comfortable with such a Kurdish entity emerging on their own doorsteps.

Iran already has a restive Kurdish population while Syria has its own minority Kurds who have been involved in "independence activities," albeit mostly in Turkey.

Analysts also indicate that according to Kurdish nationalists, "greater Kurdistan" takes in parts of Turkey, Iran, Iraq and Syria, a point which is certainly not overlooked by these countries today.

The largest Kurdish community, however, exists in Turkey followed by Iraq and this is what is believed to be fueling Turkish concerns over the prospects of an independent or autonomous Kurdish entity in the region, according to analysts. There are also other factors apart from the ones already named, according to Turkish officials, which make King Hussein's suggestion difficult and not viable.

The most important of these is whether a country such as the United States would be comfortable in the long run with the emergence of another Shiite political entity in the region which is second in size to Iran.

"The Shiites of Iraq are potentially just as radical as their counterparts in Iran," according to a Turkish official who indicates that "this fact alone is enough to send shivers up Western spines once the true implications of this whole matter are thought out fully."

There is also Kuwait on Iraq's immediate border, and with its 30 percent of Shiites, that has to be taken into account in putting forward such a suggestion, according to these officials.

The indicate that it is highly unlikely that Kuwait's ruling establishment, which is predominantly Sunni, would be pleased with the emergence of an independent or semi-independent Shiite political entity in the region.

One official also questioned whether King Hussein could convince his own people, 95 percent of who are orthodox Sunni Muslims, of the need to pave the way for another Shiite state of sorts in the region.

Baykal's positive impact ruined by our own mistakes

Social Democrat leader Deniz Baykal, whose Republican People's Party (CHP) is now negotiating the establishment of a new coalition with Prime Minister Tansu Çiller, has been making a very favorable impact as he meets European left-wing leaders and convinces them to lift their objections to Turkey's entry into the customs union.

We are told the Greens in the European Parliament have already pledged their support and so have the social democrats. So Baykal's mission seems to have been rather positive in view of Turkey's interests in Europe...

In recent months other Turkish leaders who have travelled abroad have also made positive impacts like Baykal and given hope to our foreign friends that Turkey will improve its human rights image and become a European style democracy... Yet, what Turkish officials say and promise abroad and what is being done at home seem to be two different things. At home we continue to jail people for expressing their views. Despite claims to the contrary we also apply double standards in our legal system which is shameful.

On Wednesday, an Istanbul court sentenced columnist Ahmet Altan to 20 months in prison for a satire article on the Kurdish problem... The Istanbul State Security Court suspended Altan's sentence for five years "on the belief that he will not commit the crime again and

because of his place in society." This was a farce designed to appease the European Parliament and avoid any negative reactions. If Altan had really committed a crime, he should have served his prison sentence. If he was innocent and yet had to be sentenced because our laws do not allow freedom of expression, then Altan should still have been acquitted because according to European norms people cannot be penalized for expressing their views. Besides this it is not very convincing to make up this alibi that "we believe he will be a good boy and will not commit this crime again so we won't jail him for 20 months..." Other well respected people are already serving tough prison sentences for charges similar to those brought against Altan...

On the other hand, we are also making a mess of everything by bringing to trial Reuter correspondent Aliza Marcus, who has been covering the separatist conflict in Turkey. The prosecutor at the Istanbul State Security Court has demanded a prison sentence of up to three years for Ms. Marcus for allegedly "provoking enmity and hatred by displaying racism or regionalism."

The trial has stirred all kinds of anti-Turkish sentiment abroad and has been counterproductive to Turkey's aim to improve its image abroad so much so that former CBS News television anchorman Walter Cronkite had to make a statement declaring, "Ms. Marcus is the first American casualty of the Turkish government's deplorable campaign of censorship and intimidation against journalists covering the Kurdish separatist movement." This was the gentleman who was to be paid \$2 million by the Çiller government to make a promotion film on Turkey... So all in all Baykal can try to win many points in Europe and secure a place for us in the customs union, but as long as we continue to commit the mistakes we are facing now in Turkey, we just cannot hope to win friends in the West.

People are free to criticize Ahmet Altan for his views. In the past we have questioned the journalistic qualities of some of the reports written by Ms. Marcus. But none of these justify the court cases she is facing now. They do not justify the jail sentence against Altan.

All they highlight is the need for the speedy revision of our laws that curb freedom of expression and in some cases even freedom of reporting and informing the public.

Editorial



By Ilnur Çevik

INTERNATIONAL HERALD TRIBUNE, FRIDAY, OCTOBER 20, 1995

Iraq Sanctions, Still

The international trade embargo on Iraq, now in its sixth year, is not easy to maintain. It has brought malnutrition and misery to the Iraqi people, while Saddam Hussein and his favored friends continue to live in royal splendor. The Iraqi leader was sworn in this week as president for seven more years after posting a 99.96 percent approval rating in a carefully controlled referendum. But despite the hardship for Iraqis, there are compelling reasons to keep the economic sanctions intact. Not the least of them is a United Nations report that Baghdad may be embarked on secret new efforts to build prohibited weapons, including long-range missiles equipped with chemical and perhaps biological warheads.

Sanctions have not brought full compliance with the arms provisions of the cease-fire resolution that ended the Gulf war, including permanent elimination of nuclear, biological and chemical arms programs and a ban on missiles with a range greater than 150 kilometers. But they have given UN arms inspectors sufficient leverage to track down most of the remnants of Iraq's prewar arms programs.

The sanctions themselves have done less to punish the Iraqi people than Saddam's manipulation of the embargo has.

Instead of using Baghdad's financial reserves to help sustain the welfare of his countrymen, he has built new palaces for himself. To produce the maximum resentment against the sanctions, he has cynically rejected a Security Council plan to let Baghdad export billions of dollars' worth of oil to pay for medicine and other humanitarian relief for Iraqis.

Six months ago, it looked as if the United Nations might soon be able to certify sufficient progress to discuss a timetable for the lifting of sanctions. But now it is abundantly clear that there has been less Iraqi compliance and far more deception than UN inspectors realized. The defection of Saddam's son-in-law to Jordan during the summer produced troubling disclosures about previously concealed biological weapons, loaded onto missile warheads and ready for use, that could have killed thousands of American and allied soldiers and innocent civilians.

Iraq still refuses to reveal its sources of imported chemical weapons components, making it difficult to trace the material. Baghdad concealed, until recently, its capacity to produce missiles on its own.

Most of these new discoveries came only after Iraqi officials were confronted

with information from defectors or supplier countries. Iraq has shown little interest in reporting truthfully. Even now, Baghdad expects the United Nations to rely on assertions that it issued oral orders to destroy prohibited weapons. Inspectors rightly insist on seeing written orders that would enable them to look for physical evidence of weapons destruction.

Since Iraq is prohibited from possessing nuclear, biological or chemical weapons, enforcement has relied on tracking down components of these weapons, most of which were imported from abroad and were well hidden by the Iraqis. Enforcing the 150-kilometer missile limit has been even harder, because some short-range missiles can be easily converted to go longer distances. Since it now turns out that Iraq can make and modify these missiles, the Security Council may have to enact new restrictions to make the limit enforceable.

Iraq's endless obstructions and deceptions have extended oil sanctions well beyond the time anticipated when they were imposed. Unless Baghdad changes its ways and honestly fulfills its arms control commitments, the embargo will not end any time soon.

—THE NEW YORK TIMES.

Amb. Kandemir replies to US Helsinki Commission's charges

By Uğur Akıncı
Turkish Daily News

WASHINGTON- Nüzhet Kandemir, Turkish ambassador to Washington, has sent a letter to Republican Rep. Christopher Smith of New Jersey, chairman of the U.S. Helsinki Commission, replying to charges Smith directed at the Turkish government in a "dear colleague" letter concerning Reuters correspondent Aliza Marcus. The letter will be sent to President Demirel soon. Marcus is charged with "provoking racial hatred" by reporting on the evacuation and burning of Kurdish villages in Turkey. The U.S. Helsinki Commission represents the OSCE (Organization for Security and Cooperation in Europe) of which Turkey is a member.

Kandemir told Smith that the daily newspaper in which Marcus' story appeared in Turkey "functions as a mouthpiece for the PKK terror organization, publishing the messages of its leaders."

Although her second hearing will be held in November, Ms. Marcus does not have to appear in person at the court, he said.

Kandemir referred to a New York Times editorial to defend the Turkish point of view. He said in an Oct. 3 NYT editorial the writer argues that "when a society so threat-

ened with terror it must respond aggressively to protect the lives of its citizens. When that society is a constitutional democracy, it has the added burden of responding in accordance with the law and principle, balancing considerations of security and justice." Kandemir said, "I think the argument used in case of the U.S. certainly holds true for Turkey as well."

Addressing the emphasis the U.S. Helsinki Commission placed on the removal of Article 8 of the Anti-Terrorism Law as a precondition of Turkey's entry into the European customs union, Kandemir said the Turkish Parliament has amended 16 articles of the Turkish Constitution this summer.

"Therefore the 'democratization package' clearly does not include only one law. ... Your judgment, consequently, that 'well-publicized democratization packages have unfortunately failed to limit free speech prosecutions' is unrelated to what has been achieved so far. An amendment to Article 8 ... is only one aspect of the said package."

Although he welcomed Smith's responsibility to remind Turkey of its OSCE obligations, Kandemir also reminded Smith that "your actions and judgments ought to be based on reliable information, rather than allegations and misinformation."

FRIDAY, OCTOBER 20, 1995

Turkish Daily News

Human Rights Diary

Zana says her Nobel candidature condemns

Turkey: Leyla Zana, the jailed former deputy of the now-banned Democracy Party (DEP), congratulated Nobel peace prize laureate Joseph Rotblat on his award Friday (Oct. 13) and said she was happy she had also been nominated. In a communique to the press, Zana, who was short listed for the Nobel Prize, said she was "honored to have been cited among those personalities recognized for their services to world peace and humanity." Zana, who is serving a 15-year prison term for alleged links with the outlawed Kurdistan Workers' Party (PKK) said her nomination constituted "international recognition of the fight of the Kurdish people of Turkey for their identity." Zana said: "Those who proposed my candidature for the Nobel peace prize also condemned Turkish leaders and their politics." (AFP Oct. 13)

IHD says students forced to turn police informer: The number of students being forced to become police informers is on the increase, according to a press release, issued by the Ankara branch of the Human Rights Association (IHD) on Wednesday. The release said most of the applications arriving at the branch recently have been from high-school students, under the age of 18, who have been threatened with torture if they do not become police informers. The press release also revealed that sometimes the invitation to become an informer was made with a teacher's knowledge. The IHD release went on to describe the case of Savaş Yağ, who received a proposal from three policemen to turn informer. Yağ rejected their offer and was threatened with being taken into custody. Yağ filed a complaint at the Prosecutor's Office against the Ankara police headquarters. The IHD also cited the case of Gülay Sevdin, who faced a similar situation. Police officers threatened to kill Sevdin and attempted to kidnap her, in an attempt to force her to become an informer, according to the release. (TDN Oct. 18)

American Congress sends letter to Demirel on Marcus: The U.S. Helsinki Commission, the congressional committee that represents the Organization for Security and Cooperation in Europe (OSCE), has submitted a letter addressed to Turkish President Suleyman Demirel concerning the fate of Reuters correspondent Aliza Marcus to U.S. Congress members for their signatures. Marcus will be tried in Turkey on Nov. 9 on charges of "provoking racial hatred" by reporting on the evacuation and burning of some villages by Turkish armed forces. She faces one to three years in prison. A separate Congressional "Dear colleague" letter accompanying the letter to Demirel and signed by Helsinki Commission Chairman Christopher H. Smith, Ranking Minority Commissioner Steny H. Hoyer, John E. Porter, Benjamin Cardin, Bob Franks, and Robert Menendez says "dozens of journalists, editors, news vendors and others have been killed by death squads since 1992, making Turkey one of the world's most dangerous countries for the press. "The unwillingness or inability of Turkey's leaders to abolish laws which criminalize free speech threatens Turkey's entry into a European customs union and has stifled debate on the critical Kurdish issue," the letter continued. (TDN Oct. 18)

Altan receives sentence for 'Atakurd' satire: Ahmet Altan, a prominent Turkish journalist, received a 20-month suspended sentence on Wednesday (Oct. 17) for a satire on the Kurdish problem. The Istanbul State Security Court suspended the sentence against columnist Ahmet Altan for five years "on the belief that he will not commit the crime again and because of his place in society," it said. Altan's satire, in the Milliyet newspaper, was entitled "Atakurd" and imagined what Turkey would be like today if the country's founder Kemal Atatürk had been a Kurd. His lawyer denied the charge, under Article 312 of the penal code, of "provoking enmity and hatred by displaying racism or regionalism" Article 312 is one of several laws Turkey uses to jail journalists and others for perceived criticism of the government's handling of the separatist campaign by the outlawed Kurdistan Workers' Party (PKK). (TDN and wire services OCT. 18)

The Altan Case: Freedom on the Razor's Edge

Yavuz Baydar

The scene in the courtroom on Wednesday was, for many, "deja vu". Almost sentence by sentence, gesture by gesture, it was like another rehearsal of the same play. History repeating itself, with brief intervals.

The accused was, this time, another intellectual. One of the better known personalities in the media scene. The crime was the same: separatism. The issue again was the limits of the free debate on the Kurdish issue.

Ahmet Altan, a prominent columnist and writer, stood accused for the opinions he expressed in an article published in Milliyet Daily on April 17th of this year. Titled "Atakürt", with an ironic reference to the last name of the founder of Turkish Republic, Mustafa Kemal Atatürk, Altan played with the fantasy of what the situation for the Turks might be if Atatürk had been born of Kurdish origin instead of Turkish and, after the liberation war against Western nations, had founded a "Kurdish Republic". He argued that Turks would definitely be very frustrated if their cultural rights, such as the right to speak their own language and give Turkish names to their children, were not recognized.

These reflections on a fictional situation first cost Altan his position as columnist in Milliyet. He was fired. Days later, the State Security Court (DGM) in Istanbul lodged charges of separatism and "provocation of hatred" in violation of paragraph 312 of the Turkish Penal Code (TPC) against Altan. Maximum penalty demanded was six years imprisonment. The verdict came on Wednesday. As the prosecutor insisted that Altan had "committed the crime", the defence argued that he had used his basic right as a citizen, protected under the second Amendment of the Constitution.

The court found, after 30 minutes of deliberation, Altan guilty of "separatism". He was first sentenced to two years imprisonment, but the sentence was "softened" due to "good behaviour in the courtroom" to 20 months conditional imprisonment. Altan will go to prison if he is found guilty of the same crime again within a period of five years. "I still do not understand what my crime was," Altan told journalists after the sentencing. "I wonder what I should not say. Should I not wish for peace, equality, freedom?" "I ask that the problems should be solved by democratic means. But I am not surprised by the things happening in my country anymore. Of course the idea of going to prison is not a pleasant one, [but] this verdict will not prevent me from telling people what I think."

Altan has been charged with "separatism" in two other cases still pending at the State Security Court, both related to Article 8 of the Anti-Terror Law. One is for his views printed in the book titled "Freedom of Expression and Turkey", and the other

is for comments made in a TV interview. The article entitled "Atakürt", which brought the suspended sentence for Altan, threatens another columnist working for the newspaper Yeni Yüzyıl. Ali Bayramoğlu, defending Altan in his column, is also charged under paragraph 312 of the Turkish Penal Code.

Like the Altan case, the Aliza Marcus case was related to the same paragraph. Marcus, an American journalist working for Reuters News Agency in Turkey, faces similar sentencing after her trial, which is still going in DGM in Istanbul. Marcus, accused because of a news despatch a year ago sent from Tunceli where there were allegations of soldiers burning the villages, has now become a case overshadowing Turco-American relations. Perhaps due to what Marcus is facing, the continuous charges brought against people solely for their expressed opinions have now become a focus of deeper attention.

There are now around 170 people (columnists, politicians, writers, journalists, artists, media workers, etc), serving prison terms because of the legal limitations on freedom of expression.

An interesting case is İsmail Beşikçi's. Serving a total prison sentence of 51 years resulting from 22 different trials, Beşikçi, a sociologist, is now facing a total of 996 years of imprisonment if he is to be sentenced in the rest of the 59 cases which are still going on.

Yaşar Kaya also, the exiled editor in chief of Yeni Ülke, the now banned pro-Kurdish daily, faces prison sentences of more than 1,000 years, if found guilty of the charges brought against him.

It is still not known, if a prospective True Path Party (DYP)-People's Republican Party (CHP) coalition can turn the tables in favor of extended freedom for the people who wish to say what they think.

The Altan case and the Marcus case have also shown that lifting or changing the famous Article 8 of the Anti-Terror Law will not be sufficient to recognize that freedom of expression is secured in Turkey. The trend within the State Security Courts lately is that the prosecution tends to avoid using Article 8 in cases related to the Kurdish issue, although 4,284 people were put on trial on charges based on Article 8.

Like Altan and Marcus, even charges against the author Yaşar Kemal based on Article 8 were dropped, and Paragraph 312 was used instead.

According to the Istanbul Bar Association and law experts who are contributing to the Human Rights Association (İHD), the number of laws that limit the freedom of expression and speech are rather severe. Surely, sheer lifting of Article 8 will not change their nature in one day. ■

Agence France Presse - A.F.P. - Agence France Presse - A.F.P. - Agence France Presse - A.F.P. - Agence France Presse - A.F.P. - Agence France Presse - A.F.P. - Agence France Presse - A.F.P. - Agence France Presse - A.F.P.

A.F.P. A.F.P.
FRS0325 4 I 0396 TUR /AFP-LK33

Turquie-Kurdes

Verdict jeudi en cassation pour les députés kurdes

Par Hervé COUTURIER

ANKARA, 24 oct (AFP) - La Cour de cassation turque rendra jeudi, sous l'oeil attentif des dirigeants européens, son verdict concernant huit députés kurdes condamnés à de lourdes peines de prison pour collaboration avec la rébellion, et dont le Parlement de Strasbourg demande la libération.

Sa décision est susceptible de peser sur les relations à court terme entre Ankara et l'Union européenne, notamment sur la ratification en décembre de l'union douanière Turquie-UE, les parlementaires européens faisant de ce cas un test de la volonté de démocratisation de la Turquie.

Lors d'une première audience le 21 septembre, le parquet avait demandé l'annulation des verdicts prononcés en décembre dernier par la Cour de Sûreté de l'Etat d'Ankara à l'encontre de cinq des huit députés et leur confirmation pour les trois autres.

Si la Cour de cassation suit le parquet, Ahmet Turk, Orhan Dogan et Sedat Yurttas, qui purgent des peines de 15 ans pour les deux premiers et de 7 ans et demi pour le troisième, pourraient être immédiatement libérés, en attendant le renvoi de leur dossier devant la Cour de sûreté.

La décision bénéficierait en même temps à Sirri Sakik et Mahmut Alinak, condamnés à 3 ans et demi de prison chacun mais qui ont déjà été libérés en attendant l'avis de la Cour de cassation, après avoir purgé près du tiers de leur peine.

En revanche, Hatip Dicle, Selim Sadak et Leyla Zana, pressentie au début du mois pour le prix Nobel de la Paix, verraient leur peine de 15 ans de prison définitivement confirmée.

Les députés sont tous d'anciens membres du Parti de la Démocratie (DEP, pro-kurde). Ils ont perdu leur siège au moment de la dissolution du DEP pour "séparatisme" en juin 1994, sauf M. Alinak, qui avait précédemment démissionné de ce parti et est donc toujours député.

La Cour de sûreté, qui les jugeait initialement pour "séparatisme" et "atteinte à l'intégrité de l'Etat", crimes passibles de la peine de mort, avait abandonné ces charges. A la place, elle avait choisi celles d'appartenance ou d'aide à "bande illégale", passibles de prison.

Leur procès et leur condamnation ont causé une émotion considérable en Occident, notamment au sein des instances européennes, la Turquie étant candidate à l'adhésion à l'Union européenne.

HC/ms

AFP /AA1234/241247 OCT 95

Agence France Presse - A.F.P. - Agence France Presse - A.F.P. - Agence France Presse - A.F.P. - Agence France Presse - A.F.P. - Agence France Presse - A.F.P. - Agence France Presse - A.F.P. - Agence France Presse - A.F.P.

Turkey facing Europe



What are the priorities for Tansu Ciller's new government?

FRAGILE, prickly and strategically placed where Europe meets Asia, Turkey has been staggering through yet another political crisis. Mrs Tansu Ciller, its much-battered prime minister, has become the Elizabeth Taylor of Turkish alliances, shedding, gaining, even regaining coalition partners with gusto, as her compatriots yearn for steadier times and gasp at her knack for survival. Her new government—remarkably similar in make-up to the one that collapsed a month ago—may not last long: a general election, which she cannot be sure of winning (see page 36), is due to be held at the end of the year, though the date could slip to next spring or summer. Time, in any case, is not on Mrs Ciller's side. She needs to act with renewed speed and determination if she is to keep her country moving in the right direction.

Pushing through the changes needed to bring Turkey into a customs union with the European Union—her prime aim—will be tricky. The EU's governments are ready to welcome the Turks, but Mrs Ciller still needs to do more to improve her country's human-rights laws, especially those that affect its large Kurdish minority, if she is to persuade the European Parliament to give its consent.

The customs union would give the Turks many of the economic benefits that full members of the EU enjoy. To be refused it would come as a grievous economic, political and psychological blow to them. It would tilt a lot of Turks, including some in Mrs Ciller's own party, away from Europe towards the muddle and intolerance that scar many of Turkey's Middle Eastern neighbours. It would give heart to such already burgeoning groups as the Welfare party, which preaches a brand of Islamic fundamentalism that is less wild than most but that nonetheless calls for Turkey to leave NATO, castigates Mrs Ciller's drive for western investment, and opposes the secular values that have tempered Turkish nationalism since the time of Atatürk. All of this would be bad for Turkey.

Mrs Ciller has taken a number of steps to meet European

concerns. Earlier this year her government put through a string of constitutional amendments that broadened political freedoms. With mixed success, she has imposed an austerity plan, backed by the International Monetary Fund, to make Turkey's currency more stable and to shrink the public-sector borrowing requirement. She has tried to curb inflation. Economic liberalisation, the beginnings of privatisation and an explosion of private broadcasting have loosened the state's grip and opened Turkish eyes more widely to the outside world. There are hints of a new Turkish flexibility over Cyprus. In all these things, Mrs Ciller has taken broadly the right decisions.

One more heave, please

But Turkey needs to go further. With a bit of luck, it now can. Its courts should start freeing Kurdish members of parliament imprisoned under its catch-all security laws. And it should amend—or, better still, abolish—the obnoxious article 8 of its anti-terrorism law, which deems criminal anything that “damages the unity of the state”. This has been stretched to cover even the peaceful espousal of Kurdish cultural rights or of regional self-government. Mrs Ciller is still committed to this change. If she fails, she can expect a rebuff from the EU.

That would be a pity all round. Europe—and not only its EU countries—needs Turkey, for years a bastion of relative stability at a dangerous global crossroads, just as Turkey needs Europe. But even if Mrs Ciller does clinch her customs deal, Turks still need to come to terms with Kurdish nationalism. Turkish businessmen and democrats are both slowly starting to realise that a more liberal approach to the Kurds would be good for the country as a whole. Most Kurds want the freedom to preserve their cultural identity and to run more of their own affairs; they do not want secession. Denying them those things merely stokes Kurdish separatism—and prevents Turkey from assuming the role of a healthy democracy linking Asia and Europe.

Turkey Full circle

ISTANBUL

TANSU CILLER, Turkey's prime minister, was rescued at the 11th hour by the man who jilted her in the first place. The fickle fellow in question is Deniz Baykal, leader of the left-leaning Republican People's Party, who last month walked out of their coalition. Mrs Ciller then cobbled together a strange-looking minority government with the backing of another small left-wing party and a shady little one on the nationalist far right. It lost a vote of confidence. Then, when all hope for the lady seemed gone, back rode Mr Baykal with an

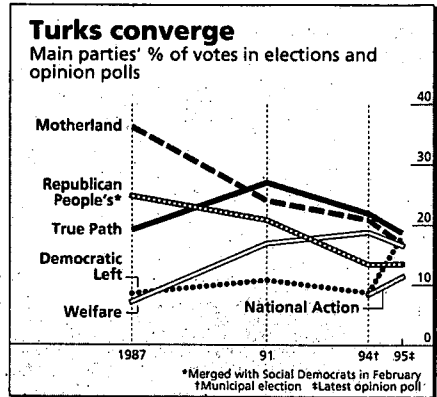
offer to rekindle the alliance. Oddly, Mrs Ciller's topsy-turvy fortunes may have left her stronger than before. Maybe Turkey will benefit too.

Mrs Ciller is tough. The many people who have written her off have been proved wrong again. Back in March last year, in the depths of a currency crisis, her True Path party still managed to get more votes than anybody else in local elections. This time, with her back to the wall again, she kept cool, mocking Mesut Yilmaz, the leader of the biggest opposition group, the centre-right Motherland Party, and sacking a dozen backsliders in her own party.

Mr Baykal has gained too. He has shown that he is not Mrs Ciller's lapdog. He made her sack Istanbul's bellicose police chief for sneering at the Republicans' stand in favour of human rights. Mr Baykal's politicking also ensured that public-sector workers, who went on strike during the crisis, would get a better deal (which will not help Turkey's anti-inflation drive). Such muscle-flexing, he hopes, will stop voters drifting away to support the rival Democratic Left Party, led by a former prime minister, Bulent Ecevit.

More important for Turkey, Mr Baykal has helped to free Mrs Ciller from her dependence on parliamentary votes from the nationalist hard right. She now has a better chance of changing article 8 of the anti-terrorist law, which makes illegal anything that "damages the unity of the state" and has been used to suppress demands

THE ECONOMIST
OCTOBER 21ST 1995



for freer use of the Kurdish language and for Kurdish self-government. The European Parliament has demanded the article's abolition as a precondition for Turkey's admission to a customs union with the European Union. Mr Baykal has already gone to Brussels to persuade fellow social democrats to give Turkey the nod.

Yet Mrs Ciller's revamped coalition, though useful, may be short-lived. The main parties' leaders have agreed to a general election on December 24th. The European Parliament is due to vote on Turkey's customs-union admission in mid-December. Most Turks would like it to say yes. Mrs Ciller would then, not surprisingly, want a poll as soon as possible.



Le Quotidien de Paris - 21/23 octobre 1995

EN BREF

Péril intégriste en Turquie?

Les observateurs européens sont inquiets à propos de la Turquie. A l'instabilité politique qui règne depuis quelques semaines s'ajoute la menace d'une montée de l'intégrisme religieux. Dans un pays profondément modernisé par Mustapha Kemal Atatürk au début du siècle, on pouvait penser que les fondamentalistes musulmans étaient étroitement contrôlés. Or, il semblerait qu'il existe aujourd'hui un risque d'agitation, entretenu par l'Iran voisin. Téhéran aurait demandé à la Grèce d'aider les milieux islamistes turcs et le parti ouvrier kurde dans le but d'entraver l'adhésion de la Turquie à l'Union européenne. En mars dernier, ces deux pays ont signé un accord de coopération en matière de sécurité et de lutte anti-terroriste. Les Kurdes, qui font l'objet d'une répression accrue depuis l'accession au pouvoir du Premier ministre Tansu Ciller, constituent une véritable pomme de discorde entre Téhéran et Ankara. Les Iraniens pourraient être tentés de les utiliser pour favoriser la montée de l'intégrisme chez leur voisin. Pour les observateurs de l'Union européenne, si un scénario à l'algérienne se développait en Turquie, c'est tout le bassin méditerranéen qui s'en trouverait déstabilisé.

United States on NYT editorial: Our security relationship will continue

New York Times to print Ambassador Kandemir's letter

By Uğur Akıncı
Turkish Daily News

WASHINGTON- Answering a question regarding the recent New York Times' (NYT) editorial hitting Turkey for using United States' weapons in its campaign against the Kurdistan Workers' Party (PKK), the U.S. State Department spokesman Nicholas Burns said that the good strategic relationship between the two countries will continue.

The NYT had suggested that aid to Turkey be made contingent upon an improvement in human rights.

"We have an alliance with Turkey. We have a good relationship with Turkey. We have a

security relationship that makes sense to the American people and the Turkish people. That will continue," Burns said.

"We also have an interest in human rights," Burns continued.

"We have made known to the Turkish government, on a continuing basis, some concerns that we had about the human rights situation in Turkey.

It's not a surprise to you or anyone else; we have a human rights report published annually that talks about this in print. We have a good relationship with the Turkish government.

We have differences (but) we prefer to keep them private, as one normally does in a rela-

tionship like this ...

We will continue to have a relationship with Turkey that is balanced, that accentuates the positive aspects of our security and political relationships.

But that never, of course, submerges the very important emphasis on human rights that the American and Turkish people agree on."

The TDN has learned that the NYT will soon publish, in its "Letters to the Editor" section, a shortened version of the letter which the Turkish Ambassador to Washington Nüzhet Kandemir has sent to the senior management of the paper, refuting the points made in the Oct. 17 editorial and defending Turkey's record.

US: We can't worry yet about Turkish-Syrian tensions

Syrian-Israeli peace process has top priority for US

Turkish Daily News

WASHINGTON- Turkey, worried that the redeployment of Syrian troops close to its borders after a possible settlement with Israel over the Golan heights may increase its own security concerns, cannot immediately get its concerns addressed, a senior U.S. State Department official indicated.

The official, a Mideast expert, was responding to a question concerning the probability of

the transfer of Syrian troops after the return of the Golan heights, to the Turkish border, thus adding to the existing tensions between Ankara and Damascus over Kurdistan Workers' Party (PKK) infiltrations into Turkey's Hatay province from Syria.

During a recent trip to Washington, Turkish Foreign Ministry Undersecretary Onur Öymen said he did not expect the United States to exert any "pressure" at all on Syria regarding the PKK infiltrations and PKK camps in Syrian-controlled Bekaa Valley of Lebanon.

"Instead, we encourage our Syrian friends

not to support the PKK," Öymen commented diplomatically.

There are many in Turkey who accuse Syria of harboring designs over the Turkish province of Hatay, which the French allowed Turkey to annex in 1938 following a popular referendum. Ankara has delivered several notes in the past to Damascus regarding the aid and comfort Syria gives to the PKK terrorists.

Syria, in return, has accused Turkey of cutting back on the waters of the Euphrates and attempting to use water as a "weapon" in bilateral relations.

Correspondance de la Presse - 23 octobre 1995

LA TURQUIE ACCUSEE A STRASBOURG D'AVOIR
VIOLÉ LA LIBERTE DE LA PRESSE

La plainte contre l'Etat turc des rédacteurs en chef et propriétaires d'un quotidien turc qui a dû cesser de paraître en 1994 après l'assassinat ou la disparition de journalistes, des attentats à la bombe et des poursuites judiciaires, a été déclarée recevable vendredi par la Commission européenne des droits de l'homme de Strasbourg. Les anciens responsables du quotidien "Cezgur Gundem" invoquent notamment l'article 10 de la Convention européenne des droits de l'homme qui garantit la liberté d'expression et de presse. Les rédacteurs en chef et propriétaires estiment que l'Etat turc est responsable des agressions visant le quotidien et ses journalistes et s'élèvent contre les poursuites judiciaires dont la publication faisait l'objet.

De son côté, le gouvernement turc prétend que le journal - qui avait commencé à paraître le 30 mai 1992 - faisait la propagande du parti séparatiste kurde P.K.K. et fait valoir que l'article 10 de la Convention autorise les Etats à imposer des restrictions à la liberté d'expression, notamment lorsqu'il s'agit de défendre "l'intégrité territoriale".

Les anciens responsables du journal ont exposé aux juristes des droits de l'homme de nombreux faits concernant des assassinats, disparitions, menaces de mort, poursuites judiciaires, saisies et amendes contre des journalistes ou d'autres employés du quotidien. En outre, ils ont fait valoir que le journal avait dû cesser sa publication après la destruction par des attentats à la bombe de ses trois principaux bureaux. Les requérants invoquent à ce sujet le premier protocole à la Convention européenne des droits de l'homme qui garantit le droit au respect de ses biens.

Si aucun règlement à l'amiable n'est possible, la Commission européenne des droits de l'homme rendra un avis consultatif sur le fond de l'affaire et transmettra le dossier à la Cour européenne des droits de l'homme qui tranchera sans appel et en dernier recours.

Correspondance de la Presse - 23 octobre 1995

Herald INTERNATIONAL Tribune

MONDAY, OCTOBER 23, 1995

Saddam Reining In His Errant Eldest Son

By John Lancaster
and David B. Ottaway
Washington Post Service

As the eldest son of the Iraqi president, Uday Hussein has killed and wounded with impunity.

According to witnesses and intelligence sources, his victims include his uncle, his father's butler and as many as six women. He has become a wealthy businessman whose negotiating tactics are said to be straight from the Mafia handbook.

But after years of fatherly indulgence toward his son, Saddam Hussein may finally be losing patience.

Distraught over the defection of two daughters and their husbands — including a senior aide — and angered by the excesses of Uday, the Mr. Saddam has begun to curb his family's influence in Iraqi politics, blunting what some say is a greater threat to his survival than the crippling United Nations trade embargo against his country.

According to Baghdad-based diplomats and sources in neighboring Jordan, Mr. Saddam has ordered several of Uday's businesses closed and limited his official duties to little more than promotion for the Iraqi soccer team.

The shifts are the latest twist in a family saga that the Iraqi leader has compared to the biblical account of Cain and Abel. Politically, they are part of an apparent attempt by Mr. Saddam to broaden his base of support, filling key positions with respected outsiders and, last week, staging a referendum to endorse his leadership and install himself as president for seven more years.

Mr. Saddam's family troubles may continue to haunt him. U.S. officials warn of a continuing and potentially

explosive rivalry between Uday and his younger and less mercurial brother, Qusay, who heads Mr. Saddam's main security apparatus.

But judging from a picture pieced together from sources in Baghdad, intelligence reports in Washington and Jordanian sources who follow their Iraqi neighbors closely, Mr. Saddam's maneuverings appear to have repaired much of the damage caused by the defection on Aug. 8 of his cousin and son-in-law, Lieutenant General Hussein Kamel Mahjid, who headed Iraq's weapons program and whose departure has been interpreted in Western capitals as the beginning of the end for the Iraqi regime.

By most independent reckonings, both General Kamel's defection and Mr. Saddam's efforts to project a new image for his regime have a lot to do with the animosity stirred up within governing circles by the reckless behavior of Uday.

Now 31, with a penchant for exotic cars and well-tailored suits, the son of Mr. Saddam's first wife grew up steeped in privilege. He studied engineering at Baghdad University and socialized with the sons of other senior officials at the elite Baghdad Hunting Club. But Uday also developed a reputation as greedy and violent, particularly when drunk.

As a younger man, he was known for tooling around Baghdad in a black Porsche with red leather seats, a beautiful woman at his side. Affairs of the heart brought out his brutal side in 1988, when he bludgeoned to death Kamal Hanna, his father's butler and food taster, at a banquet. According to widely circulated accounts, the valet had angered Uday by acting as the go-between in an affair between Mr. Saddam and Samira Shahbandar, a stewardess then married to an Iraqi Airlines official.

Miss Samira eventually became Mr. Saddam's second wife, relegating Uday's mother, Sajida, to a secondary role.

Mr. Saddam sentenced his son to death soon after the killing, then reconsidered and sent him to Switzerland in the custodianship of Mr. Saddam's half-brother, Barzan Ibrahim Tikriti, Iraq's representative at the United Nations in Geneva. Uday later married Mr. Ibrahim's 15-year-old daughter.

Uday appeared to have been rehabilitated by exile. Back in Baghdad by the early 1990s, he had founded a media empire — including the newspaper Babel and Baghdad's Youth television network and radio station — as well as companies such as Babel Transportation, Babel Hotels and Babel Food Processing.

But Uday was also amassing a long list of enemies. He used his newspaper to discredit people whose companies he coveted or who thwarted his will. Sometimes he acquired new businesses through extortion or death threats, according to Mishan Jabouri, a former confidant of Mr. Saddam's now living in exile in Istanbul. In an interview during a recent visit to Washington, Jabouri said Uday once demanded — and got — Mr. Jabouri's Porsche sports car and gold Piaget wristwatch.

"You cannot believe how much he loves money," Mr. Jabouri said. "Uday is just one big Mafia for the business, for the killing, for everything. He goes into the street, he sees a nice girl, he sends his bodyguard and just takes her. This is Uday."

Despite his growing business empire, Uday held no formal power inside the regime until last October, when Mr. Saddam put him in charge of forming a large paramilitary force.

But in another widely reported incident, Uday shot and seriously wounded Watban Ibrahim Hassan, another uncle and the former interior minister, during an altercation at a party Aug. 8. From six to eight women at the party also died in the gunfire, according to sources.

The conclusion that Uday's star is waning is backed by a new Jordanian intelligence report that says his authority has been sharply curtailed since the Watban Ibrahim shooting.

"The system in Iraq is not a family system," a senior Ba'ath Party official said in Baghdad. "If it was a family system, the whole system would have collapsed."

MONDAY, OCTOBER 23, 1995

Iraqi deputy FM in Ankara

Turkish Daily News

ANKARA- Iraqi deputy Foreign Minister Saad el-Faissal starts today his talks with Turkish officials with a full agenda of "all aspect of bilateral relations and regional issues." El-Faissal is expected to appeal to the Turkish side for its support in lifting the U.N.-imposed embargo against Iraq, which has been maintained since 1990.

Turkey, for its part, is one of the states most affected by the embargo. Prime Minister Tansu Çiller has put Turkey's losses at around \$20 billion.

"We do support the lifting of sanctions against Iraq, but Iraq has to do what is expected," a Turkish Foreign Ministry official said. The Iraqi deputy foreign minister, who has already visited Turkey during the last year, is expected to repeat the Iraqi objection to the presence of Operation Provide Comfort, an allied force which is stationed in Turkey to enforce the no-fly zone in northern Iraq. The Turkish side, however, maintains that whether Turkey will extend the mandate of the force is in the hands of the Turkish Parliament.

Turkish diplomats have also told the Anatolia news agency that the Iraqi envoy will ask Turkey to stop its dialogue with the northern Iraqi Kurdish leaders, saying "they are no different to the outlawed Kurdistan Workers' Party (PKK)."

Turkey is also expected to reaffirm the support it has for Iraqi territorial integrity.

While in Turkey, the deputy foreign minister will meet with his Turkish counterpart Onur Öymen, who has made a recent trip to Washington. He will also be received by Foreign Minister Coşkun Kırca.

■ Council of Europe postpones discussion on Turkey

Chairman of the Council of Europe's Parliamentary Assembly Miguel Angel Martinez's attempt to include Turkey in the joint committee's agenda for its Nov. 9 meeting was unsuccessful, the Anatolia news agency reported. The joint committee, formed by the Parliamentary Assembly and the Council of Ministers, refused on the grounds that there were no new developments in the formation of the new government and that Andreas Barzony, the Council of Europe's rapporteur on Turkey, had not yet made his visit to the country. In April, the Parliamentary Assembly had put forward three conditions which, if Turkey fails to comply with them, could lead to the freezing of Turkey's member status in the Council of Europe by the Council of Ministers. The conditions were the setting of a date for constitutional and legal changes; a peaceful solution to the southeastern problem; and Turkey's withdrawal from northern Iraq. The Council of Ministers, however, had given signals to Turkey indicating its support. The Parliamentary Assembly is expected to make a new advisory decision after analysing Barzony's report on Turkey.

■ KDP denies Turkish military aid

The Iraqi Kurdistan Democratic Party (KDP) declared in a written statement on Saturday that Turkey has never given it any military aid. The party was denying allegations made by the daily Cumhuriyet recently that Turkey was helping the KDP in this regard. "However, the common border security is of great importance to the KDP and we have always been ready to discuss these sensitive issues with Ankara," the statement added. Attacks by the Kurdistan Workers' Party (PKK) on Iraqi Kurdistan elicited a rapid response by the KDP and local forces, managing to eradicate the PKK in most regions, the statement concluded. Meanwhile, the same KDP admitted that it had helped the PKK in the 1980's. "If we hadn't helped, the PKK would not be on its feet today," Mesut Barzani, chairman of the KDP said. Now, however, the PKK is fighting the KDP.

INTERNATIONAL HERALD TRIBUNE.

MONDAY, OCTOBER 23, 1995

Newspaper War in Turkey

ISTANBUL — A sales war among Turkish newspapers heated up over the weekend as copies of the daily with the largest circulation were confiscated by a court order.

Copies of Aksam, which has a circulation of about 900,000, were confiscated after Aydin Dogan, the owner of the Hurriyet and Milliyet dailies, went to court claiming two editorials in Aksam had insulted him. (AP)

Turkish dailies have been offering refrigerators, tape recorders, bicycles and other goods to lure customers into buying their pers.

MONDAY, OCTOBER 23, 1995

Turkish Daily News

PKK's efforts to unite Kurds are opposed by Burkay

By Sinan Yılmaz

Turkish Daily News

ANKARA- The outlawed Kurdistan Workers' Party (PKK) has speeded up its activities abroad, trying to have itself accepted as the "leader of the Kurds," according to Kurdish sources. These efforts by the PKK are said, however, to be opposed by Kemal Burkay, a moderate Kurdish leader who opposes violence in the pursuit of Kurdish ideals and also any "hasty attempts to put the Kurds under one roof."

In line with its efforts to gather the different Kurdish organizations under one umbrella, dominated by itself, the PKK is also said to be trying to assemble a "National Congress," according to these sources.

Thirteen Kurdish groups are said to have already held a meeting with the PKK under the auspices of the so-called "Kurdish Parliament-in-Exile" which is based in Brussels with a view to furthering the aim of uniting under a single roof. The meeting, reportedly held on Oct. 14-15, although there is no clarification as to where it was held, was attended by the smaller Kurdish

organizations.

The Kurdistan Socialist Party (PSK), however, considered to be one of the more important Kurdish groups, is said to have refused to participate in the meeting.

PSK leaders are reported by Kurdish sources as finding the PKK efforts to unite the Kurds of Iran, Iraq, Syria and Turkey under one leadership "unrealistic," arguing that this is not possible in practical terms.

Maintaining that the "unity of Kurdistan" is an issue for the future, PSK officials are also said to be stressing that PKK efforts to seize the leadership of such a unified entity by violent means is harming the "national movement" of the Kurds. The PSK, led by Burkay, a veteran Kurdish activist who has chosen a peaceful approach to securing Kurdish aims, had also refused to participate in the establishment and announcement of a "Kurdish Parliament-in-Exile" in the Hague earlier this year. In a letter sent to the meeting between the PKK and representatives of 13 Kurdish groups on Oct. 14-15, Burkay reportedly had some strong words for the PKK in particular.

He is said to have indicated that for the Kurds to come up with a "national front" there must first be respect for democratic relations, and the various organizations must not interfere with each others' internal affairs and must refrain from violence.

He is also said to have also opposed the establishment of such a "national front" by one organization or a small number of organizations on their own and to have underlined that "such haste will only lead to new divisions and tensions." Burkay is also reported to have stressed the importance of activating the peace accord arrived at between the northern Iraqi Kurdistan Democratic Party (KDP) and the Patriotic Union of Kurdistan (PUK) and to have called in this regard for the PKK to stop its attacks on the KDP.

Arguing that attacks on the KDP by the PKK are not just harming the Kurdish cause, but the PKK itself, Burkay reportedly stated that "it is not consistent for an organization to call for national unity on the one hand, while attacking and fighting with another Kurdish organization."

Kurdish MPs freed for 'sake of Europe'

HUGH POPE
Istanbul

Turkey's Supreme Court ordered the release of two ethnic Kurd former MPs yesterday, but upheld 15-year sentences against four others, including a Nobel Peace Prize nominee, Leyla Zana.

The court also ordered that the two released men, Ahmet Turk and Sedat Yurttas, as well as two other Kurdish leaders freed last year, should face new trials under Article 8 of the anti-terrorism law for supporting the Kurdish nationalists.

"It's a disgrace, a purely political decision," said Mahmut Alinak, released last year and the only one to regain his parliamentary seat. "My original conviction was based on fabrications by policemen and informers. It's just some make-up to look good for Europe."

The European Parliament has demanded the release of all six former MPs as a condition for ratifying a key customs union agreement with its Muslim neighbour.

Conservative Turks have resisted, saying that most of the MPs were convicted for links with rebels of the Kurdistan Workers' Party (PKK).

"They should be executed," said Nusret Demiral, the outgoing chief prosecutor of the State Security Court system.

The Europeans have also demanded reform of Article 8, which sets out jail terms of two to five years and heavy fines for "propaganda against the indivisible unity of Turkey". The government's revised version of Article 8 passed a parliamentary commission on Wednesday. It will empower the state to close radio and television stations from one to 15 days as a punishment, but is otherwise less onerous. Penalties are to be reduced to one to three years in prison, "propaganda" is less broadly defined and sentences may be suspended.

The legislation will also be retroactive. If implemented, several of 170 writers, intellectuals and Kurdish nationalist militants may be freed from jail and many of the trials of another 5,500 people may be dropped.

"This is all there is going to be. With this, the European Parliament can make its decision in December. At this rate, Turkey will be lucky to get customs union," said a European diplomat in Ankara.

Another said it was a step forward, if limited, and that the Commission in Brussels still supported the free-trade pact.

The Turkish establishment, however, has only half an eye on the customs-union bid. Its attention is consumed by a political crisis out of which the conservative Prime Minister, Tansu Ciller, is supposed to form a coalition government with the Social Democrats by 5 November or fall. Parliament yesterday discussed an attempt to set an early election date of 24 December, a date none of the parliamentarians really wants.

Any date before the spring is also probably unachievable, given the millions of names in Turkey and abroad that must be added to electoral rolls, and therefore is likely to be thrown out by the Constitutional Court.

"There's no flour and sugar, yet you want us to make *hava*," said an exasperated Nihat Yavuz, head of the Supreme Election Board.

Mrs Ciller did have some good news yesterday as she finally settled a five-week strike by public-sector workers. She will now have to find the money to pay for that and an equally generous deal with 1.5 million civil servants, at the same time as sticking to an IMF-ordered programme to cure annual inflation now exceeding 90 per cent.

But that little problem, like most things in today's turbulent Turkey, is something everyone seems happy to leave to tomorrow.

Turkish Daily News

OCTOBER 25, 1995

Cosmetic changes are considered for controversial Article 8

By Sinan Yılmaz
Turkish Daily News

ANKARA- The draft bill calling for the amendment of the controversial Article 8 of the Anti-terrorism Law, considered one of the most significant barriers to freedom of expression in Turkey, has been presented to Parliament.

The parliamentary constitutional commission is expected to discuss the draft bill during today's session. If the bill becomes a law, the punishments given for breach of this article may be postponed or commuted to fines. However, despite the new amendment, most current inmates will remain in prison, because many of the recent court rulings that have been made are based, not on Article 8 but on Article 312 of the Turkish Criminal Law. Writers such as İsmail Beşikçi, Ünsal Öztürk, Işık Yurtçu, Eren Keskin and Fevzi Gerçek will not benefit from the new bill should it become law. Also, if the court sentences eminent writers Yaşar Kemal and Fatoş Güney, those writers will not be able to avail themselves of the proposed changes to Article 8 of the Anti-terrorism Law No. 3713.

The draft suggests the removal of clause reading: "no matter what the method, purpose or thought..." If passed in Parliament, the new version of Article 8 will read as follows: "No demonstration or march or spread of written or verbal propaganda aiming at upsetting the indivisible integrity of the state of the Republic of Turkey is allowed. Those who violate this article will face a prison term from one to three years and a fine of between TL 100 million and TL 300 million."

If the crime mentioned in this paragraph is committed by publications, as described in Article 3 of the Press Law, 90 percent of the average income from the previous month will be paid as a fine by the owners of periodicals.

If the bill passes Parliament, the cases of those who have already been found guilty under the old law will be re-examined by the court which originally heard the case within one month of the passing of the bill into law. The fact that the amendment of Article 8 has been brought onto the agenda by the government is seen as a move to secure Turkey's place in a customs union with the European Union.

Fevzi Argun of the Turkish Human Rights Foundation called for an amnesty for all members of the press convicted under Article 8.

US denies Iraqi Kurds to meet in Washington

Turkish Daily News

WASHINGTON- A US Senate Department senior official told a group of Turkish journalists on Friday that he had no knowledge of a meeting allegedly to take place soon in Washington between the Northern Iraqi groups.

"We do announce specific meetings when we have them," the official said, implying that no such specific meeting was scheduled as of now.

A story that appeared recently in the Turkish press alleged that representatives from Jalal Talabani's Patriotic Union of Kurdistan (PUK) and Mesoud Barzani's Kurdistan Democratic Party (KDP) would come together in Washington under the auspices of the US government at the end of October to continue the "peace process" among the Northern Iraqi Kurds that started with the two meetings held in Ireland.

Turkey participated in the Dublin meeting as an observer.

Turkish Daily News

TUESDAY, OCTOBER 24, 1995

Professor Ergil to testify concerning controversial Southeast TOBB report

Turkish Daily News

ANKARA- Chief Prosecutor Nusret Demiral said on Monday that Professor Doğu Ergil is to testify at the State Security Court (DGM) to explain the report prepared by him for the Turkish Union of Chambers and Commodity Exchanges (TOBB) and evaluating Turkey's eastern problem, the Anatolia news agency reported. Demiral said that inquiries into the report are still

continuing and added that the court would hear Ergil's testimony as part of their investigations.

If, following its inquiries, the court decides that Ergil has broken the Anti-Terrorism Law, legal proceedings may be brought against him. A prosecutor from the court stated investigating the controversial report three months ago and passed his findings on to Demiral, Anatolia said.

Appeals Court to decide on DEP case Thursday

Turkish Daily News

ANKARA- The High Appeals Court is expected to announce on Thursday its verdict concerning the seven former deputies of the now closed pro-Kurdish Democracy Party (DEP) and the independent deputy Mahmut Alınak.

Former DEP deputies Hatip Dicle, Ahmet Türk, Selim Sadak, Leyla Zana, Orhan Doğan, Sedat Yurttas and Sırrı Sakık, together with independent deputy Mahmut Alınak, had been tried at the State Security Court (DGM) and sentenced to various prison terms. Both defense and prosecution lawyers

appealed against the ruling of the lower court.

While the defendants' attorneys argue that their clients should be acquitted, the office of the DGM prosecutor holds that the lower court decision should be reversed and that the seven should be tried in accordance with Article 125 of the Turkish Criminal Court, which calls for capital punishment.

The chief prosecutor at the High Appeals Court demanded that the prison terms for Alınak and Sakık be increased by one sixth, that the sentences against Yurttas and Turk be

commuted according to the terms of the anti-terrorism law, that Doğan be charged with providing assistance to an illegal organization and that the sentences against Sadak, Zana and Dicle be upheld.

The lower court trial ended on Dec. 8, and the court sentenced Dicle, Türk, Zana, Doğan and Sadak to 15-year prison terms, Yurttas to seven-and-a-half years and Alınak and Sakık to three-and-a-half years and a fine of TL 70 million.

Alınak and Sakık were released, having already served their terms. The others remain in prison.

Human Rights activist sees need for urgent improvements in human rights performance, and democratization

By Sinan Yılmaz
Turkish Daily News / ANKARA

The 1994 report of the Turkish Human Rights Foundation was discussed with Yavuz Onen, chairman of the foundation, answering the Turkish Daily News' questions about the report which has determined the increase in the number violations of human rights in Turkey.

Onen told TDN that the first thing that should be done is to make urgent improvements on human rights and democracy. "We have some suggestions on the subject," Onen said. Readers can find those suggestions in this article, which includes Onen's various views on human rights, the Kurdish problem, working life, and international relations. The main issue in this article is the 1994 foundation report and Onen's response to it. According to Onen, the report is not different than other reports made in the past, because there has been no improvement in the subject of human rights. These are Onen's ideas:

TDN- How was 1994 and what are your evaluations of 1994 ?

ONEN- We can say that it was no different than other years. Tortures, arbitrary executions, murders, missing persons, identification of freedom of thought with terrorism, was on the agenda of 1994. Article 8 of the Anti-terrorism Law, violations of the human rights of people in the Emergency Rule region, burning of villages, emptying villages, forcing people to migrate, destroying food and belongings of villagers during military operations, intervening in agriculture and stock-breeding, killing animals, burning forests and bombing villages was continued in 1994.

One of the most important events of 1994 was the lifting of the immunity of the DEP (Democracy Party) deputies and closing of that party by the Constitutional Court. Also, the thesis of Prime Minister Tansu Çiller that all DEP deputies were from the outlawed Kurdistan Workers' Party (PKK), a thesis approved by the State Security Court. Some of the deputies had gone abroad, and others were sent to prison.

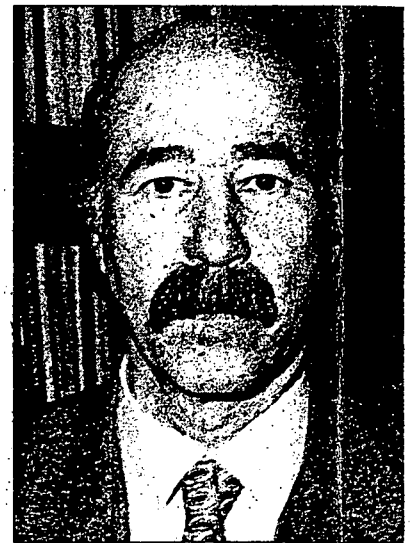
TDN- The important part of the report was from people who are living in the emergency rule region. Most of the people have been killed in the region. Can you evaluate the region ?

ONEN- Approximately 4,041 citizens were killed in the country and most of them were killed in this region. Over a thousand villages were emptied or burned. State Minister Azimet Köylüoğlu evaluated the situation as terrorism by the government. As a result, 2 or 3 million people have moved away from their homes. The cities are full of Kurdish people who have migrated. In those cities, there are problems of unemployment, health, education and nutrition. People migrated even across Turkish borders to northern Iraq. In Turkey as a whole, 192 citizens, including 37 children, died as the result of PKK attacks against innocent civilians. The racist, hateful, chauvinist activities started to increase. The numbers of people who had been killed by PKK attacks or some leftist groups reached 218. Many teachers were killed in the Emergency Rule region and many were killed in unspecified attacks

TDN There have been restrictions on freedom of thought. Is this related to the Kurdish issue ?

ONEN- The freedom of thought, press and opinion have been under pressure because of unsatisfactory democratization. Strict judicial precautions were

The Turkish Human Rights Foundation (TIHV) today published its report on the human rights situation Turkey in 1994. In the coming days, the TDN will publish on this page a comprehensive summary of the report. An interview with Yavuz Onen, TIHV's chairman is given today as an introduction to the series.



Turkish Daily News

TUESDAY, OCTOBER 24, 1995

taken against some media organizations. The most important target of the pressure was the Ozgur Ulke daily. Its center was bombed, it could not disseminate, two of its correspondents were killed. Another 172 people, including journalists, writers, publishers, eight deputies and 17 officials from the DEP were sent to prison on charges of speaking their thoughts. The total prison terms for journalists and writers equal 448 years.

There were financial problems as a result of military operations, which was seen as the solution to the problem. Over TL 400 trillion was spent for military operations. \$30 million was paid to village guards. Turkey became second in the world for purchasing military equipment and arms. The 'April 5 package' negatively affected most people in Turkey. 650,000 people lost their jobs. Inflation increased by 160 percent. The U.S. dollar, which had equaled TL 14,000, rose to TL 40,000. The budget deficit reached \$ 5 billion.

Tortures, arbitrary executions, murders, missing persons, identification of freedom of thought with terrorism: all this was on the agenda for 1994. Article 8 of the Anti-terrorism Law, violations of the human rights of people in the Emergency Rule region, burning of villages, emptying villages, forcing people to migrate, destroying food and belongings of villagers during military operations, intervening in agriculture and stock-breeding, killing animals, burning forests and bombing villages: all this continued in 1994.

TDN. Mr. Önen, will you please make an evaluation about the foundation? What did it do in 1994?

ÖNEN. We did rehabilitation throughout the year for people who were tortured. We helped 472 tortured people. We announced human rights violations to our subscribers and officials through our daily reports. We answered questions from our country and abroad about our activities. We had a very full year with our international relations. We had meetings with official and civil organizations. Our documentation center made publications in Turkish and English. A report was prepared to examine the juridical aspect of the closure of the DEP and lifting of the immunity of DEP deputies. We published a report regarding the application and results of torture in Turkey since 1980. We released a report on the killing of teachers in the Emergency Rule region.

TDN. Mr. Önen, you attract people's attention with your activities. You went to court. You had negative reactions from other people beside the State Security Court (DGM). Will you please talk about these reactions?

ÖNEN. DGM filed a case court against me and Fevzi Argun, our executive board member, on the occasion

The TIHV documentation center

Fevzi Argun is responsible for the documentation center, which was formed within the Turkish Human Rights Foundation (TIHV). The center has been operating since March 1990, preparing daily human rights reports for each workday since April 2, 1990. These reports are faxed to subscribers and concerned companies. In the documentation center, newspapers and magazines are continuously being searched through, articles are being classified and are filed according to their topics. There is a computer-supported data bank, and a video cassette archive. The center is helping individuals and companies concerned with human rights issues.

The reports prepared by the documentation center are as follows:

- 1990 Press Report (Full text in Turkish, summary in Turkish and English)
- 1990 year Torture Report (In Turkish and English)
- 1991 year Torture Report (In Turkish and English)
- Turkey's Human Rights Report-1991 (In Turkish and English)
- 100-day Report-1992 (In Turkish and English)
- Semiannual Report-1992 (In Turkish and English)
- Turkey's Human Rights Report-1992 (In Turkish and English)
- 500-day Report-1993 (In Turkish and English)
- Beyond the Coalition Government-1993 (Full text in Turkish, summary in English)
- Turkey's Human Rights Report-1993 (In Turkish and English)
- Torture Report 1980-1994 (In Turkish and English)
- Education in the Emergency Rule Area 1984-1994. (In Turkish and English)

Argun pointed out that they will prepare more comprehensive reports in the future, and that they would like those individuals and companies concerned with human rights issues to donate documents and information to the center. Argun would appreciate criticisms on the reports which have been published by the center.

of preparing the report on torture. We were acquitted in the case. But the international activities of Turkey's Human Rights Foundation (TIHV) and Human Rights Association (IHD) received negative reactions from different groups. These groups said human rights were a mask, which was being used by developed countries to break down Turkey, and called us collaborators and traitors. Some journalists claimed in newspapers and on television that people who defended human rights were separatists.

TDN- Some leftist groups claimed that you acted under the direction of some Western countries and their intelligence agencies.

ONEN- We will continue to live under the judicial and institutional infrastructure of human rights. We will continue to be independent. The political groups which criticized us should take a look at their ideologies, activities and independence.

Of course, our struggle to protect and develop human rights has a political content. We have an opposition mission by being against human rights violations, criticizing the government's procedures and calling on the government to take action. The TIHV added "being political and opposition" by divulging the violation of human rights and treating people who were tortured. Our foundation enlightens the public and warns officials and the government through its activities. We heard the prime minister's words, "Find me a questioning method having no torture in it, and give away the torture equipment in the police stations." These words showed the acceptance of applying torture systematically, which had been denied until then. Our activities and aims are to end the torture.

TDN- It is understood from your words that all opposition organizations are silenced in all societies and the next step would be the human rights institutions. Is this comment true?

ONEN- They first silenced the social democrats by making them the partners of the coalition government and then silenced the Kurds by closing the Democracy Party (DEP) and leaving them out of the fight. We have heard the slogans of "Down with human rights" at the funeral ceremonies of policemen and soldiers in 1992, which symbolized the reaction against us. In these days even soccer matches are turned into a nationalistic paranoia, and we even got used to hearing about people who

died because of an accidental bullet.

In today's Turkey, it is impossible to talk about democracy, basic rights and freedoms, and to solve the Kurdish problem through a peaceful policy. One could even be considered as cooperating with terrorist groups or foreign countries or even could be considered as a state traitor. Democratization packages could not put into force by the coalition governments who had promised to do so. The demands of the European Council and Parliament to end violations of human rights, change the Constitution, lift the Anti-terrorism Law Article 8 and release the members of the DEP, left the status quo people in a difficult position.

TDN- Are you saying that 1994 was not a positive year for the government? What was the prominent characteristic of 1994?

ONEN- The most prominent characteristic of 1994 was the government declaration that it would be the year when the threats of terrorism and separatism would end. The deadline given by the government to put an end to the issue was May or June. At the declaration released on March 9, it was said that it would be ended by September. At summertime they said that the threat would finish at the end of the year. At the end of the year, the date for a finish has again changed and the government declared that the threat would be over in March or April of 1995.

TDN- Mr. Önen, you have made some suggestions to put an end to the violation of human rights and to obtain democratization. You say that these proposals are aimed at making urgent improvements. What are these proposals?

ONEN- I can arrange our demands in order:

1- Abolition of torture is important. To this aim, the Criminal Trial Procedure Law (CMUK) must be reviewed and the right must be given to those under custody to see their families, accompanied by their lawyer.

The period of taking under custody must be applied in accordance with the European Human Rights Accord. Politicians are taken under custody for four days if they are alone, 15 days if they are a group and 30 days if they are in the Emergency Rule region.

The torture of criminals must be investigated and punishments must be strong enough to deter torture. Punishment decisions must be decided quickly. The amount of punishment for torturing a prisoner should be increased. There is no time to lose for to make judicial amendments on the issue.

The articles regarding the Anti-terrorism Law and the Memurin Muhekamati Law (which permits investigation of civil servants for misuse of authority) which has been in effect since 1913, should be removed or changed.

2- Freedom of thought and assembly should be guaranteed.

With this aim:

■ The Anti-terrorism Law Articles 6 and 8 as well as Articles 155, 158, 159, and 312 of the TCK should immediately be lifted or changed. So should the law

prohibiting criticism of Atatürk, the Press Law, the law on the protection of children against harmful publications, and other similar laws.

All those convicted under the laws and articles mentioned above should be released, especially those convicted of "thought crimes." All cases that have been filed should be dropped.

■ A period of democratization should begin. The amendments made to the Constitution were superficial and did not provide enough needed relaxation. For this reason, the issue of amendments to the Constitution should be discussed again. Laws regarding associations, political parties, elections, the police force, labor unions, labor, assemblies and demonstrations should immediately be discussed and changed.

It is only after these alterations are made that the necessary changes will occur and all of the country's problems, especially the Kurdish problem, will be open to discussion.

■ An end should be put to enforcement of the Emergency Rule legislation and the system of village guards.

■ The villages that were burned down and demolished should be reconstructed into habitable areas. The practice of forcible migration should be abolished.

■ Security operations against civilians and killings of various kinds in the Emergency Rule region should be stopped.

■ The individual's right to life should be guaranteed. Executions without trial, disappearances, and unsolved murders should end. The government should make more effective inquiries in order to find those responsible.

■ Labor unions should be guaranteed the right to collective bargaining and holding strikes. Humane living conditions should be implemented in the jails.

It is obvious that these proposals are aimed at making urgently needed improvements. As a society, we seem to have settled for limited improvement. The passive state of our society continues. The Kurdish problem, the Emergency Rule, the propaganda and practices carried out in order to protect the nation's sovereignty loom above hopes of democracy just like Damocles' sword. The instinct to defend and protect values, such as the nation's sovereignty and social unity which are under the protection of international law, is not only taking the National Security Board, the president, Parliament, government, prosecutors and judges in the State Security Court (DGM) under

its influence, but also slumdweller, factory workers, office workers, farmers, and a large part of our society. Requests for democratic and peaceful solutions and proposals are being looked upon with suspicion, and the public is being led toward the protection of the status quo. In this environment, civil authority is abdicating to military authority.

TDN- You are saying that above all, the fear of being divided should be eliminated. Do you think this fear is legitimate?

ÖNEN- Of course. If this fear cannot be eliminated, and if public opinion does not rule society, the requests for democracy and human rights will remain on paper. In the last 10 years, the everlasting threat of division has been losing its persuasiveness and suspicions concerning its reality are increasing. There should be some explanations for the continuation of this armed conflict, which has dealt heavy blows to the country's economy, increased arms purchase, caused inflation, decreased standards of living, increased the unemployment rate, halted investments, caused difficulty with our relations with Europe and the world, and caused hostility among citizens. Among the justifications, the threat of division is the least persuasive one.

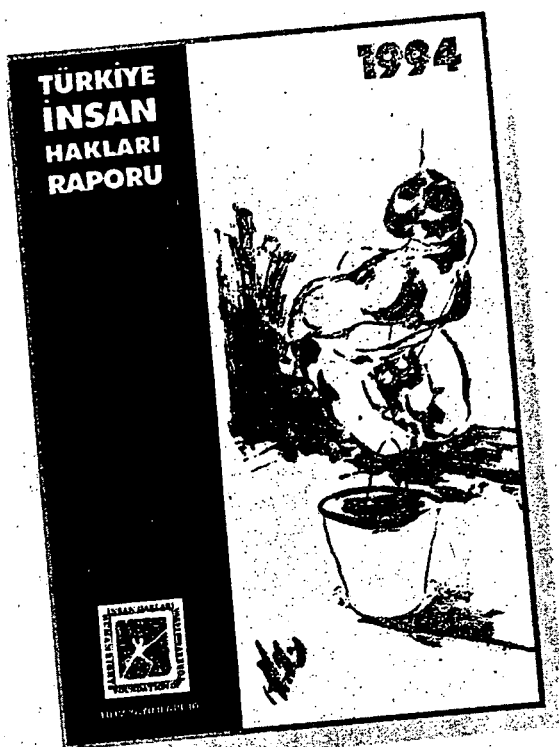
It is clear that the chauvinist nationalist ideology has obstructed democratic development. No doubt each country, each society has its own social, political, and cultural past which exists along with society's daily problems. But Turkey's relations with the Western civilizations and the world, the recent scientific and technical changes and the capacity and speed of economic relations, are creating an environment where much can be accomplished in a short amount of time. Keeping Turkey a democratically handicapped country within the European family and making the Turkish public pay for this fault, is placing a heavy and historical burden on the Turkish administration which it will not be able to overcome. No doubt, in order to make way for social transformation, public consciousness must change. The ones who need to change their frame of mind first, are those in charge of today's Turkey. The effort needed to change and democratize Turkish society is much less than what is currently being expended by racist, chauvinistic, and fundamentalist groups.

TDN- Thank you very much, Mr. Önen.

Human Rights Rep

The Turkish Human Rights Foundation has released its annual report on human rights and abuses in 1994. On Monday TDN published the report with the THIV Chairman Yavuz Önen. Today and tomorrow we will publish a comprehensive summary of the report in two

WEDNESDAY, OCTOBER 25, 1995



PART I

SUMMARY

Turkey remained in the red on the human rights balance sheet in 1994. Human rights and freedoms, including the primary right to life, were continuously abused during the year. Extra-judicial executions and murders by unknown assailants continued intensively. Torture was continued to be systematically applied in police stations and particularly in centers where political detainees were held. Claims concerning torture cases were not followed up. The Kurdish problem was not solved and even became more complex. Instead of finding a peaceful and political solution to the Kurdish problems, the government preferred to increase the military measures which have been applied for years.

Clashes in the Emergency State Region intensified. Armed and bomb attacks carried out by the PKK against defenseless and unarmed civilians, mass transportation vehicles and facilities available

to tourists continued at an accelerated pace. The dimension of the violence increased compared to the previous years. A total of 4041 people lost their lives as a result of clashes, extra-judicial executions, torture cases, armed attacks and assassinations, and because of murders by unknown assailants (the murder of people who last their lives was 2,933 in 1992, and 3,492 in 1993).

Books, journals and newspapers were confiscated and destroyed. People who wrote and spoke were silenced and imprisoned. Bomb and armed attacks against press facilities and journalists continued. The public was informed by only one side and the facts were greatly distorted. Pressure and attacks against political parties, trade unions and democratic mass organizations continued to increase day by day. Work and activities of these organizations were prevented and banned, their members and leaders were frequently detained and arrested.

Many demonstrations, meetings and concerts were not permitted. Demonstrators were beaten and shot with guns by security officers. The DEP was closed, immunities of deputies were lifted, deputies were arrested and convicted. Armed attacks against the administrators of political parties could not be prevented. Expectations concerning working life were frustrated. Amendments to be made related to workers' rights and union rights on the laws, that had been put into force by the 12 September regime, were not brought onto the agenda. Dismissals continued in an intensive manner. Civil servants' trade unions did not have legal status.

Turkey also experienced busy days apart from the human rights issue in 1994, witnessed important developments and had economic setbacks. It fell on hard days in foreign policy. Most of the rights and freedoms called for in the international human rights documents were deemed as "luxuries". During the year, instead of the human rights, those who violate them were protected.

The human rights advocates became targets, and were accused of being extensions, supporters of members of armed organization. The figures concerning the deaths, torture victims, confiscated publications and sentenced journalists increased several-fold when compared to the last year. Even some positive decisions taken in the previous years were dispensed with. For example, the period for military service was extended, and studies were started in order to extend the retirement age. The DYP-SHP

Turkish Daily News

ort 1994

ed its report on violations
this page an interview
tomorrow we publish a
consecutive parts.

coalition government did not take important step to defend human rights and put them into practice. The coalition government which gave promises on "democratization" and an "administration respectful to human rights did not keep the promises, but showed behaviour that contradicted its promises.

The dark picture summarized above was experienced when the DYP-SHP coalition pledged to improve the human rights record and enlarge the democracy was in power.

The "democratization package" revealed by Prime Minister Tansu Çiller and the then Deputy Prime Minister Murat Karayalçın on may 18 comprised a list of 62 articles needing to be amended in the Constitution and laws, but was never seriously implemented save for the allowed return of people dismissed from their jobs because of security probes and the endorsement of the Convention on Rights of Children.

Because of human rights abuses, Turkey was frequently condemned on international platforms in 1994, in the reports by many human rights organizations particularly by Amnesty International and Helsinki Watch. The condemnations were particularly intense regarding the Kurdish problem, torture cases, extra-judicial executions and freedom of thought. The criticisms further increased with the arrest of the pro-Kurdish Democracy Party (DEP), the closure of the party and the sentencing of the deputies. The human rights abuses came up frequently during negotiations between Turkey and the EU on customs union, causing problems for Ankara. The European Parliament demanded the suspension of the customs union talks and the postponement of the Association Council meeting set for Dec. 19. Turkey also was confronted with individual applications to the European Human Rights Commission in 1994. A senior Justice Ministry official said in July that about 300 cases had been filed to the European Human Rights Commission against Turkey which faced the liability of paying large sums in compensation.

KURDISH PROBLEM

The most vital issue for the country in 1994 continued to be the Kurdish Problem. It gained in complexity with the governments keeping their preference for a military solution to democratic and peaceful means. The national Security Council and the General Staff were entrusted with the solution of the problem. The calls for moderation and peaceful

solutions were drowned by the calls for hardline. Dissenters were heavily penalized. Journalists and writers were arrested and sentenced, political parties were closed, and pressure on democratic mass organizations and human rights activists intensified. The deputies whose immunities were lifted were detained, arrested, prosecuted and convicted. The events taking place in the State of Emergency Region (southeastern Turkey) were hidden from the public or were distorted.

The State of Emergency, in force since 1987 and the village guards system were not only retained, but were also fortified despite the promises of the coalition government.

In the operations against the separatist Kurdistan Workers Party (PKK), major ground and air attacks were mounted against the rebels in Turkey or across the borders. In the course of the campaign, Hundreds of villages were evacuated and burnt down. Towns and districts were damaged. Thousand of people left the settlements they had been living in for years and emigrated to other places and sometimes to abroad. The PKK increased its attacks against civilians, defenseless groups and foreign tourists. Such attacks were mostly carried out in big cities like Istanbul, İzmir and Adana. Buses, shopping centers, restaurants, hotels were bombed and shot up. There was a marked rise in torching of forests. Clashes and the ensuing casualties increased polarization also fueled by the media.

The Kurdish problem caused great damage to the Turkish economy, too. As a result of the violence, Turkey had to take on a financial burden amounting to trillions of TL and mostly workers, civil servants and low-income masses had to pay the bill.

As a result of the lasting struggle between the administrators who insist on military solution, and the PKK, which continues its attacks, the Kurdish problem was jammed in a triangle of violence, pressure and death, and became almost unsolvable. In 1994, a total of 1737 militants or armed people died during the clashes and attacks, including raids against military stations and units the Emergency State Region. The total number of security officers or people who died during clashes, and of the people who were accidentally killed in those clashes, is 1077. During the year, events similar to the ones witnessed in Sınak in 1992, and in Lice in 1993 frequently took place in some settlements in the Emergency State Region. In addition, village and hamlet evacuations and burnings continued with increasing pace. Settlements were destroyed during the operations or by security officers who opened fire at random or on the pretext of attacks or sniper fire by PKK militants, causing 51 deaths, compared to 41 in 1992 and 46 in 1993. Village and hamlet evacuations continued at an increasing pace in 1994. During the year, more than 1000 villages and hamlets were evacuated. The evacuations targeted the villages and hamlets where people who had refused to serve as village guards were living.

Village evacuations and burnings, which caused many social problems, also harmed the economy of both the region and Turkey. In a study by the Turkey Agriculturists Association (TZD), it was indicated that the economic loss occasioned by village evacuations and burning forests was about 13 trillion Turkish Lira. Two to 3 million people had to leave the settlements where they had lived for years. As a consequence of the migration, the population of Mersin which was 422,000 in the census in 1990,



Writers Haluk Gerger (L) and İsmail Beşikçi (R) behind the bars in Haymana Prison.

Books, journals and newspapers were confiscated and destroyed. People who wrote and spoke were silenced and imprisoned. Bomb and armed attacks against press facilities and journalists continued. The public was informed by only one side and the facts were greatly distorted

has reached 1 million, that of Tarsus, which was 177,000, has reached 350,000, that of Adana, which was 927,000 has become 2 million, that of Diyarbakır, which was 380,000 has reached 1 million and that of Gaziantep, which was 600,000 has reached 1 million. Migration was not limited to Turkey. Thousands of people who were forced to leave their houses migrated to Northern Iraq beginning in the first months of 1994. The number of immigrants to Northern Iraq exceeded 20,000 at the end of 1994.

After a long effort the immigrants were settled in the camps under the control of the United Nations. Most of those people were given refugee status. Bomb attacks or other violence directed at civilians a defenseless people continued also in 1994. Villages and hamlets known to be supporting the state or houses and families of village guards, settlements harboring people refusing to become village guards, and touristic regions, city centers, buses, crowded plazas, cinemas and restaurants were targeted, mainly in Adana and Istanbul. In 134 attacks (*) carried out all over Turkey 197 people, including 37 children, died, compared to 189 killed in 1992 and 406 in 1993. The attacks, fuelling public anger served as justification for anti-democratic practices. Human rights activists were subjected to baseless accusations. Statements by the PKK and its Abdullah Öcalan, its leader, justifying attacks targeting urban centers and touristic places fuelled enmity towards the Kurds in Western Turkey. Attacks and assassinations targeting public officers,

soldiers, civil servants, teachers, workers for state enterprises, political party members, repentant village guards and suspected "police agents" also continued. Most of these attacks were carried out by PKK militants (193) in the Emergency States Region. The attacks which were carried out outside the Emergency State Region decreased to great extent when compared to 1992 and 1993.

Attacks and clashes which have been ongoing in southeast and east of Turkey for years negatively effected also the educational and training activities in the region. Schools were closed and the number of the teachers working in the region decreased radically.

A total of 1157 primary and secondary schools were closed for various reasons in 1992 and 1993. The number of the closed increased extensively in 1994. In a statement he made in October, National Education Minister Nevzat Ayaz said that the schools were kept closed mostly for security reasons and he added "Our governors will not open the schools having no security." In another statements in December Nevzat Ayaz disclosed that the number of the closed schools in the Emergency State Region exceeded 2000(*) Thirty-three teachers were murdered and at least 10 teachers were wounded.

Attacks by the PKK militants against teachers also continued in 1994 as in the previous years. Twenty-four of the teachers were killed by the PKK militants. The attacks by PKK militants against teachers ended from the beginning of 1995.

UNRESOLVED MURDERS

Murders by unknown assailants continued at full speed in 1994, particularly in the Emergency State Region. A total of 423 people from all walks of life fell victim to what became known as unsolved murders which particularly occurred in Diyarbakır, Batman, Nusaybin, Silvan and Midyat. Tradesmen who closed their shops upon calls by the PKK, Christian Assyrians living in the Emergency State Region, Kurdish intellectuals, human rights advocates, people who were frequently detained or arrested because of their relations with the PKK and then released due to lack of concrete evidence, people whose relatives have joined the PKK, Kurdish businessmen and some well-known Kurdish people were murdered one after another. Among the victims of murders by unknown assailants, were also the people who had witnessed or assumed to have witnessed other murders by unknown assailants. Public and official apathy continued towards the unresolved murders with officials confining themselves to say that mainly PKK or the radical Muslim Hizbullah were responsible.

A total of 1,294 murders were committed by unknown assailants from the beginning of 1989 to the end of 1994 according to the reports of the Human Rights Foundation.

EXTRA-JUDICIAL EXECUTIONS

Extra-judicial executions continued with increased pace in 1994, claiming 129 lives in police raids at homes or shops, shooting of people defying police orders to halt, or just shot at random, execution of people captured alive, or in air strikes by planes or helicopters. A considerable number of those killed were presented to the public as "members of illegal and separatist organizations" who clashed with the security forces or "criminals escaping from security forces". Extra-judicial executions were mostly observed in Istanbul, Adana and in the

Emergency State Region. In the State of Emergency Region, a total of 131 people lost their lives by stepping on mines planted on roads or in fields or tampering with live shells or bombs.



TIHV President Yavuz Önen in dock during a former trial.

CAPITAL PUNISHMENT

No death penalty was carried out in Turkey in 1994. Debates focused on "lifting the capital punishment" and "implementation of the death penalties already handed out". Sometimes, requests for immediate implementation of death penalties (especially those passed in political cases gained publicity, but were never converted to campaigns like those seen in 1993. Still, capital punishment was demanded against some 400 people in trials throughout the year.

Agence France Presse - AFP Agence France Presse - AFP Agence France Presse - AFP Agence France Presse - AFP Agence France Presse - AFP Agence France Presse - AFP Agence France Presse - AFP

A.F.P.

A.F.P.

FRS0116 3 I 0100 TUR /AFP-XQ26

Turquie-Kurdes

Députés kurdes: Six condamnations confirmées, deux annulées

ANKARA, 26 oct (AFP) - La Cour de cassation de Turquie a confirmé jeudi les peines de prison de six députés pour collaboration avec la rébellion kurde et annulé les condamnations de deux autres.

Quatre des six députés dont les condamnations ont été confirmées purgent des ans de prison. Parmi elles figure Leyla Zana, dont le nom a été évoqué pour le Prix Nobel de la Paix.

Les deux personnes dont la condamnation a été cassée, Ahmet Turk et Sedat Yurttas, devraient être libérés prochainement.

kg-hc/ms

AFP /AA1234/260846 OCT 95

A.F.P.

A.F.P.

FRS0617 4 I 0264 TUR /AFP-DD76

Turquie-Kurdes-Irak

Demande de prolongation de l'état d'urgence et du mandat de "Provide Comfort"

ANKARA, 26 oct (AFP) - Le Conseil de Sécurité nationale turc a recommandé jeudi au gouvernement de proroger l'état d'urgence en vigueur dans le sud-est anatolien pour quatre mois à partir du 19 novembre et de prolonger le mandat de la force multinationale alliée de l'opération "Provide Comfort".

L'organe politico-militaire a recommandé la prolongation pour trois mois à partir du 1er janvier 1996 du mandat de cette force, déployée sur la base turco-américaine d'Incirlik depuis juillet 1991, selon un communiqué cité par l'agence Anatolie.

Le parlement turc doit se prononcer d'ici à la fin de l'année sur la prolongation du stationnement sur le sol turc de cette force, formée d'unités aériennes américaine, britannique et française, et qui vient à expiration le 31 décembre.

Cette force alliée est chargée de surveiller le ciel irakien interdit à l'aviation irakienne au nord du 36e parallèle et de protéger les populations kurdes d'Irak contre les troupes de Bagdad.

Par ailleurs, le Conseil de sécurité nationale a recommandé de proroger l'état d'urgence en vigueur dans dix régions administratives de l'est et du sud-est où le Parti des Travailleurs du Kurdistan (PKK, séparatiste) mène une rébellion armée depuis août 1984 pour créer un Etat indépendant kurde.

Le sud-est anatolien, à la frontière avec la Syrie, l'Irak et l'Iran, est soumis depuis juillet 1987 à ce régime d'exception, qui fait suite à une période d'état de siège de 1979 à 1987.

kg/hc/jpa/mf

AFP /AA1234/261647 OCT 95

Agence France Presse - AFP Agence France Presse - AFP Agence France Presse - AFP Agence France Presse - AFP Agence France Presse - AFP Agence France Presse - AFP Agence France Presse - AFP

A F P A F P A F P A F P A F P A F P

FRS0168 4 I 0444 TUR /AFP-XW55

Turquie-Kurdes lead

Députés kurdes: six condamnations confirmées, deux annulées

ANKARA, 26 oct (AFP) - La Cour de cassation de Turquie a confirmé jeudi les condamnations de six des huit députés kurdes condamnés à la prison l'an dernier pour collaboration avec la rébellion kurde et a annulé les deux autres.

La plus haute instance judiciaire du pays a définitivement confirmé les condamnations de six députés, dont quatre purgent une peine de 15 ans de prison, selon un journaliste de l'AFP présent à l'audience. Parmi ces derniers, Leyla Zana, dont le nom avait été évoqué au début du mois pour le prix Nobel de la Paix.

Les deux personnes dont la condamnation a été cassée, Ahmet Turk et Sedat Yurttas, devraient être libérées prochainement.

La Cour a confirmé les peines de 15 ans de prison pour "création et appartenance à bande illégale" infligées en décembre dernier par la Cour de Sûreté de l'Etat d'Ankara à Hatip Dicle, Orhan Dogan, Selim Sadak et Mme Zana.

La "bande illégale" est le Parti des Travailleurs du Kurdistan (PKK, séparatiste), en lutte armée contre Ankara depuis 1984 dans les régions à majorité kurde du pays.

La Cour de cassation a également confirmé les peines prononcées contre Sirri Sakik et Mahmut Alinak, condamnés à 3 ans et demi de prison chacun aux termes de la loi anti-terrorisme. Ayant purgé près du tiers de leur peine au moment de leur condamnation, MM. Sakik et Alinak avaient déjà été libérés et resteront libres.

Déception

La Cour a en revanche cassé les sentences prononcées contre Ahmet Turk, condamné à 15 ans de prison, et Sedat Yurttas, condamné à 7 ans et demi, respectivement pour "création et appartenance" et "aide" à bande illégale.

Elle a ordonné que leurs cas soient renvoyés devant une Cour de sûreté de l'Etat non plus aux termes du code pénal turc, mais aux termes de la loi anti-terrorisme. Une telle mesure entraînera automatiquement une diminution de leur peine au niveau de celles de MM. Sakik et Alinak et leur libération sera définitive, selon les spécialistes.

L'un des avocats des condamnés s'est déclaré "déçu" dans l'ensemble et a annoncé qu'il allait déposer une plainte devant la Commission européenne des droits de l'Homme.

Cette affaire a été très suivie dans les pays occidentaux où on a vu dans les condamnations une atteinte à la liberté d'expression et à la démocratie parlementaire.

Dans un test de la volonté de démocratisation de la Turquie, le Parlement européen a fait de la libération de tous ces députés une condition à sa ratification d'un accord d'union douanière conclu en mars dernier entre la Turquie et l'UE.

KG-HC/ms

AFP /AA1234/260932 OCT 95

A F P A F P A F P A F P A F P A F P

Agence France Presse - AFP - Agence France Presse - AFP - Agence France Presse - AFP - Agence France Presse - AFP - Agence France Presse - AFP - Agence France Presse - AFP - Agence France Presse - AFP

A.F.P. A.F.P.
FRS0464 3 I 0520 TUR /AFP-CK20

Turquie-Kurdes prev

Députés kurdes: une décision minimale vis-à-vis des exigences européennes

par Hervé COUTURIER

ANKARA, 26 oct (AFP) - Six des huit députés turcs d'origine kurde condamnés à la prison pour collaboration avec la rébellion kurde ont vu leur peine confirmée jeudi en cassation, une décision qui risque d'être fraîchement accueillie au parlement européen.

Les parlementaires de Strasbourg avaient demandé la libération des huit députés - condamnés essentiellement non pour des actes mais pour des déclarations ou écrits - au nom de la liberté d'expression et de la démocratie parlementaire.

Ils en avaient fait une condition de la ratification en décembre d'un accord d'union douanière entre la Turquie et l'Union européenne.

Jeudi, la Cour de cassation turque a pris une décision immédiatement jugée "décevante" par les défenseurs des droits de l'Homme et par les avocats des députés. Ceux-ci ont annoncé leur intention de porter plainte devant la Commission européenne des droits de l'Homme.

La Cour a confirmé les peines de 15 ans de prison pour "création et appartenance à bande illégale" infligées en décembre dernier par la Cour de Sûreté de l'Etat d'Ankara à MM. Hatip Dicle, Orhan Dogan, Selim Sadak et à Mme Leyla Zana, pressentie au début du mois pour le prix Nobel de la Paix.

Par "bande illégale", on entend le Parti des Travailleurs du Kurdistan (PKK, séparatiste), en lutte armée contre Ankara depuis 1984 dans les régions à majorité kurde du pays. Cette guérilla et les opérations de représailles de l'armée turque ont déjà fait plus de 20.000 morts, rebelles, civils et soldats.

Deux sentences cassées par la Cour de cassation

La Cour de cassation a également confirmé les peines prononcées contre MM. Sirri Sakik et Mahmut Alinak, alourdissant même une amende qui leur avait été aussi infligée. Condamnés à 3,5 ans de prison chacun aux termes de l'article 8 de la loi anti-terrorisme mais ayant déjà purgé près du tiers de leur peine au moment de leur condamnation, MM. Sakik et Alinak avaient déjà été libérés et resteront libres.

La Cour a en revanche cassé les sentences prononcées contre MM. Ahmet Turk (15 ans de prison) et Sedat Yurttas (7,5 ans), respectivement pour "création et appartenance" et "aide" à bande illégale, et ordonné leur libération.

Elle a ordonné que leurs cas soient repris par une Cour de sûreté de l'Etat non plus aux termes du code pénal, mais aux termes de la loi anti-terrorisme (article 8). Une telle mesure entrainera automatiquement une diminution de leur peine et leur libération définitive, selon les spécialistes.

Agence France Presse - AFP - Agence France Presse - AFP - Agence France Presse - AFP - Agence France Presse - AFP - Agence France Presse - AFP - Agence France Presse - AFP

A F P A F P A F P A F P A F P A F P

L'un des avocats des condamnés, Yusuf Alatas, s'est déclaré "déçu". M. Alinak a déclaré à l'AFP que cette décision était "injuste". "C'est l'humiliation de la volonté du peuple", a-t-il dit.

Le procureur principal de la Cour de sûreté de l'Etat Nusret Demiral a lui aussi déploré la décision de jeudi mais pour une raison inverse. "Ce sont des traîtres qui devraient être condamnés à mort", a-t-il dit en parlant des députés, regrettant la cassation de deux des peines.

HC/pb/mf

AFP /AA1234/261513 OCT 95

A.F.P. A.F.P.
FRS0907 4 I 0089 EXT /AFP-ER24
Europe-Turquie

Députés kurdes: "déception" du président de l'assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe

STRASBOURG, 26 oct (AFP) - Le président de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe Miguel Angel Martinez s'est déclaré jeudi "très déçu" par la décision de la cour de cassation turque de confirmer les peines de prison infligées à six députés kurdes.

M. Martinez a dénoncé les "normes légales et constitutionnelles scélérates qui permettent de tels anachronismes et monstruosités juridiques en Turquie".

dro/jpa /phb

AFP /AA1234/261953 OCT 95

La Marseillaise - 27 octobre 1995

TURQUIE : PEINES CONFIRMÉES POUR SIX DÉPUTÉS KURDES

Six des huit députés turcs d'origine kurde emprisonnés en mars 1994 à Ankara ont vu hier leurs peines de prison confirmées par la Cour de cassation. Quatre d'entre eux, condamnés à 15 ans de détention, resteront en prison: Leila Zana, épouse de l'ancien maire de Diyarbakir Medhi Zana, Hatip Dicle, Orhan Dogan, et Selim Sadak. Deux autres, Sirri Sakik et Mahmut Alinak, ont vu leur peine (trois ans et demi) également confirmée, mais ils l'ont déjà purgée et resteront libres. Les sentences pesant sur Ahmet Turk et Sedat Yurttas ont été cassées. Tous deux ont été renvoyés devant la Cour de Sûreté de l'Etat au titre de la loi anti-terroriste, ce qui signifie que leurs ennuis sont loin d'être finis.

En Turquie, les défenseurs des droits de l'Homme ne cachent pas leur déception face à un jugement qu'ils considéraient comme un test des intentions du gouvernement. Les avocats des députés ont annoncé leur intention de porter plainte devant la Commission européenne des droits de l'Homme.

Le verdict a été accueilli avec consternation au Parlement européen, réuni hier en session à Strasbourg. Là aussi, la décision était attendue comme un test de la volonté affichée par le premier ministre turc Tansu Ciller de réformer les institutions dans un sens plus démocratique.

Sud Ouest - 27 octobre 1995

DÉPUTÉS KURDES CONDAMNÉS

Menaces sur l'union douanière

■ Six des huit députés turcs d'origine kurde condamnés à la prison pour collaboration avec la rébellion kurde ont vu leur peine confirmée hier en cassation en Turquie, une décision qui risque d'être fraîchement accueillie au Parlement européen.

Les parlementaires de Strasbourg avaient demandé la libération des huit députés — condamnés essentiellement non pour des actes mais pour des déclarations ou écrits — au nom de la liberté d'expression et de la démocratie parlementaire.

Ils en avaient fait une condition de la ratification en décembre d'un accord d'union douanière entre la Turquie et l'Union européenne.

Agence France Presse - AFP - Agence France Presse - AFP - Agence France Presse - AFP - Agence France Presse - AFP - Agence France Presse - AFP - Agence France Presse - AFP - Agence France Presse - AFP

A.F.P. A.F.P.
FRS0366 4 I 0355 RFA /AFP-IV31
Allemagne-Turquie

M. Kinkel estime "décevante" la seule libération de deux députés kurdes

BONN, 27 oct (AFP) - Le chef de la diplomatie allemande, Klaus Kinkel, a jugé "décevante" vendredi la décision de la justice turque jeudi d'annuler les condamnations à des peines de prison de seulement deux parmi huit députés kurdes dont l'UE exige la libération.

"Le jugement de la Cour de la cassation contre les députés kurdes est décevant", a déclaré M. Kinkel, dans un communiqué publié à Bonn. Il a ajouté: "Ceux qui s'engagent pour que la discussion sur les droits de la minorité kurde soit menée de manière pacifique et légale n'ont pas à être entravés dans leur action de députés librement élus avec les moyens du droit pénal et finalement mis à l'écart".

M. Kinkel a de nouveau appelé le parlement turc à prendre des mesures législatives afin d'empêcher la répétition de tels procès.

"Le jugement de la Cour de cassation ne doit pas être le dernier mot", a dit M. Kinkel.

Il a souligné que le jugement n'a "guère contribué" à faire avancer la cause de la Turquie qui entend conclure un accord d'union douanière avec l'UE devant entrer en vigueur le 1er janvier.

La libération des députés est l'une des trois conditions posées par le Parlement européen pour ratifier l'accord. Ce Parlement demande aussi l'adoption d'une réforme constitutionnelle apportant plus de démocratie et la levée d'un article de la loi antiterrorisme qui limite la liberté d'expression.

La Cour de cassation a annulé jeudi les condamnations de deux députés, Ahmet Turk et Sedat Yurttas, condamnés par la cour de sûreté de l'Etat pour "appartenance" et "aide à bande illégale", c'est-à-dire au Parti des travailleurs du Kurdistan, à des peines de prison de 15 et 7 ans.

Deux des autres députés ont été libérés, ayant effectué près des deux tiers de leur peine, mais quatre autres, condamnés à des peines de 15 ans, sont encore en prison. Leur condamnation a été confirmée par la Cour de cassation.

Tous ces députés sont d'anciens membres du Parti de la démocratie (pro-kurde), dissous en juin 1994 pour "séparatisme".

jd/jlt/lb

AFP /AA1234/271354 OCT 95

Agence France Presse - AFP - Agence France Presse - AFP - Agence France Presse - AFP - Agence France Presse - AFP - Agence France Presse - AFP - Agence France Presse - AFP

US repudiates 'Apo' letter

Turkish Daily News

WASHINGTON- A letter allegedly written by PKK (Kurdistan Workers' Party) leader Abdullah "Apo" Öcalan and sent to the White House, as well as several Congressional leaders, has been repudiated both by senior White House and State Department officials. The letter, dated Oct. 13, was published in Turkish newspapers and the Arabic daily Al Hayat a week ago.

When asked for his reaction to the letter at a press briefing at the Foreign Press Center, Ambassador Robert Pelletreau Jr., assistant secretary of state for Near Eastern affairs, told Turkish journalists that: "We consider the PKK to be a terrorist organization. And I think that's a sufficient answer to (your) question."

A White House official, who wished to remain anonymous, similarly told the Turkish press that they had no information about the alleged letter from Öcalan and there was no way they could act as an intermediary between the PKK and Turkey as requested in the letter. The "PKK is a terrorist organization.

If it has anything to settle, it should settle it with

Turkey. Action speaks louder than words. A cease-fire would benefit the PKK itself since they are harming the Kurdish people," the official said.

In the said letter, its writer, who signed his name "Abdullah Öcalan," told U.S. President Bill Clinton that the PKK was not in favor of a violent solution at all. "Despite the continuing war, our party is ready for an unconditional, peaceful solution to the Kurdish question... We are ready to start a new unilateral cease-fire... We are open to a federal solution, one that also prevails in the United States of America," the letter said.

Certain observers in Washington claim that, if President Demirel's visit to the White House had not been cancelled, the surfacing of the letter would have coincided with his visit.

That sort of "coincidence" fuels suspicions in Washington that the letter might be nothing more than "a leak" designed to manipulate public opinion at a time when the PKK is claimed by Turkish sources to be suffering militarily.

Turkey says Rights Commission accepted newspaper case because of its complexity

Turkish Daily News

ANKARA- Turkey said on Wednesday that the European Human Rights Commission had accepted a case against Ankara, following a complaint by the owners and editors of the now-banned pro-Kurdish newspaper, Özgür Gündem, because "it could not decide on whether the case was admissible or not, due to its complexity."

The European Human Rights Commission last Friday accepted the complaint against the Turkish government after the paper's owners submitted a long list of incidents blamed on the Turkish authorities, culminating in the destruction of its three main offices by bombs.

The list included a catalogue of disappearances and murders of its journalists and further allegations that other staff members had also been subjected to death threats.

Turkish officials say that Özgür Gündem was a propaganda organ for the banned, separatist Kurdish Workers' Party (PKK), and the state was justified in restricting freedom of expression in the interests of national security and territorial integrity.

The Foreign Ministry statement on Wednesday said that the Özgür Gündem newspaper had abused the right of freedom of expression and had supported the activities of the PKK.

It said that in seeking a rejection of this newspaper's application to the Human Rights Commission, Turkey

had also indicated that the Özgür Gündem had "aimed at the establishment of another state in national territory, and had furthermore injected feelings of hatred and enmity to society."

"According to some soundings received, it has not been possible to decide that this case is inadmissible, due to its complexity, and therefore it has been deemed admissible," the statement said.

Indicating that the Commission would now receive the views of both sides, the statement continued that the important thing about this case was not that the freedom of expression has been curbed.

"(The important thing) is that this freedom of expression should be abused from the perspective of the 2nd paragraph of Article 10 of the European Convention on Human Rights," the statement said.

"In a case that is closely involved with the support for terrorism by means of the press, the decision of the Commission will be taken by us as evidence of the degree to which the monitoring organs in Strasbourg are approaching the fight against terrorism, and the international cooperation in this respect, from an objective and principled perspective," it concluded.

Analysts say that if the Commission cannot achieve an amicable settlement in the case, it will issue an opinion on whether Turkey has breached the European Human Rights Convention and could refer it to the Human Rights Court.

US Aid to Turkey: more dollars, less bile

Bunn hikes ESF up to \$33.5 m., Porter's vitriol scrapped

By Uğur Akıncı
Turkish Daily News

WASHINGTON-The United States Congressional Conference Committee debated on Tuesday 180 amendments concerning the Foreign Aid Appropriations Act (HR 1868), including three important ones on Turkey.

At the end of the seven-hour marathon session, Turkey got more in dollars than would be allowed under the House version of the bill, and was spared the vitriolic language on human rights insisted upon by John Edward Porter (R-Ill), Turkey's number-one human rights critic in the U.S. Congress. An informed observer of Turkish-U.S. relations said, "This is better than we expected."

The overall results of the conference committee are as follows:

■ Turkey's Economic Support Fund (ESF) grant (amendment no. 155) went up from \$21 million, as proposed by Porter, to \$33.5 million, as successfully negotiated by Jim Bunn (R-Oregon), a friend of Turkey.

■ Senate members of the committee withdrew two amendments that asked for non-governmental organizations (NGOs) to operate confidentially in Turkey; and for at least \$5 million of the U.S. aid to Turkey to be spent on NGO activities in the Southeast for "economic development, cultural and ethnic tolerance projects," (no. 71 and 178, respectively). Not brought to the committee — since accepted in identical form both in the House and the Senate — was \$320 million in FMS (Foreign Military Sales) and the Humanitarian Aid Corridor Act provision which proposed cutting U.S. aid to all countries that prevent or impede delivery of United States' humanitarian aid to third countries. The presidential override for national security reasons, which is part of the Act, is expected to stop the United States from cutting aid to Turkey in response to the Turkish embargo on Armenia.

The meeting, which was attended by the representatives of the Greek, Armenian and Turkish lobbies, as well as a throng of United States' and foreign journalists, witnessed sharp exchanges from time to time between various members. The Senate side of the committee was represented by Mitch McConnell (R-Ky; Chair, Senate Appropriations Foreign Operations subcommittee); Patrick Leahy (D-Vt); Frank Lautenberg (D-NJ); Tom Harkin (D-Iowa); and Barbara Mikulski (D-Md). Among the House members of the committee were Sonny Callahan (R-Alabama; Chair, House Appropriations Foreign Operations subcommittee); John Porter (R-Illinois); Robert Livingston (R-La; Chair, House Appropriations Committee); Frank Wolf (R-Va); Ron Packard (R-California); Michael Forbes (R-NY); Nancy Pelosi (D-Calif); Jim

Lightfoot (R-Iowa); Sidney Yates (D-Illinois); Charles Wilson (D-Tx); David Obey (D-Wis); Jim Bunn (R-Or); and Esteban Edward Torres (D-California).

ESF Debate

The hottest debate on Turkey revolved around the ESF cap of \$21 million, introduced by Porter to "send a message" to Turkey on its human rights violations.

The cap was approved by the House. The Senate version of HR 1868 did not earmark anything for ESF and thus left it to the President's discretion; he had originally asked for \$100 million in the ESF grant. McConnell pointed out that there were not too many countries in the Middle East which could meet the human rights and democracy standards which the Congress sets up for Turkey. "Are we ready to apply the same standards to Egypt, or Jordan?" he asked, and stressed the importance of not singling out Turkey for its shortcomings. McConnell referred to the fact that governments in Turkey were changed through elections and not coups. "There is a relatively free press," he said, a comment which was seconded off-the-mike by the U.S. State Department officials present.

Porter objected to McConnell's characterization, by citing the case of Aliza Marcus, without mentioning her name: a U.S. citizen is being tried in Turkey for criticizing the government, Porter said. "Turkey is refused partnership in the European Union" due to its "occupation of Cyprus," "oppressing the Kurds," and "impeding U.S. assistance to Armenia, Porter charged. Nancy Pelosi seconded Porter and continued her support throughout the meeting.

Charlie Wilson interjected, reminding Porter of the fact that "there is a Marxist-Leninist terrorist revolution by the PKK going on in Turkey." Twenty-five to thirty percent of the deputies in the Turkish Parliament are of Kurdish origin, so that doesn't look like the Kurds are oppressed, Wilson stated. Jim Bunn, stating that the kind of accusatory language Porter wanted to include in the bill was worse than monetary cuts, suggested increasing the ESF amount to \$35 million. The House members of the committee voted.

The result was a 7-7 tie and was not accepted. Then a compromise figure of \$33.5 million was voted on and accepted 8-5. Yet the question of what, if any, "human rights language" to include in the bill, still could not be resolved. Porter wanted to retain it, while Bunn suggested it be taken out altogether.

Porter, determined to get something out of the deal, introduced two amendments, one containing a "strong version" of his human rights accusations, and the other one a lighter version, humorously dubbed "Porter Light" by chairman Callahan. The strong version accused Turkey of the deaths of 4,000 Kurds, village burnings, "ongoing torture," Article 8 and a lack of freedom of speech, "the ongoing occupation of Cyprus," and the embargo on Armenia. Porter's "strong language" amendment was rejected by a vote of 5-8.

Livingstone interjected at this point with an Oct. 20 Reuters' story, which reported that Prime Minister Tansu Ciller had agreed to remove Article 8 from the books. Recalling Porter's allegation to the contrary, Livingstone said, "I won't buy inaccuracy." To take care of such inaccuracies, and at the suggestion of Yates, the committee agreed 7-5 to remove the last three paragraphs from Porter's weak version — over Porter's stiff objection.

McConnell said that in terms of "sending a

message to Turkey," enough had already been done. "We have sent enough messages to Turkey" he said. The Humanitarian Aid Corridor amendment already accomplished that McConnell pointed out. To resolve the debate once and for all, Callahan suggested they vote on whether to accept the new weaker version of the Porter language or no language at all. The House members of the committee accepted the "no language" option by voice call.

Aid to Azerbaijan

An amendment by Wilson was accepted by voice call to override Section 907 of the "Freedom Support Act" of 1992 that prohibits direct government-to-government transfer of humanitarian aid to Azerbaijan. Wilson explained that NGOs were not sufficient for channeling such assistance to Azerbaijan, since everything was government controlled, and all assistance institutions (including hospitals) were owned and managed by the government. Playing ethnic politics was one thing, but among those over 1 million refugees in Azerbaijan, there were also Armenians, Wilson reminded.

Ankara welcomes decision by Conference Committee as 'pleasing in terms of bilateral relations'

Frank Wolf, who was spotted by the TDN earlier reading at his desk during the proceedings an article entitled "Talking Turkey" published in WORLD magazine, concerning the recent political situation in Turkey, made an interesting turnabout and supported Wilson. He said during his trip to Baku, the suffering he saw was serious and that the Azerbaijanis deserved

more humanitarian assistance. Porter objected that Wilson's amendment was tantamount to negating the House vote, which accepted the McClosky amendment affirming Section 907, i.e. the U.S. embargo on Azerbaijan. Livingstone also supported Wilson, saying it was not proper to neglect Azerbaijan while the Congress earmarked \$85 million for Armenia. Next, the bill will be sent to President Clinton. If he signs it as is, HR 1868 will become an Act.

Ankara pleased by outcome

Meanwhile Ankara, in a written statement on Wednesday by Nurettin Nurkan, the deputy spokesman for the Ministry of Foreign Affairs, welcomed the developments in the U.S. Congress. Nurkan said that Turkey received with satisfaction the decision of the Conference Committee which represented a "common sense" position and also reflected the best national interests of the United States.

"Although U.S. military credits and economic assistance for Turkey have been cut significantly in this fiscal year (1996) once again, the fact that efforts at blackening Turkey's name have remained ineffectual is still seen by us as a development which is pleasing in terms of the relations between the two countries," Nurkan said.

Nurkan also expressed his hope that the text of foreign aid legislation as it relates to Turkey would be signed by the President in the manner that it has come out from the Conference Committee.

Appeals Court decision on DEP case expected today

Turkish Daily News

ANKARA- The High Appeals Court is expected to announce today its verdict on the seven former deputies of the now closed pro-Kurdish Democracy Party (DEP) and independent deputy Mahmut Alınak. New political possibilities will open up for Turkey if the deputies' appeal is upheld by the court.

If the court upholds the case of the former deputies, they will be eligible to be candidates for a seat in Parliament in the expected early election and Turkey's path to entry to a customs union with the European Union will become much smoother.

Former DEP deputies Hatip Dicle, Ahmet Türk, Selim Sadak, Leyla Zana, Orhan Doğan, Sedat Yurttas and Sırrı Sakık, together with independent deputy Mahmut Alınak, were tried in a state security court (DGM) and sentenced to various prison terms. Both defense and prosecution lawyers appealed the ruling of the lower court, but the final verdict is expected to be delivered by the High Appeals Court today.

The lawyers for the former deputies said that they expect a positive decision. They argue that their clients should be acquitted.

The office of the DGM prosecutor holds that the lower court decision should be overturned and that the seven should be tried under Article 125 of the Turkish Criminal Law, which calls for capital punishment.

The case of the former DEP deputies directly affects Turkey's entrance to the customs union. Europe wants Turkey to solve this problem and if the court delivers an acquittal decision, there will be positive political momentum in favor of Turkey's entrance to the customs union.

Meanwhile, the People's Democracy Party (HADEP), which is the continuation of the DEP, is preparing to participate in the expected early election.

HADEP has announced that it is prepared to cooperate with the other political parties, and HADEP officials say that they support their friends in prison and if the former deputies are released, HADEP will put them up as candidates for election.

The lower court trial ended on Dec. 8, 1994, and the court sentenced Dicle, Türk, Zana, Doğan and Sadak to 15-year prison terms, Yurttas to seven-and-a-half years and Alınak and Sakık to three-and-a-half years and a fine of TL 70 million. Alınak and Sakık were released, having already served their terms. The others remain in prison.

Meanwhile, the OSCE (Organization for Security and Cooperation in Europe) rejected the demands of the former DEP deputies to participate in the organization's meeting which was held between Oct. 2 and 19 in Warsaw.

Nurettin Nurkan, deputy spokesman of the Foreign Affairs Ministry, said that the OSCE rejected the demand in accordance with the fourth and 16th paragraphs of the Helsinki Report. The paragraphs say that organizations outside government control cannot participate in OSCE activities.



Writer Gerger decides to pay his court fine

Haluk Gerger, who chose to remain in jail rather than pay his fine, announced he has now decided to pay up. The Anti-Terrorism Law (TMY), amendments to which are currently under debate, is still being implemented, with prison terms and fines for those convicted. İsmail Beşikçi, Edip Polat, Vedat Yeniçeri and Haldun Açıksözlü have been sentenced under this law.

Turkish Daily News

ANKARA- Haluk Gerger, who had previously announced that although he had completed his prison term, he would remain in jail rather than pay his fine, is due to leave jail today. Gerger said that he did not trust the government's studies on the TMY, adding that he wants to leave jail by paying his fine of TL 208 million in protest against the proposed amendments to the TMY. He declared that he was buying his freedom. Gerger was convicted of disseminating separatist propaganda in a telegraph message he sent to a meeting, and was sentenced to a 20-month prison term and fined. He added that he is behaving in an idealistic manner, which he hopes his friends will emulate. In the meantime, İsmail Beşikçi, Edip Polat, Vedat Yeniçeri and Haldun Açıksözlü have also been sentenced under the same law.

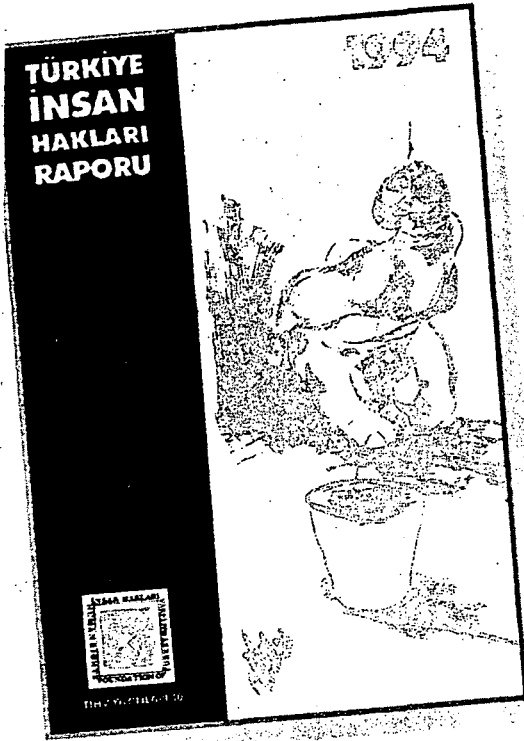
The draft bill of Article 8 of the Anti-Terrorism Law has not yet been debated in the Parliament, yet is still damaging lives. A new prison sentence and fines for İsmail Beşikçi, who is now in prison, has become certain. Writers Edip Polat and İsmail Beşikçi, who wrote the introductory section of Polat's book, "Kurdistan in the Language of Science", were sentenced to two years in prison and fined TL 100 million each.

Vedat Yeniçeri, the publisher of the book, was sentenced to six years in prison and fined TL 50 million.

Another sentence was handed down to Haldun Açıksözlü, one of the actors in the Can Şenliği theater group. Açıksözlü was sentenced to two years in prison and fined TL 550 million.

THURSDAY, OCTOBER 26, 1995

Turkish Daily News



PART II

TORTURE

Torture which has been applied as a systematic interrogation method for years, continued spreading in 1994. The number of deaths in detention, persons who disappeared after being detained, or incapacitated due to torture, and the number of the cases of torture and rape in detention increased considerably compared to the previous year. Despite official statements and explanations, torture could not be prevented, even no effort could be witnessed for decrease in torture cases. Perpetrators were protected, encouraged and even rewarded. Investigations initiated in connection with torture cases did not proceed beyond being nominal. Manner of pending trials and trivial sentences played a significant role in the increase of torture cases.

The approach of authorities towards torture cases did not prevent torture but actually encouraged perpetrators. Torture cases and claims were mostly denied.

When the case proved to be undeniable, the officials admitted to the individual cases but denied widespread practice. But the number of the punished perpetrators did not exceed 20 or 30. On Dec. 12, Police General Director Mehmet Ağar claimed that the issue of torture was put on the agenda by the circles which wanted to prevent the success of police in struggle against terror. Mehmet Ağar stated that those who protected and backed human rights were police officers.

Amendments to the Code of Criminal Procedures, shortly called as the CMUK, which occupied the public in 1992 and 1993 was on the agenda also in 1994.

The CMUK which has no use in the prevention of torture, remained only "an indicator of respect for human rights" used by authorities when they were hard pressed. Many negatives examples witnessed during the year showed once more that the CMUK, which was put into force on 1 December 1992 did

Human Rig

The Human Rights Foun
people, including 261 wom
detention centers or prison
official medical reports.
they had been raped or

which was put into force on 1 December 1992 did not prevent torture, did not bring any important changes to the judicial system and was an attempt to stall public opinion (especially abroad). Incidents witnessed during 1994, verified the criticism against the CMUK and its failure.

The failure of the CMUK was not limited with the political cases under the jurisdiction of the SSCs and in the Emergency State Region. The amendments brought on the CMUK were mostly ignored in the ordinary judicial investigations. Provisions which are in favour of defendant, particularly that enabling lawyers to be present during interrogation, were disregarded by security officers. Lawyers registered to the Istanbul Bar Association, revealed 12 torture cases in judicial investigations in August, and lodged officials complaints to prosecution office. Special provisions foreseen for the investigations concerning the defendants below 18 years (for example, interrogation in the presence of a lawyer, informing their families without regard to their demands) were not obeyed. Even the lawyers who insisted on the implementation of the CMUK provisions, were exposed to attacks and insults by security officers.

In spite of all its deficiencies and failure in prevention of torture, the CMUK incurred the wrath of security officers and certain circles.

Torture cases and claims were not seriously investigated in 1994, too. Investigations initiated in connection with torture cases did not proceed beyond being nominal. While most of the official complaints were shelved, decisions not to prosecute were taken for meaningless reasons in other cases where investigations were initiated. To launch trials against perpetrators took great effort. In the trials which were launched, the perpetrators were either acquitted or given trivial sentences. Sentenced security officers benefited from prescription provisions and were not imprisoned since the trials lasted too long. This played a major role in the increase of torture cases and encouraged perpetrators. In 1994, a total of 34 people died in detention places (32) or in prisons (2) because of torture or under suspicious circumstances. Twenty seven of the deaths were witnessed in the Emergency State Region, 3 in Istanbul and the remaining in Doğubeyazıt (Ağrı), Bünyan (Kayseri), Adana and Adapazarı. The number of people who died in detention and prisons increased in 1994 when compared to the previous years (According to HRFT's determinations, a total of 9

THURSDAY, OCTOBER 26, 1995

Turkish Daily News

hts Report 1994

dition of Turkey established that 1,128
en and 24 children, had been tortured in
s. Of these, 476 proved the torture with
Thirty-six tortured females stated that
sexually abused while under custody



DEP headquarters following a bomb attack

people died in detention places or prisons in 1990, 19 in 1991, 17 in 1992 and 29 in 1993). Following is the list of victims established to have died in detention:

1- Zeynel Bilgen (24 January-Mardin Şenköy Gendarmerie Station), 2- İbrahim Daniş (27 January-Cizre), 3- Ebubekir Dayan (24 January-Diyarbakır Security Directorate), 4- Ömer Alevcan (9 February-Siirt), 5- Cemile Sanık (10 February-Bitlis Hizan),

06-Velathan Gülşenoğlu (22 March- Istanbul Kasımpaşa Karakolu), 7- Abdurrahman Avsar (2 April-Şırnak Security Directorate), 8- Garip Ölmez (14 April Bitlis Ahlat), 9- Kamil Gündoğan (29 April-Diyarbakır Lice), 10- Kadri Yılmaz (1 May-Diyarbakır), 11- Aydın Tekay (1 May-Diyarbakır) 12- Bedel Özkan (11 May-Hakkari Çukurca), 13- Hasan Ateş (11 May-Hakkari Çukurca), 14- Nimet Barut (12 May-Diyarbakır Kulp), 15- Ali Beki (15

June-Siirt), 16- Mahmut Tanlı (28 June-Ağrı Doğubeyazıt), 17- Osman Akın (27 July-Kayseri Bünyan Gendermerie Station), 18 Abdullah Baskın (3 August-Batman Gendermerie Commandership) 19- Ahmet Demiray (14 August-Diyarbakır Lice), 20- Lokman Alicioğlu (19 August-Adana), 21- Cihan Demirağ (23 August- İstanbul Kadıköy Security Directorate, 22- Cihan Akum (25 August-Diyarbakır Police School), 23-Elif Leyla Çelik (13 September-Sakarya Security Directorate), 24- Bedri Tan (14 September-Diyarbakır) 25- Ramazan Özüak (4 October- Diyarbakır Prison), 26- Süleyman Ungun (4 October Diyarbakır Prison), 27- Aydın Kışmır (12 October- Diyarbakır Security Directorate) 28- Bayram Duran (16 October-Istanbul Gazi Police Station, 29- Ali Karaca (13 October-Tunceli), 30- Emin Dünder (17 October-Siirt Security Directorate), 31- Abdülkerim Alataş (19 October- Van Gevaş), 32- Bekir Önder (28 November- Mardin Prison) 33-Ferhat Demir (7 December- Batman) and 34- Nefiye Çelik (7 December-Batman).

Besides deaths due to torture in custody or prisons, disappearances also continued in 1994. Throughout the year, 49 people who were claimed by eye witnesses or by serious proofs to have been detained or taken by the security forces, disappeared.

Following is the information compiled by the HRFT about the people disappeared in 1994, or it became certain in 1994 that they disappeared, and the fates of whom could not be learnt: (*)

- 1- Şah Atala (9 October 1993-Diyarbakır Kulp)
- 1- Bahri Şimşek (9 October- Kulp)
- 3- Hasan Avar (9 October- Kulp)
- 4- Şerif Avar (9 October- Kulp)
- 5- Nusrettin Yerlikaya (9 October- Kulp)
- 6- Turan Demir (9 October- Kulp)
- 7- Behcet Tutuş (9 October- Kulp)
- 8- Abdi Yamuk (9 October- Kulp)
- 9- Salih Akdeniz (9 October- Kulp)
- 10- Celil Aydoğdu (9 October- Kulp)
- 11- Ümit Taş (9 October- Kulp)
- 12- Ahmet Çakıcı (28 November 1993- Diyarbakır Harzo)
- 13- Ali Efeoğlu (5 January- İstanbul)
- 14- Fethi Yıldırım (5 January-Urfa Viranşehir),
- 15- Yusuf Tunç (9 February- Mardin Kızıltepe)
- 16- Cüneyt Aydınlar (20 February-Istanbul)
- 17- Nazım Babaoğlu (13 March-Urfa)
- 18- Zeynal Kursep (23 March-Batman)
- 19- November Alpsyoy (18 May-Adana)
- 20- Mustafa Bulut (18 May- Diyarbakır Lice)
- 21- Zeki Ercan Diril (19 May- Şırnak)
- 22- İlyas Edip Diril (19 May-Şırnak)
- 23- Recai Aydın (2 July- Diyarbakır)
- 24- Abdulgani Dağ (23 July- Mardin Nusaybin)
- 25- Safura Yıldırım (31 August-Nusaybin)
- 26- Lütfiye Kacar (5 September-Istanbul)
- 27- Fidan Güngör (11 September-Istanbul),
- 28- Sabahattin Talayhan (11 September-Istanbul)
- 29-Kenan Bilgin (12 September- Ankara)
- 30- Rıdvan Temiz (October-Mardin Derik)
- 31- Turgut Yenisoay (4 October-Diyarbakır Bismil)
- 32- Hıdır Işık (September/October-Tunceli)
- 33- Hatun Işık (September/October-Tunceli)
- 34- Elif Işık (September/October-Tunceli)
- 35- Düzali Serin (September/October-Tunceli)
- 36- Yeter Işık (September/October-Tunceli)
- 37- Gülizar Serin (September/October-Tunceli)

- 38- Dilek Serin (September/October-Tunceli),
- 39- Adnan Şeker (September/October-Tunceli)
- 40- Nazım Gülmez (September/October-Tunceli),
- 41- Mehmet Aggun (September/October-Tunceli),
- 42- Ahmet Akbaş (September/October-Tunceli)
- 43- Müslüm Aydın (September/October-Tunceli),
- 44- İbrahim Gencer (September/October-Tunceli)
- 45- Ahmet Yetişen (14 November-Batman),
- 46- Ali Tekdağ (26 November-Diyarbakır),
- 47- İsmail Bahçeci (December-Istanbul),
- 48- Abdullah Efeli (15 December- Diyarbakır Cizre)
- 49- İhsan Haran (24 December-Diyarbakır).

The Human Rights Foundation of Turkey established that 1128 people, including 261 women and 24 children, had been tortured in detention centers or prisons. Of these, 476 proved the torture with official medical reports. 36 of tortured females stated that they had been raped or sexually abused under custody. Within the year, a total of 252 people allegedly tortured, applied to the treatment centers of the TIHV, 93 of them in Ankara, 76 in İstanbul and 83 in İzmir. (This figure does not cover 220 people who were recently released from prisons or the people who applied to the TIHV in 1994 even though they had been tortured before.)

The problems and oppression continued in prisons. Beatings, maltreatment, abuses and bans were commonplace. Authorities reneged on the rights won by the prisoners after hunger strikes.

Hunger strikes deteriorated the health of the prisoners and caused permanent illnesses.

Political arrests or detentions increased considerably from the previous year. While the number was 4,389 in 1993, total for the first half of 1994 rose to 6,379. Of the latter, 6,152 were leftists or accused of separatism. Only 227 were rightists or Muslim radicals.

The number of people arrested and convicted for political reasons exceeded 8,000 at the end of 1994 and this number exceed 10,1000 by mid-1995. The number was only 90 when the True Path Party (DYP) and (now Defunct) Social Democrat People's Party (SHP) coalition came to power in November 1991. Total number of those arrested and convicted was 32,088 in November 1993 and it reached 40,973 in September 1994.

Freedom of thought, press and belief

1994 was not a positive year regarding the freedoms of press, thought and conscience.

A number of laws, especially the Anti-Terrorism Law were instrumental in the restriction of these freedoms.

Attacks by unidentified assailants against newspaper distributors continued.

Ideological attack were another important dimension of the attacks against the press and journalist. "Enemy" newspapers and periodicals, and "enemy" journalists were created, as in previous years. In particular, the publications adopting approaches contrary to the official ideology and discourse on the subjects considered to be taboo such as the Kurdish problem, compulsory military service, the army, and religion, and the ones who expressed their opinions on these problems, were subject to heavy attacks. Different approaches concerning the issued deemed as taboo were not endured. Some well-known journalists and writers, administrators of the IDH and HRFT, deputies, trade unionists, leaders of democrat-

ic civic organizations were tried, convicted and imprisoned because of their speeches or writings.

Among the trials at the State Security Courts, those related to the freedom of thought and press occupied a prominent place. According to statistic by the Ministry of Justice in November, 25 percent of the 6,091 cases which were held at the State Security Courts had been launched under Articles 6 (239 cases) and 8 (1,190 cases) of the "Law to Fight Terrorism," which are one of the important obstacles to freedom of the press and thought. The number of the defendant prosecuted under Article 6 of the "Law to Fight Terrorism" was 388 while that of defendants prosecutor under Article 8 was 4,234 people.

The coalition government did not honor its pledge to remove the obstacles for the press freedoms and to amend the Anti-Terrorism Law.

Murders of journalists continued. Journalists Erol Akgun and Ersin Yıldız were murdered. In the meantime, in (terrorist) attacks against the civilian targets 2 journalists (Ruhican Tul and Onat Kutlar) lost their lives. One journalist who had been abducted by unidentified people disappeared. The armed bomb attacks against newspaper vendors in the Emergency State Region continued although in reduced scale. One newspaper vendor was killed and four were wounded.

There were no serious effort in 1994 to find the assailants of the 22 journalists killed in the last few years.

In 1994, press institutions, press organizations, journalists and writes frequently came under attack. Most were carried out by the police. According to the figures determined by the TIHV, a total of 76 journalist were insulted or beaten in 34 separate incidents.

The number of people who were imprisoned for expressing their thoughts increased radically in 1994. Those imprisoned because of the books or articles they had written, the speeches they had made or because of their political activities exceeded 100 during the year. The number of people jailed because of their thoughts, reached 172.

Out of the 172 criminals of thought, 97, including six deputies and four party leaders were in prison as of Jan. 1, 1995.

Most of those people are journalists and writers. Following is the list of jailed journalists or writers:

01) Edip Polat, 02) Hacay Yılmaz, 03) Remzi Küçükertan, 04) Naile Tuncer, 05) Tuncay Atmaca, 06) Günnur İlhan, 07) Mustafa Kaplan, 08) Günay Aslan, 09) Zana Sezen, 10) İsmail Beşikçi, 11) Hıdır Ateş, 12) Zeynettin Günay, 13) Abdülaziz Aktaş, 14) Mehmet Tekin, 15) Ömer Ağın, 16) Ahmet Zeki Okçuoğlu, 17) Hikmet Çetin, 18) Hayrettin Soykan, 19) Kemal Sahir Gürel, 20) Cemile Yürümez, 21) Fikret Başkaya, 22) Selim Okçuoğlu, 23) Songul Aytemur, 24) Ayşe Nur Zarakolu, 25) Mehdi Zana, 26) Sırrı Öztürk, 27) İlyas Burak, 28) Münir Ceylan, 29) Haluk Gerger, 30) Recep Maraşlı, 31) Ahmet Zengin, 32) Medeni Ayhan, 33) Kemal Okutan, 34) Numan Baktaş, 35) Mahmut Akkurt, 36) İmam Canpolat, 37) Mahmut Kaçar, 38) Ünsal Öztürk, 39) Sedat Aslantaş, 40) Yılmaz Odabaşı, 41) Erdal Şahin, 42) Işık Yurtçu, 43) Güven Özata, 44) Özkan Kılıç and 45) Suna Tan.

The sum of prison terms passed on journalists and writers reached 448 years and 6 months 25 days, while total of fines reached TL 71,614,935,000 (approx. \$ 2,400,000).

Despite official promises to end the practice, confiscations of newspapers, periodicals and books went on unabated. A total of 961 newspapers and journals and 37 books were confiscated during the year, mostly on the grounds that they violated articles 6 and 8 of the Anti-Terrorism Law, or articles 155 and 312 of the penal code.

Freedom of organization

1994 was not so different from previous years concerning the view of freedom to organize, speak out for rights, hold meetings or demonstrations, and of union rights. Democratic mass organizations and some political party organizations continued to face persecution and attacks. Constitutional articles and anti-democratic laws dating back to the 1980-1983 military regime remained in force.

Some legally founded and functioning organizations and parties were dissolved, their leaders and some members of Parliament were arrested, tried and convicted. Security forces opened fire on people participating in some demonstrations, and many demonstrations ended by the use of force. Bombings and armed attacks against the democratic mass organizations and party buildings, and murders of leaders of the mass organizations and political parties by unknown gunmen continued.

The Human Rights Association (IHD) members and the human rights advocates frequently faced persecution and attacks in 1994, too. Muhsin Melik, a (pro-Kurdish) HADEP politician, founder of the IHD Urfa branch and former secretary of the branch, lost his life in an armed attack on June 2. Leaders and members of the IHD were detained, arrested, tortured, insulted.

Trials were launched against many IHD leaders and members, particularly against IHD Chairperson Akin Birdal, Vice Chairpersons Ercan Kanar and Sedat Aslantaş and General Secretary Hüsnü Öndül. Prison terms and fines were passed on in the concluded trials, and some of these sentences were ratified. The authorities also orchestrated a media campaign against the IHD which was accused of abetting terrorism. Two trials were launched against some of the administrators and leaders of the TIHV and the IHD in connection with publications focusing on the deliberate torching of villages in the southeast and the widespread use of torture. The trials ended with acquittal on Jan. 11, 1995.

In 1994, numerous organizations faced attacks and pressure similar to those faced by the IHD. Planned activities were banned or prevented by the security officers by coercion. Fire was opened at demonstrators, resulting in deaths and injuries. Leaders and members of the democratic mass organizations were attacked, detained, arrested and prosecuted.

Political parties

1994 was also not a positive year from the point of political parties and activities. Pressure on opposition parties and groups continued. The most important events of the 1994 with respect to the political activities were (chronologically) lifting of the parliamentary immunities of eight deputies and detention of some of them under harassment, arrest of six deputies, closure of the DEP and overthrow of the parliamentary memberships of 13 deputies, and sentencing eight deputies to various terms and fines.

Pressures on political parties were not limited to the closure of the DEP and measures against its

deputies. The Worker's Party (IP), the Green Party (YP), the Socialist Union Party/United Socialist Party (SBP/BSP) and the Socialist Power Party (SIP), and leaders and members of these parties faced various pressures and attacks.

The Constitutional Court banned the Green Party on Feb. 10. A trial was launched on Dec. 29, 1993 against the Socialist Union Party (SBP) for its closure. The SBP was closed by the Constitutional Court on 19 July 1995.

In 1994, bombings and armed assaults on party buildings, rallies, party leaders, members and candidates, increased considerably. The attacks were mostly carried out against the (pro-Kurdish) HEP, DEP and HADEP leaders and members. Attackers remained unknown.

In the meantime, attacks were carried out by the PKK militants against certain party leaders, members, buildings and rallies. A total of 26 people were killed as a result of attacks or clashes.

Several party leaders and members, and some mayors were detained, tortured, arrested and sentenced.

Some of the arrested senior party officials were:

"Kemal Bilget (DEP Vice Chairperson), Nevzat Teker (DEP Party Council Member), Mehmet Gökalp (DEP Derik District Chairperson), Ramazan Bulut (DEP Ankara Provincial Chairperson-Twice), Hamdi Samancılar (Socialist Power Party-SIP Izmir Konak District Organization leader), Hayrettin Akbaş (SIP Konak District Organization leader), Recai Gün (SIP Konak District Organization leader), Sema Nur Özer (Sip Konak District Organization leader), Sıddık Yaslan (DEP Manisa Central District Organization leader), Ali Karşılıyan (Worker's Party Izmir Provincial Chairperson), Kemal Altıok

(DEP Aydın Provincial Chairperson), Mehmet Bingün (Güroymak Mayor), Hamit Acar (HADEP Van Provincial Chairperson), Cabbar Gezici (DEP Central Administrative Board Member), Şahabettin Yılmaz (HADEP Payas District Chairperson); Tevfik Kaya (Hadep Altındağ District Organization leader) and Abdullah Saydın (HADEP Central Administrative Board Member)". Out of the 17 party leaders, 13 were released within 1994.

Pressure and attacks against the parties were intensified on the DEP and HADEP, successor of the DEP. Buildings, leaders and members of these two parties faced numerous bomb and armed attacks. One of the attacks even targeted DEP headquarters in Ankara. Some leaders of HEP were not immune to attack even after the closure of the party in 1993. Murat Bozlak, Secretary General of the DEP (now HADEP Chairperson), was wounded in an armed attack on Feb. 5.

Another bomb which went off in a building housing the DEP headquarters on Feb. 18 killed one person and wounded 16. The Constitutional Court shut down the DEP on charges of separatism on June 16. The parliamentary immunities of the 13 DEP deputies were immediately lifted and the politicians were subsequently expelled. Many of them fled Turkey.

The arrested DEP politicians were sentenced on Dec. 8 to heavy jail terms at the end of a lengthy trial.

Hatip Dicle, Ahmet Türk, Orhan Doğan, Leyla Zana and Selim Sadak were sentenced to 15 years. Sedat Yurtdaş to seven years six months, Sırrı Sakık and Mahmut Alınak got three years six months. Sakık and Alınak was released under parole ■

Parliamentary Justice Commission adopts amendment of controversial Article 8

Heated Debate: One of the criticized parts of the bill was the section calling for the elimination of a clause which bans the spread of separatist propaganda, whatever the means employed or whatever the purpose or thought behind it

TDN Parliament Bureau

ANKARA- The draft bill calling for the amendment of the controversial Article 8 of the Anti-Terrorism Law, which bars freedom of expression, was endorsed by the Parliamentary Justice Commission on Wednesday.

The Parliamentary Justice Commission passed the bill, prepared by the Tansu Çiller-led minority government, at its afternoon session after a morning session ended in deadlock.

Speaking at the commission's morning meeting, DYP Afyon Deputy Etem Kelekçi had described the bill as amounting to an "unde-

clared amnesty" and had said he was completely against any legal amendment leading to prison sentences being commuted to fines.

The most criticized part of the bill was the section calling for the elimination of a clause which bans the spread of separatist propaganda, whatever the means employed or whatever the purpose or thought behind it.

The draft bill calls for a one-year reduction in the existing minimum two-year prison term for those convicted of spreading separatist propaganda. It also proposes commuting prison terms of up to a year to fines or even suspending such sentences.

A temporary article inserted in the draft bill allows courts, which have already convicted defendants for violating the Anti-Terrorism Law, to rehear cases and either commute their prison terms to fines or suspend their sentences.

At the commission's morning meeting, the Motherland Party (ANAP) and the Welfare Party (RP) members tried to obstruct the passage of the draft bill.

They claimed that according to the relevant provisions of parliamentary bylaws, the justice commission was not authorized to convene. When this objection was rejected, they called for the draft bill to be debated first by the Parliamentary Constitutional Commission.

While Coşkun Gökalp from the Republican People's Party (CHP) said he found the bill positive although not satisfactory, Etem Kelekçi, a DYP member of the commission, said he could never accept allowing the spread of separatist propaganda. Kelekçi said he would accept the draft bill if some changes, proposed by him, were adopted by the commission. Otherwise, Kelekçi said, he would vote against the draft bill. He stressed that the section of the draft bill calling for fines or the suspension of sentences should be completely deleted.

The ANAP members of the commission harshly opposed the proposed amendment of the Anti-Terrorism Law, stressing that the indivisibility of the country could not be given up just because the European Parliament wanted this.

LIBÉRATION - 27 octobre 1995

La Cour de cassation turque confirme la peine de six députés kurdes

La Cour de cassation turque a décidé hier de confirmer six des huit condamnations prononcées par la Cour de sûreté de l'Etat d'Ankara à l'encontre de huit députés kurdes qui s'étaient vus infliger des peines de prison ferme allant de sept ans et demi à quinze ans. Ainsi Ahmet Türk et Sedat Yurttas seront libérés, mais Leyla Zana, candidate malheureuse au prix Nobel de la paix, ainsi que Hatip Dicle, président du parti de la démocratie (DEP), Orhan Dogan et Selim Sadak, emprisonnés depuis le 2 mars 1994, purgeront leurs peines de prison. Mahmut Alinak et Sim Sakik, deux autres députés kurdes en liberté, ne seront pas arrêtés, mais ils ne seront pas acquittés non plus. La Cour s'est essentiellement basée sur des erreurs de jugement et techniques de

procédure de la Cour de sûreté de l'Etat. Les huit députés kurdes étaient accusés « d'avoir formé une bande armée pour renverser le régime établi ». Cinq autres députés kurdes avaient quitté le pays juste avant la levée de l'immunité parlementaire de l'ensemble des treize députés kurdes, le 2 mars 1994.

La décision a été accueillie avec beaucoup de déception dans une partie de la classe politique turque qui espérait un pas vers une solution pacifique du problème kurde. M^e Yusuf Alatas a précisé, au nom de la défense, que la décision de la Cour de cassation n'était pas juste. « Nous demandons d'abord une révision de cette décision, puis nous irons à la Commission des droits de l'homme, à Strasbourg », a-t-il ajouté.

M.A. (Istanbul)

L'HUMANITÉ - 27 octobre 1995

Turquie Peines confirmées pour six députés kurdes

SIX des huit députés turcs d'origine kurde emprisonnés en mars 1994 à Ankara ont vu hier leurs peines de prison confirmées par la Cour de cassation. Quatre d'entre eux, condamnés à 15 ans de détention, resteront en prison : Leyla Zana, épouse de l'ancien maire de Diarbakir, Medhi Zana, Hatip Dicle, Orhan Dogan et Selim Sadak. Deux autres, Sirri Sakik et Mahmut Alinak, ont vu leur peine (trois ans et demi) également confirmée, mais ils l'ont déjà purgée et resteront libres. Les sentences pesant sur Ahmet Turk et Sedat Yurttas ont été cassées. Tous deux ont été renvoyés devant la Cour de sûreté de

l'Etat au titre de la loi antiterroriste, ce qui signifie que leurs ennuis sont loin d'être finis.

Tous ces parlementaires, élus sous l'étiquette du parti DEP (dissous), sont accusés d'appartenir à une « bande illégale », terme qui désigne le PKK (Parti des travailleurs du Kurdistan), en lutte armée contre le pouvoir central. En fait, Ankara a utilisé contre eux — et contre de nombreux écrivains et journalistes kurdes et turcs — un article de la Constitution punissant sévèrement la « propagande séparatiste ».

En Turquie, les défenseurs des droits de l'homme ne cachaient pas leur déception face à un jugement qu'ils considéraient comme un test des intentions du gouvernement. Les avocats des députés ont annoncé leur intention de porter plainte devant la Commission européenne des droits de l'homme.

Le verdict a été accueilli avec consternation au Parlement européen, réuni hier en session à Strasbourg. Là aussi, la décision

LE FIGARO - 27 octobre 1995

Procès des députés kurdes

Verdict mitigé à Ankara

La Cour de cassation libère deux des huit parlementaires et confirme la peine des autres.

A quatre jours d'un Conseil d'association entre la Turquie et l'Union européenne, la Cour de cassation d'Ankara a rendu hier un verdict mitigé dans l'affaire ultra-sensible des huit députés kurdes en prison depuis décembre 1994.

La cour casse la condamnation d'Ahmet Turk et Sedat Yurttas, qui devraient être libérés prochainement, mais confirme celle des six autres pour « création et appartenance à une bande illégale », à savoir le PKK (le parti séparatiste kurde). Parmi ces derniers, quatre députés, dont Leyla Zana, qui fut citée comme un possible « prix Nobel de la paix », purgent des peines de 15 ans. La cour ordonne que Ahmet Turk et Sedat Yurttas soient rejugés par une autre cour en application cette fois de l'article 8 de la loi antiterroriste, qui vise la « propagande sécessionniste ».

lue comme « un pas important sur la voie de la démocratisation ». Les Etats membres de l'UE et l'assemblée de Strasbourg attendent du nouveau gouvernement Ciller qu'il réforme l'article 8 de la loi antiterroriste. D'innombrables intellectuels, dont le romancier Yachar Kemal, ont été poursuivis à ce titre. 1 080 écrivains, universitaires et journalistes ont demandé à être jugés comme « co-éditeurs » d'articles tombant sous le coup de l'article 8. Ils devaient comparaître hier devant un tribunal d'Istanbul.

Une commission du Parlement d'Ankara a adopté mercredi un amendement qui limite la portée de l'article 8. Ce pas en avant n'échappera pas aux parlementaires européens, qui s'efforcent de ne pas trop bousculer leurs collègues turcs.

La modification de l'article incriminé ne devrait cependant pas mettre un terme aux procès d'opinion. Auteur d'un article à scandale intitulé « Atakurde », l'écrivain libéral Ahmet Altan vient d'être condamné à 20 ans de prison non plus pour « incitation au séparatisme » mais pour « provocation aux divisions et à la haine en jouant sur les différences raciales, religieuses, linguistiques et régionales ».

Claude LORIEUX

Article 8

Toute décision affectant les droits de l'homme influera sur le vote des parlementaires européens lors de la ratification de l'accord d'Union douanière, qui doit entrer en vigueur au premier janvier prochain.

Le premier ministre Tansu Ciller a obtenu en juillet dernier une réforme partielle de la Constitution, que la France sa-

était attendue comme un test de la volonté affichée par le premier ministre turc Tansu Ciller de réformer les institutions dans un sens plus démocratique. Les députés européens demandent depuis des mois la libération de leurs collègues. Ils en ont fait une condition de la ratification de l'accord d'Union douanière entre la Turquie et l'Union européenne censé entrer en vigueur en janvier 1996.

Ismet Sherif Vanli, président de l'Institut kurde de science et

de recherche, qui participait hier, aux côtés de l'ancien président du DEP, Yasar Kaya, à une rencontre avec des députés européens, a estimé : « En faisant libérer deux députés, la Turquie essaie de tromper l'Europe. Cela ne doit pas servir d'alibi pour admettre la Turquie dans l'Union douanière. Je pense qu'il faut ajourner la décision pour laisser le temps à la Turquie et aux Kurdes de trouver une solution politique. »

FRANÇOISE GERMAIN-ROBIN

Décision en cassation loin des espoirs des démocrates européens et turcs

Turquie : six députés kurdes resteront en prison

Six des huit députés turcs d'origine kurde condamnés à la prison pour collaboration avec la rébellion kurde ont vu leur peine confirmée jeudi en cassation, une décision qui risque d'être fraîchement accueillie au Parlement européen supposé ratifier en décembre un accord d'union douanière entre la Turquie et l'Union européenne. Les parlementaires de Strasbourg avaient demandé la libération des huit députés — condamnés essentiellement non pour des actes mais pour des déclarations ou écrits — au nom de la liberté d'expression et de la démocratie.

Jeudi, la Cour de cassation turque a pris une décision immédiatement jugée « décevante » par les défenseurs des droits de l'homme et par les avocats des députés. Ceux-ci ont annoncé leur intention de porter plainte devant la Commission européenne des droits de l'homme. La Cour a confirmé les peines de quinze ans de prison pour « création et appartenance à bande illégale » infligées en décembre dernier par la Cour de sûreté de l'État d'Ankara à MM. Hatip Dicle, Orhan Dogan, Selim Sadak et à Mme Leyla Zana, pressentie au début du mois pour le prix Nobel de la paix. Par « bande illégale », on entend en Turquie le PKK, le mouvement de guérilla kurde.

La Cour de cassation a également confirmé les peines prononcées contre MM. Sirri Sakik et Mahmut Alinak, alourdissant même une amende qui leur avait été aussi infligée. Condamnés à 3,5 ans de prison chacun aux termes de l'article 8 de la loi antiterrorisme mais ayant déjà purgé près du tiers de leur peine au moment de leur condamnation, MM. Sakik et Alinak avaient déjà été libérés et resteront libres.

La Cour a en revanche cassé les sentences prononcées contre MM. Ahmet Turk (15 ans de prison) et Sedat Yurttas (7,5 ans), respectivement pour « création et appartenance » et « aide » à bande illégale, et ordonné leur libération. Elle a ordonné que leurs cas soient repris par une Cour de sûreté de l'État non plus aux termes du Code pénal, mais aux termes de la loi antiterrorisme (article 8). Une telle mesure entraînera automatiquement une diminution de leur peine et leur libération définitive, selon les spécialistes. L'un des avocats des condamnés, Yusuf Alatas, s'est déclaré « déçu ». M. Alinak a déclaré que cette décision était « injuste ».

C'est l'humiliation de la volonté du peuple, a-t-il dit.

C'est bon, même si c'est limité, cela aurait pu être pire, a déclaré un diplomate de la représentation de l'UE. Quant au procureur principal de la Cour de sûreté de l'État Nusret Demiral, il a lui aussi déploré la décision de jeudi, mais pour une raison inverse. Ce sont des traîtres qui devraient être condamnés à mort, a-t-il dit en parlant des députés, regrettant la cassation de deux des peines.

RÉVISION DE L'ARTICLE 8 ?

Par ailleurs, la commission de la Justice du parlement turc a

adopté, mercredi soir, un projet d'amendement de l'article 8 de la loi antiterrorisme qui limite la liberté d'expression. Ce projet d'amendement maintient l'interdiction de toute propagande et de toute manifestation visant à atteindre « l'intégrité territoriale indivisible de l'État de la république de Turquie ». Mais il réduit les peines d'emprisonnement encourues pour propagande séparatiste, les limitant de 1 à 3 ans, alors que l'article 8 actuel prévoit de 2 à 5 ans. En outre, si l'amendement est adopté par le Parlement, les juges pourront assortir les peines d'un sursis et transformer les peines de prison en amendes. (AFP.)

InfoMatin - 27 octobre 1995

TURQUIE

Pas de clémence pour les députés kurdes

Quatre des huit députés kurdes condamnés l'an dernier pour collaboration avec la « rébellion » restent incarcérés. La Cour de cassation de Turquie a en effet confirmé hier les condamnations à quinze ans de prison infligées en décembre dernier à Hatip Dicle, Orhan Dogan, Selim Sadak et Leila Zana, une femme dont le nom avait été évoqué au début du mois pour le prix Nobel de la paix. Elle a également confirmé les peines prononcées contre Sirri Sakik et Mahmut Alinak, condamnés à 3 ans et demi de prison chacun aux termes de la loi antiterrorisme, et récemment libérés après avoir effectué le tiers de leur peine. Seules ont été cassées les sentences prononcées contre Ahmet Turk, (quinze ans de prison) et Sedat Yurttas (sept ans et demi). Cette décision va compliquer un peu plus les relations entre Ankara et les Européens. Le Parlement européen avait fait de la libération de tous ces députés une condition à sa ratification de l'accord d'union douanière entre la Turquie et l'Union européenne.

Le Figaro - 27 octobre 1995

Union européenne : accord avec la Turquie compromis

L'accord d'union douanière avec la Turquie risque d'être reporté après la confirmation, jeudi, par la Cour de cassation d'Ankara, des peines de prison infligées à six députés turcs d'origine kurde, a estimé l'une des vice-présidentes du Parlement européen, la Française Nicole Fontaine.

Cet accord doit en principe entrer en vigueur à compter du 1^{er} janvier 1996. Mais le Parlement européen doit au préalable donner son avis conforme et le conditionne à la situation des droits de l'homme dans ce pays.

Les députés européens ont prévu de se prononcer avant la fin de l'année, mais, face au risque d'un vote négatif, il est désormais envisagé de le reporter à une date ultérieure, a confié Mme Fontaine.

Le Soir
27 octobre 1995

Libre Belgique- 27 octobre 1995

LE MONDE / VENDREDI 27 OCTOBRE 1995

Commentaire
Par Marc OPSOMER

Turquie : course contre la montre

La Cour de cassation turque a rendu jeudi un bien mauvais service à la Turquie en général et au (futur) gouvernement de M^{me} Ciller en particulier. Alors que le parquet avait demandé l'annulation des peines qui, le 8 décembre 1994, avaient frappés cinq députés d'origine kurde accusés, avec trois de leurs confrères, de « création et appartenance à bande armée », d'« aide et soutien à bande armée » ou encore d'infraction à la loi antiterroriste, la Cour de cassation n'a cassé le jugement que de deux députés, qui ont été libérés mais seront... rejugés en application de la loi anti-terroriste. Les six autres députés - dont quatre ont éclopés de quinze ans de prison - voient leurs condamnations confirmées. Les huit députés étaient en fait accusés de soutenir le PKK, le Parti des travailleurs du Kurdistan engagé depuis août 1984 dans une guérilla contre le pouvoir central. Aucune d'eux n'a pris les armes. On ne leur reproche que des écrits et des discours « séparatistes ».

Ce jugement intervient quelques heures à peine après le vote par la commission de la Justice du Parlement turc d'un projet d'amendement du fameux article 8 de la loi antiterroriste. Si l'amendement est voté par la Grande Assemblée nationale, l'interdiction de toute propagande et de toute manifestation visant « l'intégrité territo-

riale indivisible de l'Etat » sera maintenue mais les sanctions seront moins sévères, des peines avec sursis ou des amendes étant prévues. L'amendement prévoit également une amnistie limitée ainsi que la réouverture, dans un délai d'un mois, des dossiers des personnes déjà condamnées.

Des six députés « confirmés » par la Cour de cassation, deux ont bénéficié d'une libération anticipée. Le sort des quatre autres - MM. Hatip Dicle, Orhan Dogan, Selim Sadak et M^{me} Leyla Zana - paraît scellé : même une révision de l'article 8 ne pourra les sauver puisqu'ils ont été condamnés en vertu de l'article 168 du code pénal (« création et appartenance à bande armée »). A moins que leur délit ne soit, lui aussi, disqualifié pour relever du nouvel article 8...

Tout cela intervient alors que le temps presse. En décembre, le Parlement européen aura à se prononcer sur la ratification de l'accord d'union douanière entre la Turquie et l'Union européenne. Une ratification donnerait quasiment le feu vert à l'adhésion d'Ankara au club des Quinze. Les eurodéputés ont clairement fait savoir qu'il n'en serait rien si, à Ankara, les droits démocratiques - dont la liberté d'expression - n'étaient pas honorés. Or, si la situation s'améliore, on est encore loin du compte. Dégâts en perspective...

Turquie : condamnations confirmées pour six députés kurdes

ANKARA. La Cour de cassation a confirmé, jeudi 26 octobre, les sentences de six des huit députés kurdes condamnés à la prison, en 1994, pour collaboration avec la rébellion kurde. Elle a cassé, en revanche, les condamnations de Ahmet Turk et Sedat Yurttas, qui devraient être prochainement libérés. Quatre autres députés condamnés, en décembre 1994, à quinze ans de prison, dont M^{me} Leyla Zana - pressentie pour le prix Nobel de la paix -, ont vu leur peine définitivement confirmée. Sirri Sakik et Mahmut Alinak, qui avaient purgé près du tiers de leur peine au moment de leur condamnation, ont déjà été libérés. Ces décisions de la Cour pourraient compromettre la ratification, en décembre, de l'accord d'union douanière conclu, en mars, entre la Turquie et l'Union européenne. - (AFP)

Dernières Nouvelles d'Alsace
27 octobre 1995

Députés kurdes peines confirmées

Six des huit députés turcs d'origine kurde condamnés à la prison pour collaboration avec la rébellion kurde ont vu leur peine confirmée hier par la Cour de cassation d'Ankara, une décision qui risque d'être fraîchement accueillie au parlement européen. La Cour a entre autre confirmé les peines de 15 ans de prison pour « création et appartenance à bande illégale » infligées en décembre dernier par la Cour de Sécurité de l'Etat d'Ankara à MM. Hatip Dicle, Orhan Dogan, Selim Sadak et à Mme Leyla Zana.

Les parlementaires de Strasbourg avaient demandé la libération des huit députés - condamnés essentiellement non pour des actes mais pour des déclarations ou écrits - au nom de la liberté d'expression et de la démocratie parlementaire. Ils en avaient fait une condition de la ratification en décembre d'un accord d'union douanière entre la Turquie et l'Union européenne et hier l'une des vice-présidente du Parlement européen, la Française Nicole Fontaine a estimé que cet accord risquait d'être compromis.

Agence France Presse - A.F.P. Agence France Presse - A.F.P. Agence France Presse - A.F.P. Agence France Presse - A.F.P. Agence France Presse - A.F.P. Agence France Presse - A.F.P. Agence France Presse - A.F.P.

A.F.P. A.F.P.
FRS0794 4 I 0233 CHY /AFP-LR40
Irak-Kurdes

Le PDK annonce la prise de la principale base du PKK dans le nord de l'Irak

NICOSIE, 27 oct. (AFP) - Le Parti démocratique du Kurdistan (PDK de Massoud Barzani), l'une des principales formations kurdes irakiennes, a affirmé vendredi avoir pris le contrôle de la principale base des séparatistes kurdes turcs dans le nord de l'Irak.

Dans un communiqué parvenu à l'AFP, le PDK indique qu'à l'issue de trois jours de combats, ses peshmergas ont conquis lundi "la principale base de commandement" du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), dans la vallée "stratégique" de Khakourk, située au nord de Sidakan, près du triangle formé par la frontière entre l'Irak, la Turquie et l'Iran.

"La résistance des forces du PKK s'est effondrée", affirme le communiqué qui fait état de "dizaines de victimes" parmi les combattants kurdes turcs, sans plus de précision.

"Des centaines de combattants du PKK ont pris la fuite en Iran, abandonnant leurs positions, leurs armes, leurs dépôts de munitions et de vivres et leurs équipements", ajoute le communiqué.

Il souligne qu'à la suite de ces développements, une cinquantaine de villages kurdes irakiens se retrouvent "libérés de la terreur et des intimidations" du PKK.

Le PDK avait annoncé lundi avoir lancé une vaste offensive, menée par 2.500 peshmergas, contre des positions du PKK dans le triangle frontalier.
elf/tm/phb

AFP /AA1234/272056 OCT 95

FRS0358 4 I 0144 TUR /AFP-OV61
Turquie-Kurdes

Prolongation de l'état d'urgence dans le sud-est anatolien

ANKARA, 26 oct (AFP) - L'état d'urgence en vigueur dans 10 provinces du sud-est anatolien à majorité kurde, a été prorogé samedi par le Parlement turc pour quatre mois à partir du 19 novembre.

La prolongation de l'état d'urgence avait été recommandée jeudi au gouvernement par le Conseil de sécurité nationale, une haute instance politico-militaire.

Le sud-est anatolien, le théâtre principal de la rébellion armée du Parti des Travailleurs du Kurdistan (PKK, séparatiste), est sous l'état d'urgence depuis 1987. Ce régime d'exception, coordonné par la préfecture de l'état d'urgence de Diyarbakir, fait suite à une période d'état de siège de 1979 à 1987.

La rébellion du PKK, déclenchée en 1984, a fait plus de 20.000 morts, rebelles, civils et militaires.

KG/fmi/aje
AFP /AA1234/281651 OCT 95

Agence France Presse - A.F.P. Agence France Presse - A.F.P. Agence France Presse - A.F.P. Agence France Presse - A.F.P. Agence France Presse - A.F.P. Agence France Presse - A.F.P. Agence France Presse - A.F.P.

Human Rights Report 1994

The Turkish Human Rights Foundation has released its report on violations and abuses in 1994. The Turkish Probe here publishes a summary of the report:

Turkey remained in the red on the human rights balance sheet in 1994. Human rights and freedoms, including the primary right to life, were continuously abused during the year.

Extra-judicial executions and murders by unknown assailants continued intensively. Torture continued to be systematically applied in police stations and particularly in centers where political detainees were held. Claims concerning torture cases were not followed up.

The Kurdish problem was not solved and became even more complex. Instead of finding a peaceful and political solution to the Kurdish problems, the government preferred to increase the military measures which have been applied for years. Clashes in the emergency rule region intensified. Armed and bomb attacks carried out by the PKK against defenseless and unarmed civilians, mass transportation vehicles and facilities available to tourists continued at an accelerated pace. The dimension of the violence increased compared to the previous years.

A total of 4,041 people lost their lives as a result of clashes, extra-judicial executions, torture cases, armed attacks and assassinations, and because of murders by unknown assailants (the number of people who lost their lives was 2,933 in 1992, and 3,492 in 1993).

Books, journals and newspapers were confiscated and destroyed. People who wrote and spoke were silenced and imprisoned. Bomb and armed attacks against press facilities and journalists continued. The public was informed by only one side and the facts were greatly distorted. Pressure and attacks against political parties, trade unions and democratic mass organizations continued to increase day by day.

Many demonstrations, meetings and concerts were not permitted. Demonstrators were beaten and shot by security officers. The pro-Kurdish Democracy Party (DEP) was closed, immunities of deputies were lifted, deputies were arrested and convicted.

Armed attacks against the administrators of political parties could not be prevented.

Because of human rights abuses, Turkey was frequently condemned on international platforms in 1994, in the reports by many human rights organizations, particularly by Amnesty International and Helsinki Watch.

The criticisms further increased with the arrest of the DEP, the closure of the party and the sentencing of the deputies.

Torture which has been applied as a systematic interrogation method for years, continued spreading in 1994.

The approach of authorities towards torture cases did not prevent torture but actually encouraged the perpetrators.

Torture cases and claims were mostly denied. When the case proved to be undeniable, the officials admitted to the individual cases but denied widespread practice.

But the number of punished perpetrators did not exceed 20 or 30.

The Human Rights Foundation of Turkey established that 1,128 people, including 261 women and 24 children, had been tortured in detention centers or prisons. Of these, 476 proved the torture with official medical reports. Thirty-six of the tortured women stated that they had been raped or sexually abused under custody. ■

Deaths

In custody or in prison	34
Deaths during attacks on settlements	51
Those killed during house and workshop raids	32
Those killed for disobeying stop warnings, etc	97
Deaths as a result of mine explosions	131
Killings by unidentified assailants	423
Killings by attacks on civilians	192
Those killed in armed attacks and assassinations	218
Security officers killed in clashes	1,077
Militants killed in clashes	1,737
Those killed in clashes between 2 groups of village guards	24
Deaths in local elections	15
Deaths in political clashes and incidents	10
Total number of people killed	4,041

Torture

Deaths in detention or in prison	34
Disappearances after detention	49
The number of tortured individuals (known to the HRFT)	1,128

Freedom of press, thought and belief

Killed journalists/press workers	2
Journalists attacked by public officers	76
Confiscated newspapers and journals	961
Confiscated books	24
Closed newspapers and journals	24
Convicted journalists, writers, etc	213
Arrested journalists and writers	102
Arrested deputies	8
Arrested political party administrators	17
Prisoners of thought as of Jan. 1, 1995	97

Turkish Probe October 27, 1995

11

DEP Case: Further Customs Union Headaches?

Yavuz Baydar

The eagerly-expected verdict by The High Appeals Court on the so-called DEP Trial came on Thursday, further complicating the legal issues in a process crucial for Turkish entry into the Customs Union at the beginning of next year.

The DEP case has been internationally regarded as the major test concerning the limits of the political and cultural rights for the Kurds in Turkey. Domestically the emphasis was strongly focused on the support for armed struggle, and in many cases, terror actions by an outlawed separatist movement, the PKK.

Hatip Dicle, Leyla Zana, Ahmet Türk, Sedat Yurttas, Selim Sadak, Orhan Doğan, and Sırrı Sakık, the former Democracy Party (DEP) deputies, and Mahmut Alınak, independent deputy, all from the mainly Kurdish southeastern provinces, were thrown out of the Parliament, had their parliamentary immunity lifted and were tried in the State Security Court (DGM) of Ankara. They were first charged with separatism and treason, and the prosecution demanded capital punishment for all of them. Charges were modified at the final stage of the trial. The former deputies were accused of being either among the founders of an "armed gang" or members of it, under Article 168 and 169 of Turkish Penal Code. The defense and the accused argued that the prosecution had no evidence to come up with such charges, and that DEP case was "purely political".

In the final session of the trial, which attracted great attention within the political, juridical and press circles of the West, five deputies (Dicle, Zana, Doğan, Türk and Sadak) were found guilty of "founding an armed gang" and sentenced to 15 years' imprisonment. Yurttas was found guilty of "support to armed gang" and handed out a 7.5 years prison sentence. Sakık and Alınak were found guilty of "separatist propaganda" and were sentenced to 3.5 years of imprisonment each. Since the last two had served maximum time in custody, they were released later.

As the proceedings within the High Appeals Court began, office of the DGM prosecutor held that the lower court decision should be overturned and that the pro-Kurdish deputies be tried under Article 125, which calls for capital punishment. The defense argued that they should all be acquitted due to what it called "lack of evidence".

As expected, the final verdict of the High Appeals Court further complicated the case. Verdicts on four deputies (Dicle, Zana, Doğan and Sadak) were approved of, whereas the high court demanded charges against Turk and Yurttas be modified as to be investigated under Article 8 of the Anti-Terror

Law. It also found there were "mistakes in counting of the fines" in the verdict concerning Sakık and Alınak. The verdicts are not final. Both the prosecution and the defense can go further by appealing to a higher instance within High Appeals Court. The prosecution may insist on its view, relating the charges to Article 125, as the defense may demand so-called "review of verdict".

What the next steps will be remain to be seen. But there were already clear signs from the defense that the case will be taken to European Human Rights Commission with the demand that the the verdicts are contradictory to the international agreements Turkey has signed. It should not be surprising if it is accepted by the Commission.

The DEP case has been directly related to the outcome of Turkey's negotiations with the European Union to sign a deal on the customs union. EU demanded that the former DEP deputies be released and, if the high court delivered an acquittal decision, it would be regarded as positive political momentum in favor of Turkey's entrance to the customs union. EU also required that Ankara "reviews" Article 8 of the Anti Terror Law, which is related to the limitations on freedom of opinion, and that the constitution be reformed.

In a move to appease the EU, the Turkish government has been involved in reviewing Article 8, to change its strict nature. A new motion on revision of Article 8 is now due to the parliament. DYP, leading the efforts to form a new government, is hoping that the changes will be convincing enough for the deputies of the European Parliament to vote for a customs union deal with Ankara.

Even if a "new" Article 8 may cause a shift in the minds of the Europeans, it is not at all clear what the impact of the new situation regarding the DEP case will be. It is certain, on one hand, that the High Appeals Court actually did not acquit any of the former deputies: it merely demanded certain changes in charges and sentences. This situation may not be convincing particularly for the Left Block of the European Parliament, which was very keen on a "civilian solution" to the issue.

This may lead to postponing of the Customs Union vote in EP. On the other hand, the fact that two more of the deputies having been released and with four them regaining chances to stand as candidates again in the early elections, combined with the efforts to reform Article 8, which in itself may affect the outcome of the retrial of four former DEP deputies (possibly leading to acquittals for all of them) may boost the other European deputies' views that "even small steps toward better conditions for democracy in Turkey" and may lead to "yes" votes. ■

FRIDAY, OCTOBER 27, 1995

Court upholds DEP convictions

Tough decision: Court of Appeals upholds DGM's convictions against Leyla Zana, Orhan Doğan, Hatip Dicle, and Selim Sadak, frees Ahmet Türk and Sedat Yurttas and orders heavier fines on Mahmut Alinak and Sirri Sakık

Turkish Daily News

ANKARA- The Court of Appeals on Thursday revised an initial conviction of eight pro-Kurdish politicians, upholding the prison sentences passed on six and ordering the retrial of two. The court upheld judgements against Leyla Zana, Orhan Doğan, Hatip Dicle and Selim Sadak, who were each sentenced to 15-year prison terms by the State Security Court (DGM) last December. The DGM's sentences against Ahmet Türk and Sedat Yurttas were upheld, but the court ordered their release since they have served the required minimum of their sentences under Turkey's liberal parole bill. The appeals court ordered their retrial under the Anti-Terrorism Law.

The Court of Appeals also decided that the fines of TL 70 million imposed on Sirri Sakık and Mahmut Alinak, both also sentenced to three-and-a-half years in prison, were too lenient. The decisions of the appeals court were announced by judge Demirel Tavil.

The former deputies Zana, Doğan, Dicle, and Sadak were originally charged under the Anti-Terrorism Law with being members of an outlawed armed organization and following their conviction applied to the appeals court.

There were strong reactions to the Court of Appeals' decisions.

Responding to questions after the court session, Alinak evaluated the decision as a punishment of the public. He likened the verdict to that brought against Adnan

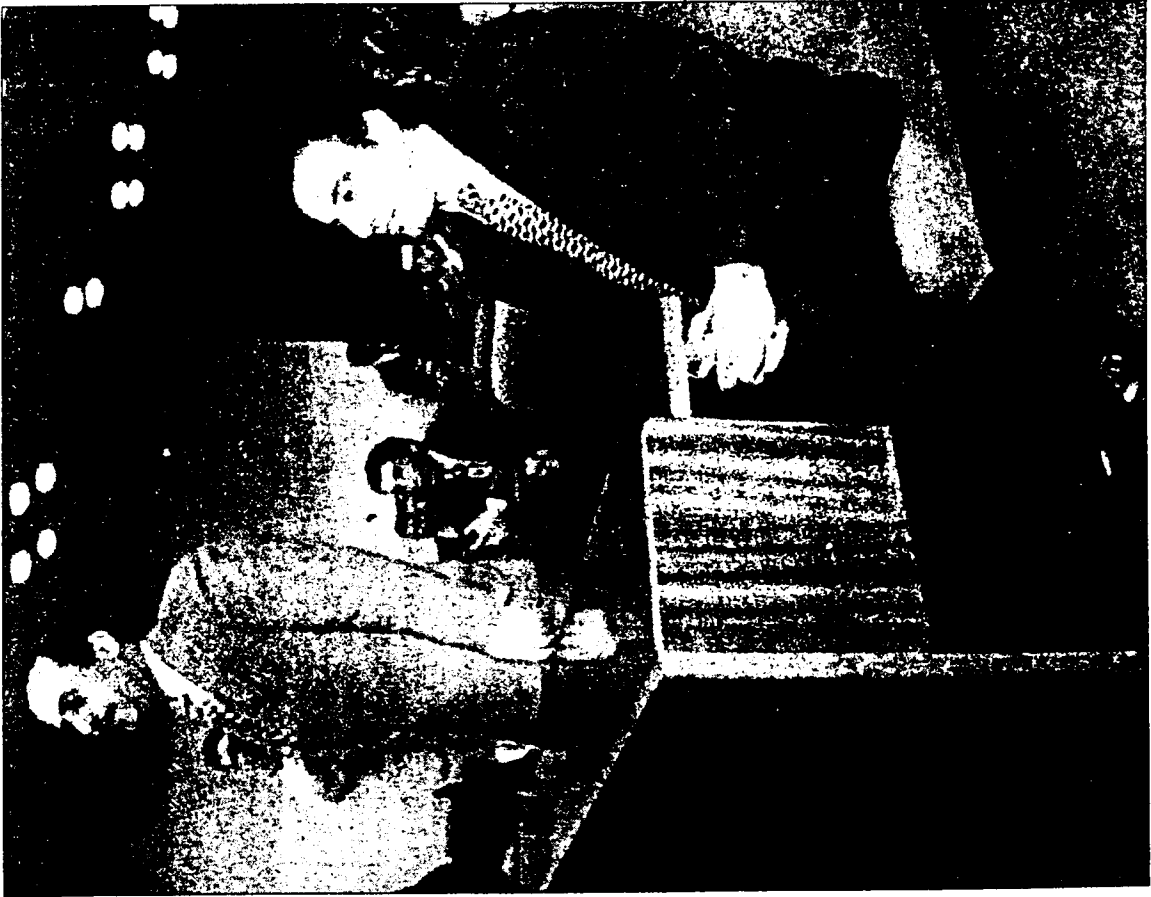
Menderes and his colleagues, who were hanged on Yassıada Island.

"Everybody is familiar with the case of Deniz Gezmiş and his friends in Turkey, they were sentenced to death unjustly," said Alinak. He continued that the case against the former DEP deputies amounted to those who felt powerful suppressing the poor. He added that the decision crushed the law and was old-fashioned and claimed the trial was not a proper judicial procedure.

He added that the verdict harmed voters' powers and also amounted to a sentence passed on the public. He continued that nobody, even Prime Minister Tansu Çiller, the former Chief of General Staff Doğan Güreş and President Süleyman Demirel could defend the Court of Appeals' decision. Alinak said the verdict harmed human rights.

Speaking about the court's judgement, Sakık said it was a political decision because former Chief of General Staff Doğan Güreş had said he wanted the deputies to be tried.

He added that as everybody could see, the Court of Appeals had ratified the verdict. Sakık claimed that the verdict would not support peace and the decision favored neither Turkish society nor Kurdish society. Lawyers of the defendants evaluated the verdict by saying that they had not expected such a severe punishment. Lawyer Yusuf Alataş said he had been optimistic from the beginning because of his confidence in the Court of Appeals. He continued that this verdict had led to disappointment, adding that it also meant sadness and disappointment for the judiciary.



Reuters
DEP VERDICT: Former Democracy Party (DEP) deputy Sirri Sakık (L) and independent deputy Mahmut Alinak (standing) listen the verdict of the Appeals Court in Ankara Thursday. Six deputies from the now-banned DEP were jailed last year for separatism.

FRIDAY, OCTOBER 27, 1995

Green says ruling 'bodes ill' for customs union

By Jeremy Lovell

Reuters

BRUSSELS- A leading member of the European Parliament warned on Thursday that the decision by Turkey's appeals Court to confirm 15-year prison terms on four Kurdish members of parliament did not bode well for the planned Customs Union with the European Union.

"Chances of a Customs Union have certainly not improved," Pauline Green, who leads the Socialist Group in the assembly, said in a statement.

The Socialists are the biggest single group in the European Parliament which has threatened to veto the Customs Union unless Ankara cleans up its human rights act.

The Parliament is due to vote on the pact, due to come into effect on January 1, in early December.

A rejection would automatically delay imple-

mentation of the accord which was finally agreed in early March when Greece was persuaded to lift its veto linked to the divided island of Cyprus.

Implementation of the Customs Union would release around \$1 billion in aid and loans for Turkey and give both sides unfettered access to each other's markets.

The parliament is particularly anxious that article eight of Turkey's anti-terror laws should be either erased or at worst considerably modified.

The Turkish Appeals Court on Thursday ordered the release of two of the six Kurdish members of parliament.

But it confirmed the 15-year terms on the four others including Leyla Zana who has been nominated by the European Parliament's Socialist Group for the annual Sakharov Prize for Freedom of Thought.

"We are bitterly disappointed in the confirmation of the jail sentences," Green said.

"We welcome the release of some of the

Kurdish deputies. But we are deeply disappointed that the court has taken no cognizance of the trend in Turkey against article eight of the anti-terror law.

"We will now study exactly what the judgment is and it will be a very central part of our decision-making on the Customs Union," she said.

Beleaguered Turkish Prime Minister Tansu Ciller, a keen advocate of the Customs Union, on Thursday welcomed a proposal by a Turkish parliamentary commission to hold a full debate on reform of article eight.

"Yesterday's action by the Justice Commission approving modification to Article 8 of the Anti-Terrorism Law is of great importance to our nation," Ciller said in a written statement released in Ankara.

"These changes can help expand freedom of expression and end some of the prosecutions that have been subject to debate at home and abroad," she said.

National Security Council wants emergency rule kept and shorter mandate for Provide Comfort

Term cut: The military sees continued need for Western planes to fly patrols over (Kurdish held) northern Iraq, but halves the normal mandate to three months

Turkish Daily News

ANKARA- The National Security Council (NSC), the advisory body comprised of top state, government and military leaders, on Thursday sought another four month extension of the State of Emergency in 10 southeastern provinces where the Turkish Kurdish rebels are fighting a separatist war.

But while seeing a need for an extended mandate for Operation Provide Comfort —

under which a Western air force based in Incirlik, southern Turkey, patrols a no-fly zone north of the 36th parallel in Iraq, to protect the Iraqi Kurds from an attack by Saddam Husein's troops — the NSC urged a three-month extension instead of the accustomed six.

The decision of the NSC coincides with the current visit to Turkey of Iraqi Deputy Foreign Minister Saad-Abdel-Majid al-Faisal who was

reported to have urged Ankara to fold the Western operation.

An official communique issued after the NSC meeting chaired by President Süleyman Demirel said possible measures to be introduced with the gradual lifting of the State of Emergency had also been discussed.

The State of Emergency gives sweeping powers to local authorities to help support the combat against the Kurdistan Workers' Party (PKK) separatists active in the area.

The fighting has claimed nearly 20,000 lives in 11 years.

Turkish Probe October 27, 1995

15

Human Rights Diary

Security Court questioning Olcay and Bilginer: The famous theater actors, Zuhâl Olcay and Haluk Bilginer, testified at Istanbul's State Security Court on Friday about why they were among the 1,080 people who have signed the book, "The Freedom to Think," the Anatolia news agency reported. The married couple said that Article 8 of the Anti-terrorism Law must be repealed. "We are sure that the Article will be lifted," they said. (TDN, Oct. 21)

Professor Ergil to testify concerning controversial Southeast TOBB report: Chief Prosecutor Nusret Demiral said on Monday that Professor Dogu Ergil is to testify at the State Security Court (DGM) to explain the report prepared by him for the Turkish Union of Chambers and Commodity Exchanges (TOBB) and evaluating Turkey's eastern problem, the Anatolia news agency reported. Demiral said that inquiries into the report are continuing and added that the court would hear Ergil's testimony as part of their investigations. (TDN, Oct. 24)

Turkish commission approves changing Anti-terrorism Law: A key Turkish commission recommended on Wednesday that Parliament speedily pass an amendment to the law restricting freedom of expression. Passage of the amendment could seal a trade pact with Europe ahead of the election planned for December. The recommendation by the Justice Commission, comprised of members from Parliament's four largest parties, paves the way to a Parliament decision on amending the law which is often used against peaceful advocates of Kurdish rights. (Reuter, Oct. 25)

European rights body to hear Kurd newspaper vs Turkey: The European Human Rights Commission has agreed to hear a case by a pro-Kurdish Istanbul daily which complained that Turkish authorities harassed it and forced it to shut down, the paper's lawyer said on Wednesday. "The commission has accepted the case by Özgür Gündem newspaper against Turkey ... which has acted in a biased manner against the paper to block its freedom of expression and right to information," attorney Osman Ergin told Reuter. Ankara denounced the decision to hear the case, calling it a misuse of European human rights laws. (Reuter, Oct. 25)

Five hunger-striking prisoners taken to hospital in Çanakkale: Five prisoners — three men and two women — were taken to the state hospital in Çanakkale in the Marmara region as they entered the 30th day of their hunger strike at Çanakkale prison, the Anatolia news agency reported on Wednesday. Ahmet Karayığit, the chief prosecutor of Çanakkale, said that the hunger strike by 38 prisoners was organized as a protest against the Buca prison rioting and its suppression by security forces in İzmir. Karayığit added that the prisoners are actually protesting against prison conditions in general. (TDN, Oct. 26)

Gerger decided to pay his fines: Haluk Gerger, who previously announced that, although he had completed his prison term, he would remain in jail rather than pay his fine, is due to leave jail today. Gerger said that he did not trust the government's studies on the Anti-terrorism Law (TMY), adding that he wants to leave jail by paying his fine of TL 208 million in protest against the proposed amendments to the TMY. He declared that he was buying his freedom. Gerger was convicted of disseminating separatist propaganda in a telegraph message he sent to a meeting, and was sentenced to a 20-month prison term and fined. He added that he is behaving in an idealistic manner, which he hopes his friends will emulate. (TDN, Oct. 26)

Turkish court frees two out of six Kurdish MPs: Turkey's Appeals Court on Thursday ordered the release of two Kurdish parliamentarians, but upheld sentences against four other Kurdish MPs imprisoned late last year on charges of separatism. The six deputies from the Democracy Party (DEP) were jailed last year, largely on the basis of speeches they made in favor of broader Kurdish cultural and political rights. The Appeals Court decision, announced at a brief session, means that Ahmet Türk, serving a 15-year sentence, and Sedat Yurtdaş, jailed for 7-1/2 years, will be released. Lawyers for the MPs said Türk and Yurtdaş would be retried under Article 8 of the Anti-terrorism Law, which bans separatist propaganda and carries a prison sentence of up to five years. The Appeals Court refused to heed demands for the release of female MP, Leyla Zana, and three others serving 15-year prison terms. (Reuter, Oct. 26)

Le Parlement turc approuve la loi électorale et fixe au 24 décembre le scrutin anticipé

Le verdict en cassation sur les députés kurdes compromet le rapprochement avec l'Europe

Le Parlement turc a approuvé, jeudi 26 octobre, la tenue d'élections générales anticipées le 24 décembre. Il a voté une loi électorale – déjà contestée – favori-

sant surtout les grands partis. Après le verdict de la Cour de cassation maintenant en détention quatre des huit députés kurdes condamnés pour « *apparte-*

nance à bande illégale », le Parlement devrait examiner le principe d'une révision de l'article 8 de la loi antiterroriste.

ISTANBUL

de notre correspondante

Ceux qui attendaient un geste conciliant de la Turquie, donnant aux parlementaires européens une bonne raison d'approuver l'accord d'union douanière, ont été déçus : la Cour de cassation a ordonné, jeudi 26 octobre, la libération de deux des députés kurdes emprisonnés depuis l'an dernier, mais confirmé les condamnations à quinze ans de détention infligées à quatre de leurs collègues, dont Leyla Zana, récemment pressentie pour le prix Nobel de la paix (*Le Monde* du 27 octobre). « *Il n'y a pas d'explication légale possible de cette décision* », s'est plaint l'avocat de la défense Yusuf Alatas, qui espérait un rejet pur et simple des condamnations pour manque de preuves. « *Je ne crois pas que l'Etat soit sincère* [dans ses tentatives de démocratisation]. *Il joue un jeu de « bon flic, méchant flic ».*

Des huit parlementaires kurdes – sept membres du Parti de la démocratie (DEP), aujourd'hui dissous, et un de ses ex-membres devenu député indépendant – qui avaient été jugés en décembre 1994, quatre sont en liberté et devront être rejugés, mais ils pourront, dans l'interval, présenter leur candidature aux prochaines élections législatives. Les quatre autres, en revanche, ont épuisé toutes les voies de recours du système judiciaire turc. « *Les quatre députés Leyla Zana, Orhan Dogan, Hatip Dicle et Selim Sadak ont le droit de s'adresser*

à la Commission européenne des droits de l'homme. De plus, leur recours à la Cour européenne des droits de l'homme demeure ouvert. La Turquie accepte la juridiction de ces deux institutions européennes », a commenté le bureau du premier ministre dans un communiqué laconique.

RÉVISION DE L'ARTICLE 8

L'impact, en Turquie, de cette décision cruciale, a été quelque peu amorti par les développements politiques qui ont marqué la journée de jeudi. Dans la soirée, le Parlement a approuvé la tenue d'élections générales le 24 décembre. Une nouvelle loi électorale complexe et favorisant surtout les grands partis a été préparée par

le Parti de la juste voie (DYP) de M^{me} Ciller et le Parti populaire social-démocrate (CHP) de Deniz Baykal, partenaires dans la coalition sortante. Mercredi, une commission parlementaire avait approuvé une révision – probablement trop cosmétique pour satisfaire les parlementaires européens – du fameux article 8 de la loi antiterroriste, qui sera soumis à l'Assemblée nationale très prochainement.

La campagne électorale a donc commencé, mais les opposants à cette nouvelle loi ont annoncé qu'ils feraient appel auprès de la Cour constitutionnelle et il n'est pas exclu que leur recours soit accepté, ce qui entraînerait un report du scrutin.

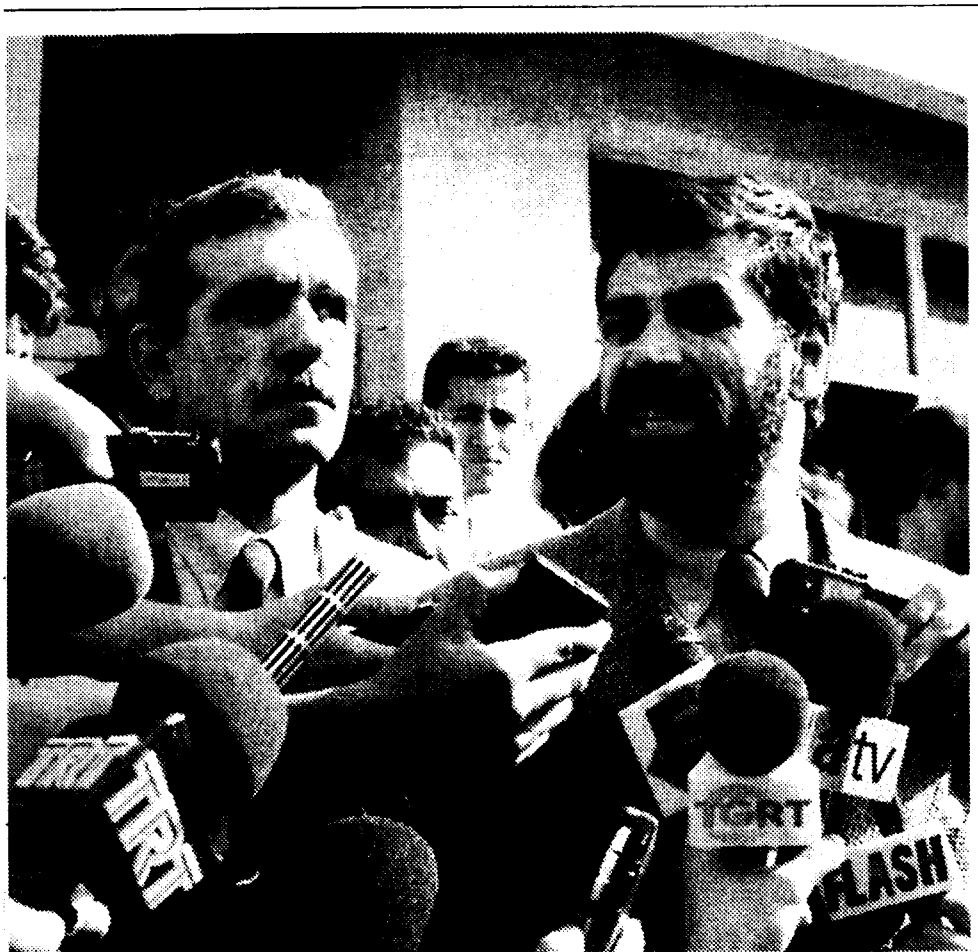
Le premier ministre Tansu Ciller pensait certainement aux élections lorsqu'elle a finalement signé un accord, dans l'après-midi, avec la Türk-İs, la confédération syndicale dont les grèves avaient contribué à l'échec de son projet de gouvernement minoritaire. Les nouvelles conventions collectives prévoient des augmentations de salaires qui coûteront environ 6,3 milliards de francs au gouvernement, et risquent de faire dérailler le plan d'austérité imposé avec l'appui du FMI. Les deux cent mille travailleurs en grève depuis le 20 septembre reprendront le travail immédiatement. Cet élan de générosité préélectorale a aussi touché les fonctionnaires et les retraités qui ont également obtenu des augmentations.

L'adoption de la loi électorale et la résolution du conflit avec les syndicats, va enfin permettre la formation de la coalition. Deniz Baykal, le dirigeant du CHP, méfiant à l'égard des promesses non tenues, avait insisté sur l'adoption préalable de la loi électorale. Le temps presse, car les quarante-cinq jours prévus par la Constitution pour la formation d'un gouvernement arrivent à échéance le 5 novembre. La nouvelle coalition devra donc présenter son cabinet au président, soumettre son programme au débat de l'Assemblée et obtenir le vote de confiance avant cette date.

Les eurodéputés déçus par Ankara

L'arrêt de la Cour de cassation d'Ankara, confirmant la condamnation de six députés kurdes, a jeté le trouble au sein du Parlement européen. Pour la Britannique Pauline Green, présidente du groupe socialiste, c'est un « *coup dur* » porté au resserrement des liens entre les Quinze et la Turquie. Même la droite de l'hémicycle de Strasbourg, qui est très favorable à la ratification du traité d'union douanière, a accueilli avec une énorme déception la décision de la plus haute instance judiciaire turque. Selon Nicole Fontaine (UDF-CDS, PPE), vice-présidente de l'assemblée, « *il ne sera pas possible au Parlement de donner son avis conforme dans les conditions actuelles* ». En d'autres termes, les eurodéputés préfèrent retarder le vote sur la ratification, prévu pour décembre prochain, plutôt que procéder à un scrutin qui invaliderait l'accord avec les Turcs. Dans ce cas, l'union douanière ne pourrait entrer en vigueur au 1^{er} janvier 1996 mais, au mieux, au mois de juillet suivant. Il est par ailleurs fortement question de décerner le prix Sakharov à Leyla Zana, dont la peine de quinze ans de prison a été confirmée par la Cour de cassation.

Nicole Pope



Burhan Ozbilici/The Associated Press

Two of the freed politicians, Sedat Yurtdas, left, and Ahmet Turk, in Ankara.

Turkish Ruling on Kurds Fails to Satisfy Germany

BERLIN — Germany said Friday that a decision by Turkey to release four of eight imprisoned Kurdish politicians was not enough to assure Turkey's entry into a customs union with European countries.

Foreign Minister Klaus Kinkel described the Turkish court ruling as disappointing. He said it "certainly did little to help" Turkey's chances of winning a favorable vote in the European Parliament.

Senior members of the European Parliament, which is scheduled to vote on the proposed

customs union in December, have said that Turkey must improve its human rights record if it expects a favorable outcome. Germany has the largest bloc of votes in the European Parliament, and is also Turkey's principal trading partner and its main advocate in Europe.

The eight Kurds were convicted in December on the basis of statements they made that were ruled to have been "separatist propaganda." The top Turkish appeals court freed four of them, but upheld 15-year sentences against Leyla Zana, whom the European Parliament has voted to honor with its Sakharov Peace Prize this year, and the leader of her now-banned Democratic Party, Hatip Dicle, as well as against two former legislators, Orhan Dogan and Selim Sadak. (NYT)

INTERNATIONAL HERALD TRIBUNE, SATURDAY-SUNDAY, OCTOBER 28-29, 1995

SATURDAY, OCTOBER 28, 1995

Turkish Daily News



RELEASE: Former DEP deputies, Ahmet Türk (left) and Sedat Yurttas, are seen here surrounded by journalists as they left Ankara's Central Prison on Friday, 24 hours after the Appeals court ordered their released.
TDN Ali Fuat Ulay

Europe's reaction to DEP verdict shapes up as 'disappointment'

German FM Kinkel: Ruling on former DEP deputies 'does little to create appropriate conditions' for a customs union ratification

Turkish Daily News

ANKARA- Thursday's Appeals Court ruling upholding stiff penalties for four former deputies from the now-banned pro-Kurdish Democracy Party (DEP), while releasing two other former deputies from prison, appears to have done little to enhance Ankara's bid to have its customs union accord with the European Union ratified by the European Parliament in December.

Barely mincing his words, Germany's foreign minister Klaus Kinkel said the Appeals Court ruling was "disappointing." "Bearing in mind the (forthcoming) decision of the European Parliament on the creation of a customs union between the EU and Turkey, everything must be

done on the Turkish side to create the appropriate conditions," Kinkel was quoted by Reuters as saying in his statement.

"Yesterday's (Thursday) verdict certainly did little to help in this respect," he added.

"I appeal to the Turkish national assembly to create the legal conditions so that such trials cannot be repeated. The appeals decision must not be the last word," Kinkel said.

He said Germany had repeatedly raised the case of the jailed DEP deputies with the Turkish authorities.

Two key Euro-parliamentarians, Pauline Green who leads the socialist group, and Claudia Roth, who leads the Greens group in the European Parliament, predicted after the Thursday announcement, that this would adversely affect the prospects for the customs union.

"The chances of a customs union have certainly not improved. We are bitterly disappointed in the confirmation of the jail sentences," Green said.

In a written statement, Roth, who like Green has been closely involved in developments in Turkey, said, "There cannot be and should not be any access to the customs union with this verdict."

Roth added that the Appeals Court ruling represented "an insult to democracy and human rights."

Meanwhile, two of the former DEP deputies who were sentenced to prison last year for "separatist activities," left Ankara Central Prison on Friday for home.

The deputies, Ahmet Türk and Sedat Yurttas, had harsh words about Thursday's verdict on leaving prison.

Yurttas characterized it as a "deception done for the sake of the EU."

"We say it today and we will say it tomorrow, who profits from this situation where the elected representatives of the people are thrown out of Parliament?" Türk told Reuters.

"Our case was from the beginning a political one. It was a political process. There is no difference between us and the other (deputies whose sentences were upheld). But they released us in order to pull the wool over people's eyes," Türk told the Turkish Daily News earlier in the day.

Türk had been serving 15 years for allegedly carrying out orders for the outlawed Kurdistan Workers' Party (PKK) which is waging a bloody separatist war in south-east Anatolia. Yurttas was sentenced to seven and a half years in prison for allegedly helping the PKK.

Five DEP deputies and one independent deputy had their parliamentary immunity revoked in March 1994 and were put under arrest. All of the 13 DEP deputies lost their parliamentary status three months later, when the party was banned for separatism because of statements by the chairman and a written "peace appeal."

Seven DEP deputies and an independent were tried and convicted last December, but two of them were released for time served. Six others fled to Europe before they could be prosecuted. One of the former deputies was Leyla Zana, a Nobel Peace Prize nominee this year, who had her 15-year prison sentence upheld. Zana has also been nominated for the European Parliament's 15,000 ecus (\$19,500) Sakharov Prize, the winner of which is to be announced on Nov. 9.

Des intellectuels turcs devraient être libérés après la révision de la loi antiterroriste

APRÈS AVOIR ADOPTÉ, jeudi 26 octobre, la loi électorale qui prévoit des élections générales le 24 décembre, les parlementaires turcs se sont penchés vendredi sur l'article 8 de la loi antiterroriste, très controversé, et ils ont adopté, par 189 voix contre 83, une révision qui devrait permettre la libération d'intellectuels emprisonnés pour leurs idées.

Le débat, très animé, s'est prolongé jusque tard dans la soirée, en présence du premier ministre, M^{me} Tansu Ciller, déterminée à obtenir le passage de la nouvelle loi. « *C'est un pas important pour la démocratie turque. Il contribuera à assurer que les citoyens turcs bénéficient d'une liberté d'expression complète, tout en protégeant contre le terrorisme* », a commenté M^{me} Ciller.

« MENTALITÉ OTTOMANE »

Le premier ministre et ses partenaires sociaux-démocrates ont eu fort à faire pour convaincre les conservateurs de réviser cet article. Le commentaire qu'avait fait le procureur général de la République, Nusret Demirel, à l'annonce de la décision de la Cour de cassation au sujet des députés kurdes emprisonnés illustre bien l'état d'esprit de certains milieux conservateurs. « *Ils auraient dû être exécutés. Ce sont des traîtres* », a déclaré M. Demirel, qui prend sa retraite à la fin du mois.

Le commentateur Oktay Eksi, dans le quotidien *Milliyet*, estimait vendredi que la révision de l'article 8 était « *une bonne chose, introduite pour de mauvaises rai-*

sons. C'est une prolongation de la mentalité ottomane. Nous faisons ceci uniquement parce que les grands Etats d'Europe nous le demandent. »

Ces révisions visent à satisfaire les exigences des parlementaires européens de Strasbourg, qui devront se prononcer en décembre sur le projet d'union douanière entre la Turquie et l'Europe. Seront-elles suffisantes ? A première vue, elles paraissent mineures, puisque le nouvel article 8, en maintenant l'interdiction de toute « *propagande écrite ou orale visant à détruire l'intégrité indivisible* » de la république turque continue de limiter la liberté d'expression. De plus, des sanctions ont été introduites pour les chaînes de télévision dont les programmes seraient jugés « *séparatistes* », qui pourraient être fermées pour des périodes allant de un à quinze jours.

Cependant, les procureurs ne pourront plus appuyer leurs réquisitoires uniquement sur les termes utilisés par les suspects, mais devront également prouver que l'intention était de détruire l'unité du pays. « *Il est prévu que les gens, en particulier les journalistes et universitaires, bénéficieront d'une liberté d'expression plus large, puisque leur but et intention n'est pas de détruire l'intégrité territoriale et l'unité politique du pays* », commente une note explicative publiée par le directeur de la presse et de l'information.

La révision de l'article 8 n'a cependant pas convaincu les mili-

tants des droits de l'homme, qui ont qualifié les changements de simple « *maquillage* ». « *La Turquie ne peut pas prendre sa place dans le monde civilisé avec des tricheries et des démonstrations de fausse démocratisation* », a déclaré l'écrivain Haluk Gerger, après avoir acheté sa sortie de prison jeudi en payant une amende.

5 500 « SUSPECTS »

L'article 8, introduit en 1991, prévoyait des condamnations de trois à cinq ans d'emprisonnement. Les peines de un à trois ans prévues par la nouvelle version entrent dans une catégorie différente, qui permet aux tribunaux de suspendre les condamnations ou de les convertir en amendes.

Un article temporaire, également approuvé par les députés turcs, stipule que les tribunaux devront réexaminer dans un délai d'un mois les cas de toutes les personnes détenues pour violation de l'article 8.

Selon l'Association turque des droits de l'homme, 172 personnes sont actuellement détenues pour délit d'opinion, et des procédures judiciaires sont en cours contre 5 500 suspects dans les 16 cours de sûreté de l'Etat de Turquie. Des libérations sont donc attendues dans le courant du mois de novembre, qui pourraient contribuer à faire pencher la balance en faveur de l'union douanière.

L'article 8 n'est cependant pas le seul texte utilisé par les autorités turques contre les intellectuels s'exprimant notamment sur la question kurde. Récemment,

l'article 312, qui condamne « *les incitations à l'inimitié et à la haine entre les peuples en montrant des différences raciales et régionales* », a été invoqué à plusieurs reprises, notamment contre une journaliste de l'agence Reuter, ainsi que contre l'écrivain Yasar Kemal. L'article 312 prévoit des peines de un à trois ans de prison.

Avec l'adoption de ces révisions et le passage de la loi électorale, la coalition entre le Parti de la juste voie (DYP) de M^{me} Ciller et

le Parti populaire social-démocrate (CHP) a accompli l'essentiel de son programme, avant même d'avoir annoncé officiellement la composition du nouveau gouvernement. Tous les obstacles à la formation de la coalition semblent cependant avoir été levés, et le nouveau gouvernement devrait prendre ses fonctions dans le courant de la semaine à venir.

Nicole Pope

L'É MONDE
29-30 OCTOBRE 1995

Washington pleased with release of DEP deputies

Turkish Daily News

WASHINGTON- U.S. State Department commended the decision of the Turkish Appeals Court to release former DEP deputies Ahmet Turk and Sedat Yurtas. A department press statement said: "We are pleased that two of the former (DEP) deputies have been released from prison pending final resolution of their cases."

The court upheld the sentences of four other DEP deputies — Hatip Dicle, Leyla Zana, Orhan Doğan, and Selim Sadak. "We have followed all these cases closely and have expressed our deep concern over the serious legal and human rights issues involved," the State Department statement said.

"The government of Turkey has defended the arrest and trial of these parliamentarians by the need to fight terrorism. The United States

deplores terrorism and supports measures to combat it. We insist, however, that the fight against terrorism be conducted in accordance with human rights standards."

"We await with interest the outcome of any retrials or appeals which may be made to Turkey's fully independent courts or to the Court of Human Rights of the Council of Europe. The government of Turkey has said that it would respect a decision by that Court."

The State Department was also asked if this decision will satisfy the members of the European Parliament who have demanded the release of all the imprisoned former deputies as a condition for Turkey's European Customs Union membership. "We are not in a position to speak for the European Parliament," the State Department said. However the statement added that "we believe strongly that Turkish accession to the Customs Union with Europe would strengthen Turkey's economy and democracy, and enhance Turkey's links with the West."

SUNDAY, OCTOBER 29, 1995

Turkish Daily News

Turkish Daily News

MONDAY, OCTOBER 30, 1995

Government seeks propaganda benefits from amendments to Anti-terrorism Law

By Raşit Gürdilek

Turkish Daily News

ANKARA- Engaged in a little propaganda exercise of its own, the Turkish government is seeking — and seemingly reaping — positive benefits from its success in pushing through amendments to the now-world-famous Article 8 of the country's strict Anti-terrorism Law penalizing "separatist propaganda." President Süleyman Demirel on Sunday put his seal of approval on the amendments, ending years of controversies that threatened to split the nation.

Last Friday, Prime Minister Tansu Çiller, under pressure from the Western public and social democrat would-be partners for her new government, persuaded her party's entrenched conservatives to allow the sought-after amendments to pass late Friday. The amendments, also incorporating well-thought-of side effects, look to have given the EU leaders what they have been searching for to back Turkey's entry to the customs union on schedule at the start of the coming year, although the European Parliament, which votes to approve the pact, has avoided any commitment.

The reports from Brussels quote EU officials as warning against premature euphoria, and not to discount the chance of a postponement of the vote in the European Parliament on Turkey's entry to

the customs union.

But the official hopes in Ankara have already soared, in view of the earlier messages from Western diplomats that well-intentioned efforts toward improving the country's human rights record would vastly improve the chances for an early customs integration.

The new definition given to separatist propaganda has removed the ambiguity which has resulted in the misuse of the law's provisions to punish practically anybody calling for a political solution to the Kurdish issue.

During Friday's debates, Justice Ministry officials confirmed that over 4,000 people had been prosecuted under the loosely-termed offense since the law came into force in 1991.

Those convicted include scores of intellectuals who have spoken, — or worse — written in favor of a political solution that would address the grievances of Turkey's estimated 12 million Kurds, making up a fifth of the country's population. A separatist war waged in the Southeast by the outlawed Kurdistan Workers' Party (PKK), which has cost nearly 20,000 lives since 1984, has made the country's military and the powerful conservative caucus allergic to criticism of the currently pursued military solution.

In pushing through the amendments, Çiller has emerged winner in the uphill

struggle with conservatives, including influential politicians in her True Path Party (DYP).

Beside being meant to satisfy the European critics who hold the key to the coveted trade pact with the EU, her success also meets the conditions of the social democrats who are getting ready to enter a new government partnership with her.

Apart from the tighter definition of the crime, a key element introduced by the amendments is the required establishment of conscious intent on the part of the offenders. This is hoped to radically reduce the chances of the liberal application of the notorious article stifling dissent from the hardline state policy regarding Kurdish rights.

To further address domestic and foreign criticism, the amendments lowered the maximum penalty for the offense from five to three years, thus introducing a "qualitative change" in the legal category of the offense, enabling the suspension of the sentences or their commutation to fines.

More importantly, the reformed article was made retroactive, allowing the courts to review the past convictions and free many of the offenders.

But the Parliament has inserted a new clause to the article, making radio and TV stations liable to punishment. The revised article stipulates that broadcasts deemed separatist will earn 15-day closures for the offending stations.

TUESDAY, OCTOBER 31, 1995



HUMAN RIGHTS: IHD head Akin Birdal seen here addressing Monday's press conference where he outlined the human rights violations in Turkey compiled by his organization for the month of September TDN Ali Fuat Ulay

IHD: human rights abuses increased after breakup of DYP-CHP coalition

Birdal: Turkey has become a country whose prisons are full and overflowing

Turkish Daily News

ANKARA- The Turkish Human Rights Association (IHD), in a report released on Monday covering the month of September, maintained that human rights violation in Turkey have increased since the breakup of the True Path Party (DYP)-Republican People's Party (CHP) coalition in September.

It said that while certain legislative "cosmetic adjustments" had been made, relative to Ankara's bid to have its customs union accord with the European Union come into force, attacks against basic rights and freedoms had nevertheless increased during the period in question.

Introducing the report for September, the head of the IHD said at a press conference on Monday that the EU was an organization which was essentially political and added that this made it incumbent on Turkey to introduce legislative changes for it to become a member of the union.

Pointing out that there has not been an abatement of cases against individuals on the grounds of "thought crimes," Birdal added that no steps whatsoever had been made to try and resolve the Kurdish question.

Birdal also claimed that the new electoral law which was passed by Parliament last week was a breach of

human rights and democratic principles.

"This system is contrary to the Universal Declaration of Human Rights, the European Convention on Human Rights, the Charter of Paris, and the Vienna Conference. The principles, according to which everyone has the right, under these documents, of participating in the administration of the country have not been honored," Birdal said.

He added that the changes Turkey had introduced in line with its expectations concerning the customs union were far from satisfactory as far as the European Parliament is concerned. "If, in this case, Turkey's customs union accord is ratified (by the European Parliament) this will be more because Europe wants this and not because Turkey wants it," Birdal argued. Maintaining that Turkey has become a country "whose prisons are full and overflowing," Birdal also referred to the recent verdict by the Court of Appeals concerning the tough sentences for former deputies from the now-banned pro-Kurdish Democracy Party (DEP).

Birdal said that the court's upholding of the sentences of four of these politicians was "discouraging," even though two of the politicians were released by the Appeals Court. He

said the incarceration of these former deputies proved that freedom of expression did not even exist in the Turkish Parliament today.

"If there is a real desire for social peace in Turkey, then the path to this is human rights and full democracy. The first step in this respect is a nondiscriminatory general amnesty," Birdal said.

"This, in turn, is only possible through a Parliament which loves Turkey, that puts Turkey as a democratic and

multi-cultural country above all else, and one which has freed itself from the pressures and threats of a military authority." Going on to list some statistics of human rights violations for the month of September, Birdal said: 987 people were detained; 219 arrested; 2 people were killed under torture; 40 were killed and 44 wounded in "actions against civilians"; 17 people alleged they had been tortured; 7 people were missing after being detained; 10 villages were evacuated and 9 burned down; 256 people were dismissed from their jobs unlawfully; 295 people died in armed clashes; 4 people were killed extra-judicially; 152 people remained in prison for "thought crimes"; 12 places were bombed; the offices of 7 associations, unions or media organs were raided; 28 such organizations were closed down, 15 journalists were detained; and 12 publications were seized.

Turkish Daily News

Foreign Ministry lambastes Turkish human rights groups

Turkish Daily News

ANKARA- The report issued last week by the Turkish Human Rights Foundation (TIHV), allegedly chronicling human rights abuses in Turkey during 1994, and also recent human rights bulletins by the Human Rights Association (IHD), another Turkish organization, have come under severe attack by the Ministry of Foreign Affairs.

Foreign Ministry sources accused the TIHV of not being impartial and of acting as opponents of the government. They said the TIHV was engaging in activities that are "essentially political" and that intend, "not to achieve a general improvement in human rights, but to achieve a solution to what they call the 'Kurdish problem'."

The same sources accused the IHD of using methodology in their reports which is "both primitive and misleading," leaving those accused with no scope for replying "to such vague and generalized accusations."

They also accused the IHD of virtually trying to justify the activities of the outlawed Kurdistan Workers' Party (PKK), which is waging a bloody and violent separatist war in southeastern Anatolia.

These sources, who wished to remain anonymous, told the Turkish Daily News on Monday that the claims, figures and statistical information contained in the TIHV report were nevertheless being examined one by one.

They added that the result of this study would be made public officially in due course, both to the Foundation itself and to the general public.

Extensive excerpts from the report and an interview with the head of the TIHV, Yavuz Önen, were published in the Turkish Daily News last week.

In the meantime, the anonymous sources said that a preliminary study of the 367-page report reveals that some of the claims contained in it are "based on impressions not supported by hard evidence of the sort required for complaints from nongovernmental organizations."

"(The report) consists of unsupported information supplied to the Foundation's official by persons and groups whose identity is unclear," a Foreign Ministry source said in a comment on the issue to the TDN.

"Nongovernmental organizations (NGOs) which operate in the human rights area are not supposed to do so as if they were a political opposition. It is quite opposite, they have to be above politics and quite impartial," this source said. Calling to attention a ruling in this respect by British courts regarding the well-known international human rights group, Amnesty International, the source said it was also essential that these NGOs take up human rights issues in countries other than their own.

"Despite this, the picture which emerges from a preliminary study of the (TIHV) report reveals completely the reverse situation. This preliminary study and the interview with the Turkish Daily News regrettably reveals, through the views of its chairman, that the Turkish Human Rights Foundation's activities are essentially political," the source added.

Accusing the TIHV of acting as opponents of the government, the source said: "Their aim is not to achieve a general improvement in human rights, but a solution to what they call the 'Kurdish Problem'."

"They claim that torture is systematic, basing this on a nonexistent statement which the prime minister in fact never made. They claim that civilian authority has abdicated its responsibility in favor of military authorities," the source said.

Also commenting on the July, August, and September bulletins of the Human Rights Association (IHD) the other key Turkish human rights organization, the foreign ministry source said "some striking omissions and errors" had been identified in this case too.

"It is not clear what significance is to be attached to figures which appear in each bulletin under the headline 'A Monthly Balance Sheet of Human Rights Violations,' he said. "Events, dates and names are not given for each figure. There is no mention of whether arrests and detentions were legally carried out or not. Nor is there any way for the reader to understand how the alleged murders by persons unknown or summary executions were carried out or who the victims were," he added. "This is because it is nowhere stated exactly what is meant by attacks on civilians or who carries them out. Prison sentences and fines are expressed cumulatively and there is no indication of who incurred them."

The source went on to argue that allegations are made about workers losing their jobs, without explaining the nature of the events involved and whether or not these

were legal. "As a result, the State is blamed for responsibility for all the events concerned, forcing them into the category of human rights violations. This methodology is both primitive and misleading. There is no way of replying to such vague and generalized accusations," the source said.

"The most obvious feature of the bulletins of the Human Rights Association is that they do not regard the PKK as a terrorist organization and do not directly cover its terrorist activities. This gives the impression that the bulletins are virtually trying to show, through various pretexts, that they are justified," he said.

Pointing out that the IHD bulletins actually maintain that the State has violated the judicial rights of persons accused of terrorism, and there are human rights violations throughout the country, the source went on to declare that this "gives rise to a distorted picture of events."

"The fact that the right to life, the most fundamental of all human rights, is being systematically destroyed by the PKK is thus obscured," he said.

The same source continued as follows: "In a previous issue of the same bulletin, events in southeast Turkey are examined as if they were an internal conflict, and issues of humanitarian law confused with human rights. If the association wishes to be active in the field of humanitarian law, then according to Article 3 of the Geneva Convention, the government concerned must endorse this.

The Human Rights Association has not made an application of this sort and the government has not issued any sort of endorsement. For this reason, the activities and statements of the Human Rights Association on humanitarian law are incompatible with law."

Pointing out that in its bulletin the IHD appears to be concerned only with events in the Southeast, the Foreign Ministry source said the following:

"The failure of the (association) to mention all the incidents of racism and terrorism encountered by Turkish citizens living in Europe is a failure to carry out its stated mission. It is also an infringement of the ethical rules applicable to nongovernmental organizations."

Going on to say that the IHD bulletin refers to "the possible granting of the right of self-determination to the Kurdish 'people'," the source said that NGOs concerned with human rights issues "are supposed to engage in the defense of human rights."

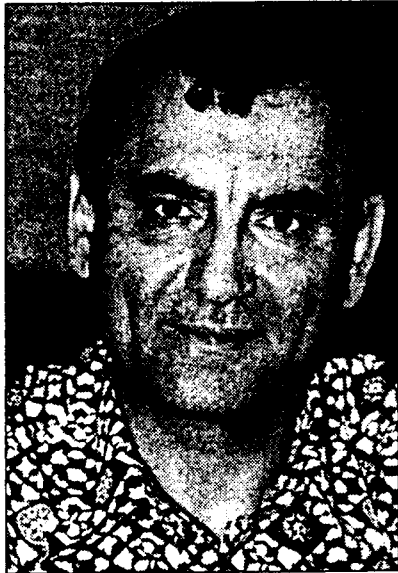
"If nongovernmental organizations support separatism by invoking an idea of

TUESDAY, OCTOBER 31, 1995

Turkish Daily News

self-determination which is contrary to law, if, in other words, they openly pursue political goals, then it is obvious that they are not complying with the most basic of preconditions for persons defining human rights, i.e., impartiality. A human rights organization which acts in this way cannot be regarded as trustworthy."

The source added that, just as in the case of the TIHV report, they were also studying specific allegations listed in the "Calendar of Human Rights Violations," published in the July-August-September issue of the Human Rights Bulletin. He said their findings would be made known to the general public.



Doğu Ergil

Professor Doğu Ergil testifies on controversial TOBB report

Turkish Daily News

ANKARA- Ankara Professor Doğu Ergil, author of the controversial report on Turkey's Southeast prepared by the Turkish Union of Chambers and Commodity Exchanges (TOBB), has been explaining the findings of the report to the Ankara State Security Court, the Anatolia news agency reported. Ergil said that Turkey could not go on living with the continual fear that the country will be shrunk or divided.

The problem, he said, was not the diminution of Turkey but efforts at the aggrandizement of the state, in terms of policy and legislation. In his testimony to the Court, Ergil said that he had accepted the task of examining the "Eastern Problem", which had been the country's most important problem since 1923, specifically to provide for the unity of Turkish Republic.

Ergil added that the TOBB report contained no suggested solutions, because it was the duty of politicians to come up with these on the basis of the results of investigations. Nusret Demiral, chief prosecutor at the Security Court, said that inquiries into the report were still continuing and added that the court would treat Ergil's testimony as part of their investigations. If the court decides that Ergil has contravened the Anti-terrorism Law, legal proceedings may be brought against him.

TUESDAY, OCTOBER 31, 1995

Turkish Daily News

Kurdish 'parliament-in-exile' convenes

Turkish Daily News

ANKARA- The so-called Kurdish "parliament-in-exile" has met at one of the official buildings of the Russian Parliament in Moscow, the Anatolia news agency reported from Moscow on Monday. The meeting is expected to last for three days.

The Turkish embassy in Moscow handed two protest notes to the Russian Foreign Affairs Ministry, one on Sunday night and the second one on Monday, following the commencement of the meeting. In these

notes, the Turkish embassy said that the meeting should not be held within the territory of the Russian Federation and that it should be prevented from doing so. The sensitivity with felt by Turkey on this subject was expressed in the note.

The Turkish Foreign Ministry spokesman, Ambassador Omer Akbel, said in a press conference that Turkey's ambassador to Moscow, Bilgin Unan, had taken initiatives over the issue in Moscow and that Foreign Ministry Undersecretary Onur Oymen had done the same in

Ankara.

Akbel said that officials of the Russian Federation had reacted by saying that they had not been asked for permission for such a meeting, so obviously none had been granted. He quoted Russian officials as saying that such a meeting would be illegal and that they would make every effort to prevent it. Among those who attended the meeting were former Democracy Party (DEP) deputies Ali Yiğit, Nizamettin Toguç, Zübeyir Aydar, Remzi Kartal and Mahmut Kılıç.

Agence France Presse - AFP - Agence France Presse - AFP - Agence France Presse - AFP - Agence France Presse - AFP - Agence France Presse - AFP - Agence France Presse - AFP - Agence France Presse - AFP - Agence France Presse - AFP - Agence France Presse - AFP

A.F.P. A.F.P.
FRS0904 4 I 0393 IRK /AFP-JG93
Irak-opposition lead

Neuf tués par une bombe dans un local de l'opposition au nord de l'Irak

NICOSIE, 31 oct (AFP) - Neuf personnes ont été tuées dans l'explosion d'une bombe qui a ravagé mardi des locaux du Congrès national irakien, CNI, coalition de l'opposition irakienne, à Saleheddine, dans le nord de l'Irak, a annoncé le CNI dans un communiqué.

Dans un communiqué parvenu à l'AFP, le CNI, coalition basée à Londres et dans le Kurdistan d'Irak, affirme qu'"une bombe a explosé mardi vers 15H00 (12h00 heure de Paris) dans un poste de sécurité appartenant au CNI à Saleheddine faisant neuf tués dont un responsable, le lieutenant Saif Rachid Sindi".

Ce responsable est présenté par le communiqué comme le "dirigeant des forces du Congrès national oeuvrant pour le renversement du Saddam Hussein (le président irakien) et l'établissement à Bagdad d'un régime démocratique avec un gouvernement pluraliste".

Le communiqué ajoute que "les opérations de sauvetage se poursuivent et qu'il pourrait y avoir d'autres victimes".

"Une enquête est en cours pour déterminer la partie qui est derrière cette explosion", précise-t-il.

Selon M. Hamed Al-Bayati représentant à Londres de la principale formation chiite d'opposition irakienne, l'Assemblée suprême de la révolution islamique (ASRII), basée en Iran, "l'explosion a eu lieu dans un bâtiment de deux étages situé dans la zone de sécurité du Parti Démocratique du Kurdistan (PDK de Massoud Barzani) et la bombe est d'un type conçu pour tuer le plus grand nombre de personnes".

"Neuf corps ont été retirés des décombres, mais plusieurs autres sont toujours ensevelis" a ajouté M. Al-Bayati contacté par téléphone par l'AFP. "Trois gardes en faction autour du bâtiment ont été blessés et hospitalisés", selon lui.

Le CNI avait annoncé mardi matin l'arrivée de milicien chiites irakiens "de

la brigade Badre", sans préciser leur nombre, dans le Kurdistan irakien.

Les brigades Badre, qui comptent quelque 50.000 membres, constituent le bras armé de l'opposition chiite irakienne, active dans le sud du pays.

Le nord de l'Irak depuis la défaite de l'armée irakienne dans la guerre du Golfe en février 1991 est contrôlé par les deux principales formations kurdes l'UPK de Jalal Talabani et le PDK qui se livrent périodiquement à des combats interkurdes sanglants.

raf-szb/bw

AFP /AA1234/312115 OCT 95

Agence France Presse - AFP - Agence France Presse - AFP - Agence France Presse - AFP - Agence France Presse - AFP - Agence France Presse - AFP - Agence France Presse - AFP - Agence France Presse - AFP - Agence France Presse - AFP

A F P A F P A F P A F P A F P A F P

FRS0965 4 I 0513 CHY /AFP-JR70

Irak-opposition lead

25 morts dans l'explosion d'une bombe dans le nord de l'Irak

NICOSIE, 31 oct (AFP) - Vingt cinq personnes au moins ont été tuées mardi dans l'explosion d'une bombe dans les locaux d'une formation de l'opposition irakienne, le Congrès national irakien, CNI, à Salaheddine, dans le nord de l'Irak, a annoncé un responsable du CNI à l'AFP.

De nombreuses personnes ont également été blessées et le bilan des victimes pourrait s'alourdir alors que les opérations de secours se poursuivaient mardi soir pour dégager les décombres.

"Il y a de nombreux morts, au moins 25 et beaucoup, beaucoup de blessés, l'explosion a détruit plusieurs maisons aux alentours" a indiqué le vice-président du CNI, M. Latif Rachid, interrogé par téléphone depuis Londres.

M. Rachid, qui est également porte-parole de l'Union Patriotique du Kurdistan (UPK de Jalal Talabani) a précisé qu'il y avait des enfants parmi les victimes qui sont pour la plupart des civils.

Parmi les tués figure le lieutenant Saif Rachid Sindi, responsable de la sécurité du CNI, a précisé la formation d'opposition.

Ce responsable est présenté dans un communiqué du CNI comme le "dirigeant des forces du Congrès national oeuvrant pour le renversement du régime de Saddam Hussein et l'établissement à Bagdad d'un régime démocratique avec un gouvernement pluraliste".

La bombe a explosé mardi vers 15h00 (12h00 heure de Paris) dans les locaux de la sécurité de la coalition d'opposition irakienne, en plein centre de Salaheddine, dans le nord-est de l'Irak.

Selon M. Hamed Al-Bayati représentant à Londres de la principale formation chiite d'opposition irakienne, l'Assemblée suprême de la révolution islamique (ASRII), basée en Iran, "l'explosion a eu lieu dans un bâtiment de deux étages situé dans la zone de sécurité du Parti Démocratique du Kurdistan (PDK de Massoud Barzani)".

M. Al-Bayati, interrogé par l'AFP depuis Londres a accusé "des agents du régime irakien d'avoir perpétré cet attentat".

Pour sa part le vice-président du CNI, M. Latif Rachid a indiqué qu'une enquête était en cours pour déterminer les responsables de l'explosion. "Il semble cependant que Saddam Hussein (le président irakien) est derrière cette action" a-t-il déclaré.

Le CNI avait annoncé mardi matin l'arrivée de miliciens chiites irakiens "de la brigade Badre", sans préciser leur nombre, dans le Kurdistan irakien.

Les brigades Badre, qui comptent quelque 50.000 membres, constituent le bras armé de l'opposition chiite irakienne, active dans le sud du pays.

Le nord de l'Irak depuis la défaite de l'armée irakienne dans la guerre du Golfe en février 1991 est contrôlé par les deux principales formations kurdes l'UPK et le PDK qui s'affrontent périodiquement dans des combats sanglants.

Début septembre, deux attentats s'étaient produits à Erbil (principale ville du nord de l'Irak à 30 km de Salaheddine), l'un à la bombe contre le cortège d'un responsable de l'UPK (cinq morts) et l'autre à la voiture piégée (trois morts) devant des locaux de l'UPK.

szb/raf/bw

AFP /AA1234/312243

OCT 95

A F P A F P A F P A F P A F P A F P

Saddam Hussein maintient son emprise sur l'Irak

Le président mise sur une levée des sanctions

BAGDAD

de notre envoyée spéciale

Sans réelle valeur politique, tant la liberté est un mot inconnu en Irak, le récent plébiscite, qui a confirmé pour un nouveau mandat de sept ans le président Saddam Hussein, a toutefois permis à ce dernier de montrer aux yeux du monde que les sanctions n'ont pas réellement affaibli son emprise et qu'il demeure toujours l'homme fort du pays.

Le fait que cet exercice ait pu se dérouler dans tout le pays - à l'exception des trois gouvernorats kurdes, qui échappent pour l'instant à l'autorité du gouvernement central -, sans incidents notables, est à mettre au crédit d'une sécurité qui fonctionne toujours efficacement. Contrairement à l'habitude, aucune partie de l'Irak n'a été interdite de visite et des groupes de journalistes ou d'invités ont pu, sans problème, se rendre dans la zone des marais, au sud du pays, où des troubles sporadiques sont régulièrement signalés par l'opposition basée à l'étranger.

Que les marais aient été asséchés par les grands travaux d'irrigation, entrepris dans un but tout autant politique qu'économique, et que les habitants s'en plaignent à mi-voix, ne change rien à la réalité : le président Hussein et le parti Baas au pouvoir conservent une capacité de mobilisation dans tout le pays. Ceux qui ont osé dire « non » au président ont été vite repérés : près de 500 personnes ont été arrêtées dans la région de Ramadi, où des troubles avaient eu lieu en mai et où les « non » auraient atteint 40 % des votants. Une trentaine d'autres contestataires ont été arrêtés à Kerbala, ville sainte chiite, et tout autant à Bagdad.

Présenté comme une première étape sur la voie de la démocratisation, ce plébiscite est aussi le point de départ d'une remise en ordre au sein d'un régime secoué par des querelles de famille et des contestations tribales. « En ce sens, affirme un observateur, la fuite en Jordanie, le 8 août, du genre du président, le général Hussein Kamel Hassan, a facilité les choses. » Le centre de pouvoir que

ce dernier avait constitué autour de lui a été démantelé et nombre d'institutions qu'il avait mises

Les « non » de l'embargo

Le président Saddam Hussein a estimé que l'embargo imposé à son pays par l'ONU est à l'origine des votes négatifs lors du référendum présidentiel du 15 octobre, a rapporté, vendredi 27 octobre, la presse. « La situation créée par l'embargo a poussé certains électeurs à voter « non », a déclaré le président irakien lors d'une rencontre avec des responsables du parti Baas au pouvoir. Selon lui, les votes négatifs s'expliquent également par le « droit » de tout votant de dire « non ». - (AFP)

sous sa coupe ont été renvoyées à leur première appartenance. Déjà, avant sa défection, deux ministres de la famille du président, Watban El Takriti (intérieur) et Ali Hassan El Majid (défense) avaient perdu leur poste, au profit d'hommes du parti dont la légitimité n'est pas contestée par leurs pairs.

Le seul problème familial reste Oudaï, le fils aîné du président. Si les rapports entre le père et le fils ne sont pas, en ce moment, au beau fixe, les deux hommes sont toutefois condamnés à s'entendre et ne se sépareront pas. Mais il semble clair que le président a décidé de limiter les activités de son fils, prié de se satisfaire de son rôle dans la presse et en tant que président de la Fédération nationale de football. Le pouvoir de donner des instructions aux différents ministères lui a été retiré et plusieurs des compagnies commerciales qu'il dirigeait auraient été mises entre les mains d'hommes d'affaires de confiance. Dans le souci de brider, également, les extravagances d'Oudaï, le président a demandé à son fils de vendre quelques-unes des 78 voitures de luxe qu'il possédait. Devant le refus de ce dernier, 28 de ces véhicules ont été récemment brûlés dans la cour du palais présidentiel. M. Hussein a aussi ordonné, récemment, le re-

tour à Bagdad d'une voiture d'Oudaï arrêtée à la frontière irako-jordanienne, avec, à l'intérieur, une mallette contenant 600 000 dollars en billets et 50 lingots d'or.

« Le problème est que l'avenir du pays sera déterminé davantage à New York ou à Washington qu'à Bagdad »

Avant l'élection d'une nouvelle assemblée, annoncée pour le début de l'année prochaine, un nouveau gouvernement devrait voir le jour. A en juger d'après les premières consultations engagées à cette fin, le président renoncerait au poste de premier ministre qu'il occupe, en faveur d'un baasiste qui n'a pas été mêlé à la politique des cinq dernières années. « Les personnes consultées jusqu'à présent, commente un observateur, appartiennent toutes à de grandes familles restées plus ou moins dans l'ombre ces dernières années. » Cette volonté d'élargir la base du régime, et de montrer une unanimité derrière le président, s'était déjà exprimée lors de la cérémonie d'investiture de ce dernier, à laquelle avaient été invités tous les anciens responsables du régime baasiste et l'ancien président Abdel Rahmane Aref, renversé en 1968.

« Le régime veut redonner espoir aux gens, les convaincre que le futur sera meilleur », affirme un diplomate, qui ajoute toutefois : « Le problème est que l'avenir du pays sera déterminé davantage à New York ou à Washington qu'à Bagdad. » Toutefois, malgré les rapports très négatifs de la commission de l'ONU sur le désarmement, les dirigeants irakiens se disent optimistes sur une prochaine levée des sanctions. « Depuis le début du mois d'août [après la défection du général Hassan], nous sommes très ouverts et très coopératifs et, en quelques semaines, nous pourrions tout conclure avec la commission », affirme le général Amer Rachid, ministre du pétrole et principal interlocuteur de Rolf Ekeus, chef de la commission chargée du désarmement de Bagdad. « Il reste quelques petits problèmes sur les programmes passés, que nous espérons résoudre en quelques semaines », ajoute-t-il.

L'optimisme des dirigeants irakiens tient peut-être à la nervosité des hommes d'affaires étrangers

LE MONDE / MARDI 31 OCTOBRE 1995 / 5

INTERNATIONAL

qui se succèdent à Bagdad pour être prêts au cas où... Déjà, des affaires sont conclues. Comment expliquer, en effet, la récente acquisition par l'Irak de 150 camions semi-remorques Mercedes flam-bants neufs qui circulent entre la Jordanie et l'Irak? Comment les pilotes d'Iraqi Airways peuvent-ils s'entraîner sur des simulateurs de vol en Allemagne? Comment une compagnie britannique se fait-elle payer l'entretien du Boeing 747 d'Iraqi Airways?

A la frontière irako-jordanienne, comme au nord de Mossoul, où l'on entre dans la zone kurde qui échappe au contrôle de Bagdad, les camions bâchés sont particulièrement nombreux et l'activité est intense. Les convoitises que suscite le marché irakien sont, au fil des ans, plus grandes, ce qui pourrait expliquer la confiance des responsables irakiens, malgré tous les signes négatifs de l'ONU.

Fr. C.

EU and Turks Agree on Trade Plan But Parliament Insists Ankara Must Improve Rights

The Associated Press

LUXEMBOURG — The European Union and Turkey on Monday completed plans to remove trade barriers and, arguing that Ankara's human rights record had improved, tried to persuade the EU Parliament to seal the accord in December.

The 15 EU foreign ministers and their Turkish counterpart, Coskun Kirca, cleared the final details involved in setting up a customs union by the end of the year. But they remained stalled on political issues.

The European Parliament has vowed to stop the agreement, demanding the release of imprisoned Kurdish lawmak-ers, an improvement of human rights through the revision of laws and a peaceful approach to

the Kurdish rebellion.

The Parliament can make or break the deal during its Dec. 11-to-15 session in Strasbourg. Many EU ministers said recent moves by Prime Minister Tansu Ciller were enough to show that Turkey was moving steadily toward greater democracy.

Foreign Minister Javier Solana Madariaga of Spain, who presided over the meeting, said the 15 EU nations "certainly appreciate the efforts made by the prime minister" to improve human rights, but warned that they were not enough.

"Turkey will have to continue its efforts to adjust its human rights record," he said.

Mr. Kirca argued, however, that all conditions had already been met for granting Turkey

the favorable trade status.

"There are no longer any obstacles to a customs union," he said, adding that the EU Parliament "should not try to impose unacceptable conditions."

On Friday, the Turkish Parliament softened the limits on freedom of expression that had led to the imprisonment of more than 100 writers.

Mr. Kirca said more prisoners could be released leading up to the EU vote in December.

The Union's foreign affairs commissioner, Hans van den Broek, said he was "convinced that these steps are part of an evolutionary process." He urged the Parliament not to make unreasonable demands. "Better can become the enemy of good," he said.

Kurdische Abgeordnete in der Türkei freigelassen Geringfügige Konzessionen an die Europäische Union

Der türkische Kassationshof hat am Donnerstag zwei der insgesamt sechs kurdischen Parlamentarier in Haft auf freien Fuss gesetzt. Zuvor hatte die Regierungspartei dem Parlament einen Entwurf zur Änderung des berüchtigten Artikels 8 vorgelegt. Ankara scheint zu kleinen Zugeständnissen bereit, um die auf den 1. Januar geplante Zollunion mit der Europäischen Union (EU) zu verwirklichen.

it. Istanbul, 26. Oktober

Die Verhandlung im Ankaraner Kassationshof am Donnerstag war von kurzer Dauer und hat manche überrascht. Zwei der insgesamt sechs kurdischen Abgeordneten, die seit letztem Jahr im Gefängnis sitzen, wurden auf freien Fuss gesetzt. Ahmet Türk war in erster Instanz zu fünfzehn Jahren und Sedat Yurtdas zu siebeneinhalb Jahren Freiheitsentzug verurteilt worden. Ihr juristisches Abenteurer ist aber keineswegs beendet. Wie ihre Anwälte am Donnerstag erklärten, soll der Prozess gegen die zwei früheren Abgeordneten nochmals aufgerollt werden. Gemäss dem Kassationshof wird sich die Anklage aber nicht wie bisher auf Mitgliedschaft in einer bewaffneten Organisation, sondern «lediglich» auf «separatistische Propaganda» stützen. Separatistische Propaganda wird in der Türkei gemäss Artikel 8 des Antiterrorgesetzes geahndet und mit höchstens fünf Jahren Haft bestraft.

Testfall der Demokratisierung

Der Kassationshof hat weiter die Strafen gegen die übrigen vier kurdischen Parlamentarier bestätigt. Die junge Politikerin Leyla Zana, die mittlerweile schwer krank sein soll, der Anwalt Orhan Dogan, Hatip Dicle sowie Selim Sadak werden weiterhin im Gefängnis bleiben. Die sechs kurdischen Abgeordneten waren im März 1994 nach

einer spannungsgeladenen Debatte im Parlament über Rechte und Forderungen der Kurden in der Türkei ihrer Immunität enthoben worden. Kurz danach holten Polizisten, ganz nach der gewohnten Art der türkischen Sicherheitspolizei, den damaligen Vorsitzenden der prokurdischen Demokratie-Partei (DEP), Hatip Dicle, und Orhan Dogan direkt beim Parlament ab. Die anderen DEP-Abgeordneten stellten sich selber dem Gericht. Später wurde die DEP als einzige legale prokurdische Partei in der Türkei verboten. Ihre Abgeordneten wurden wegen Mitgliedschaft in oder Unterstützung der «bewaffneten Terrororganisation PKK» verurteilt.

Die Verhaftung der kurdischen Abgeordneten ist die Türkei allerdings teuer zu stehen gekommen. In Europa und in den USA wurde die Gültigkeit des Urteils immer wieder in Frage gestellt. Verurteilt wurden die Abgeordneten nämlich nicht auf Grund bewiesener Taten, sondern hauptsächlich deshalb, weil sie in ihren öffentlichen Reden in bezug auf die Kurdenfrage der Türkei eine andere Meinung als die offizielle vertreten hatten. So wurde in Europa und in den USA der Fall der kurdischen Parlamentarier zum Testfall der Demokratisierung in der Türkei.

Welche politische Rolle eine Fortsetzung der Haft kurdischer Parlamentarier spielen kann, hat

Neue Zürcher Zeitung
INTERNATIONALE AUSGABE

Samstag/Sonntag, 28./29. Oktober 1995 · Nr. 251

im September der Europarlamentarier Carlos Carnero in aller Deutlichkeit erläutert. Wenn die Türkei ihren Anschluss an Europa tatsächlich wünsche, müsse sie auch bereit sein, die politischen Werte Europas anzunehmen. Europa könne nicht hinnehmen, dass Intellektuelle und demokratisch gewählte Abgeordnete inhaftiert werden, nur weil sie ihre Meinung öffentlich vertreten haben. Europa könne weiter nicht akzeptieren, dass in der Türkei Personen wegen ihrer politischen Einstellung systematisch gefoltert werden, dass Dutzende nach ihrer Festnahme durch die Polizei vermisst werden. Carnero, der im Auftrag des Europäischen Parlaments die Türkei besuchte, hat zur Ratifizierung der auf den 1. Januar 1996 geplanten Zollunion zwischen der EU und der Türkei vier Bedingungen gestellt. Die Freilassung der kurdischen Abgeordneten und die Abschaffung oder substantielle Änderung von Artikel 8 des Antiterrorgesetzes waren die zwei wichtigsten davon.

Nach der Freilassung der zwei kurdischen Parlamentarier fragt man sich, ob die türkische Regierung nun Bereitschaft zu Konzessionen signalisieren will. Die Regierung Ciller hat dem Parlament einen Entwurf zur Änderung des umstrittenen Artikels 8 vorgelegt. Artikel 8 des Antiterrorgesetzes verbietet schriftliche und mündliche Propaganda, die darauf abzielt, «die unteilbare Einheit von Staat und Nation der Republik zu zerstören».

Die vage Definition der Straftat erlaubt es, dass sich faktisch jeder, der Bezug auf die Kurden der Türkei nimmt, strafbar macht. Die vage Definition hat aber auch die türkische Justiz in eine Sackgasse geführt. Insgesamt 177 Autoren sitzen auf Grund dieses Artikels bereits hinter Gittern. 1080 prominente Intellektuelle und Künstler wurden wegen Artikel 8 angeklagt. Die Sicherheitsgerichte haben Ermittlungen gegen 5600 Personen aufgenommen, weil diese angeblich gegen Artikel 8 verstossen haben. Das prominenteste Opfer des Artikels 8 dürfte der Soziologe

Dr. Ismail Besikci sein. Er ist der erste türkische Wissenschaftler, der sich mit der Kurdenfrage der Türkei auseinandergesetzt hat. Wegen seiner Berichte und wissenschaftlichen Arbeiten zu der Kurdenfrage wurde er laut seinem Anwalt zu einer Haftstrafe von rund 200 Jahren verurteilt. Zwei Jahrhunderte Haft für eine einzige Wahrheit, kommentierte die türkische Menschenrechtlerin Nadire Mater das Urteil.

Nach dem Entwurf der Regierung zur Änderung des Artikels 8 soll die Höchststrafe von fünf auf drei Jahre Freiheitsentzug reduziert werden. Artikel 8 bleibt aber nach wie vor ein Instrument zur Einschüchterung der Andersdenkenden. Die Regierung in Ankara will oder kann auf die zwei Bedingungen des Europaparlaments lediglich mit kleinen Korrekturen, nicht aber mit substantiellen Änderungen eingehen.

Häftlinge im Hungerstreik

Ankara, 27. Okt. (dpa) In 23 türkischen Gefängnissen befinden sich nach Informationen der linksliberalen Tageszeitung «Cumhuriyet» rund 1100 politische Häftlinge seit über 30 Tagen im Hungerstreik. Sechs Personen hätten bereits in Spitäler eingeliefert werden müssen. Die «Cumhuriyet» berichtete am Donnerstag weiter, dass die sechs Häftlinge weiterhin jegliche Nahrungsaufnahme verweigerten und in Lebensgefahr schwebten.

Die Proteste der in Untersuchungshaft sitzenden oder rechtskräftig verurteilten Häftlinge richten sich nicht nur gegen die Haftbedingungen. Auslöser der jüngsten Hungerstreikwelle seien nach Angaben des Vereins zeitgemässer Juristen die Ereignisse vom 21. September im westtürkischen Gefängnis Buca nahe Izmir. Damals hatten die Sicherheitskräfte eine Gefängnisrevolte niedergeschlagen, die von einer Gruppe der linksextremistischen Untergrundorganisation DHKP-C angeführt worden war. Dabei kamen 3 Häftlinge ums Leben, und 40 wurden zum Teil schwer verletzt. Etwa 20 Soldaten der Gendarmerie sowie Gefängnisaufseher wurden verletzt.

LE PEUPLE BRETON - Septembre 1995 - N° 381

Peuples du Monde

La France complice de la Turquie

... Sachant la politique de destruction de villages kurdes et de massacres de civils innocents menée par l'armée turque, l'Allemagne, l'Afrique du Sud, l'Autriche, le Danemark, la Norvège, les Pays-Bas, la Suède ont suspendu leurs ventes d'armes à la Turquie.

Pour protester contre l'embastillement des députés kurdes et la dissolution de leur parti de la Démocratie, le Parlement européen a gelé ses relations avec la Turquie. Le Conseil de l'Europe demande la suspension de la Turquie pour ses

violations massives des droits de l'homme.

Nous formons des vœux que la France ne soit pas le dernier pays à lui vendre des armes et que notre gouvernement mette à profit ce séjour pour nouer le dialogue avec ses quinze millions de citoyens kurdes et répondre enfin à leur aspiration à la reconnaissance de leur identité, à la paix et au droit de vivre sur la terre de leurs ancêtres.

Est-ce trop demander à la patrie des droits de l'homme ?

Est-ce trop demander à un pays comme la Turquie qui se dit démocratique et qui veut entrer dans l'Union européenne ?

Comité international pour la Libération des députés kurdes emprisonnés.

Ce texte a été rendu public à la veille du voyage en France du premier ministre turc, Mme Ciller, le 20 juin dernier, voyage au cours duquel s'est conclue la vente à la Turquie de vingt hélicoptères Cougar français.

ALHAYAT

20 SEP. 1995

اعتبرت ان محادثات دروغيدا لم تفشل وطالباني بدأ زيارة ل طهران

واشنطن تحض اكراد العراق على التزام وقف النار

□ واشنطن -
من رفيق خليل المعلوم:
□ دمشق -
من ابراهيم حميدي:

■ وضعت ادارة الرئيس بيل كلينتون اجتماعات المصالحة بين ممثلي الحزب الديموقراطي الكردستاني (بزعامه مسعود بارزاني) والاتحاد الوطني الكردستاني (بزعامه جلال طالباني) التي عقدت الاسبوع الماضي في دروغيدا احدى ضواحي دبلن، برعاية الولايات المتحدة وحضور تركي وبريطاني، بانها جيدة على رغم عدم التوصل الى اتفاق بين الحزبين الكرديين الرئيسيين. وقال الناطق باسم وزارة الخارجية الاميركية نيكولاس بيرنز: «لا استطيع القول انه تم التوصل الى انجاز مهم في هذه المحادثات، لكنها كانت جيدة».

واعتبر مسؤول في الوزارة ان المحادثات جرت في اجواء «جدية»، وان الجانبين «طورا عددا من الافكار» التي تركز الى نتائج اجتماعات الشهر الماضي في دروغيدا في ايرلندا الشمالية.

وعما اذا كان الحزبان الكرديان توصلا الى اتفاق وعن الاحتمالات المرتقبة قال المسؤول: «كان هناك اتفاق ما، اذ وافق الطرفان على التشاور مع قيادتيهما حول افكار

والتمزا تكثيف تبادل وجهات النظر بينهما بهدف احراز تقدم سريع».

واكد ان الولايات المتحدة ملتزمة المضي في العمل مع الطرفين ومع سكان شمال العراق، واضاف: «ما زلنا نعتقد ان اتفاقا يعالج مصادر التوتر المباشرة ممكن... ولا نزال متفائلين في هذا المجال».

واوضح ان مصادر التوتر بين الحزبين في شمال العراق تنحصر في مسألتين هما: العائدات الجمركية والوضع حول مدينة اربيل. وابدى ارتياح الادارة الاميركية الى اعادة تأكيد المشاركين في اجتماعات دروغيدا البيان الذي صدر الشهر الماضي عن الحزبين وركز على ضرورة الاستمرار في احترام وقف النار بين الاكراد في شمال العراق. وقال: «نعتقد ان ذلك هو شرط مسبق لتحقيق اي تقدم» في محادثات المصالحة الكردية.

واعتبر المسؤول ان من المبالغة القول ان محادثات دروغيدا فشلت، وزاد ان الادارة الاميركية ليست متفائلة او متشائمة في الموضوع، وقال ان المحادثات لم تؤد الى ما نريد «ولكن نأمل بان تتحسن الامور على الارض» مشيراً الى ان حزبي طالباني وبارزاني اتفقا على استمرار العملية برعاية واشنطن.

يذكر ان القتال بين الحزبين في شمال العراق اوقع منذ ايار (مايو)

1994 اكثر من الفي قتيل.

في دمشق قالت مصادر في المعارضة العراقية لـ «الحياة»، ان طالباني وصل مساء امس الى طهران في بداية زيارة هي الاولى منذ سنوات، تلبية لـ «دعوة رسمية» من الحكومة الايرانية.

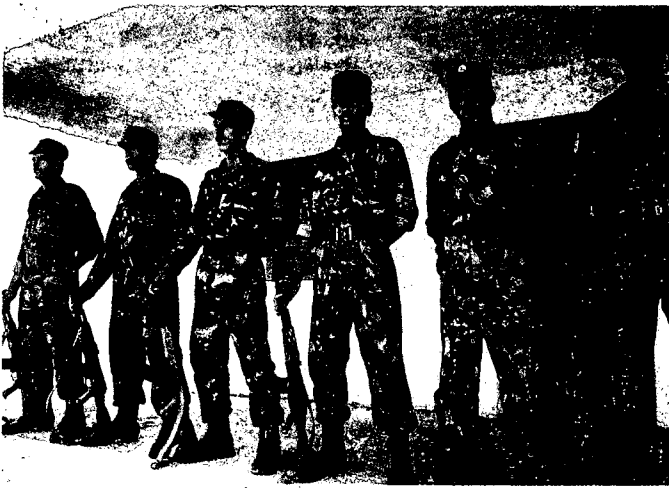
واوضحت المصادر ان طالباني سيجري محادثات مع كبار المسؤولين الايرانيين تتناول الوضع في العراق والتنسيق بين المعارضة في ضوء لجوء الفريق الاول الركن حسين كامل الى عمان، اضافة الى الاجتماع الثلاثي الاخير، الذي عقده وزراء الخارجية السوري السيد فاروق الشرع والايراني الدكتور علي اكبر ولايتي والتركي اردال اينونو في طهران بداية هذا الشهر.

وكان طالباني وجه اثناء وجوده في دمشق انتقادات الى الاجتماع الوزاري، وقال انه لا يوجد «اي داع لاجتماع كهذا بين ثلاث دول، اثنتان منها ليستا عربييتين، تدعيان انهما ضد التدخل في الشؤون الداخلية للعراق». واكد الوزراء رفضهم تدخل قوى خارجية «في الشؤون الداخلية» للعراق:

وربطت المصادر العراقية بين زيارة طالباني للعاصمة الايرانية و«فشل» اجتماع دروغيدا. ونقلت عن طالباني تأكيده «عدم تدخل سورية» في الخلاف بين حزبه وحزب بارزاني.



محل في أحد أسواق صلاح الدين.



من القوات الخاصة للاتحاد الوطني الكردي.



عائلة كردية هجرت من اربيل الى صلاح الدين.

اربيل. وهؤلاء البيشمركة تجب اعادة توزيعهم على عدد من النقاط. وللمرة الاولى يتفق قادة الحزبين على أمر معين: من يضمن لنا بعد انسحابنا ان قوى الحزب الاخر لن تحتل المواقع التي اخليناها؟ ان الاشراف على تجريد اربيل من السلاح يجب ان يتم عبر مراقبين يؤمنهم «المؤتمر الوطني العراقي» الذي يرأسه أحمد الجلبي، وهو منظمة تضم معظم الاحزاب والحركات العراقية - لكن المؤتمر ليس له كيان مستقل ومن الصعب ان تنصور رجال البيشمركة التابعين للحزب الديمقراطي ولحزب الاتحاد الوطني - وان في زي المؤتمر الوطني - يفصلون في الخلافات بين حزبهم القديم وغريمه الدائم.

أما الاحزاب الكردية الصغيرة (الحزب الشيوعي، والحركة الديمقراطية الاشورية) التي أثير أمر مشاركتها في وحدات المراقبين التابعين للمؤتمر الوطني فقد اثبتت عجزها ازاء النزاع بين الحزبين الكرديين الكبيرين.

وحده وجود مراقبين اجانب (اميركيين أو اوروبيين) يستطيع ان يضمن تطبيق اتفاق محتمل، الا انه حتى الآن ليس ثمة ما يشير الى ان الولايات المتحدة أو اي بلدان اخرى مستعدة ان تلتزم الاشراف ميدانياً على تطبيق اتفاق بين الحزبين الكرديين الكبيرين. وتجمع كل الدلائل على ان المبادرة الأميركية الاخيرة محكومة بالفشل، الا اذا قررت واشنطن ان تمارس ضغوطاً جمة على الزعيمين الكرديين وان تعتبر نفسها طرفاً ثالثاً. ويعزى ذلك الى ان طالباني اضحى يعتقد - اثر فرار الفريق حسين كامل - ان نظام صدام حسين سيسقط قريباً، ولذا فان عقد اتفاق مع بارازاني لم يعد أمراً ملحاً بالنسبة اليه. ولماذا يتقاسم مع غريمه الدائم السلطة الجديدة في بغداد، ما دام بوسع ان يتفاهم مع الاحزاب العربية على ابعاد بارزاني، ومن ثم تقديم نفسه ممثلاً وحيداً للاكراد؟

٤ قضايا حاسمة

أياً كانت الصيغة النهائية للاتفاق بين الحزب الديمقراطي وحزب الاتحاد الوطني فهو يعتبر في نظر الاميركيين مرحلة اولى تتيح للاكراد العراقيين ان يشكّلوا حكومة حقيقية وان يبدؤوا أخيراً العمل في حل القضايا الملحة التي تنتظرهم منذ أربع سنوات وفي طليعتها حل الميليشيات المختلفة، وانشاء جيش محترف، وقيام ادارة مستقلة، واجراء انتخابات جديدة. وهذا أمر مستحيل عملياً كما قال لنا بصراحة روج شاوس عضو المكتب السياسي للحزب الديمقراطي، وهو نائب سابق لرئيس الوزراء ووزير الداخلية في الحكومة الكردية في اربيل. وأضاف: كاذب أنا اذا أكدت العكس، فالجراح عميقة جداً. ويجب ان تعاد البيشمركة في كل حزب الى التكتلات ويجب ان نتعلم أولاً كيف نتعايش، كل في منطقته وهذا يقتضي شهوراً اذا لم نقل سنوات. ولن يكون ممكناً الا اذا التزمت دولة اجنبية المساعدة في حل هذه الازمة.

ان الخلافات الكردية المستعصية ستصبح أكثر تعقيداً بعد الهجوم الشامل الذي شنّه مقاتلو حزب العمال الكردستاني على مواقع الحزب الديمقراطي خصوصاً في بادينان في ٢٦ آب الماضي. كان الصراع الكردي ثنائياً فأصبح الان مثلث الاضلاع.

بعد ساعات من مقابلة جرت بين المكتب السياسي للحزب الديمقراطي وجميل بابيك مساعد عبدالله أوجلان القائد العسكري لحزب العمال الكردستاني وجه هذا الأخير رسالة واضحة جداً الى قادة الحزب الديمقراطي عبر صحافي كردي في اسطنبول مقرب من أوجلان: «لا يمكنكم الاستمرار في القيام بدور في المؤامرة الاميركية - التركية ضد الاكراد التي تتخذ دبلن مسرحاً لها. اذا كنتم تريدون تصفيتنا فنسكون السباقين الى تصفيتكم».

ان المسألة الكردية اليوم أكثر تعقيداً من أي وقت مضى، ان سقط وهم الحدود بين تركيا والعراق. ولن يكون هناك حل جزئي للمشكلة الكردية، فکردستان العراقية لن تنعم بالسلام ما لم تنعم كردستان التركية بالسلام (ويمكن اسقاط ذلك على كردستان الايرانية الى حد ما) وانكار هذه المعادلة يعني اننا نعرض على تفكك كردستان وانهارها ■

تجريد مقاتلي أربيل من السلاح بأشراف مراقبين، يليه بعد ٤٨ ساعة تحويل العائدات الجمركية التي يستوفيتها حالياً الحزب الديمقراطي في مركز ابراهيم الخليل على مقربة من زاخو، الى حساب مصرفي باسم حكومة أربيل الكردية (حوالي ٢ ملايين دولار شهرياً).

من الصعب ان نتصور كيف يستطيع طالباني ان يقبل بتجريد أربيل من السلاح وآلاف من مقاتلي البيشمركة التابعين له يحتلونها دون منافس منذ كانون الثاني (يناير) الماضي، وهو يفرض عليها سيطرته المطلقة رغم الهجمات الدامية التي يشنها مقاتلو الحزب الديمقراطي الذي يتزعمه بارزاني. وراى طالباني، خلال حوار طويل معه في مقر قيادته في كالا تشولان، انه يجب عدم الخلط بين الانسحاب والتجريد من السلاح. ومن الواضح انه ليس لديه النية في سحب المدافع المضادة للطائرات التي تحمي مقره في أربيل، او سحب البيشمركة الذين يحرسون مقر الحزب ومراكز اقامة مسؤوليه وفروعه.

من جهة اخرى يحتل الحزب الديمقراطي عدداً من المواقع في ضواحي

للمواجهات، ويكوّن الجبهة الكردستانية التي تضم الحزب الديمقراطي وحزب الاتحاد الوطني اضافة الى عدد من الاحزاب الكردية الصغيرة. الا ان هذه الجراح القديمة جداً ما ان التامت حتى نكتت من جديد.

تمرد على الأب والابن

ان العداوات الشخصية تلعب دوراً حاسماً في هذا المضمار، اذ ان طالباني الذي يقاخر بانه تمرد على شخصية تاريخية بحجم الملا مصطفى بارزاني، من الصعب جداً ان يخضع امام ابنه مسعود الذي لا يدعوا ان يكون صبياً في نظره. وهذا الاخير مقتنع بان كل مصائب الاكراد ناجمة عن خيانة طالباني، ولا شك انه بعض اصابعه ندماً لان الايرانيين منعوا الملا مصطفى بارزاني من تصفية طالباني.

ان الاتفاق التمهيدي الذي تم التوصل اليه في لقاء دروغيدا (ايرلندا) على مقربة من دبلن، خلال الفترة ٩ - ١١ آب الماضي يتضمن بندين اساسيين:

مسعود بارزاني لـ «الوسط»: طالباني ينقض الاتفاقات قبل جفاف مدادها!

كان لا بد لـ «الوسط» من وقفة لاستجلاء الغموض الذي يحيط ببعض مواقف الزعيم الكردي مسعود بارزاني، خصوصاً موقفه من منافسه جلال طالباني، لاهمية ذلك بالنسبة الى مستقبل المحادثات بين الفرقتين الاكراد.

في ما ياتي نص الحوار مع بارزاني،
● ما هو الفرق بين التفاوض مع صدام حسين ومع جلال طالباني؟
- لعل من الاسهل علينا ان نفهم ما يريده صدام حسين حقاً، لكننا لا نعرف ما يريده جلال طالباني، ومتى يعود وينقلب على الاتفاق. حتى الآن لم اوقع اتفاقاً واحداً مع صدام حسين، لكنني وقعت ثلاثة اتفاقات مع طالباني، وقبل ان يجف الحبر الذي كتبت به تلك الاتفاقات كان هو ينقضها بطريقة او باخرى.

● ما هي النقطة التي حازت على رضاك تماماً في اتفاق دبلن؟
- النقطة المتعلقة بنزع سلاح أربيل. ومفتاح الحل هو اخلاء أربيل من القوات العسكرية. والمهم ايضاً عودة الشرعية وانعقاد البرلمان. الا انه لا يمكن تحقيق شيء قبل نزع سلاح أربيل.

● هل انت مستعد لمقابلة طالباني في الاجتماع النهائي المقرر عقده في واشنطن في ٢٥ ايلول (سبتمبر) الجاري؟

- المهم ان نتوصل الى اتفاق جدي. ان عقد اجتماع شخصي بيننا ليس امراً مهماً، فعندما يذهب وفد من الحزب الديمقراطي الكردستاني الى اجتماع ويوقع وثيقة فإنه يفعل ذلك بالنيابة عني.

● ما نوع الضغط الذي يمكن للولايات المتحدة ان تمارسه على طالباني لارغامه على احترام أي اتفاق؟

- الولايات المتحدة قوة عظمى لديها نفوذ. بإمكانها ان تكشف الامر وبإمكانها ان تهمله.

● ان اي اتفاق لن يكون الا خطوة أولى نحو التطبيع، فماذا يفترض ان تفعل الحكومة الكردية؟

- اولاً، على الحكومة الكردية ان تعيد احترام القانون والنظام، ثم ينقي عليها ان تشرع في تطبيق مشاريع ذات جدوى لتحسين الموقف الاقتصادي. والحكومة الأخيرة لم تحقق مشروعاً واحداً، ولا حتى مشروعاً



جلال طالباني



مسعود بارزاني

صغيراً لمد المياه.

● وماذا في شأن الانتخابات؟

- اندلع القتال في ايار (مايو) ١٩٩٤ بسبب الانتخابات. وهذا القتال الاخير سببته الانتخابات. عندما تحدثت في شباط (فبراير) ١٩٩٤ عن ضرورة تنظيم انتخابات وسنحوا كلامي، استغلوا حادثة بنسطة لبدء معركة كبيرة. ثم عقد اجتماع في باريس في تموز (يوليو) ١٩٩٤، واتفق على ان تجرى الانتخابات. وعندما عادوا قالوا يجب ان تؤجل الانتخابات او ان نجريها وفق نظام اللائحة الموحدة، اي ان يتقاسم الحزب الديمقراطي الكردستاني والاتحاد الوطني لكردستان المقاعد المناصفة.

● لماذا يخشى الاتحاد الوطني لكردستان الانتخابات؟

- لانهم يعرفون انهم لن يفوزوا.

● بعد الاحداث الأخيرة التي شهدتها بغداد، خصوصاً إثر انشقاق حسين كامل هل ترى ان المعارضة العراقية مستعدة لمواجهة الوضع الجديد، ان بيت صدام حسين يخرق والاكراد يتقاتلون في ما بينهم؟

- المعارضة العراقية ستظل تقاتل حتى وهي تقف على عتبة دار صدام.

● ما هو موقفك من الهجرة الواسعة لعدد كبير من المثقفين الاكراد؟

- اعتقد ان الناس يائسون ولذلك فهم يرحلون، ولكن لعل هناك سبباً يفسر الوضع الراهن، وهو ان كثيرين لا يأخذون موقفاً، ولا يعبرون عن وجهة نظرهم إزاء الوضع.

● ما تعليقك على التقرير الذي أصدرته منظمة العفو الدولية في شأن انتهاك حقوق الانسان في كردستان العراق؟

- نحن لم نقل لم يحدث شيء، لكن هناك مبالغاة كثيرة. لقد نشرت هذه المنظمة تقريرها من دون ان تاتي الى هنا وتحقق معنا. لكننا نحترمها

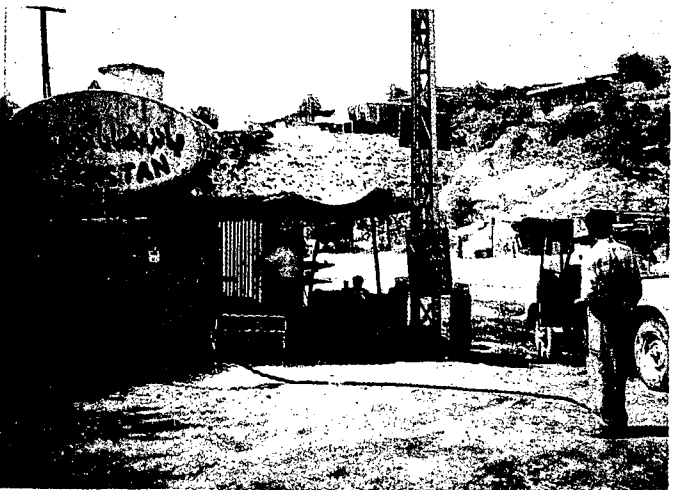
وسنرد عليها ■



مشهد في أحد شوارع عكرا.



نهاية يوم في مدينة صلاح الدين.



محطة محروقات في عكرا.



وشيوخاً - دفعوا بدورهم ضريبة القتال الباهظة، فقتل من قتل، وجرح من جرح، خلال تلك العملية التي كانت تهدف الى تصفية الحزب الديمقراطي، أما وقف النار الهش الذي وضع مؤقتاً حداً للصراع الاخوي بين اكراد العراق ولا سيما بين الشقيقين - العدوين بارازاني وجلال طالباني فيخشى ان ينهار بعد هذا الهجوم الذي شنه مقاتلو حزب العمال الكردستاني. ولا بد من اعادة النظر في الاستراتيجية الاميركية التي تعتبر اكراد العراق حلفاء لها ضد نظام صدام حسين فيما تعتبر اكراد تركيا ارهابيين.

ان الاميركيين برفضهم النظر الى المشكلة الكردية نظرة شاملة، يؤثرون عدم التدخل في الصراع الكردي داخل تركيا. ويعتبرونه مسألة تركية داخلية وقد اطلقوا يد الجيش التركي في حل هذه المشكلة لاستئصال حزب العمال الكردستاني الذي هو في نظرم حركة ارهابية يحركها الخارج. اما اكراد العراق فهم اكراد صالحون ولهم دور هام في المناورات الاميركية الكبيرة ضد صدام حسين ولذلك فمن المهم الحفاظ على حد أدنى من الوحدة والاستقرار في كردستان العراقية.

على الاميركيين ان يكتفوا جهودهم الدبلوماسية، وان يستخدموا كل ما لديهم من قدرة على الاقناع ليتوصلوا الى مصالحة تعمر طويلاً بين بارازاني وطالباني، ذلك ان الحرب الاهلية المستمرة منذ نحو سنتين، وأردت اكثر من ألفي شخص، ليست حيلة صراع حديث العهد على السلطة بين الشقيقين - العدوين. اننا ننسى ان طالباني تمرد قبل ٢٠ عاماً على الملا مصطفى بارزاني والد مسعود وانه تولى خلال الفترة ١٩٦٦ - ١٩٧٠ قيادة «الجاش» وهم مرتزقة اكراد شاركوا في الحرب القذرة التي شنها حزب البعث على الاكراد. كما اننا ننسى انه بعد رحيل الملا مصطفى بارزاني الى المنفى، اندلعت معارك دامية بين مقاتلي الحزب الديمقراطي بزعمامة مسعود وادريس ابني الملا مصطفى وبين مقاتلي الاتحاد الوطني، الحزب الجديد الذي انشاه طالباني.

واستمرت تلك المعارك التي سقط فيها آلاف الضحايا والمفاوضات التي رافقتها اكثر من عشر سنوات قبل ان يتم التوصل الى اتفاق يضع حداً



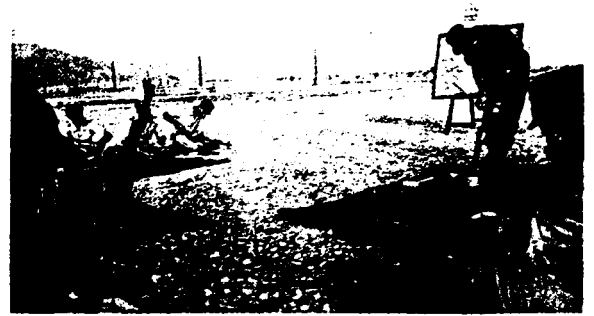
من أحد شوارع مدينة صلاح الدين -عاصمة بارزاني.



عمق كردستان ملجأ المقاتلين الأكراد.



سامي عبدالرحمن من المكتب السياسي للحزب الديمقراطي الكردستاني.



من فدائيي الاتحاد الوطني الكردي.

سوءاً يوماً بعد يوم، فالمفترض اننا هنا لحماية الأكراد، وفيما تطلق طائرات الحلفاء على ارتفاع ٢٠ ألف قدم في سماء كردستان لتحول دون تحليق طيران صنم فوق هذه المحمية الكردية شمال خط الطول ٢٦، يطلق الطيران التركي على ارتفاع ٥ آلاف قدم ليقتصف القرى الكردية التي تتولى حمايتها. ويعلم كل المراقبين الدوليين في كردستان العراقية ان دبابات الجيش التركي المنتشرة على امتداد الحدود تدك بانتظام منطقة يبلغ عمقها ١٠ كيلومترات داخل كردستان العراقية، ليسفر ذلك عن تهجير الفلاحين الأكراد من قرأهم التي كانوا اعداوا بنائها قبل فترة قصيرة. وما من أحد ينسب ببنت شفة.

وتصرفات الأتراك لا تقف عند حد، ان قصفت مدفعيتهم نهاية آب (اغسطس) الماضي قرية باسوجا الصغيرة التي كانت اعادت بناءها في الوادي شركة «قنديل» السويدية، على بعد كيلومترين من مركز ابراهيم الخليل على الحدود الدولية. وقد سقطت خلال القصف فتاة في الثانية عشرة واصيبت اخرى اصابة بالغة. جريمة هائين الفتاتين انهما تعيشان في قرية قد يكون الجنود الأتراك الذين حفروا خنادقهم على الضفة الاخرى من نهر الخابور الفاصل بين حدود البلدين، لمحو بعض مقاتلي حزب العمال الكردستاني يمرون بقربها.

ولا يقتصر الأمر على الأتراك فالأكراد انفسهم يقتتلون فيما بينهم. وها هي قذائف صاروخية اطلقها رجال البيشمركة التابعون للحزب الديمقراطي الكردستاني بزعمامة مسعود بارزاني تضيء الجبال الجرداء التي ترتفع شمال زاخو على جانبي الطريق الدولية التي تربط تركيا بالمنطقة الكردية وبالموصل وبسائر انحاء العراق. انهم يمشطون المنطقة للقضاء على مقاتلي حزب العمال الكردستاني. ومنذ آب الماضي ولدت جبهة جديدة في كردستان العراقية. ففي منتصف الليلة السابقة هاجم نحو الفين من مقاتلي حزب العمال الكردستاني ٢٥ من مواقع الحزب الديمقراطي بين زاخو وأماديا وميرغاسور في اقاصي بادينان معقل مسعود بارزاني المتاخم للحدود التركية.

وسقط عشرات القتلى من الجانبين، لكن الأكراد المدنيين - نساء واطفالا

ويسكنهم جميعاً هاجس الرحيل وشملت هذه «الازمة الاخلاقية» ادارة الحربين الكرديين الكبيرين. فضمن عائلات اعضاء المكتب السياسي للحزبين، وفي حاشية الزعيمين الكرديين. نجد من فجعوا في الوضع القائم، ويفكرون في الرحيل. وثمة منات من الأكراد الذين تخلى عنهم المهربون المختصون في عبور الحدود بعدما دفعوا لهم آلاف الدولارات لمرافقة كل راغب في الهجرة، ينتظرون في جورجيا او القوقاز على أمل متابعة سفرهم الى الغرب.

من على شرفة بيت في الحي القديم في زاخو تبدو تناقضات الوضع الكردي المعقد بادية للعيان: هل ترى هذه الانوار ناحية الشمال؟ انها وحدات الجيش التركي التي تتركز في قرية كبير باراش (الوادي الأسود) على منحدر جبل دجودي في تركيا وهل ترى تلك الانوار التي تبدو ابعد قليلاً الى الجهة اليمنى؟ انها ايضاً مواقع للجيش التركي لكنها داخل الاراضي العراقية على قمة جبل دجودي حول قرىتي دبراشيش وافاغيز القديمتين. ان انسحاب القوات التركية شمال الحدود الدولية بعد تدخلها في كردستان العراقية خلال شهر تموز (يوليو) الماضي وهم يفرضه عرض محاورنا الذي يمتاز بدقة شبه عسكرية. وهو كردي يعمل مترجماً لدى منظمة عربية غير حكومية في مدينة زاخو التي يبلغ عدد سكانها ٦٠ ألف نسمة، وتقع على الحدود السورية - التركية الى اليمين على مسافة قريبة من زاخو. اشعل الجنود الأتراك حرائق هائلة لطرده مقاتلي حزب العمال الكردستاني التركي من مخابنهم، وجعل تحركاتهم مكشوفة امام الطيران التركي الذي يقصف دون هوادة كل شيء يتحرك على الجبال جنوب الحدود التركية العراقية. ان كردستان تحترق مجازاً وحقيقية. وقريباً لن يكون بوسع أحد ان يسيطر على هذا الحريق الذي يكاد يلتهم كل شيء

فضائح القوات التركية

قال لنا موظف شاب يعمل لدى منظمة الامم المتحدة: ان وضعنا يزداد



وتقابل رُحماً ما وأهلها

واحسن الرحيل وارث الحدايات الشديدة

تحقيق وتصوير كريس كوشيرا

الذهاب الى الخارج. لكن والدي طلب مني البقاء على أمل ان يتغير الوضع نحو الاحسن، لكن الوضع تفاقم وزاد سوءاً فالحزبان الكرديان الكبيران يقتتلان، والبلد يغوص يوماً بعد يوم في مستنقعات الفوضى والشقاء. أريد ان أرحل، فالسليمانية سجن - علماً انها أفضل حالاً من دهوك أو أربيل وهما المكانان الوحيدان اللذان يمكنني الذهاب اليهما - نحن المثقفين قوم فقراء ليس لنا أي أمل في هذا البلد فأبي بعد ٢٠ سنة من ممارسته الطب يتقاضى خمسمائة دينار في المستشفى أي ما يكفيه لشراء بعض السجائر في حين ان أناساً ليس لهم أي حظ من الثقافة اصابوا ثراء فاحشاً ويملكون سيارات فارهة، أما رجال السياسة فانهم يسافرون الى الخارج ويسخرون من عذابات الشعب. قررت ان ارحل لأن والدي ذاته الذي نصحني من قبل بالبقاء لم يعد يعتقد ان الوضع سيتحسن.

جميع الشبان الذي اصابوا حظاً من العلم يعتقدون ان «امامهم فرصة لاعادة بناء حياتهم في السويد او المانيا او كندا او استراليا او اي مكان آخر.

اليها، فقال «الحياة قاسية جداً هنا، فليس ثمة شيء للشباب. لا اماكن للقاء أو للرقص والتسلية. سابقاً كان بوسعنا على الأقل ان نفوم بنزهة وان نتناول الطعام في شعاب غالي عالي بيغ اما اليوم فقد انتهى كل شيء ولم يعد الامر وارداً لوفرة نقاط التفتيش التي تقيمها الميليشيات على الطرق... كما ان فرص العمل غير متوافرة، وكل ما يستطيع ان يفعله الشباب ان يحملوا الرشايات. كيف تريدني ان اتزوج في مثل هذا الوضع؟ وأي حياة يمكن ان اوفر لزوجتي؟ سأرحل بكل تأكيد فراراً من هذا البلد الذي لا أمل فيه، ولا مستقبل له».

إحباط في كل مكان

الاحباط ذاته يطالعا في السليمانية المدينة الكبيرة في جنوب كردستان. يقول كوا (٢٨ عاماً): عندما انتهت دراسة طب الاسنان قبل سنتين أردت



أطفال أمام منزل أعيد بناؤه حديثاً في باسوجا بعدما هدمته المدفعية التركية.

کردستان



الشاحنات تنتظر دورها للعبور على الحدود التركية - الكردية العراقية.



رجال الباشميرغا، من الحزب الكردستاني الديمقراطي على الطريق الفاصلة بين صلاح الدين وحيران.



يجتازون جسرا بني حديثا.

بالانكليزية يسكنهم هاجس واحد: الرحيل، وبأسرع ما يمكن...
أكرم محام شباب في الثلاثين من العمر يعيش في دهوك. بادرننا بالقول:
«اضعت شبابي... فأنا خدمت سبع سنوات (٨٠ - ١٩٨٧) في الجنديّة
(الجيش) خلال الحرب العراقية - الإيرانية، ثم استدعيت مجدداً إلى الخدمة
خلال غزو الكويت وتسنّى لي الفرار من الجيش عندما تدخل الحلفاء، فعدت
إلى كردستان. أمارس حالياً المحاماة... ولكن ما معنى ذلك ونحن نعيش في
دولة ليس فيها قوانين؟ دولة يحكمها المسلحون».

وقال كمال، وهو شاب في الخامسة والعشرين، يتكلم الانكليزية بطلاقة
ويعمل مترجماً لدى منظمة أميركية غير حكومية «أريد أن أرحل، لأن لا
مستقبل لهذا البلد. فأنا اتقاضى ٢ آلاف دينار في الشهر. أدفع منها ألفي دينار
أجرة للمنزل الذي أسكنه، ويبقى لي ألف دينار وهي تكاد لا تكفي لشراء أربع
علب تبغ».

أما كريم، وهو شاب كردي عاش سنة في الولايات المتحدة ويحلم بالعودة

أكثر ما يذهل الزائر لكردستان (شمال العراق) اليأس الذي يستبد
بجميع الشباب الأكراد الذين تلقوا دراسات جامعية، وهم النخبة
التي كان يفترض أن تشارك بحماسة في إدارة شؤون هذه
المنطقة الكردية المستقلة عملياً. إذ للمرة الأولى يسيطر الأكراد على منطقة
شاسعة شمال العراق (حوالي ٧٥ ألف كيلومتر مربع) تضم مدناً كبيرة منها
زاخو ودهوك وأربيل والسليمانية. وقد انتخبوا منذ أيار (مايو) ١٩٩٢
برلمانهم، وشكلوا حكومة مقرها أربيل التي اختاروها عاصمة للمنطقة
الكردية.

أما الجزء الذي يمتد شمال خط الطول ٢٦ من هذه المنطقة فتحتميه قوة
دولية من الأميركيين والبريطانيين والفرنسيين والأتراك تتمركز في قاعدة
انجريك، وتدير محطة إذاعة في مركز التنسيق العسكري في زاخو. لكن
الحماسة والأمال العريضة التي رافقت البداية تقهقرت مفسحة في المجال
أمام عياء شديد ويأس قاتل، وجميع الشباب المثقفين أو الذين لهم المام

الجمعة 13 تشرين الأول (أكتوبر) 1995 الموافق 19 جمادى الأولى 1416 هـ العدد 11922

توقع في حديث الى «الحياة» التمديد للهرراوي بالبليترو: لا قلق أميركياً من دور ايران في شمال العراق

□ واشنطن -
من رفيع خليل المطوف:

■ أعلن مساعد وزير الخارجية الأميركي لشؤون الشرق الأوسط السفير روبرت بليترو انه ليس لدى ادارة الرئيس بيل كلينتون أي سبب خاص للقلق من الدور الذي تلعبه ايران في شمال العراق. واعتبر ان الولايات المتحدة تفصل بين عملية السلام في الشرق الأوسط والمسار السوري - الاسرائيلي وبين سياستها الصفروضة عليه، مؤكداً ان هذه السياسة لا تستهدف عزل سورية او الضغط عليها في العملية السلمية. وشدد المسؤول الأميركي الرفيع المستوى في مقابلة مع «الحياة» على ان قمة عمان الاقتصادية لا تستهدف عزل دمشق. ولمح الى ان واشنطن تحبذ ان يكون مقر بنك الشرق الأوسط للاندما، في القاهرة بدل عمان. وقال بليترو ان الادارة الأميركية ستنعقد في العراق إذا كانت ستؤدي الى تفكيكه. ورأى ان مصر

تلقب دوراً رئيسياً مهماً في الشرق الأوسط وهي شريك مهم في عملية السلام، ولديها مصلحة أمنية دائمة مع السودان بسبب نهر النيل. ورفض المسؤول الأميركي الاداء بصوت واضح، من الانتقادات الرئاسية في لبنان، في الجزائر شعبي البلدين. ورغم ذلك بدا واضحا ان الادارة الأميركية تعتقد انه سيحدد الرئيس اللبناني الياس الهراوي، وان الرئيس المصين زوال هو المرشح الأقرب حظاً للفوز في الانتخابات الجرائرية. وقال بليترو ان «موقف الولايات المتحدة من الانتخابات اللبنانية كان واضحاً منذ فترة طويلة. فهي مسالة بعود القرار فيها في الشعب اللبناني، وكامضاء للبنان نامل بان تتم العملية الانتخابية بطريقة يعتبرها اللبنانيون شرعية وتساهم في المصالحة الوطنية». في مصداق اشار الى ان كل انتخابات رئاسية في لبنان أجريت في اطارها السياسي الاقليمي، قال: «ان موقفنا الاساسي السليم نسير عليه بشكل

عام عندما تجري انتخابات في دول أخرى. وليس لدينا مرشح مفضل فقلق مسألة يقرها الشعب اللبناني كذلك الاجراءات (الانتخابية) مع تفهم انهم (اللبنانيون) يعيشون اليوم في وضع غير طبيعي نوعاً ما». السفير بليترو خصوصاً اشارته «الى الوضع غير الطبيعي» الى ان الادارة باتت تعتقد انه سيحدد للرئيس الهراوي. ورفض ان يحدد موعداً لرفع الادارة قرار سفر الأميركيين الى لبنان، وقال ان ذلك مرتبط بامن الأميركيين وسلامتهم. إذ معروف ان هناك مجموعات تعمل خارج سيطرة الحكومة اللبنانية، وقال ان هذه المجموعات معادية للحكومة الأميركية. وأشار الى أهمية الحوار الأمني بين واشنطن وبيروت والتي قرار الرئيس بيل كلينتون السماح ببيع تذاكر السفر الى غير الأميركيين الراغبين في السفر الى لبنان او الأميركيين الذين يحصلون على

استثناء رسمي بالسفر. وتشرح بليترو ما عناه الرئيس كلينتون خلال مكالمته الهاتفية مع الرئيس حافظ الأسد خصوصاً لجهة قوله ان الولايات المتحدة ان سياستها الشرق الأوسطية لن تفعل أي شيء قد يؤدي الى وضع عقبات امام مسار المفاوضات السوري - الاسرائيلي. وقال: «ان النقطة الأساسية هنا هي اننا نعتبر العقوبات ضد العراق والمشاكل المستمرة مع العراق مجموعة من المشاكل غير مرتبطة بعملية السلام او بمشاركة سورية في هذه العملية». وأضاف: «انه ظهرت تكهنات عديدة في المنطقة في ايلول (سبتمبر) واب (اغسطس) الماضيين باننا نسعى مع آخرين الى عزل سورية او ممارسة ضغوط عليها من خلال سياستنا تجاه العراق. واستطيع ان اقول ان هذا غير صحيح. ولم يكن في نيتنا ذلك. لا بل كان لدينا نوع من الحوار مع سورية في شأن التطورات في العراق، وسياستنا تجاه العراق غير موجهة لعزل سورية او لضغط عليها في عملية السلام».

ورداً على سؤال عن المعلومات في شأن الجهود لاشراك العراق في عملية السلام قال بليترو: «انه موضوع مفروق لفترة ما بعد رفع العقوبات الاقتصادية عن بغداد، ولنفي ان يكون اجتمع خلال زيارته الاخيرة الى عمان الصيف الماضي بالفرق حسن كامل حسن المجيد».

واعتبر ان المعلومات التي حصلت عليها لجنة التفويض الدولية عن برامج العراق لتطوير الاسلحة الجرثومية خطيرة وفي غاية الأهمية وان دراسة هذه المعلومات تستغرق اشهرًا. ملمحاً الى ان العقوبات ستبقى سارية طيلة هذه الفترة.

ورداً على سؤال عن الأفكار الداعية الى انشاء كوفيندريالية في العراق بين المناطق الشيعية والسنية والكردية وموقف واشنطن منها، قال: «ان موقفنا هو ان المطلوب المحافظة على وحدة العراق وسلامة اراضيها. وهذا كان في اساس كل تفكيرنا حول العراق. انه بلد واحد. وأنه حتى في احلك لحظات معارضتنا لصدام حسين وتشكيكنا في حكمه الاضطهادي لم نحدد من دعمنا للعراق الواحد، واد: ان الناس تسأل في حكمه الاستقرار والذي سيسمح للعراق بالعودة على التمثيل والقادر على تأمين الامتداد والذبي سيسمح للعراق بالعودة الى مجموعة الأمم؟ واعتقد ان حكومة تمثل كل الفئات الرئيسية في العراق هي الحكومة المطلوبة. لكننا لم نتخذ موقفاً من كيفية تشكيل مثل هذه الحكومة او كيفية عملها او نوع علاقاتها في العراق. وموقفنا الوحيد هو ان العراق بلد موحد».

ورد ان من الصحيح القول «ان الولايات المتحدة تعارض اي ترتيبات كوفيندريالية إذا اذيت الى تفكيك العراق».

ورداً على سؤال عن اسباب فشل اجتماعات ديان بين الفصائل الكردية وما إذا كانت طهران باتت بديلاً من واشنطن في العمل لحل المشكلة بين الأكراد في شمال العراق، وما إذا كانت الولايات المتحدة قلقة من الدور الذي تلعبه ايران هناك، قال: «لا اعتقد ان ايران قد اصبحت بديلاً ولا تزال الفصائل الكردية في حال مواجهة مع بعضها البعض. رغم ان ذلك لا يعني بالضرورة القتال المكثوف في ما بينها. لكن ذلك يضعها في موقع ضعيف. ولا يسعى الذين هم في موقع ضعيف الى قطع علاقاتهم مع احد. فهم على استعداد للاستماع الى أي كان. وأضاف ان الادارة لا تعتبر ان اجتماعات ديان فشلت. فقد عقدنا اجتماعين ونعمل من اجل عقد اجتماع ثالث قد يكون قريباً بعد التفاوض مع الطرفين. ونذكر ان الزعيمين الكرديين جلال طالباني ومسعود بارزاني طلب من الولايات المتحدة الاستمرار في لعب دور الوسيط من اجل التوصل الى مصالحة بينهما. وشدد على ان الجهود الأميركية لتحقيق المصالحة بين الأكراد، تقتل في اطار العراق الموحد، وكشف المسؤول الأميركي انه ليس لدى الولايات المتحدة أي سبب خاص للقلق من دور ايران في شمال العراق، رغم ان لدى اسبابا خطيرة للقلق من دور ايران في امكان أخرى. وربما كانت لدى النظام في بغداد اسباب للقلق من دور ايران، وهذا ممكن. ولنفي ذلك في الازهان».

ونفى بليترو ان يكون هدف السياسة الأميركية في شمال العراق خدمة المصالح التركية على حساب الأكراد.

«تقاتلوا على أشياء صغيرة فاضاعوا قضيتهم الكبيرة»

الأكرد فشلوا في الاتفاق رغم جهود الوفد الأميركي

□ دبلن -

من كامران قره داغي:

وفي جلسة قصيرة استغرقت أقل من نصف ساعة عقدت مساء أول من أمس أبلغ الراعي الأميركي المجتمعين أن على الوفدين أن يعودا صباح اليوم التالي (أمس) بمواقف مرنة جديدة من شأنها أن تسهل على الأطراف المعنية قبول صيغة توفيقية تمهيداً لتحديد موعد قريب لتوقيع الاتفاق في لقاء قمة، بين طالباني وبارزاني.

وكانت ظهرت مشكلة اضافية طرفاها الاتحاد الوطني الكردستاني والوفد التركي تتعلق بصياغة الفقرة الخاصة بالاهتمامات الأمنية التركية. فالفقرة المعنية التي يمكن الافتراض ان الأتراك طلبوا ادراجها في مشروع الاتفاق، تشير الى ان «السبب الرئيسي، لعدم الاستقرار في شمال العراق هو هجمات الارهابيين» من هذه المنطقة على الأراضي التركية من دون ذكر حزب العمال الكردستاني بالاسم. وتحفظ الاتحاد الوطني عن هذه الفقرة على اساس ان من شأن هذا النص ايجاد مشاكل بينه من جهة وايران وسورية من جهة اخرى. وأكدت مصادر مطلعة لـ «الحياة» ان هذا الموضوع ليس رئيسياً وهو قابل للحل في شكل اعادة تبني النصوص الواردة في «اتفاق المبادئ» الذي اعتمد في لقاء دبلن الأول وينص على انه (الاتفاق) ياخذ في الاعتبار الاهتمامات الأمنية لتركيا.

فشل الوفد الأميركي في اخراج محادثات المصالحة الكردية من الطريق المسدود الذي بدا واضحاً انها دخلته منذ مساء أول من أمس لانهم (الأكرد) استمروا يتنازلون على أشياء صغيرة فاضاعوا قضيتهم الكبيرة، على حد تعبير مشارك رفيع المستوى في المحادثات.

وبدل قبول مشروع اتفاق صدر أمس عن الاجتماع بيان أشار الى تعذر الاتفاق مع اقتراح بان تسعى الأطراف المعنية الى تنظيم اجتماع آخر.

ويمكن تلخيص المشكلة بانها كانت تتمثل في رفض طرفي النزاع، الحزب الديمقراطي الكردستاني (بزعامه مسعود بارزاني) والاتحاد الوطني الديمقراطي (بزعامه جلال طالباني) تقديم تنازلات كافية، الأول بالنسبة الى العائدات الجمركية عند نقطة ابراهيم الخليل على الحدود العراقية - التركية، والثاني بالنسبة الى الانسحاب من العاصمة الاقليمية اربيل التي تسيطر عليها قواته.

AL HAYAT

19 SEP. 1995

في هذا السياق شنت الصحافة التركية أمس حملة على الاتحاد الوطني واتهمت زعيمه طالباني الموجود حالياً في دمشق، بالتنسيق مع السوريين وحزب العمال الكردستاني ضد المصالح التركية. كذلك شددت الصحف التركية على أن موقف وفد الاتحاد الوطني المتشدد هو سبب وصول محادثات دبلن الى طريق مسدود.

وعلم أن وفدي الحزبين الرئيسيين اجريا ليل الخميس - الجمعة وأمس اتصالات هاتفية مع زعيميهما وبلغاهما اصرار الراعي الأميركي على ضرورة تقديم تنازلات

متبادلة وابداء مزيد من المرونة وعدم التمسك بمسائل تبدو للاميركيين والمشاركين التركي والبريطاني شكلية مثل استخدام تعبير جعل هذه المنطقة او تلك «منزوعة» السلاح أو ان «تسحب» منها جميع القوات أو «إنهاء» مظاهر التسلح فيها والتي غير ذلك.

لكن العائق الرئيسي تمثل في تحديد صيغة مقبولة لدى الطرفين تربط بين نزع السلاح عن اربيل بعد انسحاب قوات طالباني منها وتخلي حزب بارزاني عن العائدات الجمركية في نقطة ابراهيم الخليل بعد 48 ساعة من الانسحاب من اربيل.

وصرح رئيس الوفد الأميركي روبرت دويتش اثر فشل المحادثات بان الولايات المتحدة ستواصل جهودها من اجل تحقيق اتفاق جديد بين الحزبين على اساس اتفاق دروغدا في ايرلندا الشمالية. وأكد التزام بلاده حماية اكرد العراق في اطار عملية «بروفايد كومفورت».

من جهة اخرى حمل كل من الحزبين الكرديين الحزب الآخر مسؤولية فشل المحادثات.

الحياة

27 OCT. 1995 ALHAYAT

كسلاح.. وتعتبر سوزية مياه دجلة والفرات مقيّاهاً دولية. بينما تمسك تركيا بان هذه المياه غير دولية لأن النهرين ينبعان من أراضيها.

وابلغ المسؤولون الامنيون الأتراك الجانب السوري خلال محادثات انقره انهم يشعرون بقلق مضاعف إذ لاحظوا اخيراً «تزايد الهجمات التي يشنها حزب العمال من داخل الأراضي السورية على اهداف في تركيا». و اضافوا ان المسؤولين الامنيين السوريين «اعترفوا بانهم لا يستطيعون ان يسيطروا على بعض تحركات انصار حزب العمال الكردستاني في الأراضي السورية». واعتبر الجانب التركي ان استهداف هذه الهجمات مواقع في منطقة حتاي (انطاكيا) وسلسلة جبال امانوس، المتاخمة للأراضي السورية «يشير الى تورط سوري مباشر». وكانت حتاي انتقلت الى السيادة التركية اثر استفتاء اشرف عليه الفرنسيون في 1928. يذكر ان السلطات التركية صادرت الاسبوع الماضي مئات من الخرائط التي وزعها الجناح السوري في معرض تجاري دولي اقيم في تركيا، تظهر فيها حتاي جزءاً من سورية.

وسلمت انقره السفير السوري السيد عبدالعزيز الرفاعي الاسبوع الماضي تقريراً تضمن قائمة بكل الاشتباكات الحدودية وعمليات التسلل التي تعتبر أن مقاتلي حزب العمال نفذوها من الأراضي السورية منذ شباط (فبراير) الماضي. وذكر مسؤولون اتراك انهم في ضوء هذه الخلفية لا يرون اي اساس لتوقع تحسن في العلاقات مع سورية. وتابعوا ان وزير الخارجية السابق اردال اينونو اقترح على وزير الخارجية السوري السيد فاروق الشرع اثناء الاجتماع الثلاثي السوري - التركية - الإيراني، الذي عقد الشهر الماضي في طهران، مراجعة التعاون بين البلدين في مجال الأمن الحدودي والعمليات العسكرية لحزب العمال. ومن المقرر ان يزور الشرع انقره الشهر المقبل.

لكن مسؤولاً تركيا رفيع المستوى اعرب امام صحافيين اتراك في واشنطن الاسبوع الماضي عن مخاوف انقره من ان الولايات المتحدة قد لا تستطيع ممارسة ضغط قوي على دمشق لحملها على اتخاذ موقف متشدد من حزب العمال، لأن واشنطن ستعتبر مسألة الحزب ثانوية طالما بقيت المفاوضات السورية - الإسرائيلية بين اولوياتها.

صادرت خرائط تظهر انطاكيا جزءاً من سورية

انقرة تتوقع مزيداً من التدهور في علاقاتها مع دمشق

□ اسطنبول -

من اصلي ايدنتاشباش:

في شأن وجود حزب العمال الكردستاني في الأراضي السورية. في المقابل اعرب الاوروبيين مجدداً عن استيائهم من السياسة التركية حيال مسألة تقاسم المياه.

واعترفت المصادر ذاتها ان عدم الثقة ليس السبب الوحيد للخلافات بين البلدين، بل هناك جذور عميقة لروح «العداء» بين دمشق وانقرة. فتركيا، كما اشار الديبلوماسية، تعتبر سورية «القوة الحقيقية» وراء حزب العمال الذي يواصل حرباً على الدولة التركية منذ 1984، بينما تنهم دمشق تركيا بانها «تستخدم المياه

أكد ديبلوماسية اترك فشلت المحادثات الأمنية التركية - السورية في انقره، وان «جواً متوتراً جداً سادها وفشلت في تحقيق اي نتيجة». واعتبر احد هؤلاء الديبلوماسيين ان هناك «احتمالاً حقيقياً لمزيد من التدهور في العلاقات بين البلدين، في غياب اي عامل يدفع الطرفين الى تقديم تنازلات».

وكان الجانب التركي سلم الجانب السوري خلال المحادثات قبل ايام «ملفاً ضخماً» تضمن قائمة بالمشكلات الحدودية و«وثائق البتات»

10 OCT. 1995

الثلاثاء ١٠ تشرين الأول (أكتوبر) ١٩٩٥ الموافق ١٦ جمادى الأولى ١٤١٦ هـ / العدد ١١٩١٩

الحياة ٧

أكد أن طالباني صاغ الاتفاق الأمني مع أنقرة ووصف أوجلان بأنه مجنون

حزب بارزاني ينفي وجود اتفاق ثنائي بينه وتركيا

□ لندن - «الحياة»:

■ نفى الحزب الديمقراطي الكردستاني (بزعامة مسعود بارزاني) وجود أي اتفاق (بينه وتركيا) سوى ذلك الذي صاغه (زعيم الاتحاد الوطني الكردستاني جلال) طالباني بنفسه في عام ١٩٩٢ ووقعه قبل أن يوقعه الحزب الديمقراطي الكردستاني وإذا كان طالباني راغباً في عرضة على الملا فلا مانع لدينا من نشر الاتفاق الذي يحمل توقيعهم.

وكان طالباني اتهم، في مقابلة أجرتها معه «الحياة» الأسبوع الماضي، حزب بارزاني بأنه تعهد لأنقرة «أنهاء» حزب العمال الكردستاني إذا قدمت له تركيا الأسلحة والمال والعتاد. ورداً على هذا الاتهام أوضح حزب بارزاني أن هناك «شريط فيديو لخطاب القاه (طالباني) في البرلمان الكردستاني في ١٩٩٢ اعتبر فيه حزب العمال (الكردستاني) إرهابياً ونعت رئيسه (عبدالله) أوجلان بأنه مجنون مصاب بداء العظيمة.

وجاء في «الضاح» صدر أول من أمس في صلاح الدين (شمال العراق)

عن المكتب المركزي للثقافة والاعلام في الحزب الديمقراطي الكردستاني وتلقت «الحياة» نسخة عنه أمس أن الحزب يدافع عن نفسه ضد «عدوان» يشنه حزب العمال الكردستاني. ويعتبر البيان أن «العالم كله يعرف أن هذا الحزب (العمال الكردستاني) يشن هجوماً على حزبنا الديمقراطي الكردستاني، بل أن عبدالله أوجلان الأمين العام لحزب العمال أعلن بنفسه أنه بدأ الهجوم لإنهاء وجود البارتي (الديموقراطي الكردستاني) وانشغال اتفاق دبلن وإقامة سلطة الشعب في كردستان العراق. بينما انبرى طالباني متطوعاً في مهمة دفاعية فاشلة عن الطرف المعتدي الذي يكرر إصراره على مواصلة العدوان».

وكرر بيان الحزب الديمقراطي الكردستاني اتهاماته بأن حزب طالباني مسؤول عن فشل محادثات المصالحة الكردية في دبلن لأن وفده «ترجع عن اتفاق المبادئ الذي وقعته في الجولة الأولى، ونظن أنه تراجع في الجولة الثانية ظناً منه أن حزب العمال سوف يقضي على الحزب الديمقراطي الكردستاني أو يضعفه إلى درجة تجعله يقبل بتنازلات معينة

يسعى إليها طالباني الذي اتخذ موقفه المتشدد بغية فرض شروطه.

وفي شأن مطالبة طالباني بأن «يختار» بارزاني بين «البقاء في المعارضة الفعلية أو الخروج من المؤتمر الوطني العراقي الموحد وينضم إلى النظام في بغداد» قال البيان إن الحزب الديمقراطي الكردستاني «أكد مراراً، ويؤكد هنا مرة أخرى، أنه متى ما رأى أن الاتفاق مع الحكومة العراقية يخدم الشعب العراقي عامة والشعب الكردي خاصة فإنه يتفق مع النظام الراهن علناً ومن دون تردد.

واتهم البيان طالباني بالتقلب «فهو قادر على أن يذهب إلى بغداد ويقبل صدام حسين ثم يعود إلى كردستان ويشتمه. أو أن يذهب إلى طهران ويعلن إسلاميته وضرورة فتح حسينيات في كردستان وأن يسافر بطائرة هليكوبتر تركية ويعرض على تركيا خدماته لإعادة ولاية الموصل إليها (ويعدّها) برأس عبدالله أوجلان ويشتم - هناك - إيران وسورية ثم يذهب إلى سورية ويصبح داعياً للوحدة العربية ويشتم تركيا وبورها في دبلن... الخ».

الشرطة الألمانية تعتقل مسؤولاً في حزب «العمال» الكردستاني

□ بون - من اسكندر الديك:

■ أعلنت أمس هيئة الادعاء العام في العاصمة الألمانية القبض على رئيس منظمة حزب العمال الكردستاني في برلين، وهو حزب محظور في البلاد. وأفيد أن الشرطة اعتقلت أحسان ي. بعد صدور قرار بهذا الصدد من المحكمة الاتحادية. ويتهم القرار المعتقل الكردي (٢٦ سنة) بـ «الانتماء إلى تنظيم إرهابي داخل البنى القيادية التابعة لحزب

العمال الكردستاني». وكانت الشرطة الألمانية القت القبض على أحسان ي. يوم الجمعة الماضي. إلا أن الإعلان عن ذلك تأجل إلى أمس، إذ قامت وحدات خاصة من المركز الاتحادي لمكافحة الجريمة ومن شرطة برلين بمداومة المركز الثقافي الكردي في حي كرويتسبيرغ وتفشيحه وصادرت منه «عناصر نباتية واسعة، على حد ما جاء في بيان صادر عن شرطة برلين. وجددير بالذكر أن الكردي المعتقل

هو ثالث قيادي بارز تعتقله الشرطة الألمانية خلال الأشهر القليلة الماضية وتتهمه بالعمل لصالح تنظيم إرهابي، والاعتقال السابق كان بحق امرأة كردية شابة.

وكانت السلطات الألمانية أصدرت عام ١٩٩٣ قراراً يحظر نشاط حزب العمال في ألمانيا بعد تظاهرات العنف التي قام بها مؤيدو هذا الحزب احتجاجاً على دعم بون عسكرياً لتركيا، وقيام عناصر حزبية منه بمهاجمة مصالح الأتراك الاقتصادية.



17 OCT. 1995

اتفاق باريس ١٩٩٤ رفضته تركيا لأنه يشير الى دولة كردية مستقلة

القوى الاقليمية تستخدم الاكراد في لعبة تتجاوزهم

وكانت فرنسا نفخت يديها من الموضوع. وحاولت الولايات المتحدة، هذه المرة، ان تمارس نفوذها. وهيأت لانتقاء الطرفين في بيلن، مرتين. وعلى رغم الضغط الاميركي ونفوذ الولايات المتحدة، فان شيئاً لم يتحقق. وبقي الطرفان الكرديان على موقفيهما: الحزب الديموقراطي يرفض تسليم الواردات الجمركية إذا لم ينسحب الاتحاد من مدينة أربيل، والاتحاد يرفض الانسحاب ما إذا يسلم الديموقراطي الواردات الجمركية.

لم تنظر سورية وايران بعين الرضا الى المسعى الاميركي للتقريب بين الاطراف الكردية. واعتبرت ايران ان الامر كله «مؤامرة اميركية» لتطويقها، وسارعت الى ممارسة ضغط كبير على الحزبين لاستجابة «مساعها»، هي لترتيب اتفاق. وتصرفت مع كل طرف على حدة، مستعملة سياسة العصا والجزرة. وحين يرى طرف كردي الطرف الاخر يتعاون مع جهة خارجية، يسرع هو للقاء هذه الجهة خشية ان يتعرض الى الحصار والتطويق. والوضع الخاطئ في «المنطقة الآمنة» المحاصر بدول بعضها شرس مستعد في كل لحظة لاتهام قطعة الجبنة الكردية، يدفع الاحزاب الكردية الى الرضوخ لكل التجاذبات.

ويخضع الحزبان الكرديان نفسيهما حين يظنان انهما يمارسان «سياسة» واقعية مع هذه الدول. والخطا الاكبر الذي يقعان فيه هو انخراطهما في لعبة المناورات الاقليمية التي تتم على حساب امن السكان الاكراد ومصالحهم. وبدلاً من ان ينصرف الحزبان الى الوضع الداخلي، وينشغلا بتصريف الشؤون الحياتية للناس، ويدفعا انصارهما واتباعهما الى اعمار كردستان وتشغيل ما بقي من معامل او مشاغل، ويجاد فرص للعمل، وترميم ما تهمد، وتسيير المؤسسات وتقوية عوامل البنين والادارة والانتاج، ينصرفان الى الانغماس في صراع احمق على السلطة، ويصرفان الموارد الضئيلة على شراء الاسلحة للاقتتال وتخريب ما بقي متماسكاً في كردستان.

هذا التنافس المستميت على السلطة والتفرد بالحكم، يدفع الطرفين الى الوقوع في مصيبة محاولة يبنلها الاكراد لتذوق بعض الامن والحرية. واليوم، تحاول الولايات المتحدة القيام بمحاولة جديدة لتحقيق مصالحها بين الحزبين الكرديين المتصارعين. فالسياسة الاميركية على يقين من ان بقاء القوات الحليفة لحماية الاكراد ليس له معنى في ظل استمرار القتال، وهي متأكدة ان ايران لا يهتمها من مساعي الصلح بين الاكراد سوى استخدامهم في لعبة اقليمية ممانية.

* كاتب كردي.

موقعه لا يتزحزح قيد انملة. والصراع الكردي اهلك الارواح والممتلكات، وقوض اساس الحياة الاجتماعية والاقتصادية، والى ذلك كله قتل الثقة. وهو فتح في الوقت نفسه الباب واسعاً امام كل التدخلات الاقليمية والخارجية. وينخرط الخريان في لعبة اكبر من حجميهما بكثير، وينصرفان كدولتين عظيمين وليس كحزبين. فيمضي كل حزب في اتجاه، ويدخل في مساومات والاعيب ومناورات مع جهات اقليمية وخارجية لا تؤدي الا الى زيادة الوضع تعقيداً، وتحول المنطقة الكردية الى ساحة للتجاذبات وتصفية الحسابات.

ولعل فشل الوساطات الخارجية، الى اليوم، مرده الى تداخلات الجهات الخارجية على الخط الكردي. فهذه الجهات تتضارب مصالحها، وتتناقض قراءاتها للوضع الاقليمي، وتحاول ان تخرب كل تسوية لا تروق لها، ولا تستجيب حساباتها. وكان الحزبان توصلا الى اتفاق شامل في باريس في ١٦ تموز (يوليو) ١٩٩٤ لحل كل المشكلات العالقة بينهما. واشرف مسؤولون فرنسيون، رفيق المستوى، على الاتفاق وبنلوا جهوداً لتسهيل الصعوبات. ووقع مندوبوا الحزبين الاتفاق، وعادا الى المنطقة الآمنة للشروع في التطبيق.

وما كاد حبر الاتفاق يجف حتى اندلع القتال مجدداً، وعادت دوامة الصراع الى نورتها الطاحنة. وسرت اشاعا عن حزب الحزب الديموقراطي الكردستاني كان سرب تفاصيل الاتفاق الى الحكومة التركية، التي اوصلتها الى الحكومة العراقية. ومارست الحكومتان الضغط على الحزب الديموقراطي كي لا يمضي في الاتفاق. وبدلاً منه اغذقت عليه مساعدات عسكرية ومالية كبيرة في مقابل «استئصال» الاتحاد الوطني الكردستاني.

اما سبب رفض تركيا اتفاق باريس فيعود الى اعتباره يكرس نوعاً من دولة كردية مستقلة، وهو امر ترفضه بشدة لأنه يؤثر على الوضع الكردي داخل تركيا. وهي سعت الى جمع الطرفين، وصاغت اتفاقاً يتوافق اكثر مع مشروعها الخاص وتصورها للوضع الكردي. وركن هذا التصور القضاء على الفوضى التي تعطي الفرصة لتسرب عناصر حزب العمال الكردستاني (التركي) الى المنطقة الآمنة ولشن عمليات مسلحة ضد تركيا. والتقى ممثلو الحزبين في انقرة، غير مرة، ومن دون جدوى. إذ كانت هواجس تركيا ابعد واوسع من هواجس الاكراد.

وفي اتفاق بيلن عادت تركيا لتلعب للعبة ذاتها، وهي حمل الاكراد على قلبية احتياجات لا يلبونها لانفسهم، من حماية الامن التركي والعمل لضمان الاستقرار والهوء في مناطق الحدود التركية - العراقية.

نزار أغري *

من باريس الى بيلن، مروراً بانقرة ودمشق وطهران، تتلاحق الوساطات وتبدل المساعي من اجل التقريب بين الحزبين الكرديين العراقيين، حزب الاتحاد الوطني الكردستاني، بزعامة جلال طالباني، والحزب الديموقراطي الكردستاني بزعامة مسعود بارزاني. ولا يبدو في الافق اي احتمال لنجاح هذه المساعي، فالتناحر الدموي بلغ حداً كبيراً أزرع معه الشك والحدق والكراهية وخلف الآف القتلى والجرحى وترك المنطقة الكردية «الآمنة» في شمال العراق نهبا للدمار والخراب.

واندلعت شرارة القتال بين الحزبين في ايار (مايو) ١٩٩٤، ثم سرعان ما انتشرت وتوسعت وتعمقت، وما زالت جمراتها تحت الرماد، على اهبة الاشتعال في اي لحظة. وولد القتال صدمة واحباطاً وخيبة امل كبيرة في صفوف الاكراد والمتعاطفين مع قضيتهم، وبعثانهم الطويلة التي استمرت عقوداً مع اعنى نظام عرفه الشرق الاوسط، اي نظام «البعث» العراقي. وكان الناس اعتقدوا، بعد حرب الخليج الثانية وقيام «المنطقة الآمنة» التي نشأت في ظلها الحكومة الكردية، ان الاكراد باتوا في مأمن من الاضطهاد.

الا ان هذا لم يتحقق، إذ انطلق الحزبان الكرديان يتناحران، ويعيثان بحياة الناس وممتلكاتهم بسوء لا تقل عن قسوة نظام الرئيس صدام حسين. وتحولت «المنطقة الآمنة» الى منطقة مخيفة تعبت المليونيات الكردية المتصارعة بمصيرها. وهبت البنات لتكمل المهمة التي كان يقوم بها جنود صدام. وراح السكان الاكراد، مرعوبين ومذعورين، يفرّون في كل الاتجاهات مجدداً.

توافرت للاحزاب الكردية المعارضة فرصة نادرة كي تثبت للعالم، وللأكراد قبل الجميع، انها إنما قامت على محاربة الحكومات العراقية، ليس حبا في القتال بل من اجل انتزاع حق الاكراد في الحرية وتقرير المصير. وكان يمكن المنطقة الكردية «المتحررة»، ان تتحول الى نقطة انطلاق لبناء مشروع البديل لحكم «البعث» العراقي، وان تصبح بؤرة تستقطب العراقيين، فيتألف الجميع، من العرب والاكراد والاشوريين والتركمان، في تعددية مفتوحة متسامحة، وديموقراطية حقيقية.

لكن القيادة الكردية فشلت في امتحان الديموقراطية. وهي استبدلت ديكتاتورية «البعث» بديكتاتوريتها، وياتت التشكيلات الكردية على شكل قبائل متصارعة تتنازع على العائدات الجمركية ومناطق النفوذ.

وعلى رغم كل الوساطات فان الحزبين متشبثان بموقفيهما. وتروح وفود وتاتي وفود وكل طرف في

ALHAYAT

20 OCT. 1995

أوجلان لكليتون: نريد مساعدتك ولا نريد دولة كردية في تركيا

□ لندن -
من كامران قره داغي:

محكمة تركية تسمح بالنشاط لمؤسسة كردية تعمل لحل سلمي

هو حزب العمال الكردستاني الذي يشن حرباً على السلطة المركزية في جنوب شرقي تركيا منذ ١٩٨٤. وأعرب احد اعضاء المؤسسة عن امله في انها ستزج بذور مبادرة حل غير عسكري للمسالة الكردية الامر الذي من شأنه ان يلعب دوراً رئيسياً في اجراء اصلاحات ثقافية لمصلحة السكان الاكراد الذين يشكلون نسبة كبيرة في تركيا.

وقال ايلتشي في كلمة لمناسبة الاحتفال بالترخيص للمؤسسة ان قرار المحكمة يعني نهاية سياسة انكار وجود الاكراد وثقافتهم في تركيا. واضاف: «من الآن فصاعداً سيعمل الاكراد في اطار شرعي من اجل تطوير ثقافتهم الخاصة». ولاحظ مراقبون حضروا الاحتفال مفارقة ساخرة تتمثل في ان ايلتشي اضطر في الوقت نفسه ان يمثل امام محكمة لامن الدولة بتهمة اطلاق تصريحات في مناسبة اخرى تضمنت طروحات قومية كردية.

ويعتبر ايلتشي قومياً محافظاً وكان وزيراً في حكومة بولنت اجاويد الائتلافية في منتصف السبعينات. وسجن سنتين في نهاية السبعينات بسبب نطقة العبارة القالية في البرلمان: «انا كردي وهناك اكراد في تركيا. لكنه، على رغم قوميته، من اشد منتقدي حزب العمال الكردستاني ويدعو الى حكم ذاتي ثقافي في اطار تركيا. وفي هذا الصدد قال احد الاعضاء المؤسسين، ويبلغ عددهم ٩٨ شخصاً: «الثقافة الكردية، نعم. لكن القومية ما زالت تعتبر كلمة سيئة».

□ اسطنبول -
من اصلي ايدنتاشباش:

بعد معركة قضائية استغرقت ثلاث سنوات اعترفت تركيا اخيراً، قانونياً وعملياً، بـ «هوية» كردية عبر اجازة «المؤسسة الكردية للابحاث والثقافة» التي تعمل من اجل التوصل الى حل غير عسكري للمسالة الكردية.

ومن شقة صغيرة تطل على ميدان تقسيم وسط اسطنبول بدأت هذه المؤسسة التي تعتبر «مظلة» لجماعات كردية عدة، نشاطها الرامي الى تحقيق هدفها المعلن في تطوير اللغة والثقافة الكرديتين.

وكانت محكمة في اسطنبول وضعت حداً في ١٢ من الشهر الجاري لمعركة قضائية استمرت ثلاث سنوات عندما سمحت باستخدام كلمة «كردية» في الاسم الرسمي للمؤسسة. وحتى الآن كانت التقاليد القانونية التركية الصارمة تحظر استخدام هذه الصفة لأي مؤسسة او حزب او شركة بحجة انها «تشجع الفصل العنصري». وكان الاسم الاصلي للمؤسسة هو «المؤسسة الكردية للحقوق والحرية». ووافق مؤسسوها ايضاً على حذف عبارة «الحق في الحكم الذاتي» من نظامها الداخلي بناء على اقتراح المحكمة. وتضم المؤسسة مثقفين ونشطاء اكراد ينتمون الى تيارات سياسية مختلفة يقودهم الوزير السابق السياسي شرف الدين ايلتشي الذي سجن في نهاية السبعينات سنتين بسبب اعلانه انه كردي. والتيار الوحيد الذي لا يتمثل في المؤسسة

ناشد زعيم حزب العمال الكردستاني عبدالله اوجلان الرئيس بيل كلينتون ان تساعد الولايات المتحدة في ايجاد تسوية سياسية للمسالة الكردية في تركيا. وقال في رسالة وجهها اليه: «ارجوك ساعدنا في ان نحقق بعض الحقوق التي حصل عليها اجدادك قبل اكثر من مئتي عام».

وقال في الرسالة، التي تحمل تاريخ الرابع عشر من الشهر الجاري واطلعت «الحياة» على نسخة عنها، انه يريد ان «يبعد الاعتقاد الخاطئ باننا حزب شيوعي كلاسيكي ونسعى الى تغيير الحدود القائمة لتركيا او اننا نصر على اقامة دولة كردية منفصلة. كما اننا نعارض اعمال الارهاب ضد غير المقاتلين من الطرفين المتحاربين». تابع: «نريد ان نسجل اننا نسعى الى السلام والاستقرار في تركيا والمنطقة عموماً. ولتحقيق هذا الهدف نحن مستعدون للبحث في اي حل يحمي هويتنا، بما في ذلك اجراءات تربيئات فيديرالية من النوع القائم في الولايات المتحدة الاميركية».

وناشد اوجلان الرئيس الاميركي ان «تستخدم نفوذك لاقتناع الحكومة التركية بقبول وقف للنار والبدء بحوار ما زال يمكنه ان يجنب دمار الشعب الكردي وعيوبه». كل ما نطالب به هو حماية حقوقنا الثقافية ولغتنا وان نمتلك الوسائل السياسية التي تحمي هويتنا».

وزاد: «نحن مستعدون لمفاوضات غير مشروطة (مع الحكومة التركية) لاجراء تسوية سلمية للمسالة

الكردية. واذا لم نهاجم فلن نهاجم. وسنداً وفقاً آخر للنار من جانب واحد بامل ان يؤدي الى محادثات سلمية في شان موطن للاكراد».

وقال اوجلان في الرسالة ايضاً ان «الحكومة التركية ترفض حتى الاعتراف بنا كقلمية وهو حق تنص عليه اتفاقات منظمة الامن والتعاون الاوروبي، بما في ذلك اعلان كوينهاغن». ووصف سياسة الدولة التركية تجاه الاكراد بانها تنبع الى «ابادة الشعب الكردي وإلغاء هويتنا الخاصة. وخلال السنوات العشر الماضية، شرد ثلاثة ملايين شخص من ديارهم وازيلت من الخريطة ثلاثة الاف قرية وحولت إلى انقاض اجزاء كبيرة من مدننا الرئيسية. ونتيجة لهجمات تمت برعاية السلطات، قتل الآلاف من السياسيين والكتاب والفنانين والمحامين ودعاة حقوق الانسان الاكراد. ومورست عمليات تعذيب واغتصاب وتدمير لممتلكات في صورة منظمة ضد غير المقاتلين. كما تعرض برلمانيون اكراد منتخبون لاعتداءات وقتل واحد منهم ويمضي ستة آخرون مدداً طويلة في السجن بسبب تعبيرهم عن آرائهم في صورة سلمية».

لا معلومات لدى واشنطن عن تسلم بارزاني مدرعات عراقية

بريطانيا تحض طالباني على التزام الوساطة الاميركية للمصالحة الكردية

□ لندن -

من كامران قره داغي:

أكد وزير الدولة البريطاني للشؤون الخارجية جيريمي هانلي دعم حكومته الوساطة الاميركية لتحقيق المصالحة بين الاتحاد الوطني الكردستاني (بزعامة جلال طالباني) والحزب الديمقراطي الكردستاني (بزعامة ضلعود بارزاني)، مشدداً على ان بلاده «تتفق اتفاقاً كاملاً في هذا الشأن مع الولايات المتحدة».

وقال السيد لطيف رشيد ممثل الاتحاد في بريطانيا وناطق باسم وزارة الخارجية البريطانية لـ «الحياة»، ان هانلي استقبل اول من امس وفد من الاتحاد راسه طالباني، وضم عضوي المكتب السياسي السيدين نوشيروان مصطفى وفؤاد معصوم، اضافة الى لطيف رشيد. ووصف ناطق باسم الوزارة اللقاء

بانه كان «جيداً وحضيناً الوغد الكردي على التزام الوساطة الاميركية».

واضاف ان هانلي شدد على ضرورة عودة السلام والاستقرار الى كردستان العراق وأكد تأييد بريطانيا الشعب الكردي «الصديق». وتابع ان هانلي اشار الى «الموقف الجديد للملك حسين من العراق، واعتبر ان كلام العاهل الابرني عن مستقبل العراق «مهم ومفيد».

على صعيد آخر جدد ناطق باسم الحزب الديمقراطي نفيه الاتهامات التي وجهها الاتحاد الى الحزب اول من امس بانه تلقى مدرعات من الحكومة العراقية. وفي هذا الصدد قال مسؤول اميركي رداً على سؤال وجهته اليه «الحياة»، ان واشنطن «ليست لديها اي معلومات عن تسلم بارزاني مدرعات عراقية». وقال الناطق باسم حزب بارزاني لـ

«الحياة»، ان حزبه «يرحب بتشكيل لجنة من المعارضة العراقية لتقصي الحقائق في هذا الشأن، وفي الوقت نفسه نطالبها بان تتقصي الحقائق في المناطق التي يسيطر عليها الاتحاد، سواء بالنسبة الى انتهاكات حقوق الانسان او الاتصالات المستمرة التي يقيمها مع بغداد، خصوصاً عبر خط التماس في منطقة تشمش شمال الواقعة بين السليمانية وكركوك».

الى ذلك أكد مصدر قريب من الحزب الديمقراطي ان حزب العمال الكردستاني «اضطر نتيجة الضربات التي تعرض لها على ايدي قواتنا الى سحب معظم مقاتليه من محافظة دهوك الى مناطق الاتحاد». و اضاف ان هؤلاء المقاتلين «نشروا في الجبهة الاسمية لقوات الاتحاد في مناطق باليسان فنانزين المتاخمة لمحافظة دهوك لتمكينهم من القيام بعمليات كر وفر ضد مواقعنا».

تركيا: تحديد موعد الانتخابات والمائيات طالب باطلاق اربعة نواب اكراد

□ انقره، بون - «الحياة»، رويترز - صادق البرلمان التركي امس على مشروع قرار بإجراء انتخابات عامة مبكرة في ٢٤ كانون الاول (ديسمبر) المقبل. في غضون ذلك خرج من السجن نائبان كرديان سابقان كانا حكماً بنهمة ممارسة نشاطات انفصالية، لكن وزير الخارجية الالمانى كلاوس كينكل دان محكمة الاستئناف في انقرة لرفضها اطلاق اربعة نواب اكراد آخرين ما زالوا في السجن. وعلم ان الفائزين غادروا سجن انقرة امس بعد اكثر من ٢٤ ساعة على قرار المحكمة بإلغاء الحكم بإدانتهم وإصدار امر باطلاقهم. وتقلت صحيفة «حرية»، التركية عن كينكل ان «الحكم (بإطلاق النابيين) يأتي عشية اجتماع البرلمان الاوروبي للبحث في قرار في شأن الاتفاق الجمركي مع تركيا، لكن ما صدر عن المحكمة (رفض إطلاق الأربعة) لن يساعد كثيراً على اقرار ذلك».

على صعيد الانتخابات، جاء قرار البرلمان في ضوء الاتفاق الاسبوع الماضي بين زعيمة حزب «الطريق القومي»، رئيسة الحكومة تانسو تشيلير وبنيز بايكال زعيم حزب «الشعب الجمهوري»، على اعادة تشكيل الائتلاف المنهار الذي تصدع نتيجة خلاف على الأمن الداخلي وحقوق الانسان في تركيا. وسيسمح للاتراك المستعربين بالإدلاء بأصواتهم، وستخفض السن القانونية للمشاركة في الانتخابات من ٢١ الى ١٨ سنة. ويسعى الائتلاف الحاكم الى إجراء تغييرات ديموقراطية وتشريعية قبل استعراع البرلمان الاوروبي في كانون الاول (ديسمبر) المقبل على اتفاق الوحدة الجمركية بين تركيا وأوروبا.

انقرة: مجلس الأمن الدولي يوصي بالتحديد لـ قوة الشرطة

□ انقرة، طهران - ١ ف ب - اوصى مجلس الأمن القومي التركي الحكومة بتمديد حال الطوارئ في جنوب شرقي الاناضول لمدة اربعة اشهر ابتداء من ١٩ تشرين الثاني (نوفمبر) المقبل، ويتمديد مهمة القوة الغربية (قوة الشرطة) التي تعمل في اطار عملية «بروفايدي كومفورت»، لحماية اكراد العراق. واوصى المجلس اول من امس بالتمديد ثلاثة اشهر ابتداء من ١ كانون الثاني (يناير) ١٩٩٦ لهذه القوة الجوية المرابطة في قاعدة انجربليك التركية منذ تموز (يوليو) ١٩٩١، وتضم طائرات اميركية وبريطانية وفرنسية. ويتوقع ان يصدر البرلمان التركي بحلول نهاية السنة قراره حول التمديد لوجود هذه القوة على الأراضي التركية، وتتهدى

مذتها في ٢١ كانون الاول (ديسمبر) المقبل. وتتمثل مهمة هذه القوة في مراقبة اجواء العراق شمال خط العرض ٣٦. على صعيد آخر برثت اذاعة طهران الخميس انه تم العثور اخيراً على رفات نحو ٦٠٠ جندي ايراني قتلوا اثناء الحرب مع العراق (١٩٨٠ - ١٩٨٨) وتعرفت اليها فرق بحث عسكرية في مناطق الحدود بين البلدين. وكان متوقعاً امس ان تشيع بعد صلاة الجمعة في جامعة طهران جنازة هؤلاء الجنود. وطلبت السلطات ورجال الدين من المواطنين حضور جنازة هؤلاء المحاربين. وبذلك يكون عشر حتى الآن على رفات اكثر من ٢٠ الف جندي ايراني منذ انتهاء الحرب العراقية - الايرانية في آب (اغسطس) ١٩٨٨.

Weeke



Hard land, obd

Nicholas Woodsworth visits the mountainous border where Turks and

In the night there is distant gunfire, a short-lived, far away staccato of small arms followed by a duller report, something heavier. Then silence. I lie in bed, open-eyed in the dark, listening and wondering if it might begin again.

But the town of Van sleeps on. In the alley below a dog sets up a half-hearted alarm, then too falls silent. In the morning there is news of two dead Turkish soldiers in an ambush along Lake Van. The same incident? I ask. No-one seems to know. There is too

much distant and unexplained gunfire in the hills of eastern Turkey to worry about it.

Lake Van is a small inland sea, remote and ethereally beautiful, ringed by volcanic mountains. It was once an exotic outpost for foreign visitors but, for the past 10 years,

an increasingly brutal confrontation between Turkish troops and Kurdish rebels has made travel here unsafe - more than 16,000 people have died in this dirty little war. I have come to see something of a conflict the Turkish government would rather the world ignores.

nd FT



urate foes

Kurds wage a war with far-reaching effects

Ali, the sunburned Kurdish fisherman I meet on the shores of the lake, is a supporter of the Kurdistan Worker's Party, or PKK - the separatist guerrilla organisation that is active through much of south-eastern Turkey. He has not always been a fisherman. A graduate

of a German university, he has returned to Lake Van to see to the safety of his family.

Life here has always been precarious. This sprawling marchland is where empires - Russia to the north, Arabs to the south, Persia to the east and Turks to the west - have

rubbed and collided for centuries. Like shifting tectonic plates, they have left a history of advance and retreat, of pressure and friction, of uprising and suppression and destruction.

The beginning of this century witnessed the Ottoman

liquidation of the Armenian people and homeland in Turkey - a massacre which took 1m lives. The conflict seeing out the century is not nearly as concentrated. The Kurds, clannish, nomadic and proudly independent, are spread not only through eastern Turkey, but also in Iran, Iraq and Syria. Subject to campaigns of suppression or elimination - most memorably Saddam Hussein's gassing of Kurdish villagers - all have factions fighting for an independent Kurdish state.

Ali has become a sympathiser, he wants to make clear to me, by default. What he wanted when the Kurdish insurrection broke out 11 years ago was not fighting, but jobs and opportunity for Turkey's poorest region. He has since been pushed into supporting the PKK, he insists, by the government's intransigence on human rights; its determination to deal with Kurdish nationalism by fighting rather than talking.

His people's demands, Ali says, are elementary. They want recognition.

Officially, Kurds do not exist as an ethnic minority in Turkey. Only non-Moslems, Jews, Armenians and Greeks, are so recognised. Subject to policies of assimilation, Turkey's estimated 15m Kurds are prohibited from forming ethnically-based political parties. They are not allowed to educate their children in the Turkish language, nor to broadcast by radio or television in Kurdish.

Kurds have felt particularly vulnerable since 1982 when Turkey's then-military rulers drew up an authoritarian constitution and an anti-terrorist law which makes a crime of any act or speech "that threatens the indivisible unity of the Turkish state." It has muzzled all advocates of human rights. More than 150 intellectuals and politicians are in prison on charges of separatism. Last

The Turks are a fierce people. Concessions to nationalism, they insist, are simply concessions to terrorism

December, six members of the Turkish parliament were sentenced to up to 15 years for promoting Kurdish rights and holding talks with the PKK.

Such a government will not change of its own accord, Ali

insists; it can only be pressured into change from the outside. He points to his home, the small fishing village on the lake shore beside us.

"What has changed is the Kurds themselves," he says. "Ten years of conflict has given us a more militant nationalism, a stronger sense of ourselves. Before, Turkish soldiers used to stroll into the village, demand food, then pour it on to the ground in front of us. We were terrified. But now see the way Turkish soldiers have to travel."

I look down the highway leading to the village. Slowly, cautiously, its steel hatches shut tight, an eight-wheeled armoured personnel carrier prowls along the bright waters of the lake.

□ □ □

"To kill the flea, you must burn the blanket." As I drive northward from Lake Van along the Iranian border towards Mount Ararat, I consider this old Turkish saying that now seems to guide state policy on Kurdish nationalism.

Where does such heavy-handedness come from? Some see in it a hangover from the rigid bureaucracy and centralised rule of the old Ottoman days. Others cite the political immaturity of a system that has only known multi-party democracy since the end of the second world war. Critics of the government point to an obsessive, implacable and militarist nationalism on the part of the Turks themselves. Supporters say suppression is the only way - give Kurds cultural rights and local autonomy and soon, they fear, there will be demands for independence and the break-up of the Turkish state.

The Turks are a fierce and obdurate people. Concessions to nationalism, they insist, are concessions to terrorism, and negotiated settlement wholly out of the question. Their problem remains, however, for Kurds are equally fierce and obdurate. The blanket might be in flames but the fleas continue to bite.

I am nervous driving along this mountain road, deserted but for solitary Kurdish shepherds and slow-crawling army convoys. Most of eastern Turkey is under emergency rule, governed militarily and strewn throughout with anti-insurgent garrisons, bases, posts and check-points.

One soon becomes used to the sight of tanks grinding through one-horse towns in the middle of the Turkish steppe-lands. But this high-profile presence has done little to halt the activities of PKK bands based in the mountains above. While the military has a grip on the larger towns, the situation is out of control in many rural areas. As an ineffectual, 35,000-man Turkish incursion into PKK territory in Iraq showed in March, tanks and helicopters have yet to win a mobile guerrilla war.

By day, this road nominally is under government control; ahead of me lies a check-point manned by half a dozen Turkish soldiers. At times, however, the check-points are PKK manned. Policemen, soldiers and government employees are all automatic targets; so, too, are those Kurds on PKK lists of collaborators.

The soldiers who search my car are cold and wet, young conscripts from the cities and towns of western Turkey. This wild and desolate mountain country is as foreign to them as it is to me, and much more dangerous. They look miserable but are polite as they go through my baggage. They do not expect to find guns. What they want is what soldiers at isolated check-points all over the world want - cigarettes.

Beyond the check-point is a Turkish village, a straggling collection of mud and stone houses with grass growing from their flat roofs. The red Turkish flags overhead and the sand-bagged gun emplacements identify it as belonging to the "village guard" system, a rural network into which the state has pumped money and arms in return for allegiance. Village guards are regarded by the PKK as legitimate targets and are killed regularly. So are their wives and children.

Not joining the village guards is no less risky. Last year the government has adopted a scorched earth policy; Kurdish villages not joining the guards are being evacuated and their inhabitants herded into the towns. The Turkish Human Rights Association says 2,500 villages have been destroyed and 2m Kurds displaced. They complain, too, that torture is systematic and the disappearance of Kurds in detention common.

Government critics have to defy Turkey's proposed membership in the European customs union. Seen as a first step

towards full integration in the EU, it is desperately wanted by Turkey. Beyond the economic benefits on offer, it would provide historical redressment; for centuries the Turks, once masters of much of Europe, have resented being treated as barely European.

The west wants Turkey on board just as badly. Beyond Europe's south-eastern flank

Like many Turks, hard- line politicians equate Kurdish autonomy with treason

lies a world of mayhem: Islamic fundamentalism, a Russian empire in tatters, desperate populations in conflict. Who better to protect the beleaguered west from than the fierce and obdurate Turks? A Pentagon report issued in June says: "Turkey... is now at the crossroads of almost every issue of importance to the US on the Eurasian continent - including NATO, the Balkans, the Aegean, Iraq sanctions, relations with the Commonwealth of Independent States, peace in the Middle East, and transit routes for central Asian oil and gas."

It is not surprising that we find ourselves in an uncomfortable dilemma over Turkish entry into Europe. Do we continue to regard the EU as a argued that dealing with moderate Kurdish nationalists could undermine the PKK's guerrilla war. In creating a population of young, bitter and unemployed Kurds, the government seems to be doing its best to push south-eastern Turkey into the arms of the PKK.

□ □ □

Evening, and I am sitting on a street corner in Doğubayazıt. High above the already dusk-filled town, the snowy cone of Mount Ararat seems to float suspended in the last light of day, weightless.

From a window overhead emerge mournful voices. In an upstairs restaurant, Kurds have gathered to sing, to drink *raki*, to dance, to lament. My pavement companions, though, five policemen, are Turkish. Like all Turks I have met, they are hospitable, generous and

proud men with an enormous sense of honour. They spend their evenings, guns cradled against their chests, in long vigil - the PKK is strong enough around Doğubayazıt to threaten armed incursion into the town.

As a foreigner, I am a relief from routine. I am offered cigarettes, glasses of tea from the café across the street. We sip and smoke and, over the chatter of police radios, we talk. We discuss women, soccer, our children, how we miss home, women again. An hour passes, then two. We become friends, as one is wont to do with Turks. As I walk away, I consider a larger kind of friendship with the Turks.

This autumn, the European Parliament is scheduled to ratify a body established for the pacific settlement of differences, or do we, to put it bluntly, turn a blind eye to the safety of Kurdish lives in Turkey in order to buy our own safety?

European parliamentarians, shocked by the bloodshed in eastern Turkey, have demanded political reforms in return for ratification of the customs union treaty - among them, amendments to the constitution and the anti-terrorist law, and the release of imprisoned Kurdish MPs.

It seems improbable that the Turkish parliament will be able to push through such reforms by autumn. Like many Turks, hard-line politicians equate Kurdish autonomy with treason, and reforms with pandering to a condescending Europe. Turkish president Suleyman Demirel has warned that Turkey will go its own way should the EU fail to understand its security needs. Delaying the customs union vote may buy time, but could polarise the issues.

I lie awake in my room and listen to sounds floating in from outside. I hear the raising and lowering of the old railway crossing barrier the hotel has appropriated for its parking lot; the cutting of air brakes as long-haul trucks on their way to Tehran pull up for the night; the stacking of tables at the café down the road.

Slowly, such sounds drop away. Finally, there is nothing but two noises left - the mournful, endless dirge of the Kurds, and the squawk and splutter of Turkish police radios. I turn over and wait for sleep, knowing they will carry on for some time yet.